

# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**13e Législature – 4e session**

**Vol. 1 – Séances du 11 janvier au 22 février 1916**

**1916**

**Texte établi par Jean Boucher**

---

**Orateur : l'honorable Cyrille Fraser Delâge**







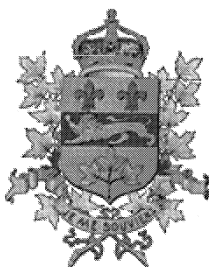
**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**13e Législature – 4e session**

**Vol. 1 - Séances du 11 janvier au 22 février 1916**

**1916**





# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**13e Législature – 4e session**

**Vol. 1 – Séances du 11 janvier au 22 février 1916**

**1916**

**Texte établi par Jean Boucher**

---

Québec

Service de la reconstitution des débats

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2001

### **Éléments de catalogage**

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre. V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

**Direction :** Jocelyn Saint-Pierre

**Recherche et reconstitution :** Jean Boucher

**Traduction :** Suzanne L'Allier

**Révision et édition :** Michel Rhéaume  
Donald Chouinard  
Marie Auger

**Indexation :** Rénald Buteau

**Collaboration :** Donald Chouinard  
Jocelyn Saint-Pierre  
Gilles Gallichan  
Carmen Gosselin

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 3<sup>e</sup> trimestre 2001  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-551-21372-X  
ISSN 0847-4273  
15 \$







## **Faits marquants de la session de 1916** **11 janvier au 16 mars**

### **Les événements de 1916**

Entre le moment où les parlementaires se quittent, soit le 5 mars 1915 à l'occasion de la prorogation de la 3<sup>e</sup> session de la XIII<sup>e</sup> législature, et celui de leur retour, soit le 11 janvier 1916, à l'occasion de l'ouverture de la 4<sup>e</sup> session de la XIII<sup>e</sup> législature, les événements marquants se regroupent autour de deux préoccupations principales: la guerre et les droits des francophones hors Québec, plus particulièrement autour de la question des écoles francophones en Ontario.

### **La guerre**

L'année 1916 représente en fait la troisième année civile de la participation du Canada à la guerre aux côtés du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; et le Québec a et a dû suivre le mouvement. Lors du déclenchement, on croyait que cette guerre serait de courte durée. On disait même, en Europe, que l'on serait de retour pour la Noël 1914. Ces belles illusions du départ se sont cependant évanouies pendant la très dure année 1915. En 1916, tous savent désormais que la guerre sera longue. Les fronts est et ouest se sont stabilisés; la guerre des tranchées s'est installée; les morts et les blessés s'accumulent à un tel rythme que la guerre est devenue "La Grande Guerre". On la qualifie même de "Grande Boucherie". Souvent, au Québec, comme ailleurs au Canada, des familles sont laconiquement avisées du décès de l'un des leurs.

La propagande triomphaliste et la censure exercée par le gouvernement veillent à ne pas nuire au recrutement qui, à ce moment, est volontaire. Néanmoins, on prend peu à peu conscience que la guerre outre-mer n'est pas une simple ballade pour casser du Boche<sup>1</sup>.

Au Canada, l'organisation de la guerre, c'est l'affaire d'Ottawa et le gouvernement fédéral s'en occupe avec zèle. Son meilleur représentant est Sam Hughes, ministre de la Milice, un personnage flamboyant, tonitruant, bousculant tout sur son passage et démontrant une passion pour la cause qui va au-delà de toute description<sup>2</sup>. Dès le début du conflit, le gouvernement Borden répond à l'appel de la mère-patrie et commence à organiser la levée des troupes. Le recrutement s'effectue sur une base volontaire et il en sera de même tout au long de l'année 1915. Le Québec, entraîné dans le sillage du gouvernement fédéral, n'a pas d'autre choix que de suivre le mouvement.

De multiples régiments sont formés, entraînés et expédiés sur le théâtre de la guerre en Europe. Les Canadiens français sont cependant disséminés dans des bataillons, dans des régiments commandés par des Canadiens anglais, où ils comprennent mal la langue et sont - il faut bien le dire - peu considérés par les officiers anglophones. Des Canadiens français commandent des troupes au front, s'y distinguent, mais ils demeurent une minorité dans l'ensemble du corps des officiers. Toutefois, en 1915 on assiste à l'émergence du premier bataillon entièrement formé de Canadiens français, le 22<sup>e</sup>. Celui-ci complète son entraînement en Nouvelle-Écosse, s'embarque pour l'Europe le 20 mai 1915, monte en ligne le 20 septembre de la même année et subit ses premières pertes.

Le Québec fournit également des effectifs destinés à divers hôpitaux qui sont formés pour opérer sur le champ de bataille. Ainsi, le 6 mai 1915, trois hôpitaux quittent le sol canadien, soit l'hôpital no 3 de l'Université McGill, l'hôpital no 4 formé par le Dr Mignault, entièrement composé de Canadiens français, et l'hôpital no 5, formé à Kingston. Pendant ce temps, l'Université Laval envisage la formation d'un autre hôpital canadien-français, avec évidemment l'approbation des autorités religieuses, à savoir Mgr Bruchési.

Le recrutement des volontaires au Québec, malgré des chiffres assez imposants, demeure difficile et semble inquiéter les autorités fédérales, toujours sceptiques au sujet des convictions, voire de la loyauté, des Canadiens français du Québec envers la mère-patrie britannique<sup>3</sup>. À cet égard, il faut bien reconnaître que les positions et la campagne menée, depuis quelques années,

par les nationalistes peuvent encourager les fidèles et loyaux partisans anglophones du dominion dans leur scepticisme, même si l'ensemble des autorités laïques et religieuses appuient officiellement et publiquement l'entrée en guerre du Canada aux côtés de la Grande Bretagne.

Afin de stimuler le recrutement des troupes au Québec, on évoquera abondamment la mère-patrie, non pas en pensant à l'Angleterre mais à la France. Au-delà du fait que la guerre se déroule sur un théâtre lointain, cette attitude démontre qu'il existe au sein de la population francophone une certaine ambiguïté des attitudes. Certains ministres francophones, à Ottawa, vont plus loin dans les arguments évoqués: "Si nous n'arrêtons pas les Allemands en Europe, ils viendront un jour, sur nos rives, saccager nos villages et nos églises"<sup>4</sup>.

Ni guerre ni censure qui s'installent ne parviennent à faire taire les nationalistes. Henri Bourassa, le mentor et le chef de ce mouvement, rappelle, tout au long de cette année 1915, à l'occasion de multiples conférences, réunions publiques, articles, la position de la Ligue nationaliste. Et en décembre 1915, Bourassa publiera ce qui, selon l'expression de Robert Rumilly, s'avérera "son premier et seul gros volume: *Que devons-nous à l'Angleterre?*" Au cours de la session, M. Armand Lavergne, député de Montmagny, se fera l'écho des thèses de M. Bourassa sur le plancher de l'Assemblée législative.

L'organisation de la guerre implique la mise en place d'une industrie de guerre. Ottawa s'y applique en étroite collaboration avec le gouvernement impérial. En conséquence, sous l'instigation de ce dernier, le gouvernement Borden abolit en novembre 1915 le "Shell Committee", ou plus exactement, le "Shell Committee" démissionne pour faire place au Bureau impérial des munitions. Dans les faits, il s'agit d'une agence du ministère britannique des munitions. Le Bureau, sous la présidence de Sam Hughes, comprend sept membres dont un Canadien français, M. J.-A. Vaillancourt, président de la Banque Hochelaga, qui "n'exerçait pas d'influence sérieuse"<sup>5</sup>. L'industrie manufacturière canadienne profitera des nombreuses commandes de guerre effectuées par la Grande-Bretagne. Le Québec en profitera<sup>6</sup>, mais dans une moindre mesure que l'Ontario. L'agriculture québécoise en profite aussi. Cette relative prospérité comporte, pour les recruteurs, un effet pervers: le Québécois trouvant plus facilement de l'emploi est moins porté à s'enrôler.

Le financement de la guerre relève également du gouvernement canadien, lequel met en place divers mécanismes de contribution auxquels participent les provinces canadiennes, dont le Québec. Ainsi, en 1915, le gouvernement du Québec contribue à l'effort de guerre en fournissant des sommes d'argent à divers fonds d'aide: contribution à l'Hôpital canadien à Paris; aide au Fonds belge; contribution au Fonds national de secours français; contribution à la Commission des hôpitaux militaires; contribution à l'emprunt de guerre du Canada; octroi au Fonds patriotique canadien. Et la population québécoise est appelée, elle aussi, à contribuer aux Fonds britannique et canadien de la Croix-Rouge ainsi qu'au Fonds patriotique canadien.

### **Les écoles françaises en Ontario**

L'année 1915 s'avère une autre année difficile pour les droits des Canadiens français de l'Ontario. Tout au long de l'année, la question des écoles françaises en Ontario sera fortement débattue au sein de la société québécoise, et ce, à tous les niveaux. La lutte pour le droit à l'éducation des Canadiens français en Ontario divise la classe politique, le clergé, la presse et la population en général. Au Québec, cette question ne peut pas être dissociée de celle de la guerre. Toute la problématique tourne autour de la question suivante: Pourquoi aller se faire massacrer sur les champs de bataille européens, au nom d'une fidélité et d'une loyauté à une mère-patrie anglophone, lorsque les représentants de cette même mère-patrie au Canada bafouent les droits les plus élémentaires des Canadiens français en Ontario? Et on ira jusqu'à comparer les Ontariens anglophones aux Allemands.

En 1915, le président de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, M. Alphonse Charron, démissionne de son poste et l'Association songe à offrir la présidence à M.

Rodolphe Landry, un Québécois, président du Sénat. On peut imaginer l'onde de choc dans le monde politique. Thomas Chapais effectue des démarches pour tenter de dissuader l'Association de procéder ainsi. Plusieurs politiciens, principalement issus du Parti conservateur, y voient un geste de provocation, un empiètement, une intrusion envers le gouvernement ontarien. Agir ainsi, dit-on, c'est heurter les bonnes dispositions du premier ministre ontarien à régler la question. Et on emploiera continuellement cet argument pour dénoncer les propos et les écrits des représentants de la Ligue nationaliste. Philippe Landry accepte le poste de président de l'Association.

Le 12 juillet 1915, la Cour d'appel de Toronto affirme la validité du *Règlement XVII*<sup>7</sup>, ce qui entraîne la dissolution de la Commission des écoles séparées d'Ottawa, alors constituée de 18 commissaires élus dont 12 Canadiens français. Cette dernière est remplacée par une commission de trois membres, constituée de deux Irlandais et d'un Canadien français nommé par le gouvernement ontarien. Une guerre s'engage.

L'école française Guigues d'Ottawa, nommée en l'honneur du premier évêque du diocèse, devient un symbole. Deux jeunes enseignantes, Diane et Béatrice Desloges, sont chassées de l'école par la nouvelle commission scolaire. Elles ouvrent alors une classe dans une chapelle voisine; les enfants suivent; les nouvelles institutrices nommées par le gouvernement se retrouvent devant des classes vides; le gouvernement ontarien suspend le brevet des sœurs Desloges et les menace.

Ailleurs, par exemple à l'école Garneau, les membres de la commission scolaire gouvernementale invitent quatre institutrices à toucher leur paie, mais ils leur demandent en même temps de signer un acte de soumission au *Règlement XVII*, ce qu'elles refusent. Pendant ce temps, avec Henri Bourassa en tête, les conférences et les levées de fonds s'organisent partout au Québec.

### **Autres questions d'actualité**

Il faut rappeler un événement qui surviendra pendant la session parlementaire. Il s'agit de l'incendie qui a détruit, le 3 février 1916, les édifices du Parlement à Ottawa et qui a entraîné la mort de six personnes, d'après Joseph Schull. La Législature québécoise offrira ses locaux, mais le Parlement fédéral déclinera l'offre et siégera au Musée Victoria, à Ottawa.

Le 6 avril 1915, l'École des hautes études commerciales s'affilie avec l'Université Laval à Montréal et n'est plus, en conséquence, considérée comme une école neutre. Aux ultramontains, il ne reste plus que les écoles techniques à dénoncer comme étant supposément des écoles neutres. Cette question des écoles techniques sera débattue sur le plancher de la Chambre lors de la session: M. Cousineau, chef de l'opposition les dénonçant vertement, M. Gouin, premier ministre, les soutenant.

Par ailleurs, soulignons quelques réalisations dans différents domaines: la construction de chemins se poursuit; on entreprend la construction de deux grands barrages: celui de la Saint-Maurice et celui de Saint-François. Les transactions entourant le barrage de la Saint-Maurice suscitent des questions, et un débat d'importance sera soulevé à l'Assemblée à la fin de la session. De leur côté, les coopératives agricoles profitent de la guerre pour se développer, et la colonisation continue son implantation en Abitibi.

Sur la scène culturelle montréalaise, la longue bataille de la lecture publique se solde par l'ouverture parallèle de deux grandes institutions. Le 12 septembre, les sulpiciens ouvrent au public la Bibliothèque Saint-Sulpice, rue Saint-Denis, et moins d'un kilomètre plus loin la Bibliothèque municipale de Montréal inaugure ses locaux sur la rue Sherbrooke, le 22 novembre<sup>8</sup>.

C'est la situation qui existe à la fin de l'année 1915.

## Les acteurs en présence

Le 11 janvier 1916, le lieutenant-gouverneur, Pierre-Évariste Leblanc, vient inaugurer la 4<sup>e</sup> session de la XIII<sup>e</sup> législature. Les troupes libérales, au pouvoir pour une vingtième année, sont dirigées par Lomer Gouin, chef incontesté, au faite de ses expériences gouvernementale et parlementaire, bien appuyé par Louis-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail, et par Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture. Lomer Gouin apparaît bien en selle dès le début de la session et il en sera le maître de jeu. Cette session démontrera également son habileté, dans la façon de traiter la question scolaire des francophones de l'Ontario. Il réussira à faire trébucher l'opposition conservatrice sur cet obstacle, et ce, à la veille d'une élection générale.

Face à Gouin, le Parti conservateur, qui forme l'opposition officielle, entreprend la session avec un nouveau chef, Philémon Cousineau, à la mi-session de 1915. Ce dernier succéda à Joseph-Mathias Tellier, qui fut chef du 2 mars 1909 au 16 février 1915. Cousineau entreprend donc, en tant que chef, sa véritable première session. Ce sera aussi sa dernière.

Autant son prédécesseur apparaissait diplomate, posé, courtois, pas assez agressif comme chef de parti, disaient certains, autant Cousineau apparaît guerrier dans ses attaques à l'endroit du gouvernement libéral. En Chambre, les débats révèlent son ton brusque, même hargneux à l'occasion. C'est l'approche: "Pas de quartiers!" Il charge l'ennemi tête baissée. Cette attitude le conduira à sa perte. Il ne saura pas distinguer entre l'aveugle "partisannerie" politique et la raison d'État, principalement lors du débat sur le projet de loi 180, initialement intitulé "Loi pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires". Ce projet de loi vise principalement à donner aux municipalités la permission de contribuer à la lutte des francophones en Ontario.

L'opposition compte aussi deux indépendants: le monde ouvrier est représenté en Chambre par le député de Saint-Sauveur, Joseph-Alphonse Langlois, et Armand Lavergne, député de Montmagny, représentant de la Ligue nationaliste.

Sans la présence de M. Lavergne, la session de l'hiver 1916 n'aurait pas été la même. À plusieurs reprises, il en animera les séances, surtout à l'occasion du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône et lors des débats sur les droits des francophones en Ontario. Armand Lavergne, dans la pure tradition de la Ligue nationaliste, associe la question de la guerre et les droits des francophones en Ontario. Haut en couleur, tribun hors pair, Lavergne nous livre des pièces d'éloquence mémorables; celle du 13 janvier 1916 donnera le ton à la session.

L'attitude de Lavergne, au cours de la session, révèle une évolution de la position des nationalistes à l'égard du gouvernement Gouin. Les nationalistes, depuis quelques années, s'étaient tactiquement alliés aux conservateurs provinciaux. Mais au cours de la présente session, M. Lavergne s'éloigne graduellement des conservateurs au point qu'en fin de la session il se déclarera relativement satisfait de la position du gouvernement à l'égard des francophones en Ontario. En fait, la rupture avec les conservateurs sera consommée lorsque Henri Bourassa, en éditorial dans *Le Devoir*, donnera son appui à Lomer Gouin aux élections générales qui auront lieu le 22 mai 1916, soit deux mois après la présente session.

L'Assemblée législative a perdu deux de ses membres pendant l'ajournement sessionnel. En premier lieu, il y a eu le décès de M. Jean Prévost, à 44 ans, le 21 juillet 1915. Député de Terrebonne et ancien ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans un précédent gouvernement Gouin, Prévost démissionna à titre de ministre en 1907. Lors de son décès, il siégeait comme député libéral indépendant. À l'ouverture de la session, sur son pupitre à l'Assemblée législative, on pouvait lire une carte: "*In memoriam*. Au défenseur des petits et des humbles"<sup>9</sup>.

Le second départ affecte les rangs du Parti conservateur. Ésiöff-Léon Patenaude, 40 ans, brillant député et représentant de Laprairie depuis 1908, a quitté la scène provinciale le 2 octobre 1915. Il se présenta aussitôt sur la scène fédérale et gagna l'élection partielle dans le comté d'Hochelaga, le 15 octobre 1915. Il est immédiatement nommé ministre du Revenu dans le gouvernement Borden.

### **Ouverture de la session**

À la première séance du 11 janvier 1916, le président, l'honorable M. Cyrille Fraser Delâge refait aux députés la lecture du discours du trône à la Chambre, comme le veut la tradition. Il fait tout d'abord référence à la guerre "qui se poursuit sur un théâtre sans cesse agrandi et exige de chacun d'eux (les alliés) un effort de plus en plus considérable." En fait, on parle de la guerre sans en parler. Le gouvernement, en livrant son discours du trône, semble volontairement "s'autocensurer". On a l'impression qu'il n'est pas permis d'étaler en public autre chose que des déclarations de fidélité, de loyauté et d'appui aux alliés.

Le discours du trône affiche cependant moins de réserve à détailler les réalisations du gouvernement depuis la fin de la dernière session. Ainsi, l'agriculture est prospère, on construit des barrages, on augmente le salaire des enseignants, on construit une école normale à Sherbrooke, on poursuit la construction des routes, on favorise toujours la colonisation, on produit d'intéressants rapports sur les gisements miniers, on fait la promotion de l'émigration auprès des clientèles européennes, on pourvoit les municipalités en matériel anti-incendie, bref, tout va bien, tout le monde est heureux... Pas un mot sur la situation scolaire en Ontario.

Le lendemain, toujours dans l'orthodoxie parlementaire, la Chambre procède à l'Adresse en réponse au discours du trône. L'Adresse est présentée par le député de Bonaventure, Joseph-Fabien Bugeaud; Alfred-Joseph Bissonnet, député de Stanstead, la seconde. Une fois de plus, l'Adresse donne au parti ministériel une occasion de s'autocongratuler, sans retenue. Et naturellement, l'opposition officielle, quant à elle, relève secteur par secteur les ratés du gouvernement et souligne les irritants générés par les diverses politiques gouvernementales. La charge est principalement menée par le chef conservateur, Philémon Cousineau, et par Arthur Sauvé, député de Deux-Montagnes. Le gouvernement réplique coup pour coup aux attaques de l'opposition officielle. Dans un premier temps, c'est le chef du gouvernement lui-même qui se charge de répliquer au chef de l'opposition. Par la suite, J.-É. Caron, ministre de l'agriculture, répond à Sauvé. (Séance du 13 janvier 1916)

Bref, la session parlementaire débute comme une bonne petite session traditionnelle d'avant-guerre. Une perception s'en dégage, celle d'une entente tacite entre les acteurs; comme si on avait convenu de ne pas aborder les questions et débats qui secouent alors en profondeur toute la société québécoise. C'était sans compter sur Armand Lavergne qui remet les pendules à l'heure, en soirée, à la séance du jeudi 13 janvier 1916.

D'entrée de jeu, il affirme qu'il ne peut laisser passer l'occasion d'intervenir dans le débat portant sur l'Adresse en réponse au discours du trône pour montrer qu'il y a "au moins dans cette Chambre un membre qui (n'a) pas changé depuis la guerre et qui (est) resté conséquent avec lui-même." On l'imagine alors dévisageant quelques-uns de ses collègues, entre autres le chef de l'opposition, M. Cousineau, ainsi qu'Ernest Gault, député de Montréal-Saint-Georges. Lavergne n'a pas oublié qu'en 1910 et en 1911, au moment des grandes assemblées nationalistes, Cousineau et Gault partageaient avec lui les "hustings" et condamnaient "toute participation du Canada à des entreprises extérieures". (17 janvier 1916)

Réaffirmant la position de la Ligue nationaliste, il rappelle "que le Canada ne doit rien de plus à l'Angleterre que la défense de son propre territoire." On peut à peine imaginer l'onde de choc que provoquent de tels propos, surtout en temps de guerre où les déclarations d'attachement, de fidélité et de loyauté envers la mère-patrie sont de mise. Renouvelant l'assaut, il en rajoute: "Je n'ai pas peur de dire que celui qui s'enrôle pour combattre à l'étranger manque à

son devoir envers son pays. [...] Qu'on m'arrête demain, si l'on veut, pour le crime de haute trahison. Entre la haute et la basse trahison, M. le Président, celle qui consiste à trahir l'Empire ou son pays, je choisis la haute et ne redoute pas la conséquence de mon acte. C'est de trahir que de désarmer comme nous le faisons au profit de l'Angleterre..." (13 janvier 1916)

Et comme si cela n'était pas suffisant, il relie le tout à la question de la situation scolaire de la minorité canadienne-française en Ontario: "Ce n'est pas dans les tranchées de Flandres que nous irons conquérir le droit de parler français en Ontario. [...] Aller en Europe pour mener la lutte à la justice et à l'intolérance, s'interroge-t-il? Qui pourrait donner ailleurs des leçons de justice et de tolérance? Sont-ce les ministres de l'Ontario qui violent le rempart de femmes qui veulent empêcher deux jeunes institutrices d'aller en prison parce qu'elles veulent enseigner la langue que nous avons apprise sur les genoux de nos mères? Si les Allemands sont des persécuteurs, nous avons plus persécuteurs qu'eux. Il ne faut pas oublier que l'on persécute les nôtres en Ontario." (13 janvier 1916)

"On a tort, poursuit-il, d'être fier de voir son nom dans les gazettes qui publient des listes de souscriptions pour les œuvres de la guerre; l'argent que l'on donne ainsi est de l'argent volé à la minorité de l'Ontario. [...] Je n'ai pas peur d'être Allemand et je rappellerai à ce sujet un vieil axiome: Mordu par un chien ou mordu par une chienne, mordu quand même. [...] Je me demande si le régime scolaire allemand ne peut pas se comparer au régime ultra-boche de l'Ontario." (13 janvier 1916)

À la fin du discours percutant de Lavergne, personne n'applaudit. C'est le silence. Ses propos, c'est le moins que l'on puisse dire, sèment la consternation sur le plancher de la Chambre. L'élan et le ton de la session sont complètement modifiés. Les premières réactions viennent de Taschereau, Tellier, Stockwell et Gault qui dénoncent les propos de Lavergne et réaffirment leur soutien à la participation à la guerre. Gault se dit convaincu que les difficultés des francophones en Ontario allaient se régler à l'avantage de la minorité.

Point n'est besoin de décrire la réaction des journaux du lendemain et au cours de la fin de semaine. La vigueur des commentaires donne l'occasion à Lavergne d'y aller d'un plaidoyer *pro domo*, à sa propre défense. À la reprise des travaux, le lundi 17 janvier 1916, il expose à nouveau sa thèse et en profite pour attaquer avec plus de précision ceux qui, avant la guerre, adhéraient à la thèse nationaliste et qui siègent devant lui. Il les désigne un à un, les dénonce: "Je suis toujours contre le principe de la participation du Canada à toute guerre de l'Empire. Je demande aussi à ceux qui étaient autrefois des compagnons d'armes de ne pas se tourner contre leur ancien ami pour chercher à le flétrir. J'appelle cela de l'hypocrisie, du mensonge; c'est vouloir berner le peuple. J'ai connu un temps, M. l'Orateur, où personne ne se serait levé pour élever la voix contre le discours de M. Bourassa, car il était trop utile alors pour arriver au pouvoir. [...] Il n'est pas plus déloyal de dénoncer le militarisme durant la guerre que cela n'était déloyal de la dénoncer avant la guerre. Avant la guerre, on ne parlait pas de nous fusiller, on nous offrait des portefeuilles."

En s'exprimant ainsi, Lavergne rompt à toute fin pratique les derniers liens, biens ténus d'ailleurs, qui unissaient encore nationalistes et conservateurs, à l'Assemblée législative du moins. Un discours apprécié par les spectateurs présents dans les galeries. Selon les dires des journaux, les applaudissements fusent, bien qu'ils soient défendus par les règles de l'Assemblée législative. Une semaine plus tard, le 24 janvier 1916, en réaction aux propos de Lavergne, Joseph-Mathias Tellier, précédent chef du Parti conservateur, soulève une question de fait personnel, en Chambre. Et, du coup, le bouillant député de Montmagny saute sur l'occasion et reprend encore une fois l'attaque.

### **Le discours du budget et la visite de M. Rodolphe Landry**

Le discours du budget est prononcé le jeudi 20 janvier 1916 par l'honorable M. Walter George Mitchell. Le gouvernement, comme c'est son habitude, présente un bilan positif de



l'année écoulée avec un beau surplus de \$887,410.23. Le mardi suivant (25 janvier), le chef du Parti conservateur, M. Cousineau, en entreprend la critique dans un discours étoffé où il affirme que le surplus du gouvernement n'est pas aussi important qu'il le dit. Si ce n'eût été des droits perçus de deux successions importantes, le surplus se serait établi autour de \$194,415.01, déclare-t-il<sup>10</sup>.

Mais le moment important de cette journée demeure le discours d'Alexandre Taschereau, en réponse au chef de l'opposition. À la fin de son discours M. Taschereau aborde la question scolaire en Ontario: "... Où vont nous mener, je vous le demande, ces luttes scolaires, ces dissensions lamentables de langue et de nationalité? [...] On a dit que la question de la participation à la guerre et celle des écoles en Ontario n'avaient aucun rapport. En soi, oui; dans les faits, non; les deux choses se tiennent. [...] La province de Québec est généreuse; elle l'a montré dans le passé; elle le sera encore à l'avenir. Ses enfants et ses ressources, elle saura les donner aux alliés librement et généreusement. L'année dernière, elle a envoyé un message à la province de l'Ontario, à la demande d'un de ses députés anglais à l'esprit libre et généreux. La province continuera à être généreuse, mais elle commence à être profondément ennuyée et impatientée."

Lorsque le ministre Taschereau prononce ces paroles, Rodolphe Landry, ex-président du Sénat, président en exercice de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, est assis à la droite du président de la Chambre<sup>11</sup>. Le gouvernement ne pouvait frapper un plus grand coup. Les grandes manœuvres du premier ministre Gouin débutent alors. Le gouvernement reprend l'initiative et stabilise sa position de défenseur des droits des francophones hors Québec. La table est mise pour la motion Galipeault.

### **La motion Galipeault**

Ce que nous appelons communément la motion Galipeault réfère en fait au bill 180 présenté le 18 février 1916 par le député de Bellechasse, Antonin Galipeault; le bill s'intitule: "Loi pour autoriser les municipalités à contribuer de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales et scolaires". La présentation en première lecture se faisant sans débat, c'est à la deuxième lecture que le débat sur le principe du bill s'engage, soit le 23 février 1916. En introduisant cette législation, le gouvernement désire permettre aux municipalités de souscrire au Fonds des écoles ontariennes.

Déjà, la veille, à la séance du 22 février, lors de l'étude d'un article du bill 99 modifiant la charte de Montréal, Armand Lavergne entame le débat. Un article de la charte vise à permettre à Montréal "l'emprunt d'une somme n'excédant pas \$300,000 sur son fonds d'emprunt [...] pour être employée pour des fins de charité, fins patriotiques [...] et spécialement pour contribuer au Fonds patriotique canadien."

La charte de Montréal prévoyait déjà une somme de \$1,000. Lavergne trouvant cette somme insuffisante propose en amendement à l'article 39 d'ajouter les mots "et éducationnelles" après les mots "fins patriotiques". L'intention est évidente. "C'est, dit-il, afin de permettre à la ville de Montréal de souscrire plus largement au fonds de l'Association d'éducation de l'Ontario, la cause des Canadiens de l'Ontario qui nous est cent fois plus précieuse que le Fonds patriotique." Et pour défendre son amendement, Lavergne sert une autre envolée oratoire sur la question ontarienne. Au passage, il en profite pour dénoncer le Fonds patriotique canadien qu'il qualifie "d'une des plus monumentales farces que l'on ait vues depuis le commencement de la guerre."

Le député de Montmagny mêle les choses, réplique le premier ministre. Il rappelle que la Chambre étudie le bill de Montréal qui prévoit à l'article 39 que Montréal pourra souscrire des sommes d'argent à des fins patriotiques, que l'article laisse la liberté au conseil de ville de Montréal de verser une partie du montant à l'Association d'éducation de l'Ontario et que l'article 35 voté plus tôt prévoit un montant d'argent à cette fin. "De plus, dit-il, le député de Bellechasse

a présenté un bill (le bill 180) durant cette session même et qui sera sans doute adopté à l'unanimité. Ce bill donne aux municipalités en général la permission de prélever une taxe spéciale pour des fins patriotiques scolaires. [...] Montréal pourra se prévaloir de cette loi."

Comme prévu, le lendemain, Antonin Galipeault propose la deuxième lecture de son bill qui est référé au comité général de la Chambre. À la surprise générale, le chef de l'opposition s'objecte au bill parce qu'il n'y voit qu'une manœuvre politique et qu'il ne croit pas que ce soit une bonne chose pour la minorité canadienne-française de l'Ontario. "Il est criminel, déclare-t-il, d'organiser ainsi les municipalités scolaires pour aller faire la guerre au gouvernement de l'Ontario. [...] Une décision du gouvernement du Québec favorable au bill aura pour effet d'indisposer le gouvernement ontarien à notre égard. [...] Nous allons faire là un acte anticonstitutionnel."

Les observateurs politiques parleront d'un suicide politique de la part de Cousineau. Gouin, pour sa part, dira à ses proches: "Cousineau est coulé; préparons des élections<sup>12</sup>." Effectivement, les conservateurs subiront en mai une de leurs défaites les plus cuisantes. Cousineau, lui-même défait à ces élections, sera remplacé par Arthur Sauvé à titre de chef de l'opposition.

Pourtant les objections soulevées par Philémon Cousineau, un juriste, ne sont pas sans fondement. Une de ses craintes les plus vives était de voir certaines municipalités, dont les plus importantes, s'entredéchirer entre Anglais et Français quant à la perception d'une taxe destinée au soutien des écoles francophones ontariennes. Et d'ailleurs, lorsque le Conseil législatif modifiera le bill pour transférer aux commissions scolaires la permission de souscrire auxdites écoles, l'Assemblée législative adoptera à l'unanimité, à la séance du 14 mars 1916, le bill ainsi modifié. Et à cette séance, Armand Lavergne interviendra une dernière fois à l'Assemblée législative, puisqu'il ne se représentera pas aux prochaines élections générales du printemps suivant.

Dans cette histoire, il semble que Philémon Cousineau ait été beaucoup plus pénalisé par son style fonceur et agressif face au gouvernement que par sa méconnaissance de ses dossiers. Le Parti conservateur a aussi eu de la difficulté à se distancer de son "grand-frère" d'Ottawa dont les positions sur les écoles françaises d'Ontario sont pour le moins tièdes. Ne pas indisposer le gouvernement ontarien semble être le leitmotiv du Parti conservateur tant à Ottawa qu'à Québec. C'est laisser beaucoup d'espace au premier ministre Gouin qui sortira grand gagnant auprès de l'opinion publique, se plaçant ainsi comme le chef de file de la défense des Canadiens français hors Québec<sup>13</sup>. Gouin aurait-il sciemment tendu un piège à l'opposition pour la faire trébucher?

### **Les femmes et le Barreau<sup>14</sup>**

Le 9 février 1916, le jeune député de Dorchester, M. Lucien Cannon écrit une page d'histoire en présentant pour la première fois, à l'Assemblée législative, un bill visant à admettre les femmes au Barreau. C'est le début d'un long combat.

En effet, ce ne sera que 25 ans plus tard, en 1941, que l'Assemblée législative votera le bill permettant aux femmes de pratiquer le droit dans la province de Québec. Les interventions des députés sur le principe du bill, dont celle du parrain, ont lieu aux séances du 23 février et du 10 mars; certaines sont élégantes, d'autres moins...

Le bill est rejeté par 22 voix contre 21.

### **Législation**

L'opposition officielle fait état, dès le début de la session, que le gouvernement présente bien peu de législation publique. Elle réitérera ce reproche tout au long de la session. En comparant avec les sessions antérieures, surtout celles d'avant la Grande Guerre, force est de reconnaître le point de vue de l'opposition: le gouvernement présente peu de lois importantes. Il

est vrai que la guerre monopolise énergie et préoccupations, et que le gouvernement est rendu à la quatrième année de son mandat. Nous sommes donc à la veille du déclenchement d'une élection générale au Québec. Dans ce contexte, le moment n'est pas aux nouveautés et aux grandes réformes, mais plutôt à la consolidation des acquis, et le gouvernement fait son bilan.

Si les législations publiques sont peu nombreuses, certaines méritent néanmoins d'être soulignées:

- Le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec dont le dépôt fait suite à une longue étude de six années, menée par une commission chargée d'en réviser le contenu. Le rapport des commissaires déposé, le gouvernement demande à la Chambre d'adopter le nouveau Code, du moins les éléments qu'il en a retenus. Les modifications au Code, contenues dans ce bill, sont présentées par le premier ministre lui-même, à la séance du 3 février 1916; l'opposition y fait également ses commentaires.

- Le bill 10 concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie. Il s'agit de cinq contrats passés entre le gouvernement du Québec et cinq intervenants religieux pour la prise en charge d'enfants en difficulté. Ce type de projet de loi n'est pas nouveau, mais, compte tenu que les contrats, les "cédules" disait-on, ont été reproduits au procès-verbal de la séance du 31 janvier 1916, nous avons là l'occasion de prendre connaissance de la façon dont ces institutions de "charité sociale" opéraient au début du siècle. Les "cédules" s'avèrent également une excellente photographie de la mentalité du temps sur cette question.

- Le bill 25 relatif à certaines questions soumises à la Cour du roi, juridiction d'appel, par le lieutenant-gouverneur en conseil. Dans ses commentaires, le premier ministre dit que "le bill présenté a pour objet de confirmer une entente entre les gouvernements fédéral et provincial" à l'effet "de permettre de faire régler par le Conseil privé la question des pêcheries qui s'est élevée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada." (Séance du 25 février 1916) Le jugement du Conseil privé de Londres n'interviendra qu'en 1922. Entre temps, le Québec s'activera à organiser les pêcheries dans le golfe Saint-Laurent.

- Le bill 31 amendant la loi des licences. À la séance du 1<sup>er</sup> mars 1916, ce bill donne l'occasion aux parlementaires de donner leur point de vue sur la campagne de prohibition qui a cours au sein de la société québécoise. Il faut également noter que l'un des principaux articles du bill est proposé à la demande du ministre de la Milice du Canada, Sir Sam Hughes: l'article vise, en temps de guerre évidemment, à permettre au ministre de la milice de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les soldats de se livrer à l'intempérance dans les "buvettes". M. Mitchell, trésorier de la province, à la présentation du bill, le 28 février 1916, dira: "...il s'est produit bien des abus dans certaines buvettes."

- Le bill 179 modifiant la loi de tempérance relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition. Le bill vise à permettre aux femmes qui ont droit de vote aux élections municipales d'exercer leur droit de vote sur la prohibition. De plus, le bill introduit le principe du scrutin secret quant à la prohibition, ce qui évitera toute intimidation et influence indue, aux dires de tous les députés.

- L'importante question de la fusion des commissions scolaires sur l'île de Montréal rebondit sur le plancher de l'Assemblée législative par l'entremise de trois bills privés: le bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal, le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à celle de la Commission des écoles de Montréal (sic) et le bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve à celle des écoles catholiques de Montréal. La question est tellement d'intérêt public que la Chambre renvoie ces trois bills au comité des bills publics plutôt qu'au comité des bills privés. Et le premier ministre interviendra lui-même, à la séance du 29 janvier, afin d'expliquer la position de son gouvernement relativement à cette question: un projet "d'une importance capitale"

déclare-t-il alors. Tout en se disant d'accord avec les demandes individuelles de fusion, il n'est cependant pas disposé, pour le moment, à accepter la fusion en bloc de toutes les commissions scolaires entourant Montréal. Ainsi les bill 83 et 92 seront sanctionnés et le bill 73 sera retiré. Le gouvernement étudiera cette question au cours de l'année suivante et proposera lui-même une proposition de fusion, conclut-il.

## Débats

Dans les dernières semaines de la session, l'opposition initie une série de débats qui nous semblent poursuivre un double objectif. Tout d'abord, il s'agit, bien sûr, d'attaquer le gouvernement sur ses politiques destinées au monde rural, une clientèle particulièrement convoitée par le Parti conservateur. Ainsi, l'opposition suscite des débats sur la politique du gouvernement en matière de voirie, les 15 et 16 mars 1916, sur la politique de colonisation, le 13 mars 1916, sur la politique forestière, le 10 mars et sur l'industrie laitière, le 8 mars; l'opposition attaquera aussi l'intégrité du gouvernement quant à la construction d'un barrage sur la rivière Saint-Maurice et quant à la construction et la gestion de la prison de Bordeaux. (Voir le résumé ci-dessous) Le second objectif, non-avoué mais perceptible, consiste à esquisser l'ébauche d'un programme électoral.

Deux acteurs importants mèneront la charge: Philémon Cousineau et Arthur Sauvé. Ce dernier, en fin de session, démontre une stature de plus en plus importante, un fait concrétisé par le discours qu'il prononce à la toute dernière journée de la session, le 16 mars 1916, lors de la présentation d'une motion de censure à l'endroit du gouvernement. C'est un chef qui parle. Le changement de garde s'annonce.

### *Le barrage de la rivière Saint-Maurice*

Aux séances des 8 et 9 mars 1916, l'opposition attaque lourdement le gouvernement dans le cas de la construction du barrage aux rapides de la Loutre sur la rivière Saint-Maurice. Il l'accuse principalement d'avoir privilégié un entrepreneur au détriment d'un autre qui s'avérerait, selon l'opposition, le plus bas soumissionnaire. Le gouvernement, pour écarter ce dernier, M. Jos. Gosselin, lui aurait fixé, après la fermeture des soumissions, au moment de la signature du contrat, des conditions telles qu'il dût se désister au profit de la Saint Maurice Construction Company, dont la soumission était de \$80,000 plus élevée que la soumission de M. Gosselin. L'opposition dépose, le 9 mars 1916, une motion de censure. Le gouvernement s'empresse de réfuter les accusations de l'opposition par l'entremise du ministre des Terres et Forêts, Jules Allard, du ministre des Travaux publics et du Travail, Alexandre Taschereau, du trésorier de la province, George Mitchell, et du premier ministre lui-même.

Un débat à saveur financière, fort intéressant qui, à la fin, dégénère en attaques personnelles contre la personne de M. Simon-Napoléon Parent, président de la Commission du régime des eaux courantes de Québec et ex-premier ministre libéral de la province. Ces attaques sont surtout menées par Cousineau. Gouin dénonce les propos du chef de l'opposition et défend l'honneur de M. Parent. Ce plaidoyer peut faire sourire, venant de celui qui, en 1905, a lui-même renversé le gouvernement Parent.

### *La prison de Bordeaux*

Depuis des années, Philémon Cousineau talonne le gouvernement Gouin à propos de la construction de la prison de Bordeaux. Devenu chef de l'opposition, il n'abandonne pas le dossier. Aux séances des 14 et 15 mars 1916, l'opposition mène une charge à fond de train contre le gouvernement relativement à l'octroi de contrats sans soumission pour des travaux de construction effectués à la prison de Bordeaux; elle dénonce également la gestion de ladite prison. S'appuyant sur cinq d'affidavits signés par cinq gardiens congédiés, qui se déclarent tous de bons libéraux, l'opposition nous présente un véritable scénario d'horreur. Tout aurait été mal construit. Les affidavits, reproduits aux séances des 14 et 15 mars 1916, font état d'innombrables

défectuosités au niveau des éléments suivants: solage, couvertures, "barrage des cellules", murs intérieurs, murs extérieurs, plomberie et chauffage, système d'éclairage, enduits, ventilation, fenêtres, barreaux de fenêtres, planchers, peinture, vernis...

Quant à l'administration de la prison, on parle de vol, gaspillage et de l'attitude quelque peu particulière du geôlier, le directeur de la prison en fait. À titre d'exemple, l'incident suivant est rapporté dans l'affidavit de M. Louis-Philippe Vallée:

"Le geôlier est un lutteur, il se proclame "all around athlete". Pour le prouver, un jour durant l'année 1914, il a fait mettre les officiers en rangs dans le vestibule de l'administration, c'était un matin de paie. Une fois en rangs, les officiers virent tout à coup apparaître devant eux le geôlier en costume de lutte. Il portait son pantalon, ses bretelles pendaient et le reste de son corps était nu. Il avait un air martial, la moustache relevée à la "Kaiser", et, d'un air provocateur, il fit l'inspection des gardes, puis il interpella le garde Samuel Vallée et lui dit de sortir des rangs pour venir dans sa chambre se mesurer avec lui afin que l'on sache lequel était le plus fort. M. Samuel Vallée pèse environ 245 livres, il est d'une forte stature et il a la réputation d'un homme fort. Comme c'était après 7 heures du matin, il y avait déjà un grand nombre de prisonniers qui avaient la permission de circuler dans la prison pour vaquer à leurs occupations diverses et un certain nombre dans les bureaux de l'administration, de sorte que plusieurs détenus ont été témoins de cette provocation.

"Il n'y a pas eu de "prize fight" parce que le garde Samuel Vallée, étant malade, a refusé de lutter. Le jour même, ce garde (S. Vallée) a été suspendu pour refus d'obéissance à l'ordre de son supérieur. Je crois qu'il a été dehors durant une quinzaine de jours."

Le gouvernement, par l'entremise du ministre des Travaux publics et du Travail, M. Taschereau, rétorque que les argents ont été dépensés conformément aux statuts et que les contrats qui ont été accordés, trois au total, ont été approuvés par la Chambre. Quant aux faits énoncés dans les affidavits, M. Taschereau les qualifie "de commérages et de placotages".

## Humour

Une session donne toujours l'occasion à certains députés d'y aller de phrases savoureuses. Nous en avons relevé quelques-unes.

Le 7 février 1916, lors du débat en deuxième lecture du bill 63 concernant La Presse Publishing Company Limited, M. Cousineau demande: "Enfin, vous pouvez nous dire quel est le principe du bill?" Avant que le parrain du bill puisse répondre, M. Lavergne dit: "*La Presse* n'a pas de principe. Pourquoi le bill en aurait-il?"

Le 25 février 1916, en comité général pour l'étude article par article du bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec, M. Galipeault, député de Bellechasse, "avoue avoir moins peur des ciguës préparées par son médecin que celles vendues en fioles par le pharmacien marchand de bonbons, de chocolat et d'appareils photographiques. [...] Il ajoute que "le plus grand chiffre d'affaires des pharmaciens était basé sur la vente d'articles qui n'avaient aucune relation avec la vraie pharmacie. Le trafic des objets de fantaisie dépasse souvent dix fois celui des médicaments." Plus ça change, plus ça reste pareil...

La palme revient toutefois à M. Cousineau qui, le 4 février 1916, dans le cadre du comité général étudiant les subsides, exprimait les propos qui suivent:

"Nous sommes une province de bureaucrates. Il s'élève contre le coût trop élevé de l'administration civile. Il dit que le mode de gouvernement que la province possède suffirait pour une population de 50,000,000. Le Conseil législatif siège à peine trois jours. Nous, de cette

Chambre, nous faisons plus de travail, mais nous ferions encore mieux si nous étions seulement la moitié moins. La majorité devraient retourner à la ferme. Il trouve qu'il y a trop de fonctionnaires publics et qu'il faudra en venir tôt ou tard à une diminution du coût de l'administration.

"Il se plaint en particulier des taxes qui retombent sur les citoyens de cette province, taxes qu'il prétend lourdes et injustes. Bon Baptiste est bien patient et généreux, il se fait voler par tout le monde. Ce sont d'abord les commissions scolaires qui le volent, puis le curé, les municipalités, le gouvernement provincial et bien d'autres corporations. Cela me fait penser à cet homme qui mourrait assisté de son curé et de son médecin et qui dirait: Mon Dieu, ayez pitié de moi, car je meurs entre deux voleurs."

Donald Chouinard

---

## NOTES

1. Le 22 avril, à Ypres, les Allemands" employèrent des gaz asphyxiants, pour la première fois dans l'histoire militaire du monde." Dans la bataille qui s'ensuivit, soit pendant huit jours, la division canadienne perdra six mille hommes, morts et blessés. "Les autorités canadiennes cachèrent au public canadien, pendant quelque temps, la gravité des pertes. Mais elles exaltèrent la vaillance des troupes." ... "La propagande en profita pour chauffer la fierté nationale et entretenir l'élan patriotique." Dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XX, pp. 47-48.

2. "... Sam Hughes - qui arrivait à la Chambre en uniforme, le torse bombé, insolent et gaffeur - intensifiait le recrutement du deuxième contingent, et parlait d'un troisième, d'un quatrième, d'un dixième et d'un vingtième s'il le fallait." Dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XX, p. 15.

3. "Les citadins préféraient le travail des usines et les cultivateurs préféraient le travail de la terre à l'aventure, même très embellie par l'éloquence des recruteurs. L'habitant, le vrai habitant fait corps avec sa terre. pourquoi, comment la quitterait-il? ... Cependant les chefs politiques des deux partis se prêtaient à la propagande, car ils craignaient une pauvre figure de la province dans les statistiques." Dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XX, p. 77.

4. Dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XX, p. 120.

5. Dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XX, p. 165.

6. R. Rumilly dresse une liste exhaustive des entreprises québécoises qui, en 1915, ont profité des commandes de guerre, et ce, aux pages 165 à 169 dans *Histoire de la province de Québec*, tome XX.

7. L'adoption du *Règlement XVII* menace la survie des écoles francophones en Ontario. On retrouvera la reproduction du texte intégral de ce célèbre document dans *Les débats de l'Assemblée législative*, session 1915, pp. xii-xv, 2000.

8. J.-R. Lassonde, *La Bibliothèque Saint-Sulpice 1910-1931*, Montréal, BNQ, 1987, 401 pages. Et K. Landry, "La lecture publique au Québec à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle: les obstacles à la création de la Bibliothèque civique de Montréal", *La bibliothèque québécoise d'hier à aujourd'hui*, Montréal, ASTED, 1988, pp. 67-78.

9. "Ce tribut funéraire est l'œuvre d'Armand Lavergne, et de Tancred Marsil, directeur du journal *Le Réveil* de Montréal, selon *Le Devoir* du 12 janvier 1916, à la page 1.

10. Le gouvernement a retiré de la succession de Lord Strathcona la somme de \$513,192.78 et \$109,559.92 de la succession James R. Wilson. Ces sommes sont avancées par M. Cousineau dans son discours du 25 janvier 1916.

11. MM. Landry et Taschereau sont beaux-frères. Ils ont épousé les deux sœurs.

12. Dans R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXI, p. 51.

13. Dans *Histoire politique du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, à la page 583, les auteurs, Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert s'expriment de la façon suivante: "Non seulement la guerre permet à Gouin de triompher facilement de ses adversaires, mais elle est aussi l'occasion pour lui de s'attirer le respect des nationalistes. Gouin devient, d'une certaine façon, le porte-parole politique le plus éminent des Canadiens français."

14. Sur cette question, voir: Gilles Gallichan, "Les vaines tentatives de Lucien Cannon", *Les Québécoises et le Barreau. L'histoire d'une difficile conquête 1914-1941*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1999, pp 37-59.





## ANALYSE DES JOURNAUX ET DES SOURCES

### Un gouvernement libéral choyé par la presse

Durant cette session, la presse québécoise demeure un acteur politique de premier plan. En dépit de la guerre et même si la censure fédérale est impitoyable, ses effets ne se font pas sentir sur les reportages parlementaires. Presse et politique sont toujours étroitement liées. Chaque parti, chaque groupe, chaque idéologie dispose d'au moins un journal, parfois plus. Les libéraux peuvent compter sur *Le Soleil* et *Le Canada* alors que les conservateurs peuvent profiter de l'appui de *La Patrie*, de *L'Événement* et en principe des journaux anglophones tels que la *Gazette* ou le *Star*. Les nationalistes sont supportés par *Le Devoir* tandis que le pouvoir clérical est représenté par *L'Action catholique*.

Pour durer, un parti politique doit pouvoir compter sur une presse amie qui vantera ses mérites et défendra ses politiques auprès des électeurs. Depuis près de vingt ans, le parti libéral est au pouvoir sur la scène québécoise. En 1916, Lomer Gouin tient fermement les rênes du gouvernement. Les libéraux continuent de posséder des journaux comme *Le Soleil* ou *Le Canada*, financés à même les deniers publics, « faveurs qui coûtent bien cher à la province et qui lui rapportent bien peu » selon Sauvé (séance du 19 janvier).

Gouin réussit à attirer dans son orbite des journaux prétendument neutres comme *La Presse* et *La Patrie*, mais surtout, il est parvenu au fil des ans à se mériter les bonnes grâces de la presse conservatrice anglophone. On se rappellera que, traditionnellement, le Parti conservateur, surtout à Ottawa, contrôle plusieurs journaux. Par ricochet, la faible phalange conservatrice québécoise en profite. Mais la domination des libéraux est telle que les journaux conservateurs s'accommodent très facilement de l'administration Gouin. De plus, la scène politique fédérale et internationale les accapare davantage. Le financement des journaux, par l'intermédiaire d'annonces et de contrats d'impression du gouvernement, source de revenus non négligeable, peut justifier partiellement cette indulgence envers le gouvernement Gouin. Mais le facteur le plus important pouvant expliquer cet appui provient du fait que le gouvernement libéral et la presse conservatrice partagent la même idéologie, soit celle du libéralisme économique.

La *Gazette*, organe de la haute finance montréalaise et anglophone, propriété de la famille White, est proche des conservateurs fédéraux. Mais comme par le passé, elle supporte le programme et les réalisations du gouvernement Gouin. En 1916, elle goûte particulièrement le discours du trône. À ses yeux, l'administration libérale a entraîné le Québec dans un développement plus rapide que celui des autres provinces. Selon elle, le Québec se classe premier sur les plans industriel, commercial et démographique grâce à l'administration libérale. Gouin s'empresse de signaler à la séance du 13 janvier ce commentaire élogieux. Cousineau raille en parlant de la *Gazette* si chère au cœur du premier ministre (séance du 22 février). Les seuls ennemis de la *Gazette* demeurent les nationalistes. L'appui total à l'effort de guerre du quotidien anglophone le porte à dénoncer les nationalistes et les propos d'Armand Lavergne en particulier.

Les autres journaux anglophones conservateurs sont le *Montreal Star* de l'impérialiste Hugh Graham, le *Montreal Herald* qui vient de fusionner avec le libéral *Montreal Telegraph*, et le *Quebec Chronicle*. Ces journaux qui s'intéressent davantage à la politique fédérale et internationale sont généralement sympathiques au gouvernement Gouin pour sa bonne gestion. Le *Daily Telegraph* de Frank Carrel continue d'afficher ses sympathies pour le Parti libéral.

*L'Action sociale* change de nom. À partir du 9 juin 1915, elle s'appelle *L'Action catholique*. Cet abandon du mot « social » ne signifie pas un changement d'orientation. On veut tout simplement distinguer le journal des diverses œuvres d'action sociale catholique et faciliter ses relations d'affaires. On espère surtout éviter « toute méprise et toute confusion ». Elle gardera son nouveau nom pendant un demi-siècle. *L'Action catholique*, inspirée par l'archevêché,

prône le développement d'une société conforme aux enseignements de l'Église catholique. Son idéologie en est une de retour au passé et de conservation de l'ordre établi. Elle demeure très critique face au libéralisme du gouvernement Gouin, mais cette opposition s'est atténuée avec le temps. On ne peut accuser *L'Action catholique* « d'amour tendre » envers les libéraux, l'expression est du ministre Taschereau (séance du 25 janvier 1916), mais elle écrit parfois de « jolies choses » sur eux. Avec les succès électoraux des libéraux, il fallait bien faire avec, d'autant plus que le parti a atténué son programme de réforme. *L'Action* met toujours l'accent sur les questions religieuses, l'agriculture, la colonisation, la tempérance et l'immigration. Elle maintient son audience particulièrement dans les milieux ruraux alors que le Parti libéral, mieux enraciné dans les villes, mais présent aussi dans les régions, doit composer avec le pouvoir clérical dans les campagnes.

Au *Devoir*, un changement de garde s'amorce : Jean-Baptiste Dumont, correspondant parlementaire depuis cinq ans, passe le flambeau à Louis Dupire, un journaliste brillant. *Le Devoir*, longtemps critique du gouvernement Gouin, met la pédale douce à ses attaques. Les liens jadis étroits entre les conservateurs et *Le Devoir* sont rompus avec l'arrivée de Cousineau à la tête de l'opposition. On lui fait grief d'être trop proche des torys-impérialistes d'Ottawa et de refuser d'appuyer la cause des francophones hors Québec. D'ailleurs, à l'élection de 1916, le fondateur du *Devoir* donnera son appui à Gouin en ces termes : « Un cabinet Gouin est assurément plus acceptable à tous égards qu'un cabinet Cousineau [...] Gouin c'est quelqu'un [...] Cousineau ce n'est personne ». Le ton du *Devoir* se fait plus modéré envers le gouvernement dans des dossiers comme l'éducation, la colonisation, la voirie, la fiscalité, les affaires municipales et les questions linguistiques. Lavergne y a naturellement bonne presse.

*La Presse*, de son côté, est plongée dans le drame de la succession de son propriétaire, Trefflé Berthiaume qui s'est éteint l'année précédente. Ce décès lance une longue querelle de famille, pleine de péripéties extraordinaires, qui ne se terminera qu'en 1961 avec le triomphe du gendre de Berthiaume, que l'on surnommait aussi « le gendre de *La Presse* », Pamphile du Tremblay<sup>1</sup>. L'ancien typographe avait peu confiance dans les talents d'administrateurs de ses enfants et en particulier de son fils aîné, Arthur. Dans son testament, il lègue son journal à ses enfants et nomme son fils aîné fiduciaire, mais il l'entoure de deux autres fiduciaires, ses hommes de confiance, l'avocat Zénon Fontaine et le notaire J.-R. Rainville. C'est une sorte de mise en tutelle. Les autres membres de la famille, Édouard, Eugène et Angéline, épouse de Pamphile du Tremblay, acceptent à contrecœur les dernières volontés de leur père, mais ils n'ont pas dit leur dernier mot. Ils chercheront par tous les moyens à récupérer leur bien.

Par ailleurs, la querelle se déroule également sur le plan politique. Trefflé Berthiaume avait juré un appui indéfectible aux chefs libéraux tant à Québec qu'à Ottawa, et à Wilfrid Laurier en particulier; son décès remet en question la fidélité du journal au Parti libéral. Arthur Berthiaume et Zénon Fontaine sont proches des conservateurs, et du Tremblay est un libéral notoire. Ce dernier mettra sept ans pour accéder au conseil de tutelle et devenir le maître de *La Presse*.

L'affaire connaît son premier rebondissement à l'Assemblée législative dès 1916. Du Tremblay fait préparer un projet de loi, le bill 63, dont l'objectif vise à changer les fiduciaires d'une partie du capital-action de La Presse Publishing Company Limited et ainsi écarter Fontaine et Mainville en les remplaçant par les cinq héritiers de Berthiaume. Le projet de loi, présenté par le député de Laval, Joseph-Wenceslas Lévesque, ne fera pas long feu. Zénon Fontaine et Eugène Berthiaume font des représentations. Ils font valoir que Trefflé Berthiaume ne voulait en aucune façon que du Tremblay soit associé à la gestion de *La Presse* et qu'il considérait le rôle de fiduciaire attribué à ses trois filles inconvenant pour une femme<sup>2</sup>. Le projet de loi est vite retiré à la demande de ses promoteurs.

Le court débat (séance du 7 février) qui entoure la deuxième lecture de ce projet de loi attise la méfiance des députés de l'opposition, car son promoteur ne peut ou ne veut l'expliquer.

À cette occasion, Armand Lavergne dira tout le bien qu'il pense de *La Presse*, qui n'a pas de principe, qui doit disparaître car elle déshonore sa race. Le 17 janvier, il va même jusqu'à dire que *La Presse*, qui « a couché avec tous les gouvernements », n'est pas un journal mais une « feuille publique ».

*La Presse*, qui se prétend toujours neutre, se montre très favorable au gouvernement. Arthur Sauvé, député conservateur, soulève une question de privilège à son sujet, car elle l'a accusé d'avoir demandé des documents dont la production coûterait 26 000 \$. Et Sauvé de répliquer que cette demande coûtera moins cher que le bill de *La Presse*.

*La Patrie* des frères Louis-Joseph et Eugène Tarte, rivale de *La Presse*, demeure un journal conservateur. Elle appuie le Parti conservateur à l'élection tout en étant hostile aux nationalistes. Elle défend Cousineau et la faible phalange conservatrice, bien que les libéraux laissent planer durant la session l'existence de « dissensions intestines » en son sein. Ainsi, le 13 janvier 1916, le ministre Caron s'amuse des contradictions de *La Patrie* qui critique le gouvernement dans une même page et qui, souvent dans une même colonne, en fait l'éloge. Selon Armand Lavergne, *La Patrie* défend des principes pourvu qu'ils paient (séance du 17 janvier). Elle est représentée à la Tribune de la presse par un journaliste aux multiples talents, Damase Potvin.

*L'Événement* tient le rôle d'organe officiel des conservateurs francophones œuvrant sur la scène fédérale et québécoise. Son rédacteur, Joseph Barnard, est de famille conservatrice; il est le neveu de Thomas Chapais et apparenté à Joseph Doherty, ministre fédéral de la Justice dans le cabinet Borden. Le secrétaire d'État fédéral, Pierre-Edouard Blondin et Albert Sévigny, vice-président de la Chambre des communes, y ont leurs entrées. Son président, David-Ovide L'Espérance, qui doit son poste de président de la Commission du port de Québec aux conservateurs fédéraux, espère une nomination au Sénat<sup>3</sup>. Il n'est donc pas surprenant que le journal dénonce les libéraux de Gouin et supporte les conservateurs de Cousineau. Bien que ce journal se soit fait depuis longtemps proche des nationalistes, l'élection au fédéral d'un gouvernement conservateur et impérialiste vient détruire cette alliance entre le quotidien de Québec et les disciples de Bourassa.

*Le Soleil* demeure l'organe du Parti libéral et ne ménage pas les députés de la gauche. Son rédacteur, Henri d'Hellencourt, subit régulièrement les foudres de l'opposition. Pour Cousineau, le rédacteur du *Soleil* est un « Français renégat » qui reste ici tandis que ses compatriotes tombent par milliers sous les balles allemandes. Il n'a pas, dit-il, de leçon à donner aux Canadiens et il devrait se taire (séance du 24 février). Les conservateurs dénoncent le financement des journaux libéraux à même les fonds publics.

À Montréal, *Le Canada* demeure la voix officielle du Parti libéral. Il conserve l'impression du *Journal d'agriculture* qui lui assure des revenus intéressants, 27 000 \$ annuellement, ce que dénonce l'opposition. Selon Sauvé, cet organe libéral « a exclusivement pour mission de dire des injures aux membres de l'opposition ». Cousineau le considère sans aucune valeur et il ne voit pas pourquoi le gouvernement l'encourage tant (séance du 8 mars).

Un mot sur *Le Réveil* de Tancred Marsil qui a été lancé durant l'intersession. Ce quotidien conservateur nationaliste combat l'engagement militaire du gouvernement canadien. Marsil va même jusqu'à réclamer la formation d'une république canadienne. *Le Réveil* fait parler de lui, lors de la session, en proposant d'imprimer le *Journal d'agriculture* à moindre coût que *Le Canada*.

Mais, en dépit de liens politiques plus ou moins avoués entre les journaux et les acteurs parlementaires, nous n'avons pas trouvé de comptes rendus vraiment partisans. Certes, il arrive qu'un député, sur une question de privilège, dénonce un titre tendancieux ou un éditorial un peu trop zélé, mais la chronique parlementaire demeure généralement sans parti pris.

Durant la première session de 1916, la Tribune de la presse de Québec compte 15 journalistes :

John Richardson	<i>The Montreal Herald and the Daily Telegraph</i>	Président de la Tribune
Louis-Philippe Desjardins	<i>L'Action catholique</i>	Vice-président de la Tribune
Alonzo Cinq-Mars	<i>La Presse</i>	Vice-président de la Tribune
Abel Vineberg	<i>The Gazette</i>	Secrétaire de la Tribune
Noël Chassé	<i>L'Événement</i>	
John A. Davis	<i>The Quebec Chronicle</i>	
Louis Dupire	<i>Le Devoir</i>	
Joseph-Amédée Gagnon	<i>Le Quotidien</i>	
Eustache Letellier	<i>Le Canada</i>	
Tancrède Marsil	<i>Le Réveil</i>	
William R. O'Farrell	<i>Montreal Daily Mail et Toronto News</i>	
Wilfrid E. Playfair	<i>The Montreal Daily Star</i>	
Damase Potvin	<i>La Patrie</i>	
Charles Rhéaume	<i>Le Soleil</i>	
N. Tooner	<i>The Quebec Telegraph</i>	

---

Jocelyn Saint-Pierre

## NOTES

1. Pour suivre cette querelle rocambolesque, on consultera avec profit l'ouvrage de Pierre Godin, *L'information-opium. Une histoire politique de la presse*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1973, 469 p.

2. *Ibidem*, pp. 85-86.

3. Voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Montréal-Éditions, 1940, tome XXI, Courcellette, pp. 189-190.

## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald and the Daily Telegraph, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle, The*  
*Soleil, Le*

### **Journaux complémentaires**

*Action populaire, L'*  
*Action canadienne, L'*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin, Le*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canadien, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Croix, La*  
*Droit, Le*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Montreal Daily Mail, The*  
*Nationaliste, Le*  
*Nouveau Trois-Rivières, Le*  
*Pays, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de l'Est, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quebec Telegraph, The*  
*Quotidien, Le*  
*Réveil, Le*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sorelois, Le*  
*Spectateur, Le*  
*Stanstead Journal, The*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Vérité, La*

### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1916, 5 volumes.

Mitchell, William George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable W. G. Mitchell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 20 janvier 1916*. [s.l.]: 1916. 42 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1916.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1916, Québec 1916.

Québec, Prov. *Bills*, 4<sup>e</sup> session, 13<sup>e</sup> Parlement, 1916.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. L: Session 1916*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1916, xii, 392, lxxxviii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1916, Vol. L*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1916, xii, 390, lxix p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 6 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1916, 387 p.

*Rapports des comités généraux*, 1916.

## TABLE DES MATIÈRES

Faits marquants de la session de 1916 .....	v
Analyse des journaux et des sources.....	xix
Bibliographie.....	xxiii
L'Exécutif en 1916.....	xxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxx
Par ordre de circonscription .....	xxxii
Débats	
Séance du mardi 11 janvier 1916.....	1
Séance du mercredi 12 janvier 1916.....	5
Séance du jeudi 13 janvier 1916.....	21
Séance du vendredi 14 janvier 1916.....	41
Séance du lundi 17 janvier 1916.....	45
Séance du mardi 18 janvier 1916.....	53
Séance du mercredi 19 janvier 1916.....	59
Séance du jeudi 20 janvier 1916.....	71
Séance du vendredi 21 janvier 1916.....	101
Séance du lundi 24 janvier 1916.....	107
Séance du mardi 25 janvier 1916.....	117
Séance du mercredi 26 janvier 1916.....	137
Séance du jeudi 27 janvier 1916.....	153
Séance du vendredi 28 janvier 1916.....	169
Séance du lundi 31 janvier 1916.....	175
Séance du mardi 1 <sup>er</sup> février 1916 .....	195
Séance du mercredi 2 février 1916 .....	207
Séance du jeudi 3 février 1916.....	215

Séance du vendredi 4 février 1916.....	223
Séance du lundi 7 février 1916 .....	231
Séance du mardi 8 février 1916 .....	239
Séance du mercredi 9 février 1916 .....	243
Séance du jeudi 10 février 1916.....	247
Séance du vendredi 11 février 1916.....	253
Séance du lundi 14 février 1916 .....	257
Séance du mardi 15 février 1916 .....	261
Séance du mercredi 16 février 1916 .....	267
Séance du jeudi 17 février 1916.....	273
Séance du vendredi 18 février 1916.....	277
Séance du lundi 21 février 1916 .....	283
Séance du mardi 22 février 1916 .....	293
Séance du mercredi 23 février 1916 .....	309
Séance du jeudi 24 février 1916.....	321
Séance du vendredi 25 février 1916.....	331
Séance du lundi 28 février 1916 .....	339
Séance du mardi 29 février 1916 .....	345
Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> mars 1916 .....	353
Séance du jeudi 2 mars 1916 .....	361
Séance du vendredi 3 mars 1916 .....	375
Séance du lundi 6 mars 1916 .....	385
Séance du mardi 7 mars 1916.....	393
Séance du mercredi 8 mars 1916 .....	405
Séance du jeudi 9 mars 1916 .....	423
Séance du vendredi 10 mars 1916 .....	441
Séance du lundi 13 mars 1916 .....	457
Séance du mardi 14 mars 1916.....	467



Séance du mercredi 15 mars 1916 .....	493
Séance du jeudi 16 mars 1916 .....	527
Index des participants .....	547
Index des sujets .....	575
Index des bills publics et privés .....	603



**L'HONORABLE PIERRE-ÉVARISTE LEBLANC**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1916**

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Jules Allard, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Honoré Mercier (fils), ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Adolphe Tessier, ministre de la Voirie

L'honorable Jérémie-Louis Décarie, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Walter George Mitchell, trésorier de la province

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Cyrille Fraser Delâge



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ALLARD, Jules	L	Drummond
BENOÎT, Joseph-Aldéric	L	Iberville
BERNIER, Alphonse	C	Lévis
BÉRUBÉ, Léo	C	Témiscouata
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CAMPBELL, George Benjamin	C	Pontiac
CANNON, Lucien	L	Dorchester
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
COUSINEAU, Philémon	C	Jacques-Cartier
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix-Saguenay
DÉCARIE, Jérémie-Louis	L	Maisonneuve
DELÂGE, Cyrille Fraser	L	Québec
DELISLE, Georges-Isidore	L	Saint-Maurice
DEMERS, Joseph	L	Mégantic
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
FINNIE, John Thomas	L	Montréal-Saint-Laurent
FORTIER, Hyacinthe-Adélar	L	Labelle
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GADOURY, Joseph-Olivier	C	Berthier
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GENDRON, Ferdinand-Ambroise	L	Ottawa
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste	L	Missisquoi
GOUIN, Lomer	L	Portneuf
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
LABISSONNIÈRE, Joseph-Arthur	C	Champlain
LANGLOIS, Joseph-Alphonse	O	Saint-Sauveur
LAVERGNE, Armand	N	Montmagny
LECLERC, Eugène	L	Québec-Centre
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
LÉTOURNEAU, Séverin	L	Montréal-Hochelaga
LÉVESQUE, Joseph-Wenceslas	L	Laval
MAYRAND, Georges	L	Montréal-Dorion
MERCIER, Honoré, fils	L	Châteauguay
MITCHELL, Walter George	L	Richmond
MORIN, Joseph-Octave	C	L'Islet
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRON, Joseph-Léonide	L	Verchères
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi
PHANEUF, Joseph-Éméry	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil

Député	Allégeance politique	Circonscription
REED, Walter	L	L'Assomption
ROBERT, Edmund Arthur	L	Beauharnois
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROBERT, Marcellin	L	Saint-Jean
ROBILLARD, Clément	L	Montréal-Saint-Jacques
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SCOTT, George Nathaniel	L	Compton
SÉGUIN, Napoléon	L	Montréal-Sainte-Marie
SLATER, Harry	C	Argenteuil
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STEIN, Charles-Adolphe	L	Kamouraska
SYLVESTRE, Joseph	C	Montcalm
TANGUAY, Napoléon-Pierre	L	Wolfe
TANSEY, Denis	C	Montréal-Sainte-Anne
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TELLIER, Joseph-Mathias	C	Joliette
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
TERRIEN, Calixte-Émile	L	Sherbrooke
TOURIGNY, Paul	L	Arthabaska
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
TRAHAN, Arthur	L	Nicolet
TURCOT, Napoléon	L	Montréal-Laurier
VILAS, William Frederick	L	Brome

#### Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- N - Nationaliste
- O - Ouvrier

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ARGENTEUIL	C	Slater, Harry
ARTHABASKA	L	Tourigny, Paul
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Éméry
BEAUCE	L	Godbout, Arthur
BEAUHARNOIS	L	Robert, Edmund Arthur
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	C	Gadoury, Joseph-Olivier
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Vilas, William Frederick
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	C	Labissonnière, Joseph-Arthur
CHARLEVOIX-SAGUENAY	C	D'Auteuil, Pierre
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, Honoré, fils
CHICOUTIMI	L	Petit, Honoré
COMPTON	L	Scott, George Nathaniel
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Cannon, Lucien
DRUMMOND	L	Allard, Jules
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Benoît, Joseph-Aldéric
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	C	Cousineau, Philémon
JOLIETTE	C	Tellier, Joseph-Mathias
KAMOURASKA	L	Stein, Charles-Adolphe
LABELLE	L	Fortier, Hyacinthe-Adélar
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LAVAL	L	Lévesque, Joseph-Wenceslas
LÉVIS	C	Bernier, Alphonse
L'ISLET	C	Morin, Joseph-Octave
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Décarie, Jérémie-Louis
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Caron, Donat
MÉGANTIC	L	Demers, Joseph
MISSISQUOI	L	Gosselin, Joseph-Jean-Baptiste
MONTCALM	C	Sylvestre, Joseph
MONTMAGNY	N	Lavergne, Armand
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTREAL-DORION	L	Mayrand, Georges
MONTREAL-HOCHELAGA	L	Létourneau, Séverin
MONTREAL-LAURIER	L	Turcot, Napoléon
MONTREAL-SAINTE-ANNE	C	Tansey, Denis
MONTREAL-SAINTE-MARIE	L	Séguin, Napoléon
MONTREAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTREAL-SAINT-JACQUES	L	Robillard, Clément
MONTREAL-SAINT-LAURENT	L	Finnie, John Thomas
NAPIERVILLE	L	Dorris, Cyprien
NICOLET	L	Trahan, Arthur

Circonscription	Allégeance politique	Député
OTTAWA	L	Gendron, Ferdinand-Ambroise
PONTIAC	C	Campbell, George Benjamin
PORTNEUF	L	Gouin, Lomer
QUÉBEC	L	Delâge, Cyrille Fraser
QUÉBEC-CENTRE	L	Leclerc, Eugène
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Mitchell, Walter George
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Robert, Marcellin
SAINT-MAURICE	L	Delisle, Georges-Isidore
SAINT-SAUVEUR	O	Langlois, Joseph-Alphonse
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Therrien, Calixte-Émile
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCOUATA	C	Bérubé, Léo
TROIS-RIVIÈRES	L	Tessier, Joseph-Adolphe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Perron, Joseph-Léonide
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Tanguay, Napoléon-Pierre
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- N - Nationaliste
- O - Ouvrier







Séance du mardi 11 janvier 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature étant, par proclamation<sup>1</sup>, convoquée pour ce jour pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés;

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend avec les députés dans la salle du Conseil législatif. Et, les députés étant de retour,

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification ci-après, il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, l'enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Laprairie.

**District électoral de Laprairie**

Montréal, 2 octobre 1915

Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de la province de Québec,

Je, soussigné, Esioff-Léon Patenaude, donne par les présentes ma démission de député du district électoral de Laprairie à l'Assemblée législative de la province de Québec, en présence de Messieurs J.-E.-Émile Léonard et Armand Grenier, tous deux avocats de Montréal.

(Signé) Es.-L. Patenaude

Témoins: (Signé) J.-E.-Émile Léonard  
Armand Grenier

**Décès du député de Terrebonne,  
M. J.-B.-B. Prévost**

**M. l'Orateur** mentionne, dans une formule officielle, la disparition du député de Terrebonne<sup>2</sup>.

**Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours du trône**

**M. l'Orateur** fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue dans cette enceinte où vous appellent vos travaux parlementaires.

Bien que les alliés soient sûrs de la victoire finale, la guerre se poursuit sur un théâtre sans cesse agrandi et exige de chacun d'eux un effort de plus en plus considérable. Comme une bonne part de la tâche et des responsabilités communes incombe à l'Empire britannique, le Canada a fait et continue de faire vaillamment son devoir. Quant à la province de Québec, elle répond généreusement à tous les appels qui lui sont adressés; pendant que les familles donnent avec libéralité aux diverses œuvres de secours, nos jeunes gens s'enrôlent en grand nombre pour aller combattre à côté des armées de l'Angleterre et de la France. Au nom de tous les citoyens de cette province, je tiens à renouveler à notre gracieux souverain l'hommage de notre entier dévouement et à l'assurer des vœux que nous ne cessons de faire pour le triomphe de ses armes. Je ne puis, non plus, m'empêcher de témoigner de notre vive admiration pour les soldats qui, par leur bravoure et leur héroïsme, ont jeté tant d'éclat sur la patrie canadienne.

Il est agréable de constater que la province de Québec traverse heureusement la crise actuelle et que sa situation économique est généralement bonne.

L'agriculture n'a jamais été plus prospère qu'elle ne l'est en ce moment. Mon gouvernement continue à inciter les cultivateurs à améliorer leurs méthodes de culture, et les cours abrégés qu'il a fait donner dans les différents centres de la province ont été assidûment suivis et ont déjà produit de bons résultats. Il a également tenu à encourager l'établissement des coopératives, la production du sucre et du sirop d'érable, la préparation des viandes fumées, la culture des fruits, de la graine de trèfle et des grains de semence, ainsi que l'élevage de la volaille. Il a fait surveiller attentivement la fabrication du beurre et du fromage, et la qualité de ces produits accuse une amélioration sensible.

Au cours de l'automne dernier, le vingt-cinquième anniversaire du Mérite agricole a été célébré avec éclats dans la ville de Québec. Il est certain que cette institution a parfaitement réalisé le but que se proposaient ses fondateurs et qu'elle a largement contribué à inspirer aux cultivateurs l'amour de la terre et la noblesse de leur profession.

Mon gouvernement, s'autorisant des lois que vous avez adoptées relativement au régime des eaux courantes, fait exécuter le barrage des rivières Saint-Maurice et Saint-François. Ces entreprises ne manqueront pas d'accroître et de mettre en valeur les forces motrices accumulées dans ces rivières.

C'est avec plaisir que je vous signale une augmentation notable dans le traitement des instituteurs et des institutrices. J'attire aussi votre attention sur le succès qu'ont remporté les congrès tenus, depuis quelque temps, par nos commissaires d'écoles.

Sherbrooke n'était pas doté d'une école normale. Mon gouvernement a décidé de combler cette lacune.

Les travaux de voirie que mon gouvernement a entrepris ont été poussés avec vigueur, au cours des dernières sessions. Déjà la route Sherbrooke-Derby-Line a été inaugurée, et tout indique que celles de Montréal-Québec et de Lévis-Jackman seront terminées de bonne heure, l'été prochain. D'autre part, les municipalités continuent l'effort des années précédentes, et c'est l'intention de mes ministres de ne rien négliger pour assurer l'amélioration de notre voirie.

Mon gouvernement n'a pas manqué de favoriser tout spécialement l'œuvre si féconde de la colonisation, et il est facile de constater que son action n'a pas été vaine. Un grand nombre de colons

se sont établis, au cours de l'année dernière, dans la vallée de la Matapédia. L'Abitibi se développe rapidement, ainsi que le démontre le fort noyau de population qui habite ce territoire. La création d'un nouveau district judiciaire, ayant Mont-Laurier comme chef-lieu, est un témoignage des progrès réalisés dans la région située au nord de Montréal.

Le service des mines, en vue d'obtenir de plus amples renseignements sur les gisements du Québec, a fait procéder à des études sur place. Deux intéressants rapports, l'un sur le fer et l'autre sur le cuivre, ont déjà été publiés.

Le service de l'immigration a préparé des brochures de propagande sur notre province afin d'en faire connaître les avantages et les richesses aux Européens qui songent à venir s'établir en Amérique. Ces brochures ont été distribuées à profusion, et nous avons raison de compter sur la venue, après la guerre, d'un grand nombre d'immigrants.

Le système de primes accordées aux municipalités qui se pourvoient d'appareils pour combattre les incendies produit de bons effets et mon gouvernement se propose de le développer davantage.

Mon gouvernement a aussi organisé un bureau d'examineurs pour les ingénieurs stationnaires. Ceux-ci se sont empressés de subir leur examen de compétence, et ce service donne entière satisfaction.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes de l'année passée vous seront distribués et vous constaterez avec plaisir, je n'en doute pas, que les recettes ont encore une fois excédé les dépenses. Vous serez appelés à approuver les prévisions pour l'exercice prochain.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'intérêt général. J'ai confiance que vous étudierez avec soin les questions ainsi que les projets qui vous seront soumis, et je demande à la Providence de bénir vos travaux et de répandre ses bénédictions sur toute la population de notre chère province.

### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que la prise en considération du discours du trône ait lieu demain.

Adopté.

### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la législature;

11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Qu'un comité spécial de 11 membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau et Mitchell, MM. Cousineau, Tellier, Desaulniers, Fortier, Godbout, Sauvé, Sylvestre et Vilas forment ledit comité spécial.

Adopté.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre des Travaux publics et du Travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail pour l'année finissant le 30 juin 1915. (Document de la session no 4)

### **Rapport du secrétaire et registraire**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec pour l'année 1914-1915. (Document de la session no 6)

### **État financier du surintendant de l'Instruction publique**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique pour l'exercice finissant le 30 juin 1915. (Document de la session no 9)

### **Rapport du ministère de l'Agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année 1914-1915. (Document de la session no 3)

### **Rapport du ministère de la Voirie**

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année 1914-1915. (Document de la session no 19)

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 10)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 11 janvier 1916.

La séance est levée.

**NOTE**

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1916, vol. 50.

2. Sur le pupitre qu'utilisait Jean-Benoit-Berchmans Prévost, les députés, les journalistes et les spectateurs peuvent voir deux palmes vertes nouées par un large ruban violet. Sur une carte, on lit: "In memoriam. Au défenseur des petits et des humbles." Ce tribut funéraire est l'œuvre d'Armand Lavergne, député de Montmagny, et de Tancrede Marsil, directeur du journal *Le Réveil* de Montréal. L'éloge du disparu est remis à plus tard (*Le Devoir*, 12 janvier 1916, p. 1).

Séance du mercredi 12 janvier 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delège**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur la table:

- du comté de Pontiac, demandant l'adoption d'une loi changeant son chef-lieu (M. Campbell);

- des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi leur accordant des pouvoirs additionnels (M. Finnie);

- de Robert Warden Lee, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Finnie);

- de Solon Eliosop, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Finnie);

- de Ridley Lightfoot Charlton et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Fire Insurance Brokers Association of Montreal (M. Finnie);

- de Louis-René Gagné, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Francoeur);

- de R. H. Lipsey, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de R. Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de J.-B.-F. Houde, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de Charles-Édouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de O. Bissonnette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de L. Larocque, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de Joseph Labrèque, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de J. McK. Wathen, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- d'Alexander Walker Thornton, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville du Sault-au-Récollet, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi l'érigant en ville (M. Lévesque);

- d'Edmond Saint-Denis, étudiant en loi, demandant l'adoption d'une loi régularisant sa cléricature (M. Lévesque);

- de Hubert Desjardins et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal (M. Lévesque);

- de Hubert Desjardins et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve à celle des écoles catholiques de Montréal (M. Lévesque);

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi George V, constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice (M. Lévesque);

- de Nathan Titleman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de Frank Mendel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de Moe Newton Fineberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurriers et fromageries de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de Joseph-Pamphile Lemay, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de T. A. Trenholme, demandant l'adoption d'une loi changeant le mode de la perception du coût des terrains nécessaires pour l'extension de l'avenue Connaught (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Compagnie Lecavalier & Riel limitée, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'exploiter son industrie dans les limites de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Compagnie Bélair limitée, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'exploiter son industrie dans les limites de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- des Catholic Trustees of the Separate Schools of the Parish of St. Michael the Archangel, demandant l'adoption d'une loi annexant leur municipalité scolaire à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Villeray, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à celle des écoles catholiques de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- du révérend Georges Dion et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'Oratoire de Saint-Joseph du Mont-Royal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Reed);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de contracter un emprunt additionnel (M. Robillard);

- de George E. Borlase et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation The Civic Investment and Industrial Company (M. Therrien);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Trahan);

- de The Three Rivers Traction Company, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation (M. Trahan);

- de la ville de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Perron);

- de l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec, demandant la refonte des lois 37 Victoria, chapitre 39, et 5 Édouard VII, chapitre 102 (M. Perron);

- de Jean-Marie Richard, demandant l'adoption d'une loi permettant au Barreau de la province de Québec de l'admettre à la pratique de la profession, après examen (M. Perron);

- de Benjamin Shulman, demandant l'adoption d'une loi permettant au Barreau de la province de Québec de l'admettre à la pratique de la profession, après examen (M. Perron);

- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Perron);

- de la North Shore Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation (M. Trahan);

- de Donald Russell Mackay, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Vilas).

#### **Composition des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** présente à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de dresser une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, lequel rapport se lit comme suit:

Votre comité a élu l'honorable M. Taschereau son président et rapporte la liste suivante des députés devant faire partie des comités:

Comité des règlements: les honorables MM. Caron, Mercier, Mitchell, Tessier; MM. Bernier,



Campbell, Cousineau, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Pilon, Reed, Stein, Sylvestre, Tellier;

Comité des bills privés en général: les honorables MM. Caron, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bernier, Bérubé, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Matane), Cousineau, D'Auteuil, Delisle, Demers, Desaulniers, Finnie, Fortier, Francoeur, Gadoury, Galipeault, Gault, Gendron, Godbout, Gosselin, Labissonnière, Langlois, Lavergne, Leclerc, Lemieux, Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mayrand, Morin, Ouellette, Péloquin, Perron, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Slater, Smart, Sylvestre, Tansey, Tellier, Tessier (Rimouski), Therrien, Tourigny, Trahan, Turcot, Vilas;

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Allard, Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bissonnet, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Campbell, Cannon, Caron (Matane), Cousineau, D'Auteuil, Desaulniers, Finnie, Gadoury, Gault, Gendron, Gosselin, Grégoire, Labissonnière, Langlois, Lavergne, Leclerc, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mayrand, Morin, Ouellette, Perron, Petit, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Sylvestre, Tanguay, Tansey, Tellier, Tessier (Rimouski), Tourigny, Tourville, Trahan, Turcot, Vilas;

Comité des bills publics en général: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bernier, Bérubé, Bugeaud, Cannon, Cousineau, D'Auteuil, Fortier, Francoeur, Galipeault, Godbout, Lavergne, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mayrand, Perron, Stein, Sylvestre, Tellier, Tessier (Rimouski), Trahan;

Comité des comptes publics: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Allard, Caron, Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Benoît, Bernier, Bérubé, Bissonnet, Bouchard, Bullock, Cousineau, D'Auteuil, Delisle, Demers, Finnie, Gault, Godbout, Gosselin, Lavergne, Lemieux, Ouellette, Péloquin, Perron, Smart, Scott, Sylvestre, Tanguay, Tellier, Therrien, Tourigny, Vilas;

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Allard, Caron, Décarie, Mitchell; MM. Benoît, Bernier, Bérubé, Bouchard, Bullock, Campbell, Caron (Matane), Cousineau, Delisle, Demers, Desaulniers, Dorris, Fortier, Francoeur, Gadoury, Gendron, Godbout, Grégoire, Labissonnière, Lemieux, Morin, Ouellette, Péloquin, Petit, Phaneuf, Pilon, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Sauvé, Scott, Séguin, Slater, Stein, Sylvestre, Tanguay, Tellier, Tessier (Rimouski), Therrien, Tourigny, Tourville;

Comité des industries et du commerce: les honorables MM. Caron, Mitchell; MM. Bernier, Bissonnet, Bullock, Caron (Matane), Delisle, Dorris, Finnie, Francoeur, Gault, Gosselin, Langlois, Leclerc, Létourneau (Québec-Est), Petit, Philips, Robillard, Robert (Beauharnois), Sauvé, Slater, Smart, Tansey, Therrien, Tourigny, Tourville, Vilas;

Comité du Code municipal: les honorables MM. Allard, Caron, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bérubé, Bernier, Bullock, Cannon, Cousineau, D'Auteuil, Godbout, Robert (Rouville), Stein, Sylvestre, Tellier, Tessier (Rimouski), Trahan, Vilas;

Comité des privilèges et élections: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Tessier; MM. Bugeaud, Cannon, Cousineau, Galipeault, Lavergne, Perron, Sauvé, Tellier, Trahan, Vilas;

Comité de la Bibliothèque de la législature: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Allard, Mercier, Mitchell, Taschereau; MM. Bernier, D'Auteuil, Desaulniers, Francoeur, Galipeault, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Tellier, Vilas;

Comité des impressions législatives: l'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Allard, Décarie, Mitchell; MM. Cousineau, Desaulniers, Finnie, Galipeault, Gault, Godbout, Tellier.

Adopté.

## Dépôt de documents:

### Rapport des inspecteurs des prisons

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dépose sur le bureau de la Chambre le quarante-cinquième

rapport des inspecteurs des prisons de la province de Québec pour l'année 1914. (Document de la session no 17)

### **Rapport de la Commission des utilités publiques**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dépose sur le bureau de la Chambre le sixième rapport de la Commission des utilités publiques pour l'année finissant le 30 juin 1915. (Document de la session no 14)

### **Rapport sur les compagnies d'assurances, 1914**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances, 1914. (Document de la session no 40)

### **État des cautionnements des officiers publics**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 7 janvier 1915 au 20 janvier 1916, tel que requis par l'article 637 S. R. Q., 1909. (Document de la session no 13)

### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Bugeaud (Bonaventure)<sup>1</sup>**: M. l'Orateur, dans nos discours et nos écrits, le grand Boileau veut que le début soit simple et qu'il n'y ait rien d'affecté.

Pour me conformer au désir d'un homme compétent dans l'art d'écrire, je commencerai mon discours en disant que j'apprécie on ne peut plus l'honneur que m'a fait le gouvernement en invitant le député de Bonaventure à proposer l'adresse en réponse au discours du trône.

Cet honneur rejaillit sur tous les électeurs de ce beau et vaste comté dont je suis le représentant en cette Chambre. Je me réjouis, et avec fierté, M. l'Orateur, parce que, outre la marque de confiance que viennent de me donner mes chefs, ils rendent publiquement hommage à la race acadienne à laquelle je me glorifie d'appartenir. En ce moment, par ma bouche parlent 20,000 Acadiens du comté de Bonaventure, survivants impérissables des premiers colons français du Canada, qui eurent la gloire d'être

les premières victimes du fanatisme et de l'intolérance sur cette terre canadienne. Comme leurs pères, ils parlent encore le beau verbe de France, Dieu merci, et si, dans leur façon de s'exprimer, on ne rencontre pas toujours cette correction et cette finesse de langage, partage enviable de nos frères canadiens-français, c'est que la plupart sont nés et ont vécu dans un pays où, depuis 40 ans, il n'y a pas d'école primaire canadienne-française. Mais là comme toujours notre clergé a été le défenseur non seulement de notre foi souvent menacée, mais aussi de notre langue; on ne peut pas séparer l'une de l'autre.

À notre époque, au pays de l'Acadie, fleurissent des maisons d'enseignement secondaire libre, c'est-à-dire catholiques où se forment, à la française, les champions de notre race, et, à Ottawa, un Acadien sorti de l'un de ces collèges, aujourd'hui député de Kent, M. Robidoux, aura aussi l'insigne honneur de scander l'adresse à l'ouverture de cette session même. Ce sont deux voix acadiennes qui se font entendre presque en même temps, l'une dans la capitale fédérale, venant du Brunswick, l'autre dans la capitale provinciale, venant des limites de la province de Québec, chacune voulant dire bien haut sa sympathique admiration pour son gouvernement et toutes deux fermement décidées à mettre leurs faibles ressources au service des intérêts bien compris du pays.

N'allez pas m'accuser, M. l'Orateur, de débiter en faisant une plongée dans l'incohérence, selon l'expression typique d'un auteur contemporain. J'ai voulu seulement vous faire part des sentiments qui, dans cette circonstance, viennent tout naturellement se presser sur mes lèvres bien acadiennes et surtout très françaises.

La première pensée qui se présente à l'esprit, M. l'Orateur, je veux dire la pensée qui occupe le plus nos esprits en ces moments d'angoisse, c'est celle de la terrible guerre qui sévit actuellement en Europe, guerre qui a pris des proportions gigantesques depuis la dernière session. Après plus d'un an de lutte, les Allemands occupent encore les quatre cinquièmes de la Belgique et 10 départements parmi les plus riches de la France. Que de sang versé! Que de saccage et de massacre un peu partout depuis le mois d'août 1914!

Devant ce spectacle si attendrissant, le Canada, surtout le Canada français, n'est pas resté impassible. Notre province de Québec a fait et fait encore largement sa part. Ses enfants venant de toutes les paroisses se sont enrôlés par centaines dans les différents contingents déjà partis pour le front.

Là-bas, sur les bords de l'Yser, ils ont donné des preuves admirables de cette endurance, de cette bravoure, de cette adresse, de cette gaieté toute gauloise, signes caractéristiques de notre race. Oui, M. l'Orateur, cette fois-ci, comme en plusieurs autres circonstances mémorables de notre histoire, les Canadiens français ont prouvé leur loyalisme envers l'Angleterre et leur amour de la liberté.

L'un de nos hommes d'État a dit un jour que le dernier coup de canon tiré sur cette terre d'Amérique pour la défense de l'Angleterre le serait par un Canadien français. Je crois pouvoir dire que, s'il en est besoin, la dernière goutte de sang versée sur la terre d'Europe pour le triomphe de la liberté sera une goutte de sang canadienne. Mon district se classe au premier rang au Québec pour sa contribution financière per capita aux œuvres patriotiques.

Et, tandis que les hommes se battent sur les champs de bataille, ici nos femmes et nos filles, par de multiples moyens que peuvent seuls leur inspirer leur esprit inventif et leur ardente charité, recueillent de l'argent et confectionnent des vêtements pour venir en aide à toutes les victimes de cette grande guerre. Quand finira-t-elle, cette guerre, M. l'Orateur? Je n'en sais rien, mais ce que je sais parfaitement bien, c'est que, tant qu'elle durera, les Canadiens français sauront faire leur devoir comme ils l'ont fait jusqu'à aujourd'hui et qu'ils sont prêts à tous les sacrifices pour que, le plus tôt possible, tout rentre dans l'ordre, la paix, avec la victoire pour les alliés, pour nous.

Avec Théodore Botrel, qui, en ce moment sur le front, oppose au vieux dieu de Guillaume notre jeune Dieu de la Crèche, je dirai:

Cette victoire très prochaine, nous la demandons par Clovis, par Jeanne la bonne Lorraine, par Bayard et Saint-Louis, par les pleurs de millions d'êtres, épouses, vieillards endeuillés par le massacre des prêtres, par les sanctuaires souillés, par notre farouche endurance, par nos otages en exil, Ô jeune Dieu, rends à la France justice et gloire. Ainsi soit-il.

Le discours du trône, M. l'Orateur, passe ensuite à l'importante question de l'agriculture. L'agriculture est le fondement et la base de la prospérité d'une nation. On a dit que les nations naissent d'un coup d'épée sur un champ de bataille et l'on peut dire de la nation canadienne qu'elle est née d'un coup de charrue qui a été notre sauveur dans les années passées et c'est elle qui nous conduira aux hautes destinées qui nous sont réservées. Le gouvernement de cette province qui sait si bien s'identifier avec les intérêts du peuple, et qui a à

cœur son bien-être et son avancement, a fait beaucoup dans ces dernières années pour encourager l'agriculture et l'une de ses plus grandes œuvres a été de bâtir et de subventionner des écoles d'agriculture.

L'instruction agricole n'est pas moins nécessaire pour la formation d'un bon agriculteur que l'enseignement classique l'est pour la formation d'un homme qui se destine à une profession libérale.

L'institut agricole d'Oka a largement bénéficié des subventions du gouvernement, subventions qui lui ont permis de s'agrandir, et les travaux de construction d'une aile au Collège de Sainte-Anne de la Pocatière avancent rapidement. Ces deux constructions vont presque doubler la capacité de nos deux écoles d'agriculture françaises et leur permettre de recevoir plus d'élèves et de donner un meilleur enseignement. Cet enseignement répond à un besoin urgent, car nous manquons d'agriculteurs instruits. Il y a 10 ans, c'était un grand événement que de voir un ou deux jeunes gens instruits adopter la noble profession du cultivateur. On voyait bien nos classes de finissants dans nos collèges et nos séminaires fournir des sujets au sacerdoce et aux professions libérales, mais aucun d'eux ne songeait à se livrer à l'agriculture. Quand la chose arrivait par hasard, c'était une surprise générale. Pensez donc, disaient les bonnes gens, avoir tant dépensé d'argent pour faire instruire son garçon pour n'en faire rien qu'un habitant comme son père.

Grâce aux moyens permis par le gouvernement, soit en construisant des écoles d'agriculture, soit en encourageant le cultivateur de différentes manières, l'agriculture commence à être regardée comme une carrière sérieuse et noble et les bons sujets cessent de regarder les professions que l'on se plaît à appeler libérales comme étant les seules dignes d'eux et prennent le chemin des écoles d'agriculture. Au mois de septembre dernier, cinq finissants, tous bacheliers de l'un de nos meilleurs collèges classiques, le séminaire de Nicolet, sont entrés à l'institut agricole d'Oka et le Collège de Sainte-Anne de la Pocatière a donné des diplômes à 15 de ses finissants de 1915.

Actuellement, l'institut agricole d'Oka compte 119 élèves réguliers, le collège Macdonald, à l'école d'agriculture proprement dite, 105, et l'école de Sainte-Anne de la Pocatière, 86, ce qui fait au-delà de 300 jeunes qui ont fait de l'agriculture le but de leur vie et qui se préparent par une instruction raisonnée et pratique à devenir non seulement des agriculteurs d'une compétence achevée, mais encore des citoyens capables de remplir les plus hautes

charges de leur pays. N'avons-nous pas dans le cabinet à la tête des affaires de cette province un ministre agriculteur (l'honorable M. Caron)? Et, dans les territoires immenses de l'Ouest vers lesquels sont dirigés tous les regards de ceux qui portent intérêt aux choses de l'agriculture, les rênes du gouvernement de l'une des plus grandes provinces de la Confédération ont été confiées à un agriculteur, je veux nommer l'honorable Crawford Norris, premier du Manitoba.

Non content de donner une instruction agricole scientifique aux jeunes garçons, le gouvernement de cette province a aussi voulu que celles qui plus tard seraient les compagnes de leur vie puissent apprendre à tenir une maison, à faire une bonne cuisine, à être au courant des choses de la ferme, et, pour cette fin, des écoles ménagères ont été établies et subventionnées par le ministère de l'Agriculture. Il y a quelques années, les quelques écoles de ce genre qui existaient ne pouvaient donner qu'un enseignement très restreint, mais, depuis, le gouvernement, au moyen d'octrois annuels, a permis à un grand nombre d'écoles de filles de s'outiller convenablement pour pouvoir donner un enseignement ménager; et les parents, comprenant l'importance de cet enseignement, ont envoyé de préférence leur jeune fille dans cette école ménagère et les directrices de couvents sentent maintenant que leur programme doit comporter un cours ménager pour attirer les élèves et pour conserver la bonne renommée de leur maison.

Un grand nombre d'institutrices, soit religieuses, soit laïques, ont suivi les cours durant la dernière vacance afin de se qualifier pour l'enseignement ménager. L'école ménagère de Saint-Pascal a reçu 65 religieuses dont 15 ont obtenu leur diplôme, celle de Roberval a préparé 34 religieuses dont 12 ont été diplômées. À Sutton, 18 religieuses ont suivi le cours, tandis que l'école ménagère provinciale de Montréal a reçu 25 institutrices laïques. Nous avons là la preuve de l'importance que prend tous les jours l'enseignement domestique. Et, tandis qu'il y a quelques années, comme je le disais, il n'y avait que trois ou quatre écoles ménagères, leur nombre d'institutions qui ont bénéficié de subventions pour l'enseignement ménager durant l'année scolaire 1914-1915 a été de 45.

Les coopératives encouragées et formées par le gouvernement ont aussi contribué à faire progresser l'agriculture. Il y a aujourd'hui dans la province de Québec 148 sociétés coopératives qui permettent aux cultivateurs de tirer un meilleur profit de la vente de leurs produits. La Société coopérative

et agricole des fromagers de Québec a fait l'an dernier, avec un capital souscrit de \$13,000 environ et un capital payé de \$2,000, un chiffre d'affaires de \$1,700,000, et elle a payé aux cultivateurs pour leurs produits un meilleur prix qu'ils obtenaient auparavant et a grandement contribué à l'avancement de l'industrie laitière par la classification de ses produits.

Un des résultats les plus importants obtenus par les coopératives a été que nos produits ont été placés en Angleterre sous leur vrai jour et appréciés comme ils le méritent. Autrefois, comme vous le savez, M. l'Orateur, les produits laitiers étaient achetés par les maisons de gros qui les divisaient en deux qualités: bon et mauvais, et le bon était envoyé en Angleterre comme venant d'Ontario et le mauvais était marqué: Québec. La coopérative, en exportant directement, a permis aux produits laitiers de notre province de prendre sur les marchés étrangers la place qui leur appartient et qui est loin d'être la dernière. D'ailleurs, notre province, malgré ce que peuvent dire ses détracteurs, est à la tête de la Confédération pour les progrès accomplis durant les dernières années en matière d'agriculture.

Nous allons prendre un peu les chiffres du dernier recensement et comparer les progrès accomplis dans Québec avec ceux des autres provinces. Ontario, étant la plus peuplée et l'une des plus vieilles provinces du dominion, nous servira de terme de comparaison. Pour ne citer que quelques items: de 1901 à 1911, Ontario a perdu 52,184 de sa population, tandis que celle de Québec augmentait de 39,951; de 1901 à 1911, l'augmentation du nombre d'acres en culture a été de 3.85% en Ontario et 8.90% dans Québec. Le nombre de cultivateurs propriétaires dans les deux provinces est plus élevé dans Québec que dans Ontario. Il était, en 1911, de 82.32% dans Ontario et de 92.28% dans Québec. L'augmentation dans la culture des fruits et des légumes se chiffre pour la même période à 77.52% pour Ontario et 183.41% dans Québec. De 1901 à 1911, le nombre d'acres en culture dans Ontario a augmenté de 109,445 acres, soit 1.18%, et dans Québec, de 561,324 acres, soit 11.93%. Québec a fourni, en 1910, 64.79% de la production totale du beurre manufacturé dans les fabriques de tout le dominion. L'augmentation de la production laitière durant la dernière décade a été pour Ontario de 24.61%, mais Québec tient encore la tête avec 87.56%.

Rien, je crois, ne peut donner une idée plus juste de l'augmentation de la province de Québec pendant ces dix années d'administration que les chiffres suivants:

En 1901, la valeur totale des terres, bâtiments, instruments, animaux de ferme dans la province était de \$2,894,000. Dix ans après, elle était de \$4,976,000 ou presque le double.

Ces augmentations dans la valeur et le revenu agricole, nous pouvons les attribuer surtout à l'industrie laitière et elles sont un indice des progrès accomplis grâce à la direction et à l'encouragement donnés par le gouvernement provincial qui a augmenté le crédit agricole de \$217,000, en 1902, à près de \$500,000, en 1915.

Ajoutons à cela les millions que le gouvernement actuel a consacrés à la construction des ponts en fer et en béton et à l'amélioration de la voirie, progrès qui sont au bénéfice direct de la classe agricole. En effet, il ne suffit pas au cultivateur d'avoir une bonne récolte, il lui faut encore des facilités afin de pouvoir transporter cette récolte sur les marchés pour en obtenir un prix rémunérateur. C'est ce que le gouvernement a compris en établissant la politique des bonnes routes. Il a ainsi encouragé indirectement l'agriculture, car ses progrès sont intimement liés à l'amélioration de la voirie provinciale.

Dans tous les pays, la voirie est l'objet d'une grande sollicitude de la part des gouvernements et, certes, elle y a bien droit. Le gouvernement de la province de Québec, avec une louable clairvoyance, a jeté les bases d'un système de routes coïncidant avec le progrès agricole et qui se développera, je l'espère, d'une manière à donner à la province d'excellents chemins, égaux sinon meilleurs à ceux des autres provinces du dominion. Je me rappelle les critiques qui ont été faites à ce sujet lorsque le gouvernement a commencé à élaborer son programme des bonnes routes. On l'appelait "la politique des bouts de chemins". L'on disait: Vous allez bâtir un bout de chemin dans chaque village, dans chaque municipalité et, le reste n'étant pas amélioré, la partie ainsi construite sera une dépense inutile et ne profitera pas au bien général.

Or, les événements se sont chargés eux-mêmes de démontrer l'a propos de cette politique. Pour ne citer que deux exemples pris parmi un grand nombre d'autres, la route Pointe-Fortune, sur la frontière de l'Ontario, se continue vers Montréal sur un parcours de plus de 50 milles et, sur toute cette distance, il n'y a guère que quatre ou cinq milles d'interruption qui disparaîtront certainement lors de la reprise des travaux. Et cette route régionale a été bâtie d'après la politique des bouts de chemins, c'est-à-dire par les municipalités bénéficiant des allocations fournies par le gouvernement.

Je pourrais signaler un grand nombre d'autres tronçons, mais je ne veux pas allonger inutilement cette liste que l'on pourra trouver d'ailleurs dans les statistiques officielles. Je me contenterai de citer une autre voie de communication complète, à peu de chose près, entre Valleyfield et Malone, dans l'État de New York.

Nos routes provinciales, route Lévis-Jackman, Sherbrooke-Derby Line, route Chambly, route Édouard VII, entièrement bâties par le gouvernement, complètent les routes régionales. Elles sont comme les lignes maîtresses auxquelles viennent se joindre les routes secondaires tracées par les municipalités.

La province d'Ontario, qui est une province très généreuse et très avancée dans la construction et l'entretien de ses chemins, a construit cette année 20 milles de bonnes routes, tandis que la province de Québec en a construit 124 milles.

Je parle de chemins construits directement par le gouvernement. En 1915, il a été fait dans l'Ontario 217 milles de chemins sous la surveillance de gouvernement, tandis que pendant cette même année, dans la province de Québec, il a été construit sous la direction et avec l'aide du gouvernement 295 milles de macadam, routes municipales et provinciales, et 140 milles de gravelage, laissant ainsi une jolie marge en notre faveur.

Cela forme donc un total de 435 milles de chemins construits dans la province pendant la seule année de 1915, avec l'aide et la surveillance du gouvernement, preuve évidente de la stabilité financière de notre province, puisqu'il a pu, malgré la crise actuelle, mener à bonne fin d'aussi importants travaux.

Je me permettrai, M. l'Orateur, pour terminer ces remarques, d'ajouter les quelques chiffres suivants:

Sur environ 1,100 municipalités dont se compose la province, 476 ont des règlements en vigueur pour l'entretien des chemins sous le contrôle du conseil. Ce qui est un progrès très considérable qui montre que le contribuable s'intéresse à cette question des bons chemins et vient aider le gouvernement.

Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1915, le ministère de la Voirie a payé près de \$3,000,000. Depuis 1911, le gouvernement de la province a payé tant pour l'entretien de chemins de terre que pour la confection de macadam et de gravelage, et des frais d'administration de la voirie, \$14,584,081, plaçant ainsi notre province à la tête de toutes les provinces du dominion pour les travaux de voirie.

L'aide donnée à l'agriculture a nécessairement contribué au progrès de la colonisation, car les deux sont intimement liées. En effet, qu'est-ce que coloniser? C'est défricher la terre dans un but de culture, c'est agrandir le domaine national, soit en ouvrant de nouvelles terres, soit en améliorant celles déjà ouvertes, ce qui n'est en fin de compte que de l'agriculture. Malgré ce que l'on a pu dire et d'après l'expérience pratique que je puis avoir, je ne crois pas que ce soit la terre qui manque au colon, car les statistiques établissent qu'en multipliant la moyenne du rapport d'un acre de terre par le nombre d'acres octroyés, et en divisant ce chiffre par la dépense moyenne d'un individu, le nombre d'acres de terre octroyés dans la province de Québec pourrait faire vivre une population triple de celle que nous possédons maintenant. Quoi qu'on dise, on ne peut forcer le colon à aller s'établir sur une terre nouvelle. Ce n'est qu'en encourageant l'agriculture et en la rendant plus rémunératrice que nous pourrions induire le colon à aller défricher de nouvelles terres.

L'augmentation du mouvement colonisateur dans la province depuis 10 ans a coïncidé avec l'augmentation de l'agriculture. En effet, depuis 10 ans, près de 200 nouvelles paroisses ont été érigées dans la province de Québec, 200 nouveaux clochers surmontés de la croix rédemptrice s'élancent vers la nue comme un tribut d'hommage incessant de notre foi et sont les témoins indéniables de la vitalité de la race canadienne-française.

Dans ma région, qui comprend la vallée de la Matapédia et le comté de Bonaventure, l'augmentation a été tellement considérable que le département de l'honorable secrétaire provincial a été obligé d'y établir dernièrement un autre district d'inspection pour les écoles parce que près de 200 nouvelles classes avaient été ouvertes dans cette région durant les dernières 10 années. D'ailleurs, la population des comtés de Matane et de Bonaventure a augmenté durant la dernière décade d'une manière extraordinaire si on la compare à celle des comtés qui ne sont pas des centres de colonisation à proprement parler.

Une autre région de colonisation qui a attiré l'attention dernièrement est l'Abitibi. Les magnifiques espérances que l'on avait fondées sur ce territoire nouveau comme région de colonisation sont en train de se réaliser. La belle œuvre civilisatrice qui s'est accomplie autrefois par la colonisation des Cantons de l'Est, du Lac-Saint-Jean, de la région de Labelle se répète aujourd'hui dans l'Abitibi. Le Nouveau-Québec est appelé à devenir en peu d'années l'une des parties de la province où la colonisation fera le plus de progrès.

Les ressources illimitées de cette région au point de vue agricole ne permettent pas de douter un seul instant de l'avenir brillant qui lui est réservé. C'est en 1909-1910 que l'actuel député de Drummond (l'honorable M. Allard), ministre des Terres et Forêts, chargeait des arpenteurs d'exécuter les premiers travaux de délimitation des cantons de l'Abitibi le long du tracé du Transcontinental. L'année suivante, l'honorable M. Devlin, le regretté ministre de la Colonisation, envoyait un ingénieur de son département étudier les possibilités de colonisation dans cette région et, de concert avec l'honorable ministre des Terres et Forêts, il jetait les bases d'un programme qui a donné les meilleurs résultats. Le groupement de colons autour d'un centre choisi et déterminé d'avance comme noyau d'une future paroisse a été appliqué avec succès dans l'Abitibi.

Au printemps de 1912, l'abbé Caron, chargé par le gouvernement de recruter des colons pour ce vaste domaine, conduisait le premier groupe de colons à Amos. Le mouvement de colonisation se développa rapidement et, le 30 juin 1913, il y avait d'établies dans l'Abitibi 37 familles comprenant 329 âmes, au 30 juin 1914, 107 familles et, le 30 juin 1915, 185 familles comprenant 1,254 âmes. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1915, il est parti pour l'Abitibi 635 personnes, ce qui porte sa population actuelle à près de 2,000 âmes en moins de trois ans. La construction des chemins se poursuit. Presque 100 milles de la route Allard-Devlin qui traverse presque toute la région de l'Abitibi sont maintenant terminés et d'autres routes centrales faites aussi par le gouvernement établissent des liens de communication entre les différents centres de population et le Transcontinental.

Le gouvernement de la province, M. l'Orateur, a réellement droit aux félicitations de tous les bons citoyens pour l'immense travail qu'il a accompli dans cette région, comme ailleurs dans cette province, au point de vue de la colonisation. Car la colonisation en général dans la province de Québec a marché rapidement, M. l'Orateur. À l'appui de cette assertion, j'offre à votre bienveillante attention les chiffres suivants: les statistiques municipales accusent une augmentation de population dans la province, durant les cinq dernières années, de près de 260,000 âmes et, comme il n'y a que les municipalités rurales qui font un recensement chaque année tandis que les municipalités de villes donnent les chiffres du dernier recensement officiel, on peut donc dire sans crainte de se tromper que ce chiffre de 260,000 représente surtout l'augmentation de la population agricole de la province et que, par conséquent, la colonisation a été progressive.

Il est d'ailleurs un fait absolument indéniable, c'est que l'exode de nos concitoyens vers les villes ou les centres étrangers est beaucoup moindre qu'il y a quelques années.

J'arrive maintenant, M. l'Orateur, à ce passage très important du discours du trône où il est question de l'instruction publique.

De tous les problèmes sociaux dont nous avons à nous occuper dans cette Chambre, M. l'Orateur, j'estime que celui de l'instruction est de beaucoup le plus important car il concerne l'avenir intellectuel et moral du peuple de cette province. Aussi doit-on féliciter le gouvernement en général et surtout le premier ministre de cette province pour l'attention toute spéciale qu'il a portée à la cause de l'instruction publique, ce qui est d'ailleurs l'un de ses plus beaux titres de gloire.

En effet, M. l'Orateur, les bienfaits intellectuels de l'instruction sont de beaucoup supérieurs aux bienfaits matériels et sont beaucoup plus durables que ceux-ci.

Le vent et la grêle peuvent détruire les moissons, le feu peut raser les habitations et semer la ruine dans les familles, mais l'instruction acquise par le jeune homme est un héritage auquel on ne peut toucher et qui, survivant à tous les fléaux, ne s'éteindra qu'avec sa vie.

Le discours du trône, M. l'Orateur, mentionne spécialement l'augmentation du traitement des instituteurs, les congrès des commissaires d'écoles et la création d'une école normale à Sherbrooke.

J'ai étudié quelque peu les statistiques du département de l'Instruction pour constater dans quelle mesure le salaire des instituteurs avait augmenté de 1905 à 1913, c'est-à-dire pendant huit ans, et j'y ai trouvé des chiffres très éloquentes que je me permettrai de porter à votre connaissance.

Voici, d'après le rapport du surintendant de l'Instruction publique, quel est le salaire moyen des institutrices:

Catholiques et protestantes en 1905-1906, salaire moyen, \$155; 1912-1913, catholiques et protestantes, \$224 - augmentation: \$69.

Salaire moyen des institutrices catholiques seulement: 1905, \$123; 1912-1913, augmentation, \$40.

Ces chiffres ne sont que pour 1912, car je suis convaincu que le prochain rapport du surintendant de l'Instruction publique établira que le traitement moyen des institutrices laïques catholiques et protestantes atteindra une moyenne de \$240 à \$250 et celui des institutrices laïques, catholiques seulement, atteindra peut-être \$180.

Dans son rapport au surintendant pour 1913-1914, l'inspecteur général des écoles catholiques établit par catégories de traitement une hausse vraiment consolante.

#### Institutrices catholiques:

	1912-1913	1913-1914
\$600 à \$700 .....	0	9
\$500 à \$600 .....	8	10
\$400 à \$500 .....	26	28
\$300 à \$400 .....	75	142
\$250 à \$300 .....	180	250
\$200 à \$250 .....	547	595
\$150 à \$200 .....	2,355	3,281

Ce qui montre les progrès extraordinaires réalisés dans une année seulement dans la seule classe de \$150 à \$200, au-delà de 1,000 institutrices sont montées d'un salaire moindre à un salaire variant de \$150 à \$200.

Le tableau pour 1914-1915 établira, j'en suis convaincu, que les institutrices recevant moins de \$150 se font de plus en plus rares et que la moyenne des traitements atteindra bientôt \$200. D'ailleurs, en établissant une quatrième prime pour les municipalités qui paient \$200, le gouvernement a pris le meilleur moyen d'atteindre ce minimum à brève date. Déjà, dans certains districts, la moyenne des traitements dépasse \$200. L'inspecteur général des écoles catholiques donne des statistiques intéressantes dans son rapport de 1913-1914 et nul doute que, dans son rapport pour 1914-1915, cette moyenne ne soit encore accentuée.

Dès l'année dernière, l'inspecteur général disait: En 1905, le nombre des institutrices recevant moins de \$100 s'élevait à 766, en 1911, à 93 et, en 1914, il n'y en a plus que 10 dont huit sont des sous-maîtresses. Il y a à peine cinq ans, la grande majorité des institutrices recevait un traitement de \$100 à \$125; en 1913-14, il n'y en avait plus que 114 qui recevaient ce modeste traitement et le rapport de M. le surintendant, qui sera bientôt déposé devant cette Chambre, indiquera encore, je n'en doute pas, un progrès notable.

Il y a progrès non seulement dans la hausse des traitements, mais aussi dans la construction scolaire et la contribution des municipalités pour le soutien de leurs écoles.

Contributions des municipalités en 1905, \$2,199,371; 1913, \$6,170,380.

Sommes dépensées par les municipalités pour constructions scolaires: 1905, \$263,084; 1913, \$1,117,895.

Et il n'y a pas seulement progrès au point de vue matériel, il y a aussi progrès, si je puis m'exprimer ainsi, au point de vue intellectuel. Tandis qu'en 1905 il n'y avait que 587 écoles modèles, les statistiques en indiquent 698 en 1913. Tandis qu'en 1905 il n'y avait que 184 écoles primaires ou académiques, en 1913 on en trouve 278.

En 1914 seulement, le Comité catholique a accordé le titre d'école modèle à 41 écoles élémentaires et le titre d'académie à 20 écoles modèles.

Tandis qu'en 1904-1905 il n'y avait que cinq écoles normales, trois de garçons et deux de filles, en 1915 il y en avait 14, trois de garçons et 11 de filles.

Avec la nouvelle école normale de Sherbrooke annoncée par le discours du trône, la province de Québec possédera 15 écoles normales dont 12 pour les jeunes filles qui se destinent à l'enseignement. C'est là un véritable progrès. En effet, l'école ne vaut que par le maître et, en développant l'œuvre des écoles normales avec une sagesse et une mesure que tout le monde admire, le gouvernement favorise de la meilleure façon le progrès scolaire.

En 1911, le gouvernement a nommé deux inspecteurs généraux, complétant ainsi d'une façon fort heureuse la magnifique organisation du département de l'Instruction publique, et l'on sait que, grâce à ces officiers supérieurs, notre système d'inspection produit de meilleurs résultats et que nos écoles normales sont visitées.

Tous ces progrès que je ne fais que signaler en passant, M. l'Orateur, ont sans doute pour causes le zèle du département de l'Instruction publique, le dévouement intelligent des inspecteurs d'écoles et l'appoint précieux qu'apporte le personnel de *L'Enseignement*, *La Revue pédagogique* et *L'Enseignement primaire* si généreusement distribués par le gouvernement à toutes les écoles de la province. Mais, outre ces excellents facteurs, je crois devoir en signaler un autre que mentionne le discours du trône, c'est la propagande opportune et pleine de sens pratique qui se fait depuis trois ans avec un zèle incessable et une méthode éprouvée; je veux parler des congrès des commissaires d'écoles.

Inaugurés le 1<sup>er</sup> septembre 1912, à Laprairie, par l'inspecteur général des écoles catholiques, ces congrès se sont continués périodiquement à travers la province et le 23e avait lieu à Montréal en novembre dernier. Chacun de ces congrès a réuni, à l'appel de l'inspecteur régional, plusieurs centaines de commissaires d'écoles et MM. les membres du clergé

du district sont accourus pour entendre traiter des questions pratiques de l'Instruction et de l'éducation.

L'honorable secrétaire a honoré presque tous ces congrès de sa présence et de sa parole autorisée. Le surintendant de l'Instruction publique et l'inspecteur général y ont toujours pris part, le premier exposant les grandes lignes de notre système scolaire et étudiant l'esprit de ce système dont les commissaires d'écoles sont en quelque sorte l'âme, le second traitant sur place des progrès accomplis dans la région, mais faisant surtout connaître les lacunes et les points faibles, signalant les moyens d'y remédier et indiquant aux commissions scolaires ce qu'elles devaient faire pour profiter des primes accordées par le gouvernement depuis quelques années.

Les résultats obtenus par cette propagande, qui met en contact les chefs du département de l'Instruction publique et les commissaires, sont visibles déjà et, pour ma part, je puis affirmer que celui qui a été tenu dans le comté de Bonaventure, il y a un peu plus de deux ans, a déjà produit des résultats pratiques très sensibles.

J'exprime l'espoir que ces congrès se continueront et que l'on en accentuera le caractère en les rendant accessibles non seulement aux commissaires, mais à tous les contribuables.

En effet, M. l'Orateur, l'Instruction doit être de plus en plus répandue et, pour nous surtout de la province de Québec qui en général ne sommes pas très favorisés des dons de la fortune, l'Instruction est le moyen mis à notre disposition par la Providence pour pouvoir maintenir dans le Nouveau Monde la place que nous devons y occuper.

En effet, si nous ne pouvons dominer le mouvement financier, nous pouvons et devons dominer le mouvement intellectuel. Et dans l'avenir le Canada aura encore un plus grand besoin d'hommes instruits qu'à l'heure actuelle, car, lorsque la grande guerre européenne sera terminée, une immigration telle que l'histoire n'en aura jamais connue se produira vers le Nouveau Monde et ce troupeau composé de tous les peuples de l'Europe se dirigera surtout vers le Canada, car nous avons ce qu'il faut pour les y attirer, c'est-à-dire la terre gratuite ou presque gratuite, et je crois qu'il n'est pas présomptueux de dire que, 10 ans après la cessation des hostilités, le Canada aura doublé sa population actuelle. Et il faudra à cette vague envahissante des chefs pour la diriger, la gouverner et la dominer, et ce sont ceux qui seront préparés au point de vue intellectuel qui pourront leur inculquer leurs idées, leurs sentiments et obtenir sur eux un ascendant qui ne s'effacera jamais.



Et nous nous donnons à nous, Canadiens, nous le devons à notre histoire, nous devons prendre les mesures pour ne pas y être relégués à l'arrière-plan.

Je m'arrête, M. l'Orateur, je n'en finirais pas s'il me fallait signaler ici toutes les œuvres que le gouvernement a su accumuler durant ces dernières années et qui rempliraient surabondamment toute une vie, œuvres dont quelques-unes sont en plein rapport et les autres en plein développement et grâce auxquelles la province de Québec est aujourd'hui la plus prospère et la plus riche de la Confédération canadienne.

Avant de terminer, M. l'Orateur, je crois de mon devoir de protester comme enfant de la province de Québec, que je dois considérer comme une mère, de protester, dis-je, contre des paroles malheureuses que tout dernièrement, dans une assemblée publique, un député de cette Chambre en mal de critique injuste et outrancière a prononcées en parlant de la province de Québec, lorsqu'il a osé dire qu'elle était le rebut de la Confédération<sup>2</sup>.

M. l'Orateur, je voudrais avoir 1,000 voix pour m'élever avec la plus grande énergie contre une assertion où suintent la méchanceté et la plus odieuse fausseté.

Notre chère province de Québec a connu les assauts du dehors et faut-il maintenant que les enfants qu'elle a nourris dans son sein se rangent du côté de ses ennemis et fassent chorus avec eux. Toujours debout, notre province a continué à marcher d'un pas ferme dans la voie de l'honneur et du progrès. Pourquoi n'aurait-elle pas le droit de compter sur tous ceux qui en sont pour ainsi dire les défenseurs attirés? M. l'Orateur, on ne gagne rien à se dénigrer soi-même. Tout royaume divisé contre lui-même est destiné à périr, c'est le sage des sages qui a prononcé cette sentence que l'histoire s'est chargée de prouver à toutes les époques. Pour satisfaire une mesquine vengeance, on ne craint pas parfois de lancer non seulement l'injure, même le blasphème, à la face de ceux auxquels on devrait naturellement se joindre pour combattre l'ennemi qui crie et vocifère à nos portes.

Rebut de la Confédération, notre province! Elle qui en toutes circonstances a donné l'incomparable exemple de cette tolérance qui est presque une vertu. Et n'eût-elle que cette vertu, n'eût-elle que cette largeur d'esprit bien comprise, notre province certes aurait droit à la reconnaissance de tous les amis de la justice et de la paix sociale, quelle que soit la langue qu'ils parlent, quel que soit le parti politique auquel ils appartiennent.

Rebut de la Confédération, notre province, elle qui, d'après le dernier recensement, est la plus morale et l'une des plus instruites, et n'en soyez pas surpris, M. l'Orateur, car mon affirmation n'est pas gratuite, elle est appuyée sur les faits les plus incontestablement vrais. Notre instruction publique sans être encore parfaite marche dans la voie d'un louable progrès. Nos écoles primaires et normales sont en pleine efflorescence et que dire de notre enseignement secondaire et supérieur? Je m'incline devant cette phalange de prêtres distingués, pédagogues émérites au courant de toutes les méthodes nouvelles, la plupart diplômés de nos grandes universités d'Europe, qui se dévouent corps et âme dans nos collèges classiques, dans notre université Laval à Québec et à Montréal, à la formation des hommes qui aujourd'hui et demain remplissent et rempliront noblement leur devoir chacun dans sa profession et dont notre province est fière avec raison.

Je ne veux pas, M. l'Orateur, faire de comparaison toujours odieuse, mais, en fait d'instruction comme en bien d'autres choses, nous n'avons rien à envier aux provinces sœurs. Et je regrette que surtout dans cette question si épineuse de l'éducation un député que le choix de ses concitoyens a nommé à un poste de responsabilité et d'honneur ait eu des paroles si malheureuses et si blessantes pour sa province natale.

Rebut de la Confédération, notre province, elle la plus économe et la plus laborieuse. Demandez aux banquiers, vous serez agréablement surpris en apprenant le nombre sans cesse augmentant de succursales de banques qui s'ouvrent un peu partout sur notre territoire. Qu'est-ce que cela prouve sinon que nos gens, malgré de rares exceptions, Dieu merci, économisent, et beaucoup. Notre peuple canadien est remarquable non seulement par son économie, mais aussi par son esprit de travail. Nos campagnes comme nos villes sont des ruches d'abeilles où sans cesse se dépensent à toutes espèces de travaux les jours voire les nuits.

Non, M. l'Orateur, notre province n'est pas le rebut de la Confédération, et j'espère voir luire le jour où ses détracteurs convaincus par les faits seront forcés de reconnaître qu'ils se sont trompés.

Je termine, M. l'Orateur, en leur souhaitant un repentir sincère car la faute commise est réellement grave et peut avoir, dans les circonstances actuelles, des résultats funestes. Et je propose, secondé par mon honorable ami le député de Stanstead (M. Bissonnet), que l'adresse suivante soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Bissonnet (Stanstead)**<sup>3</sup> signale que, dans le discours du trône, il est fait mention que la province de Québec s'est dûment acquittée de ses devoirs dans le contexte de crise qui sévit présentement. Il reconnaît que le dominion tout entier a pris une part très active afin d'aider à la poursuite des combats. Et il est particulièrement heureux de constater que la province de Québec, sa province natale, a fait preuve de dévouement et, mieux que toute autre, s'est distinguée par sa contribution en argent et en soldats anglophones et francophones.

Il précise qu'afin de soutenir les puissances alliées le gouvernement du Québec a fait don de sommes d'argent, soit \$623,897.56 au gouvernement impérial, \$25,000 afin d'aider le peuple belge, \$5,000 à l'hôpital canadien de la province de Québec et \$39,086.46 au Comité de secours national de France. Selon le rapport officiel du comité du fonds patriotique, dit-il, la province de Québec vient au deuxième rang après le Manitoba quant à l'assistance physique et morale qu'elle a apportée aux familles des soldats qui sont partis se battre pour leur pays.

Malgré ces dons importants, la situation financière du gouvernement du Québec, après la première année de la guerre, est plus que satisfaisante, car, une fois les déboursements effectués, un surplus de \$194,416.01 est enregistré. Je félicite le gouvernement de cette performance et de son administration sage et avisée des affaires publiques, en ces temps tourmentés. Mais je veux surtout féliciter les Québécois, car c'est en grande partie grâce à leur prudence, à leur énergie et à leur sens de l'épargne que la province a pu traverser cette période difficile de manière aussi positive.

Si vous examinez les comptes publics, dit-il, vous constaterez qu'au cours de la dernière année le gouvernement du Québec a versé pas moins de \$649,551.88 d'octrois à l'agriculture, alors que, dans la dernière année d'administration du gouvernement conservateur, ces octrois n'étaient que de \$230,795.75.

Le résultat de l'augmentation des octrois à l'agriculture, continue-t-il, a été un accroissement de la production partout dans la province. Et, si vous consultez les statistiques, vous constaterez que la valeur moyenne des produits agricoles par habitant a augmenté de façon considérable. Alors qu'en 1901 la production totale par habitant était de \$573.00, en 1911 elle s'élevait à \$967 et, durant la même période, la valeur des terres, des bâtiments, des instruments agricoles et du bétail est passée de \$2,894 à \$4,976. En 10 ans, la moyenne de la production et de la valeur des produits agricoles par habitant a presque doublé.

La somme totale des octrois à l'éducation, durant la dernière année du gouvernement conservateur, était de \$405,404.25, tandis que, sous la présente administration, l'année dernière, cette somme s'est élevée à \$1,452,772.90.

Ces octrois ont été distribués aussi équitablement que possible à l'éducation supérieure et à l'éducation élémentaire. Il en va de même des octrois versés à l'université Laval de Québec, à l'université Laval de Montréal et à l'université McGill, qui reçoivent maintenant chacune une somme de \$25,000 par année. Le collège Bishop's de Lennoxville reçoit \$2,500; l'École technique de Québec, \$30,000; l'École technique de Montréal, \$40,000; les Hautes Études, \$50,000; et neuf écoles normales, \$92,000. Ces écoles sont situées à Rimouski, Chicoutimi, Nicolet, Trois-Rivières, Valleyfield, Hull, Saint-Hyacinthe, Joliette et Saint-Pascal, et on dit dans le discours du trône qu'on en ouvrira une autre à Sherbrooke, au cœur des Cantons de l'Est.

Les écoles privées ont reçu des subventions pour un montant de \$50,000, et les écoles publiques, \$425,000, et plusieurs autres sommes ont été versées à différentes institutions d'enseignement, comme les écoles qui dispensent des cours du soir dans les municipalités et les écoles d'économie domestique. S'ajoute à cela une augmentation substantielle des pensions des instituteurs et des sommes consacrées à l'inspection des écoles. Et je voudrais aussi féliciter le gouvernement pour avoir augmenté les salaires des instituteurs. En 1905, 766 professeurs touchaient moins de \$100, cependant qu'en 1911 ce n'était le cas que de 93 professeurs et, en 1914, de seulement 10.

Le gouvernement mérite des félicitations non seulement pour avoir apporté une aide financière à l'agriculture et à l'éducation, mais aussi pour avoir su, au cours de la dernière année, grâce à une situation financière favorable et à une administration prudente des affaires de la province, remplir ses

engagements et ses obligations envers les municipalités quant à la construction de chemins provinciaux et poursuivre les travaux entrepris sur les routes nationales de la province. Non seulement la construction des routes Édouard VII et Lévis-Jackman est terminée, mais il ne reste que huit milles à construire pour achever la route Montréal-Québec. Également, au début de l'automne dernier, le gouvernement avait fait compléter les travaux de construction de la Sherbrooke-Derby Line, dans les Cantons de l'Est, ce qui a été chaudement applaudi par tous les habitants du district, comme on l'a vu lors de l'ouverture officielle de cette route. La politique gouvernementale des bons chemins aura été une des plus profitables pour les agriculteurs, et je suis sûr que, depuis l'ouverture de la Sherbrooke-Derby Line, la valeur des fermes situées en bordure de cette magnifique route a augmenté de 20% à 30%.

J'espère sincèrement que les conditions économiques permettront au gouvernement de poursuivre sa politique des bons chemins, car c'est une des mesures les plus progressistes entreprises par la présente administration. Le gouvernement a été en mesure de consacrer des sommes importantes non seulement au développement de l'agriculture, de l'éducation et des bons chemins, mais aussi à celui des travaux publics, par l'acquisition de ponts et l'ouverture de voies rapides, en y consacrant depuis cinq ans des sommes considérables.

L'administration libérale, sous la gouverne sage et habile du premier ministre, accomplit de grandes choses pour faire avancer la province, non seulement en encourageant les fermiers à accroître leur production, par sa politique des bons chemins, mais aussi en leur permettant, à eux et aux habitants des grands centres, de faire instruire leurs enfants convenablement.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** répond au proposeur et au second de l'adresse. C'est la première fois que cet honneur lui incombe, et c'est aussi la première fois qu'il agit comme tel au commencement d'une session. Il parle de certains deuils ou départs.

Il retrace la carrière de M. Prévost depuis sa séparation d'avec les ministériels. Il hésita d'abord à se rallier à l'opposition, puis, de lui-même, gagné par la franchise et la liberté de pensée qu'il trouvait de ce côté, tout en conservant dans leur intégrité ses principes du plus pur libéralisme, s'unit à la gauche et ne tarda pas à déclarer que jamais il n'avait passé d'heures plus heureuses à la Chambre que depuis qu'il était dans les régions de la froide opposition. Il

a toujours été un grand libéral, et c'est dans les rangs de l'opposition que notre regretté confrère a trouvé les meilleures armes pour défendre les vrais principes du libéralisme.

M. Prévost, continue-t-il, était un véritable ami de la colonisation et ses lumières en cette matière ont rendu de précieux services à la Chambre. Il rappelle son rare talent de parole qui en faisait un avocat, un jurisconsulte et un orateur parlementaire hors pair.

Grâce à sa vigueur, à son talent et à son travail, il s'était taillé une des plus belles réputations qu'un homme puisse avoir. Aussi, c'est le cœur rempli de la plus vibrante émotion que nous déposons sur le pupitre du cher disparu nos plus ardentes comme nos plus sincères sympathies.

Mais d'autres deuils ont aussi affligé la Législature. Dans l'autre Chambre, nous avons perdu dans la personne de l'honorable M. Charles de Boucherville un des hommes les plus distingués de cette province. Celui-là était l'un des derniers représentants de cette vieille et sympathique aristocratie française qui est venue s'implanter sur les bords du Saint-Laurent. Il a occupé une grande place dans l'administration de cette province. Tout le monde s'inclinait devant sa belle figure. Il était un conservateur de vieille souche; jusqu'à la fin, il a su conserver intactes les traditions de son parti. Il était la personnification de la droiture et de l'honnêteté. On se tournait instinctivement vers la noble personne de M. Charles de Boucherville lorsqu'on devait faire appel à un homme public au-dessus de tout soupçon.

Le Parti conservateur a fait aussi une lourde perte par la mort de l'honorable M. Beaubien. Il fut un ministre de l'Agriculture des plus progressistes et c'est à lui que la province doit son avancement et les progrès dans l'industrie laitière, dans l'ensilage, etc. Il était un conservateur pratique, et il tenait pour ainsi dire le milieu entre la grande aristocratie représentée par M. de Boucherville et le libéralisme intégral que représentait M. Prévost.

Il nous faut aussi tourner nos regards vers un autre disparu dans les rangs de l'opposition: M. Patenaude. Un des hommes les plus éloquents et les plus capables de cette Chambre est allé exercer son influence dans une sphère plus vaste, au conseil de la nation, dont il est l'un des ministres les plus écoutés. Cela prouve que l'on peut trouver dans nos rangs de l'opposition des gens qui ont des idées et qui, quoi qu'on dise en certains milieux, peuvent occuper des postes importants dans la grande politique.

L'opposition du Parlement de Québec a en somme été bien partagée, puisqu'elle a compté dans

son sein des hommes comme ceux qu'il vient de nommer et d'autres encore comme M. Henri Bourassa, par exemple.

Nous avons aussi à regretter mais en même temps à nous réjouir de l'absence momentanée, nous espérons, du député de Westmount (M. Smart) qui, en ce moment, combat dans les rangs de notre armée pour la belle cause des alliés. Il n'a pas hésité à prendre sa part de responsabilités et de sacrifices. Nous lui souhaitons une carrière digne de lui. Le chef de l'opposition souhaite un prompt et glorieux retour au député de Westmount.

Il fait un bref éloge de M. Bugeaud dont il loue la façon correcte de s'exprimer. Les Acadiens comme les Canadiens français d'Ontario, dit-il, n'ont rien à craindre; les races qui souffrent sont celles qui vivent. Il n'y a rien de pire que de s'endormir dans la satisfaction de soi-même. Il félicite aussi le seigneur de l'adresse (M. Bissonnet).

Parlant ensuite du système de l'instruction publique de notre province, le chef de l'opposition dit qu'il n'y a rien de pire pour une province que de s'endormir dans une trop grande satisfaction de soi-même. Le proposeur de l'adresse a-t-il vraiment raison de brûler tant d'encens à l'adresse de son gouvernement? C'est une honte pour un gouvernement de payer un salaire de \$180, soit à peu près \$18 par mois, à une institutrice. C'est moins que le salaire d'une femme de journée. Qu'on dise ce que l'on voudra, mais les instituteurs et les institutrices devraient être mieux payés même que les inspecteurs d'écoles, et je voudrais, dit-il, que l'on donnât aux institutrices \$1,500 et aux inspecteurs le salaire d'un instituteur, car enfin ce sont les maîtres et les maîtresses d'école qui sont en contact direct avec l'enfant et qui lui façonnent le cœur et l'esprit. Ce sont ceux-là qui doivent être payés. On dira que c'est de fait des inspecteurs d'écoles. Eh bien, alors il y a un vice dans notre système d'éducation. Ce n'est pas en brûlant de l'encens sous le nez des ministres que l'on remédiera à ce mal.

Il n'y a pas de doute que, depuis un an, les produits de la ferme se sont bien vendus. Cela n'est pas dû à la situation financière du pays. Si l'on entend par cette situation l'ensemble de la position économique de la province, on ne doit pas trop se dépêcher de dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Le discours du trône, déclare-t-il, est à peu près le même que l'an dernier. Je crois qu'on l'a copié paragraphe par paragraphe et le plus simple serait de s'en rapporter pour le débat aux journaux de l'année dernière. On y dit que la situation économique dans

la province de Québec a été généralement bonne. Il n'y a de si mauvais vent qui n'apporte quelque chose de bon. La guerre nous a valu cela.

Voilà bien le discours du trône, des phrases à l'eau de rose, rien de ce que se propose de faire le gouvernement et tout de suite le lendemain les requêtes pleuvent, les annonces de bills privés pullulent.

Je vois que des députés se lèvent comme par le passé et proposent de faire adopter toutes sortes de bills privés, afin d'annexer la municipalité scolaire de Maisonneuve aux autres écoles, par exemple, et ainsi de suite. Il semble que ce soit la seule fonction de ce Parlement. Les gens pensent que nous ne sommes qu'un comité des bills privés. On en est à se demander si la Législature n'est pas une machine à voter des bills privés.

Il trouve qu'il y a certains indices que tout ne va pas bien à Montréal. Cette ville entourée par la sollicitude du gouvernement provincial, dont on a changé le système d'administration, il y a quelques années, ne semble pas sur un lit de roses. Si on peut juger de la situation financière de la province par celle de sa métropole, on peut dire qu'il n'y a pas d'encens à brûler.

Québec ne vaut guère mieux. Trois-Rivières a suivi l'exemple de ses deux aînées et, s'il faut en croire ce que l'on dit couramment, Sorel ne serait ni plus ni moins qu'entre les mains d'un liquidateur. Toutes les municipalités scolaires de l'île de Montréal veulent s'annexer à la grande municipalité: "Sauvez-nous", disent-elles à la Législature. "Annexez-nous!" Sont-ce là des signes de prospérité? Il n'est donc pas étonnant que l'on envoie de temps en temps le trésorier provincial faire des pèlerinages chez Pierpont Morgan, que l'on voie dans certains journaux américains des annonces indiquant qu'il nous faut de l'argent.

Les individus ne semblent pas non plus nager dans la prospérité plus que les gouvernements. On a dû changer le format du *Daily Record* du palais de justice de Montréal, devant l'augmentation du nombre des faillites et des saisies. La Gazette a beau déclarer que la province n'a pas besoin d'une loi moratoire, il n'en reste pas moins vrai que la situation n'est pas rassurante. Il en prend à témoin bon nombre de députés de la droite qui possèdent des terrains à Montréal et tirent de la langue au moment de payer les impôts.

À toutes les heures du jour, à Montréal, une propriété est vendue. Tout cela laisse bien à désirer et, en somme, la sollicitude paternelle du premier ministre est prise en défaut. On aurait tort par le temps qui court de refuser une loi moratoire par pure

bravade. Pour guérir ces plaies, le chef d'opposition espère que le gouvernement trouvera autre chose que des promesses et des paroles flatteuses.

Il parle de la voirie. Il n'y voit pas les mêmes raisons de satisfaction que l'orateur précédent. La route de Montréal n'est pas encore terminée et cependant, à la dernière session, le premier ministre s'appêtait déjà à en faire l'inauguration. L'an dernier, on avait promis que plusieurs de nos grandes routes nationales seraient terminées, cette année on nous fait encore la même promesse. Mêmes retards pour ce qui est du ministère des Travaux publics. Le restaurant dont on annonce la construction depuis quatre ans dans l'annexe du parlement se compose actuellement de quatre murs.

Il ne touche qu'en passant à la question de la colonisation qui sera traitée par un spécialiste, dit-il, mais il est probable qu'on aura en cela des surprises désagréables comme en d'autres choses. Le premier ministre parlait, l'année dernière, des clochers de l'Abitibi qu'il avait vus étinceler au soleil. Les voyageurs dans cette région en sont encore à les chercher. Le chef de l'opposition l'appelle la légende de l'Abitibi. Excepté une trentaine, tous les colons qui se sont dirigés vers cette région sont passés du côté de l'Ontario.

Il parle de la guerre. Il ne trouve pas que le gouvernement provincial donne sa part à l'encouragement général. Il fait remarquer que l'opposition sera toujours heureuse de le seconder en ce sens. Le peuple de la province a répondu généreusement à tous les appels. Le gouvernement aurait tort de s'en attribuer le mérite. Il a fait un don en fromage; je me suis laissé dire qu'il avait spéculé là-dessus. Il a payé le fromage 14 centins la livre quand le prix du marché était de 12.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je demande pardon au chef de l'opposition (M. Cousineau), nous avons acheté le fromage en plusieurs fois, en payant toujours le prix du marché de Montréal.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** maintient qu'il croit avoir été bien informé quand il déclare que le gouvernement a payé le fromage donné aux Belges plus cher qu'il ne l'aurait dû. Il déclare qu'il faut que nous fassions plus que nous n'avons fait jusqu'ici pour les soldats qui reviennent blessés du front. Il semble que le temps des belles paroles soit passé. Si la situation financière de la province est aussi brillante qu'on le dit, que le gouvernement donne plus d'aide aux œuvres de la guerre. Qu'est-ce que le gouvernement a fait sous ce rapport?

Des milliers de jeunes se sont enrôlés pour se battre aux côtés des troupes britanniques et françaises, et le public donne généreusement à différentes œuvres, cela ne fait aucun doute. Mais qu'est-ce que le gouvernement a fait pour aider les œuvres de la guerre? Que faites-vous? Les ministres ont peut-être présidé à des réunions afin de discuter de l'organisation de la collecte de fonds, mais le temps n'est plus aux paroles.

Il faut subventionner les sociétés qui s'occupent de secourir ces soldats. Il faut que la province de Québec prenne franchement sa part de la guerre actuelle. Il est temps que l'on cesse le double jeu que l'on semble vouloir jouer jusqu'ici. Officiellement, on déclare, en effet, en certains quartiers, que M. Laurier appuie le gouvernement Borden dans la guerre actuelle et, par derrière, certains députés vont jusqu'à dire, comme récemment à la porte de l'église, dans le comté de Deux-Montagnes, à la sortie de la messe: "N'allez pas vous enrôler." Il est temps que nous nous déclarions pour ou contre la guerre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous sommes contre la guerre<sup>5</sup>.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Vous dites que vous étiez contre la guerre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, parce que nous aurions peur de faire quelques trous de plus dans le drapeau britannique<sup>6</sup>.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Il n'y a plus de doute que les alliés triompheront, mais il faut pour cela le concours et l'appui de tous les citoyens et de tous les gouvernements, y compris celui de la province de Québec.

Il faut redoubler de loyalisme pour faire cesser le doute répandu par certaines théories malheureuses. C'est le devoir de tous ceux qui ont une miette de patriotisme dans l'âme d'aider à la victoire des puissances de l'Entente. Il y va de nos intérêts matériels et moraux. Nous devons donc croire qu'au cours de la session le gouvernement proposera quelques mesures pour aider aux soldats et aux institutions qui prennent soin des blessés.

La Législature devrait refuser de se mêler de certaines affaires où on lui propose de s'ingérer. Ce n'est pas son affaire de s'interposer si Baptiste veut léguer à Paul son bien comme il l'entend<sup>7</sup>. S'il y avait moins de bills privés, les sessions dureraient une quinzaine de jours et les députés auraient assez d'une

indemnité de \$150. C'est le moment de réaliser des économies, et j'espère que le gouvernement et les membres ministériels de la Chambre vont en donner l'exemple en se sacrifiant eux-mêmes.

Que les farceurs de Montréal ne croient pas plus longtemps que la Législature existe seulement pour eux. Sans eux, on sait que la session pourrait durer 15 jours.

Il dit un mot d'éloge à l'adresse de l'honorable M. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur, qui s'est mis à la tête de tant d'œuvres patriotiques menées à bonne fin, et c'est avec plaisir qu'il votera l'adresse<sup>8</sup>.

Il exprime le souhait que le gouvernement saura prendre des mesures favorables au progrès et au développement de la province.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que le débat soit ajourné. Il répondra demain à la critique qu'on vient de faire de son administration.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée.

## NOTES

1. Voici comment le journaliste du *Devoir* présente l'atmosphère à la Chambre au début du discours du représentant de Bonaventure: "Mouvement général sur le parquet et dans les tribunes, car l'orateur est bien mal situé à la Chambre, ayant son siège juste au-dessous de la tribune de la presse où il est difficilement visible. La longue personne de M. Bugeaud drapée dans une redingote noire, austère et hermétique, ce qui lui donne l'air, avec sa face glabre, d'un ecclésiastique, se lève lentement. Il dispose devant lui les nombreux feuillets de son discours soigneusement dactylographié, ce qui lui évite d'avoir à s'abriter derrière une barricade de livres. Sa harangue est d'ailleurs rédigée avec soin et on l'écoute sans trop de désagrément, malgré sa voix chantante et légèrement nasillarde. M. Bugeaud rappelle, au début, qu'il est Acadien, il ne le dirait pas que son masque d'un brun mat aux traits fortement accusés le laisserait deviner."

2. Selon *Le Soleil* (13 janvier), ces dernières paroles s'adressent au nouveau chef de l'opposition: M. Philémon Cousineau.

3. Le discours du député de Stanstead est prononcé en langue anglaise. Selon *La Presse* (13 janvier), sa langue maternelle est l'anglais. Voici ce que signale *Le Devoir* (13 janvier) au sujet de la place qu'occupe ce député à la Chambre: "M. Bissonnet, député de Stanstead, n'a pas à la Chambre une meilleure place que M. Bugeaud. Il est aussi sous la tribune, occupant à gauche la place correspondante de son collègue à droite."

4. M. Cousineau fait allusion à la lutte scolaire en Ontario.

5. Selon *L'Événement* (13 janvier) et la *Gazette* (13 janvier), c'est plutôt le premier ministre Gouin qui prononce ces paroles.

6. À ce moment, selon *Le Devoir* (13 janvier), il s'agit d'une allusion à l'un des amis du chef de l'opposition.

7. Selon *Le Devoir*, il s'agit d'une allusion au bill du journal *La Presse*.

8. Selon *Le Devoir*, cela signifie qu'on ne proposera pas d'amendement à l'adresse. Selon ce même journal, il y a trêve des partis durant cette session.

Séance du jeudi 13 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delège

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- de Jos.-A. Allard, demandant l'adoption d'une loi régularisant sa cléricature et son brevet de cléricature (M. Cousineau);

- de J.-M. Michaud et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville des Trois-Pistoles (M. Caron, Matane);

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Desaulniers);

- d'Élie Jobin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Desaulniers);

- de John Thomas Foster et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Finnie);

- des révérends MM. Michel Chamberland et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec (M. Fortier);

- de la corporation de Cartierville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de constituer une commission des parcs, avec des pouvoirs spéciaux (M. Lévesque);

- de la Banque Provinciale du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec (M. Lévesque);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la Commission des écoles catholiques de Montréal (M. Mayrand);

- de Daniel Maloney et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique (M. Mayrand);

- de Joseph-Olivier Lachance, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente (M. Petit);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Turcot);

- de The Shamrock Amateur Athletic Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tansey).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du comté de Pontiac, demandant l'adoption d'une loi changeant son chef-lieu (M. Campbell);

- des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi leur accordant des pouvoirs additionnels (M. Finnie);

- de Robert Warden Lee, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Finnie);

- de Solon Eliosoph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Finnie);

- de Ridley Lightfoot Charlton et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Fire Insurance Brokers Association of Montreal (M. Finnie);

- de Louis-René Gagné, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Francoeur);

- de R. H. Lipsey, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de R. Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de J.-B.-F. Houde, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de Charles-Édouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de O. Bissonnette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de L. Larocque, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de Joseph Labrègue, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de J. McK. Wathen, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- d'Alexander Walker Thornton, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville du Sault-au-Récollet, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- de la corporation de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en ville (M. Lévesque);

- d'Edmond Saint-Denis, étudiant en loi, demandant l'adoption d'une loi régularisant sa cléricature (M. Lévesque);

- de Hubert Desjardins et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal (M. Lévesque);

- de Hubert Desjardins et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve à celle des écoles catholiques de Montréal (M. Lévesque);

- de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi George V, constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice (M. Lévesque);

- de Nathan Tittleman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau; Montréal-Hochelaga);

- de Frank Mendel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de Moe Newton Fineberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurriers et fromageries de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de Joseph-Pamphile Lemay, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de T. A. Trenholme, demandant l'adoption d'une loi changeant le mode de la perception du coût des terrains nécessaires pour l'extension de l'avenue Connaught (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Compagnie Lecavalier & Riel limitée, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'exploiter son industrie dans les limites de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Compagnie Bélair limitée, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'exploiter son industrie dans les limites de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- des Catholic Trustees of the Separate Schools of the Parish of St. Michael the Archangel, demandant l'adoption d'une loi annexant leur municipalité scolaire à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);



- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Villeray, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à celle des écoles catholiques de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- du révérend Georges Dion et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Reed);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de contracter un emprunt additionnel (M. Robillard);

- de George E. Borlase et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation The Civic Investment & Industrial Company (M. Therrien);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Trahan);

- de The Three Rivers Traction Company, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation (M. Trahan);

- de la ville de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Perron);

- de l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec, demandant la refonte des lois 37 Victoria, chapitre 39, et 5 Édouard VII, chapitre 102 (M. Perron);

- de Jean-Marie Richard, demandant l'adoption d'une loi permettant au Barreau de la province de Québec de l'admettre à la pratique de la profession, après examen (M. Perron);

- de Benjamin Shulman, demandant l'adoption d'une loi permettant au Barreau de la province de Québec de l'admettre à la pratique de la profession, après examen (M. Perron);

- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Perron);

- de la North Shore Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation (M. Trahan);

- de Donald Russell Mackay, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Vilas).

#### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Tessier pour son président et il recommande de réduire le quorum à six.

Adopté.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Perron pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Adopté.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Vilas pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Adopté.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Létourneau (Québec-Est) pour son président et il recommande de réduire le quorum à quatre.

Adopté.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Godbout pour son président et il recommande de réduire le quorum à huit.

Adopté.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Caron pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Finnie pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Desaulniers pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable Sir Lomer Gouin pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Mandats spéciaux**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre un état des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi. (Voir le tableau aux pages suivantes.)

État de mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis par la loi

	Services	Rapports du conseil et mandats spéciaux				
		O.C. No	Date	Montants \$ cts	Dépensés \$ cts	Balance \$ cts
9	Législation : Assemblée législative Salaires Impression et reliure pour les deux Chambres de la législature, S. R. Q., 1909, art. 164	497	17 mai 1915	2,150.00	2,150.00	
			"	20,000.00	20,000.00	
10	Services divers : Assemblée législative Impression et reliure pour les deux Chambres	760	29 juin 1915	20,000.00	20,000.00	
	Gouvernement civil : Traitements Bureau du lieutenant-gouverneur		"	140.00	90.00	50.00
	Dépenses contingentes : Département du secrétaire de la province		"	5,000.00	5,000.00	
	Département de l'instruction publique		"	1,500.00	1,500.00	
	Bureau du lieutenant-gouverneur		"	1,826.29	1,826.29	
	Terres et Forêts : Protection des forêts		"	4,000.00	4,000.00	
	Arpentages		"	10,000.00	10,000.00	
	Charges sur le revenu : Perception des licences		"	11,207.10	11,207.10	
	Timbres, licences, etc.		"	419.43	419.43	
	Administration de la Justice		"	85,000.00	85,000.00	
	Hygiène : Bureau d'hygiène de la province de Québec		"	1,200.00	1,200.00	
	Travaux Publics et Travail : (Ordinaires) Réparations à Spencer Wood		"	15,000.00	15,000.00	
	École technique, Québec		"	5,000.00	5,000.00	
	Législation : Assemblée législative Dépenses contingentes d'élection	761	"	2,427.04	2,427.04	
1	Travaux Publics et Travail : (Ordinaires) Réparations à Spencer Wood	1417	4 novembre 1915	21,788.82	21,788.82	
2	Colonisation, Mines et Pêcheries : Établissements de Pisciculture de Magog, Lac Lester, etc.	1435	6 novembre 1915	8,000.00		8,000.00
3	Services divers : Souscription au Comité national de secours pour la Belgique	1473	12 novembre 1915	5,000.00	5,000.00	
4	Services divers : Comité provincial général de la commission des hôpitaux militaires	1568	6 décembre 1915	1,500.00	500.00	1,000.00
				221,158.68	212,108.68	9,050.00

Département du Trésor, Bureau de l'Auditeur  
Québec, 13 janvier 1916.

Jos. Morin  
Auditeur de la province.

### Ville de Trois-Pistoles

**M. Caron (Matane)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), que les dispositions des articles 497 et 498 du règlement soient suspendues à l'égard d'un bill portant constitution en corporation de la ville des Trois-Pistoles, lequel a été déposé chez le secrétaire du comité des bills privés en général.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande au député de Matane (M. Caron) de s'expliquer.

**M. Caron (Matane)** répond que les promoteurs du bill étaient en retard de huit jours pour le dépôt de cette pétition.

**Des voix de l'opposition** ne sont pas satisfaites des explications du député de Matane (M. Caron).

**M. Caron (Matane):** Ce n'est pas une grande faveur que je demande. Ces gens-là sont en retard, mais ils paieront pour.

La proposition est adoptée.

### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 12 janvier, sur la motion proposée le mercredi 12 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** offre ses félicitations au proposeur et au second de l'adresse pour la façon brillante dont ils se sont

acquittés de leur tâche. Le député de Bonaventure (M. Bugeaud), dit-il, y a trouvé un compliment à l'adresse de son comté et de la race acadienne dont il se réclame avec orgueil. Qu'il me permette de lui dire que nous voulions y ajouter la confiance bien méritée que lui a valu sa conduite en cette Chambre l'an dernier. Le premier ministre fait de pareils compliments au député de Stanstead (M. Bissonnet) dont les succès obtenus à la Chambre sont un honneur pour son comté.

Le premier ministre s'unit de tout cœur au chef de l'opposition (M. Cousineau) pour déplorer la perte de plusieurs hommes publics au cours des dernières vacances. Sans discuter, dit-il, les opinions politiques des honorables de Boucherville, Beaubien et Prévost, nous sommes unanimes de ce côté-ci de la Chambre à déplorer la perte de ces citoyens distingués. Et, au nom de la Chambre, je réitère à leur famille l'expression de nos plus vives et de nos plus sincères sympathies.

Quant à M. Patenaude, ce n'est pas la mort qui nous l'a enlevé, ni l'esprit de résignation de son prédécesseur, mais plutôt, comme le chef de l'opposition le disait hier, le besoin de nouveau qu'éprouvait le cabinet fédéral. Je me contenterai de lui faire une seule demande, c'est qu'il nous donne, maintenant qu'il est au pouvoir, la jetée de Laprairie qui a tant fait parler d'elle. Cette dernière a été indûment retardée au grand dam de la population de l'endroit.

En entendant le chef de l'opposition parler de la question ontarienne, je me rappelle le débat de l'an dernier, alors que plusieurs députés de cette Chambre, et j'en étais moi-même, adressaient un message d'encouragement à nos compatriotes de l'Ontario et demandaient pour la minorité un peu plus de tolérance. Je me rappelle que le chef de l'opposition disait alors que nous versions là des larmes de crocodile pour une cause qui ne méritait pas d'être défendue. En l'entendant hier, j'espérais qu'il réparerait ces paroles malheureuses, mais mon espoir a été de courte durée, car le chef de l'opposition est bientôt revenu à sa coutume de dénigrer sa province. Il a dit que ce qui s'est fait au point de vue de l'instruction publique a été mal fait et que l'instruction est dans un état lamentable. Ce n'est pas, dit le premier ministre, parce que le salaire des institutrices n'est pas aussi élevé que tous voudraient le voir que se passent dans l'Ontario les choses que nous déplorons.

Le gouvernement avait promis d'améliorer le sort des instituteurs et la province est témoin que nous l'avons fait. Les documents publics démontrent

que mon affirmation repose sur la vérité. Nous savons que nous n'avons pas atteint la perfection, mais nous avons fait tout ce que peuvent faire des hommes de bonne volonté et la province le reconnaît.

Le chef de l'opposition nous a parlé de la Belgique et de la France et il nous a demandé de comparer ce qui se fait là-bas en fait d'instruction publique avec ce que nous faisons ici. Je lui dirai que, dans bien des communes de France, les instituteurs et institutrices reçoivent des traitements moins élevés que ceux des instituteurs de notre province. Les institutrices ne gagnent pas en moyenne \$180, comme l'a dit le chef de l'opposition, mais leur traitement moyen, pour les écoles catholiques et les protestantes, est de \$245. Si c'est un crime que d'avoir une moyenne de \$245 par année pour les salaires des instituteurs, qu'était-ce donc au temps de M. de Boucherville, avant 1896, alors que les salaires étaient au-dessous de \$100 et que la moyenne variait de \$40 à \$50? Dans 40 comtés, les salaires annuels étaient au-dessous de \$100 et, dans 25 autres, au-dessous de \$30. Grâce à Dieu, ces choses ne se voient plus et l'instruction a fait des progrès considérables.

Le chef de l'opposition dit encore que c'est la faute du gouvernement, des pères de famille et des inspecteurs d'écoles si les instituteurs ne reçoivent pas de meilleurs traitements. Il a parlé d'une façon qu'il regrettera sûrement de ce beau corps que sont les inspecteurs d'écoles, qu'il appelle un corps de parade allant d'école en école pour distribuer des images. S'il les avait suivis, ces hommes zélés et instruits, il verrait que ce ne sont pas seulement des fonctionnaires de parade.

S'il les voyait par les rafales d'automne, par les froids d'hiver et par les pluies du printemps aller visiter la dernière école d'une concession éloignée pour porter quelques paroles d'encouragement à la jeune maîtresse d'école et au commissaire et leur donner de bons conseils, et s'il les voyait aussi distribuer ces images que les pères voient avec bonheur donner à leurs enfants qui les conservent comme de précieux trésors, il ne parlerait pas d'eux comme il l'a fait.

Depuis 10 ans, ces inspecteurs d'écoles, à qui le chef de l'opposition reproche leur état, ont, par leur travail et leurs efforts, obtenu le renouvellement de l'ameublement de plus de 5,000 écoles et la construction de 250 écoles en moyenne chaque année. C'est aussi grâce à eux que nos paroisses ont sorti de leur gousset la somme de \$15,000,000 placée à fonds perdu pour le développement de l'instruction dans notre province.

Sait-on ce que les pères de famille dépensent pour l'instruction de leurs enfants? Il est beau de voir les efforts que font les inspecteurs et les autres dignitaires qui se dévouent à la cause de l'instruction publique pour les stimuler, mais il ne faut pas oublier les sacrifices qu'ils font pour l'éducation de notre jeunesse. Si l'on réfère aux comptes publics, on verra que les pères de famille, qui dépensaient en 1896, pour fins d'éducation, la somme de \$1,488,000, ont dépensé l'an dernier plus de \$7,000,000.

En prenant l'ensemble de la situation, le travail des inspecteurs et les sacrifices des chefs de famille, on est forcé de reconnaître que le reproche du chef de l'opposition est injuste et que, comme bien d'autres, il parle d'une question dont il ne connaît pas suffisamment le fond.

En 1896, notre province ne comptait que deux écoles normales; elle en compte aujourd'hui 15. En 1896, il y avait 200 institutrices diplômées; aujourd'hui, on en compte 1,000 qui ont des diplômes. En 1896, il n'y avait que 300 institutrices diplômées pour l'enseignement supérieur; aujourd'hui, on en compte 1,900.

En 1905, la province dépensait, pour fins d'éducation, la somme de \$420,000 tandis que, durant l'année finissant le 1<sup>er</sup> juillet 1915, elle a dépensé \$1,700,000. Et que dire de toutes les autres institutions que nous avons mises sur pied, les écoles techniques, les écoles d'économie domestique, les écoles de couture, dont la valeur de l'enseignement donné aux jeunes filles de notre province est inestimable. Nous sommes à même de constater les résultats éloquentes qu'elles ont obtenus.

Trop de personnes ignorent ce qui a été fait par les pères de famille, les commissaires, les inspecteurs d'écoles et le gouvernement pour le développement intellectuel de notre jeunesse. Ceux qui le savent en viennent nécessairement à la conclusion qu'aucune autre province ne peut se vanter d'avoir fait autant que la nôtre depuis 10 ans.

Le chef de l'opposition pose un point d'interrogation et se demande si la prospérité de notre province est aussi grande qu'on le prétend dans le discours du trône. La preuve que notre province est prospère, il la trouve dans les déclarations qui émanent des écrits de ses amis.

Et il cite à ce sujet une brochure publiée par l'honorable Dr Roche, ministre de l'Intérieur, qui dit que l'agriculture a fait des progrès prodigieux dans notre province. Dans le rapport du ministère des Douanes, on indique que les exportations du Québec ont été de \$167,000,000, en 1915, en Ontario \$180,000,000.

La preuve, dit-il, nous la trouvons encore dans les statistiques de 1915 qui démontrent que la production seule du fromage et du beurre a rapporté à nos cultivateurs l'an dernier \$5,000,000 de plus que l'année précédente.

Une autre preuve que notre province est prospère se trouve dans le *Montreal Gazette* de novembre dernier et du 4 janvier, où on dit que, depuis 15 ans, notre province vient en tête des provinces de la Confédération sur les plans industriel, commercial et démographique.

La preuve, je la trouve aussi dans les rapports des présidents de banques canadiennes, dans les articles de la *Gazette*, de *La Patrie* et de *L'Événement* qui reconnaissent que la province de Québec est à la tête de toutes les provinces de la Confédération sous le rapport de l'épargne. Il faut que ces faits soient doublement vrais pour que ces journaux le disent.

Le chef de l'opposition a dit encore que la ville de Sorel était en tutelle et à la veille de la banqueroute. Cette attaque lui a été particulièrement sensible, dit-il, parce qu'il a passé à Sorel quelques-unes des meilleures années de sa vie. Il se porte garant de sa solvabilité. Le chef de l'opposition a évidemment conservé un mauvais souvenir de sa dernière visite à Sorel. Il est bien ingrat à l'égard de ses amis qui lui ont présenté une adresse, présenté des fleurs, qui l'ont encensé et régala de l'harmonie de leur musique. Il a une singulière façon de remercier de l'hospitalité. Il y avait pourtant au moins quelques personnes qui s'étaient dérangées pour l'accueillir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le conseil municipal n'y était pas.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Il y aura bien d'autres conseils municipaux qui ne seront pas là quand vous irez ailleurs. Le chef de l'opposition n'a évidemment conservé que le goût amer du vin de la désillusion et sûrement il y avait plus d'épines que de roses dans la gerbe qu'ils lui ont offerte. Pour moi, je ne connais pas de population plus honnête que celle de Sorel. Je n'en connais pas de plus respectable, de plus sobre.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Depuis hier!

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je me porte garant, au nom de cette province, que la population de Sorel saura faire honneur à ses affaires autant que la ville de Saint-Laurent dont se réclame le chef de l'opposition.

Quant au dernier emprunt fait par la province, le trésorier, suivant en cela l'exemple du ministre des Finances d'Ottawa et des autres gouvernements provinciaux, est allé sur le marché de New York, avec cette différence que, de tous les emprunts faits par les provinces, celui qui a rapporté le plus est celui contracté par notre province. Et nous avons fait cela sans moratorium et peut-être même parce que nous n'avons pas proclamé le moratorium que réclamait le chef de l'opposition.

Le premier ministre cite ici le témoignage de M. Gabriel Hanotaux qui croit que le moratorium en France, au début de la guerre, a été une grande erreur qui a conduit le commerce aux portes de la ruine. Les ventes par shérif dont se plaint le chef de l'opposition sont un bien au point de vue de la spéculation exagérée et folle qui s'est faite dans l'immeuble. C'est une liquidation nécessaire qui s'est produite et qui devait nécessairement se faire. C'est un équilibre qui n'aurait peut-être pas été si nous n'avions pas eu ce conflit regrettable. Il cite alors les effets néfastes des moratoriums dans les autres provinces où les financiers ont refusé d'avancer de l'argent.

Le premier ministre dit qu'un gouvernement qui a fait, en quatre ans, 1,667 milles de macadam et de gravelage, qui a convaincu 400 municipalités de l'opportunité de se charger de l'entretien des chemins, qui a dépensé \$14,500,000 pour l'amélioration de la voirie, pourrait s'attendre à d'autres paroles que celles du chef de l'opposition. Il s'appuie pour répondre au chef de l'opposition sur les déclarations des journaux amis du Parti conservateur. Il cite les opinions émises par des ingénieurs renommés au récent congrès des bonnes routes de Toronto et même par M. D.-O. L'Espérance et M. P. de Montmagny qui croient que la politique de voirie du gouvernement de Québec est bonne<sup>1</sup>.

Quant aux travaux publics, il rappelle la construction du palais de justice de Trois-Rivières, qui est l'un des plus beaux de la province, les réparations considérables faites aux autres palais de justice et à Spencer Wood, le parachèvement de la Bibliothèque de la législature, tous autant de travaux qui, tout comme la prison de Bordeaux, ont été faits sans emprunter et à même les revenus de la province.

Au sujet de la colonisation, le député de Portneuf dit qu'il a visité l'an dernier la région de l'Abitibi où il a trouvé de beaux villages naissants habités par des colons vigoureux à l'œil sain et au front rempli d'ambition. Pas un de ceux-là n'a quitté son lot; tous y ont fait de bonnes récoltes et bon nombre de nouvelles familles sont allées les rejoindre. Il cite le témoignage de l'abbé Ivanhoé Caron qui dit

que l'Abitibi est l'un des plus beaux territoires de colonisation et des plus prometteurs. Après la guerre, quand les étrangers connaîtront nos ressources et les avantages que notre province peut leur offrir, la colonisation se développera plus que jamais.

Parlant de la guerre, il dit que les puissances sont encore au plus fort du combat et que la province de Québec a été la première à offrir des secours à la métropole et à tendre une main généreuse à la France et à la Belgique. Elle est encore prête à faire ce que l'on demandera d'elle pour secourir les peuples des alliés. Elle n'a pas attendu l'invitation du chef de l'opposition pour le faire. Il peut dire qu'à l'avenir, comme dans le passé, chaque fois que l'on fera appel à la province pour le triomphe des alliés ou pour secourir les victimes de la guerre, elle fera son devoir. La province de Québec saura encore une fois où est son devoir et répondra à l'appel de ces valeureux soldats dont certains peuvent nous revenir blessés ou mutilés. Laissons dire ceux qui croient que nous n'avons pas le courage de faire tout ce que nous pouvons pour aider ces braves qui partent au front ou qui en reviennent. La province de Québec, par son gouvernement, a démontré qu'elle est une terre de loyauté par excellence et, s'il faut encore une fois que nous fassions la preuve qu'elle est une terre où fleurissent les sentiments de fidélité et de grande générosité, nous y sommes tout à fait disposés.

Nous croyons à la victoire finale, dit-il, et nous la voulons, et je demande au chef de l'opposition de nous prêter une sincérité plus grande que celle qu'il nous prêtait, hier, lorsqu'il parlait de déclarations malheureuses faites par certains députés qui auraient conseillé à leurs électeurs de ne pas s'enrôler pour aller combattre dans les rangs des alliés. Il y en a eu de faites, et c'est regrettable. Il n'y a pas 100 ans, ni pas même 10 ans de cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En 1896!

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Des déclarations malheureuses, il en a été fait, il est vrai, il n'y a pas bien longtemps, par des députés ou des orateurs conservateurs qui, combattant la politique navale de Sir Wilfrid Laurier, effrayaient les électeurs en leur faisant de sombres tableaux de leurs enfants envoyés sur les mers de Chine.

De ces déclarations, il s'en est fait ici même et appuyées par des votes qui sont bien de nature à faire naître cette suspicion que craint le chef de l'opposition. Mais on n'a jamais entendu de telles déclarations de la bouche des libéraux de cette province ou de toute autre province.

Le premier ministre cite ici une résolution de censure proposée en 1910 à l'Assemblée législative par M. Prévost et le représentant de Charlevoix (M. D'Auteuil) contre des déclarations faites par l'honorable député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), à Toronto, dans un banquet. L'honorable député de Montmorency avait alors déclaré que, si jamais le drapeau anglais était attaqué, si jamais la terre canadienne devenait le point de mire de l'ennemi, il pouvait dire que, parmi les premiers à offrir leur sang et leur vie, se trouveraient les siens, ceux de sa race et de sa province.

Cette résolution fut approuvée par les membres de l'opposition, ces hommes aux idées disparates dont parlait le chef de l'opposition, et parmi lesquels se trouvaient MM. Cousineau, Bourassa et Gault.

J'y vois le nom de M. Bourassa dont le chef de l'opposition se réclamait hier, cependant que, par la voie de son journal, *L'Événement*, il réclamait son arrestation.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Je ne me suis pas réclamé de M. Bourassa hier, j'ai dit qu'il avait fait partie de l'opposition.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** S'il y a une différence entre le chef de l'opposition et M. Bourassa, c'est que ce dernier a le mérite de penser encore ce qu'il pensait en 1910 et que l'autre a bien changé.

Faisant allusion aux paroles du chef de l'opposition, le premier ministre se demande s'il est le porteur d'un message d'une autre puissance qui siège ailleurs. Si on ne peut faire tout seul, qu'on le dise, dit le premier ministre. La province de Québec, terre de tolérance et de loyalisme, a fait preuve de générosité et, si on désire qu'elle fasse davantage, qu'on le demande et elle est prête à le faire.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)<sup>2</sup>** veut dire quelques mots.

Je n'ai que quelques mots d'explication à donner, dit-il. Il est vrai que j'ai voté pour la résolution en question. Tout homme est susceptible de se tromper, et j'avoue que ce vote est l'un de ceux que je regrette le plus vivement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud), proposeur de l'adresse, qui aura beaucoup de succès s'il veut quitter les exagérations, est devenu un libéral

intransigeant. On sait que des circonstances triviales ont souvent déterminé des événements importants dans l'histoire du monde. On sait, par exemple, que Cromwell serait passé en Amérique avant les troubles politiques dont il fut l'instigateur, s'il n'eut été empêché de s'embarquer par une attaque de la gravelle<sup>3</sup>. On dit aussi que le député de Bonaventure ne naviguerait pas à grandes voiles dans les eaux ministérielles si on eut fait disparaître de son comté cet étrange protégé du premier ministre qui continue à jouer au Conseil législatif le même rôle qu'il a joué ici pendant plusieurs années sous l'œil intéressé d'être grand marchand de bois.

L'honorable député de Stanstead (M. Bissonnet), qui apparaissait, mardi, sous la perruque poudrée du marquis de Vaudreuil, se levait, hier, dans cette Chambre tout frais rasé comme un juge du Conseil privé. On dit que la barbe rasée de Louis VII coûta à la France 3,000,000 de soldats et une série de guerres de trois siècles. Espérons donc que la transfiguration du député de Stanstead, au lieu de provoquer une guerre, fera cesser le grand drame qui ensanglante actuellement l'Europe.

Le premier ministre (l'honorable M. Gouin), s'appuyant sur sa majorité parlementaire acquise, en grande partie, par des schèmes qui ont tué la colonisation, déshonoré notre Législature, paralysé notre expansion nationale, hypothéqué les municipalités pendant 41 ans pour des travaux mal faits, conduit Montréal et Maisonneuve aux portes de la banqueroute, livré la province aux Américains, l'honorable premier ministre dont j'admire l'habileté germanique a voulu se moquer de l'opposition. Eh bien, cette majorité parlementaire peut être comparée à l'Ungava.

Mais la petite Belgique, qui ne se vend pas et qui ne se rend pas, qui combat pour le droit et la liberté, qui ne veut pas marcher sous le fer du barbare; cette héroïque Belgique se retrouve dans notre petite opposition qui a appris à rester fidèle à son devoir sous la direction d'un autre Albert comme Mathias Tellier et qui continuera son rôle sous le commandement d'un autre chevalier sans peur.

Il trouve étrange que le gouvernement ose présenter à la Chambre un discours où se relèvent tant d'erreurs. Il est cependant un article du discours du trône que tout sujet anglais et tout Canadien français soucieux de sa province approuvera sans hésitation: c'est celui de l'aide que nous devons aux alliés. Le député de Deux-Montagnes a confiance que le gouvernement fédéral à qui incombe cette tâche restera à la hauteur de son devoir en contribuant convenablement et suivant ses moyens.

Le Parlement de cette législature s'ouvre à une époque bien sombre. Le terrible cyclone qui continue à ravager l'Europe devient si alarmant que, sans mon extrême confiance dans la réserve des alliés, je serais tenté parfois de me demander à quoi serviront les lois que nous édicterons durant la session qui s'ouvre. Quelle que soit l'ardeur de nos désirs et quoi que l'on fasse dans les colonies, si chacun des alliés refusait de défendre résolument la cause et de se jeter en masse à l'assaut de l'ennemi, que serions-nous demain? Ce serait peut-être plus que jamais pour nous une raison supérieure d'aimer davantage nos institutions, œuvre de nos pères, notre belle province, terre de nos aïeux, berceau de la civilisation canadienne, foyer de paix et de liberté pour tous.

Les peuples de l'Europe dominent notre globe depuis nombre d'années. L'empire européen joue-t-il en ce moment le rôle universel des dernières années du monde romain? L'Europe possède 82% des terres du monde. Quel sera le sort de l'Angleterre qui, avec ses colonies, exerce son pouvoir royal sur 400,000,000 d'habitants et qui couvre la sixième partie de la surface du globe? Notre sort sera plus lamentable ou meilleur que le sien. Le souci de notre devoir, le respect de notre allégeance et notre loyauté à la couronne britannique sont encore assez forts chez nous pour que nous puissions espérer en la victoire. Raison de plus alors pour se bien préparer à répondre aux nouveaux besoins que font surgir les conséquences du grand massacre d'outre-mer.

La guerre est pour nos alliés une terrible épreuve, elle est aussi une grande leçon pour tous les peuples. Elle développera chez nous l'esprit public, un patriotisme plus pratique, une compréhension plus claire de nos devoirs de citoyens, le sens des vraies méthodes qui assureront, par un travail efficace, le succès, la prospérité, le prestige dont nous avons tant besoin pour donner à notre province l'influence et le respect qu'elle mérite dans la Confédération d'abord et à l'étranger. Tels sont les vœux que les parlementaires réunis ici forment, je n'en doute pas, à l'aurore de ce nouvel an.

Il conseille au premier ministre, qui se sert avec tant de fréquence des journaux, de faire adopter au moins la loi du libelle. Puis, il le raille au sujet de la *Gazette* en rappelant ce que pensait de ce journal un homme dont le libéralisme ne saurait être mis en doute, M. Honoré Mercier. Il dit que le député de Bonaventure, probablement inspiré par le premier ministre, a fait le procès du gouvernement Parent en comparant ses résultats avec les résultats actuels. Il croit que M. Parent devait avoir l'esprit bien ailleurs



pour ne pas avoir fait appel à son ami le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) afin que celui-ci s'apitoie sur son sort.

Il reproche au premier ministre de se parer des œuvres conservatrices. Le Parti conservateur a raison d'être fier de son passé. Il a eu pour le diriger des hommes de génie comme Cartier, Chapleau, des modèles d'honnêteté comme Taché et Chauveau, Boucherville, Augers et Taillon.

Le chef des libéraux a affirmé une foule de choses, entre autres que les députés de l'opposition tentaient constamment de dénigrer la province de Québec.

Nous continuerons notre œuvre de saine critique. Quelquefois, nous pourrions nous tromper, mais, pour ma part, je ne voudrais pas tromper la Chambre et la province. Je puis commettre des erreurs, mais j'espère que l'on ne m'accusera pas de mauvaise foi. Nous continuerons à revendiquer des améliorations en faveur de notre province, parce que nous connaissons et admirons ses richesses naturelles, ses traditions glorieuses et le rôle magnifique qu'elle peut jouer dans le monde; parce que nous voulons pour tous les éléments de sa population plus de justice, d'équité, de bonheur et de prospérité.

Dénigreur de votre province! diront des adversaires fourbes, de mauvaise foi, désireux de cacher leurs méfaits et leur incompétence.

Dénigreur, le Dr Robertson, un expert agronome qui déclare que notre pays est infesté d'une plus grande quantité de mauvaises herbes par acre que toute autre contrée du monde (Sixième rapport, Commission de la conservation, Canada). Dénigreur, Sir Wilfrid Laurier et ses disciples qui font le tableau le plus sombre de l'administration du Canada! Dénigreur, M. A.-J. de Bray qui, dans son magnifique livre dédié au premier ministre: *L'Eessor industriel et commercial du peuple canadien*, s'écrit: "L'Ontario retient plus les immigrants que le Québec, surtout par ses régions minières nouvellement exploitées. C'est à cela et au nombre des habitants du Québec passant l'Ottawa et s'établissant dans son Nord-Ouest que l'Ontario doit son maintien."

Dénigreur, M. S. N. Parent qui, dans son rapport de la Commission des eaux courantes 1912, dit que "rien que le Saint-Laurent dans sa traversée de la province de Québec et ses nombreux affluents qui sont coupés de nombreuses chutes et rapides fournissent une énorme force hydraulique actuellement presque entièrement inexploitée."

Dénigreur, M. L. Denis, un employé du gouvernement qui, dans son rapport sur les forces

hydrauliques du Canada, établit le nombre d'industries qui font usage des chevaux-vapeur: Ontario, 532,266; Québec, 300,153.

Dénigreur, ce M. de Bray, directeur de l'École des hautes études commerciales à Montréal, dont le livre fut trouvé si correct et si important que l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. Décarie) en acheta de nombreux exemplaires qu'il fait distribuer par toute la province!

Dénigreur, M. Charles Langelier, ce grand favori du gouvernement, qui disait en 1892: "Nos inspecteurs d'écoles ne savent pas lire."

Dénigreur, M. de Bray qui dit dans ce beau livre: "Dans la province de Québec, le système d'éducation a les défauts que nous reprochons à l'ensemble des institutions économiques; il n'y a pas de plan d'ensemble, aucune coordination n'existe entre les différentes branches de l'enseignement. Les écoles ont été créées et ont été modifiées au fur et à mesure des nécessités, quand on l'a jugé bon, au hasard des circonstances, sans souci, dans la formation des programmes, de ce qui existait et de ce qui aurait dû exister pour répondre aux besoins."

Dénigreur, l'honorable secrétaire provincial qui publie dans son annuaire statistique que "l'augmentation de la population de la province, de 1901 à 1911, est due principalement à l'accroissement de la population urbaine. En 10 ans, dit-il, celle-ci s'est en effet accrue de 313,865 habitants. Elle est nulle dans le comté de Bellechasse, Bonaventure, Dorchester, L'Islet et Montcalm; elle est inférieure à 10% dans Gaspé, Lotbinière, Kamouraska et Portneuf. Depuis 1881, dit encore le statisticien de l'honorable secrétaire provincial, la population rurale a diminué en valeur. Elle a d'ailleurs baissé davantage dans les 20 dernières années que dans les 20 années précédentes. En 1911, le chiffre de la population urbaine atteignait presque celui de la population rurale; il est vraisemblable qu'il le dépassera au prochain recensement."

Cela se dit et se prouve par des chiffres, par des faits; cela se constate sous un régime libéral de 20 années, dans la plus vieille province du dominion, cette vieille province dont l'étendue territoriale est la plus considérable au Canada: deux fois plus étendue que l'Ontario; cette vieille province qui possède 218,723,687 acres de terre, dont un huitième à peu près est habité! Tout cela se trouve inscrit en grosses lettres dans l'annuaire statistique publié par l'honorable secrétaire provincial.

La population de nos villes a augmenté à cause de l'essor industriel et commercial que notre

tarif fédéral et la prospérité mondiale ont répandu dans notre pays. Je ne veux pas accuser le gouvernement de tout le mal dont nous souffrons par la dépopulation rurale, mais j'accuse ce gouvernement d'être resté indifférent devant les maux que lui signalait l'opposition depuis 12 ans.

Quand l'opposition demandait au gouvernement d'inaugurer une politique de plus grand développement agricole par un encouragement particulier à la culture intensive, au meilleur assolement et à de petites industries rurales greffées sur l'agriculture; quand, en réponse à des interpellations, le ministre de l'Agriculture était forcé de déclarer qu'il ignorait même le nombre de ces petites industries dans la province de Québec, nos administrateurs ne donnaient-ils pas la preuve de leur incurie, de leur indifférence pour tout ce qui concerne les grands problèmes de notre prospérité économique? Et la situation actuelle ne donne-t-elle pas raison à l'opposition?

Quoi qu'en disent nos politiciens fautifs, les incapables étroits et fanatiques, nous aimons notre province et elle trouvera toujours chez nous ses plus sûrs soutiens, les plus fidèles gardiens de ses institutions, les plus consciencieux artisans de leurs fortunes, des hommes capables de sacrifier au besoin leurs ambitions personnelles, leur popularité et leurs intérêts de parti pour se tenir à la hauteur d'un devoir national et assurer la réalisation d'un principe de saine économie politique, nationale et sociale.

On nous parle des progrès de la province; nous ne les avons jamais niés. Nous avons seulement prétendu que le gouvernement n'a jamais donné assez d'attention aux opérations des divers départements. On nous dit que la province est riche. Si les cultivateurs ont aujourd'hui de l'argent chez eux, si les produits se vendent bien, le gouvernement n'a pas raison de s'en réjouir. C'est que les grands marchés sont plus faciles et les marchés sont sous la dépendance du gouvernement fédéral.

L'un des principaux objets de vantardise du premier ministre est que les multiples travaux de voirie ont été effectués sans avoir recours à des emprunts. Cependant, dans les minutes de la Chambre, on peut voir qu'une somme de \$7,000,000 a été empruntée pour l'exécution de différents ouvrages.

Parlant de la voirie, le député des Deux-Montagnes prétend que la politique du gouvernement a été un véritable fiasco. Si le premier ministre, dit-il, tient à se renseigner, il sait bien que la province de Québec n'est pas satisfaite de la voirie. Il ne le dira pas. Il n'a pas dit non plus que le gouvernement

songeait à poursuivre les municipalités qui lui doivent des intérêts sur leurs emprunts. Il n'a pas dit que, dans certaines municipalités, on en est rendu à payer 75% en disant que, pour le reste, on attend que le gouvernement paie. On a trompé toutes les municipalités. On a fait travailler des ingénieurs incompetents. Que l'on fasse une enquête aujourd'hui; que l'on y appelle toutes les municipalités et l'on verra si cette politique n'a pas été une faillite complète.

Il y a dans le département des masses de documents qui seraient écrasants. Certains ingénieurs ont fait des rapports ridicules, qui ont été contredits du tout au tout par d'autres ingénieurs du gouvernement, certains travaux qui ont coûté le double de ce qu'ils avaient été estimés par le gouvernement. Bref, cette politique a été un désastre; elle a entraîné les municipalités dans des dépenses dont elles ne sortiront jamais. Nous sommes en faveur d'une amélioration de la voirie, mais nous voulons que les travaux soient faits d'après une méthode.

Nous ne prétendons pas que le gouvernement n'a pas fait de routes; nous soutenons que les travaux ont été mal faits par des ingénieurs incompetents. Aujourd'hui, on en est rendu à dépenser notre argent pour réparer des chemins qui ont été faits voilà à peine un an.

Il demande s'il est vrai que le département de la Voirie s'était engagé à faire certains travaux de réparation qui étaient supposés être complétés l'été dernier, mais qui ont été abandonnés, et si, en raison de cela, on a procédé au congédiement d'ingénieurs. Les municipalités ne veulent pas que le gouvernement leur envoie des ingénieurs de seconde classe apprendre leur profession aux frais des contribuables.

N'est-il pas vrai, demande-t-il, que des ingénieurs compétents ont été renvoyés pour être remplacés par des ingénieurs tout à fait incompetents?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):**  
Ce n'est pas vrai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voilà un bel exemple de la culture de ce gouvernement libéral. La réponse du ministre est aussi primitive que les chemins qu'il a construits.

**Des voix de l'opposition** demandent de mettre à l'ordre l'auteur de cette parole peu parlementaire.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** explique qu'il a répondu simplement à la question du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique les méthodes du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Il demande au gouvernement d'instituer une enquête sur les travaux effectués sur les chemins provinciaux et il exprime l'espoir que les devis seront transmis bientôt et non aux dernières heures de la session pour ensuite être approuvés à la hâte, sans avoir eu le temps d'en prendre connaissance.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis peiné de voir, dit-il, que mon honorable ami le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a plutôt cherché à dénigrer sa province qu'à faire une critique de l'administration publique conduite par le gouvernement. Le député de Deux-Montagnes, comme son chef de l'opposition (M. Cousineau), a passé la plupart des départements au fil de son épée, sans ne rien préciser.

Il prouve que la province de Québec est à la tête du dominion dans les sphères agricoles. Les trophées qu'elle a remportés avec ses produits dans les grandes expositions de l'Ontario et de Québec sont là pour le prouver. Il reconnaît avec plaisir que le subside donné par le gouvernement fédéral pour aider et encourager l'agriculture est d'un grand appui pour la province, mais il prouve en même temps, par certains chiffres, que le gouvernement provincial fait, lui aussi, sa grosse part et qu'il consacre chaque année la somme de \$500,000 pour les fins agricoles.

Le progrès de l'agriculture repose aujourd'hui sur des bases scientifiques affirmées par un enseignement méthodique et pratique. Personne ne se plaint des conditions agricoles dans lesquelles se trouve actuellement la province, si ce n'est l'opposition. Les rapports fournis par les experts du gouvernement fédéral font voir d'une manière évidente que notre système agricole est effectif et qu'il porte des fruits dignes d'être signalés auprès des autorités fédérales.

Le ministre de l'Agriculture fait ici remarquer que le député des Deux-Montagnes est à même de se rendre compte des efforts incessants que fait le gouvernement pour l'avancement de l'agriculture, puisqu'il a dans son comté une des plus belles écoles d'agriculture de la province de Québec, école qui a toujours reçu l'encouragement le plus généreux de l'administration libérale actuelle. C'est dans cette institution que plusieurs jeunes gens sortis des collèges classiques vont puiser l'instruction agricole

scientifique et pratique qu'ils répandront plus tard dans nos campagnes.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Adresse en réponse au discours du trône

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** fournit à la Chambre une longue liste des améliorations qu'a subies le mouvement agricole dans notre province depuis 1905.

Il fait état du nombre d'écoles et de classes mises sur pied dans toutes les parties de la province sous la supervision de fonctionnaires.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** prend la parole<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dit que Québec, que l'opposition appelle la province pauvre, exporte pour \$167,000,000 de produits agricoles, alors que l'Ontario, dont la population rurale est plus élevée, en exporte pour \$181,000,000.

Il prouve, chiffres en main, que la province est dans une ère de progrès sans précédent jusqu'ici et que le gouvernement est décidé à prendre toutes les mesures pour lui faciliter son avancement dans toutes les sphères réservées à l'activité humaine.

Quelles que soient les déclamations de M. le député des Deux-Montagnes, ajoute-t-il, il est contestable que la population canadienne-française et anglaise, de Québec, apprécie hautement les mesures que le gouvernement provincial a mises en force pour faciliter le développement de la province, encourager l'agriculture, élever le niveau intellectuel de la population et répandre l'amour du sol et de la terre.

Il s'amuse des contradictions de *La Patrie*, critiquant le gouvernement de Québec dans une même page et souvent, dans une même colonne, elle fait son éloge.

Il déclare que les quelques mécontentements dont le député des Deux-Montagnes avait parlé dans son discours n'étaient que des rêves et que la politique de voirie du gouvernement a reçu dès le début l'accueil le plus chaleureux dans toutes les municipalités de la province de Québec. L'orateur expliqua que, si certaines routes s'étaient quelque peu

détériorées, la chose était due à la lourdeur et au grand nombre des véhicules qui circulaient sur leur parcours durant le cours de l'année.

Il formule le souhait que la population de cette province est presque unanime à approuver les efforts que fait le gouvernement pour l'aider et l'encourager.

**M. Campbell (Pontiac)** demande pourquoi, quand deux Canadiens français vont s'établir dans le Nouveau-Québec, au Nord, trois se dirigent vers l'Ontario.

C'est bien beau de prononcer de grands discours sur la colonisation, mais ce que nous voulons, ce sont les faits et les faits réels. Les membres du gouvernement ont prononcé à maintes reprises des discours pathétiques sur le Témiscamingue et l'Abitibi. Mais j'aimerais livrer mes impressions à cette Chambre, et elles découlent des visites que j'ai effectuées dans les régions colonisées, et je ne m'y suis pas rendu en voiture particulière, comme le premier ministre et ses ministres.

À entendre le ministre, on croirait qu'ils ont découvert le Témiscamingue. Mais ils ne sont sûrement pas sans ignorer qu'il y a 30 ans un grand nombre de fermiers prospères vivaient à cet endroit. En 1881-1882, un premier groupe est arrivé, suivi d'un groupe plus important, en 1888-1889. Les marchands de bois y ont construit un chemin de colonisation qu'on appelle maintenant "chemin des Quinze". Et savez-vous, M. l'Orateur, que le gouvernement s'en est attribué le mérite?

Il dit qu'il se sent bien libre d'admettre que le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent dans le district de Témiscamingue et que les ministres devraient aussi se sentir libres d'admettre qu'ils ont dépensé plusieurs milliers de dollars de façon irrationnelle dans ce district. Il prend comme exemple la situation à Quinze Bay, où on a construit un chemin dans une partie de la région où on ne trouve aucun colon, alors que, dans une autre partie, où des colons sont installés, le chemin a été coupé. La terre est bonne, à cet endroit, dit-il, et des colons y vivent, mais il n'y a pas de route. Il parle d'un autre chemin dans le district de Long Lake, donnant de façon précise le numéro du lot, et dit que, n'eût été de la présence d'un lac, le gouvernement aurait poursuivi la construction de la route même si aucun colon n'est installé à cet endroit.

À Amos, 66 lots ont été concédés depuis deux ans dans un endroit de la forêt où un homme ne trouverait même pas assez d'espace pour s'agenouiller et réciter ses prières.

Il dit que beaucoup des lots sont détenus pour des fins de spéculation et se demande pourquoi le gouvernement ne fait pas cesser cela.

Il se réfère au rapport du révérend père Caron sur la colonisation en Abitibi et souligne que, même sous l'autorité de ce gouvernement, il y avait huit cantons à cet endroit et une moyenne de seulement 13 familles par canton. L'année suivante, seulement 70 familles s'y sont installées.

Il veut savoir si c'est à ce genre de colonisation prospère que fait référence le discours du trône.

Franchement, dit-il, si le premier ministre a vu ce qu'il dit avoir vu, c'est à croire qu'il est Scotch comme moi et qu'il s'était mêlé à quelque autre scotch. Abordant la statistique, il établit, par des chiffres qu'il tient, dit-il, à la disposition du gouvernement, qu'un grand nombre de colons sont passés du Québec dans l'Ontario à cause de la politique de colonisation désastreuse. On a donné à certains d'eux, dit-il, des terres qu'il aurait fallu défricher avec une charrue de diamants.

**M. Philps (Huntingdon)** répond au député de Pontiac (M. Campbell) qu'au lieu de critiquer, ce qui est toujours facile, il devrait suggérer une meilleure politique, ce qui serait plus difficile pour lui. Les critiques impartiaux reconnaissent, dit-il, les progrès accomplis par le gouvernement.

L'administration Gouin a réalisé des progrès en ce qui concerne la colonisation et les bons chemins. Il souligne l'amélioration des routes dans les Cantons de l'Est et dit que les gens qui viennent des États-Unis et de l'Ontario ne tarissent pas d'éloges devant les efforts que la province a déployés dans ce sens.

Il se dit fier d'appartenir à cette administration dont l'excellence est reconnue partout. Il est facile, dit-il, en substance, de s'amuser et de critiquer, mais beaucoup plus difficile de discuter sur des faits bruts.

**M. Campbell (Pontiac):** Vous avez la critique des farces et des faits<sup>5</sup>.

**M. Bernier (Lévis)** fait un éloge ému de feu l'honorable Jean Prévost et du député d'Argenteuil (M. Slater), parti à la guerre. Il trouve étrange que le discours du trône ne contienne pas plus de législation publique. La province en est-elle rendue à ce point de perfection que nous n'avons plus besoin de rien? Est-ce parce que le premier ministre est content que toute la province doit être contente? Je ne le crois pas. Je me demande si nous n'avons pas pour principe d'adopter des lois d'exception.

Du côté de l'enseignement primaire, par exemple, la province est loin de se déclarer contente. Quoi qu'on dise, nos instituteurs et nos institutrices ne sont pas suffisamment payés. On donne trop en certains milieux pour ce que l'on donne en d'autres. Il établit à ce sujet une comparaison entre les salaires payés à l'École des hautes études commerciales où l'on compte 21 professeurs pour 60 élèves et où l'on paie, en moyenne, un salaire de \$1,800 par professeur et les salaires que l'on paie à nos institutrices dont quelques-unes gagnent moins qu'une femme de journée.

Il reproche au gouvernement d'avoir été un peu l'auteur de la situation dans laquelle patauge la ville de Montréal et critique certaines nominations faites au Conseil législatif et sur le banc, qui ont été loin, dit-il, de rencontrer l'approbation de tous. Le gouvernement s'apercevra bientôt qu'on ne défie pas impunément l'opinion publique. Il dit que l'opposition est prête à affronter l'électorat lorsque le gouvernement le voudra et qu'elle ira au combat avec confiance et avec honneur, parce qu'elle a toujours fait son devoir.

On dit que l'on a fait beaucoup pour l'agriculture. Comment se fait-il alors que l'on ne puisse arrêter la dépopulation rurale? Il cite à ce sujet quelques chiffres. Nos cultivateurs font de l'argent aujourd'hui; ils sont économes et, si aujourd'hui ils sont à leur aise, c'est dû à l'industrie, surtout, du beurre, que l'on doit à un ancien gouvernement conservateur que l'on a appelé le gouvernement du beurre.

Il dit que la colonisation se meurt dans la province. Il estime qu'en étouffant l'enquête Prévost-Kelly le gouvernement a fait naître un sentiment de méfiance qui fait que les colons redoutent le gouvernement et n'osent pas s'établir ici.

Il dit que le programme de colonisation du gouvernement, en réalité, a été créé à des fins politiques et en vue des élections, tout comme son programme de travaux publics.

**M. Fortier (Labelle)** parle des progrès de la région qu'il représente, région de colonisation, dont le développement est dû, dit-il, à la sollicitude du gouvernement.

Il parle de la guerre. Il exprime sa satisfaction que le discours du trône fasse mention de la participation du Canada à la guerre.

**M. Lavergne (Montmagny)** a cru, dit-il, qu'il ne pouvait laisser passer ce débat sur l'adresse sans montrer qu'il était au moins dans cette Chambre

un membre qui n'avait pas changé depuis la guerre et qui était resté conséquent avec lui-même et, en même temps, fidèle aux principes des deux grands partis qui ont gouverné ce pays, mais abandonnés par les conservateurs comme par les libéraux d'aujourd'hui.

Il dit que son premier devoir est de saluer la figure de son collègue sympathique disparu pendant l'ajournement. Jean Prévost, dit-il, a eu des adversaires, mais sûrement il n'a pas eu d'ennemis. Tous le regretteront. Les petits et les humbles, et surtout les colons, ont perdu en lui leur défenseur. Ayant été un de ses intimes en ces dernières années, j'ai apprécié la grandeur de son caractère. Non, Jean Prévost n'est pas mort; il revit dans chacune des paroisses qui grandissent dans notre province.

Il regrette aussi, comme ses collègues, le départ du député de Westmount (M. Smart) qui est à la guerre. On a dit qu'il voulait combattre les combats de la justice et de la tolérance. Si c'était bien là l'ambition du colonel, il aurait dû rester ici, car nous ne pouvons, nous, aller donner ailleurs des leçons de justice et de tolérance. Qui pourrait en donner? Sont-ce les ministres de l'Ontario qui violent le rempart de femmes qui veulent empêcher deux jeunes institutrices d'aller en prison parce qu'elles veulent enseigner la langue que nous avons apprise sur les genoux de nos mères? Sont-ce les gouvernements du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick? Le Québec seul le pourrait parce qu'il est vraiment une terre de justice et de tolérance. Mais, dans toutes les autres parties du pays, nous n'avons rien à envier du joug prussien établi en Pologne, en Bohême et en Serbie.

Il dit que partout on parle de l'Angleterre et de la France, mais on ne parle pas du Canada. Se ralliant au chef fondateur du Parti conservateur, il reste fidèle à l'idéal qui veut qu'étant une nation notre premier devoir soit pour les intérêts du Canada.

Je répète ce que j'ai souvent dit: Nous sommes une nation ou une colonie. Comme colonie, nous n'avons d'autres devoirs que ceux qui nous sont prescrits par la métropole qui, en retirant ses troupes de notre territoire, nous a laissé l'obligation de le défendre. Si nous devons assumer des obligations nouvelles, si le Canada doit être appelé à participer aux guerres de l'extérieur, il doit avoir le droit sur un pied égal à la Grande-Bretagne sur le contrôle des affaires impériales.

Tant que nous n'aurons pas obtenu cela, nous ne devons pas un sou, un seul homme ou un seul canon à l'Angleterre. C'est là la doctrine nationaliste et ce fut celle des deux partis politiques en 1896 et en 1911.

M. Lavergne déclare qu'un grand nombre de conservateurs étaient pires en 1910-1911 que lui aujourd'hui et il cite les noms des lieux et les dates des assemblées où des ministres conservateurs ont prêché une doctrine qui était plus belliqueuse que la sienne.

C'est un principe qui a été prôné dans cette Chambre auparavant, malgré le fait que le député de Saint-Antoine (M. Gault) soit revenu sur ses positions.

Il dit que, pendant qu'on fait appel aux Canadiens français en faveur de l'enrôlement, la presse anglaise de ce pays n'a pas assez d'injures pour nous et surtout pour ceux de nos compatriotes qui sont enrôlés. Si nous voulons combattre la justice, c'est qu'il faut rester. Le Canada ne doit rien de plus à l'Angleterre que la défense de son propre territoire et je resterai fidèle à ce principe tant que l'Angleterre n'aura pas jugé à propos de nous admettre dans ses conseils.

Ce n'est pas dans les tranchées des Flandres que nous irons conquérir le droit de parler français en Ontario, si nous n'avons pu l'obtenir ici, nous qui avons conservé la possession du Canada à l'Angleterre, quand les marchands anglais de Québec fuyaient à l'île d'Orléans pour savoir s'ils devaient crier "Vive le roi!" ou "Vive la ligue!". Comment se fait-il, en effet, que nous n'ayons pas le droit de parler notre langue dans ce pays, sauvé par nous en 1775, puis en 1812, découvert par nos pères, colonisé et évangélisé par nos missionnaires? Si nous voulons conquérir notre liberté, continue l'orateur, c'est ici que nous devons rester. Cette politique a été celle de mes ancêtres depuis 300 ans et ce sera la mienne. Sans cela, le martyre enduré par nos pères serait inutile.

M. Asquith a déclaré au premier ministre australien que le contrôle des affaires impériales est une prérogative dont le gouvernement anglais ne se départira jamais. Eh bien, nous avons, nous aussi, nos prérogatives nationales dont nous ne devons pas nous départir.

Je vous assure que je préférerais une fédération impériale au système actuel. Et, si le Canada est tenu d'assumer les responsabilités d'un pays souverain, on devrait lui en conférer les pouvoirs, et le principe "no taxation without representation" devrait être adopté. Je suis assez britannique pour connaître et exiger qu'elle respecte ce principe fondamental de la politique anglaise.

Je m'incline volontiers, continue-t-il, devant le rêve des impérialistes sincères qui sont prêts à y sacrifier leur vie, mais nous avons, nous aussi, notre

idéal auquel nous sommes prêts à sacrifier non pas notre vie, nous n'en sommes pas encore là, mais notre honneur partout attaqué. Il est temps que nous parlions franchement. Je n'ai pas peur de dire que celui qui s'enrôle pour combattre à l'étranger manque à son devoir envers son pays. Je n'ai pas peur de le dire et je me départis de mon immunité parlementaire.

Il demande au représentant de la presse anglophone de publier ses déclarations<sup>6</sup>.

Qu'on m'arrête demain, si on le veut, pour le crime de haute trahison. Entre la haute et la basse trahison, M. le Président, celle qui consiste à trahir l'Empire ou son pays, je choisis la haute et ne redoute pas les conséquences de mon acte.

C'est le trahir que de le désarmer comme nous le faisons au profit de l'Angleterre. Savez-vous que, pour aider l'Angleterre, nous avons donné jusqu'à notre dernière armée? Savez-vous qu'il ne nous reste pas un canon pour nous défendre, pas un fusil, pas une baïonnette? Et, si demain les États-Unis, chose improbable, mais fort possible, s'alliaient à l'Allemagne et envahissaient le Canada, ils n'auraient qu'une promenade à faire pour s'emparer de notre pays.

Nous n'avons pas de leçons de tolérance et d'humanité à donner à personne. Si les Allemands sont des persécuteurs, nous avons ici de plus persécuteurs qu'eux. Il ne faut pas oublier que l'on persécute aussi les nôtres dans l'Ontario. On a tort d'être fier de voir son nom dans les gazettes qui publient des listes de souscriptions pour les œuvres de guerre; l'argent que l'on donne ainsi est de l'argent volé à la minorité de l'Ontario.

Je n'ai pas peur d'être Allemand, et je rappellerai à ce sujet un vieil axiome qui dit: "Mordu par un chien on mordu par une chienne, mordu quand même." Je me demande si le régime allemand ne peut pas se comparer au régime ultra-boche de l'Ontario. Je me demande si le régime scolaire imposé par les Allemands en Alsace-Lorraine, pays ayant une population en grande majorité de langue allemande, ne vaut pas celui que l'on impose à nos compatriotes de l'Ontario.

Entre nous, y a-t-il un homme qui croit sincèrement que l'Allemagne va tenter de s'emparer du Canada? Il y a l'expérience de Gallipoli, dont tous connaissent le piètre résultat. Quand les Allemands ont l'Égypte et les Indes en vue, vont-ils envoyer ici un million d'hommes pour s'emparer du Canada?

Il ne faut pas se faire illusion. Ce n'est pas l'Angleterre qui nous protège, ce sont les États-Unis. L'Angleterre ne pourrait actuellement nous envoyer

un seul homme ni un seul navire de guerre pour nous protéger contre une agression étrangère. La protection anglaise, que nous a-t-elle valu jusqu'ici? La perte du Maine, du Vermont, de l'Alaska, des pêcheries de Behring, etc. Et aujourd'hui que l'Angleterre n'est pas assez patriote pour se défendre elle-même, elle fait un appel désespéré à ses colonies. On a été jusqu'à dire que le Canada devait se saigner jusqu'à la banqueroute pour le salut de l'Empire. Périssent l'Empire plutôt que le Canada!

Il n'y a pas de décoration possible pour me faire changer d'idée, dussé-je recevoir une décoration semblable à celle qu'ont reçue ensemble le premier ministre du Canada et le vendeur de pilules Beecham, le célèbre inventeur des pilules Beecham, qui assurent la libre circulation de John Bull à l'intérieur.

Il est temps que l'on sache, comme l'a si bien dit le président du Sénat, M. Landry, si le pacte de la Confédération a été un pacte d'honneur ou un piège d'infamie. Il est temps que l'on sache si nous avons dans notre pays des droits égaux. Avant d'aller voir la paille dans l'œil du militarisme allemand, il vaut mieux regarder la poutre qu'il y a dans notre pays. Après cela, nous pourrions aller combattre ailleurs pour le droit et la justice. Nous sommes canadiens et pas autre chose.

L'Angleterre n'a pas trouvé assez de patriotisme à l'intérieur de ses murs, elle vient recruter des hommes ici. La conscription existe dans nos lois depuis 40 ans. Si la patrie est en danger, qu'on mette cette loi en vigueur. Que tous soient soldats. Je réclame l'application de la loi, mais on n'a pas le courage d'aller jusqu'au bout et de recourir à la conscription parce qu'on sait bien que c'est faux et que, si l'on tentait cela, la révolution éclaterait non pas dans le Québec où la loi passerait le mieux, mais dans la loyale province de l'Ontario où on n'en veut pas.

On a découvert des théologiens qui ont essayé de nous démontrer que notre devoir de catholique nous commande de participer à cette guerre. N'en déplaît aux mânes de l'abbé Damours, que je m'étonne de ne pas voir comme aumônier dans les tranchées, n'en déplaît à cet évêque qui nous prêche l'enrôlement parce que le pape ne lui a pas mis sur la tête ce qu'il voulait.

Sans doute, reprend-il, on doit trouver ce langage bien violent, mais je tenais à définir ma position. Nationaliste j'étais avant 1911 et nationaliste je demeure. Nationaliste j'étais avant la guerre et nationaliste je persiste à être durant la guerre. Demain, on pourra m'accuser de trahison,

cela m'est parfaitement égal. Que la presse anglaise en prenne note: si c'est trahir l'Angleterre que de lui préférer le Canada, je préfère trahir l'Angleterre tous les jours que le Canada une seule fois.

Je reste en cela fidèle à la politique des Cartier, des Blake, des Mackenzie, des John A. Macdonald. Si je suis déloyal, comment se fait-il que la participation à la guerre soit volontaire? Si cette participation est volontaire, je dois être libre de la discuter.

Je préfère ma position à celle de ces éminents recruteurs comme les honorables MM. Blondin et Lemieux qui ne verront jamais d'autre feu que celui de leur cheminée.

Quand je demanderai à mes compatriotes d'aller au combat, j'aurai le courage d'y aller à leur tête. J'espère, a-t-il dit, que j'ai scandalisé tout le monde. Je crois que j'ai scandalisé tous ceux qui m'entendent. C'est ce qui me console de mon isolement. Si j'ai scandalisé quelqu'un ici, qu'il sorte et qu'il aille demander à nos compatriotes de l'Ontario ce qu'ils souffrent.

Il n'a pas voulu laisser passer ce débat sans faire entendre en manière de protestation l'énoncé de la doctrine qui a été le principe fondamental des deux partis de ce pays. On a tort de l'oublier, nous ne sommes pas des Français ou des Anglais, ici, mais des Canadiens. Notre pays, ce n'est ni l'Angleterre ni la France, mais le Canada, et, nous, nous devons aimer notre seule et unique patrie qui n'est autre que celle que nous habitons. Le Canada d'abord! le Canada toujours! le Canada à jamais<sup>7</sup>!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** regrette au plus haut point pour cette Législature et pour toute la province cette sortie intempestive du député de Montmagny (M. Lavergne). Il est heureux que la province jusqu'à aujourd'hui ait fait son devoir à l'égard de l'Angleterre et il souhaite qu'elle le fasse toujours avec le même enthousiasme. Il rend un hommage ému à nos braves qui sont actuellement dans les tranchées de France et de Belgique combattant la cause commune.

Je ne voudrais pas, dit-il, que l'on sût qu'un membre de cette Chambre a pu dire ici qu'il aime mieux être Allemand que sous le régime britannique. C'est la première fois que pareil langage se fait entendre ici et j'espère que ces paroles ne traverseront pas les mers, j'espère que l'on ne saura pas en France qu'un Canadien français a dit de telles choses. Je serais curieux de savoir ce que penseraient les habitants des 10 départements de France envahis par les hordes allemandes.

Le député de Montmagny peut croire que son devoir est de ne pas s'enrôler, mais je crois, moi, que le devoir des Canadiens français est de s'enrôler. Il veut la représentation dans le gouvernement impérial. Le jour où nous aurons cette représentation, c'en sera fini de la race française au Canada. Nous serions l'infime minorité et on pourrait passer les lois que l'on voudrait contre nous. Nous avons ici le régime qui nous permet de faire ce que nous voulons, de prendre part aux guerres de l'Empire si nous le voulons. Le Canada a fait son devoir dans la guerre actuelle comme toutes les autres colonies de l'Empire.

Il est fier de dire que le Canada se bat aux côtés de l'Australie, de l'Inde et des autres colonies pour la défense de l'Empire.

Il est sûr qu'on protestera contre ce discours. Il représente l'opinion de la grande masse des Canadiens français.

**M. Lavergne (Montmagny):** Quand l'honorable ministre (l'honorable M. Taschereau) part-il pour la guerre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Montmagny (M. Lavergne) est dans la milice; il devrait être rendu à la guerre depuis longtemps.

Les Canadiens français qui sont rendus au front l'ont fait parce qu'ils ont compris leur devoir. On a accusé le clergé de ne rien faire pour stimuler l'enrôlement et, maintenant que l'épiscopat a tracé aux Canadiens français et aux catholiques la ligne de conduite qu'ils doivent suivre, on vient dire que tel ou tel évêque a fait cela parce qu'il n'a pas eu ce qu'il convoitait<sup>8</sup>. Il se dit certain que le député de Montmagny aura honte de ses paroles.

Cette guerre, dit-il, finira par le triomphe des alliés; mais, si les Canadiens français ne font pas ce qu'ils doivent faire dans cette guerre, leur position ne sera plus tenable après. Si les Canadiens français ne faisaient pas leur devoir, ils deviendraient des parias et leur situation serait pénible. J'ai assez de confiance en la cause des Canadiens français de l'Ontario pour croire qu'elle triomphera et que leur malaise n'est que passager.

**M. Lavergne (Montmagny)** veut poser une question.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** veut rappeler à l'ordre le député de Montmagny (M. Lavergne).

**M. Lavergne (Montmagny)** répond au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). L'honorable ministre (l'honorable M. Taschereau) veut-il nous dire dans quelles provinces les Canadiens français ne sont pas des parias, en dehors de la province de Québec?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** cite le message adressé par le roi d'Angleterre au président Poincaré et il se demande si les beaux sentiments qui y sont exprimés ne pourraient pas remplacer les sentiments antipathiques qui existent chez trop de citoyens de l'Ontario contre la langue française.

Il remercie les citoyens anglais aux idées larges qui s'efforcent de faire cesser ces malheureuses divisions, comme MM. Moore, Scott, Sutherland et autres, qui ont publié des lettres admirables pour la défense des Canadiens français, et il leur demande de continuer leur beau travail.

Il compte sur le concours des journaux anglais de Montréal, qui endoctrineront leurs frères de l'Ontario. Il demande à ceux qui ont commencé à prêcher l'accord et la tolérance de continuer leur œuvre afin de faire connaître les sacrifices déjà faits par les Canadiens français et leur loyauté à l'Empire.

Il exprime l'espoir que les Canadiens français continueront à s'enrôler pour aller se battre non seulement pour la loyauté envers l'Angleterre, mais par amour pour la belle France.

**M. Tellier (Joliette)** déclare que les événements qui viennent de se produire l'obligent à dire un mot. Je tiens à dire, déclare-t-il, que les sentiments et l'opinion du député de Montmagny, je ne les partage aucunement. J'ai applaudi aux paroles de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) et j'approuve l'expression de sentiments tombée de ses lèvres.

Je sais que le député de Montmagny est sincère et qu'il agit pour des motifs honnêtes. Cependant, qu'il me permette de lui dire, et je crois que j'ai ce droit, car nous avons combattu longtemps ensemble pour des idées communes, que des déclarations comme celles qu'il a faites ne sont pas de nature à aider la cause qu'il a si sincèrement défendue.

**M. Lavergne (Montmagny)** demande au député de Joliette (M. Tellier) s'il n'est pas vrai que le Canada était en guerre même avant qu'il ait décidé d'y participer.



**M. Tellier (Joliette)** déclare que la participation a été décidée par l'autorité légitime. Le Canada a fait appel à ses enfants et je ne crois pas que l'on puisse dire, sans être un rebelle, que les Canadiens français qui s'enrôlent pour aller combattre pour l'Angleterre manquent à leur devoir.

Du moment que le gouvernement a décidé que le Canada doit participer à la guerre, notre devoir est tout tracé.

**M. Lavergne (Montmagny):** Si l'enrôlement est volontaire, nous sommes libres aussi de nous y opposer.

**M. Tellier (Joliette)** répond qu'il n'a pas l'intention d'engager une polémique avec le député de Montmagny. Ce dernier fait tort à sa cause en parlant comme il l'a fait.

Il faut voir que l'opinion du député de Montmagny était tout à fait isolée et qu'en plus de venir en conflit avec les convictions des députés elle était amèrement regrettée par tous à l'heure actuelle.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit qu'il n'avait pas l'intention de prendre part au débat, mais qu'après le discours belliqueux et déplacé du député de Montmagny (M. Lavergne) il ne peut garder le silence. Sans les protestations vigoureuses de la part de tous les habitants du Québec, il dit qu'il manquerait à son devoir de représentant de la minorité dans cette province en ne répondant pas aux remarques du député de Montmagny.

Il dit qu'il souhaitait ardemment voir la minorité de langue française dans l'Ontario traitée avec la même générosité que les Canadiens de langue anglaise sont traités dans la province de Québec.

Et il est convaincu que, avant qu'il soit bien longtemps, les Canadiens français verront leurs droits reconnus dans l'Ontario, surtout après la magnifique démonstration qu'ils sont en voie de donner, sur les champs de bataille des Flandres, de leur loyalisme envers l'Empire.

Il a voyagé récemment dans toute la province et partout il a constaté le consentement unanime de la population en faveur de la participation du Canada à la guerre. Les deux races de ce pays sont unanimes en faveur de la participation du Canada à la guerre.

À mon avis, il y a même trop de discussions à savoir si la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont fait ou non ce qu'elles ont pu dans cette guerre. Tous sont décidés et prêts à faire les plus grands sacrifices pour remporter la victoire finale.

Il croit qu'il y a trop de gens comme le député de Montmagny (M. Lavergne) dans l'Ontario qui discutent la question de savoir si les Canadiens français ont bien fait leur devoir. Si chacun se mêlait de son affaire, il y aurait bien moins de difficultés de race. Si chacun soignait aussi son langage, il serait plus facile de régler des problèmes aussi difficiles. Plus vite on cessera ces discussions futiles, plus tôt la victoire sera assurée. Il veut que les gens de l'Ontario sachent que les Canadiens français du Québec sont aussi enthousiastes que les autres.

Il cite une déclaration du premier ministre Asquith et le message du nouvel an du général Joffre à l'armée française. Le premier ministre Asquith s'est exprimé comme suit: "Nous ne remettons pas au fourreau une épée qui n'a pas été tirée à la légère, jusqu'à ce que la Belgique n'ait recouvré plus qu'elle n'a sacrifié; que la France n'ait été adéquatement protégée contre toute menace; jusqu'à ce que les droits des petites nationalités aient été placés sur d'inébranlables bases et que la domination militaire de la Prusse soit finalement détruite."

Le général Joffre a dit à son tour: "Soyons fiers de notre puissance et de notre droit. Ne pensons à nos morts que pour les venger. Tandis que nos ennemis parlent de paix, ne pensons qu'à la guerre et à la victoire." Ces deux déclarations lui paraissent contenir les véritables sentiments des deux races anglaise et française à travers tout le pays.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** tient à exprimer sa désapprobation à l'égard des propos tenus par le député de Montmagny (M. Lavergne).

Il se dit aussi convaincu que les difficultés de l'Ontario vont se régler à l'avantage complet de la minorité. Justice sera faite à qui justice est due. Il fait comprendre qu'en Irlande toutes difficultés ont été suspendues avec le commencement de la guerre et il espère qu'il en sera de même ici.

La proposition du député de Bonaventure (M. Bugeaud), appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bissonnet) à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, est soumise à la Chambre:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions  
Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec

l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'adresse est adoptée à l'unanimité.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, 11 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit trente.

---

### **NOTES**

1. David-Ovide L'Espérance est député de Montmagny à la Chambre des communes de 1911 à 1916.

2. Selon *La Presse* (14 janvier 1916, p. 2), après le discours du premier ministre, deux députés de la gauche se lèvent: MM. Sauvé et Gault. Ce dernier demande à se faire entendre une minute.

3. La gravelle est une concrétion rénale.

4. Selon *Le Devoir* (14 janvier, p. 2), M. Sauvé interrompt l'honorable Caron à quelques reprises.

5. À ce moment, selon le *Montreal Daily Star* (14 janvier 1916), le député de Pontiac (M. Campbell) brandit une liasse de documents.

6. À ce moment, selon la *Gazette* (14 janvier, p. 2), M. Lavergne se tourne vers la tribune de la presse.

7. Selon la plupart des journaux, pas un applaudissement n'accueille la fin du discours du député de Montmagny.

8. Selon *La Presse* (14 janvier, p. 2), ces dernières paroles de Lavergne, commentées par Taschereau, s'adressent à Monseigneur Bruchési.

Séance du vendredi 14 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Cinq pétitions sont présentées devant la Chambre.

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Jos.-A. Allard, demandant l'adoption d'une loi régularisant sa cléricature et son brevet de cléricature (M. Cousineau);

- de J.-M. Michaud et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville des Trois-Pistoles (M. Caron, Matane);

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Desaulniers);

- d'Élie Jobin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Desaulniers);

- de John Thomas Foster et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Finnie);

- des révérends MM. Michel Chamberland et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec (M. Fortier);

- de la corporation de Cartierville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de constituer une commission des parcs, avec des pouvoirs spéciaux (M. Lévesque);

- de la Banque Provinciale du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec (M. Lévesque);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la Commission des écoles catholiques de Montréal (M. Mayrand);

- de Daniel Maloney et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique (M. Mayrand);

- de Joseph-Olivier Lachance, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente (M. Petit);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Turcot);

- de The Shamrock Amateur Athletic Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tansey);

- de Louis Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest (M. Galipeault);

- de J.-H. Leclair et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant certaines municipalités scolaires à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal (M. Lavergne).

### Rapports de comités:

**M. Pilon (Vaudreuil):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Villeray et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Michel-Archange, demandant respectivement une loi les annexant à la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- de la Compagnie Lecavalier & Riel limitée, demandant une loi lui permettant d'exploiter son industrie dans les limites de la cité de Montréal;

- de T.-A. Trenholme, demandant une loi concernant l'avenue Connaught;

- de la Compagnie Bélair limitée, demandant une loi lui permettant d'exploiter son industrie dans la cité de Montréal;

- de la ville de Montréal-Ouest, demandant une loi amendant sa charte;  
 - de Louis-René Gagné et de Solon Eliasoph, demandant respectivement une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, jeudi prochain, le 20 de ce mois, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, jeudi prochain, le 20 de ce mois, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Municipalité scolaire de la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange à celle des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnie Lecavalier & Riel limitée**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnie Bélair limitée**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Avenue Connaught, cité de Montréal**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 122 concernant l'avenue Connaught dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Municipalité scolaire du village de Villaray**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villaray à celle des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Solon Eliasoph**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 53 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Solon Eliasoph au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Louis-René Gagné**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 51 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis-René Gagné au nombre de ses membres et à lui octroyer son diplôme d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal-Ouest**

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 56 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Projet de Code municipal, 1916**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dépose sur le bureau de la Chambre le projet modifié de Code municipal de la province de Québec, 1916.

**Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, huit heures et quart du soir.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 45.

---



Séance du lundi 17 janvier 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Neuf pétitions sont présentées et déposées sur le bureau. Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi les concernant (M. Cousineau);

- de Mgr C.-A. Marois et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Chapitre de Québec (M. Leclerc);

- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi annexant certains terrains à la paroisse de Saint-Michel-Archange et pour d'autres fins (M. Leclerc);

- de F. J. Laverty et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de M. B. Davis et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Federation of Jewish Philantropies of Montreal" (M. Finnie);

- de The Natural History Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Finnie);

- de The St. Francis Valley Railway Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bissonnet).

**Chambre des notaires**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 170 modifiant le code du notariat relativement à certaines réglementations par la Chambre des notaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Rapport du ministre  
des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Allard (Drummond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1915. (Document de la session no 5)

**Article du *Montreal Star* concernant  
le député de Montréal-Saint-Georges**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** soulève une question de privilège. Il veut corriger une mauvaise interprétation que le *Montreal Star* a donnée à ses paroles.

Il nie avoir changé d'avis en ce qui concerne l'impérialisme, comme le laisse entendre le député de Montmagny (M. Lavergne). Il ajoute qu'il est plus ardent impérialiste que jamais et qu'il est fier de se considérer comme un sujet de la couronne anglaise. Il est d'avis que chaque homme et chaque sou disponibles devraient servir à la poursuite de la guerre, qui est une lutte pour la liberté dans le monde entier. Tous les hommes qui peuvent s'enrôler doivent partir.

**Municipalité scolaire de la paroisse  
Saint-Michel-Archange de Montréal**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie Lecavalier  
& Riel limitée**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie Bélair limitée**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Solon Eliasoph**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Solon Eliasoph au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Louis-René Gagné**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis-René Gagné au nombre de ses membres et à lui octroyer son diplôme d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Montréal-Ouest**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Demande de documents:****Rivière Saint-François,  
lacs et rivières tributaires**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents et correspondance échangés entre toutes personnes et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, et les officiers de la commission des eaux courantes, relativement à l'emménagement de la rivière Saint-François et de ses lacs et rivières tributaires.

Adopté.

**Dettes des corporations scolaires**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant la dette de toutes et chacune des corporations scolaires de la province de Québec.

Adopté.

**Dettes des corporations municipales**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant la dette de toutes et chacune des corporations municipales de la province de Québec.

Adopté.

**Incendie au palais de justice  
de Montréal, 1915**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, correspondance échangés entre toutes personnes et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant l'incendie qui a eu lieu au palais de justice de Montréal, au cours de l'année 1915, ainsi que le rapport des commissaires des incendies à ce sujet.

Adopté.

**Recettes et dépenses**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état détaillé des recettes et dépenses de la province de Québec depuis le 30 juin 1915 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Limites à bois,  
porteurs de permis**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les nom et résidence des porteurs de permis de coupe de bois dans la province; 2. Quelle est l'étendue des



limites détenues par chacun; 3. Quelle est la situation de ces limites respectives; 4. Quel est le montant des droits de coupe et de rente foncière payé par chaque porteur de permis pour l'année 1914-1915; 5. Quels sont ceux qui ont dû payer des amendes pour l'année 1914-1915, et quel est le montant de chacune d'elles.

Adopté.

### Prison de Bordeaux

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, correspondance, états, contrats, écrits de toutes sortes relativement à la construction et à l'ameublement de la nouvelle prison de Bordeaux, depuis l'ordre de cette Chambre adopté le 22 février 1915.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Allard (Drummond)** propose l'ajournement de la séance<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur** propose à la Chambre l'ajournement des travaux de la Chambre.

### Impérialisme et partis politiques

**M. Lavergne (Montmagny)**<sup>2</sup> demande à la Chambre la permission de faire un plaidoyer *pro domo*. Il a ouï dire qu'il devait être formellement excommunié du Parti conservateur. Des journaux ont publié ça; cela serait assez impossible puisqu'il n'en a jamais fait partie. Le chef actuel de l'opposition (M. Cousineau) parlait bien, en 1911, à Saint-Laurent, d'une alliance des nationalistes et des conservateurs, mais le mariage ne s'est pas consommé<sup>3</sup>.

*La Patrie*, qui réclame aujourd'hui les peines les plus sévères contre Bourassa et le député de Montmagny, trouvait cela très naturel à cette époque et déclarait même qu'il ne faisait plus de doute pour personne que MM. les députés de Jacques-Cartier et de Joliette (M. Cousineau et M. Tellier) ainsi que M. Patenaude se rallieraient à M. Bourassa dans la Législature de Québec. Il cite *L'Événement*.

Il faut que le scandale arrive, dit-il, mais malheur à celui par qui le scandale arrive. Mieux eût valu pour lui qu'on lui attachât au cou une meule de moulin et qu'on le précipitât au fond de la mer. Quant à moi, j'aime mieux scandaliser les miens et

me faire jeter à la mer avec une meule au cou plutôt que de rester attaché à un parti avec une meule de fromage.

Il est possible que je scandalise mes compatriotes, mais je le fais pour rester fidèle à des principes qui sont plus vieux que moi et qui ont été défendus bien avant moi par des hommes comme Cartier, Sir John A. Macdonald, Blake, Laurier.

Il rappelle que, lors d'une discussion sur la Confédération, on a vu proclamer, non pas par une personne isolée et extravagante, non pas par un fauteur de discorde, non pas par un parti ambitieux et déloyal, mais par les deux grands partis, que le Canada ne doit rien à la couronne britannique que la défense de son territoire. Qu'ai-je dit d'autre chose? Ma théorie est celle des deux partis d'avant 1868, et ma doctrine, celle des libéraux d'avant 1896.

Ma rupture a eu lieu en 1896 alors que les libéraux ont opéré un changement et que, dès lors, leur politique fut légèrement différente de celle des nationalistes.

Pour l'édification du loyal député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), déclare-t-il, il va lire l'article publié conjointement dans *L'Électeur* et *Le Soir* cinq jours avant le scrutin des élections qui devaient porter M. Laurier au pouvoir. On vilipendait Tupper parce qu'il voulait aider militairement l'Angleterre. Les rouges dénonçaient cela, dit-il, et c'est en ce temps-là qu'il débuta en politique. Il parle de la guerre au Soudan. Il s'excuse s'il a scandalisé la droite en lui rappelant son passé. Au temps où il ouvrait les oreilles pour recevoir son éducation politique, *Le Soleil*, pardon, *L'Électeur* publiait cette tirade violemment anti-impérialiste. Il a entendu la leçon.

Voilà pour les libéraux. Il n'insistera pas davantage, dit-il, car il est vrai que, depuis 1896, quelques-uns et, depuis 1909, beaucoup ont continué de suivre la même ligne de conduite en politique, non pas tous cependant. Et il critique, avec la lettre qu'il adressait à M. Bourassa et où il dénonçait le principe absolument faux de la participation des colonies à la défense de l'Empire, le violent M. Rodolphe Lemieux, ancien annexionniste depuis devenu sergent recruteur. Ce dernier prêche l'enrôlement tout en restant chez lui, après avoir félicité en maintes circonstances le chef nationaliste pour l'exposé de sa doctrine. Il lit une lettre de l'honorable M. Lemieux à M. Bourassa, s'excusant de ne pouvoir assister à une assemblée et exprimant le regret que les chambres de commerce aient approuvé le faux principe que le Canada doit participer aux guerres de l'Empire.

Il fait un rapprochement entre ces hommes qui ont jadis, dit-il, prêché ce qu'il prêche aujourd'hui et que l'on n'a pas parlé de fusiller à l'aurore, comme le veut M. McNab. Depuis ce temps, nous avons évolué. Certains hommes ont porté le scandale autant que lui et les feuilles orangistes n'ont pas prié les autorités militaires de les pendre à l'aurore. Il laisse entendre que le souffle d'asservissement qui s'est emparé de la députation conservatrice canadienne-française les a tellement abattus qu'ils ne songent même plus aujourd'hui à lever la tête pour affirmer les opinions pour lesquelles leurs ancêtres ont peiné et combattu.

Ce principe, il l'a appris à Arthabaska, au foyer même de l'ancien premier ministre Sir Wilfrid Laurier, et c'est lui qu'ont défendu tour à tour les deux partis politiques dans ce pays. Pour lui, fût-il être désormais seul à le professer, il continuera à dire et à croire que le Canada n'étant qu'une colonie n'a que les obligations d'une colonie. Notre pays n'est pas tenu d'envoyer ses enfants guerroyer à l'étranger. Ce principe est toujours vrai, il a même été reconnu dans cette Chambre.

Rappelant la motion Prévost-D'Auteuil présentée en 1910 pour censurer les paroles prononcées par le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) à Toronto, il prétend que le député de Joliette (M. Tellier), qui a voté alors pour cette motion, a tort de le traiter aujourd'hui de rebelle.

Quant au député de Saint-Georges (M. Gault), dit-il, qui a aussi voté pour cette motion, il est vrai qu'il en exprime aujourd'hui le regret. Ce principe, on l'a oublié depuis qu'on a eu accès à la crèche et que les appétits se sont ouverts. Mais le député de Montréal-Saint-Georges est officier dans la milice canadienne comme moi, il est major dans le 5e "Highlanders". Quand on demande aux autres d'aller se battre et qu'on est soldat soi-même, on devrait y aller.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Lavergne (Montmagny):** Avant 1911, reprend-il, ni le député de Saint-Georges, ni ses amis, ni les journaux loyaux d'aujourd'hui ne trouvaient jamais que le député de Montmagny allait assez loin. Depuis, il s'est produit un certain changement. *Donec eris felix, multos munerabis amicos*. Tant que vous serez heureux, vous compterez beaucoup d'amis. Le seul changement qui soit survenu pourtant, c'est qu'ils ont pris la place des autres au pouvoir. Non, ce n'était pas un traître, mais il se faisait fi du pouvoir avant 1911, et il s'en fait fi encore actuellement. Il était sincère, alors il le reste encore aujourd'hui.

Comme M. Bruno Nantel, il est d'avis qu'on ne doit pas avoir une politique quand on est au pouvoir et une autre quand on est dans l'opposition.

Il rappelle les manifestations et les grandes assemblées nationalistes qui eurent lieu en 1910 et 1911, à Saint-Eustache, au patinoir Ontario, où des résolutions condamnant toute participation du Canada à des entreprises extérieures furent défendues par des citoyens comme M. Blondin, M. Nantel, M. Coderre, M. Patenaude et d'autres. Que les temps sont changés!

Il va faire une fouille dans les archives, dit-il, pour montrer quelle était dans l'opposition la politique des gens qui sont actuellement au pouvoir à Ottawa. Il débute par une citation de M. Tom Chase Casgrain, le ministre des Postes, qui déclarait, dans une lettre à *L'Événement* après la victoire nationaliste de Drummond-Arthabaska, que la génération actuelle avait été élevée dans l'idée que nous n'avons pas d'obligation envers l'Empire.

Il parle de M. Sévigny, le nouveau président des Communes, le "First Commoner of the Land", présenté par lui, le félon, le traître, déclarant dans une assemblée politique du comté de Drummond-Arthabaska qu'il ne voit pas qu'on soit forcé de se battre contre l'Allemagne. Tous les chefs conservateurs d'aujourd'hui adoptèrent des résolutions condamnant la loi navale de Laurier et la participation du Canada aux guerres de l'Empire. Il rappelle les fameuses paroles de l'honorable M. Blondin au sujet du drapeau britannique que les Canadiens durent trouver de balles pour pouvoir respirer l'air de la liberté, et il soutient que l'honorable M. Blondin est au moins aussi traître que lui. Il se demande alors pourquoi Sir Robert Borden a pris un traître dans son cabinet. Il parle de M. Patenaude, le nouveau ministre à Ottawa, qui croit que M. Borden s'est perdu comme M. Laurier, parce qu'il s'est engagé sur la voie des honneurs. Pourquoi ne se laisse-t-il pas fusiller à l'aurore et que je sois ministre?

Le député de Joliette (M. Tellier) félicitait M. Bourassa après la victoire de Drummond-Arthabaska, faisant des déclarations plus anti-impérialistes que n'en a jamais fait le député de Montmagny. Il souligne l'assemblée tenue par M. Bourassa à Sudbury, sur l'invitation de l'honorable M. Cochrane. Singulière ironie, dit l'orateur, M. Doherty est aujourd'hui ministre de la Justice, et c'est à moi qu'on accole l'épithète de traître, bien que je ne le sois pas plus que le ministre de la Justice.

Il dit que le chef de l'opposition actuel (M. Cousineau) brûlait aujourd'hui ce qu'il avait adoré.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** fait remarquer qu'il était dans l'erreur et qu'il n'avait jamais endossé les doctrines nationalistes.

**M. Lavergne (Montmagny)** accepte le démenti du chef de l'opposition et déclare qu'en effet celui-ci n'avait jamais prêché les doctrines nationalistes et que, sans être fanatique et étroit, il avait toujours cru un peu en l'impérialisme.

En 1910, certains affirmaient que c'était un crime et un suicide que de plonger le pays dans le gouffre du militarisme et, aujourd'hui, ils sont les premiers à faire des courbettes devant les "jingoes" et à mettre leurs compatriotes presque à l'enchère. Personne ne se scandalisait des principes que les nationalistes prêchaient en 1911. On les applaudissait, on les approuvait. Aujourd'hui, on les traite de rebelles parce qu'ils ont gardé leurs convictions. Bien, moi, M. l'Orateur, un homme qui ment à ses convictions, je dirai, comme le député de Joliette, que c'est un rebelle. Si tout le monde, dit-il, a le droit de dire les choses que ces hommes ont dites, pourquoi ne l'aurais-je pas? Je le demande au député de Joliette. Je le demande au député de Saint-Georges (M. Gault), s'il peut comprendre.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande au député de Montmagny (M. Lavergne) de parler anglais s'il veut s'adresser à lui.

**M. Lavergne (Montmagny):** Le député de Saint-Georges (M. Gault) me demande de lui parler anglais si je veux qu'il comprenne. Il est vrai qu'il appartient à la race supérieure. Il ne comprend pas le français.

Le député de Montmagny en vient à M. Bruno Nantel et à M. Joseph Rainville. Il se contente de dire, en feuilletant leurs discours: Passons, passons.

Il parle du *Montreal Mail*, dont le directeur porte encore la marque d'un soufflet, et qui est peut-être subventionné par Lord Northcliffe. M. Hugh Graham, un impérialiste, du *Star*, dont le propriétaire a jadis financé la campagne nationaliste. Il souligne le journal le *News*. Il va sans dire que je ne veux pas parler de *La Presse*. *La Presse*, elle, n'a jamais été dans l'opposition. Passez-moi l'expression, elle a couché avec tous les gouvernements. Ce n'est pas un journal, mais une feuille publique. C'est de *La Patrie* dont je veux parler, de *La Patrie* qui défend les principes, pourvu qu'ils paient.

**M. l'Orateur:** À l'ordre<sup>4</sup>!

**M. Lavergne (Montmagny)** fait justice de l'accusation de déloyauté que l'on porte contre les nationalistes, les pelés, les galeux, qu'on va jusqu'à tenir responsables de la persécution scolaire d'Ontario. On n'accuse pas ainsi impunément de rebelle un député qui a su s'en tenir à ses convictions. Est-ce que je suis plus traître aujourd'hui qu'alors? Est-ce que je n'ai pas le droit de prêcher maintenant ce que je proclamais dans ce temps-là? Je ne tiens pas à discuter ces opinions. Je suis toujours contre le principe de participation du Canada à toute guerre de l'Empire. Je demande aussi à ceux qui étaient autrefois des compagnons d'armes de ne pas se tourner contre leur ancien ami pour chercher à le flétrir. J'appelle cela de l'hypocrisie, du mensonge; c'est vouloir berner le peuple. J'ai connu un temps, M. l'Orateur, où personne ne se serait levé pour élever la voix contre les discours de M. Bourassa, car il était trop utile alors pour arriver au pouvoir.

Le député de Montmagny soutient qu'il n'est pas plus déloyal de dénoncer le militarisme durant la guerre que cela n'était déloyal de le dénoncer avant la guerre. Avant la guerre, dit-il, on ne parlait pas de nous fusiller, on nous offrait des portefeuilles.

M. Bourassa et moi-même, après les discours que nous avons prononcés en 1911 et même après les élections, n'étions nullement considérés comme des traîtres. Au contraire, nous avons tous deux été invités à prendre charge d'un portefeuille au sein du cabinet Borden. J'ai insisté pour que M. Pelletier soit nommé à ma place, mais il n'a pas occupé longtemps ce poste. Il est tombé malade et a été nommé juge. M. Doherty était juge, il est tombé malade et a été nommé ministre. Il y a là un certain équilibre.

La vérité, c'est qu'il est toujours resté fidèle aux mêmes principes quand les autres changeaient. Il a toujours cru qu'il se devait davantage au Canada qu'à l'Angleterre et que, entre les deux, son choix ne devait pas hésiter. Déloyal, ni lui ni M. Bourassa ne l'ont été autant que M. Blondin, l'ami du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault). Ils n'ont donc pas de leçon à recevoir du député de Saint-Georges qui citait, l'autre jour, l'exemple des nationalistes d'Irlande. Cet exemple, à la vérité, était bien mal choisi.

Il demande si l'attitude actuelle des nationalistes est plus condamnable que celle de l'Irlande, de l'Irlande orangiste et de son chef, Sir Ed. Carson, qui, avant la guerre, achetait des fusils de l'Allemagne pour combattre contre les soldats de son roi. L'Irlande a fourni 100,000 hommes dans la guerre actuelle, et le Canada 200,000. Et encore l'Irlande a-t-elle exigé qu'on la laissât de côté quand

on a voulu imposer la conscription en Angleterre, bien qu'elle eût par ses députés un certain contrôle sur les affaires de l'Angleterre. L'Irlandais M. Redmond n'a pas voulu laisser commencer le recrutement avant que le bill du Home Rule eût subi sa troisième lecture.

Nous n'avons pas de leçon à recevoir, répond-il, de gens comme le député de Montréal-Saint-Georges, nous dont les pères ont défendu cette terre et sont restés toujours loyaux quand les Drummond, les Redpath et autres signaient des circulaires en faveur de l'annexion, ou encore quand ses propres ancêtres, les marchands de Montréal, fuyaient à l'île d'Orléans pendant que les nôtres défendaient Québec contre ces Anglais révoltés, les Américains. Nous n'avons pas de leçon à recevoir de ces nouveaux Canadiens, nous sommes ici depuis 200 ans. Nous n'avons pas le droit de soutenir ce qui a toujours été la politique de ce pays, quand on couvre de fleurs un traître envers son roi et son pays s'il en fut jamais, Carson, quand on se garde bien de toucher à Sir Herbert Holt, chevalier du roi et millionnaire, qui dénonçait le système pourri du bureau de la guerre anglais.

On demande pour le député de Montmagny: "Shoot him at dawn", tandis qu'on s'incline devant Northcliffe et ses journaux agitateurs et qu'on accepte même, en certains quartiers, son argent! Lord Northcliffe publie tous les jours les injures les plus violentes à l'adresse de Kitchener et du War Office, et l'on ne parle pas de le fusiller.

Bourassa et le député de Montmagny sont des traîtres, mais les loyaux mineurs gallois qui profitent de la guerre pour faire grève ne le sont pas! Ceux-ci déclarent une grève désastreuse qui menace la flotte anglaise de la famine du charbon. Ne le sont pas non plus les ouvriers anglais qui, plutôt que d'abandonner leurs privilèges, mettent en péril l'armée anglaise parce qu'on ne peut produire assez d'obus pour pourvoir à sa défense! Les Irlandais et les mineurs de Galles, dit le député de Montmagny, on n'a pas menacé de les fusiller à l'aurore, comme l'a suggéré pour moi, l'autre matin, un journal anglais de Montréal. Non. Ces gens-là ne sont pas des traîtres parce que ce sont des Anglais et que la plupart de ces faits se passent en Angleterre, pays libre, tandis que, nous, nous habitons un pays ultra-boche.

**M. l'Orateur** réprime sévèrement les applaudissements dans les galeries.

**M. Lavergne (Montmagny):** Nous, les nationalistes, qui défendons les intérêts les plus sacrés de notre patrie, nous sommes des fauteurs de

discorde. Mais il y eut d'autres agitations contre d'autres tyrannies dans ce pays. On ne peut tout de même pas nous tenir responsables de la Révolution de 1837, ni de l'arrestation de Bédard, de Panet et de Taschereau, l'ancêtre du loyal ministre des Travaux publics! On ne peut tout de même pas nous tenir responsables des attaques de Chartier de Lotbinière, en 1791!

Alors, l'orateur parcourt l'histoire. Il y découvre qu'il y eut avant lui des traîtres et qu'à ces traîtres on a élevé plus tard des monuments reconnaissant qu'ils avaient été les gloires de notre pays: Lafontaine, Cartier et d'autres dont on a mis la tête à prix. Ils sont morts sur l'échafaud ou en exil pour nous conserver nos libertés. Parlant des Anglais, dont le passage se reconnaît partout, il les traite de sépulcres blanchis. Il compare les ultra-impérialistes d'aujourd'hui aux loyalistes de jadis qui incendiaient le parlement de Montréal et lapidaient Lord Elgin qui venait de nous rendre justice. La vérité, c'est que la race des oppresseurs n'a pas changé; vous la reconnaîtrez toujours la même, dit-il, à son front étroit, à son cœur racorni, essayant de bloquer par une procédure technique la motion en faveur des écoles d'Ontario.

Les véritables coupables, ça n'a été personne d'autre que les faiseurs de compromis à la gélatine. Ce ne sont pas les francs défenseurs du français, comme en font preuve les lettres de remerciement que reçoit tous les jours de l'Ontario M. Bourassa pour avoir un peu secoué la torpeur de Québec.

Il a parlé peut-être trop longtemps, dit-il, mais il ne pouvait pas tolérer que ceux qui avaient trahi avec lui l'appelassent traître tout seul. Ce n'est pas la faute des nationalistes, dit-il, si la province de Québec commence aujourd'hui à s'éveiller. Je ne permettrai jamais à ceux qui ont été un temps mes compagnons d'armes de me traiter de traître. Je leur donne rendez-vous en dehors de cette enceinte. Qu'ils viennent devant le peuple. Je suis peut-être un soldat isolé d'une cause perdue, mais mon drapeau, il est devant moi, je ne le mets pas dans ma poche en arrivant au pouvoir. Je le déploie, je le défends et, si je tombe, je ne veux pas d'autre lindeul que lui.

Il viendra un temps où l'histoire impartiale permettra de faire le partage entre les hypocrites qui lui disent "Tu fais bien" et qui, ici, acclament ses détracteurs, un temps où on reconnaîtra qu'il a lutté avec désintéressement, avec une poignée d'hommes qui combattaient comme lui, temps où l'on rétablira le rôle de chacun. Il n'occupera peut-être qu'une ligne dans cette page d'histoire, mais on dira de lui: Qu'il dorme en paix dans cette terre canadienne qu'il a tant aimée.

Il compare la dénonciation du député de Joliette à la trahison du Christ par saint Pierre et il s'étonne que le coq n'ait pas chanté quand le député de Joliette l'a traité de rebelle, l'autre soir.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre<sup>5</sup>!

**M. Grégoire (Frontenac)** dit que la situation actuelle devait nous absorber entièrement et qu'il fallait remettre à plus tard les querelles et les disputes intestines. Il déclare qu'il était du devoir du Canada de prendre part à cette guerre de la civilisation contre la barbarie.

Laissons les Canadiens français continuer de s'enrôler comme ils le font et, lorsque la guerre sera terminée, nous pourrons nous présenter devant la majorité en Ontario afin d'obtenir de meilleures conditions de vie pour notre minorité.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit qu'il est vrai qu'il est officier du 5e "Highlanders", mais seulement à titre honorifique et que, de plus, il a largement dépassé l'âge limite de 50 ans. Cependant, il espère toujours se voir assigner un poste où ses capacités pourront le mieux servir.

5. Selon plusieurs journaux, les spectateurs des galeries applaudissent le discours d'Armand Lavergne. Certains journalistes signalent que des députés libéraux, MM. Lévesque, Francoeur et Godbout, frappent sur leur pupitre comme signe d'approbation au discours d'Armand Lavergne.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. L'honorable Allard remplace ce jour-là le premier ministre Gouin.

2. Selon le règlement de la Chambre, un député peut parler de n'importe quel sujet après une proposition d'ajournement. Selon le *Star*, lorsque M. Lavergne prend la parole, certains députés se carrent dans leur fauteuil tandis que d'autres se plongent dans la lecture des journaux.

3. Selon *L'Action catholique* (18 janvier, p. 3), ces dernières paroles sont plutôt prononcées par J.-M. Tellier.

4. À ce moment, selon *Le Devoir* (18 janvier, p. 1), on rit dans les galeries.



Séance du mardi 18 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

- de la Shawinigan Water & Power Company, demandant une loi amendant sa charte (M. Cannon);
- de la ville de Roberval, demandant une loi amendant sa charte (M. Galipeault);
- de Mgr C.-A. Marois et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec (M. Leclerc);

- de M. Albert Lavigne, demandant une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de M. E. Chaussé, demandant une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de M. H.-H. Beaulieu et autres, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Union du travail" (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la municipalité scolaire de Côte-de-la-Visitation, demandant une loi pour l'annexer à la municipalité scolaire de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri, demandant une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de MM. J.-A. Desrosiers et autres, demandant une loi leur conférant certains pouvoirs en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Jean de la Croix Joseph Comte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de dame Elmina Berthiaume et autres, demandant une loi pour changer les fiduciaires d'une partie du capital-actions de la Compagnie de publication de *La Presse* (M. Lévesque).

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées, lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bernier);

- de la corporation du village de Dorion, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville (M. Pilon);

- de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Petit);

- de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Petit);

- de dame Élis Ribotta et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Cannon);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'établissement d'un cimetière dans le quartier Mercier à Montréal (M. Lévesque);

- de Maurice Goudrault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique (M. Lévesque);

- de la Société des artisans canadiens-français, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Perron).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- d'Alexander Walker Thornton, de Frank Mendel, de Moe Newton Fineberg et de Nathan Titleman, demandant respectivement une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres;

- de Joseph-Pamphile LeMay, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de Hubert Desjardins et autres, demandant une loi annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve à la commission scolaire catholique de Montréal;

- de Hubert Desjardins et autres, demandant une loi annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal;

- de la ville du Sault-au-Récollet, de la ville de Saint-Michel, de la ville de Montréal-Nord et de l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de la ville de Montréal-Nord, demandant une loi constituant en corporation la Commission des parcs de Montréal-Nord;

- et de la Banque Provinciale du Canada, demandant une loi ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec.

#### **Immeuble du no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, Québec**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cité de Maisonneuve**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 82 annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission des parcs de Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 116 constituant en corporation la Commission des parcs de Montréal-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Saint-Michel**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 88 amendant la charte de la ville de Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 118 amendant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Institution catholique des sourds-muets**

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

Il souligne que cette Institution est la seule dans la province à donner une formation scolaire et professionnelle aux sourds-muets catholiques de sexe masculin. Des fonds sont requis afin de permettre à cette Institution de poursuivre les objectifs qu'elle s'est fixés, qui sont, en plus de dispenser une formation scolaire, d'offrir des ateliers d'arts et métiers, et aussi afin d'aider à son développement. L'Institution catholique des sourds-muets demande donc d'être autorisée à vendre des bons et des obligations ainsi que d'être investie de pouvoirs additionnels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Alexander Walker Thornton**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 62 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Alexander Walker Thornton au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Ville du Sault-au-Récollet**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.



**M. Frank Mendel**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 138 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frank Mendel au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Moe Newton Fineberg**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 137 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Moe Newton Fineberg au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Nathan Titleman**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 139 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Nathan Titleman au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Joseph-Pamphile LeMay**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Districts d'appel**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 2 refondant les dispositions des articles 47 et 53 et modifiant l'article 1202b du Code de procédure civile.

Le but de cette mesure est de déterminer plus clairement les districts d'appel dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Naturalisation et droits civils**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 3 modifiant le Code civil concernant la jouissance des droits civils.

Le Parlement fédéral a adopté, l'an dernier, une nouvelle loi de naturalisation accordant plus de privilèges aux colonies, et l'objet de la nouvelle

mesure est de faire concorder les lois civiles avec cette nouvelle loi afin de permettre à la province de jouir de ces privilèges.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cautionnement  
des officiers publics**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 4 modifiant les articles 628 et 630 des statuts refondus, 1909, relativement aux poursuites sur le cautionnement des officiers publics.

Ce projet de loi a pour but de permettre à un citoyen lésé par un officier public qui a fourni un cautionnement de poursuivre cet officier avec l'autorisation du procureur général. En vertu de la loi actuelle, seul le procureur général a le droit de poursuivre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Successions vacantes**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 5 modifiant les articles 1426 et 1427 du Code de procédure civile relativement aux successions vacantes.

Le but de cette mesure est de permettre au gouvernement de se faire renseigner sur l'administration de ces successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Dettes et emprunts**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** 1. Quelle est la dette de la province de Québec au 31 décembre 1915?

2. Y a-t-il eu des emprunts permanents ou temporaires de faits par le gouvernement de cette province dans le cours de l'année 1915?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant, de quelle façon et à quelles conditions?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

1. Dette consolidée restant due le	
31 décembre 1915.....	\$ 34,419,517.55
Fonds d'amortissement investi	
le 31 décembre 1915.....	<u>1,385,237.80</u>
Dette consolidée nette le	
31 décembre 1915.....	\$ <u>33,034,279.75</u>

2. Oui. L'emprunt spécial à courte échéance du 1<sup>er</sup> avril 1915, sous l'autorité de la loi 5 George V, chapitre 2, et de l'ordre en conseil du 10 avril 1915.

3. \$6,000,000. Terme 5 ans, intérêt 5%, payable semi-annuellement. Vendu par soumission publique, au taux de \$99.65 pour cent et les intérêts accumulés du 1<sup>er</sup> avril 1915.

4. Pas d'emprunt temporaire.

#### **Réparations au palais de justice de Montréal**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Quel a été le coût des réparations faites au palais de justice de Montréal dans le cours de l'année 1915?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** \$70,104.79.

#### **Émigration aux États-Unis**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Le gouvernement est-il informé du nombre de personnes venant de la province de Québec et qui ont émigré aux États-Unis dans le cours de l'année 1915? Dans l'affirmative, quelles sont ces personnes, d'où viennent-elles et où sont-elles allées se fixer?

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):**  
Non.

#### **W. C. J. Hall, surintendant du parc national des Laurentides**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Quel est le surintendant du parc national des Laurentides?

2. Quand a-t-il été nommé?

3. Sur la recommandation de qui l'a-t-il été?

4. Quel est son salaire?

5. Quelle est son utilité?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. M. W. C. J. Hall.

2. Le 25 mai 1895.

3. Sur la recommandation de l'honorable E. J. Flynn, alors commissaire des terres de la couronne.

4. M. Hall est à la fois surintendant du parc et chef de la protection des forêts contre le feu, et son traitement est de \$2,000 par année.

5. En sa qualité de surintendant du parc, il voit à faire respecter les lois et règlements du susdit parc.

#### **Demande de documents:**

##### **Vente d'immeubles par le shérif, district de Montréal**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant le total des ventes d'immeubles par le shérif du district de Montréal durant les années 1910 à 1915 inclusivement et le montant réalisé par ces ventes.

Adopté.

##### **Administration municipale de la cité de Montréal**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, correspondance échangés entre toutes personnes et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, concernant l'administration municipale de la cité de Montréal, depuis 1905.

**L'honorable M. Gouin** interroge le député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) sur la nécessité de reculer autant d'années en arrière.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** décide de se rendre aux vœux du premier ministre et de reculer à 1911, date à laquelle a eu lieu l'inauguration du système du bureau de contrôle.

La proposition est adoptée.

##### **Administration de la justice dans le district de Montréal**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, correspondance échangés entre toutes personnes et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, concernant l'administration de la justice dans le district de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Adopté.

### **Ministère de la Voirie et municipalités**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** fait remarquer que le député des Deux-Montagnes (M. Gault) avait déposé depuis quelques jours, sur la table du président, des questions qui exigeront un an de travail et une dépense de plus de \$25,000. Ce sont 86 questions relatives au ministère de la Voirie et à la correspondance de ce dernier avec les secrétaires des municipalités qui ont souscrit à l'emprunt contracté en vertu de la loi des chemins.

Il ajoute que le député des Deux-Montagnes n'était pas judicieux dans ses enquêtes et qu'il pourrait être plus précis et plus restreint dans ses questions. Il l'invite à aller consulter lui-même ces volumineux dossiers qu'il veut faire copier et déposer devant la Chambre.

Le gouvernement est toujours bien disposé à fournir à l'opposition tous les renseignements dont elle a besoin, mais il tient à signaler ces questions exagérées, afin de n'être pas accusé plus tard de négligence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre (l'honorable M. Gouin) me répond, dit-il, que j'impose un travail considérable qui prendra au moins un an et qui coûtera au bas mot \$25,000. D'abord, le coût importe peu. S'il s'agit d'arrêter un scandale de \$50,000,000 - car c'est cette somme et pas un sou de moins que les prétendues bonnes routes coûteront à la province - qu'importe donc \$25,000?

Il est prêt à renoncer à la production des états de compte et à rejeter la demande concernant la correspondance entre les membres des corps municipaux et le ministre, mais il tient à la correspondance entre le ministère de la Voirie et les municipalités, qui est très intéressante.

Quant au travail que cela impose, il s'accomplira plus vite qu'on ne pense si on y met tous les employés inutiles qui sont trois ici à ouvrir une porte, si on y met le ministre de la Voirie lui-même, car le chef réel du département, ce n'est pas lui, mais M. Michaud. Les énormités dont parle le premier ministre ne sont peut-être pas dans le travail de compilation, mais dans la façon dont a été administré le département de la Voirie.

Il est certain que, si le gouvernement met tant de mauvaise volonté à répondre à mes questions, il va me forcer à conclure qu'il y a anguille sous roche.

Si le ministère de la Voirie est bien organisé, il devrait être capable de fournir cette information à la Chambre, fait-il remarquer. Ces documents sont

nécessaires afin de nous permettre de discuter de la politique gouvernementale des chemins. Il est du devoir du ministre de satisfaire à ce genre de requête venant d'un député. J'ai déjà demandé une enquête sur la construction des routes cette information viendrait à point en ce moment.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) précise davantage ce qu'il veut savoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis prêt à accorder trois jours au gouvernement pour examiner la correspondance et voir s'il n'y trouverait pas quelque chose qui pourrait nous scandaliser.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que le gouvernement n'a jamais refusé de fournir de tels renseignements, mais il souligne la tâche gigantesque que cela représente.

Il dit que la production de ces documents est à peu près impossible, même l'échange de la correspondance. Le premier ministre promet au député de Deux-Montagnes qu'on lui donnera une réponse définitive dans quelques heures, quand on aura discuté les moyens de compiler les dossiers qui, dit le premier ministre, ont chacun, à peu près, une épaisseur de 10 à 12 po.

La séance est levée à 3 h 45.



Séance du mercredi 19 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- de J.-W. Domville et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Co." (M. Francoeur);
- de The Mechanics Institute of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Finnie);
- de Sunday School Union, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Finnie);
- de The Quebec Central Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Godbout);
- de Gilles-R. Amiot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Bugeaud);
- de J.-B. Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi révoquant la loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section a (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);
- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);
- de J.-P.-P. Caumartin, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de pratiquer la profession d'avocat (M. Mayrand);
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Mayrand);
- de la ville de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Robert, Saint-Jean);
- du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église dans ladite paroisse (M. Robert, Rouville).

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées, lues et reçues par la Chambre:

- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation (M. Cannon);
- de la ville de Roberval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Galipeault);
- de Mgr C.-A. Marois et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Œuvre de la propagation de la foi de Québec" (M. Leclerc);
- de dame Helmina Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi pour changer les fiduciaires d'une partie du capital-actions de La Presse Publishing Co. Ltd. (M. Lévesque);
- d'Albert Lavigne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);
- de E. Chaussé, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);
- de Hormisdas Hudon-Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Union du travail" (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la municipalité scolaire du village de la Côte de la Visitation, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la Commission des écoles catholiques de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de J.-A. Desrosiers et autres, demandant l'adoption d'une loi leur conférant certains pouvoirs en leur qualité d'exécuteurs de feu Jean de la Croix Joseph Comte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Donald Russell Mackay et d'Élie Jobin, demandant respectivement une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres;

- de Mgr C.-A. Marois et autres, demandant une loi constituant en corporation le Chapitre de Québec;

- de M. B. Davis et autres, demandant une loi constituant en corporation The Federation of Jewish Philanthropies of Montreal;

- de la cité de Westmount, de la cité des Trois-Rivières, de la cité de Maisonneuve, de la cité de Montréal et de The Natural History Society of Montreal, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- des révérendes sœurs de la Charité de Québec, demandant une loi annexant certains terrains à la paroisse de Saint-Michel-Archange et pour d'autres fins.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Trahan (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 106 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Westmount**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount.

Ce bill a pour but de permettre au conseil, sans être tenu d'obtenir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ou des électeurs, de contracter des emprunts temporaires n'excédant pas le quart du revenu de la municipalité alors dû et exigible.

Il demande également que soit abolie la mesure qui interdit au conseil d'imposer certains droits annuels ou taxes de plus de \$200 sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, etc.

Il demande de plus que les taxes municipales et l'indemnité dues à la ville pour l'eau, la lumière, etc., ainsi que l'intérêt sur ces taxes constituent une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Société d'histoire naturelle à Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 103 amendant la charte de The Natural History Society of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Federation of Jewish Philanthropies of Montreal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Donald Russell Mackay**

**M. Vilas (Brome)** demande la permission de présenter le bill 136 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Donald Russell Mackay au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Maisonneuve**

**M. Reed (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Élie Jobin**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 71 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Élie Jobin au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Paroisse de Saint-Michel-Archange**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 70 amendant la loi 60

Victoria, chapitre 72, concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Le Chapitre de Québec**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 52 constituant en corporation le Chapitre de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Compagnies de chemins à barrières de péage**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission d'introduire le bill 15 amendant la loi 5 George V, chapitre 12, relativement aux compagnies de chemins à barrières de péage.

Le but de cette mesure est de faire concorder la version anglaise avec la version française de la loi en ce qui concerne le contrôle donné à la Commission des services d'utilité publique pour ces chemins.

Le projet de loi permet de payer une indemnité à la Commission des barrières de péage de la rive nord qui a récemment démissionné en bloc, à la suite d'un ordre de la Commission des services d'utilité publique qui l'enjoignait d'avoir à réparer ces chemins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1915. (Document de la session no 7)

### **Questions et réponses:**

#### **Ingénieurs du ministère de la Voirie**

**M. Labissonnière (Champlain):** 1. Quels sont les ingénieurs employés par le département de la

Voirie? Quelle est la date de leurs diplômes? Par qui ces diplômes leur furent-ils octroyés?

2. Quel est le salaire de chacun de ces ingénieurs?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1 et 2. (Voir le tableau à la page suivante).

Question no 1			Question no 2
A Quels sont les ingénieurs employés par le département de la Voirie?	B Quelle est la date de leurs diplômes?	C Par qui ces diplômes leur furent-ils octroyés?	D Quel est le salaire de chacun de ces ingénieurs?
Henry, Gabriel	1886	École centrale des arts et manufactures, Paris, France Membre associé de la Société des ingénieurs civils, 1899	\$ 2,700.00
Fraser, Alex	1909	Université Laval - École polytechnique de Montréal	1,900.00
Rousseau, T.-E.	1908	Université Laval - École polytechnique de Montréal Arpenteur géomètre de la province de Québec, 1914 Membre associé de la Société des ingénieurs civils, 1913	1,250.00
Montreuil, J.-O.	1890	Diplômé maître des arts - Collège d'Arthabaskaville - Membre associé de la Société des ingénieurs civils, 1904 - Membre de ladite société en 1913	1,800.00
Dansereau, J.-A., lt-col.		Collège militaire de Kingston (M. Dansereau étant en service actif à l'armée, il n'est pas possible d'obtenir plus de détails à son sujet.)	1,350.00
Gauvreau, E.-W.	1912	Université Laval - École polytechnique de Montréal	1,400.00
Paradis, Alph.	1912	Université Laval - École polytechnique de Montréal	950.00
Pépin, Abias	1914	Université Laval - École polytechnique de Montréal	1,250.00
Ahern, F.-X.	1914	Université Queen's, Kingston, Ont.	1,200.00
Héroux, J.-E.	1915	Université Laval - École polytechnique de Montréal	1,080.00
Lessard, John	1898	Collège militaire de Kingston, Ont.	1,250.00
Veilleux, Wm-H.	1912	Université McGill, Montréal	1,200.00
Lefebvre, Jos-A.	1915	Membre associé de la Société des ingénieurs civils	1,250.00

### Chemins et ponts de colonisation

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** 1. Quel est le montant des deniers dépensés ou octroyés pour chemins et ponts de colonisation dans cette province, depuis le 30 juin 1915 jusqu'à ce jour?

2. Comment ce montant a-t-il été réparti ou distribué entre les divers comtés de la province?

### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$168,388.52.

2. (Voir la liste ci-dessous)

1. \$ 168,388.52

2. Argenteuil	\$ 200.00
Arthabaska	700.00
Beauce	2,518.41
Bellechasse	3,074.70
Berthier	400.00
Bonaventure	10,018.49
Chicoutimi	7,820.62
Charlevoix-Saguenay	5,609.45
Champlain	1,515.36
Compton	1,899.91
Dorchester	3,569.67



Drummond	700.00
Frontenac	2,472.39
Gaspé	6,662.07
Îles-de-la-Madeleine	2,589.62
Joliette	2,690.97
Kamouraska	1,025.41
Labelle	11,391.24
Lac-Saint-Jean	8,206.40
Lotbinière	3,323.35
L'Islet	250.00
Maskinongé	950.00
Matane	7,600.59
Mégantic	2,368.97
Montmagny	2,298.60
Montmorency	994.40
Montcalm	2,599.50
Nicolet	1,524.98
Ottawa	13,373.19
Pontiac	600.00
Portneuf	4,534.46
Québec	558.73
Richmond	800.00
Rimouski	5,494.00
Saint-Maurice	948.33
Sherbrooke	342.00
Shefford	300.00
Témiscamingue, y compris l'Abitibi	40,579.06
Témiscouata	5,383.65
Terrebonne	500.00

#### **Agriculture, subvention du gouvernement fédéral**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle somme ou subvention le gouvernement fédéral a-t-il versé entre les mains du gouvernement de cette province pour l'encouragement à l'agriculture, durant l'exercice finissant le 30 juin 1915?

2. À quelles fins cette somme ou subvention a-t-elle été employée?

3. Mêmes questions pour l'exercice en cours.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. \$187,409.16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1915.

2. Cette subvention a été employée aux fins suivantes: aviculture, culture des fruits, industrie du bacon, écoles d'agriculture, enseignement agricole dans les académies, écoles rurales et normales, agronomes de districts, Union expérimentale, luzerne et trèfle, sélection des semences, apiculture, industrie du tabac, industrie laitière, drainage, économie domestique, sucre d'érable, conférences.

3. \$215, 310.70, pour l'exercice finissant le 30 juin 1916. Cette subvention est employée aux fins suivantes: aviculture, arboriculture, industrie du bacon, écoles d'agriculture, enseignement agricole dans les académies, écoles rurales et écoles normales, agronomes, Union expérimentale, luzerne et trèfle, sélection des semences, apiculture, industrie du tabac, industrie laitière, drainage, enseignement ménager, sucre d'érable, conférences, publications, etc.

#### **Demande de documents:**

#### **Ministère de la Voirie et municipalités**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Anselme et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Hénédine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Anicet et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Alexandre et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Hemmingford et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Hélène et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Pacôme et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la Grosse-Île et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Havre-Aubert et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Havre-aux-Maisons et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Hermas et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Narcisse et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Philomène et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du Très-Saint-Sacrement et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Dominique-de-Jonquière et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Fulgence et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Ambroise et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Louis-Nazaire et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Isidore et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Maxime et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Adopté.

### **Ville-Marie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le premier ministre et des officiers ou des membres de la chambre de commerce ou du conseil municipal de Ville-Marie.

Adopté.

### **Colonisation et chemin de fer, comté de Témiscamingue**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministère de la Colonisation et les citoyens du comté de Témiscamingue, relative à la colonisation ou à la construction d'un chemin de fer, depuis 1912 jusqu'à ce jour.

Adopté.

### **Ministère de la Voirie et municipalités**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Roch et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Joseph-de-Deschambault et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Catherine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Casimir et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Marie-de-Monnoir et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Ours et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de La Présentation et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du village du Lac Weedon et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Madeleine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du Très-Saint-Rédempteur et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Jeanne, Île-Perrot, et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Ham-Nord et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Joseph-de-Ham-Sud et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Stratford et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Weedon et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Dudswell et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du village de Beaulac et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du village de Marbleton et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton Wotton et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Camille et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton Garthby et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Gérard-Majella et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-André et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la Rivière-Ouelle et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Hébertville et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton Normandin et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Amédée et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Péribonka et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Bruno et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Joseph-d'Alma et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Gédéon et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Hedwidge et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Notre-Dame-d'Hébertville, village, et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Méthode et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Prime et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Henri-de-Taillon et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Louis-de-Métabetchouan et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-François-de-Sales et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Lin et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Paulin et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Précieux-Sang et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Angele-de-Laval et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du village de Laval et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Samuel-de-Horton et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Basile et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre les conseils des municipalités du village et de la paroisse de Saint-Benoît et le ministère de la Voirie, depuis 1913 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre les conseils des municipalités du village et de la paroisse de Saint-Eustache et le ministère de la Voirie, depuis 1913 jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance entre les secrétaires ou l'un des membres des conseils municipaux des comtés d'Argenteuil, Arthabaska, Bagot, Beauce, Beauharnois, Berthier, Bellechasse, Bonaventure, Brome, Chambly, Champlain, Charlevoix, Châteauguay, Chicoutimi, Compton, Deux-Montagnes, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gaspé, Huntingdon, Iberville, Îles-de-la-Madeleine, Joliette, Kamouraska, L'Islet, Labelle, Lac-Saint-Jean, L'Assomption, Lévis, Lotbinière, Maskinongé, Matane, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Napierville, Nicolet, Ottawa, Pontiac, Portneuf, Québec, Richmond, Richelieu, Rimouski, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Shefford, Soulanges, Sherbrooke, Stanstead, Témiscamingue, Témiscouata, Terrebonne, Vaudreuil, Verchères, Wolfe, Yamaska et le Trésor de la province relative à la Voirie pour 1914-1915.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** exhibe à la Chambre une couple d'échantillons des dossiers demandés. Ce sont des dossiers énormes, ayant chacun une dizaine de pouces d'épaisseur. Il déclare qu'on ne pouvait guère les publier à moins d'une somme de \$20,000.

Il n'a aucune objection à faire copier ces dossiers, bien qu'il pût s'appuyer sur de bonnes autorités pour refuser de le faire. Seulement, cela va occasionner une dépense énorme et prendre beaucoup de temps. Tous les députés, tout le monde peut aller consulter ces dossiers au ministère de la Voirie. Il ne veut cependant pas refuser la demande. Il ne veut pas que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dise, durant la session et durant la vacance parlementaire, que le gouvernement refuse de donner à l'opposition les renseignements qu'elle désire sur la voirie.

**Une voix:** Le transport de ces dossiers au parlement va nécessiter deux ou trois charriots.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas embarrasser le gouvernement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le gouvernement n'est pas embarrassé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soutient que cela ne coûterait pas si cher. La politique des chemins du gouvernement, dit-il, mérite d'être discutée à fond. Les députés ont le droit de connaître ce qui se passe dans le département de la Voirie et de le faire connaître aux électeurs.

Le premier ministre (l'honorable M. Gouin), le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et surtout le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) ont vanté les améliorations accomplies dans la construction des chemins. Cela a exigé et exigera encore une dépense de plusieurs millions de dollars. L'opposition soutient que le défaut de méthode du gouvernement et l'incompétence de la plupart des officiers que l'on a employés ont entraîné un grand nombre de municipalités dans des dépenses exorbitantes et inutiles pour l'achat d'outillages inférieurs qu'on leur imposait presque de force, des chemins qui se détériorent aussitôt et qu'ainsi le gouvernement a gaspillé pour des milliers de piastres en travaux de voirie parfaitement inutiles et à recommencer.

Le gouvernement nous répond, ajoute-t-il, chaque fois que nous parlons de voirie: Vous calomniez la province, car notre politique de la voirie est la meilleure qu'il y ait en Amérique. L'opposition rétorque: Déposez la correspondance entre le ministère de la Voirie et les municipalités qui se sont mises sous la loi des chemins et nous allons vous prouver ce que nous avançons. On nous dit que c'est un long travail que la copie de cette correspondance; alors que l'on fasse travailler les centaines d'employés et de clerks sessionnels qui passent le temps de la session à errer comme des âmes en peine dans les corridors de l'Hôtel du gouvernement.

Il fait remarquer que *Le Soleil* trouve que sa curiosité coûte cher. Il prétend que sa curiosité coûtera encore moins cher au gouvernement que ne coûte *Le Soleil* lui-même.

On devrait supprimer seulement la moitié des faveurs au *Soleil* et au *Canada*, faveurs qui coûtent bien cher à la province et qui lui rapportent bien peu. Ce que je demande, ajoute-t-il, n'exigera pas un travail plus considérable que si chaque député demandait la production de documents pour un comté seulement. Or, je fais, moi, ce que chaque député pourrait et devrait faire.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le gouvernement, en s'appuyant sur des mesures constitutionnelles indiscutables, pourrait refuser de produire les quantités énormes de documents que demande l'opposition, mais il ne veut pas donner à

son adversaire la chance de crier un peu partout dans la province que le gouvernement a peur de produire les correspondances échangées entre le ministère de la Voirie et les secrétaires des diverses municipalités. On produira les documents et les correspondances, et la responsabilité de l'argent qui sera déboursé à cette fin reposera sur la conscience du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), le plus zélé des membres de l'opposition!

La proposition est adoptée.

#### **Comité permanent des bills privés**

**M. Desaulniers (Chambly)** annonce que le comité permanent des bills privés ne commencera à siéger que mardi prochain. Il prie tous les intéressés d'être présents lorsque leurs bills seront appelés sur le rôle, car ils seront alors relégués après les autres.

#### **Chambre des notaires**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant le Code du notariat relativement à certaines réglementations par la Chambre des notaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de permettre à la Chambre des notaires de faire des règlements pour régulariser elle-même les brevets de cléricature des étudiants en notariat sans qu'il soit besoin de bills pour modifier les contributions de ses membres et les salaires de ses officiers, etc.

Ce projet de loi donnerait à la Chambre des notaires les mêmes pouvoirs que ceux du Barreau pour sa régie interne.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** fait remarquer que cela allait un peu loin. On veut faire, dit-il, de la Chambre des notaires un petit groupe qui sera roi et maître dans la profession.

**M. Lévesque (Laval):** La Chambre des notaires ne demande pas autre chose que ce que possède le Barreau.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Municipalité scolaire de la cité de Maisonneuve**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 annexant la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** fait remarquer que tous ces bills d'annexion de commissions scolaires devraient être présentés à la charge du gouvernement, car ces bills ne sont pas précisément des bills privés.

Il demande que le bill soit référé au comité de législation.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Institution catholique des sourds-muets**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Alexander Walker Thornton**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Alexander Walker Thornton au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Moe Newton Fineberg**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Moe Newton Fineberg au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée.

---





Séance du jeudi 20 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément suivies et déposées sur la table:

- de Joseph Bernard et autres, demandant une loi amendement la charte de la cité des Trois-Rivières (M. Labissonnière);
- d'Alex Mackay et autres, demandant une loi constituant en corporation le cimetière protestant de Danville (M. Bullock).

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de J. W. Domville et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Co." (M. Francoeur);
- de the Mechanics Institute of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Finnie);
- de Sunday School Union, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Finnie);
- de The Quebec Central Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Godbout);
- de Gilles-R. Amiot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Bugeaud);
- de J.-B. Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi révoquant la loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section a (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);
- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);
- de J.-P.-P. Caumartin, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de pratiquer la profession d'avocat (M. Mayrand);

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Mayrand);

- de la ville de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Robert, Saint-Jean);

- du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église dans ladite paroisse (M. Robert, Rouville);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gendron).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Louis Bolduc et autres, demandant de voter une loi constituant en corporation la ville de Québec-Ouest;

- de la corporation du village de Dorion, demandant une loi constituant en corporation la ville de Dorion;

- de dame Élisabeth Ribotta et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie dites de Sainte-Chrétienne;

- et de Maurice Goudrault, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

### Ville de Dorion

**M. Pilon (Vaudreuil)** demande la permission de présenter le bill 86 constituant en corporation la ville de Dorion.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### M. Maurice Goudrault

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Goudrault au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Ville de Québec-Ouest

**M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Curateurs de faillites

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 16 modifiant l'article 892 du Code de procédure civile.

Le projet de loi concerne les devoirs des curateurs de faillites.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Serment d'office des commissaires et des syndics d'écoles

**M. Phaneuf (Bagot)** demande la permission de présenter le bill 171 amendant la loi de l'instruction publique relativement au serment d'office que doivent prêter les commissaires et les syndics d'écoles.

Le projet de loi oblige les commissaires et les syndics d'écoles à prêter le serment d'office tout comme le font les autres fonctionnaires publics administrant des deniers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Limites de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan

**M. Morin (L'Islet):** 1. La Compagnie de pulpe de Métabetchouan obtient-elle des limites du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'étendue de ces limites?

3. Où sont-elles situées?

4. Combien le gouvernement a-t-il perçu de ces limites?

5. Quels ont été les secrétaires de cette compagnie depuis son existence?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. Oui.

2. 175,314 milles carrés.

3. Sur la rivière Métabetchouan, dans l'agence du Lac-Saint-Jean-Centre.

4. \$16,593.25.

5. Le gouvernement l'ignore.

### Dépenses de la Commission des eaux courantes

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel fut le montant des dépenses de la Commission des eaux courantes, chaque année, depuis sa création jusqu'à ce jour?

#### L'honorable Mitchell (Richmond):

Année 1911-1912 .....	\$ 9,313.80
" 1912-1913 .....	23,282.50
" 1913-1914 .....	30,050.15
" 1914-1915 .....	45,453.27
" Du 1 <sup>er</sup> juillet 1915 au 18 janvier 1916.....	27,500.00

### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Mitchell,** trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1917, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 20 janvier 1916

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que ce message et le budget des dépenses de l'exercice finissant le 30 juin 1917 soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** M. l'Orateur, le 21 janvier dernier, lorsque j'avais l'honneur de soumettre à la Chambre l'état financier annuel de la province, avant que cette Chambre siègeât comme comité des subsides, je fis allusion à la guerre dévastatrice qui régnait en Europe et je

conseillais à tous, gouvernements, corporations et individus, d'user de prudence, d'économie et de parcimonie dans la conduite de leurs affaires. Cet avis, je crois que le gouvernement l'a rigoureusement suivi, comme en témoignent les états que je vais vous soumettre.

Mais, malheureusement, depuis cette date, la guerre a pris des proportions encore plus grandes qu'on ne le prévoyait alors, de fait, des proportions telles qu'il est presque impossible d'en concevoir l'énormité, les ruines qu'elle sème et la destruction en propriétés et en vies humaines dont elle est la cause. J'en conclus que non seulement il n'y a pas lieu de se montrer moins sévère, mais, pour tous, d'être encore plus prudents, plus économes et plus parcimonieux que jamais, car, si nous ignorons ce que l'avenir nous réserve, nous savons que plus nous serons prudents, plus nous serons économes, meilleure sera notre situation financière et économique, et que plus nous aurons de vigueur économiquement et financièrement, plus le Canada grandira et s'affermira.

Heureusement, le commerce dans toute la province s'est notablement amélioré, ce qui est dû, en partie, il n'en faut pas douter, aux commandes de guerre et aux prix élevés qu'ont atteints tous les produits agricoles.

Les agriculteurs du pays, grâce à leur prévoyance et à leur énergie, ont su augmenter leur production dans une mesure considérable, et ils ont pu disposer de ces produits à des prix très rémunérateurs, ce qui a eu pour effet tout naturellement d'améliorer partout et dans toutes les branches le trafic et le commerce, et de maintenir sur un pied aussi élevé que possible, durant cette crise, les industries de cette province.

L'an dernier, j'étais heureux de pouvoir assurer à la Chambre que la province avait superbement tenu face à la crise et, de nouveau, nous pouvons dire que, dans cette deuxième année de guerre, la province de Québec a été encore plus ferme dans l'épreuve, car, toutes choses bien considérées, il nous est permis de soumettre à la Chambre et au pays l'un des états financiers les plus satisfaisants sinon le plus satisfaisant que nous ayons eu l'honneur de leur présenter, état de compte que sauront justement et sincèrement apprécier, nous en sommes sûrs, et les honorables membres de cette Chambre et toute la population de la province.

Sans plus de discussion sur l'état de choses financier en général, je vais essayer de soumettre à la Chambre, sous une forme aussi concise que possible, les résultats des opérations financières de la province durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1915.

#### Année fiscale 1914-1915

Les prévisions des revenus et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1915 étaient comme suit:

Revenu ordinaire.....	\$ 7,777,956.32
Dépense ordinaire et extraordinaire.....	<u>7,439,534.72</u>
Surplus en prévision.....	<u>338,421.60</u>

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit:

Revenu ordinaire.....	\$ 9,597,925.67
Dépense ordinaire .....	<u>8,330,257.01</u>
Surplus .....	1,267,668.66

Les dépenses extraordinaires pour l'année, cependant, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$ 380,258.63, ce qui laisse un surplus réel de revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de \$ 887,410.03.

En plus des dépenses ordinaires et extraordinaires, les montants suivants ont été donnés comme contributions de guerre, "viz":

Don de la province au gouvernement impérial de la Grande-Bretagne.....	\$ 623,897.56
Souscription pour l'hôpital des paroisses canadiennes-françaises à Paris .....	5,000.00
Comité de secours pour les victimes de la guerre de Belgique.....	25,000.00
Comité de secours national de France, Paris .....	<u>39,096.46</u>
Total .....	<u>\$ 692,994.02</u>

Par conséquent, le surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires et les contributions de guerre a été de \$194,416.01.

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$1,819,969.35, et la prévision des dépenses ordinaires et extraordinaires a été dépassée de \$1,270,980.92.

(Voir état no 1)

### **Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1914-1915**

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions:

Terres et Forêts .....	\$ 140,347.45
Intérêt sur prêts et dépôts .....	54,865.19
Timbres judiciaires.....	182,693.30
Fonds de bâtisses et des jurés.....	58,915.79
Licences .....	186,767.43
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	132,977.87
Droits sur les successions.....	760,853.15
Loi des véhicules-moteurs .....	130,224.67
Entretien des aliénés .....	57,554.79
Entretien des écoles de réforme et d'industrie .....	20,353.02
Et il y a eu d'autres petits services de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de .....	\$78,705.33

(Voir état no 2)

### **Comparaison avec les prévisions Dépenses ordinaires, 1914-1915**

Les dépenses pour les services suivants ont excédé les prévisions des sommes suivantes:

Dette publique.....	\$ 343,195.54
Législation.....	45,449.18
Gouvernement civil.....	69,578.94
Administration de la justice .....	\$ 176,839.07
Juges des cours des sessions de la paix, etc. ....	<u>7,800.00</u>
	184,639.07
Instruction publique .....	42,731.80
Asiles d'aliénés.....	48,000.00
Écoles de réforme et d'industrie.....	19,000.00
Hygiène .....	1,200.00
Colonisation et Immigration .....	31,750.00
Mines, Chasse et Pêche, Service d'enregistrement (cadastre).....	2,201.10
Travaux publics (ordinaires).....	45,306.53
Travaux publics (extraordinaires).....	66,758.63
Travail.....	3,651.25
Agriculture .....	60,900.95
Voirie .....	91,226.00
Terres et Forêts .....	62,816.95
Charges sur le revenu.....	55,403.97
Services divers .....	71,176.52
Paiements aux shérifs à même leurs perceptions, Fonds de bâtisses et des jurés.....	<u>26,332.16</u>
	\$ 1,271,318.59

**Comparaison avec les prévisions  
Dépenses ordinaires, 1914-1915 (suite)**

La dépense pour le service suivant a été moins élevée que la prévision:	
Inspection des bureaux publics .....	337.67
La dépense ordinaire réelle a excédé la prévision de.....	<u>\$ 1,270,980.92</u>

(Voir état no 3)

**Opérations de caisse en 1914-1915**

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1914, il y avait dans diverses banques la somme de .....	\$ 973,347.99
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à.....	<u>531,862.69</u>
	\$ 441,485.30

Les recettes du 1<sup>er</sup> juillet 1914 au 30 juin 1915 ont été comme suit:

Revenu ordinaire.....	\$ 9,597,925.07
Dépôts en fidéicommiss .....	446,392.52
Vente des terrains de l'exposition, Montréal.....	414.67
Vente de la propriété no 76, rue Saint-Gabriel, Montréal.....	1,000.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences d'hôtel, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (acompte).....	30,924.29
Emprunt des bons chemins, en vertu de 3 George V, chapitre 21, sections 6 et 7.....	2,728,651.04
Emprunts temporaires .....	4,000,000.00
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2 .....	<u>5,979,000.00</u>
	\$22,784,308.19

Paiements du 1<sup>er</sup> juillet 1914 au 30 juin 1915:

Dépenses ordinaires .....	\$ 8,330,257.01	
Dépenses extraordinaires .....	380,258.63	
Contributions de guerre.....	692,994.02	
Dépôts en fidéicommiss .....	280,906.05	
Nouvelle prison, district de Montréal .....	95,899.37	
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00	
Loi des bons chemins, 1912.....	5,713,082.85	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	13,761.81	
Terrain pour le palais de justice de Montréal.....	66,000.00	
Avances pour payer les indemnités aux hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8.....	380,000.00	
Remboursement d'emprunts temporaires.....	<u>5,460,000.00</u>	
	\$21,413,909.74	
Excédent des recettes .....		<u>\$ 1,370,398.45</u>
Balance.....		\$ 1,811,883.75
"Viz":		
Le 30 juin 1915, il y avait en dépôts dans diverses banques .....	\$ 2,612,159.90	
Sur quoi, il y avait à payer, à la même date, des mandats en cours au montant de.....	<u>800,276.05</u>	
		<u>\$ 1,811,883.75</u>

**Comparaison des recettes ordinaires de 1914-1915  
avec celles de 1913-1914**

Le total des recettes ordinaires pour 1914-1915 a été de:.....	\$ 9,597,925.67
Le total des recettes ordinaires pour 1913-1914 a été de:.....	<u>9,000,376.73</u>
Augmentation dans les recettes de 1914-1915 de.....	<u>\$ 597,548.94</u>

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1913-1914, "viz":

Terres et Forêts .....	\$ 63,127.27
Administration de la justice .....	160,593.60
Licences, etc.....	59,170.51
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	57,884.84
Droits sur les successions.....	56,373.60
Loi des véhicules-moteurs .....	57,648.82
Loi des distributeurs automatiques .....	10,965.00
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires.....	963.00
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires .....	797.00
Percentage sur honoraires des officiers publics .....	1,139.59
Législation.....	4,626.09
Entretien des aliénés .....	35,890.91
Écoles de réforme et d'industrie.....	13,214.98
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	17,864.57
Service civil, contributions au fonds de pension .....	1,419.43
Loi des assurances, revenu.....	58.44
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	382.24
Intérêt sur dépôts et placements .....	47,909.90
Prime, escompte et change.....	4,324.57
Intérêt reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	68,188.07
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20.....	<u>20,093.00</u>
	<u>\$ 682,635.43</u>

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées que celles de 1913-1914, viz:

Puissance du Canada.....	\$ 82.40
Mines, Chasse et Pêche.....	97.30
Timbres d'enregistrement.....	19,141.03
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.....	33,500.54
Taxe sur mutations de propriété (arrérages) .....	224.60
Revenu casuel .....	14,648.25
Vues animées, honoraires et amendes .....	9,456.00
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	85.14
Remboursement des subventions aux chemins de fer, taxe.....	7,424.84
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	72.37
Voie Édouard VII, matériaux vendus .....	34.02
Prêt aux incendiés de Québec .....	<u>320.00</u>
	<u>85,086.49</u>
Augmentation nette en 1914-1915.....	<u>\$ 597,548.94</u>

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1914-1915  
avec celles de 1913-1914**

Total de la dépense ordinaire en 1914-1915 .....	\$ 8,330,257.01
Total de la dépense ordinaire en 1913-1914 .....	<u>8,091,726.66</u>
Augmentation des dépenses ordinaires en 1914-1915 .....	<u>\$ 238,530.35</u>

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1913-1914, "viz":

Dette publique .....	\$ 293,150.90
Législation .....	4,504.42
Gouvernement civil .....	28,794.61
Administration de la justice .....	53,249.13
Instruction publique .....	41,209.54
Hygiène .....	1,200.00
Travaux publics (ordinaires) .....	39,597.30
Travail .....	3,110.81
Institutions de bienfaisance .....	6,150.00
Asiles d'aliénés .....	34,957.27
Écoles de réforme et d'industrie .....	195.05
Paiements faits par les shérifs à même les perceptions, Fonds de bâtisses et des jurés .....	<u>8,051.68</u>
	<u>\$ 514,170.71</u>

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1913-1914, "viz":

Agriculture .....	\$ 51,979.34
Voirie .....	129,086.60
Terres et Forêts .....	24,247.30
Colonisation, Mines et Pêcheries et Immigration .....	30,773.91
Charges sur le revenu .....	31,989.55
Services divers .....	<u>7,563.66</u>
	<u>275,640.36</u>

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1914-1915 sur celles de 1913-1914 .....	<u>\$ 238,530.35</u>
---	----------------------

Les dépenses extraordinaires pour travaux et édifices publics durant l'année 1914-1915 ont été de \$152,382.64 moins élevées qu'en 1913-1914.

La balance des subventions en argent aux chemins de fer et des subventions en terre converties en argent, autorisées par les lois de la législature mais non gagnées au 30 juin 1915, était de \$6,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1915**

**Passif**

Dette consolidée courante avant la conversion .....	\$32,745,389.39
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>
	\$34,488,916.22
Puissance du Canada, balance de comptes au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1915 (suite)**

Puissance du Canada, prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O .....	25,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....	642,316.84
Mandats non payés.....	800,276.05
Obligations du palais de justice de Québec .....	67,800.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....	<u>60,000.00</u>
	\$37,557,918.74

**Actif**

Fonds d'amortissement:	
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque .....	\$ 692,580.00
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec .....	<u>67,800.00</u>
	\$ 760,380.00
Placement en actions inscrites 3% de la province de Québec.....	522,686.77
Placement en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	<u>82,568.45</u>
	\$ 1,365,635.22
Puissance du Canada:	
Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	1,164,490.35
Argent en banque .....	2,612,159.80
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000.00
Avances à diverses personnes.....	107,437.29
Avances pour payer les indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8.....	349,075.71
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	74,627.26
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,608,101.26
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	37,914.40
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	67,800.00
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$ 33,976.81
Fonds d'amortissement, comprenant les dépôts en fidéicommiss .....	<u>26,023.19</u>
	<u>60,000.00</u>
	\$ 9,537,852.54
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1915 .....	<u>\$28,020,066.20</u>



**Dette consolidée**

Le 30 juin 1914, la dette consolidée en cours était de .....	\$25,847,985.49
Le 30 juin 1915, la dette consolidée en cours était de .....	<u>34,488,916.22</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1914-1915 .....	\$ 8,640,930.73

Justifié comme suit:

Réduction:	
Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées .....	\$ 134,125.33
Augmentation:	
Emprunt de la voirie en vertu de	
3 George V, chapitre 21 .....	\$ 2,775,056.06
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2 .....	<u>6,000,000.00</u>
	<u>\$ 8,775,056.06</u>
	<u>\$ 8,640,930.73</u>

La dette consolidée au 30 juin 1915, consistant en obligations et actions courantes de divers emprunts de la province de Québec, était de.....	\$34,488,916.22
Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à .....	<u>1,365,635.22</u>
Soit une balance nette de dette consolidée de .....	<u>\$33,123,281.00</u>

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1915 accuse une augmentation, sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1914, de \$8,544,114.51.

Cette augmentation est due à l'émission de \$2,775,056.06 d'actions enregistrées, au compte des

emprunts pour la voirie autorisée par 3 George V, chapitre 21, et \$6,000,000 de débentures en vertu de 5 George V, chapitre 2; moins \$134,125.33 de bons rachetés de l'emprunt de 1880 et \$96,816.22 placées au compte des fonds d'amortissement.

**Dette non consolidée**

Au 30 juin 1915, la dette non consolidée consistait en:

Dépôts en fidéicommis .....	\$ 642,316.84
Mandats non payés.....	800,276.05
Puissance du Canada, balance de comptes au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63
Puissance du Canada, prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O .....	<u>25,000.00</u>
	<u>\$ 2,941,202.52</u>

Par contre, il y avait à la même date:

Argent en banque .....	\$ 2,612,159.80
Réclamations contre des personnes et des corporations	
pour prêts et avances.....	461,513.00
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice, avances .....	74,627.26
Nouvelle prison, district de Montréal, avances.....	3,608,101.26
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances.....	85,611.25
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances.....	37,914.40
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	<u>1,164,490.35</u>
	<u>8,044,417.32</u>
Ce qui laisse un surplus d'actif sur la dette non consolidée de .....	<u>\$ 5,103,214.80</u>

**Année courante**

Les recettes provenant du revenu ordinaire, pendant les six mois finissant le 31 décembre 1915, accusent une augmentation nette de \$337,332.34 sur celles de la période correspondante de l'année précédente. Toutes les sources de revenus, à l'exception de quatre, accusant ensemble une diminution de \$38,831.96, ont donné des augmentations satisfaisantes et, à la fin de l'année fiscale, elles dépasseront probablement les prévisions de plus de \$400,000.

Il y aura aussi une augmentation importante sur les prévisions dans les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'année fiscale courante, quoique ces dépenses pour les premiers six mois fussent moins élevées de \$309,479.43 que celles des premiers six mois de la dernière année fiscale. Sur cette augmentation, une dépense de \$135,165 a été autorisée par la législation de la dernière session, cette somme devant être versée durant l'année courante au compte de la part du gouvernement dans le coût de construction des ponts en fer sur les rivières Nicolet, Gatineau et Richelieu, ainsi que pour l'abolition des péages sur le chemin de Lachine, et les estimés supplémentaires qui seront soumis à la Chambre pourvoiront à des montants considérables requis pour les différents services, afin de compléter la dépense nécessaire de l'année courante, entre autres des plus importants, pour l'administration de la justice, l'agriculture, l'amélioration et l'entretien des chemins ruraux, les asiles d'aliénés et les écoles de réforme et d'industrie. Nous nous attendons toutefois à ce que cette augmentation de dépenses soit plus que compensée par une augmentation de revenus.

**Prévisions pour 1916-1917**

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1917, qui seront soumises à l'approbation de cette Chambre, ont été préparées, quant aux recettes, d'après une comparaison établie avec celles des années précédentes, en tenant compte des sérieux effets des conditions financières actuelles, et, quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil.

On trouvera dans les états soumis aux membres de cette Chambre des sommaires de ces prévisions.

Elles sont comme suit:

Revenu ordinaire.....	\$ 9,222,847.28
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	9,010,088.29
Surplus probable de revenu .....	\$ 212,758.99

Un item de \$300,000 a été inclus dans la prévision pour la dette publique afin de pourvoir à l'intérêt de tout prêt ou avance qui deviendrait nécessaire pour subvenir à une dépense additionnelle en vertu de la loi des bons chemins.

La dépense prévue sera augmentée de toute dépense additionnelle qui pourra être autorisée par statut pour les ponts en fer ou pour l'abolition des barrières et des péages, ou pour toute dépense à défrayer à même le revenu consolidé de la province.

**Emprunt spécial de \$6,000,000**

En vertu de la loi 5 George V, chapitre 2, des soumissions ont été demandées, par annonces dans les principaux journaux des cités de Montréal, Québec, Toronto, New York et Boston, pour l'achat de \$6,000,000 de bons (gold bonds) de la province de Québec, à trois ou cinq ans, datés du 1<sup>er</sup> avril 1915, portant intérêt au taux de 5% par année, payable semi-annuellement le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre; principal et intérêt payables en or à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal à New York, au choix du porteur, ces bons devant être de la dénomination de \$1,000 chacun, avec coupons d'intérêt y annexés.

En réponse à cet appel, six soumissions ont été reçues. La plus favorable, celle de MM. Tucker, Anthony & Company, de Boston, au taux de 99.65 pour cent, avec intérêt accru du 1<sup>er</sup> avril 1915, a été acceptée et le montant, "viz", \$6,006,123.33 a été remis par eux le 3 mai 1915.

Sur le produit de cet emprunt, nous avons remboursé l'emprunt temporaire de \$4,000,000 du 1<sup>er</sup> décembre 1914, et la balance du prix des bons a été employée à la réduction des avances faites à même le fonds du revenu consolidé, l'intérêt accru sur les bons reçus, soit \$27,123.33, étant porté au crédit du compte d'intérêt. Le total des dépenses encourues pour l'émission de l'emprunt s'est élevé à \$3,677.15, comprenant annonces, gravure et impression des bons, de même que leur livraison, ainsi qu'il appert des comptes publics, au chapitre des frais d'administration de la dette publique.

Je puis dire que la négociation de cet emprunt au prix obtenu a suscité les plus grands éloges des journaux de finances du Canada.

Cet emprunt a été fait aux meilleures conditions, à mon avis, que l'on ait pu trouver pour tout emprunt semblable depuis le commencement de la guerre; il a rapporté net à la province 99.65, plus l'intérêt accru, équivalant à 100.1083, tandis que la province d'Ontario, que l'on a citée tant de fois, n'a obtenu que 99.63 pour un emprunt de \$3,000,000 lancé dans des conditions pratiquement semblables.

Nous pouvons soutenir la comparaison très avantageusement avec la plupart des autres provinces, par exemple la province du Manitoba sur son emprunt de \$5,475,000, lancé pratiquement dans les mêmes conditions, qui n'a réalisé net que 97.84.

Je ne dis pas cela pour critiquer les emprunts faits par quelqu'une de ces provinces, mais c'est afin de faire comprendre à ceux qui ne cessent de dénigrer la province de Québec que, sur les marchés financiers du monde entier, quoi qu'en disent nos détracteurs, nous pouvons obtenir des prix aussi élevés sinon plus élevés que tout autre pour nos valeurs.

Cet emprunt spécial de \$6,000,000 a augmenté la dette consolidée courante de la province, comme je l'ai dit il y a un instant, mais, si vous vous en référez aux comptes publics, vous constaterez qu'au 30 juin 1897 la dette courante consolidée était de \$34,196,654.08, dont le fonds d'amortissement s'élevait à \$9,994,000, ce qui laissait une balance nette de dette consolidée de \$24,202,654.08.

Si vous comparez la balance nette de la dette consolidée de cette année-là avec la balance nette de la dette au 31 décembre dernier, \$33,034,279.75, vous constaterez que la dette nette consolidée depuis 1897 s'est accrue de \$8,831,625.67.

La dette nette consolidée per capita le 30 juin 1897, pour la population probable de cette année, était de \$15.43 et, le 30 juin dernier, la dette nette per capita n'était que de \$14.94.

L'augmentation nette de la dette consolidée, \$8,831,625.67, est évidemment petite si l'on veut bien prendre en considération que le gouvernement a dépensé des sommes considérables et a fait des avances excédant de beaucoup le montant dont s'est accrue la dette publique, telles qu'autorisées par différents actes de la législature, par exemple, entre autres, les avances faites en vertu de la loi des bons chemins de 1912, en vertu de laquelle on a dépensé une somme de \$12,300,300.06 à l'amélioration de la voirie dans toutes les parties de la province, ce qui est une dépense tenant plutôt de la nature du capital. Si le gouvernement a pu faire ces avances, c'est grâce

à la prudence, à l'économie et au soin dont il a su user dans son administration et qui lui ont permis d'accumuler des surplus d'année en année, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1904 jusqu'au 30 juin dernier, surplus qui s'élèvent aujourd'hui à la somme globale de \$6,220,832.79.

Tous ces faits et tous ces chiffres sont bien, je crois, la réponse la plus complète que l'on puisse opposer aux accusations lancées contre le gouvernement par des membres de l'opposition qui nient l'existence de surplus réels.

Il est très évident que, pour faire les avances considérables qui ont été faites en vertu de la loi des bons chemins et des autres lois ci-dessus mentionnées, il faut ou bien que nous ayons eu des surplus s'élevant à la somme susdite ou bien il faut démontrer que nous avons reçu de l'argent de quelque autre source ou de quelques autres sources. Et, pour donner satisfaction à nos critiques sur ce point, j'ai annexé un état des recettes totales et des dépenses totales depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1904, contenant toutes les recettes et toutes les dépenses depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1904 jusqu'au 30 juin 1915, au compte des emprunts, dépôts en fidéicommiss, subventions aux chemins de fer et autres comptes non imputables au fonds du revenu consolidé, "viz": (Voir le tableau à la page suivante)

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1904, il y avait en dépôts dans diverses banques .....	\$ 224,656.24
Sur ce montant, il y avait à payer à la même date des mandats spéciaux s'élevant à .....	<u>182,149.31</u>
Balance nette en main, le 1 <sup>er</sup> juillet 1904.....	\$ 42,506.93
De l'année finissant le 30 juin 1905 à l'année finissant le 30 juin 1915 inclusivement, le total des surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires s'est élevé à.....	<u>\$ 6,220,832.79</u> \$ 6,263,339.72
(Les dépenses extraordinaires ci-dessus mentionnées s'élevaient à \$2,495,854.03.)	
Du 1 <sup>er</sup> juillet 1904 au 30 juin 1915, il a été payé, en rachat d'emprunts, contributions de guerre, subventions aux chemins de fer, avances sur le fonds du revenu consolidé, en vertu de différents actes, remboursement de dépôts en fidéicommiss et autres comptes non imputables au fonds du revenu consolidé .....	\$35,244,730.65
Durant la même période, il a été reçu comme produit d'emprunts, du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O., des subventions aux chemins de fer, de la puissance du Canada, dépôts en fidéicommiss et autres sources non imputables au fonds du revenu consolidé.....	<u>30,793,274.68</u>
Payé à même les surplus.....	\$ 4,451,455.97
Le 30 juin 1915, il y avait en dépôt dans diverses banques .....	\$ 2,612,159.80
Et sur ce montant, à la même date, il y avait à payer des mandats en cours s'élevant à.....	<u>800,276.05</u>
Balance nette en main le 30 juin 1915 .....	<u>\$ 1,811,883.75</u> \$ 6,263,339.72

Il est évident, d'après cet état que je viens de lire à la Chambre, qu'il a été payé à même les surplus accumulés entre le 1<sup>er</sup> juillet 1904 jusqu'au 30 juin 1915 \$4,451,455.97 sur des comptes non imputables au fonds du revenu consolidé et que, le 30 juin 1915, l'argent en caisse s'élevait à la somme de \$1,811,833.75, et après en avoir déduit l'argent en main le 1<sup>er</sup> juillet 1904, \$42,506.93, il restera une balance de \$1,769,376.82 qui, ajoutée au montant des surplus accumulés, payés sur des comptes non imputables au fonds du revenu consolidé, s'élevant à la somme de \$4,451,455.97, forme un montant égal au total des surplus entre le 1<sup>er</sup> juillet 1905 et le 30 juin 1915, s'élevant à \$6,220,832.79.

Je vous ai donné le total des revenus ainsi que le total des dépenses sur des comptes non imputables au fonds du revenu consolidé et il n'y a pas d'autres

sources où nous aurions pu puiser, si ce n'est dans les surplus accumulés par le gouvernement d'année en année, pour solder la différence entre le montant des paiements et celui des recettes.

### Les bons chemins

En vertu de la loi des bons chemins de 1914, telle qu'amendée par la loi 5 George V, chapitre 3, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à faire des emprunts jusqu'au montant de \$15,000,000 dont le produit sera dépensé en subventions aux municipalités, pour les aider à faire des chemins suivant les dispositions de la loi des bons chemins, ainsi que dans la construction de chemins du gouvernement, conformément audit acte.

L'état suivant représente ce qui, au 31 décembre 1915, avait été fait pour mettre cette loi à exécution, les paiements effectués aux municipalités et pour les chemins du gouvernement, les produits des emprunts permanents reçus, le montant avancé sur le fonds du revenu consolidé, le montant des subventions accordées aux municipalités et la balance à recevoir par elles lorsque des travaux au montant de leurs allocations auront été faits.

Paiements aux municipalités jusqu'à date.....	\$ 8,162,574.43
Paiements pour chemins du gouvernement jusqu'à date.....	<u>4,137,725.63</u>
	\$12,300,300.06
Produits nets des emprunts.....	<u>\$ 5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le produit des emprunts.....	<u>\$ 6,449,494.74</u>
Montant accordé aux municipalités jusqu'à date	\$ 8,768,787.37
Payé là-dessus .....	<u>\$ 8,162,574.43</u>
Balance à payer .....	<u>\$ 606,212.94</u>

On verra, si l'on compare cet état avec un état semblable au 31 décembre 1914, compris dans l'exposé des finances de l'an dernier, que, durant l'année de calendrier 1915, on a payé aux municipalités une somme de \$1,931,915.47 et dépensé sur les chemins du gouvernement la somme de \$1,957,956.35.

On verra de plus que le montant qui peut encore être dépensé en vertu de la loi des bons chemins est la différence entre les \$12,300,300.06 déjà dépensées et le montant des produits des emprunts permanents pour \$15,000,000, différence qui probablement n'excédera pas \$2,400,000.

Je puis dire que l'excédent des paiements sur les produits d'emprunts faits à même le fonds du revenu consolidé comme susdit, s'élevant à la somme de \$6,449,494.74, a été remboursé jusqu'à concurrence du montant des produits réalisés sur l'emprunt de \$6,000,000, émis en vertu de la loi 5 George V, chapitre 2, dont j'ai donné les détails à la Chambre il y a quelques instants.

J'ose croire que l'argent emprunté pour la construction des chemins du gouvernement, et pour les municipalités qui en ont fait la demande, a produit du bien, c'est un argent bien employé, et vous constaterez, si vous voulez consulter le rapport de l'honorable ministre de la Voirie, que, depuis 1911, il

a été fait 1667.67 milles de chemin, en macadam ou en gravier, et que, durant la même période, le gouvernement de la province a payé pour le coût de construction, l'entretien, l'amélioration des chemins en général, dans la province, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, et dans toutes autres branches, avec le coût de l'administration, une somme de \$14,584,681.12.

### Conclusion

L'état des finances de la province, que j'ai l'honneur de vous soumettre, est de nature à dissiper tout doute sur la solidité du crédit de cette province, mais, si vous désirez une autre preuve encore de sa prospérité et de celle de sa population, vous la trouverez dans ce fait qu'elle est une des rares provinces où il n'a pas été jugé nécessaire d'imposer un moratorium, ainsi que dans cet autre fait que, durant l'année précédant le 1<sup>er</sup> janvier 1915, 119 nouvelles succursales de banques ont été ouvertes dans la province de Québec et 19 seulement ont été fermées, tandis que dans le reste du Canada, durant la même période, il en a été ouvert 118 et fermé 97. Il en résulte clairement que 100 nouvelles succursales ont été mises à la disposition du commerce dans la province de Québec, quand il n'y en eut seulement que 21 dans tout le reste du Canada. Vous en avez encore la preuve dans les rapports des banques et du commerce ainsi que dans la régularité et la promptitude avec lesquelles les habitants de la province ont su faire honneur à leurs obligations.

Vous avez cette preuve dans le fait que la province a pu donner \$692,994.02 aux différents fonds patriotiques, durant l'année, et a encore un joli surplus de \$194,416.01. Vous avez cette preuve dans la manière dont la population de la province, généreuse, loyale et patriotique, a bien voulu répondre à tous les appels, à toutes les demandes de contributions aux fins patriotiques, tenant le second rang avec ses dons au Fonds patriotique, à venir jusqu'au 30 septembre dernier, ayant donné 80 cents per capita et n'étant surpassée en cela que par la province du Manitoba.

Vous avez enfin cette preuve dans l'augmentation des octrois aux grands services publics de l'éducation, de l'agriculture, de la colonisation et des travaux publics, dont le total durant l'année s'est élevé à la somme de \$2,790,290.67, ce qui, ajouté à la somme de \$5,713,082.25 dépensée pour les bons chemins, forme un grand total de dépenses, pour tous ces grands services publics, de \$8,503,372.92.

Nous savons que notre province est grande, riche et prospère, et qu'elle l'est devenue grâce à la prudence et à l'économie de sa population. Continuons donc à user de prudence et à pratiquer cette économie, choses si nécessaires à la prospérité, surtout en des temps comme celui-ci, afin d'être prêts à répondre à toutes les demandes que l'on pourra nous faire à l'avenir et d'où qu'elles viennent, et afin qu'après la guerre, lorsque sonneront les carillons de

la victoire, nous soyons préparés à profiter de tous les avantages qui pourront se présenter et capables de maintenir notre province à son rang parmi les principales provinces de la Confédération.

Je propose maintenant que M. l'Orateur quitte le trône présidentiel et que la Chambre siège comme comité des subsides.

### État no 1

Les prévisions du revenu et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1915 étaient:

Revenu ordinaire .....	\$ 7,777,956.32
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	<u>7,439,534.72</u>
Surplus probable .....	<u>\$ 338,421.60</u>

Les résultats réels des opérations de l'année terminée le 30 juin dernier ont été comme suit:

Revenu ordinaire .....	\$ 9,597,925.67
Dépense ordinaire .....	<u>8,330,257.01</u>
Surplus .....	\$ 1,267,668.66

Les dépenses extraordinaires de l'année payées à même le revenu ordinaire comprenaient:

Édifices de la législature et des départements, construction de la nouvelle bibliothèque et dépendances .....	\$ 140,000.00
Ponts en fer .....	210,000.00
Ponts et barrières de péage .....	21,285.27
Embellissement des édifices et des terrains du parlement .....	1,600.00
Réparations et entretien des écoles normales .....	3,873.36
Loyer des bureaux du gouvernement, Montréal .....	<u>3,500.00</u>
	<u>380,258.63</u>

Par conséquent, le surplus réel du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires était .....

	\$ 887,410.03
--	---------------

À part les dépenses ordinaires et extraordinaires, il a été payé pour contributions de guerre, "viz":

Don fait par la province au gouvernement de Grande-Bretagne .....	\$ 623,897.56
Souscription à l'hôpital des paroisses canadiennes-françaises à Paris .....	5,000.00
Comité de secours pour les victimes de la guerre en Belgique .....	25,000.00
Comité de secours national de France, Paris .....	<u>39,096.46</u>
	<u>\$ 692,994.02</u>

Le surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires avec les contributions de guerre était de .....

	\$ 194,416.01
--	---------------

**État no 1 (suite)**

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année finissant le 30 juin 1915 étaient:	
Revenu ordinaire.....	\$ 7,777,956.32
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	\$ 7,439,534.72
Surplus probable .....	\$ 338,421.60
Les prévisions du revenu ordinaire étaient de.....	\$ 7,777,956.32
Le revenu ordinaire a été effectivement de.....	9,597,925.67
Excédent sur les prévisions.....	\$ 1,819,969.35
Les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires étaient de .....	\$ 7,439,534.72
Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été en réalité de .....	8,710,515.64
Excédent sur les prévisions.....	\$ 1,270,980.92

**État no 2**

**Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire, 1914-1915**

Le revenu provenant des services suivants a excédé les prévisions comme suit:	
Puissance du Canada, intérêt sur les fonds en fidéicommis.....	\$ 24.50
Mines, Chasse et Pêche.....	2,767.84
Terres et Forêts .....	140,347.45
Intérêt sur prêts et dépôts .....	54,865.19
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	13,31
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	31,473.42
Timbres judiciaires.....	182,683.30
Honoraires judiciaires .....	19,384.54
Fonds de bâties et des jurés.....	58,915.79
Entretien des prisonniers.....	7,934.27
Palais de justice de Montréal, à l'exclusion des timbres .....	3,957.11
Amendes .....	132.25
Municipalités, contributions en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	20,399.00
Prêt aux incendiés de Québec .....	160.00
Timbres d'enregistrement (comprenant honoraires des registrateurs à salaires) .....	9,947.17
Licences .....	186,767.43
Taxes sur corporations commerciales, etc .....	132,977.87
Droits sur les successions.....	760,853.15
Loi des véhicules-moteurs .....	130,224.67
Loi des distributeurs automatiques .....	10,965.00
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires.....	963.00
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires .....	797.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics .....	8,330.09
Entretien des aliénés .....	57,554.79
Entretien des écoles de réforme et d'industrie .....	20,353.02
Législation.....	19,662.46
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	20,820.85
Contributions au fonds de pension, service civil .....	2,770.96

**État no 2 (suite)**

Prime, escompte et change.....	9,947.38
Loi des assurances, revenu.....	1,052.43
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	1,484.44
Crédit pour la dette publique en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	<u>145.00</u>
	\$ 1,898,674.68

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit.

Garde de la prison de Québec, de la cité de Québec.....	\$ 400.00
Honoraires du grand constable, Québec .....	347.05
Prisons de Montréal et de Québec, gains des prisonniers.....	373.95
Taxe sur les transferts d'actions, bons, etc. ....	44,630.52
Percentage sur renouvellements d'hypothèques.....	5.93
Revenu casuel .....	19,583.19
Subventions aux chemins de fer, taxe.....	12,128.29
Loyers des édifices publics .....	<u>1,236.40</u>
	\$ 78,705.33
Le revenu réel a excédé les prévisions de .....	\$ 1,819,969.35

**État no 3**

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour certains services s'élève à .....	\$ 1,271,318.59
---	-----------------

En voici le détail des items:

**Dette publique:***Excédent de dépenses:*

Intérêt sur la dette publique.....	\$ 317,357.09
Frais d'administration.....	28,257.22
Fonds d'amortissement.....	<u>33,304.10</u>
	\$ 378,918.41

*Non dépensé:*

Rachat, emprunt de 1880 .....	\$ 35,234.67
Prime, escompte et change.....	<u>488.20</u>
	<u>35,722.87</u>

\$ 343,195.54

**Législation:***Excédent de dépenses:*

Impression et reliure pour les deux Chambres de la législature .....	40,000.00
Bibliothèque de la législature.....	200.00
Dépenses d'élections .....	607.02
Impression, reliure et distribution des statuts .....	3,000.00
Indemnité aux réviseurs et autres dépenses .....	<u>2,492.97</u>
	\$ 46,300.03



## État no 3 (suite)

<i>Non dépensé:</i>		
Assemblée législative, traitements, dépenses contingentes, etc. ....	<u>850.85</u>	\$ 45,449.18
<b>Gouvernement civil:</b>		
Augmentation dans les traitements .....	\$ 45,318.85	
Dépenses contingentes .....	<u>24,260.09</u>	\$ 69,578.94
<b>Administration de la justice:</b>		
<i>Excédent de dépenses:</i>		
Traitements des shérifs, anciens districts .....	\$ 880.38	
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne et de la paix, et de la Cour d'appel:		
Traitements .....	17,538.52	
Dépenses contingentes .....	6,843.43	
Poursuites au criminel .....	2,048.83	
Dépenses contingentes des shérifs .....	135,884.78	
Traitements des coroners .....	7,826.79	
Médecins des prisons .....	198.96	
Magistrats de district, traitements .....	11,500.00	
Divers .....	10,043.40	
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa .....	4,330.05	
Juges et greffiers, sessions de la paix, Montréal et Québec .....	<u>7,800.00</u>	
	\$ 204,895.14	
<i>Non dépensé:</i>		
Fonds de bâties et des jurés .....	\$ 7,657.72	
Honoraires et déboursés des coroners .....	6,438.06	
Interprètes des tribunaux .....	64.54	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts .....	170.00	
Dépenses de voyage des magistrats de districts .....	236.67	
Service de détectives de la province .....	5,539.08	
Transcription .....	<u>150.00</u>	
	<u>20,256.07</u>	\$ 184,639.07
<b>Instruction publique:</b>		
<i>Excédent de dépenses:</i>		
À distribuer entre les institutions catholiques, en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909 .....	\$ 2,000.00	
École polytechnique de Montréal .....	10,000.00	
École technique de Québec .....	12,411.50	
Inspection des écoles .....	9,000.00	
Fonds de pension des instituteurs .....	8,000.00	
Conseil de l'instruction publique .....	800.00	
Bureau des statistiques de Québec .....	<u>7,951.90</u>	
	\$ 50,163.40	

**État no 3 (suite)***Non dépensé:*

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal.....	\$ 3,000.00	
Fonds des écoles élémentaires, en vertu de l'article 2947, S. Q. R., 1909 .....	00.30	
Écoles du soir et écoles de coupe.....	4,411.50	
Archives canadiennes: aide pour reliure et renouvellement.....	<u>19.90</u>	
		<u>7,431.60</u>
		\$ 42,731.80

**Hygiène:***Excédent de dépenses:*

Bureau d'hygiène de la province de Québec .....	\$ 1,200.00
---	-------------

**Colonisation et Immigration:***Excédent de dépenses:*

Chemins de colonisation .....	\$ 25,000.00
Immigration.....	<u>6,750.00</u>
	\$ 31,750.00

**Mines, Chasse et Pêche, Service d'enregistrement (cadastre):***Excédent de dépenses:*

Service d'enregistrement (cadastre) .....	\$ 11,000.00
<i>Non dépensé:</i>	
Mines.....	\$ 5,000.00
Compte courant .....	<u>3,798.90</u>
	<u>8,798.90</u>
	\$ 2,201.10

**Travaux publics (ordinaires):***Excédent de dépenses:*

Entretien, etc., des édifices publics en général .....	\$ 5,161.64
Réparations des palais de justice et prisons .....	12,601.55
Palais de justice et prison, Trois-Rivières, annexes .....	8,000.00
Spencer Wood, réparations .....	15,000.00
Commission pour la prévention des incendies.....	10,000.00
Inspection des hôtels, etc .....	4,383.13
Loi des mécaniciens de machines fixes .....	<u>3,396.76</u>
	\$ 58,543.08

*Non dépensé:*

Assurance des édifices publics en général .....	\$ 2,073.55
Assurance des palais de justice et prisons.....	635.00
Palais de justice et prison, district de Saint-Hyacinthe, reconstruction d'une voûte et autres réparations ..	10,000.00
Palais de justice et prison, Sherbrooke, appareil de chauffage, casiers, etc.....	<u>528.00</u>
	<u>13,236.55</u>
	\$ 45,306.53

## État no 3 (suite)

**Travaux publics (extraordinaires):***Excédent de dépenses:*

Ponts et barrières de péage.....	\$ 21,285.27
Édifices de la législature et des départements, construction d'une nouvelle bibliothèque et dépendances .....	40,000.00
Ponts en fer .....	<u>10,000.00</u>
	\$ 71,285.27

*Non dépensé:*

Réparations et entretien des écoles normales.....	\$ 1,126.64
Embellissement des édifices et des terrains du parlement.....	<u>3,400.00</u>
	<u>4,526.64</u>
	\$ 66,758.63

**Travail:***Excédent de dépenses:*

Bureau de placement des ouvriers .....	\$ 3,651.25
--	-------------

**Agriculture:***Excédent de dépenses:*

Sociétés d'agriculture .....	\$ 52,654.79
Cercles agricoles, etc. ....	12,000.00
Encouragement de l'industrie laitière en général .....	2,798.67
Encouragement de la culture fruitière (horticulture) .....	1,580.36
Journal d'agriculture .....	<u>3,000.00</u>
	\$ 72,033.82

*Non dépensé:*

Société d'horticulture, Québec .....	\$ 500.00
Conseil d'agriculture .....	212.01
Écoles d'agriculture .....	3,136.91
Enseignement vétérinaire .....	727.32
Conférences sur l'agriculture .....	3,593.91
Mérite agricole provincial .....	229.62
Exhibitions .....	1,000.00
Écoles ménagères .....	709.71
Association d'industrie laitière de la province de Québec .....	122.53
Encouragement de l'élevage des volailles .....	<u>900.86</u>
	<u>11,132.87</u>
	\$ 60,900.95

**Voirie:***Excédent de dépenses:*

Amélioration des chemins ruraux .....	\$ 91,226.00
---------------------------------------	--------------

## État no 3 (suite)

**Terres et Forêts:***Excédent de dépenses:*

Protection des forêts.....	\$ 19,000.00
Publication de cartes régionales et de brochures .....	1,694.18
Service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres) .....	10,000.00
Arpentages .....	30,000.00
Pépinière de Berthierville, entretien .....	2,000.00
École forestière .....	<u>3,000.00</u>
	\$ 65,694.18

*Non dépensé:*

Compte courant .....	<u>2,877.23</u>
----------------------	-----------------

\$ 62,816.95

**Charges sur le revenu:***Excédent de dépenses:*

Perception des licences, etc.....	\$ 22,207.10
Timbres, licences, etc.....	6,419.43
Gazette officielle de Québec .....	10,000.00
Loi des véhicules-moteurs .....	<u>19,334.49</u>
	\$ 57,961.02

*Non dépensé:*

Registrateurs, traitements et dépenses contingentes .....	\$ 94.05
Registres pour bureaux d'enregistrement .....	<u>2,463.00</u>
	<u>2,557.05</u>

\$ 55,403.97

**Services divers:***Excédent de dépenses:*

Service civil, pensions .....	\$ 36.10
Agent général de la province dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande .....	6,000.00
Agent général de la province en Belgique .....	6,556.11
Commission du régime des cours d'eau de Québec .....	45,453.27
Pensions spéciales en vertu des S. R. Q., 1909, article 3278, etc. ....	3,869.12
Bureau de censure des vues animées .....	8,215.92
Collège Bishop, octroi au fonds du jubilé.....	6,250.00
Funérailles de l'honorable Sir François Langelier, lieutenant-gouverneur de la province.....	2,475.68
Loi concernant le Code municipal de la province de Québec .....	<u>1,000.00</u>
	\$ 79,856.20

*Non dépensé:*

Divers en général .....	\$ 355.45
Agent en France .....	3,000.00
Fonds des municipalités.....	356.00
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4 .....	3,463.70
Tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.....	358.93
Commission des services d'utilité publique .....	<u>1,145.60</u>
	<u>8,679.68</u>

\$ 71,176.52

*Excédent de dépenses:*

Paiements faits par les shérifs à même les perceptions, Fonds de bâttisses et des jurés.....	\$ 26,332.16
---	--------------

**État no 4**

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et dans l'actif durant l'année:

*Augmentation du passif:*

Mandats courants, différence entre le montant au 30 juin 1914 et le montant au 30 juin 1915 .....	\$ 268,413.36
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette .....	165,486.47
Emprunt des bons chemins en vertu de 3 George V, chapitre 21 .....	2,775,056.06
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2 .....	<u>6,000,000.00</u>
	\$ 9,208,955.89

*Diminution du passif:*

Dette consolidée par rachat:	
Obligations de l'emprunt de 1880 .....	\$ 134,125.33
Obligations du palais de justice de Québec rachetées .....	8,000.00
Emprunts temporaires .....	<u>1,460,000.00</u>
	<u>1,602,125.33</u>

Augmentation nette du passif durant l'année 1914-1915 ..... \$ 7,606,830.56

*Augmentation de l'actif:*

Fonds d'amortissement placé en actions 3% inscrites achetées durant l'année .....	\$ 14,247.77
Fonds d'amortissement placé en actions enregistrées 4½ % achetées durant l'année .....	82,568.45
Argent en banque, augmentation nette des dépôts .....	1,638,811.81
Avance pour payer les indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 .....	349,075.71
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	13,761.81
Nouvelle prison, district de Montréal, avances .....	95,899.37
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6 .....	<u>1,830.50</u>
	\$ 2,196,195.42

*Diminution de l'actif:*

Taxe du palais de justice de Québec reçue .....	<u>8,000.00</u>
---	-----------------

Augmentation nette de l'actif durant l'année 1914-1915 ..... \$ 2,188,195.42

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1914-1915 ..... \$ 5,418,635.14

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1914 était ..... \$22,601,431.06

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1915 était ..... \$28,020,066.20

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1914-1915 ..... \$ 5,418,635.14

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1915

	1910-1911	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	1,761,473.16	2,053,176.13	2,025,705.82	2,027,927.82	2,027,845.42
Terres et Forêts	1,229,928.97	1,658,457.48	1,760,466.25	1,777,220.18	1,840,347.45
Mines	43,647.39	46,225.43	27,768.60	23,429.00	16,488.43
Pêcheries et Chasse	107,803.17	116,080.00	117,985.38	124,436.14	131,279.41
Timbres judiciaires	286,316.10	302,191.30	327,911.60	407,857.20	482,683.30
Timbres d'enregistrement	172,597.60	216,803.70	250,907.40	229,088.20	209,947.17
Fonds de bâties et des jurés	62,197.59	33,937.29	34,337.99	28,147.49	88,915.79
Honoraires judiciaires	6,299.91	7,492.81	6,100.82	7,292.80	23,384.54
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	10,715.89	25,043.80	24,397.75	22,079.78	27,934.27
Palais de justice de Montréal	1,655.25	2,200.01	1,665.52	1,755.33	5,957.11
Prison de Montréal	36.68	71.15	.....	.....	.....
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	3,600.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	110.63	14.95	149.75	8.75	126.05
Honoraires du grand connétable, Québec	938.27	844.99	1,340.64	1,451.31	452.95
Prison de Sainte-Scholastique	85.38	.....	.....	.....	.....
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	.....	.....	1.10	.....	.....
Jeunes délinquants	.....	.....	9,750.00	6,500.00	6,500.00
Amendes, justice	.....	.....	.....	.....	132.25
Licences	938,664.00	903,737.20	944,446.21	1,027,596.92	1,086,767.43
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	712,118.46	776,542.83	940,590.91	925,093.03	982,977.87
Taxes sur mutations de propriété (arrérages)	49.80	161.00	.....	224.60	.....
Droits sur successions	1,072,027.20	1,226,678.58	1,064,108.60	1,604,479.55	1,660,853.15
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	65,912.16	68,845.04	70,793.90	53,870.02	20,369.48
Loi des automobiles	26,618.59	49,026.06	71,416.47	122,575.85	180,224.67
Loi des distributeurs automatiques	.....	.....	.....	.....	10,965.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension	.....	.....	.....	.....	.....
- Honoraires	.....	.....	.....	.....	963.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires	.....	.....	.....	.....	797.00
Commission sur honoraires d'officiers publics	18,604.94	22,278.06	24,348.41	25,093.37	26,330.09
Commission sur renouvellement d'hypothèques	45.47	50.32	70.98	141.20	44.07
Législation	19,827.64	22,644.28	18,105.23	27,736.37	32,362.46
Asiles d'aliénés, contributions municipales	142,887.56	198,405.75	208,244.24	220,465.98	253,563.01
Asiles d'aliénés, patients payants	6,634.00	4,713.32	5,735.48	6,197.90	8,991.78
Écoles d'industrie et de réforme	30,833.37	33,000.51	36,575.54	42,138.04	55,353.02
<i>Gazette officielle de Québec</i>	21,388.76	18,653.42	19,073.57	22,956.28	40,820.85
Revenu casuel	90,324.19	104,016.86	73,838.62	75,065.06	60,416.81
Service civil, contributions pour pensions	20,089.50	20,414.10	21,054.21	22,351.53	23,770.96
Revenu en vertu de la loi des assurances	22,693.55	19,719.60	24,833.30	22,993.99	23,052.43
Compagnies de fidéjusseurs - Loi (revenu)	.....	.....	.....	3,502.20	3,884.44
Vues animées, honoraires et amendes	.....	.....	.....	9,456.00	.....
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	2,664.60	1,960.60	761.60	763.60	763.60
Intérêt sur dépôts et placements	78,922.78	77,405.95	42,958.94	44,955.29	92,865.19
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	.....	.....	.....	13,285.35	81,473.42
Prime, escompte et change	6,122.60	5,580.88	10,253.72	9,622.81	13,947.38
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	29,387.11	29,103.32	28,275.09	28,598.45	28,513.31
Prêt aux incendiés de Québec	.....	.....	200.00	480.00	160.00
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	28,317.78	20,341.89	118,671.36	15,296.55	7,871.71
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences	.....	.....	13,685.40	13,685.40	13,685.40
Voie Édouard VII, matériaux vendus	.....	.....	50,834.73	34.02	.....
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	.....	.....	1,238.00	306.00	20,399.00
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	10,804.94	290.58	134.00	217.37	145.00
	7,032,744.99	8,070,109.19	8,382,737.13	9,000,376.73	9,597,925.67

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1915

	1910-1911	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	.....	.....	.....	.....	30,924.29
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	3,543.48	380.25	390.71	402.51	414.67
Acompte du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 1 <sup>er</sup> mai 1895	1,000.00	1,000.00	750.00	.....	.....
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, à compte de ventes	.....	.....	.....	.....	1,000.00
Nouvelle école de laiterie de Saint-Hyacinthe; vente de la vieille bâtisse	50.00	.....	.....	.....	.....
Puissance du Canada, fonds de l'éducation supérieure du Bas-Canada	.....	412,314.25	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de la loi des bons chemins, 3 George V, chapitre 21, sections 6 et 7	.....	.....	1,942,829.86	1,216,666.67	2,728,651.04
Fonds en fidéicommis	110,597.95	63,534.29	121,100.19	205,860.52	446,392.52
	7,147,936.42	8,547,337.98	10,447,807.89	10,423,306.43	12,805,308.19
Fonds consolidé des chemins de fer, puissance du Canada, remboursement de subside payé à la Compagnie du pont de Québec	.....	250,000.00	.....	.....	.....
Emprunts temporaires	.....	.....	.....	2,920,000.00	4,000,000.00
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	.....	.....	5,979,000.00
En caisse au 1 <sup>er</sup> juillet de chaque année	2,224,377.20	2,532,186.06	3,000,619.63	1,808,680.04	973,347.99
	9,372,313.62	11,329,524.04	13,448,427.52	15,151,986.47	23,757,656.18

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1915

	1910-1911	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dettes publiques	1,123,021.35	1,131,991.17	1,071,537.74	1,204,743.60	1,497,894.50
Législation	349,457.11	445,256.25	388,339.32	410,846.26	415,350.68
Gouvernement civil	447,696.17	491,967.73	530,928.22	582,431.83	611,226.44
Administration de la justice	834,642.48	892,926.44	973,349.86	1,080,886.27	1,134,135.40
Écoles d'industrie et de réforme	68,972.93	66,500.00	89,000.00	103,804.95	104,000.00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	969,390.09	1,177,233.06	1,383,415.31	1,435,515.26	1,476,724.80
Agriculture	400,247.64	883,664.50	1,001,936.65	450,480.29	398,500.95
Voirie	.....	.....	.....	470,312.60	341,226.00
Colonisation	221,786.10	234,272.81	223,913.60	257,051.57	234,000.00
Immigration	8,638.78	10,800.00	15,670.64	17,203.63	20,500.00
Hygiène	25,500.00	25,500.00	38,500.00	38,500.00	39,700.00
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	156,868.76	191,212.58	22,515.68	261,208.99	300,806.29
Extraordinaires	298,065.09	363,883.95	341,823.33	532,641.27	380,258.63
Travail	25,121.62	35,645.07	37,105.42	36,140.44	39,251.25
Asiles des aliénés	525,330.53	515,025.63	552,968.56	582,667.73	617,625.00
Institutions de bienfaisance	55,828.75	56,828.75	59,625.00	62,335.00	68,485.00
Terres et Forêts	289,275.88	316,455.63	327,383.39	413,064.25	388,816.95
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre)	91,135.54	75,168.96	86,318.46	90,719.81	79,701.10
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions)	239,802.58	248,584.01	274,094.57	352,674.00	328,736.13
Services divers	294,006.44	223,267.79	330,559.24	241,140.18	233,576.52
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	112.20	495.88	.....	.....	.....
	6,424,900.04	7,386,680.21	7,953,984.99	8,624,367.93	8,710,515.64
Donné pendant la guerre	.....	.....	.....	.....	692,994.02
Nouvelle prison, district de Montréal	349,255.46	874,394.33	496,452.89	481,003.08	95,899.37
Palais de justice et prison, district de Montcalm	6,126.50	14,048.55	48,767.00	16,669.20	.....
Palais de justice et prison, district de Roberval	.....	35,000.00	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	33,315.60	27,549.85	13,761.81
Terrain <i>re</i> Palais de justice de Montréal	.....	.....	.....	.....	66,000.00
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	.....	.....	.....	.....	380,000.00
Loi des bons chemins, 1912	.....	.....	550,762.58	3,303,882.31	5,713,082.85
Fonds en fidéicommis	86,448.30	110,624.75	203,736.52	307,273.73	280,906.05
	6,866,730.30	8,420,747.84	9,287,019.58	12,760,746.10	15,953,159.74
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	6,867,480.30	8,421,497.84	9,287,769.58	12,761,496.10	15,953,909.74
Rachat de la dette publique : Emprunt de 1882	5,500.00	82,000.00	2,405,580.00	.....	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	.....	.....	1,460,000.00	5,460,000.00
	6,872,980.30	8,503,497.84	11,693,349.58	14,221,496.10	21,413,909.74
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	227,956.80	260,809.54	435,402.97	489,005.07	531,862.69
	7,100,937.10	8,764,307.38	12,128,752.55	14,710,501.17	21,945,772.43
Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année	260,809.54	435,402.97	489,005.07	531,862.69	800,276.05
	6,840,127.56	8,328,904.41	11,639,747.48	14,178,638.48	21,145,496.38



### Recettes probables, 1916-1917

#### Puissance du Canada:

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$ 1,602,169.60	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	
	1,842,169.60	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada .....	<u>127,460.68</u>	
	1,969,630.28	
Intérêt sur fonds en fidéicomis.....	<u>58,300.00</u>	
		\$ 2,027,930.28

#### Intérêt:

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	28,000.00	
Intérêt sur prêts et dépôts .....	75,000.00	
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	<u>170,000.00</u>	
		\$ 273,000.00

<b>Terres et Forêts</b> .....		\$ 1,700,000.00
<b>Mines</b> .....	15,000.00	
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	<u>135,000.00</u>	
		\$ 150,000.00

#### Administration de la justice:

Timbres judiciaires.....	\$ 500,000.00	
Honoraires judiciaires .....	6,000.00	
Fonds de bâties et des jurés.....	30,000.00	
Entretien des prisonniers.....	25,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Prisons de Montréal et de Québec, gain des prisonniers .....	500.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	3,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	800.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	
		\$ 575,800.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).....	200,000.00	
Licences .....	950,000.00	
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	1,000,000.00	
Droits sur successions .....	1,500,000.00	
Taxes sur transferts d'actions, bons, etc. ....	50,000.00	
Loi concernant les véhicules-moteurs.....	200,000.00	
Loi des distributeurs automatiques .....	15,000.00	
Inspection des hôtels et des maisons de pension, honoraires.....	2,500.00	
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires .....	10,000.00	
Loi concernant les détectives particuliers .....	1,000.00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics .....	25,000.00	

**Recettes probables, 1916-1917 (suite)**

Commissions sur renouvellement d'hypothèques .....	50.00
Entretien des aliénés .....	237,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme .....	70,750.00
Législation.....	21,500.00
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	50,000.00
Loyers d'édifices publics.....	1,761.60
Revenu casuel .....	50,000.00
Loi des assurances, revenu.....	23,470.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....	4,400.00
Contributions aux pensions, service civil .....	21,000.00
Prime, escompte et change.....	4,000.00
Taxes sur les subventions de chemin de fer .....	15,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière.....	30,000.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences .....	13,685.40
	<u>\$ 9,222,847.28</u>

**Dépenses probables, 1916-1917**

Dettes publiques.....	\$ 2,008,210.88
Législation.....	388,529.50
Gouvernement civil.....	643,027.60
Administration de la justice .....	1,114,089.50
Instruction publique, etc.....	1,541,752.00
Asiles d'aliénés.....	629,625.00
Écoles d'industrie et de réforme .....	140,000.00
Hygiène .....	38,500.00
Travaux publics (ordinaires) .....	489,818.81
Travaux publics (extraordinaires).....	<u>35,000.00</u>
	524,818.81
Travail .....	44,600.00
Agriculture .....	370,600.00
Voirie .....	250,000.00
Terres et Forêts .....	340,000.00
Colonisation.....	289,500.00
Mines, Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre).....	94,500.00
Institutions de bienfaisance.....	72,385.00
Charges sur le revenu.....	294,000.00
Services divers .....	<u>225,950.00</u>
	\$ 9,010,088.29
Subventions de chemins de fer .....	<u>7,633.38</u>
	<u>\$ 9,017,721.67</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1915**

**Passif**

Dette fondée due tel qu'avant la conversion .....	\$32,745,389.39	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$34,488,916.22
Puissance du Canada, balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada, prix de la propriété achetée pour chemin de fer Q. M. O. & O .....		25,000.00
Fonds en fidéicommiss .....		642,316.84
Mandats non payés.....		800,276.05
Obligations du palais de justice de Québec .....		67,800.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....		<u>0,000.00</u>
		\$37,557,918.74

**Actif**

**Fonds d'amortissement:**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque .....	\$ 692,580.00	
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec .....	<u>67,800.00</u>	
	\$ 760,380.00	
Placée en rentes inscrites 3% de la province de Québec.....	522,686.77	
Placée en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	<u>82,568.45</u>	
		\$ 1,365,635.22

**Puissance du Canada:**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	1,164,490.35	
Argent en banque .....	2,612,159.80	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Avance pour indemniser les hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 .....	349,075.71	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	74,627.26	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,608,101.26	
Palais de justice et prison, district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 6.....	37,914.40	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	67,800.00	

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1915**

**Actif (suite)**

Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$ 33,976.81		
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommiss .....	<u>26,023.19</u>	<u>60,000.00</u>	<u>9,537,852.54</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1915 .....			<u>\$28,020,066.20</u>

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

**Cautionnement des officiers publics**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant les articles 628 et 630 des statuts refondus, 1909, relativement aux poursuites sur le cautionnement des officiers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Demande de documents:**

**Travail du dimanche**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, écrits, correspondance et rapports au sujet du travail du dimanche dans la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1915.

Adopté.

**Charte de Saint-Michel**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 amendant la charte de la ville Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Frank Mendel**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frank Mendel au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Nathan Titleman**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Nathan Titleman au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Maisonneuve**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 amendant la charte de la cité de Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Élie Jobin**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Élie Jobin au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Le Chapitre de Québec**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 constituant en corporation le Chapitre de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Dépôt de documents:**

#### **Comptes publics**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1915. (Document de la session no 2)

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

---



Séance du vendredi 21 janvier 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Magdalen River Valley  
Railway Company**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de The Magdalen River Valley Railway Company et autres, demandant l'adoption d'une loi remettant en vigueur et amendant sa charte.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de The Magdalen River Valley Railway Company et autres, demandant l'adoption d'une loi remettant en vigueur et amendant sa charte.

**Compagnie de chemin de fer  
Montréal  
et Sud-Ouest**

**M. Philps (Huntingdon)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest, demandant l'adoption d'une loi remettant en vigueur et amendant sa charte.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest, demandant l'adoption d'une loi remettant en vigueur et amendant sa charte.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées, lues et reçues par la Chambre:

- d'Alexander Mackay et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Danville Protestant Cemetery Company" (M. Bullock);

- de Joseph Barnard et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières (M. Labissonnière).

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de R. H. Lipsey, demandant de voter une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- d'Edmond St-Denis, étudiant en loi, demandant l'adoption d'une loi régularisant sa cléricature;

- de Daniel Maloney et autres, demandant une loi constituant en corporation les commissaires d'écoles de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique;

- et de la Société des artisans canadiens-français, demandant une loi amendant sa charte.

**Propos du *Quebec Chronicle***

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Question de privilège. Il s'élève contre un article paru dans le *Quebec Chronicle* et dans lequel il est dit que, contrairement à son habitude, le gouvernement n'avait pas daigné, cette année, informer la Chambre de la date à laquelle serait prononcé le discours du budget. Il contredit cette affirmation. Je m'en réfère, dit-il, au chef de l'opposition pour clarifier les faits et confirmer qu'un avis a été envoyé aux députés, les informant de la date du discours du budget. Il ajoute qu'il en avait même avisé le chef de l'opposition la semaine dernière.

### **Propos du *Soleil* et du *Saint-Laurent***

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Question de privilège. Il admet que le député de Richmond (l'honorable M. Mitchell) a donné l'avis en question. Il ajoute quelques remarques au sujet d'une critique injuste et fautive publiée dans le *Saint-Laurent* et qu'il croit écrite par un député. Il profite de l'occasion pour demander aux correspondants parlementaires de rapporter exactement ce qui se dit à la Chambre. Si les correspondants parlementaires, en Angleterre, se permettaient de dénaturer les paroles des députés aux Communes comme cela se fait par ici, ils seraient bientôt expulsés. Les journalistes oublient ainsi le privilège qu'ils détiennent d'assister aux délibérations du Parlement.

Le chef de l'opposition cite particulièrement *Le Soleil* dont le directeur trône au-dessus des têtes des ministres et qui trop souvent dénature les paroles des oppositionnistes. Il demande aux ministériels de l'aider à faire cesser cela. Il fait remarquer que les députés de l'opposition ont souffert beaucoup plus que les libéraux d'articles injustes à leur endroit. Il déclare que l'opposition n'a pas de porte-parole dans la presse et qu'il peut arriver aux journaux des deux partis de commettre des erreurs.

### **Propos de M. d'Hellencourt, du *Soleil***

**M. Lavergne (Montmagny)** soulève une question de privilège. S'il fallait que je me lève chaque fois que je suis attaqué, dit-il, je n'aurais pas le temps de m'asseoir, car je reçois ma part des compliments des journaux de la droite et de la gauche de cette Chambre. Il dit que certains journaux rapportent les faits correctement, mais que d'autres, comme *Le Soleil* (libéral), par exemple, sont complètement inutiles à la Chambre.

Il relève un mot du *Soleil* au sujet de son discours de jeudi, au parlement. Il tient cependant, dit-il, à dire deux mots à M. d'Hellencourt.

M. d'Hellencourt a écrit, dit-il, que j'ai déclaré que j'aimerais autant être Allemand qu'Anglais. Ai-je besoin de dire dans cette Chambre que c'est faux? Si le rédacteur en chef du *Soleil* veut donner un exemple de patriotisme au lieu de dénaturer les paroles des députés, il ferait bien mieux d'aller à la guerre, lui qui est soldat. Si le capitaine d'Hellencourt continue à injurier les Canadiens qui jugent à propos de ne pas s'en aller, il pourrait bien avoir la répétition de la seule bataille qu'on lui

connaisse, celle de la terrasse de Québec, contre un avocat de la place. M. d'Hellencourt, dit le député de Montmagny, qui est ancien capitaine de l'armée française, a l'âge de bon nombre d'officiers qui se battent aujourd'hui. Il est plus jeune que Joffre. Il juge à propos de rester chez lui. Je ne connais pas ses états de service. Je crois bien que la seule bataille où il se soit rendu, c'est dans celle dite de la terrasse de Québec où il dut retraiter en désordre. Je le préviens que, s'il continue à se mêler de ce qui ne le regarde pas, il pourrait bien être forcé de reculer une seconde fois en désordre.

### **Propos de *La Presse***

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève une question de privilège. Il proteste contre un rapport de *La Presse* au sujet de la production des documents qu'il a demandés récemment. Contrairement à ce qui est dit dans ce rapport, la production de ces documents ne coûtera pas \$26,000. Elle coûtera même moins que le bill qui vient d'être présenté au sujet de *La Presse*.

### **M. Edmond St-Denis**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 72 régularisant la cléricature d'Edmond St-Denis, étudiant en loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Société des artisans canadiens-français**

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Corporation des commissaires d'écoles catholiques séparées de Saint-Dominique de Montréal**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 64 érigeant en municipalité scolaire distincte la corporation des commissaires d'écoles catholiques séparées de Saint-Dominique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **M. Reuben Henry Lipsey**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 65 autorisant le collège des



chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Reuben Henry Lipsey au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Ingénieurs préposés à l'installation des bouilloires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 18 amendant la loi 4 George V, chapitre 42, relativement aux ingénieurs stationnaires.

Le but de ce bill est d'abolir l'obligation faite aux ingénieurs stationnaires ayant obtenu un certificat de compétence, après avoir réussi l'examen devant le bureau des examinateurs, de subir un autre examen devant le conseil de la municipalité et d'avoir ainsi à payer des frais une seconde fois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Kaine, Kelly, Pérodeau, Smith et DeVarennes.

#### **Comité permanent et conjoint de la Bibliothèque de la législature**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Allard, Mercier, Mitchell, Taschereau, MM. Bernier, D'Auteuil, Desaulniers, Francoeur, Galipeault, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Tellier et Vilas soient nommés membres du comité de la Bibliothèque de la législature et qu'ils représentent l'Assemblée législative dans le comité mixte des deux Chambres qui doit, pendant la session en cours, assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

#### **Comité permanent et conjoint des impressions de la législature**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions de la législature durant la session en cours, et l'informant que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Allard, Décarie, Mitchell, MM. Cousineau, Desaulniers, Finnie, Galipeault, Gault, Godbout et Tellier représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Octrois à la Société d'agriculture du comté de Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministère de l'Agriculture et la Société d'agriculture du comté des Deux-Montagnes, relative à des octrois spéciaux depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Adopté.

##### **Seigneurie de Lauzon**

**M. Bernier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, correspondance, circulaires ou instructions envoyés à M. Lionel Lemieux, notaire, agent du gouvernement pour la seigneurie de Lauzon, au sujet de la seigneurie, du capital et des intérêts de ladite seigneurie depuis 1912.

Adopté.

##### **Recettes et dépenses**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un tableau indiquant le bilan des recettes et des

dépenses de la province de Québec, depuis 1887 à 1915 inclusivement, étant la continuation d'un tableau identique paru en 1887.

Adopté.

### **Districts d'appel**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 refondant les dispositions des articles 47 et 53 et modifiant l'article 1202b du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but d'amender la loi relative aux districts d'appel en ajoutant le district de Montcalm, récemment créé, à la liste des districts dont les causes en appel sont entendues à Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Successions vacantes**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant les articles 1426 et 1427 du Code de procédure civile relativement aux successions vacantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi aura pour effet de protéger les héritiers dans les affaires de successions et de régulariser les procédures actuelles.

Par ce projet de loi, la nomination du curateur à une succession vacante ne peut être faite, à moins que la demande à cet effet n'ait été signifiée au procureur général (l'honorable M. Gouin) qui peut intervenir pour protéger les intérêts de la couronne.

Le second amendement a pour but d'obliger le curateur, après sa nomination, à transmettre une copie de l'inventaire des biens du défunt au procureur général. Les intérêts des héritiers doivent être protégés aussi bien que ceux de la couronne.

Il arrive souvent, dans certains cas de successions, qu'on nomme des curateurs qui ne sont nullement au courant des affaires et des relations de

familles et il s'ensuit parfois des démêlés et des difficultés où la justice est forcée d'intervenir sans pouvoir quelquefois satisfaire les deux parties en cause.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Municipalité scolaire du village de Villeray**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Avenue Connaught, cité de Montréal**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Thomas A. Trenholme, propriétaire de la majeure partie du terrain bordant l'avenue Connaught, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, demande à la ville de Montréal le remboursement de la taxe qui lui a été imposée, au montant de \$30,000 environ, en raison du passage d'un tuyau d'égout collecteur sur sa propriété.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Ville du Sault-au-Récollet**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Trois-Rivières**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Westmount**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Federation of Jewish Philanthropies  
of Montreal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Donald Russell Mackay**

**M. Vilas (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Donald Russell Mackay au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Maurice Goudrault**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Goudrault au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Municipalité scolaire  
d'Hochelaga**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque),

que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de J.-H. Garceau et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la municipalité scolaire d'Hochelaga à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de J.-H. Garceau et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la municipalité scolaire d'Hochelaga à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, à 8 h 15 du soir.

La séance est levée.



Séance du lundi 24 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 8 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle

**M. Lévesque (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Caron), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, demandant l'adoption d'une loi relative à la construction des église, sacristie et presbytère de ladite paroisse.

Adopté.

### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, demandant l'adoption d'une loi relative à la construction des église, sacristie et presbytère de ladite paroisse.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées, lues et reçues par la Chambre:

- de The Magdalen River Valley Railway Company et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour d'autres fins (M. Lemieux);
- de la Compagnie de chemin de fer Montréal-Sud-Ouest (Montréal & South Western Railway & Power Company), demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Philps);
- de J.-H. Garceau et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant la municipalité scolaire d'Hochelaga à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

### District de Terrebonne, registres et livres d'enregistrement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 12 relatif à

l'authentification de certains registres et livres d'enregistrement dans le district de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Concessions de terrains à Amos

**M. Morin (L'Islet):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il fait des concessions de terrains à Amos, ou dans les environs?

2. Quels sont les noms des individus ou compagnies auxquels ces concessions ont été faites?

3. Si elles ont été faites à des compagnies, quels sont les noms des directeurs ou actionnaires de ces compagnies?

4. Ces individus ou compagnies ont-ils concédé des terrains?

5. Dans l'affirmative, à qui ces terrains ont-ils été concédés et quelles sont les conditions?

#### L'honorable M. Allard (Drummond):

1. Oui.

2. À Amos: Ivanhoe Frigon, Rodrigue Gauthier, Primat Cossette, J.-Arthur Langelier, Théotime et Avida Massicotte, Donat Brunet, Évangéliste Sigouin, David Gourd, lot 11, bloc 1, Pat. à Uldéric Fortin, Hormisdas Gauthier, Solyme Audet, Théophile Gendron, Pat. à Albert Dudemaine, David Gourd, Pat. à Albert Dudemaine, Georges A. Butler, Délia Lafleur, J.-H. Valiquet, Joséphat Lefebvre, N.-J. Lapierre, Pat. à Xavier Lefebvre, Alfred Massicotte, Pat. à Télesphore Fraser, abbé Ivanhoe Frigon, la Corporation épiscopale catholique du Témiscamingue, Joseph-T. Trudel, Pat. à la Corporation épiscopale catholique du Témiscamingue, Théo. Trudel; Pat. à la Corporation épiscopale catholique du Témiscamingue; L. Prince, Pat. à la Corporation épiscopale catholique du Témiscamingue, Raymond Grenon, Chally Koff & Droj Koff, N.-J. Lapierre, Pat. à la Corporation épiscopale catholique du Témiscamingue, Joseph-A. Turcotte, Adélard Sébastien, Mme Adèle Lapierre, Hector Ogden, Paul Audet, J.-Bte Legault, Hector-Alphonse Manibal, Hilaire Boutin, Alfred-P. Cloutier et Déméré Jobidon, Zéphirin Jacob, Honoré Bolduc, Napoléon Paquette, Pat. à Théophile Gendron, Joseph Poulin, S.-H. Saint-Cyr, Alfred Godon, Alphonse Cloutier,

Pat. à Donat Baribeau, Joseph-A. Cloutier, Philéas Cossette, Alfred Dénommé, St-Denys Prévost, Philippe Massicotte, Bruno Marchand et Philippe Massicotte, Pat. à Philippe Massicotte, Anatole Brunet, Victor Gravel, Eugène Plante, Donat Gauthier, Georges Gouin, Primat Pronovost, Dosithée Pronovost, Henri Morin, Armand Baribeau, David et Samuel Caouette, Joseph St-Laurent, Lucien Gravel, Alcide Beaudoin, Alexandre Bond, Maurice Bénard, Raoul Gendron, W. J. Bishop, Pat. à Maurice Bénard, J.-N. Gouin, Florent Cloutier, Rosaire Cloutier, Eugène Perron, Joseph Bouchard, J.-A. Tremblay & Cie, Mme Augustine Bérubé, Albert Nault, Paul Dumas, Pat. à David Gourd, Raoul Arcand, Adélar Cousineau, Denis Barcil, John Ouellet, David Gourd, Pat. à Prosper Ipperciel, Joseph Poulin, David Caouette, Jules Désaulniers, Philéas Cossette, fils de Xavier, Alfred Godon, James Gravel, Lomer Brunel, Joseph Perron, Michael McCart, Napoléon Bacon, Joseph Lantagne, J.-A. Bigné, F.-X. Cossette, Pat. à Anthime Riberdy, J.-O. Germain, Edmond Fortin, lot 7, bloc 19, Pat. à Anthime Riberdy, David Gourd et Edmond Fortin, lot 13, bloc 19, Pat. à Ulderich Fortin, Donat Trudel, Médéric Ayotte, Eugène Bacon, T.-A. Houde, Alfred Godon, Georges Gareau, Octave Pinault, Joseph Leclerc, Oscar Bernard, Anthime Riberdy, lots 14 et 15, bloc 22, Pat. à Ovila Champagne, Xavier Pacaud, William Laplante, Anselme Roy, Isaie Boucher, Arthur Labrosse, Geoffroy Gauthier, Alfred Gauthier, Séraphin Perrier, Chs.-Ed. Marchand, Donat Houde, Nazaire Lamothe, Théode Leduc, Alfred Caron, lot 17, bloc 27, Pat. à Benoît Caron, et lot 18, même bloc, Pat. à Léger Caron, Adélar Caron, Donat Brouiller, Noé Brouillette, Henriette Bond, Hector Authier, A.-A. Girard, Napoléon Paquette, Pat. à A.-A. Drouin, Arthur-A. Drouin, Maurice Bénard, Jean-Charles Dessaint, J. Ferdinand, Édouard Gendron, Paul Bénard, Arthur Simard, Pat. à The New Quebec Realty Co., Joseph-E. Constantin, Georges Brunet, Pat. à The New Quebec Realty Co., Pascal Fortier, Eugène Lafleur, J. Grenier, Massicotte et Marchand, F.-E. Gendron.

3, 4 et 5. Le gouvernement l'ignore.

#### **Municipalité de la paroisse de Saint-Hermas**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le ministère de la Voirie a-t-il payé entièrement le montant réclamé par la municipalité de la paroisse de Saint-Hermas pour ses travaux de voirie exécutés durant l'année 1914?

2. Est-il vrai qu'il n'avait pas encore payé cette réclamation au mois de juin 1915?

3. Dans l'affirmative, pourquoi ce retard?

4. Est-il vrai qu'il y a eu malentendu ou différend entre le conseil de la municipalité de Saint-Hermas et le ministère de la Voirie, au sujet de l'état de compte pour l'année 1914?

5. Dans l'affirmative, quel était la cause de ce malentendu?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1.

Oui.

2. Non.

3. Voir no 2.

4. Non.

5. Voir no 4.

#### **Lots de colonisation dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Combien de lots ont été accordés pour fins de colonisation dans le comté de L'Islet, en 1915?

2. À qui ces lots ont-ils été accordés?

3. Dans quels cantons sont situés ces lots?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. 94 lots.

2. Eug. Boucher fils, Nap.-Honoré Thériault, Hérasme Caron, Hormidas Dumont, Auguste Gauvin, Adélar Chouinard fils, Ls-Marcel Giasson, Joseph Pelletier, fils Auguste, Adèle Ancil, Onésime Morneau, Pierre Gagnon, fils Ls, Philias Robichaud, Jean Godbout père, Jean Godbout fils, Thomas Fournier, George Tanguay, Trefflé Bilodeau, Albert Lavigne, Onésime Gagnon, Théophile Gagné, E. Labrecque, Onésime Lacroix, Albert Avoine, Jos. Avoine, Phydime Duval, Joseph Lévesque, Prospère L'Italien, Maxime Gagnon, Jos. Carrier, fils Jean, Philias Lagueux, Jos. Lagueux, Prospère Bernier fils, Prospère Bernier père, Zéphirin Leblanc, Césaire Guimont, Zoel Leblanc, Ferd. Guimond fils, Narcisse Landry, Delphis Landry, Henri Bolduc, Honoré Leblanc, George Caouette, George Rousseau, Alfred Veilleux, fils Nap., Adélar Veilleux, fils Nap., Louis Morin, fils P., Harvey Vachon, fils J.-P., Philippe Veilleux, Godfroy Veilleux, Amédée Rousseau, Arsène Bernard fils, Sévère Bernard, Émile Bertrand, Antonio Giguère, Oscar Giguère, William Bélanger, J.-E. Lord, fils Damase, Alphonse Mercier, Roc Gagné, H. Rodrigue, fils D., Roméo Hamel, fils Alphonse, Alcide Morin fils, Jos. Lessard, Samuel Cloutier, Jos.

Pelletier, J.-Alcide Veilleux, Jos. Melançon, Louis Grégoire, François Tardif, Pierre Tardif, Napoléon Pelletier, J.-Bte Duval, Xavier Jolin, Timothée Levasseur, Zacharie Levasseur, Wilfrid Levasseur, Parfait Thériault, Auguste Levasseur, Gaudias Ardoïn, George Ardoïn, Évangéliste Larochelle, Wilfrid Gilbert, Omer Mercier, Archélas Bolduc père, Archélas Bolduc fils, Napoléon Bolduc, Palma Lavoie, Edmond Bernier, Zéphirin Duval, Elzéar Jolin, Jos. Poulin à Féréol, Albert Caron, Jos. Roy, fils Élie.

3. Cantons Ashford, Casgrain, Dionne, Fournier, Garneau, Lafontaine, Leverrier.

#### **Droits de coupe dans L'Islet**

**M. O. Morin (L'Islet):** 1. Quelles sont les personnes qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province, pour du bois coupé dans le comté de L'Islet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1915?

2. Quel est le montant payé par chacune d'elles?

3. Pour combien de mille pieds de bois chacune de ces personnes a-t-elle payé des droits de coupe, et pour quelle espèce de bois?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1, 2 et 3. Messieurs Arch. Dechène, \$3.92, pour 1,305 pieds m.p., épinette et sapin; Alfred Mercier, \$26, pour 12,620 pieds m.p., épinette et sapin; Hector Bélanger, \$57.55, pour 37,214 pieds m.p., épinette et sapin; Amédée Dupont, \$31.50, pour 10,000 pieds m.p., épinette et sapin; Edmond et Joseph Tondreau, \$72.45, pour 23,000 pieds m.p., épinette et sapin; Louis Blanchette, \$11.34, pour 6 cordes de bois de pulpe; François Giasson, \$5.88, pour 5,600 pieds m.p., épinette et sapin; Jos. Mignault, \$68.26, pour 33,504 pieds m.p., épinette et sapin.

En outre, nous avons perçu certains montants des porteurs de licences, qui font leurs rapports par agences et non par comtés.

#### **Patentes pour lots de colonisation dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Combien de patentes pour lots de colonisation ont été accordées, dans le comté de L'Islet, du 1<sup>er</sup> mai 1915 jusqu'à ce jour?

2. À qui ces patentes ont-elles été accordées?

3. Depuis combien de temps les billets de location de lots ainsi patentés étaient-ils émis?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. 11.

2. Héras Richard, Amédée Langelier, François Rouleau, Napoléon Godbout, Barthélémy Sénéchal, Joseph-Onésime Lebel, L.-Joseph Dubé, Émile Gagnon, Joseph Vaillancourt, dame Délima Pelletier, épouse de Jérémie L'Italien, l'abbé Wilfrid Caron.

3. Le 21 décembre 1891; le 26 septembre 1895; le 20 avril 1907; le 22 avril 1907; le 11 avril 1908; le 16 avril 1908; le 28 avril 1908; le 31 juillet 1908; le 1<sup>er</sup> septembre 1908; le 6 mai 1910; le 15 février 1912.

#### **Demandes de lots de colonisation dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Y a-t-il des citoyens du comté de L'Islet qui ont demandé au gouvernement des lots de colonisation en 1915?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces personnes?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. Oui.

2. Il n'y a pas d'index par comtés ou par paroisses pour les requêtes pour lots de colonisation.

#### **Commission des parcs de Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 constituant en corporation la Commission des parcs de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Montréal**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ville de Québec-Ouest**

**M. Galipeault (Bellechasse):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Edmond St-Denis**

**M. Lévesque (Laval):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 régularisant la cléricature d'Edmond St-Denis, étudiant en loi, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société des artisans  
canadiens-français**

**M. Perron (Verchères):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Reuben Henry Lipsey**

**M. Lemieux (Gaspé):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Reuben Henry Lipsey au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Corporation des commissaires d'écoles  
catholiques séparées  
de Saint-Dominique, de Montréal**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 érigeant en municipalité scolaire distincte la corporation des commissaires d'écoles catholiques séparées de Saint-Dominique, de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Demande de documents:****Conseil d'hygiène**

**M. Gadoury (Berthier):** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, écrits, correspondance et rapports émanant du Conseil d'hygiène de la

province de Québec, avec toutes corporations municipales ou scolaires et toutes compagnies industrielles dans la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1915 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Développement  
de l'agriculture**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1912, échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant le développement de l'agriculture dans la province.

Adopté.

**Protection des forêts  
contre l'incendie**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1912, échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, et la Commission de conservation fédérale, concernant la protection des forêts contre l'incendie.

Adopté.

**Pêcheries**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1912, échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant la question des pêcheries.

Adopté.

**Pont entre Montréal  
et Longueuil**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier),



qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, depuis 1912, échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil, sur le Saint-Laurent.

Adopté.

#### **Route Édouard VII et jetée de Laprairie**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant la route Édouard VII et la jetée de Laprairie.

Adopté.

#### **Établissement et maintien de routes nationales**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant l'établissement et le maintien de routes nationales.

Adopté.

#### **Sujets ennemis demeurant dans la province**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, correspondance, échangés entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, relativement aux sujets ennemis demeurant dans la province depuis le début de la présente guerre des alliés.

Adopté.

#### **Administration de la justice**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, relativement à l'administration de la justice dans la province, nominations de juges, dans le cours de l'année 1915.

Adopté.

#### **Enseignement technique**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant l'enseignement technique dans la province et la coopération du gouvernement à ce sujet depuis l'année 1911.

Adopté.

#### **Compagnies d'assurances**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous décrets pris en conseil, jugements concernant la question soumise au Conseil privé, relatifs aux compagnies d'assurances.

Adopté.

#### **Demandes de subventions pour les victimes de la guerre**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute demande, de toute pétition, de tout mémoire adressé au lieutenant-gouverneur, y compris des demandes de subventions au Fonds patriotique canadien, à la Croix-Rouge, au Secours aux Belges et à toutes les victimes de la guerre.

Adopté.

**Aide aux soldats blessés**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant l'aide à être accordée aux soldats blessés durant la présente guerre des alliés.

Adopté.

**Emprunt de \$6,000,000**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Cousineau), qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous décrets pris en conseil, correspondance, documents, soumissions concernant l'emprunt fait par le gouvernement de la province, le 1<sup>er</sup> avril 1915, pour \$6,000,000.

Adopté.

**Serment d'office des commissaires  
et des syndics d'écoles**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 amendant la loi de l'instruction publique relativement au serment d'office que doivent prêter les commissaires et les syndics d'écoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Entretien d'enfants dans des écoles  
de réforme ou d'industrie**

**M. Décarie (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec Sa Grandeur Monseigneur Gustave Blanche, vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent; l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les missionnaires de la Compagnie de Marie; et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal,

respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas.

Adopté.

**Compagnie de chemins  
à barrières de péage**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 amendant la loi George V, chapitre 12, relative aux compagnies de chemins à barrières de péage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Curateurs de faillites**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant l'article 892 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Une voix** propose l'ajournement de la séance.

**Faits personnels**

**M. Tellier (Joliette)** demande la permission d'expliquer en gros ce qui constitue une affaire personnelle.

Il veut donner, dit-il, un mot d'explication personnelle au sujet d'une attaque assez violente dont il a été victime avec quelques autres membres de la Chambre et quelques autres qui n'en sont pas. Il demande la permission de faire quelques citations au moyen desquelles il espère prouver que c'est bien faussement qu'il a été pris à partie par le député de Montmagny.

Le député de Montmagny a prétendu, déclare-t-il, qu'on ne trouvait jamais qu'il allait assez loin, en 1911, qu'il disait alors ce qu'il dit à présent et que, s'il est un rebelle, ceux qui l'approuvaient alors le sont comme lui. Il est parti de cet avancé que je l'ai traité de rebelle parce qu'il aurait dit que le Canada ne devait pas participer à la guerre. C'est avancer une chose qui n'est absolument pas vraie. J'en appelle au témoignage de mes collègues dans cette Chambre.

Quelle est la vérité? M. l'Orateur, le 13 janvier, le député de Montmagny avait dit que les Canadiens français qui s'enrôlent manquent à leur devoir; que l'argent donné aux œuvres de guerre est de l'argent volé aux Canadiens français d'Ontario et à la cause ontarienne; qu'un évêque ou un archevêque qu'il n'a pas nommé, qui, dans les circonstances, serait l'archevêque de Montréal, ainsi que toute la Chambre l'a compris, prêche et encourage l'enrôlement parce qu'il n'a pas sur la tête ce qu'il voudrait avoir; tout le monde, dit-il, a compris qu'il s'agissait d'un chapeau de cardinal; que, si les Allemands s'emparaient du Canada, il ne voyait pas de différence avec le régime actuel, parce que mordu par un chien ou mordu par une chienne, il n'y avait pas de différence.

J'étais présent lorsque ces paroles ont été prononcées, dit-il, et toute la Chambre les a entendues. L'honorable ministre des Travaux publics ainsi que d'autres membres de cette Chambre ont protesté et j'ai cru devoir faire comme eux. J'ai dit que, lorsque l'autorité légitime avait décidé la participation du pays à la guerre, lorsqu'elle a ouvert des bureaux de recrutement, on ne peut affirmer que les Canadiens français qui s'enrôlent manquent à leur devoir. J'ai ajouté: Les violences de langage du député de Montmagny ne peuvent aider la cause qu'il défend avec tant d'habileté, celle des Canadiens français de l'Ontario. Je n'ai pas touché à la thèse de la participation. Le député de Montmagny, reprend-il, a voulu refaire sa position, dans son discours du 17 janvier. Ce n'était pas sans besoin, mais il aurait dû le faire comme un homme et non pas aux dépens de ses amis. C'eût été moins habile, mais plus honorable. Le député de Joliette cite alors le journal *Le Devoir* pour établir que le député de Montmagny n'avait jamais parlé avec autant de violence que le soir du 13 janvier.

Depuis 1911, le député de Montmagny s'est levé 10 ou 20 fois de son siège pour développer sa thèse de participation. Jamais député dans cette Chambre n'a molesté le député de Montmagny dans l'expression de ses opinions. Le député de Joliette peut en rendre le témoignage qu'il n'a jamais tenté de gêner la liberté de parole, mais jamais la liberté de parole ne doit comporter un langage comme celui-là.

Il croit avoir raison de dire que le député de Montmagny n'a pas été juste quand il a cherché à faire comprendre que, l'épithète de "rebelle" ayant été appliquée à l'une de ses paroles, elle l'avait été à toute sa thèse. Il analyse alors la motion Prévost-D'Auteuil citée par le député nationaliste pour établir que l'opposition ne trouvait pas, avant 1911, qu'il allait trop loin. Cette motion, conclut-il, n'a pas le sens que le député de Montmagny lui a prêté. On y accusait le ministre d'avoir sans mandat avancé publiquement des théories en dehors des attributions de la Législature.

Pendant des jours et des jours, continue-t-il, le député de Montmagny avait une autre motion dénonçant le principe formel de la non-participation du Canada aux guerres impériales et il sait que certains de ses collègues de l'opposition s'opposèrent à ce qu'elle fut présentée, et le député de Joliette déclare qu'il regrette de voir sortir des choses qui n'auraient jamais dû quitter la Chambre de l'opposition. Je me sens révolté d'entendre le député de Montmagny dire que nous trouvions qu'il n'allait jamais assez loin.

Le député de Montmagny a dit, continue l'orateur, que l'entrée à la crèche avait changé l'opinion de ses amis d'avant 1911. Il n'hésite pas à rendre hommage au désintéressement de son collègue, mais pourquoi, dit-il, donner à croire qu'il est le seul des 80 députés de cette Chambre à être capable de ce sentiment? De quelque côté qu'il porte ses yeux, du côté ministériel comme du côté oppositionniste, il ne voit que des créchards.

Pourquoi poser de vilains motifs à l'archevêque de Montréal qui s'occupe de recrutement? Ne serait-il pas capable, lui non plus, de ce désintéressement? Le député de Montmagny a dit qu'il aurait pu être ministre et qu'il a dû insister pour que le portefeuille qu'on lui offrait fût donné à M. Pelletier. Si le député de Montmagny considérait qu'il était de son devoir de ne pas entrer dans le ministère, il ne devait pas pousser ses amis. Le député de Montmagny ne peut croire comme le vulgaire qu'un portefeuille est un cadeau qu'on donne à un ami politique. Non, ce n'est pas un cadeau que d'être ministre, et ceux qui acceptent cette charge acceptent aussi le poids d'une responsabilité effroyable dont ils sont récompensés souvent par l'ingratitude.

Le député de Montmagny, ajoute l'orateur, méprise l'opposition, s'il faut en croire les paroles que lui prête son porte-parole *Le Devoir*.

Le député de Montmagny parle de meules de fromage attachées au cou de ses anciens amis de

l'opposition. Pourquoi ces paroles de mépris? N'a-t-il pas été bien traité par l'opposition? N'y a-t-il pas trouvé assez de chaude sympathie? Est-ce ainsi que doit sortir un gentilhomme? Rougirait-il de ce que nous avons fait ensemble?

**M. Lavergne (Montmagny)** rectifie le compte rendu du courriériste parlementaire auquel le député de Joliette (M. Tellier) fait allusion et déclare que ses paroles relativement à la meule de l'écriture se rapportaient plutôt aux conservateurs de la capitale fédérale qu'aux membres de l'opposition.

**M. Tellier (Joliette)** dit qu'il préfère avoir à protester contre le rapport d'un courriériste parlementaire que contre les paroles d'un collègue.

Il n'a jamais prétendu, ni de près ni de loin, que le député de Montmagny a été rebelle à cause de sa thèse sur la non-participation; il a trouvé qu'il valait mieux ne pas laisser cette légende prendre pied.

**M. Lavergne (Montmagny)** constate que, depuis quelque temps, on s'occupe bien plus de sa personne que des questions soumises à la Chambre. Il exprime son étonnement que le député de Joliette (M. Tellier) n'ait pas clos ses remarques par une motion de censure à son adresse comme on le laissait entendre.

**M. Tellier (Joliette):** À sa connaissance, il n'en a jamais été question.

**M. Lavergne (Montmagny)** dit qu'il a voulu simplement se défendre contre la presse impérialiste northcliffiste. Le langage que j'ai prononcé à la Chambre, dit-il, et qui scandalise le député de Joliette et ses amis est le même que j'ai prononcé avant 1911. Le député de Joliette a tort de dire que je n'ai jamais été aussi violent. Je n'ai jamais trouvé le drapeau anglais de balles comme un ministre de ses amis.

Et, s'il avait été dans Drummond et Arthabaska en 1910, il aurait entendu des discours beaucoup plus violents que le mien. Nous nous battions alors pour les principes, et ceux qui n'avaient pas de principes n'étaient que des renégats cherchant à escamoter le pouvoir, et le peuple aurait raison de les châtier.

On a rapporté que j'ai dit que je préférerais être Allemand qu'Anglais. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Dieu merci! je n'ai pas à choisir entre deux maux. Mais j'ai dit et je répète que, si je comparais le

système d'éducation des Allemands en Alsace-Lorraine à celui dirigé par les Anglais contre les nôtres dans l'Ontario, je n'hésiterais pas à donner la palme au système allemand. Quant à l'expression "mordu par un chien, mordu par une chienne" dont le député de Joliette s'indigne, s'il avait été dans Drummond-Arthabaska, il l'aurait entendue bien des fois de la bouche de ses amis. Ah! non, on ne se scandalisait pas alors, et, quand on nous téléphonait de Québec à Montréal, comme M. Pelletier qui disait à M. Bourassa: M. Bourassa, c'est à genoux que je vous téléphone, tous, vous les avez vus comme moi, ils se donnaient pour nationalistes et ceux qui ne voulaient pas l'être, comme MM. Casgrain et Maréchal, n'étaient pas acceptés comme candidats par les chefs conservateurs.

Il dit qu'à peine au pouvoir les conservateurs lui offraient des récompenses en argent, mais il les a refusées en leur demandant seulement de rester fidèles à leurs promesses. Vous avez voulu vous couvrir de la tunique nationaliste? Endurez-en les conséquences. Comme la tunique de Nessus, elle restera collée à votre corps et vous dévorera<sup>1</sup>.

Il rappelle la motion Prévost-D'Auteuil de 1910. Il a vérifié les députés de l'opposition l'un après l'autre. Il cite des discours de chacun, sauf le député de Jacques-Cartier (M. Cousineau), contre la participation du Canada aux guerres de l'Empire. Il a prononcé son discours contre la guerre dans son langage habituel, dans le comté de Deux-Montagnes, et le député a applaudi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** affirme que le député de Montmagny (M. Lavergne) n'a pas pu citer une ligne de tels discours dans Deux-Montagnes.

**M. Lavergne (Montmagny)** dit qu'il ne collectionne pas les petits papiers parce qu'il ne change pas de doctrine politique et ne pouvait s'imaginer que les autres n'en feraient pas autant.

Il parle contre la participation du Canada à la guerre, dans le comté de Joliette, et le député a applaudi.

**M. Tellier (Joliette)** nie l'affirmation du député de Montmagny (M. Lavergne).

**M. Lavergne (Montmagny):** Dans le comté de Témiscouata aussi, et le député a applaudi.

**M. Bérubé (Témiscouata):** Je mets le député de Montmagny (M. Lavergne) au défi d'affirmer que j'ai applaudi à ces discours.

**M. Lavergne (Montmagny):** Ah! un autre. Ils vont tous se lever un après l'autre et dire la même chose. Il ajoute que, dans les campagnes, tous se réclamaient de moi comme de leur chef. À Joliette, M. Justice Pelletier, ancien ministre des Postes dans le cabinet Borden, alors qu'il faisait campagne contre Sir Wilfrid Laurier, parlait de moi comme de son jeune chef.

Il rappelle les dépêches de félicitations du député de Joliette (M. Tellier) après Drummond-Arthabaska.

M. Pelletier lui-même parlait comme cela jusqu'à ce qu'un portefeuille vint lui mettre un cadenas sur la bouche. M. L'Espérance également disait qu'il se présentait pour suivre la politique de Bourassa et du député de Montmagny à Québec.

Le député de Montmagny ne prétend pas être seul intéressé, mais il l'est assez, dit-il, pour rester fidèle à la doctrine qu'il a prêchée. On dit que son langage nuit à la cause des Canadiens français de l'Ontario, mais les nombreux témoignages qu'il reçoit d'eux démontrent qu'il leur nuit moins que ceux qui ont toujours méconnu les réclamations de leurs compatriotes.

Quant aux évêques et archevêques, il dit comme O'Connell: C'est à la maison que je puise mes convictions religieuses et politiques. Il se soumet aux évêques pour les dogmes, mais ni évêque ni pape ne lui feront dire que nous devons contribuer aux guerres de l'Empire. Il rend à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu. Seulement, il ne veut pas tout donner à César.

J'en appelle, dit-il, à ceux qui ont combattu avec moi à Drummond et Arthabaska et dans toute la province si le langage que j'ai tenu en Chambre n'est pas le même que j'ai tenu partout et toujours.

J'ai couru bien des risques pour les conservateurs et pour les libéraux; je puis bien en courir maintenant pour moi-même. Il viendra d'autres élections; nous aurons d'autres armes. Je ne veux pas occuper la Chambre trop longtemps avec mes affaires personnelles, avec les reniements de celui-ci et les trahisons de celui-là.

Il a voulu prouver simplement que ces gens-là tenaient le même langage que lui, sauf peut-être le chef de l'opposition, avant 1911. Ils veulent l'oublier maintenant, mais ils ne le peuvent. Leur conscience comme la statue du commandeur leur apparaît dans la nuit et leur dit: Vous avez cru dans une doctrine et vous ne l'avez pas pratiquée ou, si vous n'y avez pas cru, vous avez été des trompeurs du peuple.

Quant à lui, son langage a toujours été aussi violent, ni plus ni moins, mais toujours le même, et voilà bien ce qui est ennuyeux. Et ce langage, il restera toujours le même, qu'importe ce qui lui arrivera.

Il est entré dans la politique bien jeune et avec les mains blanches et la conscience haute, et il en sortira de même.

Quant aux autres, il leur est permis de changer d'opinion, il leur est permis de changer d'attitude, mais il ne leur est pas permis de dire: Je n'ai pas dit cela.

L'opposition ici ne devrait pas déplorer que je me sois joint à elle dans sa lutte contre la majorité en cette Chambre.

(Les spectateurs des galeries applaudissent)<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur** demande aux spectateurs des galeries de cesser d'applaudir.

**M. Lavergne (Montmagny):** J'ai connu les insultes et les éloges exagérées, mais toutes deux m'ont laissé bien indifférent. Les conservateurs ne se plaignaient pas lorsque je combattais l'autre côté. Nous avons combattu ensemble et nous avons été reniés froidement.

Il sent que, depuis le 21 septembre 1911, le vide se fait autour de lui. Les portes se fermaient à son arrivée. Aux élections de 1912, la flamme de l'amitié s'est ravivée. Mais on lui a imputé ensuite l'échec du district de Québec de 1912.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous êtes allé aussi au Manitoba en 1912.

**M. Lavergne (Montmagny):** Oui, j'y suis allé pour défendre mes compatriotes et réclamer pour eux auprès du gouvernement Roblin, quand aucun des vôtres n'avait le cœur d'y aller. Un de vos ministres est allé à Toronto, mais ça a été pour renier la province.

(Les spectateurs des galeries applaudissent)<sup>3</sup>.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Montmagny (M. Lavergne).

**M. Lavergne (Montmagny):** Dites ce que vous voudrez, continue le député de Montmagny, vous n'empêcherez pas que la campagne de 1910 a été conduite par les nationalistes et les députés conservateurs et financée par les grosses légumes comme Sir Hugh Graham et Ames, et les autres impérialistes de l'Ontario étaient heureux de se coller à nous. Les impérialistes d'Ontario sont les Phariséens, mais ces Phariséens ont "The imperialists of Ontario are the Pharisees, but these being Pharisees had turned again."

Je resterai tout seul, dit-il, fidèle aux principes que j'ai toujours soutenus, exerçant la liberté de tout sujet britannique. Le jour où je cesserai d'exercer cette liberté, je serai couché pour me reposer pour toujours.

(Les spectateurs des galeries applaudissent le discours du député de Montmagny)<sup>1</sup>.

La proposition d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 heures.

---

## NOTES

1. Dans la mythologie grecque, Nessus était un des centaures liés à la mort d'Héracles. "Tunique de Nessus" signifie un présent funeste.

2. Voir *The Gazette*, 25 janvier 1916, p. 18.

3. Voir *Le Devoir*, 25 janvier 1916, p. 2.

4. Voir *The Gazette*, 25 janvier 1916, p. 18.

## Séance du mardi 25 janvier 1916

## Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées, lues et reçues par la Chambre:

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, demandant l'adoption d'une loi relative à la construction des église, sacristie et presbytère de ladite paroisse (M. Lévesque);
- des commissaires d'écoles de la ville de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi leur conférant certains pouvoirs (M. Desaulniers);
- de dame Rose-de-Lima Décarie, demandant l'adoption d'une loi maintenant une évaluation des terres en culture, dans le quartier Bordeaux (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

## Rapports de comités:

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 53 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Solon Eliasoph au nombre de ses membres;
- bill 51 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis-René Gagné au nombre de ses membres et à lui octroyer son diplôme d'avocat;
- bill 62 loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Alexandre Walker Thornton au nombre de ses membres;
- bill 138 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frank Mendel au nombre de ses membres;
- bill 137 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Moe Newton Fineberg au nombre de ses membres;

- bill 139 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Nathan Titleman au nombre de ses membres;

- bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Goudrault au nombre de ses membres, après examen.

Et avec des amendements, les bills suivants:

- bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec;
- bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Joseph Labrègue, demandant de voter une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;
- de Jean-Marie Richard et de P. Caumartin, demandant respectivement une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres;
- de Joseph Allard, demandant une loi régularisant sa cléricature;
- d'Olivier Lachance, demandant une loi ratifiant un certain acte de vente;
- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens, demandant une loi les concernant;
- de la municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation, demandant une loi l'annexant à la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- de J.-W. Domville et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;
- du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;
- de la St. Francis Valley Railway Company;
- de la Compagnie de chemin de fer Roberval et Saguenay;
- de l'Institut des artisans de Montréal;
- de la Compagnie de chemin de fer Québec Central;
- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec;

- de la ville de Laval-des-Rapides et de la ville de Saint-Jean, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, demandant une loi concernant la construction d'une église dans ladite paroisse;

- et de Joseph Barnard et autres, demandant une loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

#### **Compagnie de chemin de fer Québec Central**

**M. Godbout (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 74 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec Central.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Saint-Jean**

**M. Robert (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 91 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Paroisse Sainte-Marie-de-Monnoir**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 162 autorisant la construction d'une église, d'une sacristie, d'un presbytère et ses dépendances en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnie de tramways Verchères, Chambly et Laprairie**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 109 incorporant la Compagnie de tramways Verchères, Chambly et Laprairie.

Le projet de loi permet de construire une voie entre ces villes de la rive sud de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Institut des artisans de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 67 amendant la charte de l'Institut des artisans de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Labissonnière (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 107 amendant la charte de la corporation de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 57 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Joseph-Philias-Philippe Caumartin**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Joseph-Philias-Philippe Caumartin de pratiquer le droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 132 annexant la municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation de Montréal à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.



**M. Jean-Marie Richard**

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 127 autorisant Jean-Marie Richard à exercer la profession d'avocat, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé par Son Honneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

M. P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 18)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, ce 17 janvier 1916

**Dépôt de documents:****Statistiques municipales**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année 1914. (Document de la session no 16)

**Compagnies de chemins de fer,  
états et statistiques**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre un rapport des états et statistiques de certaines compagnies de chemins de fer jusqu'au 30 juin 1915, en conformité de l'article 1438 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 12)

**Compagnies de chemins de fer,  
recettes et frais d'exploitation**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre un rapport des recettes et des frais d'exploitation de différentes compagnies de chemins de fer pour l'année expirant le 30 juin 1915, en conformité de l'article 1438 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 11)

**Questions et réponses:****Élèves de l'École des hautes  
études commerciales**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien d'élèves fréquentent actuellement les cours de l'École des hautes études commerciales à Montréal?

2. Combien d'élèves paient leurs cours? Combien sont titulaires de bourses?

3. Quel est le nombre des professeurs, quel est leur nom et quel traitement est attribué à chacun d'eux?

4. Combien d'élèves sont sortis diplômés de cette école?

5. Quelles positions occupent-ils aujourd'hui?

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):** 1. 85.

2 et 3. (Voir la liste ci-dessous)

1. 85

2. (a). 13

3. (a). 22

(b). 72 (après concours)

(b). Messieurs :

Archambault Hon. H.

Béique H.

Brot M.

Contant J.

Courville H.

Cusson V.

Favreau L.

Fontaine E.

Gauthier Abbé O.

Gariépy A.

Giroux E.-A.

Groulx Abbé L.

Laurendeau Hon. C.

Laureys H.

Malone P.

Manseau C.

Marot T.

Montpetit E.  
 Riou J.-P.  
 St-Charles J.  
 Sugars R.  
 Vidricaire C.-E.

c. Divers professeurs ont des traitements fixes établis comme suit: un a \$2,400; deux ont \$1,800; un a \$1,500; un a \$1,200; un a \$1,000; un a \$750; un a \$600. Les autres ont un traitement variable suivant le nombre de cours donnés, calculé à raison de \$3 et \$5 par cours.

4. 26.

5. La plus grande partie ont déjà des situations, le commerce, l'industrie et la finance, ou y font actuellement un stage. Deux d'entre eux sont en France, à cette fin. Trois sont employés au service civil. Un est à l'armée et est actuellement au front. Un est préparateur dans les laboratoires de l'école et est chargé de cours. Un est chargé de cours à l'école. Un est bibliothécaire à l'école.

### Inspecteurs du département de la Voirie

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms des inspecteurs du département de la Voirie?

2. Quelle est la date de leur nomination et quel est leur salaire?

3. Quelles étaient leur occupation et leur résidence avant leur nomination?

4. Quel certificat de compétence avaient-ils lors de leur nomination?

5. Où avaient-ils appris la confection des chemins?

### L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

Les inspections ordonnées par le ministère de la Voirie sont divisées comme suit:

a. Inspections préliminaires;

b. Inspections de macadam fait ou en voie de confection;

c. Inspections de gravelage;

d. Inspections de chemins de terre.

A. Inspections préliminaires				
Questions : 1	2	3	4	5
Ahern, F. X.	8 juin 1914, \$ 1,200.00	Ingénieur civil, Québec	Ingénieur civil	Université Queen's, Toronto
Deschênes, L.-N.	10 avril 1913, 1,100.00	Ing-résid. sur le Transcontinental, Québec	Son expérience acquise sur le Transcontinental pendant 4 ans	Voir réponse précédente
Pepin, Abias	18 mai 1914, 1,250.00	Ingénieur civil, Chambly	Ingénieur civil	École polytechnique, Montréal

B. Inspections de macadam fait ou en voie de confection				
1	2	3	4	5
Fafard, E.	Saison 1910, \$ 2,300.00	Registraire, assistant au département de l'Agriculture, Lauzon	Voir réponse 5	Inspecteur de 1910 à 1912, sous la direction de M. G. Henry, ingénieur en chef. Inspecteur général depuis 1913.
McGill, J. W.	Juin 1914, 1,100.00	Voir réponse 5, Huntingdon	Admis par l'inspecteur général pour les raisons données dans la réponse 5	En 1911, instructeur sous les ordres de M. Gabriel Henry, ingénieur en chef. En 1912 et 1913, instructeur en chef sur la route Édouard VII. Avant son entrée au ministère de la Voirie, avait travaillé deux saisons pour un entrepreneur des chemins de l'État de New York.

B. Inspections de macadam fait ou en voie de confection				
1	2	3	4	5
Bernier, Calixte	Juin 1914, \$3.00 par jour	Voir réponse 5, L'Islet	Admis par l'inspecteur général pour les raisons données dans la réponse 5	En 1910 et 1911, instructeur sous les ordres de M. Gabriel Henry, ingénieur en chef. En 1912-1913, instructeur en chef sur la route Édouard VII. A suivi les cours d'instruction à Acton Vale, en 1914, et à Richmond, en 1915.
Therrien, Norbert	Juin 1914, \$3.00 par jour	Voir réponse 5, Sainte-Edwige-de-Clifton	"	Surveillant des travaux 1912. Instructeur en charge d'un outillage du gouvernement en 1913.
McNeil, Amédée	Juin 1914, \$3.00 par jour	" Napierville	"	Instructeur en charge d'un outillage du gouvernement, sur la route Édouard VII, sous les ordres de M. Alex Fraser, ingénieur en charge de la construction. Saisons 1912 et 1913.
Pothier, Albert	Juil. 1913, \$3.00 par jour	" Batiscan	"	En 1912, a fait son apprentissage sur la route Édouard VII. Nommé instructeur en 1912 en charge d'un outillage du gouvernement jusqu'en 1913.
MacLaren, F. H.	Juin 1914, \$3.00 par jour	Ing. civil, Huntingdon	Ingénieur civil	Voir réponse 4
Labrecque, J.-R.	Juin 1914, \$3.00 par jour	Voir réponse 5, Québec	Admis par l'inspecteur général pour les raisons données dans la réponse 5	A suivi le cours d'instruction fait à Acton Vale en 1914, puis a fait pendant deux mois des inspections avec M. Albert Pothier.
Fraser, J. F.	Juin 1914, \$3.00 par jour	" Cap-Saint-Ignace	"	A suivi les cours d'instruction : à Knowlton en 1913; à Acton Vale, en 1914; instructeur en charge d'un outillage du gouvernement en 1913.
Demers, Alfred	Juin 1914, \$3.00 par jour	" Limoilou	"	A fait son apprentissage en 1913, sous les ordres de Ulfranc Bélanger, puis nommé instructeur. A suivi le cours d'instruction d'Acton Vale, en 1914.
Cormier, Alcide	Juin 1914, \$3.00 par jour	" Limoilou	Admis par l'inspecteur général pour les raisons données dans la réponse 5	A suivi les cours d'instruction à Acton Vale, en 1914, à Richmond, en 1915. En 1914, a fait des inspections avec M. C. Bernier, inspecteur.
Bélanger, Ulfranc	Juin 1914, \$3.00 par jour	Voir réponse 5, L'Islet	"	En 1912, instructeur sur la route Édouard VII, sous les ordres de M. Alex. Fraser. En 1913, instructeur en charge d'un outillage du gouvernement. En 1914, a suivi le cours d'instruction à Acton Vale .
Adam, Anatole	Juin 1914, \$3.00 par jour	" Trois-Saumons	"	En 1912, a suivi le cours d'instruction à Danville, puis apprenti instructeur jusqu'au 24 juin 1912. Instructeur en charge d'un outillage du gouvernement en 1912 et 1913.

C. Inspections de gravelage				
Question : 1	2	3	4	5
Fafard, Auguste	Juin 1913, \$1,150.00	Voir réponse 5, L'Islet	Admis par l'inspecteur général pour les raisons données dans la réponse 5	En 1910, travaillait à des travaux de nivelage dans la Saskatchewan. En 1911, a travaillé sous les ordres de M. McGill, puis nommé instructeur en charge d'un outillage du gouvernement jusqu'au mois de juin 1913. - En 1913, inspecteur des chemins de terre. En 1914, inspecteur des chemins de terre et de gravelage. En 1915, inspecteur de gravelage.
Bourque, Paul	Juin 1915, \$2.75 par jour	" Québec	"	En 1913, a fait son apprentissage sous les ordres de M. Tél. Renaud, puis nommé instructeur en charge d'un outillage du gouvernement jusqu'à la fin de la saison 1914.
Deschênes, H.-M.	Juin 1915, \$2.75 par jour	" Village-des-Aulnaies	"	En 1914, a suivi le cours d'instruction d'Acton Vale, puis nommé instructeur et envoyé dans différentes municipalités pour en surveiller les travaux.
Gourde, J.-A.	Juil. 1915, \$2.75 par jour	" Scott-Jonction	"	En 1914, a suivi le cours d'instruction à Acton Vale. Surveillant route Montréal-Québec, contremaître route Lévis-Jackman.
Kiernan, Robert	Oct. 1915, \$3.50 par jour	" Trois-Rivières	"	Contremaître sur la route Lévis-Jackman, toute la saison 1914 et en 1915, jusqu'au 6 octobre.

D. Inspections des chemins de terre.				
Question :1	2	3	4	5
Bertrand, S.-A.-D.	Mai 1913, \$1,100.00	Voir réponse 5, Montréal	Voir réponse 5	Inspecteur des chemins du Yukon, pour le gouvernement fédéral.
Pelletier, G.-A.	Septembre 1912, \$200.00 par année	" Saint-Roch-des-Aulnaies	"	Inspection des chemins de terre, sous la direction et d'après les instructions spéciales données par le département.
Lagueux, P.-A.	Août 1914, \$3.00 par jour	" Québec	"	Fait son apprentissage sur la route Lévis-Jackman.
Lefebvre, J.-A.	Avril 1914, \$1,250.00	Ingénieur civil, Beauport	Ingénieur civil	Surintendant du gravelage et des chemins de terre.

**Montant du subside fédéral  
dépensé dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quel est le montant provenant du subside fédéral qui a été dépensé dans le comté de L'Islet, du 30 juin 1915 à ce jour?

2. Pour quelles fins cet argent a-t-il été dépensé et à qui cet argent a-t-il été payé?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
1. \$1,409.50.  
2. (Voir la liste ci-dessous).

1. \$1,409.50	
2. École ménagère de L'Islet,	
subvention pour 1914-1915 .....	\$300.00
L.-J.-A. Dupuis, Village-des-	
Aulnaies, Sucrerie, école.....	751.50
J.-W. Mercier, L'Islet,	
Station avicole.....	242.00
Louis Gagnon, Sainte-Louise	
Champ de démonstration .....	35.00
Aug. Castonguay, Village-des-	
Aulnaies, Champ de	
démonstration.....	32.00
J.-D. Gagné, Anse à Gilles	
Station, Champ de	
démonstration.....	24.00
Jos. Blais, Saint-Jean-Port-Joli	
Champ de démonstration .....	25.00

**Subside pour l'agriculture  
dépensé dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quel a été le montant du subside provincial pour l'agriculture dépensé dans le comté de L'Islet, depuis le 30 juin 1915 à ce jour?

2. À qui ces montants ont-ils été accordés et dans quel but?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. \$1,932.62.

2. (Voir la liste ci-dessous).

1. \$1,932.62	
2. Octrois aux cercles agricoles suivants :	
Notre-Dame-Bon-Secours.....	\$50.00
Sainte-Louise.....	25.00
Saint-Adalbert .....	50.00
Saint-Pamphile .....	50.00
Sainte-Perpétue.....	50.00
Saint-Eugène .....	50.00
Saint-Jean-Port-Joli .....	50.00
Saint-Roch-des-Aulnaies.....	50.00
Saint-Marcel .....	50.00
Saint-Damase .....	50.00
Saint-Cyrille .....	50.00

Primes aux cercles agricoles suivants, pour animaux de race :

Saint-Roch-des-Aulnaies.....	80.00
Notre-Dame-Bon-Secours.....	80.00
Saint-Jean-Port-Joli .....	50.00
Sainte-Louise.....	50.00
Saint-Cyrille .....	65.00

Allocations spéciales :

Société d'horticulture.....	446.72
Société d'agriculture .....	560.90
Cercle agricole Saint-Adalbert....	75.00

**Montant dépensé  
pour l'agriculture**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Quel montant a été dépensé dans cette province, pendant l'exercice financier 1914-1915, pour la culture des fruits?

2. Quelle partie de ce montant provenait du subside fédéral payé par le gouvernement d'Ottawa ou gouvernement de cette province pour l'encouragement à l'agriculture?

3. Mêmes questions pour l'industrie du bacon.

4. Mêmes questions pour l'aviculture.

5. Mêmes questions pour subventions aux écoles d'agriculture.

6. Mêmes questions pour les représentants des districts.

7. Mêmes questions pour l'apiculture.

8. Mêmes questions pour l'industrie du tabac.

9. Mêmes questions pour les démonstrations de drainage.

10. Mêmes questions pour l'industrie du sucre d'érable.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1 à 10. (Voir le tableau à la page suivante)

1 à 10	Subside provincial	Subside fédéral	Total
Culture des fruits	\$ 6,734.60	\$ 25,024.60	\$ 31,759.20
Industrie du bacon	.....	15,827.14	15,827.14
Aviculture	2,099.14	19,176.25	21,275.39
Écoles d'agriculture	29,863.09	64,362.67	94,225.76
Agronomes	.....	11,165.30	11,165.30
Apiculture	684.98	8,000.00	8,684.98
Industrie du tabac (prêt)	17,000.00	3,855.86	20,855.86
Drainage	.....	7,523.41	7,523.41
Sucre d'érable	794.05	2,810.97	3,605.02

**Montant du subside fédéral dépensé  
pour l'agriculture dans Rimouski**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quels ont été les montants dépensés dans le comté de Rimouski à même le subside fédéral pour l'encouragement à l'agriculture, depuis 1914?

2. À qui ces montants ont-ils été payés dans chaque cas?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
1 et 2. (Voir la liste ci-dessous).

1. Société coopérative agricole  
de Rimouski ..... \$ 4.00
- École normale de Rimouski ..... 99.34
2. Station fruitière de Rimouski,  
frères de la Croix..... 25.00
- Station fruitière de Rimouski,  
Mgr Ross..... 97.93
- Valmore St-Laurent, Rimouski,  
champ de démonstration ..... 59.44

**Montant du subside fédéral dépensé  
pour l'agriculture dans Matane**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quels ont été les montants dépensés dans le comté de Matane à même le subside fédéral pour l'encouragement à l'agriculture, depuis 1914?

2. À qui ces montants ont-ils été payés dans chaque cas?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
1 et 2. (Voir la liste ci-dessous).

- 1 et 2 :
- |                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| Commission scolaire de Mont-Joli   | \$ 600.00 |
| École ménagère de Saint-Jérôme     | 671.62    |
| Station d'arboriculture, Mgr Baril | 31.19     |

**Inspection des beurreries et  
des fromageries**

**M. Labissonnière (Champlain):** 1. Combien a coûté à la province l'inspection des beurreries et des fromageries en 1914?

2. Même question pour 1915.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
1. \$53,406.44 en 1913-1914.

2. \$72,111.10 en 1914-1915.

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 20 janvier, sur la motion proposée le 20 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue en comité des subsides."

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)<sup>1</sup>:** Le discours du budget de l'honorable trésorier de la province, prononcé en cette Chambre le 20 janvier 1916, contient une certaine note plaintive qui contraste singulièrement avec les exposés budgétaires antérieurs, toujours remplis d'enthousiasme et de flatteries à l'égard du gouvernement de la province.

La guerre, qui fait ressentir ses ravages dans l'univers entier, impose à tous plus de réserve dans les affirmations, plus de sobriété dans les jugements et donne aux individus comme aux gouvernements des leçons salutaires.

Sans doute, il faut déplorer ce massacre extraordinaire d'êtres humains dans un conflit sans nom et sans précédent dans l'histoire, mais la folie humaine était telle, avait été poussée à un tel degré qu'il semble que seule la Providence pouvait, en envoyant sur le monde le terrible fléau de la guerre, ramener les hommes au sens des proportions. Les individus comme les nations étaient lancés dans un

mouvement d'orgueil inexplicable, et c'est à bon droit et avec justesse que la grande autorité sociale qui en impose à tout le monde par son calme durant la tempête, que le pape Benoît XV a pu donner comme une des causes de cette guerre l'orgueil des nations. Aussi, M. l'Orateur, importe-t-il de tirer des leçons salutaires de ces terribles événements et d'en faire passer les effets dans notre conduite comme dans celle des gouvernements. Et si, laissant ce domaine de haute morale, nous en venons à l'examen des choses matérielles et de l'effet des affaires dans cette province, nous pouvons faire les constatations suivantes.

Nul doute que la province de Québec, ou plutôt les individus de la province de Québec, au point de vue purement matériel, ne se ressentent que d'une façon bien légère des fardeaux que nous impose cette guerre. Et, si nous ne tenons compte des souffrances et des sacrifices de toute nature imposés aux habitants de cette province par le dévouement aux œuvres diverses de charité nécessitées par cette guerre, si nous nous en tenons au côté purement matériel, les individus dans la province de Québec n'ont pas souffert matériellement de cette grande guerre. L'on peut dire que certaines classes ont bénéficié de la guerre. Les cultivateurs ont eu des récoltes abondantes et ils ont vendu les produits de leur ferme à des prix éminemment rémunérateurs. Le commerce et l'industrie ont reçu également une impulsion extraordinaire. Certaines industries spéciales se sont développées d'une façon inattendue. Il est vrai que toutes les industries n'ont pas été aussi fortunées. L'industrie du bâtiment est arrêtée (il l'établit par un article de la *Gazette* de Montréal).

Il est une classe particulièrement qui a souffert et qui souffre spécialement dans les grandes villes, c'est la classe des propriétaires qui sont obérés par le fardeau toujours croissant des taxes publiques et qui souffrent spécialement des extravagances d'un grand nombre de leurs administrateurs qui se sont laissés entraîner non seulement dans des entreprises hasardeuses, mais dans des spéculations parfois scandaleuses.

S'il existe un homme responsable de la situation qui prévaut à Montréal, c'est celui qui est là, le premier ministre. Ce n'est pas Médéric Martin, continue l'orateur. Plusieurs des expropriations scandaleuses entreprises à Montréal n'ont été accomplies qu'après avoir été approuvées ici. Aucune mesure n'est adoptée par le comité de législation sans l'approbation du premier ministre. Ça ne sert à rien de parler d'Aldo Lapointe ou du Dr Lachapelle.

L'on me disait dernièrement que, dans la ville de Montréal, il y avait au-delà de 14,000 logements inoccupés. Les taxes municipales et scolaires ne se paient pas. Les corporations municipales ont des déficits considérables. Le petit propriétaire dont la propriété est grevée partiellement d'hypothèques n'a pas de revenus suffisants pour faire face aux taxes, aux charges publiques, aux réparations et aux intérêts de ses obligations. Le bureau du shérif est inondé de saisies et les employés, spécialement du district de Montréal, vendent des immeubles à toutes les heures des jours juridiques.

C'est pourquoi, répondant immédiatement à l'affirmation du gouvernement qu'un moratorium n'était pas nécessaire, je prétends, comme je l'ai déjà fait, d'ailleurs, qu'une loi moratoire mitigée soumettant à l'appréciation d'un juge la bonne foi du débiteur contre la cupidité du créancier et donnant un certain délai à ce débiteur pour payer le capital de ses obligations aurait eu et aura encore un effet salutaire. Je n'ai jamais réclamé une loi moratoire totale, d'ailleurs. Cette loi n'est pas du domaine provincial, toutes les questions du commerce, des banques, des chemins de fer ressortant du domaine central et notre sphère d'action étant limitée aux droits civils et à la propriété.

J'ai ici une requête signée de centaines de citoyens réclamant cette mesure mitigée. Le gouvernement a toujours fait la sourde oreille; qu'il en supporte les conséquences.

Passant immédiatement à l'état financier qui nous a été soumis par le trésorier pour l'année 1914-1915, je constate que le surplus réclamé en 1914-1915 est limité à la somme de \$194,415.01. Or, si nous nous référons à la page 145 des comptes publics 1915, version anglaise, nous constatons que le gouvernement a collecté d'une seule succession, à tire de droits de succession, celle de Lord Strathcona, Mont-Royal, la somme de \$513,192.78 et, à la page 151, d'une autre succession, celle de James R. Wilson, Montréal, \$109,559.92. Si vous additionnez ces deux montants, cela fait pour ces deux successions \$622,753 et, si le gouvernement n'avait pas eu ce que j'appellerais, à mon point de vue, la bonne fortune de retirer ces droits de ces deux successions en l'année 1914-1915, il y aurait un déficit de \$428,336.99.

Ces deux successions constituent-elles une source de revenus ordinaires? Je ne le crois pas. À tout événement, le Parti libéral dont se réclame l'honorable trésorier a mauvaise grâce de venir se réjouir d'un surplus qui lui est fourni par cette fameuse loi des successions tant dénoncée par lui, en

1831, et sur laquelle il avait soulevé tant de préjugés dans la province. Mais, laissant de côté ces questions que je pourrais appeler en détail, il en est une néanmoins que le peuple de cette province a le droit de voir discutée, c'est celle de l'augmentation de la dette publique de la province d'une façon énorme, au mépris des plus solennels engagements pris par le premier ministre, lors de son arrivée à la tête de la province, quand il disait qu'il gouvernerait cette province sans emprunter et sans taxer. Or, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1913, le gouvernement a emprunté près de \$12,000,000.

Le 1 <sup>er</sup> janvier 1913, 4½ p. c.	\$ 1,949,586.67
Le 1 <sup>er</sup> juillet 1914, 4½ p. c.	\$ 3,991,722.73
Le 1 <sup>er</sup> avril 1915, 5 p. c.	<u>\$ 6,000,000.00</u>
Total	\$ 11,941,209.40

La dette de la province, au 30 juin 1905, était de \$24,502,473.13 et, 10 ans plus tard, elle est de \$33,123,281.

Quant à la dette non consolidée, l'état présenté par l'honorable trésorier, dans son discours, à la page 11, est fictif. Il donne un passif de dettes courantes de \$2,941,202.52 et un actif de \$8,044,417.32, ce qui laisse un surplus d'actif sur la dette flottante de \$5,103,214.80. Mais, dans cet actif, tous les items, à l'exception des deux premiers, ne constituent pas d'actif réel. Ainsi, The St. Maurice River Water Storage, \$74, 627.26; nouvelle prison, district de Montréal, \$3,608,101.26; palais de justice et prison de Montréal, \$85,611.25; prison et palais de justice, district de Roberval, \$37,914.40; part de Québec au fonds scolaire, \$1,164,490.35.

Ces items ne constituent que des créances aléatoires n'ayant aucune valeur au point de vue de l'actif vrai de la province, car autrement il faudrait inclure dans l'actif tous les palais de justice, toutes les prisons et toutes les créances litigieuses de la province. Or, si vous déduisez ces montants s'élevant à \$4,970,744.52, il reste un actif de \$3,073,672.80 contre un passif de \$2,941,202.52, ce qui se balance à peu près, en sorte que le trésorier ne peut baser aucun raisonnement sur cette dette flottante, mais doit s'en tenir à la dette consolidée au montant de \$33,123,281. Nous pouvons donc dire que le premier ministre actuel a failli à ses engagements envers l'électorat de cette province quand il a pris le pouvoir et que sa parole passera dans notre histoire politique comme une parole mensongère.

Non seulement faut-il demander compte au ministre actuel des emprunts qu'il a faits depuis 1905, mais aussi des revenus extraordinaires depuis la même date. Les recettes du gouvernement durant cette période, provenant des taxes pour la très grande partie, sont les suivantes:

1905-1906.....	\$ 12,588,399.82
1906-1907.....	6,176,985.82
1907-1908.....	6,791,450.64
1908-1909.....	10,551,976.51
1909-1910.....	3,567,648.69
1910-1911.....	9,372,313.62
1911-1912.....	11,329,524.64
1912-1913.....	13,448,427.52
1913-1914 moins emp .....	12,231,986.47
1914-1915 moins emp .....	<u>12,888,656.18</u>

\$103,949,369.41

Quelles sont les œuvres durables du gouvernement actuel en face de cette dépense énorme? Je ne dirai rien de la prison de Bordeaux dont l'intérêt sur le coût de la construction et les frais d'entretien s'élèvent à au-delà de \$500,000 annuellement, ce qui établit une moyenne de coût à la province, pour chaque prisonnier, d'au-delà de \$1,000.

J'aborderai seulement la question des routes. Le trésorier nous dit, à la page de son discours sténographié, que le gouvernement a déboursé \$12,300,300 et il nous dit que ceci constitue une dépense au capital de la province, et il essaie de justifier les emprunts faits de cette façon ainsi que d'établir que les surplus ont servi à l'amélioration de la province. Mais, dans le revenu plus haut mentionné, il ne nous dit pas, par exemple, que le revenu des terres et forêts, qui est le prix de l'aliénation du domaine national et qui n'est pas un revenu ordinaire, a donné les sommes suivantes:

1905-1906.....	\$ 1,395,248.82
1906-1907.....	1,201,027.40
1907-1908.....	1,109,199.96
1908-1909.....	1,041,226.55
1909-1910.....	1,150,747.16
1910-1911.....	1,229,928.97
1911-1912.....	1,653,457.48
1912-1913.....	1,760,466.25
1913-1914.....	1,777,220.18
1914-1915.....	<u>1,840,347.45</u>

\$ 14,163,870.22



Voilà donc au-delà de \$14,000,000 que le gouvernement a retirés en vendant la forêt de la province. Combien faudra-t-il d'années pour refaire ces forêts? Trente, 40 ou 50 ans, la très grande partie, jamais. Il y aura longtemps que vos chemins de sable et de gravois seront disparus à cette époque, à moins qu'on ne les refasse chaque année, ou à peu près. Économie, honnêteté, progrès. L'on nous parle d'économie maintenant! Quel langage et dans quelles bouches! Il y a des services dans la province qui ne rapportent rien et où l'on pourrait pratiquer l'économie.

Le coût de la justice est démontré dans le tableau suivant:

1905-1906 .....	\$ 706,629.59
1906-1907 .....	688,915.83
1907-1908 .....	700,387.32
1908-1909 .....	793,547.07
1909-1910 .....	805,880.47
1910-1911 .....	834,642.48
1911-1912 .....	892,926.44
1912-1913 .....	973,349.86
1913-1914 .....	1,080,826.92
1914-1915 .....	<u>1,134,135.40</u>
	\$ 8,611,299.93

Et ceci ne comprend pas le salaire des juges ni les frais des plaideurs. Pourquoi le coût de l'administration de la justice a-t-il doublé? Avons-nous plus de justice qu'auparavant? Le procureur général a-t-il remédié à l'encombrement des causes dans le district de Montréal? La justice coûte-t-elle moins cher? Les contribuables sont-ils plus satisfaits? Et que l'on ne vienne pas nous dire que cela dépend des juges. Cela dépend du procureur général et, d'après la section 91 de l'Acte de 1867, l'administration de la justice est sous le contrôle des provinces. Les criminels sont-ils tous poursuivis, les gros surtout?

Il cite ici une opinion du *Mail* sur la prostitution de la justice dans notre province, une autre opinion du Père Donnelly, de Saint-Patrick, sur le penchant à la concussion qui se fait sentir partout, enfin partie d'un mandement de Mgr Bruchési traitant de l'injustice.

Le gouvernement aime à nous citer l'opinion des journaux anglais de la province. Comment le premier ministre goûte-t-il la suivante?

"Pendant qu'il était premier ministre, il a été, en tant que procureur général, étroitement identifié à l'administration de la justice et personnellement responsable tant de la forme que de la substance des lois statutaires de la province. Dans toutes les matières d'intérêt général qui sont du ressort de la province, il se montre franchement progressiste et, dans une large mesure, il s'est spécialement et personnellement occupé de l'instruction publique." *Toronto Globe*.

Ce qui précède est le panégyrique de Sir Lomer Gouin, premier ministre et procureur général de la province de Québec, lorsque l'université de Toronto lui a décerné une distinction honorifique. Le *Globe*, un journal du parti, en a profité pour faire l'éloge d'un des leaders du parti.

Il est plutôt dommage, cependant, que le *Globe* n'ait pas décrit ce que l'étroite identification de Sir Lomer avec l'administration de la justice dans cette province a signifié dans le cas de M. Mousseau. Dans ce cas, Sir Lomer Gouin, en tant que premier ministre et procureur général de la province de Québec, porte une double responsabilité pour ce que *The Mail* a souvent décrit comme étant "une prostitution éhontée de la justice".

Cette prostitution de la justice dont le premier ministre est responsable, elle est condamnée par des gens que l'on ne pourra qualifier de dénigreur de leur province.

Père Donnelly, le 13 décembre 1915. La *Gazette*.

#### *Marques de corruption d'un océan à l'autre*

Le Père Donnelly, à Saint-Patrick, parle du bas degré de moralité au pays.

"De l'Atlantique au Pacifique, les municipalités, les gouvernements des provinces et autres corporations sont occupés à fouiller des cas scandaleux de corruption, de pillage et de vol, a déclaré le Révérend Père Donnelly, s'adressant à une assistance qui remplissait l'église Saint-Patrick, hier matin. Son sujet était *La perte du sens moral*.

"Non seulement le degré de moralité est-il bas, mais nombreux sont ceux qui ont perdu le sens moral, a déclaré l'orateur. C'est un fait qu'il n'est pas difficile de démontrer et de prouver. Les scandales partout au pays ne sont que quelques signes du mal qui ronge la société et la plupart des scandales, particulièrement les plus importants, ont été cachés.

"L'effronterie avec laquelle des hommes se sont complus dans leur honte et se sont vantés de leurs méfaits constitue une autre preuve du manque de moralité, a dit le Père Donnelly."

Monseigneur Bruchési  
(Mandement)

"Nous ne voulons certes pas manquer nous-mêmes de justice envers nos compatriotes, ni pousser au-delà des bornes le sens et la portée des remarques que notre état social nous inspire. Dieu merci, nous avons encore à tous les degrés de l'échelle sociale des hommes de foi et de conscience qui comprennent et pratiquent sans forfanterie comme sans faiblesse tous leurs devoirs de bons citoyens et de vrais chrétiens. Nous avons des ouvriers laborieux et vertueux, étrangers aux doctrines perverses et aux méthodes subversives prônées par le socialisme. Nous avons des négociants, des industriels, des agriculteurs attentifs à ne rien faire et à ne rien exiger qui violent les droits de leurs employés. Nous avons des fonctionnaires accomplissant avec un soin jaloux et une exactitude scrupuleuse leur labeur de chaque jour. Nous avons enfin des hommes publics pénétrés de l'importance souveraine de leur mission, appliqués à la bien remplir et soucieux de ne servir leurs propres intérêts que dans la mesure où le permet l'intérêt général.

"Toutefois, nous ne pouvons le taire, sur ce tableau honorable et consolant, des ombres se dessinent. Chez plusieurs de nos concitoyens et dans presque toutes les classes de la société, il semble que vraiment le sens de la justice s'émousse. On se fait un jeu de ruiner, soit par des paroles, soit par des écrits, la réputation du prochain. Pour satisfaire une vanité sottise et pour se permettre un luxe effréné, on laisse traîner pendant des mois, pendant des années, même, les dettes les plus urgentes. Pour réaliser un profit convoité, on se complaît dans les manœuvres louches, dans les intrigues malhonnêtes que l'on décrit du nom mensonger d'habileté. Et que dire de tant de serments prêtés à la légère ou basés sur des données fausses?

Que dire de l'imprudence, de l'audace incroyable et cynique avec laquelle, escomptant les chances du secret, on fait au trésor commun une saignée qu'on n'oserait tenter sur la bourse d'un particulier? Cette absence de probité dans le maniement des deniers publics revêt parfois une telle gravité et prend malheureusement de telles proportions que tous les esprits sérieux et impartiaux s'en inquiètent comme d'un symptôme d'indéniable décadence."

Pourtant, si la justice dans la province est en décadence, nous en payons les frais d'une façon sans cesse grandissante. Le gouvernement a augmenté les taxes d'une façon extraordinaire. Tous ceux qui ont affaire aux tribunaux s'en rendent compte.

M. l'Orateur, je ne cite pas ces témoignages dans le but d'être désagréable au gouvernement. Mais les temps sont arrivés où l'examen de conscience national s'impose, et c'est notre tâche à nous qui avons combattu sans cesse les doctrines et les méthodes du gouvernement actuel de lui signaler ses défaillances; non, pas tant pour avoir le malin plaisir de lui nuire que pour celui bien plus grand et bien plus noble de le voir s'amender.

Quant aux dépenses de la législation, elles sont accrues dans la proportion suivante:

1905-1906.....	\$ 217,076.97
1906-1907.....	230,120.29
1907-1908.....	299,031.12
1908-1909.....	340,960.78
1909-1910.....	328,772.43
1910-1911.....	349,457.11
1911-1912.....	445,256.25
1912-1913.....	388,339.32
1913-1914.....	410,846.26
1914-1915.....	415,350.68
	<u>\$ 3,315,211.20</u>

Avons-nous une meilleure législation? Il y a, paraît-il, d'inscrits à l'ordre du jour de cette session au-delà de 150 bills privés. Est-ce là un signe de force?

Non seulement nous voyons encore des projets de loi ridicules, des sociétés se forment, comme dirait un romancier récent, dans le but de cultiver la banane sur les côtes du Labrador, mais tous les corps publics de la province qui viennent ici demander des lois extraordinaires. Je ne parle pas seulement de ces mesures d'intérêt privé où, comptant sur la trop grande complaisance de cette Législature, l'on veut demander de casser des conventions valablement faites, mais de toutes ces mesures de corps municipaux ou scolaires, que leurs administrateurs ne peuvent plus faire fonctionner.

Et en passant, que l'on me permette un avis salutaire à tous les intéressés. Un grand nombre d'entre eux s'imaginent que l'opposition et son chef sont en état de tout surveiller, de tout dénoncer, de tout prévoir. Mon avis est celui-ci: Que les intéressés surveillent leurs affaires! Hommes de finance, de commerce, propriétaires ou locataires de toutes sortes, en garde! Ecclésiastiques ou laïcs, en garde! Nous n'avons plus de contrôle! C'est à chacun à sauvegarder ses intérêts! Sans être un pessimiste et sans être un prophète, je déclare que nous n'en

sommes pas au plus creux de la crise actuelle! Il faut que tout le système pourri qui est érigé dans cette province depuis au-delà de 10 années s'écroule! Oh! l'on voudrait peut-être, en certains milieux, se contenter de remèdes de surface ou d'occasion! L'on a peur des conséquences!

Et tous les brigands de la finance ou de la haute spéculation, tous les "schemers" véreux qui depuis longtemps s'enrichissent au détriment du Trésor public voudraient jouir en paix de leur rapines! Mais ma voix, si faible soit-elle, n'hésite pas à se faire entendre dans cette enceinte comme elle s'est fait entendre depuis plusieurs années pour dénoncer les maux dont nous souffrons.

Non pas que je désespère de la province, au contraire. Mais je crois qu'avant de rebâtir et de donner des programmes de réformes il faut renverser les dieux d'argile et de boue que nous nous sommes donnés et qui en imposent encore à un trop grand nombre d'aveugles.

D'ailleurs, M. l'Orateur, c'est au gouvernement qui a la majorité en cette Chambre qu'il appartient, à l'heure actuelle, de donner un remède aux maux dont souffre la province de Québec. Et, chose extraordinaire, ni dans le discours du trône ni dans le discours du budget le gouvernement n'a jugé à propos d'énoncer une politique définie sur les questions qui nous intéressent.

Quelle est sa politique en matière d'agriculture? Est-ce simplement de continuer à éparpiller les deniers de la province de toutes façons sans s'occuper des résultats? Pour la colonisation, qu'entend-on faire? Est-ce qu'on s'intéresse à la protection des forêts, au reboisement? Quelle est la politique du gouvernement au sujet des forces hydrauliques de la province? Est-ce de les vendre comme par le passé à un prix nominal? L'exemple d'Ontario, qui a mis à la portée du peuple de cette province l'énergie électrique d'une façon économique, ne lui dit-il rien?

En fait d'instruction publique, est-ce là encore simplement de continuer à émietter l'argent un peu partout sans programme défini et sans direction virile? Qu'est-ce que le gouvernement entend faire au sujet des ressources naturelles de la province, l'exploitation des mines, des pêcheries? Voilà autant de questions sur lesquelles le peuple de cette province aimerait à avoir une réponse pratique.

La ville de Montréal dont vit le gouvernement de la province de Québec va-t-elle recevoir du gouvernement une attention qui soit de nature à faire reprendre confiance à ses contribuables ou si l'on va

se contenter comme par le passé de laisser toutes les factions se battre entre elles, se déchirer mutuellement et conduire la barque municipale de cette grande cité à l'abîme? Toutes ces commissions scolaires qui, actuellement, viennent ici demander un remède à leurs griefs et à leurs maux vont-elles retourner chez elles avec une solution plus ou moins aléatoire de leurs difficultés?

Le premier ministre va-t-il continuer sa politique de bras croisés et continuer simplement de dire: Après nous le déluge?

Pour nous, M. l'Orateur, nous ne sommes qu'un petit groupe en cette Chambre et tout ce que nous pouvons faire, c'est élever la voix pour dénoncer les abus et réclamer les réformes. Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent et, si dans cette province l'opinion publique se réveille, qu'elle se manifeste par les grands moyens qui sont à sa disposition.

Que la presse indépendante fasse entendre sa voix puissante, que tous les citoyens honnêtes et désintéressés s'unissent et ils trouveront chez nous tout le concours possible, car, messieurs, nous ne sommes pas dans la politique pour autre chose que pour y remplir notre modeste rôle et y faire notre devoir, tout notre devoir, nous reposant plutôt sur le témoignage de notre propre conscience que sur une majorité liée davantage au char politique d'un César qui s'en sert et la méprise.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** déclare qu'il avait préparé une réponse pour donner la réplique à la critique du budget. Il en a été pour ses frais, dit-il. Le député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) est un novice. Il est à son premier discours du genre, mais il faut avouer qu'il a traité de tout sauf des finances de la province. Il se dit disposé à être indulgent envers le chef de l'opposition, vu que c'est la première fois que ce dernier parle sur le budget depuis son élévation à la direction du Parti conservateur. Le général Joffe, dit-il, est célèbre pour le grignotage qu'il fait des ennemis qu'il a en face de lui. Je constate que la Providence se plaît à grignoter l'opposition.

MM. Bernard et Giard, les deux chefs de la claque oppositionniste, disparaurent d'abord derrière l'horizon. Puis vint le tour de M. Plante; puis celui de cet excellent Geo. Lafontaine, l'apôtre des rebouteurs; que la terre leur soit légère.

Enfin, vint le grand départ. La terre engloutit celui qui marchait sur les flots. Peu se rappellent le départ; il se fit doucement et sans bruit. Mais tous ont un souvenir très vivant de l'arrivée; de ce bel

après-midi de printemps, tout imprégné de soleil, les galeries de cette salle remplies d'écouliers, lorsqu'il entra, prêta serment et, devant cette Chambre haletante, se laissa choir dans son fauteuil.

Mais pourquoi réveiller ces souvenirs d'autrefois? L'épopée est finie, personne ne fut tué, jamais notre santé ne fut meilleure.

L'épreuve suivante, celle-là véritable, fut la mort de Jean Prévost. Sa nature ardente, son âme combative, son talent oratoire, sa culture intellectuelle et toute française ont laissé chez ses amis, et ils étaient nombreux, comme chez ses adversaires des souvenirs agréables que l'âpreté des luttes et la vigueur des coups qu'il portait n'effaceront pas; il savait aussi les recevoir courageusement.

Mais le grignotage ne s'est pas arrêté là. Depuis la dernière session, sur les présentes instances du chef de l'opposition et du sénateur Beaubien, disent les mauvaises langues, M. Patenaude est parti pour un monde meilleur. Je le félicite très cordialement de sa rapide promotion. De bras droit du chef de l'opposition, il est devenu un des membres, je ne sais trop lequel, de Sir Robert Borden. C'est une ascension énorme! Est-il allé sur ce nouveau théâtre pour rapiécer les trous faits dans le drapeau britannique par un de ses collègues anxieux de respirer l'air de la liberté et qui, du reste, se livre aujourd'hui à une besogne plus facile? Il le dira sans doute lui-même, à Ottawa, à cette légion d'amis qui ont accueilli sa nomination avec enthousiasme.

Le grignotage a continué encore. À la dernière session, l'honorable député de Joliette jetait sa houlette pour redevenir simple soldat.

Enfin, s'est écrié le député des Deux-Montagnes, à Sorel, nous allons avoir un chef qui ne craint ni la tâche, ni la lutte, ni les coups.

Si le député de Joliette désire jamais avoir une oraison funèbre, je lui conseille de changer de panégyriste.

Le grignotage va-t-il s'arrêter là? Le député de Montmagny ne m'a jamais chargé de parler pour lui, mais il nous disait lui-même, à la dernière session, qu'il partirait bientôt. C'est un homme de parole, il la tiendra, à moins que le chef de l'opposition ne l'ait, à son dernier caucus, convaincu de rester. Le député de Montmagny devait en être, car je sais qu'il a été invité.

Enfin, le vénérable doyen de l'opposition, le député de Charlevoix, sur le front duquel les ans ont jeté de la neige mais n'ont pas tempéré l'ardent amour du travail, va, paraît-il, monter sur le banc! Je lui souhaite une magistrature heureuse.

Mais on chuchote même que le chef de l'opposition, l'homme de la tâche, de la lutte et des coups, serait prié de se mettre dans la réserve comme on fait de certains généraux. Nous en serons fort chagrins de ce côté-ci de la Chambre, car notre ami le chef de l'opposition est certainement le chef le plus populaire parmi nous qui nous ait combattus. S'il a besoin du concours de nos bonnes volontés pour lui conserver son poste, elles lui seront acquises de grand cœur.

Il rappelle que, dans plusieurs assemblées publiques, le député de Jacques-Cartier a dit que le gouvernement de la province de Québec était un gouvernement d'endormis. À ce propos, il met sous ses yeux un article publié récemment par le *Daily Mail* de Montréal et intitulé "Chloroform at Quebec".

Voilà 20 ans que le Parti libéral est au pouvoir. Cinq élections générales ont eu lieu depuis et le peuple a donné à ces endormis sa confiance la plus entière. Trente élections partielles depuis huit ans n'ont pas élu un seul oppositionniste, les électeurs nous préférant sans doute aux endormeurs de l'autre côté de la Chambre.

Endormi, le gouvernement qui a porté le revenu de \$4,000,000 à \$9,000,000; le revenu des terres de \$800,000 à près de \$2,000,000 sans recourir aux ventes de l'ancien régime? Celui qui a révolutionné l'instruction publique en la province:

- a. En faisant de la carrière de l'instituteur une carrière véritable;
- b. En portant le budget de l'instruction publique de \$400,000 à \$1,500,000;
- c. En dotant la province de 75 académies pour les garçons;
- d. En multipliant les écoles normales de 4 à 14;
- e. En créant les écoles techniques de Montréal et de Québec et l'École des H.E.C. de Montréal, lesquelles constituent un crédit non seulement pour la province de Québec, mais pour le Canada tout entier;

f. En aidant largement nos universités.

Endormi, le gouvernement qui a donné un merveilleux essor à la voirie, macadamisant 1,600 milles tout en améliorant autant, dépensant \$14,000,000 et créant les grandes routes qui sillonnent la province, alors que le gouvernement qui l'a précédé ne dépensait que \$30 pour les chemins durant la dernière année de son administration? Le gouvernement a fait du système routier le meilleur au Canada.

Le gouvernement a construit 300 ponts en fer, au coût de \$2,500,000; a vigoureusement entrepris la disparition des barrières de péage, dépensant de ce

chef \$350,000 avec la perspective d'une disparition complète prochaine; a entrepris de protéger les municipalités contre l'incendie. On l'a fait avec un succès tel que le nombre des demandes qu'il reçoit le porte aujourd'hui à doubler et même à tripler le montant qu'il met à la disposition des municipalités pour cette fin.

Endormi, le gouvernement qui a donné aux ouvriers: la loi des accidents du travail; l'inspection des usines; la semaine de 55 heures à leur femme et à leurs enfants; les bureaux de placement gratuits; l'abolition des frais judiciaires qui ruinaient l'ouvrier dans les petites causes; l'inspection des échafaudages; les salaires raisonnables; la "one man, one vote"?

Endormi, le gouvernement qui a donné aux cultivateurs des octrois de cinq fois ce qu'ils étaient en 1896?

Qui a triplé le nombre des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles; qui a triplé le nombre des fabriques de beurre et de fromage; qui a encouragé la culture du tabac, du trèfle et des fruits; qui a réorganisé et augmenté nos écoles d'agriculture?

Endormi, le gouvernement qui, par ses octrois à la colonisation, par ses chemins de colonisation, ses ponts, l'entente qu'il a su créer entre le colon et le marchand de bois, a su, dans notre province, faire augmenter la population rurale?

Et qu'ont fait les éveillés de l'autre côté de la Chambre, de 1892 à 1897? Ils se sont surtout fait balayer par les endormis de ce côté-ci de la Chambre.

C'est à se demander ce qui resterait du chef et de ses quelques rares soldats si, au lieu d'être endormis, nous étions réveillés!

J'aime mieux être un de ces endormis-là qu'un des endormeurs de l'autre côté de la Chambre.

La province de Québec est-elle à la queue des autres provinces pour l'agriculture et l'instruction publique, comme l'a dit le chef de l'opposition, à Sorel?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Québec se classe au cinquième rang des provinces pour l'éducation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je dis d'abord qu'il est malhonnête et criminel, pour servir de vulgaires fins de parti, de dénigrer ainsi sa province. C'est un procédé lâche, petit, mesquin, indigne d'un homme public. L'ancien chef de l'opposition (M. Tellier) qualifiait lui-même, dans

cette Chambre, de procédés indignes les dires de ceux qui se plaisaient à rapetisser et à vilipender l'instruction publique de notre province. Si le chef de l'opposition actuel croit aider à son parti en rapetissant ainsi sa province, il s'apercevra bientôt que celui qui sortira le plus petit de cette lutte, ce ne sera pas la province. Mais voyons si ce qu'il a dit est vrai.

La province est à la queue de toutes les autres en agriculture, s'est-il écrié. Mais, le lendemain même de son élucubration malheureuse, M. Meredith, le président de la Banque de Montréal, dont l'opinion vaut bien celle du chef de l'opposition, disait, dans son rapport annuel: "La province de Québec, avec ses marchés agricoles améliorés et une récolte au-dessus de la moyenne, voit ses districts ruraux dans une condition satisfaisante."

Et que montrent les statistiques? "Seulement en 1915, dit le rapport du Board of Trade, nous avons, dans la province, produit 8,215 boîtes de beurre et 416,535 meules de fromage de plus qu'en 1914, soit une augmentation de \$123,195 pour le beurre et de \$4,998,420 pour le fromage." Je ne remonte pas, dans ma comparaison, à 1896 pour ne pas humilier le chef de l'opposition.

Les statistiques mensuelles fédérales de novembre 1915 montrent que, cette année, la province de Québec, en pommes de terre, navets, foin, maïs et luzerne, a produit pour \$71,217,000, soit \$6,000,000 de plus que l'année précédente, tandis qu'Ontario, pour les mêmes produits, n'accuse une augmentation que de \$1,910,000.

La statistique de 1914 fait voir également que, pendant cette année, la production des céréales a diminué de \$2,500,000 dans l'Ouest, d'au-delà de \$6,000,000 dans Ontario, mais a augmenté de \$3,179,000 dans la province de Québec.

Le chef de l'opposition ignore-t-il que le recensement de 1911 montre que, de toutes les vieilles provinces, la province de Québec est la seule dont la population rurale a augmenté? Voici les chiffres officiels à ce sujet: Ontario a perdu 34,000; Nouvelle-Écosse a perdu 24,000; Nouveau-Brunswick a perdu 1,400; Île-du-Prince-Édouard a perdu 9,500; et Québec a augmenté de 39,951.

Le chef de l'opposition pense-t-il que les gens sont assez naïfs pour croire que nous sommes à la queue de la Confédération en matière agricole, si nous sommes les seuls qui progressons en cette matière?

Nous ne nous attendons pas à ce que les honorables gentlemen de l'autre côté de la Chambre nous fassent des compliments, admet-il, mais nous

ne nous attendons pas non plus, devant cela, à ce qu'ils disent que le gouvernement dort.

N'oublions pas que le crédit de la province de Québec est le meilleur de tous à l'étranger; qu'elle traverse la crise actuelle sans en être affectée.

Partout, le crédit de la province est considéré bon. Il cite le rapport annuel de la Banque canadienne de commerce, dans lequel on félicite la province de Québec et on affirme que cette province a un meilleur crédit que n'importe quelle autre province du dominion. C'est parce que nous utilisons des méthodes qui ont reçu l'approbation des financiers, parce que nous n'avons pas eu un moratoire, parce que nous avons eu le courage de nous en passer. Nous n'en avons pas eu, nous n'en avons pas préparé et, si je peux m'exprimer au nom du gouvernement, nous n'en aurons pas. La politique du rail du gouvernement, nullement trop généreuse, a aussi contribué à la consolidation des finances.

N'oublions pas aussi que, sans emprunter, elle a généreusement contribué à la guerre; que les idées socialistes d'ailleurs n'ont pas trouvé asile chez nous.

Notre système d'éducation n'est pas progressif, a dit encore le chef de l'opposition, à Sorel. Je le défie de demander au député de Joliette (M. Tellier) de dire la même chose. C'est encore une de ces accusations portées à la légère, mais qui, venant non pas de l'homme, mais de la position qu'il occupe, sont de nature à réjouir nos détracteurs qui s'autoriseront des paroles du chef d'un des grands partis de la province pour nous décrier.

Ici encore, le chef de l'opposition ignore-t-il que nous avons porté le budget de l'instruction publique de \$465,000 à \$1,500,000? Que nous avons augmenté le nombre des écoles? Que nous avons presque doublé le salaire des instituteurs? Que nous avons construit 75 académies pour les garçons? Que nous avons porté le nombre des écoles normales de 4 à 14? Que nous avons assuré un fonds de retraite convenable aux institutrices? Que nos écoles techniques de Québec et de Montréal font honneur à la province?

Le chef de l'opposition nous parle de nos illettrés; ils font peut-être moins tort à la province que certains lettrés qui ne paraissent pas même avoir la fierté du pays qui est leur. Mais ignore-t-il encore que le recensement de 1911 montre que c'est Québec qui a le plus diminué le nombre des illettrés? Québec les a diminués de 8.64%; Ontario, de 3.38%; Nouvelle-Écosse, de 7.36%; Nouveau-Brunswick, de 4.92%.

Ontario, il est vrai, a une proportion légèrement plus faible que la nôtre, mais, bien que la

province sœur ait une population de 520,000 de plus que nous, nous avons 30,000 enfants de 5 ans en baissant de plus qu'elle. À cet âge, on n'est pas encore instruit, mais la statistique en est affectée.

Il fait valoir qu'il y a plus d'enfants de 5 à 7 ans au Québec qu'en Ontario, 15,000 de plus, croit-il.

J'ajouterai même que nous avons beaucoup de vieux qui, à l'âge de s'instruire au temps des bleus, n'ont pu aller à l'école, qui sont classés comme illettrés et qui baissent la statistique.

Le chef de l'opposition ignore-t-il qu'en 1911 Ontario avait 1 instituteur par 239 de population; la Nouvelle-Écosse, 1 par 176; le Nouveau-Brunswick, 1 par 178; le Manitoba, 1 par 164; l'Alberta, 1 par 141; la Saskatchewan, 1 par 184; la Colombie anglaise, 1 par 269; et Québec, 1 par 138? On n'accusera pas *L'Action catholique* de Québec d'un amour tendre pour nous, et cependant ce journal, après le discours du chef de l'opposition à Sorel, où les malheureux Sorelois ont écouté des cousinades pendant deux heures, lui, a dit les jolies choses. Le chef de l'opposition a fait les déclarations que voici.

Il cite encore le discours de Sorel de même que celui de Wolfe, extraits des comptes rendus du *Nationaliste*.

On devrait faire en sorte que la province ne souffre pas de ses lettrés et ne pas donner à ceux des autres provinces qui nous jalouent et ne nous aiment pas plus qu'il ne faut des occasions de nous dénigrer.

On nous reproche de dépenser plus qu'autrefois et de prélever plus de taxes. Il est vrai que nous dépensons plus, parce que nous sommes plus riches, mais la question est de savoir si nous dépensons mal.

Or, sans emprunter, nous avons donné :

- |   |               |
|---|---------------|
| a. pour les ponts en fer.....                                       | \$ 800,000.00 |
| b. pour la prison de Bordeaux .....                                 | 3,500,000.00  |
| c. pour la bibliothèque .....                                       | 750,000.00    |
| d. pour abolir les ponts et barrières de péage .....                | 350,000.00    |
| e. pour les bureaux de placement, par année.....                    | 15,000.00     |
| f. pour protéger les villages contre les incendies, par année ..... | 10,000.00     |
| g. pour dons de guerre.....   | 800,000.00    |
| h. nous rencontrons l'intérêt de \$14,000,000 pour les chemins      |               |
| i. nous avons largement subventionné les écoles techniques          |               |
| j. réajusté les salaires des employés                               |               |

- k. créé un fonds de pension pour employés
- l. créé la Commission des services d'utilité publique
- m. créé la Commission des eaux courantes
- n. triplé les octrois de l'éducation et de l'agriculture
- o. porté de 3 à 41 le personnel de nos inspections

Passant à l'administration de la justice, l'orateur (M. Cousineau) a déclaré que toutes les taxes ou les emprunts du gouvernement ont été entièrement approuvés par la population. S'il y a un département où il est absolument impossible de contrôler les dépenses, c'est celui-là. Il y a trois ans, dit-il, une conférence interprovinciale à Ottawa avait fait valoir au gouvernement fédéral que les subsides n'étaient pas suffisants pour pouvoir offrir certains services dont s'acquittent les gouvernements provinciaux, non pas que le gouvernement provincial recherchait plus de subsides à ce moment-là.

Depuis quelques années, il est d'usage de donner à chacune d'elles, lorsqu'elle commence, un nom qui caractérise le but de l'effort commun. Nous avons appelé 1915 l'année des bonnes routes. Pourquoi n'appellerions-nous pas 1916 l'année du retour à la terre? Il y a quelques mois, les ouvriers de la province venaient nous rencontrer pour nous faire part de leurs demandes. L'une des principales était de favoriser pour tous les moyens possibles le retour à la terre.

Les ouvriers ont raison. La guerre terrible qui dure depuis 18 mois et qui menace de durer longtemps encore, en paralysant une foule d'industries, a jeté sur le pavé des grandes villes une foule d'ouvriers venant des campagnes, séduits, comme disait un des dirigeants ouvriers, par les annonces lumineuses et les théâtres à bon marché. L'industrie peut être stagnante bien longtemps encore, mais la campagne, elle, a besoin de ses bras et elle en a besoin plus encore pour nourrir nos grandes villes, nos soldats et ces régions dévastées par la guerre. Des économistes ont écrit que le Canada pouvait aider la mère patrie et les alliés peut-être plus par ses produits agricoles que par ses soldats, surtout si la guerre se change en une lutte des forces économiques des belligérants.

Nous voulons donc donner à l'agriculture dans notre province tout l'essor et toute l'expansion possibles. Pour cela, cessons d'abord de la décrier comme on le fait et de dire qu'elle est morte. Le député de Joliette disait que c'était un crime que de

dévier notre système scolaire; le crime est le même de la part de ceux qui découragent les agriculteurs et ceux qui veulent le devenir. N'oublions pas que le dernier recensement a montré que, parmi les ancienne provinces, Québec est la seule qui ait vu augmenter sa population rurale. L'agriculture progresse donc chez nous; nous voulons faire tous nos efforts pour l'encourager.

Nous lui donnons un demi-million directement, mais ce million que nous avons dépensé pour des ponts en fer, ces \$350,000 que nous avons payés pour abolir les ponts et les barrières de péage, ces \$14,000,000 que nous aurons déboursés pour les bonnes routes, ces sommes additionnelles que nous demanderons bientôt à la Chambre, ce budget toujours grandissant de la colonisation, tout cela, tous ces millions ne sont-ils pas des octrois de l'agriculture?

Non, l'agriculture n'est pas morte chez nous. Elle est vivante, elle grandit et le gouvernement n'épargnera rien, ne reculera devant aucun sacrifice pour faire de 1916 l'année du retour à la terre. Nous ne demandons pas à l'opposition de nous aider dans cette tâche, nous pourrions suffire à la besogne, mais nous lui demandons au moins de ne pas enrayer le mouvement et de ne pas calomnier leur province.

Je veux terminer, messieurs, en citant les paroles suivantes prononcées dernièrement par Mgr l'archevêque de Montréal, au dîner-rencontre du Fonds patriotique, lundi, à Montréal:

Mais, messieurs, alors que toutes les bonnes volontés et les énergies canadiennes s'unissent contre un ennemi formidable de l'autre côté des mers, n'est-il pas affligeant de voir le conflit qui existe, qui s'accélère, qui se prolonge chez nous, entre les fils d'un même pays? Où vont nous mener, je vous le demande, ces luttes scolaires, ces dissensions lamentables de langue et de nationalité? Elles ont leur répercussion partout! Elles paralysent les plus nobles efforts, elles entravent la marche du progrès, elles menacent de creuser un abîme entre les descendants et les représentants de deux grandes nations si bien faites pour s'entendre. La paix serait facile pourtant.

J'en forme devant vous le vœu ardent et sincère. Puisse-t-elle nous être donnée bientôt. Elle serait signée demain si l'on voulait, dans ce vaste dominion, reconnaître les droits et les légitimes aspirations de tous comme ils sont reconnus dans cette loyale et heureuse province de Québec. On a dit que la question de la participation à la guerre et celle des écoles d'Ontario n'avaient aucun rapport. En soi, oui; dans les faits, non. Les deux choses se tiennent.

Il suffit pour s'en convaincre de constater le malaise profond qui règne parmi nous et qui se généralise. Une solution s'impose.

Qu'y a-t-il donc au fond? Deux cent mille hommes glorieux de leur titre de sujets britanniques, fidèles à leur roi et à leur patrie, se faisant un point d'honneur de parler l'anglais, demandent simplement à parler aussi la langue de leurs ancêtres, la belle et douce langue française, et de l'enseigner librement à leurs enfants. C'est tout. La réponse appartient aux hommes de bonne volonté.

J'applaudis des deux mains à ces paroles. La province de Québec est généreuse; elle l'a montré dans le passé; elle le sera encore à l'avenir. Ses enfants et ses ressources, elle saura les donner aux alliés librement et généreusement. L'année dernière, elle a envoyé un message à la province d'Ontario, à la demande d'un de ses députés anglais à l'esprit libre et généreux. Ce message n'a pas été écouté. La province continuera à être généreuse, mais elle commence à être profondément ennuyée et impatientée<sup>2</sup>.

**M. Bérubé (Témiscouata)** répond au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) qui, s'appuyant sur une fameuse parole du généralissime français Joffre, s'est amusé à dire combien, depuis quelque temps, ce qu'il appelle la pauvre opposition de Québec avait été grignotée. C'est parler de corde dans la maison d'un pendu, affirme-t-il.

Si l'opposition a été grignotée, que faut-il penser du grignotage du gouvernement, opération due en grande partie au travail de l'opposition? Nous avons grignoté et ce pauvre M. Jos.-Octave Mousseau a disparu du côté ministériel. Nous avons grignoté et M. Bérard, l'associé du premier ministre (l'honorable M. Gouin), a disparu de la scène politique. M. Bergevin aussi est disparu grâce à notre grignotage. Et jusqu'où l'opposition se serait-elle rendue dans son œuvre de grignotage si le premier ministre eût été, comme il l'avait pourtant bien déclaré, jusqu'au fond et jusqu'au tréfonds de cette affaire?

Heureusement que l'enquête sur l'affaire Mousseau a été étouffée à point, sans cela les trois quarts de la Chambre, à droite, étaient grignotés et la moitié du Conseil législatif y passait. J'oubliais de dire que le côté ministériel a encore été fort grignoté quand est disparu de cette scène un homme qui avait l'heur de tomber sur les nerfs du premier ministre, M. Godfroy Langlois, qui a été envoyé pour son châtiment souffrir sur les lieux mêmes des affres de

la grande guerre. Grignotage aussi du côté ministériel, la disparition de M. Jean Prévost qui, à la suite de l'enquête que l'on sait, jugea bon de sortir des rangs ministériels, et ce fut encore la suite du grignotage, comme un écho de cette fameuse enquête, la disparition de M. Kelly, nommé par le premier ministre lui-même à la Chambre haute de cette Législature.

C'est de cette façon-là que s'est fait le grignotage. Nous n'avons pas à rougir de celui qui s'est fait chez nous et il est tout à notre honneur et à l'honneur de notre province.

Nous avons perdu l'honorable M. Patenaude; c'est que les chefs du gouvernement central l'ont jugé digne d'aller siéger au grand conseil de la nation; nous avons perdu M. Prévost que la mort est venue nous arracher; nous avons perdu momentanément le député de Westmount (M. Smart) qui est allé, et qui est le seul de cette Chambre, combattre les ennemis de notre pays et de nos mères patries.

Le député de Témiscouata cherche à prouver ensuite que, contrairement aux vantardises du gouvernement, l'agriculture n'a fait aucun progrès dans notre province. En matière d'agriculture, les seuls chiffres officiels sur lesquels nous pouvons nous baser ne justifient pas les avancés du gouvernement.

S'appuyant sur les chiffres du recensement de 1911, le député de Témiscouata cherche à établir, par exemple, que le pourcentage des terres en culture dans Ontario est de plus du double que celui de Québec. Il en est de même dans la valeur des terres, dans la production des légumes, dans la culture des fruits, dans l'industrie laitière et dans la valeur des vaches laitières.

Il propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné<sup>3</sup>.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Charte de Montréal**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de C. St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.



**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de C. St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

**Cité de Maisonneuve**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 annexant la cité de Maisonneuve à la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Joseph-Pamphile LeMay**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société d'histoire naturelle  
à Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 amendant la charte de The Natural History Society of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée.

le sénateur Landry, président de l'Association d'éducation d'Ontario, se trouvait sur le parquet de la Chambre, près du trône du président, quand ces paroles (les dernières de M. Taschereau) tombaient au milieu de l'étonnement général."

3. Selon les journaux de l'époque, à ce moment, la lumière qui est fournie à l'hôtel du gouvernement par la Public Service Corporation manque tout à coup et la Chambre devient sombre. Le député, ne pouvant terminer la lecture de ses statistiques, ajourne le débat.

---

**NOTES**

1. Selon *Le Devoir*, l'honorable M. Taschereau interrompt M. Cousineau à quelques reprises.

2. Selon la *Gazette*, le ministre fut applaudi par les libéraux et Armand Lavergne. *Le Devoir* ajoute: "Coïncidence qui n'a pas échappé au public attentif,



Séance du mercredi 26 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Paroisse de L'Ange-Gardien

**M. Fortier (Labelle)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bullock), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de messieurs J.-A. Chauret et Henri Routhier, demandant l'adoption d'une loi annexant certains lots du canton Templeton à la paroisse de L'Ange-Gardien, pour les fins municipales et scolaires.  
Adopté.

### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de J.-A. Chauret et Henri Routhier, demandant l'adoption d'une loi annexant certains lots du canton Templeton à la paroisse de L'Ange-Gardien, pour les fins municipales et scolaires (M. Fortier).

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de C. St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Montréal (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

### Rapports de comités:

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 56 amendement la charte de la ville de Montréal-Ouest;

- bill 71 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Élie Jobin au nombre de ses membres;

- bill 136 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Donald Russell Mackay au nombre de ses membres.

Et avec amendements les bills suivants:

- bill 87 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel limitée;

- bill 89 concernant la Compagnie Bélair limitée.

**M. Godbout (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de G.-E. Borlase et autres, demandant de voter une loi constituant en corporation la Civic Investment & Industrial Company;

- de Robert Warden Lee, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de J.-A. Desrosiers et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte;

- de J.-H. Garceau et autres, demandant une loi annexant la municipalité scolaire d'Hochelaga à la commission scolaire des écoles catholiques de Montréal;

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de la Salle, demandant une loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de ladite paroisse.

### Projet de Code municipal

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Le projet de loi concerne l'adoption du projet de Code municipal actuellement devant la Chambre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Protection contre les incendies

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 20

amendant l'acte 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies.

Ce bill a pour effet de porter de \$10,000 à \$25,000 la somme mise à la disposition des municipalités pour les aider à se munir d'appareils de protection contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Civic Investment & Industrial Company**

**M. Therrien (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 134 constituant en corporation The Civic Investment & Industrial Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Saint Francis Valley Railway Company**

**M. Bissonnet (Stanstead)** demande la permission de présenter le bill 121 amendant la loi constituant en corporation The Saint Francis Valley Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession J. Comte**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 161 concernant la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte.

Ce bill a pour but de modifier du testament de Jean de la Croix Joseph Comte la clause relative aux exécuteurs testamentaires. Dans son testament, le défunt avait confié pour trois ans, à trois exécuteurs et moyennant traitement, l'administration des biens qu'il avait laissés avec l'obligation bien spécifiée de s'occuper de la vente des immeubles de la succession et d'opérer le partage de tous les biens entre les héritiers, dans un délai de trois ans.

Aujourd'hui, les trois années sont expirées. Cependant, les immeubles n'ont pas été vendus et les biens non plus n'ont pas été partagés. Les exécuteurs testamentaires demandent au Parlement de Québec de modifier le testament de Jean de la Croix Joseph Comte de façon à ce qu'ils soient maintenus dans leurs dites charges d'exécuteurs testamentaires durant trois autres années à venir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Robert Warden Lee**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Robert Warden Lee au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Joseph Labrèque**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 98 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Labrèque au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **M. Joseph-A. Allard**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 68 régularisant la cléricature et le brevet de cléricature de Joseph-A. Allard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Paroisse Saint-Pierre-aux-Liens**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 119 concernant le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre-aux-Liens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Municipalité scolaire de la paroisse d'Hochelaga**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 58 annexant la municipalité scolaire de la paroisse d'Hochelaga, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus  
et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne**

**M. Cannon (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Lots de colonisation non concédés  
dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Combien y a-t-il de lots propres à la colonisation mais non concédés, situés dans le comté de L'Islet?

2. Dans quels cantons sont situés ces lots et quel est le numéro de chacun d'eux?

Canton	Lot		Acquéreur	Raison de cancellation
Dionne	16	4	Joseph Gagnon, fils Ls	Pas assez de défrichement, pas de résidence
Dionne	34	4	Adalbert Fournier	Transport illégal
Fournier	7	9	Jos. Beaudry	Transport illégal
Fournier	8	9	Irénée Leblanc	Pas de résidence et transport illégal
Garneau	5	2	Onésime Gagnon	Vente faite par erreur
Lafontaine	4	7	Émile Legros	Conditions d'établissement non remplies
Leverrier	5	7	Cléophas Giguère	Pas assez de défrichement, pas de bâtisses
"	6	8	Donat Giguère	Pas de défrichement, pas de bâtisses
"	7	8	Arthur Giguère	Pas assez de défrichement, pas de bâtisses
"	6	7	Ludger Cormier	Transport illégal
"	7	7	Geo. Cormier	Transport illégal
"	42	6	Gaspard Fournier	Transport illégal
"	44	4	Philippe Dubé	Aucun défrichement, pas de résidence
"	15	7	Adolphe Veilleux	Vente faite par erreur
"	16	7	Adélarde Veilleux	Vente faite par erreur
"	30	5	Nap. Caouette	Conditions d'établissement non remplies

**Coût de la guerre pour  
la province de Québec**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Combien la guerre actuelle a-t-elle coûté à la province jusqu'à ce jour?

2. Quel est l'état détaillé de ces différents montants?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. \$698,994.02.

2. (Voir le tableau ci-dessous)

**L'honorable M. Allard (Drummond):** La classification de tous les lots non concédés du comté de L'Islet n'a pas encore été complétée.

**Billets de location pour lots de colonisation  
cancellés dans L'Islet**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Combien de billets de location pour lots de colonisation ont été cancellés, dans le comté de L'Islet, dans le cours de l'année 1915?

2. Qui détenait ces billets de location?

3. Où étaient situés les lots détenus?

4. Pour quelle raison, dans chaque cas, ces billets de location ont-ils été cancellés?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. Onze (11) billets.

2, 3 et 4. (Voir le tableau ci-joint).

2. Don au gouvernement de la Grande-Bretagne par la province .....	\$ 623,897.56
Souscription à l'hôpital des paroisses canadiennes-françaises à Paris .....	5,000.00
Comité de secours aux victimes de la guerre en Belgique .....	25,000.00
Comité de secours national de France, Paris.....	39,096.46
Comité national de secours à la Belgique .....	5,000.00
Commission des hôpitaux militaires ..	1,000.00

**M. Solon Eliasoph**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Solon Eliasoph au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Louis-René Gagné**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis-René Gagné au nombre de ses membres et à lui octroyer son diplôme d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Alexander Walker Thornton**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Alexander Walker Thornton au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Moe Newton Fineberg**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 137 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Moe Newton Fineberg au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Nathan Titleman**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 139 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Nathan Titleman au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Frank Mendel**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 138 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frank Mendel au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Maurice Goudrault**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Goudrault au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institution catholique des sourds-muets**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Federation of Jewish Philanthropies of Montreal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de chemin de fer Québec Central**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec Central soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Charte de Saint-Jean**

**M. Robert (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 amendant et refondant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Institut des artisans de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 amendant la charte de l'Institut des artisans de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Labissonnière (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Joseph-Philéas-Philippe Caumartin**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Joseph-Philéas-Philippe Caumartin de pratiquer le droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Jean-Marie Richard**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 autorisant Jean-Marie Richard à exercer la profession d'avocat, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commissaires d'écoles protestants de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général

**Municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 annexant la municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation, de Montréal, à celle de la commission catholique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 25 janvier, sur la motion proposée le 20 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue en comité des subsides."

**M. Bérubé (Témiscouata):** J'en étais, M. l'Orateur, lors de l'ajournement, à citer certaines statistiques démontrant que notre province, au point de vue de la production agricole, n'a pas autant progressé que la province d'Ontario et qu'elle lui est inférieure de la même manière sous le rapport de l'élevage.

Je prévois de suite que le nom que l'on va me donner, c'est que je suis un dénigreur de ma province. Je reviendrai sur ce point un peu plus loin. Pour le moment, passons.

Donc, en résumé, voici ce qui en est:

**Total des terres dans la province : d'Ontario de Québec**

141,000,000 acres 218,000,000 acres

Percentage de ces terres susceptibles de culture :  
40 p. c. 20 p. c.

Total des terres propres à la culture :  
56,450,000 43,745,000

Total des terres occupées comme terrain en culture :  
22,171,000 15,613,000

Nous constatons par cet exposé que la province de Québec, bien que l'étendue de son territoire soit plus considérable que celui de la province d'Ontario, a un pourcentage de terres propres à la culture inférieur à celui de la province sœur. Mais au moins le pourcentage des terres occupées comme culture par rapport aux terres propres à la culture devrait être supérieur à celui de la province d'Ontario. Or, c'est le contraire. Nous avons 15,000,000 d'acres de terres cultivables sur un total de 43,000,000 d'acres qui sont cultivables, tandis que la province d'Ontario en a 22,000,000 sur 56,000,000 cultivables.

Valeur de la propriété agricole, tableau 19.

Ontario		Québec
\$ 219,833,000	Bétail	\$ 97,590,000
5,564,000	Fruits de vergers	1,186,000
2,254,000	Petits fruits	284,000
6,043,000	Légumes	5,797,000

Valeur totale, fruits et légumes :  
\$ 13,862,000 \$ 7,268,000

État comparatif des superficies en récolte :  
**Ontario Québec**  
8,166,000 d'acres 4,064,000 d'acres

Rendement des récoltes de grains :  
**Ontario Québec**  
19,842,000 bo. 932,000 bo.

Qu'on remarque ici que la production dans Québec, au point de vue des céréales, était de 1,968,000 boisseaux en 1900. Cette production a donc diminué de plus de moitié pour Québec. Elle a diminué aussi dans la province d'Ontario, mais dans une proportion moindre, savoir : de 28 à 19.



Ontario	Québec
Orge	
14,085,000 bois. _____	2,340,000 bois.
Avoine	
89,936,000 bois. _____	33,804,000 bois.
Seigle	
1,232,000 bois. _____	148,000 bois.
Pois	
4,311,000 bois.	414,000 bois.
Sarrazin	
3,333,000 bois. _____	2,365,000 bois.
Fèves	
726,000 bois. _____	76,000 bois
Blé d'Inde à grains	
13,830,000 bois. _____	575,000 bois
Foin	
4,427,000 bois. _____	3,826,000 bois.
Navets et autres racines	
70,418,000 bois. _____	4,869,000 bois.
Graine d'herbes et de trèfle	
23,883,000 bois. _____	2,105,000 bois.

La même disproportion et le même désavantage existent pour le rendement à l'acre, sauf en ce qui concerne le seigle et les pois.

**Valeur totale des récoltes des champs :**

Ontario	Québec
140,786,000	65,353,000

Il y a donc une marge très considérable sur la production totale des récoltes des champs. La valeur des récoltes à l'acre est de 36.61 p.c. dans l'Ontario et 17 p.c. dans Québec.

Au chapitre des animaux de ferme, la même situation existe.

Ontario	Québec
Chevaux	
812,214 têtes _____	371,571 têtes
Vaches laitières	
1,032,000 têtes _____	754,220 têtes

Il est important ici de remarquer qu'en 1901 Ontario avait 1,065,000 têtes de vaches laitières et Québec 767,825. Le nombre de vaches laitières a donc diminué sous le gouvernement qui se réclame d'être le père de l'agriculture et qui n'a même pas su maintenir l'impulsion qui avait été donnée à l'industrie laitière par les administrateurs précédents. Quoi qu'on puisse dire, l'industrie laitière, sans jeu de mots, au point de vue agricole est encore la véritable vache à lait du cultivateur et sa principale et plus constante source de revenus.

**Valeur des vaches laitières :**

Ontario	Québec
\$ 48,708,000	\$ 29,377,000

La valeur par tête est aussi plus élevée pour la province d'Ontario que pour la nôtre.

Ontario	Québec
Nombres de bêtes à cornes autres que les vaches laitières :	
1,468,000 _____	699,049
Nombre de moutons	
742,188 _____	637,088
Valeur totale des moutons	
\$ 4,427,000 _____	\$ 2,710,000

Voilà encore une source de revenus pour le cultivateur que le gouvernement devrait encourager de toutes manières, car le mouton, comme je le disais dernièrement dans une revue, donne deux récoltes par année. Sa laine d'abord, qui a une valeur considérable, et puis l'élevage.

Ontario	Québec	Ontario	Québec
1,887,000	Nombre de porcs 794,000	14,483	Chevaux 3,563
\$ 13,577,000	Valeur des porcs \$ 5,399,000	70,472	Bêtes à cornes 18,163
14,488,000	Nombre de volailles 5,161,000	40,983	Moutons 6,122
461,705	Volailles par espèces Dindons 166,173	30,853	Porcs 8,293

Je suis réellement surpris que, sous le gouvernement actuel, l'élevage des dindons ne se fasse pas sur une plus haute échelle.

Ontario	Québec
364,295	Oies 102,462
293,662	Canards 60,146

L'honorable ministre de l'Agriculture a pourtant lancé, en ce qui concerne ce département et depuis qu'il l'administre, assez de canards pour que nous ayons le droit de manifester notre surprise du fait que le nombre de canards ne soit pas plus considérable dans la province.

Ontario	Québec
13,414,000	Poules et poulets 4,833,000
\$ 6,128,000	Valeur des volailles \$ 2,422,000

Si je réfère au tableau 73 qui donne le nombre d'animaux de race par ferme, je constate que la disproportion au désavantage de notre province est encore très élevée.

123,626 têtes	Chevaux vendus (en 1910) 46,036
804,029	Bêtes à cornes 285,024
\$ 31,013,000	Valeur de ces bêtes à cornes \$ 7,427,000
\$ 22,282,000	Valeur des porcs vendus en 1910 \$ 5,056,000
\$ 2,689,000 10,725,000	Volailles \$ 1,026,000 2,812,000

**Valeur totale de tous les animaux de ferme  
vendus ou tués en 1910**

Ontario	Québec
\$ 85,965,000	\$ 28,739,000
4,295,000,000 lbs	Production du lait 1910 2,701,000,000 lbs
\$ 43,301,000	ce qui a rapporté \$ 25,772,000

De ces chiffres, il découle finalement ceci :

C'est que la valeur totale des produits des champs et des animaux vendus ou abattus en 1910 était comme suit : (Voir le tableau à la page suivante)

Ontario	Québec
Total des produits agricoles	
\$ 295,764,000	\$ 131,631,000
(ou moins de la moitié de la province d'Ontario)	
Produits des champs récoltés	
\$ 140,786,000	\$ 65,353,000
Animaux vendus	
76,490	20,129
Produits laitiers	
\$ 43,301,000	\$ 25,778,000
Laine, œufs et miel	
\$ 11,849,000	\$ 4,491,000

Je sais que l'on oppose à ces statistiques le fait que le pourcentage d'augmentation aurait été plus considérable pour Québec que pour Ontario. J'ai déjà répondu à cette objection. La province d'Ontario est moins susceptible d'augmenter son pourcentage de production parce que, dès 1900, elle était plus avancée que nous sous le rapport de la production agricole et elle était moins susceptible de perfection et d'amélioration que la province de Québec.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** fait un commentaire sur les récentes statistiques.

**M. Bérubé (Témiscouata):** Oh, je sais que l'honorable ministre va citer le pourcentage de progrès, mais il n'en demeure pas moins que nous sommes toujours derrière Ontario.

Il continue à discuter des statistiques.

On nous oppose encore de prétendues statistiques publiées chaque année par le département de l'Agriculture d'Ottawa. Je ne sais si je suis bien informé, mais une source d'information officielle m'a laissé sous l'impression que ces statistiques étaient fixées par des agents du ministère provincial. Une chose est certaine, c'est que les seuls chiffres vraiment officiels que nous puissions posséder sont ceux contenus dans le recensement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les rapports de vos correspondants sont-ils autorisés à... Devons-nous considérer comme officiels les chiffres de vos correspondants?

**M. Bérubé (Témiscouata):** Le département de l'Agriculture d'Ottawa n'a pas d'organisation capable de le renseigner exactement et avec précision sur la valeur des récoltes de chaque district ou de chaque paroisse annuellement, et encore moins sur la valeur des animaux vendus ou abattus. Je n'ai jamais entendu parler de pareille organisation et elle n'existe pas en fait, parce qu'une pareille organisation coûterait annuellement les frais énormes qu'entraîne, tous les 10 ans, le recensement général de notre pays.

Une autre chose me frappe. Quand le Parti libéral était au pouvoir à Ottawa, que de fois n'avons-nous pas entendu crier qu'il était la cause déterminante exclusive du progrès de notre classe agricole! Or, dans ce temps-là, on ne donnait pas un centin à Ottawa pour l'agriculture. Aujourd'hui, le gouvernement conservateur d'Ottawa donne \$300,000 au gouvernement de cette province pour l'agriculture. Si réellement il y a progrès, ne peut-on pas dire avec raison que ce progrès est dû à ce subside que le ministre est obligé de dépenser d'une manière judicieuse?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il sait toujours reconnaître le mérite de celui à qui il revient.

**M. Bérubé (Témiscouata):** Je n'en veux pour preuve que la réponse du gouvernement à une interpellation que j'ai faite en cette Chambre et que l'on trouve à la page 264 des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1915.

Culture des fruits	
Subside provincial	Fédéral
\$ 10,865.00	\$ 12,487.00
Bacon	
-----	\$ 9,529.00
Aviculture	
\$ 3,000.00	\$ 10,320.00
Écoles d'agriculture	
\$ 18,534.00	\$ 51,991.00
Démonstration de drainage	
\$ 100.00	\$ 11,906.00
Représentants de districts	
-----	\$ 5,963.00
Sucre d'érable	
\$ 1,258.74	\$ 3,963.00

J'entendais dire, il n'y a pas bien longtemps, que la province d'Ontario avait exporté, l'an dernier, pour \$167,000,000, alors que la province de Québec avait exporté pour \$181,000,000. Après avoir démontré comme je l'ai fait que le total des produits des champs était inférieur pour Québec à celui d'Ontario, que la valeur des animaux de ferme de toutes sortes était aussi très inférieure pour Québec comparativement à Ontario, je me demande sur quelles données officielles on peut baser une pareille affirmation. Je ne possède pas sur le sujet tous les renseignements désirables, mais je crois pouvoir dire que, s'il est vrai que nous avons exporté en une seule année pour un montant aussi considérable, ces exportations provenaient de marchandises amenées ici d'autres provinces et notamment de la province d'Ontario. Nous possédons les grands ports qui sont le débouché naturel des grandes voies fluviales que ne possède pas la province d'Ontario, et il est possible qu'on attribue comme étant de l'exportation de Québec des marchandises qui sont embarquées à Montréal et à Québec, mais qui proviennent d'une autre province, car, je le répète, il est impossible que, produisant sous certains rapports seulement la moitié de la province sœur et, sous d'autres, les 2/3, les 3/5 ou les 3/4, nous puissions exporter ce que nous ne produisons pas.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** repousse l'idée.

**M. Bérubé (Témiscouata):** On a parlé de l'augmentation du revenu et on l'a attribuée au gouvernement actuel. Il est intéressant de savoir par quels moyens on a augmenté le revenu. Je vais le dire: En manipulant de manière à ce qu'elles rapportent davantage au Trésor public les taxes que le gouvernement conservateur avait dû imposer pour réparer une situation financière désastreuse que tout le monde dans cette province connaît, taxe tant décriée par le Parti libéral, en 1897, avec indignation et dénoncées comme un scandale.

A-t-on aboli la taxe sur les successions que les orateurs libéraux d'alors appelaient avec une véritable indignation "la taxe sur les morts"? Non, messieurs, et cette taxe qui ne rapportait, en 1896, que \$163,000 a rapporté, pendant le dernier exercice financier, \$1,600,000.

Passant aux surplus du gouvernement, il demande: Le gouvernement doit-il se glorifier du fait que Lord Strathcona ait eu la bonté de mourir en laissant à la province plus d'un demi-million de dollars en droits de succession?

Vous avez augmenté le revenu, c'est vrai, et, pour cela, vous, le parti des anti-taxeux, vous avez imposé une foule de taxes: taxe sur les automobiles qui rapporte aujourd'hui plus de \$200,000; taxe sur les transferts d'actions qui rapporte plus de \$20,000; taxe sur les distributeurs automatiques créée l'an dernier et qui a rapporté \$10,000; taxe sur les buanderies publiques; taxe de \$15 sur chaque fabrique de beurre dans cette province.

Il s'indigne de l'imposition aux fabriques d'une taxe de \$15 pour une prétendue inspection.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est une diminution de \$5 pour les propriétaires, car jusqu'ici l'inspection était faite par des syndicats et coûtait plus cher.

**M. Bérubé (Témiscouata):** Ces trois dernières taxes sont l'œuvre du gouvernement à la dernière session. Le voilà l'encouragement que vous donnez à l'industrie laitière, en taxant chaque fabrique de beurre de manière à ce que cette taxe rapporte suffisamment pour payer les frais d'inspection de ces fabriques.

Taxe sur les détectives particuliers, augmentation scandaleuse des droits sur les procédures judiciaires. Pour un gouvernement d'anti-taxeux, votre œuvre mérite la réprobation publique. On disait hier que vous avez aboli les frais judiciaires dans les petites causes. En même temps, vous augmentiez dans une proportion démesurée les droits sur les procédures à la Cour supérieure. Vous donnez un œuf au public pour en tirer un bœuf.

Ce qu'on a fait de bien, on l'a fait suivant les idées émises par l'opposition dans le dernier Parlement. Programme du député de Joliette (M. Tellier), quant aux grandes routes, que le gouvernement est en train de suivre. D'ailleurs, sur la voirie, attendez les résultats de votre politique et vous verrez.

En matière d'instruction publique, vous prétendez avoir presque doublé les salaires des institutrices. Ici encore, le gouvernement joue partie double. Quand on lui représente que les salaires des institutrices sont moins élevés que ceux de beaucoup de servantes, on nous répond: Vous voudriez que nous forçons les cultivateurs à donner aux institutrices un salaire plus élevé? Nous ne pouvons faire cela sans empiéter sur leurs prérogatives et sur leurs droits. C'est ce que disait, il n'y a pas longtemps, l'honorable ministre de l'Agriculture. Si donc c'est l'œuvre des cultivateurs seulement, pourquoi le gouvernement se vante-t-il d'avoir augmenté le salaire des institutrices?

On a su en faire une superbe machine électorale spécialement pour gagner des élections partielles dont le gouvernement se réclame comme du plus beau témoignage de confiance que le peuple puisse lui donner. Je ne veux pour preuve que ce qui s'est passé dans l'élection partielle de Dorchester, en 1913.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a dit à la Chambre, l'an passé, que la population rurale était dans un tel état que la terre se mourait.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je démens cela formellement. Le journal m'a attribué ces mots et mes adversaires les ont répétés.

**M. Bérubé (Témiscouata):** L'honorable ministre des Travaux publics a parlé hier de l'augmentation de la population rurale dans notre province. Je ne lui dirai pas qu'il a faussé la vérité, les règlements de ce Parlement ne me permettant pas de faire un pareil avancé, mais son honorable collègue qui siège à côté de lui, le secrétaire provincial, qui est plus intime que moi avec le ministre des Travaux publics et qui peut se permettre des libertés que je n'ai pas, va se charger de le démentir par ses statistiques de 1914. Si je réfère aux pages 56 et 57 de l'*Annuaire des statistiques* de 1914, j'y vois que l'honorable secrétaire provincial affirme que la population urbaine a augmenté dans une proportion inquiétante tandis que la population rurale a notablement diminué. On y affirme, entre autres, que l'immigration de notre province vers les provinces de l'Ouest est une cause de cette dépression rurale. C'est là, sans doute, ce que l'honorable ministre des Travaux publics voulait dire lorsqu'il parlait, hier, du retour à la terre. Oui, nos gens retournent à la terre, mais à la terre des autres provinces parce que le gouvernement ne sait pas lui procurer ici les avantages d'une administration vraiment soucieuse du progrès et du développement agricole.

Il cite les statistiques du gouvernement provincial montrant que la population urbaine est huit fois celle des districts ruraux. Je dis que la terre se meurt.

Je terminerai cet exposé trop long en disant un mot du cri que le parti ministériel dans cette Chambre a lancé à l'adresse de l'opposition, et que la presse à gages du gouvernement répandra demain aux quatre coins de la province, sur un mot d'ordre du premier ministre. Ce cri, c'est: "Vous êtes des dénigreur de notre province." Oui, nous sommes des

dénigreur, mais dénigreur à la manière du père de famille qui gronde son fils pour lui apprendre à mieux se conduire, dénigreur à la manière du pédagogue qui punit son élève parce qu'il veut que ce dernier fasse mieux son devoir d'élève studieux et réfléchi, dénigreur dans le sens du vieux précepte *Qui aime bien châtie bien*. Oui, nous en sommes de ces dénigreur. C'est parce que nous aimons notre province, parce que nous savons que ses habitants sont aussi industrieux, intelligents et économes que ceux d'aucune province de la Confédération. C'est parce que nous connaissons la fertilité de notre sol qui ne le cède en rien à celui d'ailleurs que nous voudrions voir le gouvernement coopérer plus largement et avec plus de résultats à l'œuvre de la production agricole.

L'expérience et l'histoire nous enseignent que la terre fait et conserve les peuples moraux et bons. Que notre peuple reste un peuple foncièrement agricole et il restera en même temps ce qu'il a toujours été dans le passé, respectueux des lois, soumis à l'autorité civile et religieuse, heureux et content de son sort. Attachons-le au sol, sachons lui apprendre à y attacher ses fils. Pour enrayer le mouvement de la campagne vers les villes, disons-lui bien haut que, si parfois le contact de la grande ville corrompt et déprime, l'air pur et le travail des champs vivifient, purifient et rendent plus fort. Apprenons-lui en même temps à s'instruire et à faire tous les sacrifices possibles pour faire instruire ses fils, afin que non seulement il possède les connaissances nombreuses qu'il lui faut pour exercer sa belle profession, mais aussi pour chasser de son esprit et de l'esprit de ceux qui pourraient encore injustement le croire l'idée qu'elle est inférieure aux autres classes de la société.

Apprenons-lui au contraire que sa profession est la plus noble, car il est non seulement la main qui sème et nourrit, mais, de plus, il continue l'œuvre première que la Providence assigna à l'homme primitif.

Voilà pourquoi, Monsieur, nous demandons plus d'attention, plus de zèle et plus d'encouragement pour l'agriculture. Voilà pourquoi nous demandons un plus grand dévouement et de plus larges octrois pour l'instruction publique, surtout l'instruction primaire. Voilà pourquoi nous voudrions voir plus de vie dans l'œuvre de colonisation et surtout plus d'amour, de sollicitude et d'encouragement pour le vaillant colon.

Qu'on nous appelle après cela des dénigreur tant que l'on voudra, si c'est là ce que l'on appelle du dénigrement. Qu'on nous jette l'insulte, nous la subirons, sûrs d'avance que le bon sens populaire, tôt ou tard, nous donnera raison et nous vengera.

Quant à moi, si jamais les quelques années que j'aurai passées dans la vie publique peuvent être de quelque utilité à mes concitoyens et à ma province, je considérerai que le plus grand service que j'aurai pu leur rendre, ce sera d'avoir fait ce qu'on appelle de l'autre côté de la Chambre du dénigrement, et que j'appellerai, moi, une critique honnête, consciencieuse et modérée du gouvernement, critique qui est le premier devoir d'une opposition qui comprend véritablement son rôle vis-à-vis de la Chambre et de la province, et qui a le juste souci de sa dignité.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne m'étonne pas des efforts que font nos honorables amis de l'opposition, dit-il, pour tâcher d'amoindrir l'œuvre efficace accomplie par le gouvernement libéral. Depuis 20 ans qu'il administre les affaires publiques, le gouvernement libéral a toujours su faire voir des surplus dans ses bilans annuels au lieu de déficits comme on en voyait au temps du régime conservateur. Tout en encourageant les initiatives privées, il s'est occupé d'équilibrer les finances provinciales, d'améliorer les diverses branches de son administration, de répartir les taxes de manière à faire retomber sur les riches les impôts qui accablaient autrefois les pauvres et de donner tout l'encouragement possible à l'agriculture. Le meilleur argument, dit-il, que les conservateurs doivent considérer, c'est que, depuis 1897, le gouvernement les a rejoints sur les tribunes et que sans cesse, d'une voix toujours plus forte, la population vous a dit: Vous avez tort.

Il proteste contre la déclaration qu'a faite hier le député de Témiscouata (M. Bérubé) relativement à l'enquête Mousseau, le député conservateur ayant affirmé que, si l'on avait permis à l'enquête de continuer, peut-être les deux tiers des députés libéraux auraient-ils disparu.

Peut-être que l'opposition en entier aurait disparu. Une supposition en vaut bien une autre. Ceux qui ont demandé cette enquête s'en sont déclarés satisfaits. Quelles que soient les opinions de l'honorable député de Témiscouata et de ses collègues de l'opposition, l'affaire Mousseau a été bien réglée, et à la satisfaction de l'opinion publique.

**M. Bérubé (Témiscouata):** Pourquoi alors avez-vous voté contre la poursuite de l'enquête?

**M. Francoeur (Lotbinière):** Parce que l'opposition réclamait plus de lumière dans l'intérêt de l'opinion publique alors que ceux qui avaient demandé l'enquête déclaraient qu'ils étaient satisfaits.

Le député de Témiscouata a aussi critiqué le gouvernement qui a aboli les honoraires des avocats dans les causes de moins de \$25. J'admets que ce n'est pas une des meilleures mesures que le gouvernement ait fait adopter<sup>1</sup>.

Le député de Lotbinière laisse ensuite entendre que l'échafaudage des comparaisons du député de Témiscouata avec la province d'Ontario pêche par la base, car, pour comparer deux choses, il faut les mettre toutes les deux sur un pied d'égalité, les supposer dans des conditions au moins analogues et leur reconnaître une certaine ressemblance au point de vue du climat, de la fertilité, du développement et de diverses autres particularités. Il est évident que les provinces d'Ontario et de Québec ne sont pas sur le même pied. Il y a dans la province sœur un demi-million de plus d'habitants qu'ici. Elles ne se ressemblent pas pour plusieurs raisons et il n'est pas juste ni même raisonnable de tirer des conclusions des conditions qui favorisent l'une pour blâmer et jeter le discrédit sur l'autre. Il est indéniable que Québec a fait des progrès.

Quant aux taxes, dit-il, les conservateurs les avaient imposées aux pauvres gens alors que le présent gouvernement a taxé les corporations et ceux qui sont capables de payer. C'est vrai que nous avons taxé les morts, mais seulement les morts qui peuvent payer. Je remarque que le comté de Témiscouata n'a versé aucune contribution en droits sur les successions.

Tous les ans, le discours du trésorier est une pilule amère à avaler pour l'opposition: ils n'ont pas aimé les surplus. Ils critiquent par tradition, mais parfois ils sont bien obligés de constater le progrès.

Mon honorable ami vient de dire qu'il s'attend à être appelé un dénigreur. Bien, s'il avait la conscience en paix, il ne prendrait pas autant de précautions pour éviter cela.

L'honorable député de Témiscouata a parlé de l'agriculture, continue le député de Lotbinière, et il s'est fait fort de décrier nos méthodes agricoles et de blâmer le ministre de l'Agriculture. Il n'est donc pas au courant, ajoute-t-il, des grands efforts que le gouvernement libéral a faits depuis qu'il a été chargé de la gestion des affaires de cette province pour promouvoir l'agriculture, encourager l'attachement au sol et empêcher la congestion des villes. Il ne sait donc pas que la province de Québec, avec ses marchés agricoles améliorés et une récolte au-dessus de la moyenne, voit ses districts ruraux dans une situation satisfaisante. Député d'un district rural, il n'a donc pas parcouru les campagnes de son comté pour se rendre compte des conditions exceptionnellement

avantageuses dans lesquelles se trouve aujourd'hui le cultivateur canadien-français. Est-ce que mon honorable ami le député de Témiscouata s'est fermé les yeux pour ne pas voir la prospérité et le progrès qui soufflent aujourd'hui dans nos villages et nos paroisses, où le bonheur, la satisfaction et le contentement n'ont jamais connu de plus beau domaine?

Le député de Lotbinière produit ici les chiffres fournis par le gouvernement fédéral à propos des importations et des exportations des provinces d'Ontario et de Québec. Il fait voir qu'en ces derniers mois Ontario a importé plus et exporté moins que Québec, laissant la balance économique et commerciale pencher en faveur de la province que les membres de l'opposition accusent d'être arriérée.

Nous sommes désireux, continue-t-il, de donner à l'agriculture dans notre province tout l'essor et toute l'expansion possibles. N'oublions pas que le dernier recensement a montré que, parmi les anciennes provinces, Québec est la seule qui ait vu augmenter sa population rurale.

M. l'Orateur, l'agriculture chez nous fait de grands progrès. Il n'y a pas raison de crier et de s'alarmer. Les statistiques sont là pour prouver que les nôtres sont loin d'être endormis. Le gouvernement provincial n'épargnera rien pour garder sur la terre les fils du sol et leur donner tout l'encouragement nécessaire. Si chacun sait faire sa part, ajoute le député de Lotbinière, sans chercher à détruire le bon travail accompli par le gouvernement actuel, la province de Québec n'aura aucune difficulté à atteindre ses destinées et à se classer la première sur cette terre canadienne.

**M. Slater (Argenteuil)** endosse les déclarations patriotiques du député de Richmond (l'honorable M. Mitchell) et il dit qu'elles représentent non seulement les sentiments de l'opposition et des membres du gouvernement, mais également ceux des citoyens de la province.

Je ne peux cependant féliciter le ministre pour son bilan budgétaire.

Il fait remarquer que, l'an dernier, on avait prévu des revenus de \$7,777,956, mais que ceux-ci se sont en fait élevés à \$9,597,925, soit un excédent de \$1,819,969, cependant que le gouvernement a annoncé un surplus de seulement \$194,000.

En guise d'explication, le ministre a signalé qu'il y avait eu des dépenses extraordinaires considérables atteignant \$1,073,252, selon le gouvernement, incluant une dépense de \$380,253.63 et une autre de \$692,994.02 à des fins patriotiques ou du genre.

Cependant, malgré ces dépenses extraordinaires, le surplus, plutôt que d'être de \$194,416, aurait dû être de \$746,716, surtout si l'on considère que le gouvernement se vante d'être économe.

Qu'est-il arrivé au reste? Malgré ses paroles en faveur de l'économie, le gouvernement ne s'est-il pas trouvé avec un revenu plus élevé qu'il n'avait prévu, qu'il se mettait immédiatement à le dépenser? Dans quelques affaires, il semble apparemment y avoir eu des dérapages dans la politique d'économie et de dépense, car il se rappelle qu'à la dernière session il avait parlé de travaux routiers qui n'avaient pas été complétés et qui ne l'étaient toujours pas, vraisemblablement, avait-il pensé, à cause d'un manque de fonds. Il y a quelque chose qui ne va pas dans le système des travaux ou dans la politique d'économie.

Abordant la question de l'instruction publique, il critique le discours du ministre des travaux publics (l'honorable M. Taschereau) qui a précédemment fait référence à l'excellente position de l'éducation dans cette province. Il attire l'attention sur le fait qu'en matière de progrès en éducation la province de Québec se classe au cinquième rang des provinces. En 1897, quand le gouvernement avait un revenu de seulement \$3,923,238, la somme de \$447,650 était consacrée à l'éducation, laissant seulement \$3,475,688 pour les besoins d'une population de 1,500,000 personnes, alors que maintenant, avec environ un demi-million de personnes de plus seulement, plus de \$8,000,000 est consacré à d'autres fins que celles de l'éducation qui reçoit, elle, moins de \$1,500,000. Et les subventions aux écoles de pilotage et autres écoles du genre, qui n'étaient pas comprises auparavant, sont maintenant incluses dans ce dernier montant.

Le trésorier de la province, lorsqu'il vantait les progrès de la province, a parlé des nombreuses nouvelles succursales bancaires. Mais il aurait dû continuer son exposé avec un rapport démontrant qu'il y a en Ontario, pour une population de 2,500,000 habitants, 10 banques et 1,151 succursales et, au Québec, population de 2,000,000 personnes, 9 banques et 75 succursales, en dépit de l'augmentation.

Il produit certaines statistiques agricoles.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent):** Le trésorier provincial a présenté un exposé des finances de la province tellement clair et convaincant qu'il rend évident le fait que la position financière de la province de Québec inspire une attention favorable partout. Si l'on considère la situation particulière qui prévaut presque partout dans le monde industrialisé à cause du terrible fléau de la guerre, beaucoup de

pays étant actuellement à deux doigts d'un effondrement financier, il est très réjouissant que le trésorier de cette province puisse présenter à la Législature un état financier aussi rassurant.

Les hommes qui tiennent la barre du vaisseau de l'État de cette province, déclare-t-il au milieu des applaudissements des ministériels, gouvernent le navire d'une main sûre à travers la tempête, d'une façon qui dénote une bonne gestion, saine et efficace.

La façon dont les divers emprunts de cette province ont été reçus par les financiers dit mieux que des mots ce qu'on pense de la conduite des affaires de cette province. Notre crédit est le meilleur possible dans les conditions actuelles.

Quelques orateurs de l'opposition sont allés très loin pour soutenir leurs affirmations. On a attaqué et critiqué la situation agricole dans la province d'une façon qui pourrait porter à croire que les choses sont loin d'aller comme elles le devraient. Quand on regarde le rapport du ministre de l'Agriculture pour 1915, nous y retrouvons des informations précieuses, à la fois instructives et intéressantes à lire. On voit que le ministre de ce département est pleinement conscient des besoins de la province et que, pendant des années, il a travaillé sans relâche pour satisfaire aux exigences et développer les multiples secteurs de son département, de sorte qu'aujourd'hui les produits de la ferme, plus particulièrement les produits laitiers, s'élèvent comme un monument éternel à l'énergie et à l'esprit entreprenant du ministre de l'Agriculture. Les méthodes améliorées pour la fabrication du beurre et du fromage, sous une surveillance gouvernementale adéquate, ont donné des résultats étonnants et ont mis cette province au premier rang de ce domaine particulier.

Le secret, cela ne fait pas de doute, est l'élimination des petites fabriques et l'adoption du principe de la coopérative comme étant ce qu'il y a de mieux non seulement pour le fermier, mais pour la province aussi. Rapidement, cela rend ceux qui se lancent dans la production laitière prospères, car les fermiers voient leur travail de plus en plus promptement récompensé.

Il rend ici un vibrant hommage au travail splendide que font les écoles d'agriculture et il dit que l'intérêt qu'on leur porte a été démontré par la participation croissante des fils de cultivateurs à leurs cours.

On a dit beaucoup de choses sur la politique des bons chemins du gouvernement de Québec. En parcourant le rapport annuel de ce département pour l'année 1915, on voit que depuis 1911, quand cette politique a démarré, le travail a sans cesse avancé

jusqu'à aujourd'hui et que 1,667 milles de chemins améliorés ont été complétés. Ceci a été accompli au coût de \$14,500,000 et, à mon avis, il n'y a jamais eu d'argent mieux dépensé. Cela a amené un sentiment de satisfaction à la grandeur de la province, non seulement auprès des fermiers, mais parmi tous ceux qui désirent voir notre province sur la voie du progrès. Cela a ouvert des zones importantes dans des districts ruraux qu'il était difficile d'atteindre avec les anciennes conditions. Cela a amené notre province au même rang que nos voisins, qu'ils soient Canadiens ou Américains, et j'affirme sans craindre qu'on me contredise que, si l'administration actuelle n'avait rien accompli de plus pendant son mandat, sa politique des bons chemins mériterait de se perpétuer à jamais dans la mémoire des gens.

Il prévient l'opposition de ne pas retourner au moment où le Parti libéral a pris le pouvoir dans cette province, en 1897, car, dit-il, les comparaisons avec la situation antérieure à cette date font de très tristes en-têtes. Les finances de la province étaient alors dans un état déplorable; il fallait recourir à un emprunt après l'autre pour subvenir aux besoins normaux de l'administration; et le crédit de la province était rendu tellement bas que l'un des derniers emprunts négociés a rapporté seulement 77 cents pour un dollar.

Aujourd'hui, grâce à de la prudence et à une gestion avisée, notre crédit est sans pareil et nous jouissons de la confiance de nos financiers et de nos hommes d'affaires, et de la population en général, ce qui prouve que les affaires de la province sont entre bonnes mains. Nous pouvons nous présenter devant les gens de cette province lorsque nous y sommes appelés et être certains qu'ils renouvelleront cette confiance que, depuis près de 20 ans, ils placent dans une administration honnête et efficace.

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Lord évêque de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Cousineau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition du lord évêque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la propriété de l'église Saint-Édouard, en la cité de Montréal.

Adopté.



**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- du lord évêque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la propriété de l'église Saint-Édouard, en la cité de Montréal (M. Gault).

La séance est levée.

---

**NOTE**

1. Selon *Le Devoir* (27 janvier, p. 1), ces dernières paroles ont produit un froid du côté ministériel.



Séance du jeudi 27 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Vente d'immeubles

**M. Robert (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jos. Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente de certains immeubles.

### Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- de Jos. Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente de certains immeubles (M. Robert).

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées, lues et reçues par la Chambre:

- de J.-A. Chauret et autres, demandant l'adoption d'une loi annexant certains lots du canton Templeton à la paroisse L'Ange-Gardien, pour les fins municipales et scolaires (M. Fortier);

- du lord évêque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la propriété de l'église Saint-Édouard, en la cité de Montréal (M. Gault).

### Rapports de comités:

**M. Reed (L'Assomption):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montréal-Est, demandant de voter une loi amendement sa charte;

- de la ville de Beaconsfield, demandant une loi amendement sa charte;

- de R. L. Charlton et autres, demandant une loi constituant en corporation The Fire Insurance Brokers Association of Montreal;

- de la corporation de Cartierville, demandant une loi amendement sa charte;

- de J.-H. Leclair et autres, demandant une loi annexant certaines municipalités scolaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- de la ville de Lévis, de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, demandant respectivement une loi amendement leur charte;

- de J.-B. Berthiaume et autres, demandant une loi amendement la charte de la cité de Montréal;

- de Benjamin Shulman, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de O. Bissonnette, de R. Lamontagne, de J. McK. Wathen, de L. Larocque, de J.-B.-F. Houde, de Charles-É. Valiquette, d'Albert Lavigne, d'Ernest Chaussé et de Gilles-R. Amiot, demandant respectivement une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés, qui expire le 31 du mois courant, soit prolongé jusqu'au 10 février prochain inclusivement, et que l'article 516 du règlement soit suspendu en conséquence.

Adopté.

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter que le préambule du bill 107 amendement la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés, qui expire le 31 du mois courant, soit prolongé jusqu'au 10 février prochain inclusivement et que la règle 516 de cette Chambre soit suspendue en conséquence.

Adopté.

**Charte  
de Cartierville**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 113 amendant la charte de Cartierville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association des courtiers  
d'assurance-feu de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 120 constituant en corporation The Fire Insurance Brokers Association of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Léopold Larocque**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 149 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léopold Larocque au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Charles-Édouard Valiquette**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 151 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Édouard Valiquette au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Albert Lavigne**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 159 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Albert Lavigne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Ernest Chaussé**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 158 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Ernest Chaussé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Lévis**

**M. Bernier (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. James McK. Wathen**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 148 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James McK. Wathen au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Omphroy Bissonnette**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 146 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Omphroy Bissonnette au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Rosario Lamontagne**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 147 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Rosario Lamontagne au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. J.-B.-Frédéric Houde**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 150 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-B.-Frédéric Houde au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie du chemin de fer  
Roberval-Saguenay**

**M. Petit (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 153 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Succession O. Lachance

**M. Petit (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Compagnie de pulpe de Chicoutimi

**M. Petit (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 154 autorisant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi à agrandir le réservoir du lac Kénogami.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### M. Gilles-R. Amiot

**M. Trahan (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 164 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Gilles-R. Amiot.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### M. Benjamin Shulman

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Benjamin Shulman au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Charte de Beaconsfield

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Annexion de municipalités scolaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal

**M. Lavergne (Montmagny)** demande la permission de présenter le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Ville de Montréal-Est

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Coût de la prison de Bordeaux

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien a coûté à ce jour la prison de Bordeaux, y compris les murs d'enceinte, les terrains et l'ameublement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le 1<sup>er</sup> mars 1915, le gouvernement a répondu à cette Chambre que la prison de Bordeaux était complétée et avait coûté \$3,587,395.50 jusqu'à cette date.

La prison est effectivement terminée et, depuis cette époque, le gouvernement a payé les sommes suivantes: \$6,052.83, balance due aux architectes; \$16,936.31 pour la construction de deux chars pour transporter les prisonniers depuis maintenant à Bordeaux, et d'une voie d'évitement près du palais de justice; \$12,500 pour achat d'une maison pour le gouverneur de la prison; \$8,198.26 pour certains changements et travaux d'aménagement à l'intérieur de la bâtisse.

#### Chemins et ponts dans L'Islet

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quel est le montant des deniers dépensés ou octroyés par le ministère de la Colonisation pour chemins et ponts, dans le comté de L'Islet, depuis le 30 juin 1915 jusqu'à ce jour?

2. Quels sont les divers chemins et ponts sur lesquels ce montant a été dépensé ou octroyé, et le chemin ou le pont construit ou octroyé?

3. Et quel a été, dans chaque cas, le conducteur?

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$250.00	
2 et 3. Chemin sur les lots nos 28 et 29, entre les rangs 5 et 6 du canton Laverrier.....	\$ 25.00
Napoléon Pelletier, conducteur.	
Route sur le lot no 12 du rang A du canton Ashford.....	25.00
Pierre Blier, conducteur.	

Chemin de front sur les lots nos 21, 22, 23 et 24 entre les rangs 2 et 3 du canton Lafontaine .....	50.00
Cyprien Pellerin, conducteur.	
Route Hunter sur le 7 <sup>ème</sup> rang du canton Fournier .....	50.00
Anselme Caron, conducteur.	
Chemin Arago dans le canton Fournier .....	25.00
Alfred Sénéchal, conducteur.	
Route entre les lots nos 47 et 48 du 5 <sup>ème</sup> rang du canton Laverrier .....	75.00
Alfred Gauvin, conducteur.	

#### Chemins et ponts dans Joliette

**M. Tellier (Joliette):** Sur quels chemins et ponts a été dépensée la somme de \$2,690.97 affectée aux chemins et ponts de colonisation du comté de Joliette, depuis le 30 juin 1915 jusqu'à ce jour, et mentionnée dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* du 19 janvier 1916, et quels sont, dans chaque cas, le nom du conducteur, le nom du chemin ou du pont et le montant dépensé?

<b>L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):</b>	
Chemin de front sur le lot no 20a du 1 <sup>er</sup> rang du canton Cathcart.....	\$ 299.22
John Neilan, conducteur.	
Route sur le lot no 6 de la 8 <sup>ème</sup> concession de la paroisse de Sainte- Béatrix .....	200.00
Olympe Goyet, conducteur.	
Chemin de front depuis le rang Saint- Joseph jusqu'au village de Sainte- Émilie, entre les rangs 1 et 2 de Joliette.....	200.00
Arthur Bazinet, conducteur.	
Chemin de front entre les rangs 1 et 2 de Joliette et sur les lots nos 47, 48, 49 et 50 des rangs 1 et 2 Carthcart .....	50.00
Joseph Arbour, fils, conducteur.	
Réparation à une côte sur le lot no 50 du rang de la seigneurie, paroisse de Sainte-Émilie de l'Énergie .....	75.00
Georges Champagne, conducteur.	
Chemin de front depuis le lot no 45 jusqu'au lot no 48 des rangs Sainte- Catherine et Sainte-Eugénie .....	73.50
Émery Beaudoin, conducteur.	
Compléter le chemin du Pain de Sucre au nord du pont et abaisser la côte au sud y compris la confection de la clôture.....	793.25
Roméo Turgeon, conducteur.	

#### Chemins et ponts de colonisation

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay),** avec la permission de la Chambre, corrige la réponse qui a été faite, le 19 janvier, à une question du député de Jacques-Cartier (M. Cousineau), en substituant, vis-à-vis le mot "Joliette", les chiffres "1,690.97" aux chiffres "2,690.97" et, vis-à-vis le mot "Kamouraska", les chiffres "2,025.41" aux chiffres "1,025.41".

#### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 26 janvier, sur la motion proposée le 20 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue en comité des subsides."

**M. Morin (L'Islet)** exprime sa surprise d'avoir entendu dire l'autre jour, par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau), que la colonisation avait fait des progrès énormes dans la province depuis quelques années. Il ne s'agit en somme que de jeter ses yeux sur ce qui se passe autour de nous et surtout dans les régions de colonisation pour constater l'exagération de cette assertion du ministre.

Je me demande, dit-il, pourquoi le gouvernement s'obstine à ne pas faire davantage pour la colonisation dans cette province. Comment veut-on, actuellement, que le nombre de cultivateurs augmente, que l'agriculture rende plus, que nos terres se développent, si l'on refuse aux colons les plus élémentaires facilités de s'établir sur des terres nouvelles? Pourquoi donc ces difficultés interminables rencontrées par le colon qui veut s'établir sur une terre nouvelle? Ainsi, dans le comté de L'Islet, nombreux sont ceux qui, ne pouvant avoir des lots qui auraient permis à des fils de s'établir près de leurs père et mère, dont ils ont besoin des conseils, ont été obligés de s'en aller dans l'Abitibi et d'y manger de la misère.

Il est plus que temps, dit-il, de penser aux colons. Si l'on ne veut pas aujourd'hui faire des concessions pour eux, que vont devenir nos jeunes gens? Ils vont de nouveau prendre le chemin des États-Unis et de nos grandes villes canadiennes et ce sont eux, aujourd'hui même, qui augmentent le flot des sans-travail qui demandent de l'ouvrage.

Depuis quelques années, continue-t-il, tout ce que l'on a fait en faveur de la colonisation a été fait uniquement en faveur de l'Abitibi. Serait-ce donc que

l'on aurait intérêt à "boomer" quelques compagnies qui détiennent là des terrains? Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas des mesures pour permettre aux fils de cultivateurs de s'établir dans les paroisses paternelles, dans ces vieilles paroisses où il reste encore des terres à coloniser?

Il fait un sombre tableau d'un malheureux jeune homme qui s'en va seul s'établir dans des centres éloignés de colonisation: Voilà le résultat de la politique néfaste de la colonisation pratiquée par le gouvernement actuel. On ne cherche pas à aplanir les difficultés qui se présentent aux colons; au contraire, on dirait que l'on cherche à les aggraver.

On pourra faire croire peut-être aux habitants des villes que le gouvernement actuel fait quelque chose pour la colonisation, mais on ne le fera pas croire dans les centres de colonisation. Il cite, au sujet des difficultés rencontrées par les colons, une lettre très éloquente d'un ancien employé du département de la Colonisation.

Il continue en disant que la population rurale n'a augmenté que de 35,000 âmes dans 10 ans, dans le district de Québec, mais cette augmentation, qui n'est pas, comme l'on voit, très considérable, n'est pas due à la politique du gouvernement relativement à la colonisation ou à l'agriculture, mais à la construction du Transcontinental. Il exprime l'espoir que le gouvernement votera à l'avenir de plus larges octrois pour la colonisation. Ceux que l'on accorde aujourd'hui ne sont pas suffisants. Il voudrait que, comme l'on a des inspecteurs pour les grandes routes nationales, on en ait également pour les chemins de colonisation qui sont le grand facteur de la colonisation. On abolirait ainsi la plus grande partie des souffrances des colons.

Le député de L'Islet reproche aussi au gouvernement de ne pas dispenser avec justice les quelques octrois qu'il accorde à la colonisation. Il sait que des centres où l'on ne fait guère de colonisation ont reçu des sommes beaucoup trop grandes par pur patronage politique tandis que des centres exclusivement colonisateurs n'ont à peu près rien reçu pour la même raison. Ainsi, dans les Îles-de-la-Madeleine, représentées par le ministre de l'Agriculture, on a reçu une somme de \$2,300. On ne fait pas là de colonisation. Dans L'Islet, loin de concéder des lots, on en annule.

Le député de L'Islet dit un mot de la politique de la voirie et il prétend là-dessus que l'on ne fait pas assez de méthode et que, pour cette raison, tout sera bientôt à recommencer. On a dépensé aujourd'hui près de quatorze millions, et tout est à recommencer dans certains endroits. À Sainte-Anne-de-la-

Pocatière, à L'Islet, on a dû construire des chemins de terre qui longent les chemins de macadam qui sont trop mauvais pour la circulation. Les contribuables commencent à trouver que cela coûte cher. Ils hésitent à payer et, s'ils retardent trop, on les poursuit. À ce sujet, le député de L'Islet croit que le gouvernement devrait, sur cette question de la voirie, instituer une enquête.

Il dit un mot de l'instruction publique; il croit que les inspecteurs d'écoles sont des esclaves politiques. Il soutient que des inspecteurs ont forcé des petites municipalités pauvres à construire des maisons d'écoles en leur disant que le gouvernement les paierait et que celui-ci, une fois la construction terminée, n'a pas voulu le faire. De la nouvelle dette pour la petite municipalité. Il cite à ce sujet un cas de l'école du chemin Arago, dans le comté de L'Islet. C'est beau de donner de gros montants à de grandes institutions, mais que l'on commence un peu à penser aux petites gens. Je prétends que les deniers que nous votons ici ne sont pas dépensés avec justice et qu'ils servent à des fins électorales.

Il cite ici l'article de *La Patrie* donnant le résumé d'un discours de Mgr Choquette à la Commission de conservation, ces jours derniers. Le député de L'Islet parle des plaintes amères contre les faux solliciteurs de compagnies, sociétés, etc., qui n'ont existé que juste le temps de permettre à leurs promoteurs d'encaisser les argents qu'ils avaient retirés des cultivateurs. Ces derniers ont la protection du gouvernement.

Il cite le cas d'un certain Bell qui vendait, dans L'Islet, des parts dans une compagnie supposée devoir exploiter une manufacture de cuir artificiel. Il a été en opération pendant deux ans dans la province. Il ajoute que ce nommé Bell doit être connu du ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** nie la chose absolument. Il ne l'a jamais vu ni rencontré.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Évidemment, les ministres sont privilégiés.

**M. Morin (L'Islet):** Bell a été condamné à 4 mois de prison à Fraserville. Cependant, le jugement n'a pas été exécuté, sans doute par suite de la complicité d'un représentant du Procureur général (l'honorable M. Gouin).

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande au député de L'Islet (M. Morin) s'il entend dire que le

procureur de la couronne (l'honorable M. Gouin) n'a pas fait son devoir. N'êtes-vous pas satisfait du jugement de la cour?

**M. Morin (L'Islet):** Bell a été condamné à la prison; il devrait être en prison et il est libre. Je dis que je ne peux comprendre comment il se fait que cet homme soit libre.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Dois-je donc comprendre que vous êtes satisfait du jugement, mais que vous croyez qu'à cause du procureur général la sentence n'a pas été exécutée? Vous dites que le représentant du procureur général n'a pas fait son devoir?

**M. Morin (L'Islet):** Non. Je n'ai pas dit ça. Il réaffirme qu'il croit que c'est de sa faute à lui, qui est le procureur général (l'honorable M. Gouin), si le jugement n'a pas été exécuté, comme il en est informé<sup>1</sup>.

Il parle aussi de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan sur laquelle il a posé, l'autre jour, une interpellation au gouvernement. Il a demandé quels avaient été les secrétaires de cette compagnie et le député de Drummond (l'honorable M. Allard) a répondu que le gouvernement l'ignorait. Si le ministre des Terres avait demandé à son collègue de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de le renseigner, il aurait appris que le député des Îles-de-la-Madeleine a été secrétaire de cette compagnie.

Il fait un reproche au député des Îles-de-la-Madeleine d'avoir incité les gens à prendre des actions dans cette compagnie où plusieurs personnes ont perdu de l'argent. On devrait faire une loi pour protéger la population contre tous ces exploiters de prétendues compagnies. Des membres responsables du gouvernement ne devraient pas associer leur nom à des compagnies.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** déclare qu'il a l'intention de répondre méthodiquement aux accusations de son ami de l'opposition qui n'a pas craint de jeter ses dards à droite et à gauche sans s'occuper de la vérité ou du bon sens de ses assertions.

Personne n'a osé trop s'élever jusqu'ici, déclare-t-il, contre la politique de colonisation adoptée et mise en pratique par le gouvernement. L'opposition accuse l'administration libérale actuelle de ne pas assez dépenser pour les colons. Nous ne dépensons jamais trop pour la colonisation, mais nous ne sommes pas pour consacrer tous les revenus

de la province à cette branche de notre activité et négliger les autres. Il faut répartir les diverses sommes d'argent que nous avons à notre disposition d'une manière équitable et juste et voir à ce que les différents services publics ne souffrent pas.

Il dit que, pour sa part, il voudrait bien dépenser dix millions pour l'agriculture, mais que les ressources sont évidemment limitées. Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour la colonisation. Le travail que nous avons fait a donné des résultats satisfaisants et les colons que nous avons envoyés dans l'Abitibi, dans le Témiscamingue et dans les autres régions de colonisation de notre province ont reçu du gouvernement tout l'encouragement auquel ils pouvaient s'attendre. Nous ne les avons pas négligés, quoi qu'en dise le député de L'Islet.

Il déclare que sans ces hommes courageux prêts à se rendre dans des régions éloignées il n'y aurait aucun développement des ressources de la province. Faisant montre d'une grande connaissance du sujet, il prévoit que, dans 10 ans, ceux qui se seront installés en Abitibi s'en tireront mieux que ceux des régions plus établies de la province.

Il encourage les fils de cultivateurs à aller s'y établir. Il connaît des centaines de colons qui sont allés s'établir dans l'Abitibi et qui en sont aujourd'hui enchantés. Quant aux misères dont seraient victimes ceux qui demandent des lots de colonisation, il dit qu'il serait bien curieux qu'on lui citât un seul cas d'un colon qui se serait vu refuser ses lettres patentes après avoir rempli toutes les conditions du billet de location. La plupart de ceux qui se plaignent sont des gens qui demandent des lots pour y enlever le bois.

Il dit quelques mots de la colonisation dans L'Islet. Il établit qu'il y a peu ou presque pas de colonisation à faire dans ce comté, que les nouvelles paroisses ouvertes il y a quelques années ont déjà, aujourd'hui, une population nombreuse et que les places comme Saint-Marcel, Sainte-Perpétue et quelques autres ne renferment plus que des lots impropres à la culture. Malgré ces conditions, le gouvernement provincial a vu à ce qu'il n'y ait aucun lot à bois alloué à un faux colon. Quelques individus cependant, et des amis du député de L'Islet, ont voulu induire le ministère des Terres en erreur. Et il dit devant la Chambre qu'un des chefs conservateurs du comté de L'Islet, qu'il nomme et que le député de L'Islet (M. Morin) connaît très bien, a été pris en flagrant délit par les agents des terres. Ce monsieur, qui n'était ni plus ni moins qu'un commerçant de bois, n'ayant aucune intention de faire de la colonisation pratique mais plutôt l'envie d'exploiter les lots qu'il s'attendait d'avoir du gouvernement, a



été loin de prendre les intérêts de sa province. Et le député de L'Islet aurait été mieux de ne jamais accuser le gouvernement de négliger la colonisation dans son comté, s'il voulait défendre des individus comme celui que le ministre des Terres a été forcé de mettre à l'ordre.

**M. Morin (L'Islet):** Si la loi des terres est mal faite, ce n'est pas de ma faute.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond aux accusations portées par le député de L'Islet (M. Morin) relativement à la colonisation dans le comté des Îles-de-la-Madeleine. Il y a réellement de la colonisation à faire dans ce comté, et sur une étendue sérieuse. La preuve, c'est que le gouvernement provincial est actuellement à faire arpenter une certaine étendue de terre qui appartenait autrefois à une compagnie privée qui la détenait comme terrain minier. La terre de ces îles est très bonne pour la culture et l'argent que l'État a dépensé jusqu'ici en cet endroit pour les fins de colonisation aura certainement des résultats fructueux.

Il passe ensuite sur la question de la voirie que le député de L'Islet n'a pu oublier dans ses invectives contre le gouvernement. Il affirme que la politique des bons chemins du gouvernement a été mieux accueillie dans le comté de L'Islet que toutes les mesures introduites par le gouvernement fédéral, à la suite des démarches réitérées du Dr Paquet.

Le ministère de l'Agriculture accuse le gouvernement fédéral d'avoir mis des entraves à la colonisation, dans le comté de L'Islet, lors de la construction d'un chemin conduisant à la gare de Sainte-Perpétue. Le gouvernement fédéral a d'abord refusé le terrain nécessaire à la confection de ce chemin, puis il a empêché les gens de passer sur son terrain. Ce n'est que tardivement qu'il a cédé le terrain gratuitement, mais il n'en reste pas moins acquis que c'est le gouvernement provincial qui a construit à ses dépens un chemin pour conduire à la gare du chemin de fer Transcontinental.

Quant à la confection du macadam, il demande aux députés d'aller faire un tour dans le comté de L'Islet s'ils veulent voir de beaux chemins. Il est évident qu'après un an le macadam perd son velouté, mais on ne peut dire que le macadam est défait, comme le prétend le député de L'Islet. Le député de L'Islet avait reproché au gouvernement de ne pas dépenser assez pour le comté de L'Islet depuis que ce comté est représenté par un député conservateur. Il rappelle à ce sujet que le député de L'Islet a fait sa campagne électorale en disant que les

électeurs de ce comté n'avaient pas besoin du gouvernement et qu'ils étaient assez intelligents pour se passer de lui.

**M. Morin (L'Islet)** affirme qu'il n'a jamais dit cela.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai jamais connu Bell. Je n'ai jamais su d'où il venait avant qu'il vienne à L'Islet, et les insinuations du député de L'Islet sont telles que je pourrais les qualifier en dehors de la Chambre de tout à fait fausses!

**M. Morin (L'Islet):** M. l'Orateur, je proteste.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** poursuit et demande au député de L'Islet (M. Morin) s'il a connu Bell.

**M. Morin (L'Islet)** dit qu'il connaissait le partenaire de M. Bell, un M. Daigle, celui-ci étant un de ses organisateurs.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Bell était un de ses commettants et, après qu'il eût contribué à l'élection de l'honorable député, nous apprenons maintenant qu'il a volé de l'argent. Il brandit une copie d'un rapport de prison indiquant que Bell a purgé sa sentence de trois mois. Voici le rapport de la prison, déclare-t-il. Peut-être que mon ami de L'Islet sait à quoi ça ressemble.

Ce n'est pas la faute du Procureur général si la sentence ne fut pas plus lourde, poursuit-il, le premier ministre ayant quitté la Chambre quelques minutes auparavant. Nous ne nommons pas ces juges.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Qu'en est-il de Mousseau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mousseau fut soumis à la tentation par des amis du chef de l'opposition, mais ça ne prendrait pas des détectives spéciaux pour découvrir ce qui s'est passé en d'autres lieux.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Et M. Bérard?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Même réponse. Il commente une remarque du député de L'Islet (M. Morin) concernant ses liens avec une compagnie de pulpe ayant éprouvé des difficultés.

J'étais alors un simple citoyen, dit-il. Il se plaint de ces insinuations injustes. Il n'a pas été mêlé à cette compagnie depuis 1902.

Malgré la charge de secrétaire qu'il a eue dans cette compagnie, il n'a jamais usé de ses titres de ministre pour influencer les électeurs du comté de L'Islet à acheter des parts dans la Métabetchouan et, quoi qu'en puisse dire le député de L'Islet, les affaires de cette compagnie vont bien. Si des gens y ont perdu de l'argent, c'est pour avoir manqué de confiance et de patience. La compagnie n'est pas en faillite. La compagnie a été réorganisée et elle compte maintenant parmi ses officiers des hommes d'affaires en vue de Québec.

Il conseille au député de L'Islet de ne pas trop parler à la légère à l'avenir et il l'avertit aussi de se renseigner sur les sujets dont il voudra entretenir la Chambre. Il ajoute que le député de L'Islet a lancé des insinuations injustes à son adresse. Il le menace de se présenter contre lui dans un temps qui n'est pas éloigné.

**M. Bérubé (Témiscouata):** Je n'ai pas besoin de défendre le député de L'Islet (M. Morin), mais il me semble que le ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de formuler des insinuations concernant un membre de cette Chambre en affirmant que ce qu'il a dit est contraire à la vérité. Il est de votre devoir, M. le Président, de faire en sorte que l'honorable ministre se rétracte. Je demande qu'il retire les paroles qu'il a prononcées. Le député des Îles-de-la-Madeleine s'est servi de termes non parlementaires.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai démontré que les insinuations du député de L'Islet (M. Morin) étaient injustes. Je suis prêt à retirer mes paroles si le député de L'Islet en fait autant.

**M. Bérubé (Témiscouata)** revient sur une décision de la présidence indiquant que, si le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) n'est pas d'accord avec ce qui a été dit, il lui appartient de présenter les faits, mais pas de faire des insinuations.

**M. Morin (L'Islet):** Quant à moi, je n'ai jamais voulu insinuer que le ministre de l'Agriculture possédait des intérêts dans quelque compagnie avec Bell ou qu'il ait protégé ce dernier.

**M. l'Orateur:** Je comprends donc que l'incident est clos. Le député de L'Islet (M. Morin) affirme n'avoir voulu faire aucune insinuation, et le ministre de l'Agriculture se déclare satisfait.

**M. Campbell (Pontiac)** répond au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) qui a prétendu l'autre jour que le gouvernement de la province de Québec n'est pas endormi. Il ne croit pas que les ministres du gouvernement soient des endormis, mais il les croit dans un état cataleptique.

À titre d'exploitant forestier, il dénonce l'irresponsabilité du département, qui interdit la coupe des sapins de petite taille.

Il dit que le gouvernement a souvent été mis en garde concernant l'imprévoyance de son action, mais que celui-ci s'objectait malgré tout à la coupe des sapins de petite taille et que cela avait comme résultat que le sapin du district de la rivière Outaouais restait au sol. Deux ans après la disparition du sapin, ils se sont réveillés un jour en disant vouloir changer la loi. Il dit qu'aujourd'hui les ingénieurs pouvaient aller dans la région du lac Expansé et ne pas y trouver un seul arbre. Cette stratégie a résulté en une perte sèche pour le gouvernement et pour le pays. Seulement au chapitre des droits, l'administration a perdu pas moins de trois quarts de million de dollars, en plus de l'argent provenant de l'exploitation de ce bois d'œuvre.

Il cite le rapport du ministre des Terres et Forêts de 1914, en disant que rien davantage que leurs propres rapports ne démontrait à quel point le gouvernement était endormi. Le rapport faisait état des mesures adoptées par certains inspecteurs pour se débarrasser du fléau des insectes dans les régions forestières.

Je m'adonnais à être dans le bois au moment où ces hommes faisaient leurs inspections, et ils devaient en savoir davantage sur les insectes qui les assaillaient que sur ceux qui s'en prenaient aux arbres.

Il cite aussi un autre rapport démontrant que les oiseaux avaient disparu de la région nord d'Ottawa et que pas moins de 500 milles carrés de forêt avaient été rasés par le feu sans que le gouvernement fasse d'effort véritable pour maîtriser l'incendie. Il dit que, alors que les rapports du gouvernement faisaient état des revenus provenant de l'exploitation des forêts, il n'y avait aucune mention des vastes zones détruites par le feu. Ou ils l'ignorent ou ils dorment, dit-il.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Combien de milles, avez-vous dit, ont été détruits par le feu dans la région nord d'Ottawa?

**M. Campbell (Pontiac):** Presque 500 milles carrés, et les arbres ont été rasés aussi ras que le parquet de cette Chambre.

Il dit que la destruction de chaque mille pieds de forêt représente pour le gouvernement une perte de deux dollars en droits. Il s'agit là, selon lui, du genre d'action de ce gouvernement qui se prétend tout à fait alerte. Le gouvernement de cette province est presque tout aussi alerte que Rip Van Winkle dans les Monts Catskill.

Le département des Terres et Forêts en particulier est un département à la Rip Van Winkle, qui s'éveille toujours lorsqu'il est trop tard. Rien ne condamne davantage le gouvernement que ses propres rapports.

Il critique le rapport intitulé *Les richesses des forêts du Québec*, publié par le département des Terres et Forêts, en indiquant qu'il renferme des affirmations qui sont soit le résultat de l'ignorance des conditions actuelles des forêts ou qui sont faites dans le but de tromper la population. Depuis 1906-1907, déclare-t-il, cette province a perdu plus de bois qu'au cours des 50 dernières années. Ce gouvernement le sait, bien sûr, mais il ne le publie pas.

Il critique ensuite le système de protection contre les incendies de la province et les crédits alloués aux hommes chargés de cette tâche. Il dit aussi que, lorsque le gouvernement parle des miracles qu'il a accomplis, il devrait aussi se rappeler tout le tort qu'il a causé aux régions forestières et dont il n'a pas parlé.

Le gouvernement a un système de protection contre les incendies et il devrait en avoir honte. La politique du gouvernement a été de laisser les forêts brûler là où il en coûtait trop cher pour éteindre les feux et de taxer quelque chose d'autre pour en remplacer les revenus. Vint ensuite une autre référence au ministre des Travaux publics. Le gouvernement passera à l'histoire pour avoir détruit la meilleure partie de la province, la partie la plus lucrative.

Heureusement que les colons et les marchands de bois s'entendent mieux que jamais dans la région de l'Ottawa, mais ce n'est pas de la faute du gouvernement, c'est parce qu'ils font preuve d'esprit de concorde et d'initiative.

Il espère que le gouvernement va s'amender. Ce sera, dit-il, une conversion à l'article de la mort, mais cela vaut encore mieux que la perversion jusqu'au tombeau.

**L'honorable M. Allard (Drummond)** donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée par M. Moore, le secrétaire de la Compagnie du Canadian Northern, disant que le système de protection des

forêts contre le feu en existence et en force dans la province de Québec était le plus effectif et le plus efficace de tout le dominion. Ce témoignage d'un homme aussi important et désintéressé suffit, ajoute-t-il, pour réduire à néant les accusations portées par l'honorable député de Pontiac. Le congrès de conservation a aussi loué l'œuvre accomplie par la province pour la protection forestière, la loi de Québec étant considérée comme l'une des meilleures d'Amérique. Il oppose au député de Pontiac (M. Campbell) des statistiques pour démontrer, dit-il, que le gouvernement a fait tout en son pouvoir pour la protection de nos forêts et qu'il y a réussi.

Le gouvernement provincial a fait un travail considérable en ces dernières années pour assurer aux vastes étendues forestières de son territoire toute la protection qui leur était due. Il a organisé tout un département spécialement destiné à voir aux mesures à prendre pour protéger les forêts contre le feu et pour empêcher toute conflagration de se produire dans les immenses forêts qui font la richesse et l'orgueil de cette province. Il donne pour exemple certaines régions comme celles du Lac-Saint-Jean, du Saint-Maurice et de la vallée d'Ottawa, où les grands commerçants de bois sont enchantés des lois que le département des Terres a mises en force pour conserver à ses forêts la majesté et la noblesse auxquelles elles ont droit.

En plus de l'organisation du gouvernement, des associations forestières privées se sont formées, spécialement dans la région du Saint-Maurice, pour protéger les forêts. Ces associations ont un système tellement perfectionné et effectif que, depuis leur existence, le nombre des feux de forêt a été réduit dans une proportion énorme. Elles ont un personnel occupé à surveiller uniquement les forêts. Ces associations sont maintenues par les différents commerçants de bois de la région, qui paient ni plus ni moins qu'une taxe mensuelle pour assurer leurs forêts et jouir des bienfaits qui leur sont ainsi garantis.

Ces organisations ont des hommes qui surveillent constamment les forêts; elles ont des postes d'observation qui leur permettent d'embrasser les étendues forestières sur un long parcours; elles ont des lignes téléphoniques reliant les différents postes entre eux. Enfin, dans toutes les forêts elles ont ouvert des chemins pour faciliter les communications en cas de danger ou de détresse et empêcher ainsi le feu de se propager.

**M. Campbell (Ottawa):** Qu'est-ce que cela a à voir avec la région nord d'Ottawa?

**L'honorable M. Allard (Drummond):**

Dernièrement, le gouvernement a distribué des circulaires concernant la prévention et la lutte contre l'incendie, s'est assuré l'aide du clergé et a fait tout en son pouvoir pour limiter l'élément destructeur.

Il fait voir que le gouvernement provincial a droit à la reconnaissance du public pour ce qu'il fait jusqu'ici en fait de protection des forêts. Ontario qui a une superficie forestière beaucoup moins étendue que celle de la province de Québec a cependant plus d'acres de forêts ravagées chaque année par le feu que la province de Québec. C'est une comparaison dont on ne peut dénier l'éloquence et qui parle vigoureusement par elle-même. Le député de Pontiac est trop exigeant. S'il y a eu des plaintes et des murmures dans sa région, c'est par des commerçants de l'Ontario dont les limites à bois s'étendaient jusqu'aux confins de la province de Québec et qui s'attendaient à ce que leurs possessions sur la frontière fussent protégées par le gouvernement de Québec. Il est aussi arrivé souvent que des feux de forêt ont été occasionnés dans cette région par la sécheresse et la négligence.

Il affirme que le système de protection des forêts contre le feu en force dans la province de Québec est le plus efficace de tout le dominion et mérite la confiance et l'admiration de toute la population.

**M. Labissonnière (Champlain):** C'est avec beaucoup d'hésitation que je me lève pour prendre part à ce débat, car la carrière que j'ai suivie jusqu'ici ne m'a guère habitué aux joutes oratoires. Comptant sur votre indulgence, M. l'Orateur, sur celle de tous mes collègues, je me permettrai de faire quelques remarques sur un ou deux sujets qui sont du domaine de nos discussions parlementaires. Je n'entreprendrai pas de suivre l'honorable ministre qui m'a précédé dans la course qu'il a faite à travers mille et mille détails d'une affaire particulière au district d'Ottawa. Je parlerai sur une question des plus importantes dont la solution ne manque pas d'inquiéter tous les esprits bien pensants et soucieux de l'intérêt réel de notre province, celle de l'agriculture.

Nos amis de la droite nous assurent que tout est au mieux dans nos campagnes, que les progrès réalisés en agriculture depuis 10 ou 15 ans sont étonnants et que le monde agricole marche vers un avenir de richesses qui surpassera tous les rêves de l'imagination. Qu'il y ait une certaine prospérité due aux prix élevés de tous les produits plutôt qu'à une augmentation remarquable de la production, que des cultivateurs de science et de moyens obtiennent des

succès qui leur font honneur, succès qui peuvent être comparés à ceux des meilleurs agriculteurs des autres provinces, j'en conviens et j'en suis fier, mais de là à prétendre que notre agriculture se soit considérablement développée, depuis 10 ou 15 ans, et qu'elle reçoive du gouvernement actuel la direction qui la guidera vers les développements auxquels elle peut atteindre (car nos cultivateurs sont intelligents et laborieux, notre sol fertile), voilà ce que je n'admets pas et ce que je crois utile de dire. Des progrès énormes en agriculture, depuis 10 ou 15 ans, non, depuis 40 ans, oui. À cette époque, l'agriculture n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. La terre, par suite de cultures trop routinières, avait perdu sa fertilité primitive et ne pouvait donner la subsistance à ses nombreuses familles. Nos gens se décourageaient et émigraient à larges flots vers les villes où ils se faisaient domestiques et vers les industries américaines.

Quand on sait, M. l'Orateur, que l'agriculture est la base de la richesse de toute nation, que notre territoire cultivable est immense, pouvant loger une population de plusieurs milliers, l'importance pour notre province de grossir sa population étant donné le rôle qu'elle a à jouer dans la Confédération, rien d'étonnant que les gens bien pensants de l'époque s'inquiétèrent d'un tel état de choses et qu'ils se dévouèrent au relèvement de l'agriculture. Grâce à leur travail, à leurs efforts, secondés en cela par notre clergé qui s'est toujours dévoué aux choses agricoles et aux divers gouvernements qui se sont succédé, on vit surgir la Société d'agriculture de Saint-Hyacinthe, les cercles agricoles, les sociétés d'agriculture, les concours de labour, les expositions, l'École de laiterie, les fermes modèles, le Mérite agricole, etc., puis, sous l'administration de l'honorable M. Beaubien, l'industrie laitière se développait dans toutes les campagnes malgré les moqueries des libéraux. Et toutes ces choses se faisaient, M. l'Orateur, toutes ces institutions se créaient et tous ces développements se produisaient avant l'avènement de l'administration actuelle à la tête de la province et à une époque où la province ne pouvait disposer de crédits aussi considérables qu'aujourd'hui pour l'agriculture, mais en retour, on travaillait avec plus de soin, plus de prudence, plus d'amour et de respect pour cette grande classe des agriculteurs. C'est l'industrie laitière établie en cette province par les conservateurs qui a produit les progrès que nous constatons aujourd'hui et qui existaient en 1897, progrès qui ramenèrent la confiance au sein de nos populations rurales. Aussi, nos gens qui nous avaient laissés dans des moments de dépression nous

revenaient par milliers comme nous le constatons par les documents officiels du temps. Aujourd'hui, continue-t-il, il semble que l'on prenne moins goût aux choses de la terre. C'est, principalement, que toutes les institutions qui permettaient naguère à la terre de rendre sont aujourd'hui astreintes au patronage et à l'esprit de parti. Après 20 ans de régime libéral, quelle est la situation? Nos gens désertent le sol, notre production agricole diminue. Aujourd'hui, on recommence à quitter la terre pour les villes américaines et canadiennes ou pour les autres provinces où l'on espère plus d'avantages.

Un moyen exact de se rendre compte du progrès d'un art, d'une profession, d'une industrie dans un pays, c'est de voir si la population qui s'y livre augmente ou diminue en regard de la population totale. Or, M. l'Orateur, dans notre province, la population agricole - je ne parle pas de celle des villages qui est comptée comme population rurale dans les rapports du dernier recensement, mais de la population qui laboure - celle-là diminue. Nos gens laissent nos terres pour l'Ouest et l'Ontario. Quel est le moyen d'enrayer ce mal? C'est de rendre notre agriculture plus payante, plus rémunératrice, et nous aurons ces résultats par un enseignement plus pratique, plus à la portée des cultivateurs, par l'établissement de plus de fermes de démonstration où l'exploitation du sol serait faite avec les moyens et les ressources qu'on rencontre généralement chez nos cultivateurs. Les grandes fermes expérimentales fédérales et provinciales rendent d'immenses services, elles font toutes les recherches et les expériences qui guident le monde agricole. Ayons la petite ferme de démonstration dans tous les comtés de notre province où l'on appliquera ce que les recherches et les expériences des grandes fermes expérimentales ont trouvé de mieux pour assurer le succès de nos industries agricoles.

Ce qu'il faudrait, ce serait des fermes ordinaires comme celles qu'occupent nos cultivateurs. Ils auraient ainsi plus confiance en l'enseignement que l'on y donnerait qu'en celui que l'on donne dans nos grandes fermes expérimentales qui leur font peur plutôt à cause des sommes énormes que coûtent les manifestations de leur enseignement. C'est dans ces fermes que l'on montrerait franchement et efficacement à nos cultivateurs à faire rendre à leur terre tout ce qu'elle peut produire. L'agriculture, on l'a dit avec raison et bien des fois, est la source de toutes les autres industries. Quand on aura cultivé le sol d'une façon rationnelle et pratique, les autres industries qui relèvent de l'agriculture feront du progrès.

L'agriculture rendant mieux, nos terres produisant plus, la vie serait moins chère. Car l'un des remèdes les plus efficaces, le seul, même, contre la cherté de la vie, c'est la plus grande production de la terre. Il cite à ce sujet un discours même du ministre de l'Agriculture prononcé le 2 décembre 1913, à Fraserville, devant la convention de la Société de l'industrie laitière, et au cours duquel il disait que la vie serait moins chère si nos terres produisaient plus. Dans ce discours, le ministre de l'Agriculture disait que nos cultivateurs aimaient mieux travailler dans des usines que sur la terre parce qu'ils recevaient de plus gros salaires. Si les cultivateurs ont cru et croient encore qu'ils peuvent recevoir de plus gros salaires dans les usines que sur leurs terres, c'est que l'on n'a pas pris les moyens de faire rendre à leurs terres davantage. Depuis des années, on n'a à peu près rien fait pour l'agriculture comme on n'a rien fait pour la colonisation. On a tout donné, depuis 10 ans, pour les grosses jobs et on a laissé l'agriculture de côté.

**M. Robert (Rouville):** L'homme des campagnes, dit-il, suit, lui aussi, le mouvement et le gouvernement provincial a donné toutes les facilités nécessaires au cultivateur en ces dernières années pour progresser et avancer.

L'année a été bonne pour les cultivateurs, continue l'orateur. Il est vrai que, dans quelques parties de la province, le temps a été peu favorable aux diverses cultures, mais dans l'ensemble, surtout si l'on considère les hauts prix que commandent tous les produits agricoles par suite des conditions économiques actuelles, on peut considérer les récoltes comme satisfaisantes. Le premier souci du cultivateur patriote à cette heure de notre histoire doit être d'augmenter et d'augmenter sans cesse sa production. Il contribuera ainsi à la solution du problème créé par le coût excessif de la vie, à l'accroissement de la richesse nationale et, par conséquent, au soutien des finances provinciales et au triomphe de la cause des nations alliées en Europe. C'est incontestablement l'assistance que le gouvernement donne au cultivateur canadien-français qui lui permettra d'augmenter sa production.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Le gouvernement n'a pas mis en pratique les mesures économiques strictes qu'il préconisait. Qui plus est, dans plusieurs cas les dépenses de l'année dernière ont dépassé les prévisions.

Il fait remarquer qu'il est curieux de constater que, pendant que les revenus ont augmenté

considérablement, la dette a augmenté aussi de façon considérable. Elle est même plus haute à l'heure qu'il est qu'elle n'a jamais été.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Excepté à l'époque où nous sommes arrivés au pouvoir.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** fait une comparaison sur les intérêts de la dette qui sont montés de 11.52%, en 1913, à 15.16% du revenu total en 1915. Il déclare que des occasions exceptionnelles avaient permis au gouvernement provincial, en ces dernières années, de faire voir un profit dans son bilan.

Il fait remarquer que l'opposition a toujours été en faveur des bonnes routes, mais pas à la manière dont s'est servi le gouvernement. Le public n'a pas reçu la valeur des \$14,000,000 qui ont été dépensés et il y a des routes qui ont été construites depuis plusieurs années et qui sont aussi mauvaises qu'elles étaient auparavant. Le gouvernement devrait adopter un système plus libéral pour l'entretien et l'amélioration des routes.

Il réclame de l'énergie électrique à meilleur marché dans les districts ruraux, de meilleures installations téléphoniques, et il conseille au cabinet de ne pas former de trusts par le biais de son plan coopératif pour les usines de beurre et de fromage. Il termine en parlant du système hydro-électrique et des chemins de fer, propriété de la province, en Ontario.

Il dit que le gouvernement pourrait retenir les pouvoirs qu'il possède ou faire des arrangements avec les compagnies pour avoir l'énergie électrique à meilleur marché.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** rappelle que plusieurs députés de l'opposition ont abondamment parlé de l'agriculture, établissant des comparaisons entre la production agricole de la province de l'Ontario et celle de la province de Québec. Il dit ne pas prétendre être un expert en matière d'agriculture, mais il sait cependant que le chef de l'opposition trouverait difficile, au moyen de statistiques et de tableaux, de convaincre les agriculteurs qu'ils n'ont pas été prospères au cours des dernières années. Cela lui rappelle un incident, il y a quelques années, au moment où Sir George Foster et Sir Wilfrid Laurier prenaient la parole dans une assemblée. Afin de démontrer la prospérité du pays avant 1896, Sir George Foster avait cité plusieurs statistiques, mais Sir Wilfrid Laurier, prenant la parole après lui, avait déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'utiliser des statistiques pour démontrer la prospérité du pays sous l'administration libérale.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Ses réussites ont été nombreuses.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Il a réussi toute autre chose qu'il a entreprise, et le présent gouvernement à Ottawa semble en être arrivé à la conclusion que, après tout, Laurier avait raison, puisque, si je ne me trompe pas, ce blé gratuit est maintenant un des éléments de leur plateforme. Il relève l'argument du député de Montréal-Saint-George (M. Gault) à l'effet que les revenus anticipés n'étaient pas aussi importants que les revenus perçus jusqu'à date. C'est vrai, dit-il, et il est sûrement sain financièrement de ne pas surestimer vos revenus et de ne pas sous-estimer vos dépenses. Voilà la façon d'obtenir des surplus. Et je peux dire à l'honorable député de Saint-Georges que, si les revenus n'avaient pas dépassé les prévisions, les dépenses auraient été limitées au seuil de nos revenus.

Quant à la prétention de l'opposition à l'effet que l'obtention de surplus n'est qu'affaire de comptabilité, il fait remarquer que le système comptable utilisé aujourd'hui est le même qu'au moment où le Parti conservateur était au pouvoir.

L'honorable chef de l'opposition prétend que, si nous n'avions pas reçu \$600,000 en droits de succession, il n'y aurait aucun surplus. Je suis prêt à admettre que, si nous n'avions eu aucun revenu, nous n'aurions pas de fonds dans le Trésor et, si nous n'avions eu aucun revenu, nous n'aurions aucun surplus.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Vous n'aurez pas un Strathcona qui meurt chaque année.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit que le chiffre élevé de ses revenus ne faisait rien que prouver la richesse de la population de la province. Le pays est prospère, et prospère de plus en plus sous la férule des libéraux ici, et pour plusieurs années à Ottawa.

Il dit qu'à son avis la part du Québec au fonds des écoles communes ne constituait pas un actif pour la province. Bien, cela nous est dû, ajoute-t-il, par le gouvernement du dominion et, si ce n'est pas un actif, j'aimerais savoir ce que c'est.

Il fait remarquer que dans ses calculs le chef de l'opposition (M. Cousineau) a commis plusieurs erreurs graves. Il a commis une erreur en mentionnant que le revenu de la province avait été de \$103,000,000 depuis 1905-1906, puisque le revenu total courant était de \$76,404,403 et les paiements durant la même période étaient de \$70,183,571, et

que, s'il avait soustrait l'un de l'autre, il aurait obtenu \$6,220,832, montant du surplus qu'il a mentionné lors de son discours sur le budget.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** J'ai pris ces chiffres dans vos livres.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** L'honorable chef de l'opposition (M. Cousineau) n'a pas à être fâché à ce sujet. Il est facile de faire des erreurs. Sur le revenu de \$76,000,000 de ces 10 dernières années, on ne compte que 40% de revenus provenant des taxes.

Il lui indique où il a fait ses erreurs de calcul. Par exemple, dans les revenus de l'exercice fiscal se terminant le 30 juin 1906, il a inclus un montant comptant disponible au début de l'année de \$151,665, et \$7,000,000 de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique. L'argent comptant disponible au début de l'année précédente provenait de quittances pour cette année; en conséquence, ces montants avaient été inclus deux fois. S'il examine l'état des revenus et dépenses de la province pour l'exercice fiscal se terminant le 30 juin 1914, il est assez évident, pour en arriver aux chiffres cités avec verve par le chef de l'opposition, qu'il a dû inclure la somme d'argent disponible à la fin de l'année précédente, qui s'élevait à \$1,808,680. Mais, en plus de ça, le chef de l'opposition a déduit les emprunts; il a déduit les emprunts temporaires s'élevant à \$2,920,000, mais a oublié de déduire \$1,216,688 d'emprunts en vertu de la loi des bons chemins. Alors, encore une fois, à la fin de l'année 1915, le chef de l'opposition a donné comme total des revenus, moins les emprunts, le montant de \$12,880,656. Ici encore, il a seulement déduit des emprunts s'élevant à \$9,979,000 et en a oublié un au montant de \$2,728,651. Pas plus qu'il semble n'avoir considéré le montant d'argent disponible au début de cette année, s'élevant à \$937,347.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Le trésorier (l'honorable M. Mitchell) n'a pas été très clair dans sa comptabilité.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Tout est suffisamment clair, mais le député de Jacques-Cartier (M. Cousineau), après avoir additionné une colonne, a oublié de créditer un montant dans une autre colonne, de \$1,800,000.

Il commente les discours prononcés par le chef de l'opposition à Warwick, Sorel et Terrebonne et dit qu'il a tenté de faire croire aux gens que le total

des revenus du gouvernement du Québec, de \$96,000,000, provenait de taxes perçues. Je présume que le chef de l'opposition ne veut pas nous faire croire que les montants reçus en provenance du gouvernement du dominion étaient des taxes perçues par la province?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Pourquoi pas?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Voulez-vous dire que ces taxes sont imposées par nous?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Pourquoi pas?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je suppose que vous ne considérez pas que les montants payés au gouvernement pour les permis de coupe de bois constituent des taxes?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Pourquoi pas?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je présume que le chef de l'opposition ne croit pas que les montants reçus et destinés aux soins des déments dans nos asiles sont des taxes?

**Des voix ministérielles:** Pourquoi pas?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je présume que le chef de l'opposition ne prétend pas que les montants perçus pour des annonces dans la *Gazette officielle* constituent des taxes?

**Des voix ministérielles:** Pourquoi pas?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je présume que le chef de l'opposition ne prétendra pas que les sommes d'argent que nous versent les différentes municipalités pour la construction de routes principales constituent des taxes? Et, si vous déduisez tous ces montants, vous découvrirez que pas plus de \$40,000,000 à \$45,000,000 du revenu total de \$76,000,000 recueilli au cours de cette période ne sont des taxes.

Quant à l'intervention du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) à l'effet que, malgré l'ouverture de 100 succursales bancaires au cours de la dernière année comparativement à seulement 21 pour le reste du dominion, il y avait plus de banques avant

cette époque en Ontario qu'au Québec, il signale que la raison pour laquelle beaucoup plus de banques s'étaient établies en Ontario au cours des années précédentes est que cette province était dirigée par un gouvernement libéral progressiste depuis 30 ans.

Il commente la déclaration du chef de l'opposition à l'effet que le premier ministre (l'honorable M. Gouin) était prêt à s'asseoir sans bouger, les bras croisés, et à dire: Après nous le déluge! Si l'opposition fait autant de mauvais calculs et d'erreurs, jusqu'à \$20,000,000 dans leurs estimations, le premier ministre est en droit de penser que, si l'opposition prend les rênes du pouvoir, la province aura à traverser une période de déluge.

Concernant la guerre, il dit que le gouvernement provincial était représenté à la conférence à Ottawa lorsqu'il fut décidé que les provinces devaient prendre en charge les soldats blessés de retour au pays. La province respectera les termes de cette entente.

Il poursuit en disant que, en dépit des généreux octrois déjà effectués par le gouvernement du Québec à des fins patriotiques, ils sont encore disposés à faire tout en leur possible pour collaborer à l'atteinte de l'objectif global: la fin de la guerre et la victoire décisive des alliés.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### **Charte de Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 amendant la charte de la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Civic Investment & Industrial Company**

**M. Therrien (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 constituant en corporation The Civic Investment & Industrial Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Robert Warden Lee**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Robert Warden Lee au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Joseph Labrèque**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Labrèque au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Joseph-A. Allard**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 autorisant la cléricature et le brevet de cléricature de Joseph-A. Allard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.



**Paroisse Saint-Pierre-aux-Liens**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre-aux-Liens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne**

**M. Cannon (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 incorporant la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**The Saint Francis Valley Railway Company**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 amendant la loi constituant en corporation The Saint Francis Valley Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Municipalité scolaire de la paroisse d'Hochelaga**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 annexant la municipalité scolaire de la paroisse d'Hochelaga, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 11 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée.

**NOTE**

1. À ce moment, selon le chroniqueur parlementaire du *Devoir* (28 janvier, p. 1), le premier ministre Gouin quitte la salle en proie à une noire colère.



Séance du vendredi 28 janvier 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de Joseph Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente de certains immeubles (M. Robert, Rouville).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Léon Léonard et autres, demandant de voter une loi concernant la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

- de J.-M. Michaud et autres, demandant une loi constituant en corporation la ville des Trois-Pistoles;

- de H.-Hudon Beaulieu et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Union du travail;

- d'Alexandre MacLeay et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie du cimetière protestant de Danville;

- de J. Th. Foster et autres, demandant une loi amendement la charte de la cité de Montréal;

- du conseil du comté de Pontiac, demandant une loi changeant son chef-lieu;

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles et de The Shamrock Amateur Athletic Association, demandant respectivement une loi amendement leur charte;

- du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise, demandant une loi constituant en corporation le cimetière de l'est de Montréal;

- de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, demandant une loi constituant en corporation la ville de Laval de Montréal;

- de F. J. Laverty et autres, demandant une loi constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association;

- du lord évêque de Montréal, demandant une loi concernant la propriété de l'église Saint-Édouard, dans la cité de Montréal.

### Cimetière de l'est de Montréal

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 141 constituant en corporation le cimetière de l'est de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Paroisse de la Pointe-aux-Trembles

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 108 constituant en ville la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "Laval de Montréal".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Charte de Pointe-aux-Trembles

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 128 amendement et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Ville de Trois-Pistoles

**M. Caron (Matane)** demande la permission de présenter le bill 156 constituant en corporation la ville de Trois-Pistoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Chef-lieu du comté de Pontiac**

**M. Campbell (Pontiac)** demande la permission de présenter le bill 152 changeant le chef-lieu du comté de Pontiac et l'établissant dans le village de Campbell's Bay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **The Shamrock Amateur Athletic Association**

**M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne)** demande la permission de présenter le bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **The Metropolitan Columbus Association**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **The Danville Protestant Cemetery Company**

**M. Bullock (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 145 constituant en corporation The Danville Protestant Cemetery Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **L'Union du travail**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 157 constituant en corporation la compagnie The Labour Union Insurance Company, la compagnie d'assurances L'Union du travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Saint Edwards Church**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre à la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 112 amendant la charte de la cité de Montréal et réduisant le nombre des échevins.

Le projet de loi prévoit, entre autres, la réduction du nombre des échevins de 30 à 15. Le bureau de contrôle et le conseil seront abolis et remplacés par un corps composé de 15 échevins élus dans les quartiers; chacun de ces quartiers aura trois membres.

**Des voix:** Adopté, adopté<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Immeubles, ville de Joliette**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 11 légalisant certaines entrées au volume 2 de l'index aux immeubles de la ville de Joliette, en usage depuis le 15 juin 1900 dans le bureau de la division d'enregistrement de Joliette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Prisonniers de la prison de Bordeaux en 1915**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel a été, dans le cours de l'année 1915, le nombre maximum et le nombre minimum de prisonniers incarcérés en même temps dans la prison de Bordeaux?

2. Quels sont les employés, gardes et officiers de ladite prison et le salaire de chacun d'eux?

3. Combien le gouvernement paie-t-il, annuellement ou autrement, pour le transport des prisonniers de Bordeaux à Montréal?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** 1. (Voir le tableau ci-dessous).

1. Date	Maximum	Minimum
1915		
Mars 9 .....	596	---
Décembre 31 ....	---	308

2. Officiers de la prison de Montréal, leur grade et leur salaire: (Voir le tableau à la page suivante).

Nom	Grade	Salaire annuel	Salaire mensuel
		\$ cts	\$ cts
J.-T. Landriault.....	Geôlier.....	2,500.00	.....
O. Parent.....	Ingénieur.....	2,000.00	.....
M.-L. David.....	Comptable.....	1,500.00	.....
G.-H. Viger.....	Instructeur-mécanicien.....	1,000.00	.....
A. Séguin.....	Sergent-major.....	.....	75.00
G. Allard.....	Assistant-ingénieur.....	900.00	.....
G. Rickette.....	Électricien.....	900.00	.....
A. Astwell.....	Assistant-ingénieur.....	.....	70.00
C. Perron.....	" ".....	700.00	.....
A. Trudeau.....	" ".....	700.00	.....
J. Beauregard.....	" comptable.....	700.00	.....
T. Hannon.....	Sergent.....	.....	70.00
J. Paré.....	".....	.....	70.00
P. Beauchamp.....	".....	.....	65.00
J.-B.-C. de Courville.....	".....	.....	65.00
C. Choquet.....	".....	.....	65.00
A. Ouimet.....	Économe.....	.....	35.00
F. Lamontagne.....	Instructeur-menuisier.....	.....	65.00
G. Frénette.....	" buandier.....	.....	65.00
H. Baré.....	Préposé à la "van".....	.....	65.00
L.-A. Delisle.....	Instructeur-forgeron.....	.....	65.00
R. Bédard.....	" cordonnier.....	.....	60.00
J.-A. Frénette.....	" menuisier.....	.....	65.00
A. Perron.....	" palefrenier.....	.....	65.00
F.-X. Duquette.....	" infirmier.....	.....	60.00
A. Gailloux.....	" tailleur.....	.....	60.00
E. Côté.....	" plombier.....	.....	55.00
E. Gervais.....	" boulanger.....	.....	65.00
U. Arcand.....	Magasinier.....	.....	65.00
L. Adam.....	Tourne-clef.....	.....	65.00
H. Hébert.....	Garde.....	.....	60.00
H. Doutre.....	".....	.....	60.00
Ls Noël.....	Garde.....	.....	60.00
E. Desjardins.....	".....	.....	60.00
S. Vallée.....	".....	.....	60.00
L. Curran.....	".....	.....	60.00
E. St-Jean.....	".....	.....	60.00
J.-A. Caouette.....	".....	.....	60.00
L. Lecompte.....	".....	.....	60.00
H. Bessette.....	".....	.....	60.00
J. Dansereau.....	".....	.....	60.00
T. Griffin.....	".....	.....	60.00
A. Bertrand.....	".....	.....	60.00
J.-B. Daudelin.....	".....	.....	60.00
M. Fogarty.....	".....	.....	60.00
S. Gignac.....	".....	.....	60.00
O. Therroux.....	".....	.....	60.00
D. Gohier.....	".....	.....	60.00
C. Lemay.....	".....	.....	60.00

Nom	Grade	Salaire annuel	Salaire mensuel
J.-P. Payette.....	" .....	.....	60.00
A. Tellier .....	" .....	.....	60.00
A. Moreau .....	" .....	.....	60.00
J.-B. Hudon .....	" .....	.....	60.00
L. Leclerc .....	" .....	.....	60.00
M. Giguère .....	" .....	.....	60.00
A. Lacroix .....	" .....	.....	60.00
J. Chouinard .....	" .....	.....	60.00
W. Desnoyers .....	" .....	.....	60.00
C.-A. Lavergne.....	" .....	.....	60.00
W.-A. Schofield .....	" .....	.....	60.00
H. Salvas .....	" .....	.....	60.00
J. W. Johnson .....	" .....	.....	60.00
J. Denis.....	" .....	.....	60.00
M. Lescarbault .....	" .....	.....	55.00
Jos. Labonté .....	Garde .....	.....	55.00
P. Galipault .....	" .....	.....	55.00
O. Levesque .....	" .....	.....	55.00
M. Dansereau .....	" .....	.....	55.00
W. Piché.....	" .....	.....	55.00
J. Gravel.....	" .....	.....	55.00
J. Robert.....	" .....	.....	55.00
E. Lafontaine .....	" .....	.....	55.00
W. Brown.....	" .....	.....	55.00
O. Marchand .....	" .....	.....	55.00
R. Latraverse .....	" .....	.....	55.00
A. Arcand .....	" .....	.....	55.00
J. Smith .....	" .....	.....	55.00
L.-P. Vallée .....	" .....	.....	50.00
W. Ouimet.....	" .....	.....	50.00
O. Vallée .....	" .....	.....	50.00
J. Beaupré.....	" .....	.....	50.00

3. Le transport des prisonniers a coûté, en 1915, \$5,446.98.

**M. Morin (L'Islet):** Est-ce l'intention du gouvernement de remanier la carte électorale de cette province de manière à donner aux comtés de Rimouski et de Matane, respectivement, les mêmes limites pour les fins provinciales que pour les fins fédérales?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Non.

**Prisonniers de la prison de  
Bordeaux en 1913 et 1914**

le nombre maximum et le nombre minimum de prisonniers incarcérés en même temps dans la prison de Bordeaux?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** (Voir la liste ci-dessous).

Année	Mois	Maximum	Minimum
1913	juillet	831	---
1913	janvier	---	420
1914	juillet	774	---
1914	décembre	---	386

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga):**  
Quels ont été, dans le cours des années 1913 et 1914,

**Demande de documents:****Compagnie de pulpe  
Métabetchouan**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Gadoury), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre la Compagnie de pulpe Métabetchouan et le gouvernement, depuis son existence jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Paroisse  
de Saint-Michel-Archange**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 amendant la loi 60 Victoria, chapitre 72, concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession  
J. Comte**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Cartierville**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 amendant la charte de Cartierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Léopold Larocque**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léopold Larocque au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Charles-Édouard Valiquette**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Édouard Valiquette au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Albert Lavigne**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albert Lavigne au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Ernest Chaussé**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ernest Chaussé au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. James McK. Wathen**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James McK. Wathen au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Omphroy Bissonnette**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Omphroy Bissonnette au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Rosario Lamontagne**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Rosario Lamontagne au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. J.-B. Frédéric Houde**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-B. Frédéric Houde au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Beaconsfield**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 amendant la charte de Beaconsfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Annexion de municipalités scolaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à 8 h 15 du soir.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 50.

**NOTE**

1. Le projet de loi, selon plusieurs quotidiens, est accueilli par des applaudissements.



Séance du lundi 31 janvier 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 106 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières;
- bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Et sans amendement les bills suivants:

- bill 72 régularisant la cléricature d'Edmond Saint-Denis, étudiant en loi;
- bill 65 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Reuben Henry Lipsey au nombre de ses membres.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec, de la Three Rivers Traction Co., de la North Shore Power Co., de la Commission des écoles catholiques de Montréal, de la ville de Saint-Lambert, de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri, de la Sunday School Union, et de la cité de Québec, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- du révérend Geo. Dion et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal;

- du révérend M. Chamberland et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec;

- de la municipalité scolaire de Saint-Édouard, demandant une loi l'annexant à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**Commission des écoles  
catholiques de Montréal**

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 81 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité scolaire  
de Saint-Édouard**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 60 annexant la municipalité scolaire de Saint-Édouard à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Saint-Lambert**

**M. Desaulniers (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association d'assurance mutuelle,  
vallée de l'Ottawa**

**M. Fortier (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**North Shore Power Company**

**M. Trahan (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Three Rivers Traction Company**

**M. Trahan (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sunday School Union of Montreal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 133 amendant la charte de la Sunday School Union of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Union Saint-Joseph de Saint-Henri**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 110 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Oratoire Saint-Joseph**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 126 constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 117 amendant la loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des mines**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi des mines de Québec.

La loi actuelle oblige ceux qui demandent des concessions minières à se procurer tout un lot de 100 acres quand même ils n'ont besoin que d'une partie de ce lot. On propose de permettre de n'octroyer qu'une partie de lot, mais pas moindre que 40 acres. Un autre article a pour but de faciliter la correction de lettres patentes.

Le projet de loi propose que les compagnies minières soient tenues de donner plus tôt les avis requis au sujet de leurs nouveaux travaux, afin que les inspecteurs du gouvernement se rendent immédiatement sur les lieux pour accomplir leurs devoirs. Les inspections sont nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs. L'article 2192 de l'actuelle loi des mines n'est pas assez explicite sur ce point; le présent amendement inclut maintenant dans la loi l'exploitation des carrières. Il veut aussi encourager la recherche et l'exploitation des sables de fer qui se trouvent sur la côte nord du Saint-Laurent, en réduisant le prix des permis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Extinction des privilèges et hypothèques**

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 173 modifiant le Code civil relativement à l'extinction des privilèges et hypothèques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Montréal-Ouest**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Perron (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Élie Jobin**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Élie Jobin au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Donald Russell Mackay**

**M. Vilas (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 136 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Donald Russell Mackay au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vilas (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Dorion**

**M. Pilon (Vaudreuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 concernant le village de Dorion et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville de Dorion" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lévis**

**M. Bernier (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 amendant la charte de la ville de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Gilles-R. Amiot**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilles-R. Amiot au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Benjamin Shulman**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Benjamin Shulman au nombre de ses membres, après qu'il aura passé l'examen d'admission à la pratique et l'examen d'admission à l'étude du droit, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Cimetière de l'est de Montréal**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation le Cimetière de l'est de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Paroisse de la Pointe-aux-Trembles**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 constituant en ville la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "Laval de Montréal", soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Ville de Trois-Pistoles**

**M. Caron (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 constituant en corporation la ville de Trois-Pistoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The Shamrock Amateur Athletic Association**

**M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 amendant la charte de The Shamrock Amateur Athletic Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The Metropolitan Columbus Association**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The Danville Protestant Cemetery Company**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 constituant en corporation The Danville Protestant Cemetery Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **L'Union du travail**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 constituant en corporation la compagnie The Labour Union Insurance Company, la compagnie d'assurances L'Union du travail, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Saint Edwards Church**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre à la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 amendant la charte de la cité de Montréal et réduisant le nombre des échevins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

### **Demande de documents:**

### **Situation scolaire des Canadiens français de l'Ontario**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous arrêtés ministériels, correspondance, documents échangés entre le gouvernement de la province et le gouvernement ontarien, relativement à la situation scolaire de la minorité canadienne-française dans la province de l'Ontario.

Aussi qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous arrêtés ministériels, correspondance et documents échangés entre le gouvernement de la province et le gouvernement fédéral, relativement à la situation scolaire de la minorité canadienne-française dans la province de l'Ontario.

Adopté.

**Participation du Canada  
à la guerre**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance et de tous documents et arrêtés ministériels échangés entre le gouvernement de la province et le gouvernement fédéral, relativement à la participation du Canada à la guerre actuelle.

Adopté.

**Immigration belge**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance relativement à l'immigration belge au Canada.

Adopté.

**Augmentation du coût de  
la vie depuis 1914**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance concernant l'augmentation du coût de la vie depuis le 5 août 1914.

Adopté.

**Chemins à Saint-François,  
comté de Montmagny**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance, factures, comptes, etc., échangés entre le gouvernement, le ministère de la Voirie et la municipalité de Saint-François-sur-Rivière-du-Nord, dans le comté de Montmagny, relativement à l'entretien ou à l'amélioration des chemins.

Adopté.

**Fonds patriotique canadien  
et autres œuvres**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance concernant le Fonds patriotique canadien et autres œuvres soi-disant patriotiques.

Adopté.

**Ligues antialcooliques ou  
de tempérance**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents et correspondance échangés entre le gouvernement et les ligues antialcooliques ou dites de tempérance.

Adopté.

**Souscriptions  
pour fins de guerre**

**M. Lavergne (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Benoît), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état détaillé de toutes les souscriptions faites entre les mains du trésorier provincial pour les fins de la guerre ou les fins soi-disant patriotiques.

Adopté.

**Contrat pour le barrage  
de la rivière Saint-Maurice**

**M. Bernier (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Bérubé), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous arrêtés ministériels, demandes de soumissions, soumissions, documents, correspondance, échangés entre toutes personnes et le gouvernement, ou aucun de ses membres ou employés, et la Commission du régime des eaux courantes, au sujet du contrat pour le barrage de la rivière Saint-Maurice.

Adopté.

### Loi des mines

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

### District de Terrebonne, registres et livres d'enregistrement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 relatif à l'authentification de certains registres et livres d'enregistrement dans le district de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Nouveau Code municipal

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique à la Chambre le travail accompli par la commission de codification et, subséquemment, par le comité spécial de la Chambre. Il exprime l'opinion que le projet devrait être étudié maintenant, clause par clause, par la Chambre, avant d'être mis en force.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** fait remarquer à ce sujet que le nouveau Code n'est pas assez connu dans le public pour devenir loi. Il estime qu'avant d'en faire disposer la Chambre le gouvernement devrait charger un reporter de publier les principaux énoncés dans le nouveau Code pour le faire connaître du public et suspendre pour quelque

temps l'adoption du projet de loi afin de pouvoir juger de l'opinion publique. Il cite les articles de *L'Action catholique* relativement à l'imposition de certains biens.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** remarque que les articles de *L'Action catholique* étaient intéressants.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** croit que, sur ce point comme sur celui de l'entretien des chemins, de l'abolition des conseils de comté et maints autres, le public devrait être renseigné sur la véritable portée de la nouvelle loi municipale. Quoi qu'il en soit, cette question sera étudiée à nouveau avant que la Chambre se forme en comité pour procéder à la prise en considération du nouveau Code.

Il demande si ce projet va être étudié par le comité de législation.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit qu'il sera étudié à la Chambre, en comité général.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** C'est un gros travail. Il faudra étudier ce projet article par article.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Nous n'avons pas peur du travail.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Je doute de mes forces.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Nous vous aiderons.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** fait remarquer que ce projet est l'œuvre de trois ou quatre hommes qui y ont introduit leurs idées personnelles.

Avant d'adopter le bill en deuxième lecture, il serait important de connaître la nature des changements qu'on y a faits. Car, ajoute-t-il, si je suis bien informé, beaucoup de ces engagements sont pour le moins sujets à caution et déjà la critique a montré les dents.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** a l'intention, lorsque la Chambre se formera en comité général, d'exposer tout ce qui a trait à cette refonte du Code municipal et d'informer la province des changements que le gouvernement avait cru bon de faire dans le Code municipal. Il croit qu'il sera mieux de faire cet exposé à une autre séance, au moment d'étudier le projet du Code.

Il explique alors les suggestions faites par la commission de codification, les changements apportés par le comité spécial de la Chambre et les modifications faites par les vérificateurs nommés à la dernière session. Le Code, dit-il, est déjà bien connu car il en a été distribué plus de 15,000 copies et il en a été envoyé à tous les secrétaires de municipalité. Il tient cependant à ce que le nouveau Code municipal soit bien étudié. On y mettra le temps qu'il faudra.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

#### **Immeubles, ville de Joliette**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 légalisant certaines entrées au volume 2 de l'index aux immeubles de la ville de Joliette, en usage depuis le 15 juin 1900, dans le bureau de la division d'enregistrement de Joliette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

#### **Entretien d'enfants dans les écoles de réforme et d'industrie**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent; l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les missionnaires de la Compagnie de Marie; et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'a autorisé à soumettre ledit projet de résolutions et qu'il en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose: 1. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, vicaire apostolique

du golfe Saint-Laurent, le 21 avril 1915, devant Charles Delagrave, notaire, sous le no 2038 de ses minutes, et reproduit comme cédule A des présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

2. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis, le 23 juin 1915, devant Jules Vézina, notaire, sous le no 148 de ses minutes, et reproduit comme cédule B des présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

3. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'asile du Bon-Pasteur, de Québec, le 30 juin 1915, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le no 3487 de ses minutes, et reproduit comme cédule C des présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

4. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les missionnaires de la Compagnie de Marie, le 28 juillet 1915, devant G. Saint-Cyr, notaire, sous le no 58 de ses minutes, et reproduit comme cédule D des présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

5. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, le 27 septembre 1915, devant Albert Labrèche, notaire, sous le no 2125 de ses minutes, et reproduit comme cédule E des présentes résolutions, soit ratifié.

Adopté.

#### **CÉDULE A**

L'an mil neuf cent quinze, le vingt et un avril,

Devant Charles Delagrave, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

comparaissent:

L'honorable Jérémie-L. Décarie, demeurant à Montréal, avocat et conseil du roi, agissant ici en sa qualité de secrétaire et registraire de la province de Québec et pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes suivant arrêté ministériel, en date, à Québec, du quatorze avril courant et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le dix-sept

du même mois, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute du présent acte, après avoir été signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

*Partie de première part;*

et

Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, évêque de Sicca, vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent, ici représenté par M. Jules Vézina, de Québec, notaire, son procureur spécial dûment autorisé suivant procuration en minute passée devant le notaire soussigné, le dix décembre dernier (1914),

*Partie de seconde part;*

Lesquels arrêtent entre eux ce qui suit:

1. La partie de seconde part s'engage envers la partie de première part à maintenir les écoles de réforme et d'industrie déjà établies à la Pointe-aux-Esquimaux, sur la côte nord, Labrador, et à fournir tout le personnel nécessaire, déclarant qu'actuellement ce sont les religieuses du Saint-Enfant-Jésus qui en ont la direction; à y recevoir, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent, Labrador, qui y seront envoyés; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer, à ses frais, tous les corps qui ne seraient pas réclamés; à leur enseigner tout ouvrage ou métier en rapport avec leur âge ou leur disposition, et, en général, à traiter lesdits enfants, tant dans ladite école de réforme que dans ladite école d'industrie, de manière à donner entière satisfaction et à atteindre le but pour lequel ces écoles ont été créées.

2. Afin de favoriser autant que possible le développement de l'instruction publique sur la côte nord, la partie de première part donne et accorde à la partie de seconde part le droit de recevoir en lesdites écoles de réforme et d'industrie des jeunes filles uniquement aux fins d'éducation, et de les préparer elles-mêmes à l'enseignement, quoique ces fins dérogent à celles pour lesquelles ces écoles ont été établies.

3. La partie de seconde part sera, pour les fins des présentes, soumise aux lois de cette province relatives auxdites écoles de réforme et d'industrie et à toutes les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner.

4. Au cas de désertion des enfants confiés à sa garde, la partie de seconde part sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir, à ses frais.

5. La partie de seconde part devra fournir au département du secrétaire de la province un rapport mensuel qui donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants, ainsi que leurs nom, prénom et lieu de résidence.

6. Elle devra de plus fournir à ce département tout renseignement sur le placement des enfants en dehors desdites écoles.

7. Le nombre d'enfants que ladite partie de seconde part sera ainsi tenue de recevoir dans ses dites écoles de réforme et d'industrie, en vertu du présent acte, ne sera pas plus que huit, sauf tel que ci-après pourvu quand il y en aura plus que huit.

8. La partie de seconde part s'engage en outre à faire admettre en l'établissement que ladite communauté des Filles du Saint-Nom de Jésus possède à la Pointe-aux-Esquimaux, pour par celles-ci y nourrir, vêtir et instruire gratuitement au moins dix jeunes filles pauvres, mais intelligentes, appartenant à la côte nord (Labrador), à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer, à leurs frais, tous les corps qui ne seraient pas réclamés par les familles; à leur donner l'enseignement dans les langues française et anglaise, de manière à en faire des institutrices capables de donner un bon enseignement primaire.

9. La partie de seconde part sera tenue de fournir au département du secrétaire de la province un rapport annuel dans lequel elle donnera le nom et l'âge de chacune desdites jeunes filles, la date de l'entrée et celle de sa sortie. Ce rapport devra aussi indiquer le progrès fait par chacune d'elles, la satisfaction qu'elle donne, les talents dont elle peut faire preuve et l'endroit où elle s'est dévouée à l'enseignement après sa sortie dudit établissement desdites Filles du Saint-Nom de Jésus.

10. De son côté, la partie de première part s'oblige à payer à la partie de seconde part, pour la tenue desdites écoles de réforme et d'industrie, une somme de mille piastres (\$1,000) par année qui sera payable de la façon dont conviendront les parties, chaque année.

11. La partie de première part paiera à ladite partie de seconde part ladite somme de mille piastres comme minimum, qu'il y ait huit enfants ou moins à ces dites écoles de réforme et d'industrie, mais à la condition expresse que les jeunes filles destinées à l'enseignement, tel que ci-dessus pourvu, articles 8 et 9, soient toujours au nombre de dix au moins.



12. La partie de première part ne paiera rien pour les jeunes filles destinées à l'enseignement et qui excéderont le nombre de dix, mais, en sus de la somme de mille piastres annuelle, elle s'engage à payer à la partie de seconde part une somme de cinq piastres et demie (\$5.50) par mois pour chacun des enfants excédant le nombre de huit qui pourraient être envoyés dans lesdites écoles de réforme et d'industrie, même pour les jeunes filles qui n'y seraient envoyées que pour les fins d'éducation; cependant, ce nombre de huit ne pourra être excédé sans le consentement exprès de la partie de première part.

13. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires de visiter en tout temps, à des heures convenables, lesdits établissements de la Pointe-aux-Esquimaux.

14. À défaut par la partie de seconde part d'exécuter les ou l'une quelconque des conditions stipulées par les présentes, le présent contrat deviendra nul et de nul effet.

15. Le présent contrat est fait pour le terme de dix ans qui a commencé à courir le premier juillet dernier (1914), et finira le trente juin mille neuf cent vingt-quatre, et remplace celui passé entre le gouvernement et la congrégation des Filles de Jésus, devant Me J. Allaire, notaire, à Québec, le treize juin mil neuf cent cinq, annulé par les parties audit contrat avant son terme d'expiration.

Dont acte fait à Québec, étude du notaire soussigné, sous le no deux mille trente-huit de ses minutes.

En foi de quoi, les parties signent avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) Jérémie-L. Décarie  
Jules Vézina  
Charles Delagrave, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Charles Delagrave,  
N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 14 avril 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 avril 1915.

No 324

Concernant un contrat entre le gouvernement de la province et la congrégation des Filles de Jésus.

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 14 avril 1915, recommande que le secrétaire de la province soit autorisé à signer, aux mêmes conditions que celles souscrites, le 13 juin 1905, dans l'entente intervenue entre le gouvernement de la province de Québec et la congrégation des Filles de Jésus, avec Mgr Gustave Blanche, un contrat pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants de l'école de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

(Certifié) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif.

Ceci est l'arrêté ministériel mentionné à un acte de convention passé entre le gouvernement de la province de Québec et Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, devant Chs Delagrave, notaire, à Québec, le vingt et un avril mil neuf cent quinze, demeuré annexé à la minute dudit acte.

(Signé) Jérémie-L. Décarie  
Jules Vézina  
Charles Delagrave, N.P.

Vraie copie,  
Charles Delagrave,  
N. P.

#### CÉDULE B

L'an mil neuf cent quinze, le vingt-trois juin.

Devant Jules Vézina, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

comparaissent:

L'honorable Jérémie-L. Décarie, demeurant à Montréal, avocat et conseil du roi, agissant ici en sa qualité de secrétaire et registraire de la province de Québec pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes, suivant arrêté ministériel en date, à Québec, du neuf courant, et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le onze

suisant, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute du présent acte, après avoir été signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

*Partie de première part;*

et

L'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, à Lévis, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, agissant aux présentes par Sr Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, en religion Sr Sainte-Bonaventure, dépositaire dudit hospice, et Sr Thérèse-Hedwidge Gosselin, en religion Sr Sainte-Paule, secrétaire dudit hospice, toutes deux spécialement autorisées aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil dudit hospice, en date du seize courant, et approuvé par Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec et supérieur ecclésiastique dudit hospice, le même jour, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute du présent acte après avoir été signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

*Partie de seconde part;*

Lesquelles dites parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

1. Ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, loger, entretenir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin et du sexe féminin qui seront envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom d'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer, à ses frais, tous les corps qui ne seront pas réclamés par leur famille; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge; et, en général, à traiter lesdits enfants, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

2. Lesdites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans

cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à sa garde, ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance sera tenu de les faire appréhender et de les faire revenir, à ses frais.

4. Ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants. À défaut par ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

5. Ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé par lui en dehors de ladite école d'industrie.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, à ses grands vicaires et aux autres personnes autorisées par ledit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, lesdites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance.

8. À défaut par ledit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter du premier juillet mil neuf cent quinze, devant expirer le premier juillet mil neuf cent vingt-cinq.

10. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer audit hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, au bureau du trésorier de la province, une somme de sept piastres (\$7) par mois pour chacun desdits enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

À ces présentes est intervenu Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant ici en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice.

Lequel, après avoir pris communication dudit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

Dont acte fait et passé à Québec, les jour, mois et an susdits, sous le no cent quarante-huit des minutes du notaire soussigné.

Lecture faite, lesdites parties signent, la partie de seconde part, le seize courant, Son Éminence le cardinal L.-N. Bégin, le dix-huit courant, et la partie de première part, à la date ci-dessus en premier lieu citée, avec moi notaire qui signe à cette dernière date.

(Signé) Sœur Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, dite Sr Saint-Bonaventure, dépre.

(Signé) Sœur T.-Hedwidge Gosselin, dite Sr Sainte-Paule, secrétaire.

(Signé) † L.-N. card. Bégin, arch. de Québec,

(Signé) Jérémie-L. Décarie.

(Signé) Jules Vézina, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Jules Vézina,  
N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 9 juin 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 11 juin 1915.

Concernant l'école d'industrie de Saint-Joseph-de-la-Délivrance

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 8 juin (1915), recommande que le secrétaire de la province soit autorisé à signer un renouvellement de contrat, dont copie est annexée au

mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placés à l'école de réforme et d'industrie de Saint-Joseph-de-la-Délivrance, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

(Certifié) A. Morisset  
greffier du Conseil exécutif

Ceci est l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, devant Me J. Vézina, notaire, à Québec, le 23 juin 1915, no 148 de ses minutes.

(Signé) Sœur Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, dite Sr Saint-Bonaventure, dépre.

(Signé) Sœur T.-Hedwidge Gosselin, dite Sr Sainte-Paule, secrétaire.

(Signé) † L.-N. card. Bégin, arch. de Québec,

(Signé) Jérémie-L. Décarie.

(Signé) Jules Vézina, N. P.

Vraie copie,  
Jules Vézina, N. P.

À une assemblée du conseil des sœurs de la Charité de l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire, tenue le seizième jour de juin mil neuf cent quinze, il a été résolu que:

Sœur Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, dite sœur Saint-Bonaventure, dépre, et sœur Thérèse-Hedwidge Gosselin, dite sœur Sainte-Paule, secrétaire, soient, et elles sont, autorisées, par la présente résolution, à signer un renouvellement de contrat avec le gouvernement de la province et l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis, pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes, internés à l'école d'industrie, audit hospice, aux conditions stipulées dans ledit contrat

Hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance,  
Lévis, P. Q., 16 juin 1915.

(Signé) Sr Céline Drolet, dite Sr Sainte-Alice, supre.

(Signé) Sr Célénie Bérubé, dite Sr Sainte-Flavie, asste,

(Signé) Sr Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, dite Sr Saint-Bonaventure, dépre.

(Signé) Sr Marie-Anne Jobin, dite Sr Sainte-Julie, hosp.

(Signé) Sr T.-Hedwidge Gosselin, dite Sr Sainte-Paule, secrétaire.

Vu et autorisé le 16 juin 1915.

(Signé) † L.-N. card. Bégin, arch. de Québec.

Ceci est la résolution du conseil de l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, devant Me J. Vézina, notaire, à Québec, le 23 juin 1915, no 148 de ses minutes.

(Signé) Sœur Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, dite Sr Saint-Bonaventure, dépre.

(Signé) Sœur T.-Hedwidge Gosselin, dite Sr Sainte-Paule, secrétaire.

(Signé) † L.-N. card. Bégin, arch. de Québec,

(Signé) Jérémie-L. Décarie.

(Signé) Jules Vézina, N. P.

Vraie copie,  
Jules Vézina,  
N. P.

#### CÉDULE C

L'an mil neuf cent quinze, le trente juin,

Devant Adolphe Labrègue, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ont comparu:

Sa Majesté le roi George V, aux présentes représenté par l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de Montréal, avocat et secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes par un arrêté en conseil du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, no 593, en date du neuf juin courant, et approuvé le onze du même mois, même année, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

et

L'asile du Bon-Pasteur, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'hospice Saint-Charles, de Québec, représenté aux présentes

par Mme Éliosa Paré, en religion sœur Sainte-Marie, économe générale dudit asile du Bon-Pasteur, spécialement autorisée aux fins des présentes par une résolution passée par le conseil dudit asile, en date du douze juin courant, dont copie a été annexée au présent acte après avoir été reconnue véritable et signée par ladite sœur Sainte-Marie en présence du notaire soussigné.

Lesquels ont fait entre eux les stipulations et conventions suivantes, savoir:

1. L'asile du Bon-Pasteur, dûment autorisé par Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de l'"hospice Saint-Charles", de Québec, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et à les y assujettir, enfin à les traiter, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées ces dites écoles. De plus, ledit asile du Bon-Pasteur de Québec s'engage à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire enterrer, à ses frais, tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leur famille.

2. Lesdites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde, ledit asile du Bon-Pasteur de Québec sera tenu de les appréhender et de les faire revenir, à ses frais.

4. Ledit asile du Bon-Pasteur sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

5. À défaut par ledit asile du Bon-Pasteur de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

6. Ledit asile du Bon-Pasteur devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

7. Ledit asile du Bon-Pasteur sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placée par lui en dehors de ladite école d'industrie.

8. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il est loisible aux juges des sessions de la paix, membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, lesdites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par ledit asile du Bon-Pasteur de Québec.

9. À défaut par ledit asile du Bon-Pasteur de Québec d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

10. Le présent contrat est pour un terme de dix années à compter du premier juillet prochain (1915), devant expirer le premier juillet mil neuf cent vingt-cinq.

11. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer à l'asile du Bon-Pasteur, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres et cinquante centins par mois pour chacune desdites enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

12. Il est enfin entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par une loi de la Législature de la province de Québec.

Aux présentes est intervenu Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique dudit asile du Bon-Pasteur de Québec, lequel, après avoir pris communication du présent acte, a déclaré l'approuver et le ratifier.

Dont acte à Québec, sous le no trois mille quatre cent quatre-vingt-sept des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) † L.-N. card. Bégin, arch. de Québec.

(Signé) Élixa Paré, dite Sr Sainte-Marie, éc. gén.

(Signé) Jérémie-L. Décarie.

(Signé) Ad. Labrègue, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Ad. Labrègue,

N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 9 juin 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 11 juin 1915.

Concernant l'école d'industrie de Saint-Charles, de Québec

No 593

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 8 juin 1915, recommande que le secrétaire de la province soit autorisé à signer un renouvellement du contrat dont copie est annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placées à l'école de réforme et d'industrie de Saint-Charles, Québec, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

Ad. Labrègue,

N. P.

Extrait du registre des délibérations de la congrégation des sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie, dite l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

À une assemblée du conseil général de la congrégation tenue le douze juin mil neuf cent quinze, sous la présidence de la révérende mère Émilie Langlois, dite Marie du Carmel, supérieure générale, il a été résolu:

Que mère Élixa Paré, dite Sainte-Marie, économe générale, soit et elle est autorisée par la présente résolution à signer un contrat avec le gouvernement provincial et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, pour la garde et l'entretien des enfants de l'école de réforme et d'industrie confiés à l'hospice

Saint-Charles de Saint-Roch, Québec, aux conditions stipulées dans ledit contrat.

Je, soussigné, certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au registre des délibérations de l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

(Signé) Sr Marie de Saint-Raphaël, sec. générale.

Asile du Bon-Pasteur,  
Québec, juin 1915.

Ceci est la copie de la résolution du conseil général de l'asile du Bon-Pasteur de Québec à laquelle il est référé dans l'acte de conventions exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, devant Ad. Labrèque, notaire, à Québec, le trente juin mil neuf cent quinze, laquelle résolution je reconnais véritable; et j'ai signé à Québec, ce trente juin mil neuf cent quinze.

(Signé) Élixa Paré, dite Sr Sainte-Marie, éc. gén.

En présence de

(Signé) Ad. Labrèque, N. P.

Vraie copie,  
Ad. Labrèque,  
N. P.

---

#### CÉDULE D

L'an mil neuf cent quinze, le vingt-huitième jour du mois de juillet,

Devant Me Gaston Saint-Cyr, le notaire soussigné pour la province de Québec, résidant et pratiquant dans la cité et le district de Montréal,

ont comparu:

Sa Majesté le roi George V, ici représenté par l'honorable Jérémie-L. Décarie, avocat et conseil du roi, résidant dans la cité de Montréal, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un arrêté ministériel, en date du vingt-cinquième jour du mois de

juin mil neuf cent quinze, approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le vingt-sixième jour du mois de juin de la même année, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée *ne varietur* par les parties et ledit notaire,

*Partie de première part,*

et

Les missionnaires de la Compagnie de Marie, corps doué de la personnalité civile et politique, ayant son principal bureau d'affaires à Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, représentés et agissant aux présentes par le révérend père Antoine Winnen, président de ladite corporation, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration desdits missionnaires de la Compagnie de Marie, en date du quinzième jour de février mil neuf cent quinze, copie de laquelle résolution est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussignés,

*Partie de seconde part.*

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

1. Lesdits missionnaires de la Compagnie de Marie, ci-après nommés "les missionnaires", représentés comme dit ci-dessus par la résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin qui seront envoyés à leur école d'industrie, connue sous le nom d'"école d'industrie des révérends pères maristes de Notre-Dame de Montfort"; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer, à leurs frais, tous les corps qui ne seront pas réclamés par leur famille; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et, en général, à traiter lesdits enfants pour ladite école d'industrie et à les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles d'industrie de cette province.

2. Ladite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à sa garde, lesdits missionnaires seront tenus de les faire appréhender et de les faire revenir, à leurs frais.

4. Lesdits missionnaires seront tenus de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel ils donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants. À défaut par lesdits missionnaires de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

5. Lesdits missionnaires devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Lesdits missionnaires seront de plus tenus de fournir au secrétaire de la province de Québec copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé en dehors de ladite école d'industrie, et ils tiendront le département du secrétaire de la province au courant, autant que possible, de l'endroit où les enfants sont allés en sortant de l'école.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, ladite école d'industrie ainsi tenue par lesdits missionnaires.

8. À défaut par lesdits missionnaires d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un terme de dix ans, à compter du premier jour de juillet courant, mil neuf cent quinze, et expirera le premier jour de juillet mil neuf cent vingt-cinq.

10. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix (\$10) piastres par mois pour chacun desdits enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un arrêté ministériel et par une loi de la Législature de la province de Québec.

Dont acte fait et passé, en ladite cité de Montréal, sous le no cinquante-huit des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite, les parties ont signé, avec et en présence dudit notaire.

(Signé) Jérémie-L. Décarie

(Signé) A. Winnen, S. M. M.

(Signé) G. Saint-Cyr, notaire.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

G. Saint-Cyr, notaire.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 26 juin 1915.

Concernant l'école d'industrie de Montfort, Argenteuil

No 722

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 25 juin 1915, recommande qu'il soit autorisé à signer un renouvellement de contrat dont copie est annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placés à l'école d'industrie de Montfort, Argenteuil, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif.

Copie de l'arrêté ministériel mentionné dans un acte de conventions y annexé, passé entre le gouvernement de la province de Québec et les missionnaires de la Compagnie de Marie, le vingt-huitième jour du mois de juillet mil neuf cent quinze, devant Me Gaston Saint-Cyr, et signé *ne varietur* par les parties audit acte et par ledit notaire.

Montréal, le 28 juillet 1915.

(Signé) Jérémie-L. Décarie

(Signé) A. Winnen, S. M. M.

(Signé) G. Saint-Cyr, notaire.

Vraie copie de la cédula annexée à la minute d'un acte de conventions entre le gouvernement de la province de Québec et les missionnaires de la Compagnie de Marie, le 28 juillet 1915, devant le notaire soussigné.

G. Saint-Cyr, notaire.

Extrait du registre des délibérations des missionnaires de la Compagnie de Marie, à N.-D. de Montfort, P. Q.

Le quinze février mil neuf cent quinze, le conseil d'administration des missionnaires de la Compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q., réuni en session, a autorisé et délégué le rév. Antoine Winnen, son président, à renouveler avec le gouvernement de Québec le contrat pour l'admission et l'entretien des élèves à leur école d'industrie de N.-D. de Montfort, et à faire tout ce que de droit concernant ledit contrat comme aussi à le modifier, s'il le juge utile.  
Lecture faite.

(Signé) Antoine Winnen, ptre, S. M. M., président.

(Signé) Eugène Peigné, ptre, S. M. M., secrétaire.

Vraie copie.

(Signé) Eugène Peigné, S. M. M., secrétaire.

Document mentionné dans un acte de conventions et y annexé, passé entre le gouvernement de la province de Québec et les missionnaires de la Compagnie de Marie, le vingt-huitième jour de juillet mil neuf cent quinze, devant Me Gaston Saint-Cyr, et signé *ne varietur* par les parties audit acte et par ledit notaire.

Montréal, le 28 juillet 1915.

(Signé) Jérémie-L. Décarie,

(Signé) A. Winnen, S. M. M.

(Signé) G. Saint-Cyr, notaire.

Vraie copie de la cédula annexée à la minute d'un acte de conventions entre le gouvernement de la province de Québec et les missionnaires de la Compagnie de Marie, le 28 juillet 1915, devant le notaire soussigné.

G. Saint-Cyr, notaire.

#### CÉDULE E

L'an mil neuf cent quinze, le vingt-septième jour du mois de septembre,

Devant Me Albert Labrèche, le notaire soussigné, dûment admis pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ont comparu:

Sa Majesté le roi, aux présentes représenté par l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de Montréal, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un arrêté ministériel, en date du vingt-cinq juin dernier (1915), et approuvé le lendemain (26 juin 1915) par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes,

*Partie de première part;*

et

Les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, corporation légalement constituée ayant son principal établissement en ladite cité de Montréal, et ci-après stipulé "les dames religieuses", agissant aux présentes par dame Emmeline Beauchemin, connue en religion sœur Marie de Saint-Joseph de Bethléem, supérieure provinciale de cette communauté, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de ladite corporation, en date du deuxième jour de juillet dernier (1915), copie de laquelle est demeurée annexée aux présentes après avoir été signée et paraphée *ne varietur* par les parties et le notaire soussignés,

*Partie de seconde part.*

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

Les dames religieuses de Notre-Dame de Charité, dûment autorisées aux fins des présentes en vertu d'un consentement de Sa Grandeur Mgr Paul Bruchési, archevêque du diocèse de Montréal, en date de ce jour, porté à la fin du présent acte, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir,



et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom d'"écoles des révérendes sœurs du Bon-Pasteur de Montréal"; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer, à leurs frais, tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leur famille; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge; et, en général, à traiter lesdites enfants, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction, et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

Lesdites dames religieuses seront soumises et sujettes aux lois de cette province, au sujet desdites écoles de réforme et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées à leur garde, les dames religieuses seront tenues de les faire appréhender et de les faire revenir, à leurs frais.

Lesdites dames religieuses seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

À défaut par lesdites dames religieuses de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir le montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

Lesdites dames religieuses seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, et aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, lesdites écoles ainsi tenues par lesdites dames religieuses.

Lesdites dames religieuses devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et des prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la

mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

À défaut par lesdites dames religieuses d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est pour un terme de dix années à compter du quatre mars dernier (1915), devant expirer le quatre mars mil neuf cent vingt-cinq.

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à leur école de réforme, et une somme de huit piastres (\$8) par mois pour chacune desdites enfants pendant tout le temps de sa détention à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par une loi de la Législature de la province de Québec.

Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, sous le no deux mille cent vingt-cinq.

Et après lecture faite, les parties ont signé avec et en présence dudit notaire soussigné.

(Signé) Sr M. de Saint-Joseph de Bethléem  
Beauchemin,

Supérieure provinciale.

Vu et approuvé,

(Signé) † Paul, arch. de Montréal.

Jérémie-L. Décarie, secrétaire de la province.

Albert Labrèche, notaire.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

Albert Labrèche,  
notaire.

Nous, soussignées, conseillères de ce monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, autorisons, par le présent acte, notre très honorée Mère Marie de Saint-Joseph de Bethléem Beauchemin, supérieure provinciale de notre communauté, à accepter du gouvernement provincial la somme de \$10 par mois pour chaque enfant de l'école de réforme et \$8 par mois pour

chaque enfant de l'école d'industrie, et à signer les autres conditions mentionnées dans le contrat.

Monastère provincial du Bon-Pasteur,  
64, rue Sherbrooke-est, Montréal.

Ce deuxième jour de juillet mil neuf cent quinze.

(Signé) Sr Marie de Sainte-Thérèse D'Amour, dépositaire.

(Signé) Sr M. Hélène de la Croix Legris, conseillère.

(Signé) Sr Marie de la Merci Charette, conseillère.

(Signé) Sr M. du Rosaire Demers, conseillère.

(Signé) Sr Marie de Saint-Jean Berchmans Jetté, conseillère.

(Signé) Sr Marie de Saint-Victor Laurin, assistante.

Je certifie que cette copie est conforme à l'original.

(Signé) Sr Marie de la Merci Charette, secrétaire du conseil

Vu et approuvé,

† Paul, arch. de Montréal.

Ceci est la copie de la résolution du conseil du monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, devant le notaire soussigné, le 27 septembre 1915, après avoir été reconnue véritable et signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussignés, le même jour, même année.

(Signé) Sr M. de Saint-Joseph de Bethléem Beauchemin, Supérieure provinciale.

(Signé) Jérémie-L. Décarie, secrétaire de la province.

(Signé) Albert Labrèche, notaire.

Vraie copie,

Albert Labrèche,  
notaire.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 26 juin 1915,

Concernant l'école d'industrie et de réforme du Bon-Pasteur, Montréal

No 723

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 25 juin 1915, recommande qu'il soit autorisé à signer un renouvellement de contrat, dont copie est annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placées à l'école d'industrie et de réforme du Bon-Pasteur, Montréal, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

(Certifié) A. Morisset  
greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Montréal, devant le notaire soussigné, le 27 septembre 1915, après avoir été reconnue véritable et signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné, le même jour, même année.

(Signé) Sr M. de Saint-Joseph de Bethléem Beauchemin, Supérieure provinciale.

(Signé) Jérémie-L. Décarie, secrétaire de la province.

(Signé) Albert Labrèche, notaire.

Vraie copie,

Albert Labrèche,  
notaire.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

### Entretien de certains enfants, écoles de réforme ou d'industrie

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 10 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement

de la province avec Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent; l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les missionnaires de la Compagnie de Marie; et les dames religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 9 h 15.

---



Séance du mardi 1<sup>er</sup> février 1916

## Présidence de l'honorable C-F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

- bill 16 modifiant l'article 892 du Code de procédure civile.

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 70 amendant la loi 60 Victoria, chapitre 72, concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange;
- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Robert Warden Lee au nombre de ses membres, après examen;
- bill 98 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Labrèque au nombre de ses membres.

Et avec des amendements les bills suivants:

- bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount;
- bill 119 concernant le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens;
- bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de La Salle.

## Charte de Verdun

**M. Slater (Argenteuil)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de la ville de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Adopté.

## Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Slater).

## Dépôt de documents:

## Établissements pénitentiaires, asiles d'aliénés, institutions et associations d'assistance et de charité, statistiques

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires, des asiles d'aliénés, des institutions et des associations d'assistance et de charité pour l'année 1914. (Document de la session no 20)

## Commission des eaux courantes

**L'honorable M. Allard (Drummond)** dépose sur le bureau de la Chambre le quatrième rapport de la Commission des eaux courantes. (Document de la session no 15)

## Sociétés de secours mutuels

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels pour l'année 1914. (Document de la session no 41)

## Questions et réponses:

## Taxes, impôts et droits sur les procédures judiciaires

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** 1. Le gouvernement a-t-il augmenté les taxes, impôts et droits sur les procédures judiciaires dans la province de Québec, dans le cours de l'année 1915? Dans l'affirmative, dans quelle proportion et dans quel but?

2. Quel est le dépôt que les shérifs ont droit de demander avec la remise d'un bref d'exécution *de terris*? Ce dépôt a-t-il augmenté dans le cours de l'année 1915? Dans l'affirmative, dans quelle proportion et dans quel but?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** 1. Le gouvernement a modifié le tarif des droits et honoraires payables à la couronne sur les procédures judiciaires, par les arrêtés ministériels du 10 septembre et du 21 octobre 1915.

Les droits, quoique modifiés, n'ont pas été augmentés, en principe, pour les districts de Montréal et d'Ottawa. Pour les districts de Québec, de Trois-Rivières et de Saint-François, ils ont été assimilés à ceux exigés dans les districts de Montréal et d'Ottawa.

Les honoraires payables aux officiers de justice ont été modifiés de manière à faire concorder la classification des différentes procédures avec la classification assignée à chacune d'elles au tarif des avocats.

Par ces modifications, les honoraires, en certains cas, atteindront une augmentation de 20%.

2. Le montant du dépôt que le shérif a droit d'exiger avec l'exécution d'un bref *de terris* doit être, aux termes des articles 704 et 742 du Code de procédure civile, d'une somme suffisante pour faire face aux déboursés nécessités par la saisie et les annonces et pour payer les déboursés nécessités par la vente. Ce dépôt n'a pas été augmenté en 1915. Il peut varier suivant le montant des frais à encourir dans chaque cas particulier.

#### **Employés du gouvernement en service militaire actif**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Combien d'employés du gouvernement ont été en service militaire actif, temporairement ou en permanence, depuis la déclaration de la guerre?

2. Quels sont les noms et le rang de ces militaires dans l'armée?

3. Quels sont les noms de ceux qui sont allés sur le champ de bataille?

4. Ces employés ont-ils reçu leur traitement intégral du gouvernement durant le service actif?

5. Durant l'absence de ces employés en service actif, qui les remplace dans leurs fonctions civiles?

6. Ces remplacements reçoivent-ils quelque rémunération pour faire le travail des employés absents?

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):** 1. 33.

2. E.-E. Cinq-Mars, capitaine; Camille Laviolette, capitaine; J.-A. Dansereau, lieutenant-colonel; Jos. Matte, lieutenant; Henry Vohl,

lieutenant; F. X. Ahern, sergent quartier-maître; Gustave Talbot, soldat; J.-A. Hamel, soldat; Pierre Henry, soldat; Raoul de St-Victor, soldat; Tancrède Rinfret, lieutenant-colonel; B. L. O'Hara, major; T.-P. Morin, major; C.-F. Chartré, lieutenant; Henri Talbot, lieutenant; O. M. Learmonth, sergent-major; D. E. Stewart, lieutenant; J. B. O'Regan, lieutenant; Gustave Rainville, major quartier-maître; Georges Gagné, sergent-major d'artillerie; Émile Normandeau, lieutenant; Georges Duquet, lieutenant; John Roy, lieutenant; D. O'Gallagher, lieutenant; Ernest Roy, lieutenant. Le rang des employés suivants n'est pas connu: Joseph Plamondon, Herbert Cook, rév. J. M. Almond, F.-X. Bouchard, T. M. Houghton, Jos. Lavoie, Zéphirin Beaulieu et W. J. Ewing.

3. E.-E. Cinq-Mars, Camille Laviolette, J.-A. Dansereau, Pierre Henry, O. M. Learmonth, Raoul de St-Victor, John Roy. Quant aux autres, le gouvernement l'ignore.

4. Oui.

5 et 6. Leurs fonctions sont remplies par leurs compagnons de bureau et, de temps à autre, lorsque le surcroît d'ouvrage devient trop considérable, par des employés surnuméraires payés en conséquence.

#### **Fournisseurs des nouveaux édifices de la législature**

**M. Bernier (Lévis):** 1. Quels sont les noms et les adresses de fournisseurs de tapis, carpettes et meubles pour les nouveaux édifices de la législature?

2. Quels sont les prix qui leur ont été payés, et les objets pour lesquels ils l'ont été?

3. Des soumissions ont-elles été demandées pour ces différentes fournitures?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1 et 2. Depuis que l'installation de certains départements a été commencée dans le nouvel édifice de la législature, soit en décembre 1913, les commandes suivantes ont été confiées aux maisons ci-après, pour meubles et tapis:

1 et 2.

Marceau & fils, meubles, Québec .....	\$ 2942.05
Marceau & fils, tapis, prélatrs, Québec ...	264.75
Crown Furniture, meubles, Québec .....	1598.83
Jules Gauvin, tapis, Québec .....	153.66
J.-H. Gignac ltée, meubles, Québec .....	1108.00
P.-J. Côté, tapis, Québec .....	1951.11
Syndicat de Québec, tapis, Québec .....	162.00

P. DeCourcy, meubles, Québec .....	1102.01
J.-A. Cantin, meubles, Québec.....	411.25
Mayrand & Pouliot, tapis, Québec.....	141.86
Bertrand & Guillot, tapis, Québec .....	445.29
L.-P. Déry & Fils, meubles, Québec.....	1396.85
E. Paquet & Cie, meubles, Québec.....	978.75
J.-O. Marchand, tapis, Montréal .....	83.92
A.-A. Falardeau, meubles, Lévis .....	154.00

3. Non. Les meubles ont été achetés au fur et à mesure que le gouvernement en a eu besoin.

### **Immeubles, ville de Joliette**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 11 légalisant certaines entrées au volume 2 de l'index au immeubles de la ville de Joliette, en usage depuis le 15 juin 1900, dans le bureau de la division d'enregistrement de Joliette.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au gouvernement s'il ne croit pas que certaines institutions de charité mériteraient plus que les maigres sommes qui leur sont octroyées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit que toutes méritent évidemment plus qu'on ne leur donne, mais qu'il faut bien limiter la charité du gouvernement<sup>1</sup>.

Il propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la corporation de l'hôpital général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Maternity, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Magdalen Asylum, Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile des orphelins catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir pour les aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Ladies' Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le St. Bridget's Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la

Protestant Infants' Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal, autrefois appelé Young Men's Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.



33. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Women's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Western Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Homeopathic Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Day Nursery, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Home for friendless boys, 26, av. Overdale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Memorial Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Protestant Home, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Male Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Female Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Bridget's Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les

sœurs de la Charité, asile des orphelins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des sœurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40, av. Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre de la crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffrey Hale Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des orphelins, des vieillards et des malades de Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Distributing Home, Knowlton, comté de Brome, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Drummondville, Drummondville, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André Avellin, Saint-André-Avellin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des Petites sœurs, Nominigüe, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, L'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri de Mascouche, comté de Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-

Joseph-de-la-Délivrance, section orphelinat, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Guay, Lauzon, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

111. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

112. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Hospital, Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élizabeth de Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Maniwaki, Maniwaki, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

119. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Hospital, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général Saint-Vincent de Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

130. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, Yamachiche, comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

132. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

133. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

134. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

135. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

136. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

137. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

138. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

139. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des Dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

140. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

141. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Victoire, Beloeil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

142. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield, Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

143. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull, Hull, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

144. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Élizabeth, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

145. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Bedford, Sweetsburg, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Demande de documents:

#### Saint-Thomas-de-Pierreville

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre la municipalité du village de Saint-Thomas-de-Pierreville et le ministère de la Voirie, depuis 1912 jusqu'à ce jour.

Il fait remarquer que, depuis que ses motions avaient été votées, on n'avait guère avancé, au département de la Voirie, dans le travail qu'il a demandé. Il produit les lettres qu'il a adressées au ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) et qui sont restées pratiquement sans réponse. Il se plaint de la façon dont il a été reçu par le sous-ministre et de la difficulté qu'il éprouve à compulser les dossiers pour choisir les pièces dont il peut avoir besoin. Depuis deux semaines, pas une seule pièce n'a été produite. C'est à croire qu'on cherche des manchots pour faire le travail de transcription.

Il a tout fait pour faciliter le travail du département, pour l'abréger. Cette correspondance est indispensable pour que la province puisse juger à sa valeur la politique de voirie du gouvernement. Il semble qu'on ne veuille pas en donner une seule avant la fin de la session. Ce n'est pas de l'obstruction que l'opposition veut faire.

On s'en va partout, continue-t-il, colportant partout que l'opposition se meurt, que l'opposition est morte. On dit à celle-ci de se réveiller. On lui cite en exemple l'opposition de 1892 à 1897 qui, elle au moins, n'était pas endormie et ne reculait devant aucun effort pour se faire entendre. Quand l'opposition se lève pour demander une chose absolument sérieuse et qui intéresse toutes les municipalités de la province, toute la province, on fait la sourde oreille, on n'avance pas. Mais l'opposition ne reculera pas, elle ira jusqu'au bout, jusqu'à ce que l'on ait fait droit à ses demandes. C'est pourquoi il demande que l'on se mette sans plus tarder au travail qu'il veut faire produire. La chose est urgente, la province veut être éclairée sur cette question de la voirie, et il ne s'agit pas pour le gouvernement de venir nous dire seulement que cela va coûter cher.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** affirme que le gouvernement n'est pas de mauvaise foi et qu'il va faire diligence pour fournir au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) les renseignements qu'il veut avoir. Depuis que celui-ci a choisi les dossiers dont il a besoin, on emploie tous les fonctionnaires disponibles à les transcrire. Le département de la Voirie n'a rien à craindre de la lumière.

La proposition est adoptée.

**Route Québec-Montréal,  
soumission de H. Beauregard**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie du contrat entre H. Beauregard et le gouvernement pour la route Québec-Montréal, ainsi que copie de la soumission dudit H. Beauregard et des états relatifs au coût des travaux, item par item.

**M. Edmond Saint-Denis**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 régularisant la cléricature d'Edmond Saint-Denis, étudiant en loi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Reuben Henry Lipsey**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Reuben Henry Lipsey au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association des courtiers  
d'assurance-feu de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant en corporation The Fire Insurance Brokers Association of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville  
de Montréal-Est**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Saint-Lambert**

**M. Desaulniers (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association d'assurance mutuelle,  
vallée de l'Ottawa**

**M. Fortier (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**North Shore Power  
Company**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 amendant la charte de la North Shore Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Oratoire  
Saint-Joseph**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie d'assurance mutuelle  
contre le feu  
des beurreries et fromageries**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 amendant la loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles  
catholiques de Montréal**

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Municipalité scolaire  
de Saint-Édouard**

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 annexant la municipalité scolaire de Saint-Édouard à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Three Rivers Traction  
Company**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

La séance est levée à 4 h 15.

---

**NOTE**

1. Selon *La Presse* (2 février, p. 2), des députés demandèrent des renseignements sur quelques-unes des institutions de charité mentionnées dans les articles étudiés par le comité des subsides.



Séance du mercredi 2 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delège**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Paroisse Saint-Pierre-Claver**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Turcot), que les article 510 et 511 des règlements soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre-Claver, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 3 George V, chapitre 134.

Adopté.

**Dépôt et lecture des pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre-Claver, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 3 George V, chapitre 134 (M. Mayrand).

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de la ville de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tansey).

**Rapports de comités:**

**M. Reed (L'Assomption):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voir le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Shawinigan Water & Power Company, de la ville de Roberval, de la Compagnie de chemin de fer Montréal & Sud-Ouest et des commissaires d'écoles de la ville de Maisonneuve, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de dame Helmina Berthiaume et autres, demandant une loi changeant les fiduciaires d'une partie du capital-actions de La Presse Publishing Company Limited;

- et de dame Rose-de-Lima Décarie, demandant une loi maintenant une évaluation uniforme des terres en culture dans le quartier Bordeaux.

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 127 autorisant Jean-Marie Richard à exercer la profession d'avocat, après examen.

**Charte  
de Roberval**

**M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 140 amendant la charte de la ville de Roberval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Quartier Bordeaux  
de Montréal,  
terres en culture**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 101 pourvoyant à une évaluation uniforme des terres en culture situées dans le quartier Bordeaux, en la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire  
de Maisonneuve**

**M. Desaulniers (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 93 conférant certains pouvoirs à la commission scolaire de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Shawinigan Water  
& Power Company**

**M. Cannon (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 99 amendant la charte de The Shawinigan Water & Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****État des recettes et des dépenses  
de la province**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 janvier 1916, pour la production d'un état détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 30 juin 1915 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 22)

**Rapport du surintendant  
de l'Instruction publique**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1914-1915. (Document de la session no 8)

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 2 refondant les dispositions des articles 47 et 53 et modifiant l'article 1202b du Code de procédure civile;
- bill 5 modifiant les articles 1426 et 1427 du Code de procédure civile relativement aux successions vacantes;
- bill 15 amendant la loi 5 George V, chapitre 12, relative aux compagnies de chemins à barrières de péage.

**Questions et réponses:****Machines pour l'amélioration  
des chemins**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il fait réparer durant l'année 1915 les machines servant à l'amélioration des chemins, soit pour son compte, soit pour le compte des municipalités?

2. Quelles maisons ont été chargées de ces réparations et quel est le montant total du coût des réparations faites par chacune d'elles, en 1915?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Oui, pour son compte.

2. Le département de la Voirie fait lui-même les réparations de ses machines. Ces réparations ont coûté, pour l'année 1915, \$20,911.90.

**Société coopérative fruitière  
de Kamouraska**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quels sont les officiers et les membres de la Société coopérative fruitière de Kamouraska?

2. Quelle est la contribution annuelle des membres?

3. À qui la coopérative a-t-elle vendu ses produits?

4. Quel a été le prix de vente des produits?

5. Reste-t-il des montants dus aux cultivateurs qui ont vendu des fruits à la coopérative?

6. Dans l'affirmative, quels sont ces montants et à qui sont-ils dus?

7. Quels sont les subsides donnés par le gouvernement à la société, chaque année, depuis sa création jusqu'à ce jour?

8. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer ses octrois à la société?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. Le gouvernement l'ignore.

2. \$1.00 par année pendant 10 ans, pour chaque action souscrite, suivant la loi des sociétés coopératives.

3 et 4. Le gouvernement ne peut donner de réponse précise à ce sujet.

5. Oui.

6. Le gouvernement l'ignore.

7. 1912..... \$ 3,300.00

1913..... 2,328.35

1914..... 1,983.46

dont \$1,654.24 à titre de prêt

8. À l'étude

**Prison de Rimouski**

**M. Tessier (Rimouski):** Quel a été le nombre des prisonniers détenus à la prison commune du district de Rimouski pendant chacune des années 1912, 1913, 1914, 1915?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):**

En 1912 .....	73 prisonniers
En 1913 .....	68 "
En 1914 .....	51 "
En 1915 .....	56 "

**Subside pour l'agriculture,  
dépenses dans Témiscouata**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Quel montant provenant du subside payé par le gouvernement d'Ottawa au gouvernement de cette province, pour l'agriculture, a été payé ou dépensé dans le comté de Témiscouata depuis que ce subside est créé, jusqu'à ce jour?

2. Pour quelles fins ces montants ont-ils été dépensés et à qui, dans chaque cas, ont-ils été payés?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. \$ 1,864.07.	
2. École ménagère de Fraserville :	
Enseignement ménager .....	\$ 700.00
École ménagère de Trois-Pistoles :	
Enseignement ménager .....	700.00
J.-T. Bertrand, L'Isle-Verte :	
Station fruitière .....	75.00
Nap. Morneau, Notre-Dame-du-Lac :	
Station fruitière .....	114.07
J.-T. Bertrand, L'Isle-Verte :	
Station avicole.....	220.00
R. Martin, Fraserville :	
Station avicole.....	55.00

**Emprunts  
permanents et temporaires**

**M. Bérubé (Témiscouata):** Quels sont les divers emprunts contractés par le gouvernement de cette province, depuis le 11 mai 1897 jusqu'à ce jour, en distinguant les emprunts permanents des emprunts temporaires?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

Emprunts permanents	
Emprunts des bons chemins en vertu de la loi 3	
George V, chapitre 21 :	
1 <sup>er</sup> janvier 1913	£400,600 sterling - \$ 1,949,586.67
1 <sup>er</sup> juillet 1914	£820,217 sterling - \$ 3,991,722.73

Emprunts spéciaux à courte échéance, en vertu de 5

George V, chapitre 2 :

1<sup>er</sup> avril, 1915 \$ 6,000,000

Emprunts temporaires

30 juin 1897 \$ 700,000 Remboursé le 1<sup>er</sup> mars 1906

1<sup>er</sup> nov. 1913 1,460,000

1<sup>er</sup> mai 1914 1,460,000 Renouvellement de l'emprunt  
du 1<sup>er</sup> novembre 1913

Remboursé le 1<sup>er</sup> août 1914

1<sup>er</sup> déc. 1914 4,000,000 Remboursé le 3 mai 1915

**Extension des privilèges et hypothèques**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant le Code civil relativement à l'extinction des privilèges et hypothèques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Curateurs de faillites**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 16 modifiant l'article 892 du Code de procédure civile.

Adopté.

**En comité:**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** cite, à l'appui de la critique qu'il a faite de l'article 892 du Code de procédure civile, le cas spécifique de la Canada-Feu, de Montréal, mise en liquidation en 1911. Il voit dans cette opération nombre d'abus qu'il impute au gouvernement. Le premier liquidateur, M. Honorius Laurencelle, avait reçu \$29,535.29 dont \$28,950 sur des billets de dépôt. Les déboursés et charges faits par M. Laurencelle se sont élevés d'abord à \$17,649.22, dont les principaux items furent: salaires pour liquidation, \$1,580.10; timbres-poste, \$770; honoraires de M. Bissonnette, avocat du gouvernement, au-delà de \$4,000; Geoffrion & Cie, \$900; Laurendeau & Pelletier, \$864; et le liquidateur, \$7,041; en sorte que la balance reçue par le deuxième liquidateur, du premier liquidateur, était de \$12,000. Le deuxième liquidateur a perçu d'abord \$1,565.18, faisant un tout de \$14,700.

Un premier jugement de distribution avait été ordonné. M. J.-A. Bissonnette a reçu \$758.29, les réclamations privilégiées s'élevaient à \$3,872.62, laissant une balance de \$3,084.81 avec laquelle on a payé un dividende de 5% aux réclamations ordinaires.

Sur le deuxième dividende payé le 30 novembre, M. Bissonnette a encore reçu \$1,473.00 plus \$744.75, en sorte que, sur le dernier montant à distribuer, soit \$16,012.56, les réclamations privilégiées se sont élevées à \$8,479.94, laissant un dernier dividende de 12% ou \$7,809.17 et une balance de \$479.41 entre les mains du liquidateur actuel.

C'est le gouvernement, dit-il, qui a ordonné et fait faire cette mise en liquidation malheureuse et en a chargé M. Bissonnette. Plus tard, sur une contestation du montant payé par le liquidateur Laurencelle, le trésorier de la province a été obligé de rembourser \$2,937.03 à la liquidation. L'automne dernier, M. Bissonnette s'est présenté devant la cour avec une motion demandant l'autorisation de brûler tout le dossier de la liquidation.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** explique au député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) que cela était d'usage courant.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** persiste à trouver cette demande étrange.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que l'amendement qu'il veut apporter au Code de procédure comporte que les liquidateurs devront faire rapport de leur administration dans les deux mois qui suivent la liquidation, sous peine d'une amende de \$10 par jour.

Il prétend que les accusations du chef de l'opposition (M. Cousineau) n'ont rien à faire avec cette législation. Il s'agit simplement d'amender le Code de procédure et non pas de faire le procès du gouvernement en matière de liquidation. Le gouvernement, ajoute-t-il, n'a pas la prétention de croire que le système des liquidations est excellent. Le projet que le gouvernement soumet aujourd'hui, toutefois, est loin d'être une demi-mesure, comme le prétend le chef de l'opposition.

Au sujet de la Canada-Feu que le chef de l'opposition avait citée comme exemple de liquidation peu recommandable, il ajoute qu'il n'y a pas eu là complicité du gouvernement. Ce n'est pas sa faute, dit-il, si les intéressés ont été volés et si la compagnie a failli. Ce n'est pas non plus la faute du gouvernement si M. Laurencelle a été nommé liquidateur. Les liquidateurs sont nommés par la Cour supérieure.

Le premier ministre se dit pris au dépourvu. Il aurait pu répondre avec avis de deux heures aux objections du chef de l'opposition.

C'est aussi la Cour supérieure qui taxe les mémoires de frais et ce n'est pas la faute à l'exécutif s'ils sont trop élevés.

Malgré les objections du chef de l'opposition, il n'en persiste pas moins à croire que l'amendement qu'il propose au Code de procédure civile afin de forcer les curateurs et liquidateurs à faire rapport dans les deux mois qui suivent la liquidation, sous peine d'une amende de \$10 par jour, est excellent.

Le gouvernement ne veut refuser aucun renseignement à ce sujet, mais voici une affaire qui date de plusieurs années et dont le dossier est dans les voûtes des tribunaux. Le gouvernement n'a aucune objection à déposer ce dossier devant la Chambre si on le demande.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** réclame des délais pour mûrir cette réforme du Code.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** est prêt à accorder un sursis lorsqu'on le demande en se basant sur des motifs sérieux, mais il n'en voit pas la raison d'être aujourd'hui.

**M. Tellier (Joliette)** ne voit pour le moment, dans ce bill, qu'une sanction à une règle déjà existante. Le chef de l'opposition (M. Cousineau) n'y voit pas d'objection, dit-il, puisqu'il demande, au contraire, des réformes plus considérables. Il craint que cette sanction ne fasse disparaître celle qui existait déjà. Actuellement, si le curateur ne fait pas rapport deux mois après la liquidation, tout intéressé peut demander, par motion en Cour supérieure, une injonction contre lui et même la contrainte par corps. La sanction spéciale ne peut être interprétée, tel que demandé par le premier ministre, comme excluant la sanction générale. Il propose donc, pour rendre le texte plus clair, qu'on y ajoute les mots suivants: "Que le curateur soit sujet à toutes les ordonnances déjà existantes".

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** accepte l'amendement du député de Joliette.

La proposition est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose qu'un crédit n'excédant pas onze mille quatre cent cinq piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** reproche au gouvernement de ne pas avoir déposé l'état des recettes et des dépenses avant la discussion sur le budget. C'eût été très utile pour cette discussion.

Il discute du surplus du gouvernement. Si ce surplus existait au 29 juin 1915, il s'est, depuis, assurément changé en déficit. Le 30 juin 1915, dit-il, le gouvernement avait en caisse \$2,612,159.80. Il a, au 17 janvier 1916, un compte soustrait de \$1,157,632. En sorte que les recettes durant cette période ont été de \$5,463,420.62 et les déboursés de \$9,283,812.78.

Ce que l'on avait en caisse est disparu et on a un compte soustrait ou un déficit de \$1,157,632. Il regrette de n'avoir pas su cela lorsqu'il a discuté le budget<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit que le gouvernement a une somme soutirée à la Banque de Montréal, à Québec, se montant approximativement à \$1,150,000 le 17 janvier dernier.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande des explications pour ce soutiement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit que cela est dans l'ordre des choses et que ce soutiement disparaîtra dans un mois ou deux, quand le revenu commencera à entrer.

Il fait remarquer que, bien que la balance en banque fût de \$2,612,169 au 30 juin 1915, \$3,000,000 ont été employés pour les bons chemins malgré le flottage de l'emprunt à cet effet. Cependant, la province aura une balance en banque au mois de mars, malgré le soutiement. Il ne peut pas dire maintenant au chef de l'opposition (M.

Cousineau) le montant exact du soutiement à date, mais il pense que la situation sera un peu meilleure qu'au 17 janvier.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Oui, quelqu'un mourra. Le trésorier (l'honorable M. Mitchell) est plein d'espoir. Ne comptez pas trop sur ces espérances.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je ne suis pas inquiet.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Vous devriez l'être, vous êtes le trésorier. Attendez-vous quelque droit sur une succession? Espérez-vous que quelqu'un va mourir?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** indique qu'il n'est pas prophète et qu'il ne peut prédire qui va mourir et céder une partie de ses biens à la province.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** se plaint des emprunts, et ensuite des intérêts à payer sur les emprunts. Il parle de l'augmentation du fardeau des intérêts de 11% à 20% du revenu.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** fait remarquer que, même si la Chambre a autorisé par vote le gouvernement à emprunter \$15,000,000, ils n'avaient emprunté que \$8,000,000. Et, parlant des intérêts, il répond à la question du député de Jacques-Cartier en l'informant que, lorsque la Chambre approuve des emprunts, ils sont assez raisonnables pour savoir qu'ils auront des intérêts à payer sur ceux-ci.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** désire connaître comment le trésorier s'y prend pour soutirer à la Banque de Montréal.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** C'est bien simple, nous n'avons qu'à téléphoner à la banque pour l'avertir que nous allons soutirer un million, deux millions. Cela montre combien est bon le crédit de la province.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande au trésorier de dire à la Chambre quelques mots sur son voyage à New York à l'occasion de l'emprunt de \$6,000,000.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** explique qu'il n'est pas allé à New York pour flotter l'emprunt, et il donne quelques détails.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** se demande si le voyage a été fait à Boston et trouve que cette ville n'a pas même été visitée pour la flottaison de l'emprunt.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** La maison Morgan & Co. n'a pas soumissionné, explique-t-il. Il dit ne rien connaître d'une annonce insérée dans un journal de New York par Morgan & Co., offrant de prendre part à cet emprunt. Cette compagnie lui a écrit pour avoir des informations sur l'emprunt et sur les ressources de la province.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Puis-je avoir cette lettre?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Certainement.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Puis-je la voir tout de suite?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non. Vous ne supposez pas que je porte toutes les lettres du département dans mes poches. Vous l'aurez en temps voulu. Il demande au chef de l'opposition (M. Cousineau) s'il est sérieux.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Si vous n'êtes pas allé à New York, où êtes-vous allé alors?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit qu'il n'est pas là pour rendre compte de ses mouvements. J'ai dit à quatre reprises au chef de l'opposition que je n'étais pas allé à New York concernant cet emprunt. S'il ne veut pas prendre ma parole, je n'y peux rien.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Mon honorable ami n'est-il pas allé à Montréal?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** J'y vais toutes les semaines. C'est là que j'habite.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** s'attarde à une soumission qui, dit-il, a été présentée par C. Meredith and Company pour l'emprunt de la province. Ses questions donnent à penser qu'ils n'ont pas été traités équitablement. Quand la soumission a-t-elle été ouverte?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Elle a été ouverte dans mon bureau le 19 octobre, en même temps que les autres soumissions et en présence de tous les soumissionnaires.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Pourquoi accepter la soumission pour un emprunt d'une firme de New York, alors qu'il y avait une soumission d'une firme canadienne?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande au chef de l'opposition (M. Cousineau) s'il accepterait cette dernière soumission et donc de perdre environ \$200,000 pour la province.

**M. Tellier (Joliette):** Le trésorier de la province est dans cette Chambre depuis assez longtemps pour savoir qu'il est de coutume de poser ces questions. Le chef de l'opposition, de même que tout député, a le droit de poser des questions. Le trésorier semble penser que nous tentons d'obtenir de l'information sur des affaires de nature privée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** explique que toute l'information qu'il a est à la disposition de la Chambre.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande encore une fois copie de la lettre qu'il a écrite à la firme Morgan.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** lui dit à nouveau qu'il ne transporte pas toute la correspondance du département dans ses poches.

**M. Bérubé (Témiscouata)** fait quelques remarques.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** prend la parole.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** prend aussi la parole.

**Une voix du gouvernement** promet que la lettre demandée par l'opposition sera produite aujourd'hui même.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Société des artisans canadiens-français**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Perron (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Paroisse Saint-Michel-Archange**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 amendant la loi 60 Victoria, chapitre 72, concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Leclerc (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **M. Robert Warden Lee**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Robert Warden Lee au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **M. Joseph Labrèque**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 98 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Labrèque au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Westmount**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount.

Adopté.

### **En comité:**

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** lit l'article 2:

"2. L'article 471 de la loi des cités et villes (S. R. 1909, article 5727) 1903, tel que remplacé, pour la cité, par la section 40 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 89, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

"471. Les taxes municipales et l'indemnité dues à la cité pour l'eau, la lumière, la force motrice et les compteurs, et leurs intérêts, constituent une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement."

**M. Tellier (Joliette)** et **M. Perron (Verchères)** font valoir que, si un tel privilège était consenti à Westmount, il n'y aurait aucune raison de ne pas l'accorder à des corporations comme la Montreal Light, Heat & Power Company et à la Public Service Corporation.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen, et il demande la permission de siéger de nouveau.

**Paroisse Saint-Pierre-aux-Liens**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen, et demande la permission de siéger de nouveau.

**Paroisse Sainte-Marie-de-Monnoir**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 autorisant la construction d'une église, d'une sacristie, d'un presbytère et de ses dépendances en la paroisse Sainte-Marie-de-Monnoir soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession O. Lachance**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie de pulpe  
de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 autorisant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi à agrandir le réservoir du lac Kénogami soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lomer Gouin causait non loin du trône de l'Orateur avec M. Macdonald, député de Pictou à la Chambre des communes. Cette visite du brillant député de Pictou a donné lieu à diverses rumeurs auxquelles les circonstances, et en particulier l'article de *L'Événement* de cet après-midi sur les élections, ont donné une certaine vraisemblance. C'est ainsi que quelques députés ministériels ont prétendu que M. Macdonald était envoyé en mission spéciale dans les Provinces maritimes pour connaître le sentiment des électeurs au sujet des bruits d'élections que la presse conservatrice répand depuis quelque temps et qu'il s'était arrêté en chemin à Québec pour savoir ce que le gouvernement provincial ferait au cas où le pays se verrait face à face avec une élection générale. Rien n'a cependant transpiré de la conversation qui a eu lieu entre le premier ministre et M. Macdonald, et il est fort probable que toutes ces rumeurs plus ou moins plausibles n'ont rien de fondé et qu'on a donné à la présence du député de Pictou à la Législature une portée tout à fait fausse."

La séance est levée.

---

**NOTE**

1. Voici ce qu'écrivait *Le Soleil* (3 février 1916, p. 10) à ce moment: "Pendant que M. Cousineau et M. Mitchell échangeaient leurs vues sur le budget, Sir



Séance du jeudi 3 février 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-Claver, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 George V, chapitre 134 (M. Mayrand).

### Rapports de comités:

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 103 amendant la charte de la Société d'histoire naturelle à Montréal;
- bill 67 amendant la charte de l'Institut des artisans de Montréal.

Et le bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, avec des amendements.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Mgr C.-A. Marois et autres, demandant de voter une loi constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec;
- de Joseph Gagnon et autres, demandant une loi autorisant la vente de certains immeubles;
- et de la cité de Verdun, demandant une loi amendant sa charte.

### Questions et réponses:

#### Frais d'entretien de la prison de Bordeaux

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** À combien se sont élevés, dans le cours de l'année 1915, les frais d'entretien de la prison de Bordeaux?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ces frais se sont élevés, pour l'année 1914-1915, à la somme de \$99,957.77.

#### Route Lévis-Jackman

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Combien a coûté la confection de la route Lévis-Jackman?

2. Quelle est la longueur totale de cette route?

3. Quand cette route a-t-elle été terminée?

4. Quelle a été la part contributive de chacune des municipalités intéressées dans la confection de cette route?

#### L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

1. (a) Confection proprement dite ..... \$ 502,865.70
- (b) Achat de machines à être utilisées pour confection de travaux analogues ..... 41,193.08
2. 90.15 milles.
3. Le travail n'est pas terminé.
4. \$ 300.00 par mille.

#### Mauvaises herbes

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Y a-t-il, dans notre province, des inspecteurs nommés et payés par le gouvernement pour enseigner aux cultivateurs les moyens propres à faire disparaître les mauvaises herbes?

#### L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Il n'y a pas d'inspecteurs spéciaux chargés d'enseigner aux cultivateurs les moyens propres à faire disparaître les mauvaises herbes, mais tous les conférenciers et agronomes du ministère de l'Agriculture profitent de toutes les occasions qui leur sont offertes pour donner des avis à ce sujet.

### Classification des lots de colonisation dans Témiscouata

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. La classification des lots propres à la colonisation dans le comté de Témiscouata est-elle faite au complet?

2. Dans l'affirmative, quel est le total des lots propres à la colonisation et quel est le nombre actuellement concédé?

3. Dans la négative, pourquoi, et quand ce travail sera-t-il fait?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1, 2 et 3. La classification des lots du comté de Témiscouata n'a pas encore été complétée, mais elle le sera dans le cours de l'été prochain.

### W. C. J. Hall, surintendant du parc national des Laurentides

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Quel est le traitement de M. W. C. J. Hall, surintendant du parc national des Laurentides?

2. M. Hall retire-t-il quelques autres sommes du budget de la province?

3. Dans l'affirmative, lesquelles et pour quelles raisons?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. \$2,000 par année comme surintendant de la protection des forêts et surintendant du parc national des Laurentides.

2. Oui.

3. \$400 par année comme inspecteur chargé de la mise à exécution, dans la province de Québec, de l'ordonnance 16570 de la Commission des chemins de fer du Canada, en date du 22 mai 1912, et de l'ordonnance 72 de la Commission des utilités publiques de la province de Québec, en date du 5 août 1912, concernant la protection des forêts contre le feu le long des chemins de fer et sur les terrains adjacents.

### Route de Lévis à Rimouski

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes pour la construction d'une route de Lévis à Rimouski?

2. Quand les travaux de cette route commenceront-ils?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Oui.

2. À l'étude.

### Loi des mines

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de faciliter les recherches minières en octroyant des demi-lots au lieu de lots entiers de 100 acres. Toutefois, on ne fera pas de concessions à moins de 40 acres. Jusqu'ici, les mineurs étaient forcés d'acheter un lot de 80 acres quand le minerai ne se trouvait que dans une trentaine d'acres. Ils auront désormais le droit d'acheter la moitié de cette quantité de terre à la fois.

La loi donnera au ministre plus de latitude pour réparer les erreurs commises dans l'octroi des lettres patentes. Elle donnera au ministère des Mines un contrôle plus effectif des travaux miniers.

En plus, pour une période de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, à raison de la distance et des difficultés qui résultent des courtes saisons que nous avons, de fixer, pour cette partie du golfe Saint-Laurent s'étendant de la rivière Aguanish vers l'est, le prix des concessions minières contenant du sable ferrifère, et de faire entrer dans le prix d'achat, pour le passé comme pour l'avenir, la proportion déjà payée par l'acquéreur comme rente annuelle, pour permis d'exploitation sur le même terrain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que cet amendement rend encore plus sévère la loi des mines telle qu'elle est et qui est déjà trop lourde à observer pour les chercheurs et les exploiters de mines.

Tous les jours, on fait annoncer, par des journaux ou par des circulaires que l'on répand partout, que la province de Québec est incomparable au point de vue des mines, que ces dernières sont d'une richesse inouïe. Cependant, si l'on consulte les rapports, on s'apercevra que les revenus provenant des mines sont à peu près nuls dans notre province. Quelle est la raison de cet état de choses? C'est que le gouvernement maltraite le chercheur de bonne foi et l'exploiteur sérieux. Il est accablé de difficultés avant de pouvoir jouir de la concession qu'il demande. D'un autre côté, on accorde trop de privilèges et trop de sollicitude à des compagnies qui, la plupart insolubles, font des victimes dans toute la province, faillissent et disparaissent. Plusieurs de ces compagnies minières, dirigées par des spéculateurs véreux, ont fait perdre des milliers de piastres à des citoyens de cette province. Jusqu'à

présent, le gouvernement n'a rien fait pour protéger la population contre ces spéculateurs. D'un autre côté, le ministre des Mines n'a encore rien fait pour renseigner le public sur la nature et la richesse de nos mines comme il n'a rien fait pour s'enquérir de la solvabilité des compagnies qui lui ont demandé des concessions. Pourquoi ne pas avoir encore publié, chaque année, un rapport des opérations de ces compagnies? On protégerait ainsi le public qui serait mis sur ses gardes.

Quel est le nombre des mines en exploitation dans la province?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je ne suis pas en état de répondre à cette question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelles sont les mines qui, à l'heure qu'il est, rapportent le plus de revenus?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Pour le moment, je ne serais pas en état de répondre à cette question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est actuellement le nombre des mineurs?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Pour l'heure, je ne serais pas en état de donner ce renseignement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** fait remarquer au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il n'avait pas le droit de parler deux fois sur la même question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est une idée très libérale.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** montre l'inanité du rapport que l'on publie chaque année sur les opérations minières. Aujourd'hui, dit-il, on nous arrive avec trois ou quatre pages de généralités qui datent de 1914 et l'on proclame que c'est cela, le rapport des mines de la province. Quand on présente une mesure aussi importante que celle qui est devant cette Chambre, le moins que nous puissions exiger, ce serait d'avoir sur les mines au moins des renseignements généraux et quelques détails sur les opérations passées et futures. Nous en sommes rendus, poursuit-il, pour obtenir ces renseignements, à compulser les rapports que font, à la fin de l'année, chaque banque et les autres grands corps financiers,

sur les opérations minières dans la province. Ces rapports, c'est assez triste à dire, sont encore plus complets que ceux que nous donne le gouvernement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Chaque mois, le département publie un rapport. Le rapport des opérations de l'année 1915 ne sera prêt que dans quelques jours. Il est impossible de le publier plus vite. L'industrie minière de la province de Québec est plus prospère que jamais en dépit de la crise causée par la guerre.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

### **Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Il rappelle qu'il y a six ans la Chambre a décidé la refonte du Code municipal qui était en vigueur dans la province depuis au-delà de 40 ans.

Une commission composée de l'honorable juge Mathieu, président, de l'honorable juge McCorkill et de M. L.-J. Gauthier a étudié l'ancien Code dans son ensemble et dans ses détails et a fait à la Chambre un rapport qui fut soumis à un comité conjoint de la législature, par lequel il a été étudié au cours des deux dernières sessions. L'an dernier, la Chambre a nommé des commissaires pour réviser et corriger le nouveau Code et c'est ce projet qui est maintenant soumis à la Chambre.

Il déclare que la commission de codification avait proposé des amendements que le comité de la législature a cru devoir modifier. Ce comité a fait aussi plusieurs ajouts au rapport soumis par la commission.

Le nouveau Code ne s'applique qu'aux villes et municipalités rurales qui n'ont pas une charte distincte.

L'article 5 du nouveau Code défend aux municipalités d'accepter des lettres de change et d'émettre des billets promissaires. Tous les achats devront être effectués en argent comptant.

La commission avait recommandé d'obliger toutes les municipalités à faire un budget au commencement de chaque année, mais le comité de la législature n'a pas cru que le temps était venu d'imposer cette tâche aux municipalités et a supprimé cet amendement.

La projet de la commission décrétait que l'entretien des chemins, des ponts et des cours d'eau serait désormais à la charge des municipalités. Le comité n'a pas cru devoir forcer les municipalités à se charger de cette obligation, qu'un grand nombre ne pourrait pas remplir. Il a décidé de laisser la municipalisation de ces travaux facultative.

Le nouveau projet décrète que les annexions des municipalités se feront suivant le système en vigueur pour la création et l'établissement des commissions scolaires. Le terme d'office du maire d'une municipalité est réduit à deux ans. L'élection du maire se fera par le peuple au conseil de comté.

Le quorum du bureau des délégués est porté de trois à quatre. On enlève au président de ce bureau son vote prépondérant. Il aura un droit de vote égal à celui des autres membres.

Le nouveau Code accorde le droit de vote aux fils de propriétaires qui habitent avec leurs parents, sauf sur les emprunts. À l'avenir, si le chef d'un conseil municipal refuse de signer ou d'approuver un document, il ne sera plus nécessaire de s'adresser aux tribunaux pour le forcer à le faire, le conseil pourra remplacer par une résolution l'assentiment du maire. Le Code décrète qu'à une séance spéciale un conseil municipal ne pourra s'occuper que des questions qui seront stipulées dans l'avis de convocation. Le chef du conseil n'a le droit de vote que lorsqu'il y a égalité des votes. Le secrétaire-trésorier d'une municipalité est obligé de déposer au bureau d'enregistrement une copie des règlements concernant les chemins et les cours d'eau pour éviter la perte de ces documents qui arrive très souvent et aussi pour faciliter aux contribuables le moyen de savoir si ces documents existent.

La commission avait proposé la nomination d'un inspecteur municipal dans toutes les municipalités au lieu d'un inspecteur d'arrondissement, mais le comité de la législature a cru devoir laisser la chose facultative, de sorte que les municipalités pourront avoir l'un ou l'autre ou les deux à la fois. Il avait aussi été suggéré par les commissaires la nomination d'inspecteurs généraux pour la surveillance des travaux de voirie, mais le comité a considéré que le temps n'était pas venu de recourir à cette nomination et qu'il valait mieux laisser cette surveillance aux officiers du département de la Voirie.

Le nouveau Code décrète que le maire et les conseillers d'une municipalité devront savoir lire et écrire couramment. Il accorde le droit de vote aux contribuables sans qu'il leur faille payer leurs taxes. La date des élections municipales est changée. Les

élections se feront le troisième mercredi de janvier au lieu du deuxième lundi. Il y aura une élection chaque année pour trois conseillers.

La durée du mandat des conseillers est réduite de trois à deux ans.

La contestation d'une élection se fera à l'avenir par action ordinaire avec un dépôt de \$100.

Il ne sera plus nécessaire pour les municipalités de publier dans les journaux les avis municipaux. Quant aux règlements, ils devront être précédés d'un avis de motion et ne seront adoptés qu'à une séance subséquente du conseil.

La commission, appuyée en cela par le comité de la législature, a supprimé un certain nombre d'articles de l'ancien Code dont les dispositions se retrouvent dans les statuts refondus de la province ou dans le Code criminel. Elle a aussi réuni en un seul chapitre les dispositions relatives aux chemins, aux ponts et aux cours d'eau.

Les commissaires avaient suggéré de faire nommer par le gouvernement, pour chaque district, des auditeurs chargés de l'examen des comptes des municipalités. Le comité n'a pas maintenu cette disposition qu'il a jugée onéreuse pour certaines municipalités.

Le nouveau Code stipule que cette nomination d'auditeurs ne se fera que sur demande de cinq électeurs.

Le projet de la commission recommandait l'imposition des biens religieux, conformément aux dispositions de la loi des cités et villes, pour l'entretien des chemins et des cours d'eau et pour l'éclairage. La commission disait que cet amendement était raisonnable et suggérait alors que le coût des travaux faits par les municipalités fût réparti également entre les propriétaires.

Le projet du Code actuel ne recommande l'imposition des biens des fabriques et des autres biens religieux que dans les cas où les chemins seront municipalisés, pour l'éclairage ou pour l'achat d'engins pour la protection contre le feu. Lorsqu'il n'y a pas de municipalisation, l'ancienne loi subsiste.

On s'est alarmé en certains quartiers et on dit que nous allons briser certaines traditions respectables, déclare-t-il. Je crois qu'on s'est mépris sur la portée de l'amendement. On a demandé si les autorités religieuses avaient été consultées au sujet de cette loi. Je dois dire que les autorités religieuses catholiques, de leur propre mouvement, ont compris l'importance des progrès de la voirie et des progrès généraux, et elles nous ont fait savoir qu'elles approuvaient ces dispositions et qu'elles étaient prêtes à payer leur part des améliorations publiques.

Tout ce que nous proposons n'est que pour prévoir les cas de municipalisation. Si la loi, telle qu'elle est, prête à ambiguïté, nous sommes prêts à la rendre plus claire de façon à dissiper tout doute.

Au sujet des emprunts municipaux, on a transporté dans le nouveau Code les dispositions de l'acte des cités et villes au sujet des fonds d'amortissement et des autres obligations. Le pouvoir d'emprunt des conseils de comté a été réduit de 20% à 5%, et celui des conseils locaux de 20% à 10%.

Au sujet des évaluations, le nouveau Code décrète qu'il faudra procéder par des commissaires expropriateurs ou arbitres au lieu d'évaluateurs. Le droit d'appel à la Cour de circuit ou au conseil de comté est aboli.

Il dit que le nouveau Code a été très bien fait et il félicite les commissaires de leur excellent travail.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Il ne s'agit pas d'une affaire de parti, et les députés de l'opposition travailleront de concert avec le gouvernement pour évaluer chaque article à son mérite.

Le gouvernement, dit-il, a nommé une commission pour nous donner un nouveau Code municipal. Il a nommé, pour faire ce travail, une commission ayant à sa tête l'honorable juge Mathieu, un homme très versé dans les lois municipales et possédant une longue expérience légale et administrative. Ce dernier a préparé des amendements empreints de sa longue expérience en affaires municipales, tant comme juge que comme notaire, ancien député et ancien maire.

Si l'on étudie le développement de notre système municipal, on constate que, jusqu'à 1840, nous n'avions pas de système municipal proprement dit. Avec l'ordonnance de lord Sydenham, notre province a été organisée par la création de conseils de districts qui soulevèrent une certaine hostilité chez une partie de la population rurale, tout comme l'avait fait l'établissement du système scolaire. Mais, peu à peu, on s'est habitué à cette nouvelle organisation qui s'est développée, surtout après la promulgation du Code municipal en 1871.

Toutefois, la création de centres urbains régis par des lois particulières et le mouvement progressif de certaines municipalités ont fait naître un état de choses où il semble manquer de la coordination et de la méthode. De là, de grandes difficultés et des contestations nombreuses. Il est d'avis qu'il n'y a pas suffisamment d'uniformité parmi les conseils municipaux. Certains conseils sont progressistes, d'autres avancent dans des ornières.

Dans l'esprit du juge Mathieu et des autres membres de la commission de refonte, on a organisé un système pour établir cette coordination et pour donner un fonctionnement uniforme à l'administration municipale dans la province. Ainsi, la nomination d'un surintendant des travaux municipaux assurerait la mise à exécution des ordonnances municipales dans la province. De même la municipalisation des chemins, préconisée par la commission de refonte, ferait disparaître ce manque d'harmonie dans la confection des chemins et des routes publiques et assurerait une exécution uniforme et progressive de ces travaux. Or, le gouvernement met de côté ces réformes suggérées par les commissaires et se contente d'apporter des changements de détail à l'ancienne loi.

Il déplore qu'on ait fait de ces refontes une affaire de détails. Pour lui, il aime mieux l'ancien Code.

Il parle de la classification des routes qu'il trouve fort mal faite. Indiquant certaines sections du nouveau Code, il montre comment les routes ont été divisées en trois catégories: les chemins de terre, les routes de gravier et les routes en macadam. Les chemins de terre sont décrits comme des chemins ne contenant ni gravier ni macadam. Donc, selon le Code, une route faite de béton pourra toujours être considérée comme un chemin de terre.

**Une voix du gouvernement:** C'est l'œuvre du juge Mathieu.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Le résultat, c'est que l'ancien Code disparaît et l'on y substitue un nouveau livre que le public va être tenu d'apprendre et avec lequel tous ceux qui s'intéressent aux choses municipales devront se familiariser, livre sans réforme véritable pour la province.

Quant aux immunités de certains biens, la réforme suggérée par le gouvernement, tout en énonçant le principe de non-taxation de certains biens, restreint ces mêmes biens à tous les travaux publics, chemins, ponts, éclairage, eau, etc. En réalité, ces immunités disparaissent en entier.

Il conclut à la nécessité de donner à nos villes et à nos villages la plus grande somme d'autonomie possible.

**M. Tellier (Joliette)** déclare qu'il a fait partie du comité parlementaire chargé de publier la réforme du Code municipal. Assidu aux séances d'abord, il s'en est plus tard désintéressé en constatant qu'on voulait écarter les réformes essentielles et qui s'imposaient.

Le premier ministre, dit-il, vient de donner un précis des changements qui ont été opérés à l'ancien Code. Certains d'entre eux pouvaient être nécessaires, mais ce ne sont pas ceux-là qui semblent avoir été faits.

La commission était en cela de connivence avec le gouvernement. Les ministériels ont craint d'imposer certaines réformes dont ils admettent eux-mêmes l'inutilité de crainte d'indisposer l'électorat.

Le gouvernement, par exemple, est d'opinion, il en est sûr, que la municipalisation des travaux publics est le meilleur système. Il a donné, avec le concours de l'opposition, des primes généreuses aux municipalités qui s'en voulaient charger. Pourquoi le gouvernement, de crainte d'indisposer certaines catégories d'électeurs, a-t-il négligé de l'imposer?

Pourquoi obliger la population, familière avec le Code jusqu'ici en vigueur, à en apprendre un nouveau s'il n'y a que des changements de détails? Les procès étaient devenus rares, tous les points obscurs ayant été rendus clairs par une longue jurisprudence. Pourquoi tout bouleverser ce système pour des questions de détails? Car, dans tout ce que le premier ministre a cité dans son analyse habilement faite, il n'y a pas un seul amendement qui apporte une réforme nécessaire.

Il rappelle alors comment s'est fait le travail du comité dont il était membre. Au premier article important, à la suggestion des ministres, on a réservé le changement préconisé par les commissaires de la commission extra-parlementaire. Il en a été ainsi du deuxième et du troisième et ceux-ci ont subi à la dernière séance le sort des saints Innocents.

C'est, en somme, le vieux Code refondu avec des changements qui ne sont pas toujours pour le mieux. On a changé le livre, mais non pas la loi.

Si on lui demandait ce qu'il aurait fait, lui, par exemple, à la place du gouvernement, il n'hésite pas à répondre qu'il l'aurait adopté sans hésiter. L'opinion publique y était préparée depuis trois ans.

Il cite un autre cas où le gouvernement a eu peur de braver l'opinion: les chemins doubles. On les a adoptés à Joliette et même dans le comté du ministre des Terres (l'honorable M. Allard). Il a fallu pour cela braver des préjugés. Aujourd'hui, on s'en trouve bien. Des charges deux fois plus fortes peuvent être véhiculées sur les routes d'hiver. Le gouvernement a eu peur.

Il émet l'espoir que le gouvernement acceptera les suggestions sensées qui lui seront faites en comité plénier. Pour lui, il mettra sa modeste expérience à sa disposition. Ce n'est pas une affaire de parti, comme a dit si bien le chef de l'opposition, tout le monde veut travailler dans l'intérêt de la province.

Il ajoute un mot de regret à l'adresse du vieux Code municipal que l'on va enterrer et qui valait mieux que sa réputation, comme disait le premier ministre, pour ceux qui voulaient se donner la peine de l'étudier. Il n'a qu'un souhait à exprimer, c'est que le nouveau vaille autant.

**L'honorable M. Allard (Drummond)** assure le député de Joliette (M. Tellier) que le gouvernement est prêt à recevoir les suggestions de tous les députés, quels qu'ils soient, pour que nous ayons le meilleur Code possible.

Il fait remarquer que le député de Joliette, qui a collaboré au travail du comité de refonte, a sauté par-dessus certains articles tout comme l'ont fait les autres membres du comité.

Il cite plusieurs innovations heureuses du nouveau Code qui sont appelées à rendre de grands services, entre autres l'abolition de l'appel des décisions au sujet d'évaluation, etc.

Quant à la municipalisation des chemins, il a toujours été pour cela, mais il ne faut pas oublier l'autonomie des municipalités.

Sur le sujet des immunités des biens religieux, on a tort de s'alarmer. La plupart des aqueducs des campagnes sont possédés par des compagnies ou des particuliers qui vendent l'eau à tout le monde et qui la font payer, cela va de soi. La même chose existe pour l'éclairage dans la plupart des cas. Quand on s'éclairait au pétrole, personne n'a jamais songé à forcer les marchands de pétrole à donner l'éclairage gratuitement aux fabriques.

Les nouvelles clauses sont mises dans la loi uniquement pour le cas où ces services, qui sont actuellement entre les mains des particuliers, seraient municipalisés.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que le comité général, auquel le bill 19 a été renvoyé, soit autorisé à examiner le projet de Code municipal qui a été déposé sur le bureau le 14 janvier 1916, tout comme si ce projet faisait partie du bill 19, à titre d'annexe.

Adopté.

#### **Route Lévis-Montréal**

**M. Francoeur (Lothbinière)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Galipeault),

que la motion du représentant de Lotbinière (M. Francoeur) pour un ordre de la Chambre pour copie de résolutions adressées au ministère de la Voirie par certains conseils municipaux des comtés de Lévis, de Lotbinière et de Nicolet se rapportant à une route projetée, Lévis-Montréal, sur la rive sud, soit inscrite sur le feuilleton jusqu'à sa prise en considération.

Adopté.

#### **La Presse Publishing Company Limited**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 63 pour changer les fiduciaires d'une partie du capital-actions de La Presse Publishing Company Limited.

**Des voix** demandent des explications.

**M. Lévesque (Laval)** refuse. Il promet des explications lors de la seconde lecture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôts à l'extérieur du Québec**

**M. Fortier (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 172 remplaçant l'article 30 du Code de procédure civile au sujet de certaines dépositions reçues en dehors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Immeuble du no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, Québec**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le no 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 amendement et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Sunday School Union of Montreal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 amendement la charte de la Sunday School Union of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Quartier Bordeaux de Montréal, terres en culture**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 pourvoyant à une évaluation uniforme des terres en culture situées dans le quartier Bordeaux, en la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Roberval**

**M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 amendement la charte de la ville de Roberval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Shawinigan Water & Power Company**

**M. Cannon (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 amendement la charte de The Shawinigan Water & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Chef-lieu du comté de Pontiac**

**M. Campbell (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 changeant le chef-lieu du comté de Pontiac et l'établissant dans le village de Campbell's Bay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire  
de Maisonneuve**

**M. Desaulniers (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 conférant certains pouvoirs à la commission scolaire de Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 12 relatif à l'authentification de certains registres et livres d'enregistrement dans le district de Terrebonne sans amendement.

La séance est levée.

---



Séance du vendredi 4 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield;

- bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

- bill 134 constituant en corporation The Civic Investment & Industrial Company.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 161 concernant la succession de feu Jean de la Croix, Joseph Comte n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 60 annexant la municipalité scolaire de Saint-Édouard à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 66 annexant la municipalité scolaire distincte de la paroisse Saint-Michel-Archange de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal.

Votre comité a examiné le bill 81 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal et l'a adopté sans amendement.

Votre comité fait aussi rapport qu'il a rejeté le bill 58 annexant la municipalité scolaire de la paroisse d'Hochelaga, dans le comté de Maisonneuve, à celle des écoles catholiques de Montréal.

**Succession de J. Gagnon père, vente d'immeubles**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** pour **M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 165 concernant un acte de donation, en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils *et al*, autorisant la vente de certains immeubles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de pharmacie**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

**Des voix de l'opposition** réclament des explications.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** déclare qu'il s'agit d'une refonte de la loi de pharmacie.

**M. Tellier (Joliette):** Alors, le titre n'est pas exact.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Écoles techniques**

**M. Bernier (Lévis):** 1. Quelles sont les écoles techniques dans la province? Où sont-elles situées?

2. Quel est le nombre de professeurs de chacune, leur nom et le salaire de chacun d'eux?

3. Quel est le nombre des élèves de chacune d'elles?

4. Combien d'élèves ont obtenu des diplômes de ces écoles?

5. Qu'est-il advenu de ces élèves?

6. Combien ont coûté la construction, l'ameublement et l'outillage de chacune de ces écoles?

7. Combien le gouvernement a-t-il payé pour leur entretien et autres dépenses s'y rattachant, depuis la fondation de chacune de ces écoles?

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):**

1. École technique de Montréal, à Montréal; École technique de Québec, à Québec; École technique de Shawinigan Falls, à Shawinigan Falls; École technique de Sherbrooke, à Sherbrooke; École technique de Beauceville, à Beauceville.

## 2. École technique de Montréal :

Machéras, Alexandre, principal .....	\$ 2,000.00
Bélanger, J.-A., professeur .....	1,600.00
Cinq-Mars, J.-H., " .....	1,600.00
Chartier, J.-A., " .....	1,500.00
Landreau, G., " .....	1,500.00
McLeish, I., " .....	1,800.00
McFee, M. C. C., " .....	1,700.00
Alward, E. T., " .....	1,600.00
Gratiot, L., chef des travaux d'ateliers...	2,000.00
Roberge, F., contremaître .....	1,200.00
Abran, F., " .....	1,100.00
Braem, P., " .....	1,200.00
Morgentaler, E., " .....	1,100.00
Girouard, J., " .....	1,200.00
Gourdin, C., " .....	1,200.00
Biscayart, " .....	1,300.00

## École technique de Québec :

Buteau, A., professeur .....	\$ 1,400.00
Désy, J.-R.-A., " .....	1,400.00
Koetx, M., " .....	1,400.00
Lacroix, W., " .....	1,200.00
Vaillancourt, W., " .....	1,400.00
Giaque, M., contremaître instructeur .....	1,200.00
Guillaume, J., " " .....	1,050.00
Rousseau, A., " " .....	1,050.00
Vézina, A., " " .....	1,050.00

## École technique de Shawinigan Falls :

Morris, J. V. L., principal .....	\$ 2,200.00
Meddick, W. H., professeur .....	1,500.00
Gregg, J. M., " .....	1,200.00
Fournier, Émeric " .....	900.00
Daemen, F. H., " .....	100.00
Brunet, J.-O.-S., " .....	100.00
Nish, W. S., " .....	100.00

## École technique de Sherbrooke :

DeValter Chs-A., professeur .....	\$ 700.00
Lemay, l'abbé L., " .....	300.00
Caron, l'abbé E., " .....	300.00

École technique de Beauceville :  
5 professeurs religieux

3. École technique de Montréal .....	720
École technique de Québec .....	319
École technique de Shawinigan .....	184
École technique de Sherbrooke .....	11
École technique de Beauceville .....	40

## 4. École technique de Montréal .....

En outre, il a été accordé 211 certificats de capacité aux élèves qui ont suivi les cours du soir.	
École technique de Québec .....	19
École technique de Shawinigan : n'a pas encore d'élèves diplômés, vu qu'aucun d'eux n'a encore atteint la quatrième année.	
École technique de Sherbrooke : ne donne que des certificats de capacité.	
École technique de Beauceville .....	13

5. École technique de Montréal : tous ces jeunes gens sont entrés dans l'industrie pour y exercer leurs diverses spécialités de mécanicien, électricien, menuisier, forgeron, fondeur, dessinateur. Beaucoup ont déjà une situation fort enviable, étant donné leur âge. Certains ont même essayé de s'établir à leur compte. En général, les élèves sont appréciés comme en témoignent les nombreuses demandes d'anciens élèves adressées, cette année, à l'école.

École technique de Québec : tous sont entrés dans l'industrie, soit comme fondeurs, dessinateurs, mécaniciens, etc. Récemment, 5 anciens diplômés étaient à la Lauzon Engineering Coy, à Lévis; 4 aux usines Paquet, à Montmagny; 3 à Sherbrooke; 1 à la Eastern Canada Steel; 1 à Brownsberg; 1 à Montréal; 1 est soldat en France.

École technique de Shawinigan : la plupart de ceux qui ont suivi les cours du soir, après avoir reçu un certificat de capacité, sont entrés dans l'industrie.

École technique de Sherbrooke : après deux années de cours, ceux qui ont obtenu un certificat de capacité sont dirigés, selon leurs aptitudes, aux différentes écoles techniques, polytechniques, d'arpentage, forestières, ou placés dans des usines, comme dessinateurs. Cinq sont ingénieurs, 4 sont ingénieurs en électricité, 2 sont architectes, 4 sont arpenteurs, 3 sont assistants ingénieurs de ponts, 32 sont dessinateurs, 3 sont chimistes, 2 sont caricaturistes, 7 sont militaires.

École technique de Beauceville : ils sont placés dans les différentes branches de l'industrie.

6. École technique de Montréal .....	\$ 636,187.42
École technique de Québec .....	405,359.16

Une subvention de \$10,000, a été accordée à l'École technique de Beauceville, pour aider à payer le coût de sa construction. Les autres ne sont que des subventions privées, subventionnées par le gouvernement.

7. École technique de Montréal.....	\$ 228,000.00
École technique de Québec .....	197,411.50
École technique de Shawinigan.....	12,500.00
École technique de Sherbrooke .....	8,000.00
École technique de Beauceville.....	3,000.00

#### Taxe sur les successions

**M. Bérubé (Témiscouata):** Combien a rapporté annuellement, depuis sa création jusqu'à la fin de l'exercice financier expirant le 30 juin 1915, la taxe sur les successions?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

Exercice finissant le 30 juin

1893.....	\$ 40,313.59
1894.....	149,823.46
1895.....	162,535.50
1896.....	163,365.33
1897.....	229,441.72
1898.....	163,455.26
1899.....	287,995.63
1900.....	270,865.58
1901.....	163,511.38
1902.....	222,763.73
1903.....	153,820.55
1904.....	449,532.47
1905.....	183,382.19
1906.....	421,348.12
1907.....	568,278.63
1908.....	620,916.04
1909.....	634,445.18
1910.....	838,334.57
1911.....	1,072,027.20
1912.....	1,226,678.58
1913.....	1,064,108.60
1914.....	1,604,479.55
1915.....	1,660,853.15

#### Vins et spiritueux

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Le gouvernement possède-t-il les statistiques suivantes:

- a. Quel est le pourcentage d'alcool de la chartreuse?
- b. Même question pour la bénédictine.
- c. Même question pour le xérès (sherry).
- d. Même question pour le vin de messe.
- e. Même question pour la bière blonde (lager).
- f. Même question pour la bière brune (lager).
- g. Même question pour la bière (ale).
- h. Même question pour la bière noire (porter).
- i. Même question pour le vin de porto.
- j. Même question pour les vins de champagne, bourgogne et bordeaux.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

#### Chemin à Saint-Roch-des-Aulnaies

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quel est le montant de l'octroi promis par le gouvernement à la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies pour le gravelage du chemin de front du 1er rang, dans le cours de l'année 1915?

2. Ces travaux de gravelage ont-ils été acceptés par le gouvernement?

3. L'octroi promis a-t-il été payé, et à qui?

4. Dans la négative, pourquoi?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):**  
1. \$700.

2. Oui.

3. Non.

4. La municipalité n'a pas encore fourni la résolution exigée par l'article 2022b de la loi des bons chemins, de 1911, le délai pour produire ce document expirant le 8 février.

#### Protection des municipalités contre les incendies

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 20 amendement l'acte 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies.

Adopté.

### Loi des mines

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 9 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose: 1. Que le paragraphe 2 de l'article 2106 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1re session), chapitre 17, section 6, soit de nouveau amendé de façon que les concessions minières comprennent aussi, outre l'attribution ordinaire de 5% pour les chemins dans les cantons arpentés et subdivisés et dans les seigneuries, une étendue de pas moins d'un demi-lot, tel que la demie nord, la demie sud, la demie est ou la demie ouest, selon le cas, mais de façon toujours que chaque concession ne puisse excéder 200 acres, ni admettre de fractions de lots s'il s'agit de lots de moins de 80 acres, sauf les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 2113.

Adopté.

2. Que, pour une période de deux années à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur la présente résolution, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, à raison de la distance et des difficultés résultant des courtes saisons, de fixer, pour cette partie du golfe Saint-Laurent s'étendant de la rivière Goynish vers l'est, le prix des concessions minières contenant du sable ferrière, et à faire entrer dans le prix d'achat, pour le passé comme pour l'avenir, la proportion déjà payée par l'acquéreur comme rente annuelle, pour permis d'exploitation sur le même terrain.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

demande que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé de l'étude du bill 9 modifiant la loi des mines de Québec.

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 9 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

#### L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### M. Cousineau (Jacques-Cartier):

Je crois de mon devoir d'exprimer au nom de toute la Chambre la sympathie profonde que nous éprouvons à l'adresse des familles des malheureuses victimes qui ont péri dans l'incendie qui a détruit les édifices du Parlement d'Ottawa. Je concours en cela dans le sens du message adressé, ce matin, par le premier ministre de cette province au premier ministre du Canada. C'est vers les parents d'abord de ces victimes innocentes que doivent aller toute notre sympathie et tous nos regrets. Toute la population du Canada sympathise avec les proches des disparus.

Quant aux pertes matérielles, continue le chef de l'opposition, tout en les déplorant sincèrement, tout en réalisant leur énormité, nul doute que le peuple canadien-français saura supporter courageusement l'épreuve qu'elles déterminent et, quelles que soient les causes, elles seront reçues avec autant de calme que de courage. Les pertes matérielles, quelles qu'elles soient, peuvent toujours se supporter et nous les supporterons.

Je ne sais pas ce que va faire le gouvernement central dans la lourde épreuve qui l'accable aujourd'hui; il se trouve placé dans une cruelle impasse. Il était à délibérer sur les questions les plus importantes qui ont jamais été étudiées en ce pays

depuis l'époque de la Confédération; il allait se mettre à discuter et à étudier les dépenses qu'il allait faire pour venir en aide à la cause des alliés. La catastrophe d'hier va lui créer toutes sortes d'ennuis.

Mais, si ces ennuis sont causés par le local, qui lui manque maintenant, il n'y a pas de doute que le gouvernement de Québec ferait son devoir en lui offrant même son local pour permettre aux députés d'Ottawa de continuer leurs importantes délibérations si la chose devenait nécessaire.

Nous sommes unanimes à ressentir la perte immense que le pays fait aujourd'hui, mais, tous, nous avons confiance que nous ne nous laisserons pas abattre par cette épreuve.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** rappelle que, le matin même, il a adressé au premier ministre du Canada un message de sympathie en lui disant que, si elle pouvait lui être utile, la province de Québec était à la disposition du gouvernement du Canada.

Il s'unit au chef de l'opposition pour offrir ses sympathies aux familles des victimes de cette terrible catastrophe. La province de Québec, ajoutait-il, est celle qui est la plus éprouvée. Elle perd, en effet, deux femmes très distinguées, dont l'une habitait Québec, et M. J.-B. Laplante, greffier de la Chambre, qui comptait beaucoup d'amis parmi les députés de cette Chambre. C'était un homme d'un caractère irréprochable, d'une habileté exceptionnelle et aussi un membre du Barreau du Québec. Pour cela, nous devons sympathiser davantage avec les familles éprouvées. Sans aucun doute, toute la population du Canada offre ses sympathies. Le chef de l'opposition a dit que ce malheur n'affectera pas notre courage. Nous avons, en effet, subi déjà bien d'autres épreuves que ce courage a supportées sans faiblir; il en sera de même de celle-ci.

Les travaux qu'accomplit actuellement le gouvernement fédéral sont d'un intérêt capital. Je vois, par les journaux, que le Parlement a siégé aujourd'hui même dans un autre local qui lui appartient. À tout événement, si le gouvernement central a besoin de l'hospitalité québécoise, notre cœur et nos biens lui seront ouverts et, si nous pouvons rendre quelques services, nous sommes à son entière disposition. Nous attendons les événements, et tout ce que nous pourrons faire, nous le ferons avec plaisir.

La proposition est adoptée.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose de nouveau: 1. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille quatre cent cinq piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Il donne de l'information au député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) concernant l'emprunt de \$6,000,000 émis l'an dernier à New York. Le député de Joliette (M. Tellier) est avisé que des copies imprimées du budget de cette année seront acheminées aux députés.

La proposition est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille deux cent quatre-vingt-une piastres et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande s'il n'y aurait pas moyen de réduire les dépenses pour impression. Il considère que le montant est quelque peu élevé et voudrait davantage d'économies dans la distribution des rapports et documents, en disant que la plupart d'entre eux se retrouvaient dans la corbeille à papier au cours de la session.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le gouvernement ne fait imprimer que les documents dont l'impression est ordonnée par la Chambre. Les travaux d'impression faits ici sont les mêmes que dans tout autre Parlement.

**M. Tellier (Joliette)** fait remarquer que le parquet est souvent couvert de documents qui ne servent à rien et qui vont au panier. Le gouvernement pourrait exercer une plus grande économie dans l'impression et la distribution des bills et des rapports que l'on jette avec une trop grande désinvolture et dont on emplit des sacs à la fin de chaque séance. Aujourd'hui, loin de diminuer la somme allouée à ces impressions, on l'augmente de \$10,000. C'est loin d'être de l'économie.

La proposition est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)**: Pourquoi cela?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**: On demande ce crédit en vue des élections partielles. Cela est voté chaque année depuis la Confédération.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** dit qu'il serait heureux de savoir quelles seront les élections partielles de cette année. Puisque l'on fait voter de l'argent à cet effet, c'est donc que l'on va en faire quelques-unes.

Il veut savoir pourquoi les élections partielles n'ont pas été faites.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que le gouvernement a fait comme celui d'Ottawa qui devait avoir de bonnes raisons de ne pas faire les élections qu'il avait à faire.

Il n'a absolument rien à dire à ce sujet. Du reste, si le chef de l'opposition veut en savoir plus long, il lui dira que ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire aucune élection pour le présent. À tout événement, l'opposition sera prévenue.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)**: Vous ne pouvez pas priver sept comtés de représentation sans fournir une bonne raison.

**M. Tellier (Joliette)** se plaint que le gouvernement n'applique pas les lois.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)**: Ottawa a tenu des élections partielles, et il veut obtenir un aveu du gouvernement concernant des élections générales.

**Une voix du gouvernement** demande quand les élections auront lieu à Ottawa.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** dit qu'il ne partage pas les secrets du gouvernement d'Ottawa.

La proposition est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rapportant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., S. R. Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

**M. Tellier (Joliette)** demande au trésorier (l'honorable M. Mitchell) si la prohibition votée dans un si grand nombre de paroisses n'a pas contribué à diminuer le coût de la perception des licences et s'il ne devrait pas y avoir une surveillance particulière pour supprimer dans ces endroits la vente illicite des liqueurs alcooliques.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit que les officiers du revenu font un excellent service de surveillance.

**M. Tellier (Joliette)** demande s'il y a plus de plaintes qu'auparavant dans les endroits où la prohibition a été votée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit qu'il ne peut pas dire qu'il y en a plus, mais qu'il y en a comme dans les autres localités.

**M. Tellier (Joliette)** se prononce en faveur d'une surveillance honnête et respectable par les officiers du revenu, mais s'oppose à ce que ceux-ci induisent les gens à enfreindre la loi pour les poursuivre ensuite. Ce système se pratique sans cesse, dit-il.

Les différents trésoriers ont toujours soutenu être en désaccord avec de tels procédés, mais ceux-ci sont encore largement utilisés. Il connaît des individus qui vont d'une ville à l'autre et qui parfois demeurent à un endroit pendant des semaines. Ils tentent d'acheter de l'alcool sous un prétexte quelconque et, finalement, prétextant la maladie ou quelque chose d'autre, parviennent à s'en procurer pour ensuite donner de l'information sur ceux qui leur ont fourni cet alcool.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit que le département n'approuve pas ce système et que les officiers du revenu ne se rendent pas coupables de cela. Il considérerait que tout officier agissant de cette manière serait davantage coupable que celui qui aurait violé la loi.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)**: Nous sommes une province de bureaucrates. Il s'élève contre le coût trop élevé de l'administration civile. Il dit que le mode de gouvernement que la province possède suffirait pour une population de 50,000,000.

Le Conseil législatif siège à peine trois jours. Nous, de cette Chambre, nous faisons plus de travail, mais nous ferions encore mieux si nous étions seulement la moitié moins. La majorité devrait retourner à la ferme. Il trouve qu'il y a trop de fonctionnaires publics et qu'il faudra en venir tôt ou tard à une diminution du coût de l'administration.

Il se plaint en particulier des taxes qui retombent sur les citoyens de cette province, taxes qu'il prétend lourdes et injustes. Bon Baptiste est bien patient et généreux, il se fait voler par tout le

monde. Ce sont d'abord les commissions scolaires qui le volent, puis le curé, les municipalités, le gouvernement provincial et bien d'autres corporations. Cela me fait penser à cet homme qui mourrait assisté de son curé et de son médecin et qui dirait: Mon Dieu, ayez pitié de moi, car je meurs entre deux voleurs.

Si l'administration de cette province était confiée à un vrai homme d'affaires, il nous congédierait tous, dit-il. Il administrerait la province à 50% du coût actuel et le ferait deux fois mieux que nous.

Il dit au trésorier que, alors qu'on prêche l'économie dans le discours du budget, il y a eu une augmentation d'au moins 10% à chacun des postes budgétaires par rapport aux prévisions. Il met le trésorier au défi de montrer un seul poste budgétaire ayant été réduit.

**M. Tellier (Joliette)** parle de la taxe sur les automobiles qui a rapporté au gouvernement, l'an dernier, la somme de \$180,000. Il se plaint que le gouvernement ne fait pas assez observer la loi des véhicules-moteurs. On se contente, dit-il, de collecter les taxes et on laisse faire ensuite les automobilistes à leur guise. Aussi, la vie des piétons, surtout à la campagne, est trop souvent en danger. Ces taxes que l'on a imposées sur ces voitures avaient leur raison d'être en autant qu'elles étaient de nature à faire observer les lois. Si l'on a fait fi de celles-ci, abolissons les taxes. Les automobilistes vont trop vite, et ils négligent de porter des numéros et des lumières. Certains n'ont ni l'un ni l'autre.

La proposition est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne

**M. Cannon (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Jean-Marie Richard**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 127 autorisant Jean-Marie Richard à exercer la profession d'avocat, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Perron (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société d'histoire naturelle  
à Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 amendant la charte de la Société d'histoire naturelle à Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, à 8 h 15 du soir.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

---



Séance du lundi 7 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine et autres, demandant une loi remettant en vigueur et amendement la charte de ladite compagnie, est régulière et suffisante, que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis, que l'avis n'est pas complètement donné, mais, attendu qu'il le sera quand le bill sera pris en considération par le comité des chemins de fer, en conséquence votre comité désire recommander la suspension de l'article 507 du règlement afin que le bill puisse être présenté. Adopté.

**Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 166 remettant en vigueur et amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sainte-Eulalie, comté de Nicolet**

**M. Trahan (Nicolet)** demande la permission de présenter le bill 178 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, pour fins électorales, municipales, d'enregistrement et judiciaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse Saint-Pierre-aux-Liens**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 119 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Trois-Rivières**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 amendement la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

**En comité:**

Le préambule et les articles 1 et 2 sont adoptés.

**M. Trahan (Nicolet)** propose de retrancher l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article suivant est ajouté après l'article 53 de la charte de la cité, 5 George V, chapitre 90:

"53a. Sujet à la "Loi des licences de Québec", aux lois de tempérance et au règlement de prohibition en vigueur, le conseil pourra acquérir des terrains et des bâtisses, ou en construire de nouvelles, pour ouvrir ou obtenir des hôtels de tempérance, ou des auberges ou autres débits de liqueurs enivrantes quand ils pourront être ouverts ou tenus légalement."

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Y a-t-il des raisons pour retrancher cette clause?

**M. Trahan (Nicolet):** Les promoteurs du bill ont décidé de supprimer l'article.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** L'honorable ministre (l'honorable M. Tessier) a changé d'opinion depuis la réunion du comité des bills privés.

**L'honorable M. Tessier (Trois Rivières):** Avant cela. Il demande au chef de l'opposition (M. Cousineau) s'il est content.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Je crois que je suis content, puisque j'ai été contre cette clause. Mais le ministre (l'honorable M. Tessier) ne doit pas l'être autant, je suppose, puisqu'il a défendu ces clauses avec une énergie qu'il ne niera pas sans doute. Il constate avec plaisir que le ministre de la Voirie, maire de Trois-Rivières, s'est converti.

L'article est retranché.

L'article 4 est adopté.

**M. Trahan (Nicolet)** propose que l'article 5, lequel se lit comme suit, soit retranché:

"5. Les paragraphes suivants sont ajoutés, pour la cité, après le paragraphe 9 de l'article 5684 des statuts refondus de Québec, 1909:

"10. Pour indemniser les porteurs de licences d'auberge et autres débitants de liqueurs enivrantes, ainsi que les propriétaires de brasseries, soit en leur payant un montant d'argent ou en achetant leur propriété, pour les dommages subis par suite de l'établissement de la prohibition de la vente des liqueurs enivrantes dans la cité;

"À cette fin, le conseil pourra nommer une commission composée de ses membres, ou d'autres personnes, pour fixer les divers montants à être ainsi payés.

"Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe ne peut entrer en vigueur qu'après avoir été approuvé par les propriétaires fonciers, conformément à la charte.

"11. (a) Pour tenir des expositions sur la propriété achetée de l'Association agricole du district des Trois-Rivières;

"(b) pour nommer, pour l'organisation et l'administration de ces expositions, des personnes ou commissaires qui seront comptables envers elles. Le terrain faisant partie de ladite propriété pourra aussi être utilisé et employé pour d'autres fins d'amusements, de récréations et d'utilités publiques.

"L'acte intervenu entre l'Association agricole du district des Trois-Rivières et la cité des Trois-Rivières, le 18 novembre 1915, devant Me Charles-Édouard Vigneau, notaire, et reproduit dans la cédule A annexée à la présente loi, est ratifié à toutes fins que de droit et est déclaré valide et légal."

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Mais c'est tout le bill de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) qui s'en va.

L'article est retranché et l'article 6 est adopté.

**M. Trahan (Nicolet)** propose que l'article 7, lequel se lit comme suit, soit adopté:

"7. L'article suivant est ajouté après l'article 89 de la charte de la cité, 5 George V, chapitre 90:

"89a. Les billets ou bons temporaires du Trésor mentionnés dans l'article 89 de la charte de la cité pourront être émis et négociés sans qu'il soit passé un règlement émettant des débentures ou obligations pour tels billets ou bons."

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** et **M. Bernier (Lévis)** critiquent l'article.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** La Législature ne devrait pas priver l'électeur de son droit de voter sur un emprunt en interdisant aux municipalités de tenter d'obtenir des privilèges de cette nature.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** défend l'article en disant que les billets ou bons ne seraient que temporaires pendant que la cité attendrait un marché favorable pour placer ses débentures ordinaires.

L'article est adopté.

**M. Trahan (Nicolet)** propose que l'article 8, lequel se lit comme suit, soit adopté:

"8. La corporation de la cité des Trois-Rivières est spécialement autorisée à emprunter les montants ci-après indiqués:

"1. Cinquante mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration et à la construction de l'aqueduc;

"2. Cinquante mille piastres à être exclusivement affectées aux travaux nécessaires pour le drainage et les égouts;

"3. Cinquante mille piastres à être exclusivement affectées au pavage et au macadamisage des rues de la cité;

"4. Dix mille piastres à être exclusivement employées à couvrir le déficit de la construction de l'hôtel de ville et certaines améliorations à venir;

"5. Des cent mille piastres à être exclusivement employées à l'établissement et à la construction d'usines municipales;

"6. Cent mille piastres à être exclusivement employées à l'achat et à l'amélioration du terrain de l'exposition;

"7. Cent mille piastres à être exclusivement employées pour indemniser les personnes mentionnées au paragraphe 10 de l'article 5684 des statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'édicte par la section 5 de la présente loi.

"L'article 5788 des statuts refondus de Québec, 1909, ne s'appliquera pas à ces obligations. La cité pourra toujours négocier ses obligations en dessous du pair."

**M. Cousineau (Jacques-Cartier) et M. Bernier (Lévis)** critiquent l'article.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** dit que c'est contraire aux principes des cités et villes et insiste pour tenir un vote.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** dit que ce n'était pas l'intention du conseil municipal de Trois-Rivières d'exploiter lui-même ces usines, mais qu'il les construirait pour les louer ensuite à certaines industries.

L'article est adopté. Les articles 9 et 10 sont également adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Trahan (Nicolet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 85 concernant la construction des soubassements d'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de la Salle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Beaconsfield**

**M. Perron (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 amendant la charte de la ville de Beaconsfield.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Perron (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Civic Investment & Industrial Company**

**M. Therrien (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 134 constituant en corporation The Civic Investment & Industrial Company.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Therrien (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Municipalité scolaire du village de Villeray**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 annexant la municipalité scolaire du village de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** veut connaître l'opinion du premier ministre (l'honorable M. Gouin) sur l'annexion en masse des municipalités scolaires à la grande commission.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** ne peut dire encore ce qu'il fera, l'enquête n'étant pas finie. Il croit que la Chambre devra se prononcer sur le mérite du bill, car la majorité paraît avoir passé outre à la question à l'étude.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** L'étude du bill devrait en rester là jusqu'à ce que les autres bills de même nature soient présentés en Chambre. Il veut obtenir copie de toute correspondance et de tout document concernant la situation financière de toutes les commissions scolaires indépendantes de Montréal.

Il demande que le bill de la commission de Villaray de même que les autres de même nature figurant sur le feuilleton soient ajournés pour étude en même temps que le bill de l'annexion générale des commissions.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** décide de permettre que l'étude en reste là. Il signale qu'il est important de se rappeler que ces questions doivent être étudiées avec sérieux.

La proposition est adoptée. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Union Saint-Joseph de Saint-Henri**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Succession J. Gagnon père, vente d'immeubles**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 concernant un acte de donation en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils *et al.*, autorisant la vente de certains immeubles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **La Presse Publishing Company Limited**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 pour changer les fiduciaires d'une partie du capital-actions de La Presse Publishing Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Expliquez! Expliquez!<sup>1</sup>

**M. Lévesque (Laval)** n'a rien à dire, explique-t-il, le bill est entre les mains de tous les députés. Le chef de l'opposition (M. Cousineau) n'a qu'à le lire s'il veut savoir ce qu'il contient.

Il s'agit de modifier un acte de fiducie. C'est un bill privé qui sera discuté comme tous les bills privés devant le comité de législation privée.

Il n'a fait que présenter la pétition parce que les intéressés ont le droit comme tout sujet britannique d'être entendus.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Enfin, vous pouvez nous dire quel est le principe du bill?

**M. Lavergne (Montmagny):** *La Presse* n'a pas de principe. Pourquoi son bill en aurait-il un?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** trouve assez drôle que le député de Laval (M. Lévesque) ne puisse pas donner des explications sur un bill dont il est le parrain. Serait-ce, demande le chef de l'opposition, que le député de Laval a honte de son bill?

**M. Lévesque (Laval)** n'a pas honte. Il lit le titre du bill. Il s'agit de modifier un acte de fiducie ordinaire afin de changer deux des administrateurs de *La Presse*. Il s'agit de changer les fiduciaires d'une partie du capital-actions de La Presse Publishing Co. Limited.

Il ajoute que c'est un projet de législation privée comme il en est présenté tant d'autres et que les pétitionnaires feront connaître les motifs de leur demande devant le comité des bills privés.

**M. Lavergne (Montmagny)** fait alors remarquer que *La Presse* n'est pas une chose privée, mais bien une chose publique, et il demande à qui appartient *La Presse* de ce temps-ci.

**M. Lévesque (Laval)** ne le sait pas.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** dit que décidément le parrain du bill a honte de son enfant.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que la motion soumise soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** fait remarquer qu'il n'est pas d'usage que la Chambre se prononce sur le principe d'un bill privé, lors de la seconde lecture. Il dit au chef de l'opposition (M. Cousineau) que ce serait la première fois que la Législature se prononcerait sur un bill sans avoir entendu les intéressés.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** dit que ce bill est assez extraordinaire pour qu'on se départisse de cette coutume en cette circonstance.

Il est de tradition, à la Chambre, d'expliquer en seconde lecture le principe d'un bill et il veut qu'on explique davantage le projet actuel.

Il fait valoir que le promoteur refuse d'expliquer le bill, qui pourrait contenir quelque chose de contraire à la moralité. Si c'est le cas, le bill ne doit pas être envoyé en comité pour étude. En tout cas, le promoteur a vraisemblablement honte de ce bill.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Voulez-vous entendre la lecture du bill? Il n'y a pas d'objection à cela. Pour moi, je ne l'ai pas lu. Mais j'affirme que c'est la première fois, depuis que je siège ici, que l'on propose le renvoi à six mois d'un bill privé, lors de la seconde lecture.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** le désire.

**M. Lévesque (Laval):** Je n'ai pas honte, dit-il, de présenter ce bill. Tout sujet britannique a le droit de pétitionner pour présenter un bill privé. On m'a demandé de présenter cette pétition et ce bill. J'ai accepté sans m'engager à voter ni pour ni contre, tout comme l'a fait le chef de l'opposition (M. Cousineau) lui-même lorsqu'il a secondé la motion de M. Godfroy Langlois sur l'uniformité des livres, puis voté contre.

Il s'agit par ce bill de changer un acte de fiducie. L'un des fiduciaires demande que les autres soient changés. Il ne connaît pas les raisons de cette demande que les promoteurs expliqueront devant le comité.

**M. Lavergne (Montmagny)** demande alors la parole. On a prétendu que ce bill tuerait *La Presse*, dit-il, il le votera donc, car il veut la disparition de

cette feuille. Il reproche à ce journal de s'intituler l'organe des Canadiens français, de tirer à 140,000 exemplaires, de publier des comptes rendus de noces d'or, des petites annonces, etc. Il cite une foule d'articles de l'édition de samedi dernier et des annonces ordinaires comprenant une demande d'un fabricant de pantalons. Il demande au chef de l'opposition (M. Cousineau) de retirer sa demande de renvoi à six mois afin que l'on sache enfin, lors de l'étude qui sera faite au comité des bills privés, si les gens qui publient cette affaire-là<sup>2</sup> ont une excuse à donner pour déshonorer toute une race.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** comprend la mesure qui vise à briser un contrat, et il ne peut refuser aux promoteurs du bill l'occasion d'expliquer les raisons extraordinaires qu'ils doivent avoir d'en appeler à la Législature.

Il propose que son amendement soit retiré.

Cette dernière proposition est adoptée à l'unanimité. L'amendement est retiré.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Trois-Rivières**

L'ordre du jour appelle la motion: Que le bill 107 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières soit inscrit au feuillet des affaires, pour étude en comité général.

**M. Labissonnière (Champlain)** déclare qu'il retire sa motion.

Il est ordonné que la motion soit retirée.

### **Demande de documents:**

#### **Saint-Hubert de Témiscouata et le ministère de la Voirie**

**M. Bérubé (Témiscouata)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le secrétaire ou les membres du conseil de la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Témiscouata, ou toute autre personne, et le ministère de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1913 jusqu'à ce jour.

Adopté.

### **Notre-Dame-du-Lac et le ministère de la Voirie**

**M. Bérubé (Témiscouata)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le secrétaire ou les membres du conseil de la municipalité de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, ou toute autre personne, et le ministère de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1913 jusqu'à ce jour.

Adopté.

### **Subdivisions de terrains**

**M. Bérubé (Témiscouata)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bernier), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents, résolutions, correspondance, lettres, échangés entre le gouvernement et toute personne, dans cette province, relativement à la loi 5 George V, chapitre 77.

Adopté.

### **The Canada Mutual Fire Insurance Company**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant la mise en liquidation et la liquidation de la compagnie d'assurance mutuelle dite The Canada Mutual Fire Insurance Company, et toute personne, avocats, liquidateurs ou autres, ayant eu affaire à cette liquidation, ainsi que de tout le dossier concernant ladite liquidation et portant le no 136 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montréal.

Adopté.

### **Protection contre les incendies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le bill 20 amendant l'acte 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ladite résolution et qu'il en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas \$15,000, en sus de la somme de \$10,000 autorisée par l'article 3822j des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 38, section 1, et que cette somme soit payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour accorder une prime aux municipalités de village qui se pourvoient d'appareils effectifs pour combattre les incendies.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que ladite résolution soit renvoyée au comité chargé de l'étude du bill 20 amendant l'acte 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 amendant l'acte 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Dépôt de documents:****Ministère de la Voirie et  
municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1911, pour la production de:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Paulin et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 23)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Hénédine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 24)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Hélène et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 25)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Havre-Aubert et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 26)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 27)

**Seigneurie de Lauzon**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 janvier 1916, pour la production de copie de tous documents, correspondance, circulaires ou instructions envoyés à M. Lionel Lemieux, notaire, agent du gouvernement pour la seigneurie de Lauzon, au sujet de la seigneurie, du capital et des intérêts de ladite seigneurie, depuis 1912. (Document de la session no 28)

**Sujets ennemis demeurant  
dans la province**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 janvier 1916,

pour la production de copie de tous documents, correspondance, échangés entre le gouvernement de la province et le gouvernement fédéral, relativement aux sujets ennemis demeurant dans la province depuis le début de la présente guerre des alliés. (Document de la session no 29)

**Pont entre  
Montréal et Longueuil**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil, sur le Saint-Laurent, depuis 1902. (Document de la session no 30)

**Route Édouard VII et  
jetée de Laprairie**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant la route Édouard VII et la jetée de Laprairie. (Document de la session no 31)

**Fonds patriotique canadien  
et autres œuvres**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1916, pour la production d'un état détaillé de toutes les souscriptions faites, entre les mains du trésorier provincial, pour les fins de la guerre ou les fins so-disant patriotiques. (Document de la session no 32)

La séance est levée à 10 h 15.

**NOTES**

1. Selon *Le Devoir* (8 février 1916, p. 1), M. Cousineau prononce ces mots en anglais.

2. À ce moment, selon *Le Devoir* (8 février, p. 6), Lavergne lance sa copie de *La Presse* sur le parquet avec mépris.



## Séance du mardi 8 février 1916

## Présidence de l'honorable C.-F. Delâge

La séance est ouverte à 3 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Charte de Verdun

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** demande la suspension des règlements de la Chambre pour présenter un bill amendant la charte de la cité de Verdun. Adopté.

**M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne)** demande la permission de présenter le bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

## Municipalités et boissons spiritueuses

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que le gouvernement est en faveur de la municipalisation de la vente de boissons spiritueuses, de l'acquisition des hôtels et débits de liqueurs et de leur exploitation par les municipalités?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

## Enseignement de la langue française

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Est-ce l'intention du gouvernement de rendre l'enseignement de la langue française obligatoire dans toutes les écoles primaires, maisons d'enseignement secondaire et universités de la province?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** 1. L'enseignement obligatoire de la langue française est au programme de toutes les écoles primaires et des maisons d'enseignement secondaire sous contrôle de commissions scolaires.

Salaires des instituteurs  
et des institutrices

**M. Bernier (Lévis):** Quel est le nombre des instituteurs ou institutrices dans la province de

Québec qui reçoivent un salaire: a. De \$100 ou moins? b. De \$100 à \$125? c. De \$125 à \$150?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** a. Catholiques: aucun. Protestants: 3. b. Catholiques: 51. Protestants: 16. c. Catholiques: 524. Protestants: 15.

Revues  
d'éducation

**M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Quelles sont les revues éducationnelles subventionnées par le gouvernement

2. Quel montant annuel est payé à chacune?

3. Pour bénéficier des octrois du gouvernement, ces revues sont-elles tenues, dans leurs publications, de suivre un programme pédagogique?

4. Dans l'affirmative, qui contrôle ces programmes?

5. Ces revues sont-elles distribuées gratuitement?

6. Dans l'affirmative, à qui?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** 1. *Education Record* et *L'Enseignement primaire*.

2. La réponse à cette question se trouve à la page 180 de l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1915.

3. Avant de bénéficier des octrois du gouvernement, chacune de ces deux revues a été approuvée et recommandée par chaque comité du Conseil de l'Instruction publique, *Educational Record*, le 29 novembre 1895, par le comité protestant, et *L'Enseignement primaire*, le 12 mai 1898, par le comité catholique, et elles suivent le programme officiel du comité qui les a recommandées et sont chargées de le mettre en valeur auprès du personnel enseignant. De plus, chacune de ces deux revues sert d'intermédiaire entre les comités du Conseil de l'Instruction publique et le surintendant, les commissions scolaires et le personnel enseignant.

4. Chaque comité du Conseil de l'Instruction publique. La revue protestante est dirigée par le secrétaire du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, et la revue catholique par l'inspecteur général des écoles catholiques.

5. Oui.

6. À toutes les écoles sous contrôle de commissions scolaires, aux écoles normales, à chaque commission scolaire, aux membres du Conseil de l'instruction publique, aux membres du bureau des examinateurs, aux inspecteurs d'écoles, aux députés et aux membres du Conseil législatif.

#### **Censitaires de la seigneurie de Lauzon**

**M. Bernier (Lévis):** Quels sont les montants qui ont été payés par les censitaires de la seigneurie de Lauzon chaque année, depuis 1905?

#### **L'honorable M. Allard (Drummond):**

Année fiscale :

1905-1906 .....	\$ 2,563.09
1906-1907 .....	4,027.53
1907-1908 .....	1,617.17
1908-1909 .....	1,181.91
1909-1910 .....	1,048.78
1910-1911 .....	1,101.30
1911-1912 .....	540.29
1912-1913 .....	6,859.28
1913-1914 .....	26,268.30
1914-1915 .....	887.71

#### **Chemins et ponts de colonisation dans Témiscouata**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Quel est le montant des deniers dépensés ou octroyés par le ministère de la Colonisation pour chemins et ponts de colonisation dans le comté de Témiscouata, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1914 jusqu'à ce jour?

2. Quels sont les divers chemins et ponts sur lesquels ce montant a été dépensé?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. \$12,049.48	
2. Construction du pont sur la rivière Bleue, dans le chemin entre les rangs 5 et 6 d'Escourt. Préparation et transport du bois .....	\$ 720.00
Route depuis le 8 <sup>ème</sup> rang de Sainte-Françoise au 9 <sup>ème</sup> rang du canton Bédard .....	200.00
Chemin de front sur les lots nos 8, 9, 10, 19, 20 et 21 du 8 <sup>ème</sup> rang de Botsford .....	800.00
Chemin de front depuis le lot no 1, jusqu'au no 13 du 7 <sup>ème</sup> rang de Botsford .....	600.00

Chemin de front depuis le lot no 49, jusqu'au lot no 56, entre les rangs 5 et 6 d'Escourt .....	591.83
Chemin de front depuis le lot no 50, jusqu'au lot no 55, entre les rangs 7 et 8 d'Escourt .....	350.00
Chemin depuis le lot no 4, jusqu'au lot no 7, du 8 <sup>ème</sup> rang du canton Botsford .....	400.00
Route entre les lots nos 101 et 102, du rang Nord, du canton Demers .....	149.50
Route entre les lots nos 37 et 38, des rangs 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de Cabano .....	500.00
Route sur la seigneurie du Lac, dans le 4 <sup>ème</sup> rang de Cabano .....	500.00
Route entre les lots nos 35 et 36, sur les rangs 4 et 5 d'Escourt .....	1,000.00
Route entre les lots nos 1 et 2, du 7 <sup>ème</sup> rang du canton Packington .....	200.00
Route dans la ligne entre les lots nos 28 et 29, du 15 <sup>ème</sup> rang du .....	654.50
du canton Auclair	
Ouverture du chemin entre les rangs 7 et 8 d'Escourt, du lot 50 au lot 40 .....	300.00
Ouverture de chemins sur les rangs 2, 3, 4, 5, 6 et 7 d'Escourt .....	1,559.95
Confection d'un chemin sur la rive ouest du lac Long, rang 8 de Botsford, du lot 33 à la Gare .....	500.00
Chemin sur le rang 7 de Botsford, du lot 1 au lot 20 .....	299.59
Route entre les lots 43 et 44 du 8 <sup>ème</sup> rang Botsford .....	294.55
Chemin sur la rive est du lac Long, rang 2 de Robinson, du lot 1 au lot 15 .....	300.00
Chemin sur la rive est du lac Long, rang 2 de Packington, du lot no 38 au lot no 43 .....	198.63
Confection de la route entre Cabano et Packington, sur le rang 7 .....	197.16
Route conduisant de Saint-Louis à Saint-Eusèbe, sur les rangs 7, 8 et 9 de Cabano .....	400.00
Route du 3 et 4 <sup>ème</sup> rangs de Cabano .....	595.10
Route allant au lac Témiscouata au canton Auclair .....	190.69
Route entre les lots no 101 et 102 du rang du chemin du lac, rang Nord de Demers .....	149.00
Route allant de Cabano à Squatteck .....	199.86
Route dans les rangs 1 et 11 du canton Botsford .....	199.12

### Dépositions à l'extérieur du Québec

**M. Fortier (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 remplaçant l'article 30 du Code de procédure civile au sujet de certaines dépositions reçues en dehors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi donne aux notaires et aux juges des hautes cours des autres provinces le pouvoir d'assermenter les affidavits servant devant les tribunaux du Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Demande de documents:

#### Ministère de la Voirie et municipalités

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le secrétaire ou aucun des membres du conseil de la paroisse de Richelieu et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le secrétaire ou aucun des membres de la municipalité du village de Richelieu et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, états de compte et tous autres documents échangés entre le secrétaire ou aucun des membres du conseil ou toute autre personne de la municipalité de Saint-Gédéon et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour.

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, états de compte et tous autres documents échangés entre le secrétaire ou aucun des membres du conseil ou toute autre personne de la municipalité de Saint-Prime et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour.

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, états de compte et tous autres documents échangés entre le conseil municipal ou tout contribuable de Montréal-Sud et le département de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour.

Il signale que les quelques documents déposés ne sont vraiment pas aussi considérables

qu'on le disait et qu'on voulait le faire croire. Cela ne coûtera pas assurément la somme de \$25,000 comme a voulu le faire croire le premier ministre (l'honorable M. Gouin), et cela ne prendra pas deux ans. Il ajoute que ces documents sont fort mal copiés et qu'ils sont bourrés de fautes de français.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Ces dossiers sont les moins considérables; les autres le sont beaucoup plus. Quant à leur confection, elle n'est pas si mauvaise que cela.

La proposition est adoptée.

### Institut des artisans de Montréal

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 amendant la charte de l'Institut des artisans de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 remettant en vigueur et amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

### Charte de Westmount

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount.

Adopté.

### En comité:

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose l'amendement suivant à l'article 2:

"Ce privilège, quant à la force motrice, ne s'étendra pas à une période de plus de six mois précédant immédiatement la production de la réclamation."

L'amendement est adopté. L'article ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Augmentation du coût de la vie depuis 1914**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1916, pour copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance concernant l'augmentation du coût de la vie, depuis le 5 août 1914. (Document de la session no 33)

La séance est levée à 4 heures.

---

Séance du mercredi 9 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill 149 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léopold Larocque au nombre de ses membres;

- bill 159 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albert Lavigne au nombre de ses membres;

- bill 158 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ernest Chaussé au nombre de ses membres;

- bill 148 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James McK. Wathen au nombre de ses membres;

- bill 146 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Omphroy Bissonnette au nombre de ses membres;

- bill 147 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Rosario Lamontagne au nombre de ses membres;

- bill 150 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-B. Frédéric Houde au nombre de ses membres;

- bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance;

- bill 145 constituant en corporation The Danville Protestant Cemetery Company.

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill 151 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Édouard Valiquette au nombre de ses membres;

- bill 157 constituant en corporation la compagnie The Labour Union, l'Union du travail.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill 121 amendant la loi constituant en corporation The Saint Francis Valley Railway Company;

- bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company. Votre comité recommande la réimpression du présent bill.

Adopté.

**Contrats de prêts coopératifs**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande la permission de présenter le bill 175 relatif aux contrats généralement connus sous le nom de "contrats de prêts coopératifs".

Le but du projet de loi est d'abolir les sociétés de prêts coopératifs dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Protection des animaux pur sang**

**M. Perron (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 176 concernant la protection des animaux pur sang.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Admission des femmes au Barreau**

**M. Cannon (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 177 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec.

Le projet de loi a pour but de faire admettre à la pratique du droit les femmes qui auront passé les examens nécessaires.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

### Lots dans la région de l'Abitibi

**M. Campbell (Pontiac):** 1. Combien s'est-il vendu de lots, durant l'année 1914-1915, dans le région de l'Abitibi?

2. À qui ces lots ont-ils été vendus?

3. Combien d'acheteurs demeurent et sont bâtis sur ces lots? Quels sont leurs noms?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. 475.

2. Aimé Tremblay, Napoléon Marcotte, Edmond Marcotte, Samuel Leclerc, Adjutor Piché, L. Villeneuve, Joseph Bordeleau, Charles Marchand, Ovide Lacoursière, Gédéon Mongrain, Donat Lahaie, Alfred Poliquin, Émile Poliquin, Joseph Lamarche, Georges Gareau, J.-W. Prénovost, Étienne Gareau, Zéphirin Gagné, Adrien Gauthier, Alfred Frigon, Albert Dudemaine, Alban Laplante, Arthur Germain, Thomas Gauvin, Alexandre Bond, Lucien Paquette, Joseph Leblanc, Albéric Cossette, J.-E. Mercure, Joséphat Bourgeois, Georges Bronsard, Joseph Bronsard, Eugène Plante, Joseph Laberge, Aimée Lamothe, Joseph-A. Cloutier, Aimé Brouillette, Alfred Tremblay, Arthur Dupuis, J.-M. Leclair, Pierre Fortin, Télesphore Lacoursière, Omer Rouleau, Adélard Tremblay, Olivier Simpson, Anthime Daoust, William Rodden, Gustave Leduc, John Julien, Cléophas Leduc, Azarias Julien, Ludger Leblanc, Armand Perron, Émilien Perron, Pierre Perron, J.-B. Cossette, Alexandre Loisele, Charlie Furness, Joseph Brousseau, Joseph Turenne, Edmond Brousseau, Frank Coscia, John Coscia, Geoffrey Beauchamp, Derice Beauchamp, Joseph Coscia, Zéphirin Jolette, Frank Deslauriers, Ernest Bois, Zénophile Jacob, J. Tremblay et J. Grenier, Chs-Ed. Dupuis, Gédéon Dupuis, William Ricard, Joseph Veillette, Ferdinand Willie Bergeron, Louis Desforges, Carias Desforges, Calixte Baille, Cyprien Caron, Adolphe Boisclair, Eugène Boisclair, Irénée Comeau, Napoléon Boisclair, Évariste Boisclair, Joseph Boisclair, Onésime Goudreau, Thomas Goudreau fils, Adélard Beaudoin père, Adélard Beaudoin fils, Ovila Beaudoin, Séverin Beaudoin, Félix Beaudoin père, Louis-F. Beaudoin, Dédier Beauchemin, Lorenzo Héroux, Adélard Gotcher, Donat Rivard, Donat Brunet, Octave Pinault, Eugène L'Heureux, Alfred Houle, Paul Royer, Abraham Nadon, Arthur Ayotte, Antonio Lafleur, Euclide Pauzé, Philippe Lefebvre père, Cléophas Morin, Léopold St-Arnault, Joséphat Cossette, Arthur Gascon, Napoléon Lajoie, Joseph Tremblay, Raoul

Bourgeois, Dieudonné Neveu, Alfred Guessy, Donat Cossette, Roméo Bourbeau, Dosithée Marchildon, William Jacob, Arthur Bois, Lucien Lajoie, Joseph Lantagne Érile Leclerc, Napoléon Frenette, Onésime Perron, Adolphe Rompré, Napoléon David, Ernest Goulet, Siméon Marcil, Philéas Gauthier, Octave Lahaie, Henri Rompré, Wilbrod L'Heureux, Georges Marcil, Hervé Perreault, Gaspard Dandeneau, Osias Turenne, Joseph Perreault, Joseph Ducharme, Osias Lacroix, Joseph Ferland, Albéric Brouillette, Wilfrid Charron, Antoine Martel, Étienne Allard, Patk. Gauthier, Georges Marcil père, Georges Marcil fils, Arthur Fleury, Joseph Bibeau, Zénon Bouvier, Thomas Jack, Joseph Philippon, René Gauthier, Georges Philippon fils, J.-O. Gauthier, Philandre Langlois, Wilfrid Langlois, Jules Hardy, Léger Hardy, Vittorion Cerchiaro, André Aille, Joseph Rault, Majorique Lafrenière, Alfred Clément, G.-A. Dion, Joseph Cloutier, Alexandre Roberge, Adélard Bordeleau, Frédéric Boulanger, Évangéliste Boissonneault, Joseph Beauregard, Joseph Gagnon, Willie Beauregard, Ovide Beauregard, Joseph Cousineau, Ovila Roberge, Alcide Gagnon, Désiré Bégin, Napoléon Lambert, Maurice Fournier, Joseph Ayotte, Alphonse Boisvert, Alphonse Audette, Edmond Fortier, Joseph Proulx, Napoléon Beaudoin, Arthur Cloutier, Adélard Cousineau, Joseph Frenette, Camille Zimmermann, J.-B. Germain, Alexandre Bordeleau, Odilon Milhomme, Willie Thelland, Alfred Proulx, Eugène Milhomme, Albert Cloutier, Amédée Cloutier, J.-B. Cloutier, Henry Beaudoin, F.-X. Normandin, Joseph Mercier, Amédée Mercier, Octave Cloutier, J. Guzzie, Paul Arcand, Napoléon Collins, Stanislas Roberge, Siméon Mercier, Honoré Lafrance, G. Yaconette, Alfred Fournier fils, W.-D. Boudreau, Médore Boudreau, Théophile Audet, Joseph-Émile Bélanger, Albéric Pelletier, Gustave Nadon, Donat Ayotte, Jacques Babin, Roméo Gagnon, Émile Keyls, Hermile Pelletier, Victor Paradis, Adélard Hébert, Alphonse Gingras, Joseph Pelletier, J.-Sinaï Moreau, Francis Bégin, Célestin Ricard, Achille Ricard, Léopold Ricard, Théodore St-Arnault, Israël Deschênes, Joseph Hébert, Joseph Aubé, Joseph Gingras fils, Henri Lefebvre, Martin Lafrance, Georges-Ed. Trépanier, Lucien Thiboutot, Onésime Nadon, Joseph Laverdière, Philippe Carpentier, Théodore Groleau, Arthur Groleau, Joseph Groleau, Léger Cloutier, Alphonse Lesieur, Léopold Massicotte, Philippe Houde, Rodolphe Trépanier, Dollard Jacob, Hippolyte Bédard, Ferdinand Lachance, Arthur Pronovost, Georges Trépanier, J.-B. Trépanier, Dollard Massicotte, Philémon Frigon, Xavier Massicotte, Adélard

Trépanier, Georges Grosseau, Hector Bergeron, Maxime Lamarre, Albert Forgette, John D. Adam, Joseph Goudreau, Ernest Goudreau, David Montreuil, Oscar Sigouin, Albert Guertin, Alfred Duhaime, Edgar Normand, Roland Bélanger, Alfred Gareau, Lazare Gareau, K.-X. Chatel, Hormidas St-Jean, Damase Roy, Alfred La Brosse, Edmond Coulombe, Roméo Cloutier, David Cloutier, Anselme Cloutier, François Clément, Amédée Bergeron, Apollinaire Dionne, Joseph Lecoupe, Amédée Sarrasin, Napoléon Carbonneau, Geo.-A. Butler, Victor Fafard, Louis Bilodeau, Lucien Lacombe, Onésime Ducharme, Dolphis Ducharme, Odias Roberge, Nazaire St-Jean, Philippe Lachance, Émery Dubois, Joseph Berg, Téléphore Grouard, James Thompson, Albert Berthiaume, Delphis Berthiaume, Philippe Houde, Rodolphe Trépanier, Dollard Jacob, Ferdinand Lachance, Philémon Frigon, Adélard Trépanier, Hector Bergeron, Maxime Lamarre, Damase Roy, Roméo Cloutier, David Cloutier, Anselme Cloutier, Victor Fafard, Joseph Berg, Adolphe Boisclair, Eugène Boisclair, Irénée Comeau, Napoléon Boisclair, Évariste Boisclair, Joseph Boisclair, Onésime Goudreau, Thomas Goudreau fils, Adélard Beaudoin père, Adélard Beaudoin fils, Ovila Beaudoin, Séverin Beaudoin, Félix Beaudoin père, Louis-F. Beaudoin, Dédier Beauchemin, Lorenzo Héroux, Adélard Héroux, Albert Héroux, Félix Dumas, Arthur Dumas, Arthur Bergeron, Omer Blanchette, Alphonse Blanchette, Albert Dumas, Joseph Dumas, Honoré Proteau, Chs Labbé, Arthur Bergeron, Euclide Morin, Ferdinand Dechênes, Joseph Bruneau, J.-B. Boisclair, Hector Boisclair, Grégoire Labbé, Lucien Beauchemin, Oscar Larivière, Linder Bergeron, Alexandre Blanchet, Alexandre Bruneau, Octave Larivière, Médéric Ménard, Désiré Alain fils, Octave Corbeil, Gildas Matte, Saluste Lamontagne, Albert Champagne, Xavier Champagne, Wilfrid Corbeil, Edmond Pépin, Wm. Henry Gallagher, Philémon Labbé, Joseph Despard, Amable Chevrette, Arthur Routhier, Joseph Beaumont, Philippe Bélanger.

Aujourd'hui, d'après M. l'agent Authier, il y en a environ 225 qui demeurent sur ces lots, ou dans le voisinage, bien que le billet de location ne les oblige pas à aller y résider avant 30 mois de la date de l'octroi.

#### **Le roi vs A. Couture**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement possède-t-il le dossier de la cause Le roi vs Anna Couture?

2. Dans l'affirmative, le procureur général connaît-il ce dossier?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** 1. Non.

2. Non.

#### **Dame J.-A. Roy vs A. Couture**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il été informé de l'enquête préliminaire dans l'affaire Dame J.-A. Roy vs Anna Couture et Olympe Courmoyer vs Anna Couture?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Non.

#### **Loi de pharmacie**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Sainte-Eulalie, comté de Nicolet**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 détachant la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, pour fins électorales, municipales, d'enregistrement et judiciaires, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Projet de Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier), M. Tellier (Joliette) et M. Trahan (Nicolet),** ainsi que **les honorables M. Taschereau (Montmorency), M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), M. Mercier fils (Châteauguay)** prennent la parole.

**M. Tellier (Joliette)** veut faire disparaître l'année "1916", dans la phrase "Le Code municipal de la province de Québec, 1916" qui est un anglicisme.

L'article est suspendu.

**M. Tellier (Joliette)** demande de supprimer partout le mot "corporation" précédant le mot "ville". C'est une redondance inutile, dit-il, qui obscurcit et allonge la phrase. Il suffit d'écrire la "ville de Joliette", la "ville de Trois-Rivières".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** défend le mot "corporation".

Cent sept articles du Code ont été adoptés.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Charte de Verdun**

**M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 6 heures.

---



Séance du jeudi 10 février 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-Claver, demandant de voter une loi amendant la loi 5 George V, chapitre 134, est régulière et suffisante, que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis, que l'avis n'est pas complètement donné, mais attendu qu'il le sera quand le bill sera pris en considération par le comité des bills privés en général; en conséquence, votre comité désire recommander la suspension de l'article 507 du règlement afin que le bill puisse être présenté.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire le 14 courant, soit prolongé jusqu'au 22 courant inclusivement, et que les règles 531 et 543 de cette Chambre soient suspendues en conséquence.

Adopté.

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest;

- bill 162 autorisant la construction d'une église, d'une sacristie, d'un presbytère et ses dépendances en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire le 14 courant, soit prolongé jusqu'au 22 courant inclusivement, et que les règles 531 et 543 de cette Chambre soient suspendues en conséquence.

Adopté.

### Paroisse Saint-Pierre-Claver

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 167 amendant la loi George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 123 remettant en vigueur et amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest, Montreal & South Western Railway & Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Palais législatif de Québec

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Les travaux d'agrandissement du palais législatif de Québec sont-ils terminés, et depuis quand?

2. Quel a été le coût total de ces travaux?

3. Par qui ces travaux ont-ils été faits?

4. A-t-il été donné des sous-contrats par l'entrepreneur principal, et quels étaient les sous-contracteurs et le prix de leurs sous-contrats?

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui, depuis mai 1915.

2. Bibliothèque..... \$ 743,637.98

Café..... 47,863.94

Chauffage de toutes les bâtisses .... 89,966.15

\$ 881,468.07

3. J. Gosselin, O. Picard & Fils, Otis Fensom Elevator Company, J. A. Bernard.

4. Le gouvernement n'a pas donné de sous-contrats.

### Projet de Code municipal

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19

concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Tellier (Joliette), M. Trahan (Nicolet), l'honorable M. Gouin (Portneuf) et l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** prennent part à la discussion.

Plusieurs articles sont rapidement adoptés.

**M. Tellier (Joliette)** s'en prend à la rapidité avec laquelle le projet de Code municipal est étudié. Il souligne l'importance de ces lois, qui seront pour ainsi dire l'organisme vital de la plupart des municipalités de la province. Nous sommes ici 80 députés et chacun, dit-il, doit avoir acquis de l'expérience en ces matières et peut avoir des suggestions à faire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** émet l'espoir qu'on ne s'attache pas à faire une étude à la loupe de toutes et chacune des clauses.

**M. Tellier (Joliette)** veut, à l'article 144 du chapitre premier, qu'on indique clairement que le secrétaire-trésorier des municipalités donne un état détaillé de toutes ses recettes. Il ne trouve pas le texte suffisamment explicite.

**Une voix du gouvernement** trouve l'article suffisamment clair.

L'adoption de l'article est suspendue.

L'article 152, fixant un minimum de \$500 pour le cautionnement que doit faire le secrétaire-trésorier des municipalités, est annulé.

**M. Tellier (Joliette)** dit que la rédaction et particulièrement certaines expressions des articles 156, 157, 158, 159 et 160, concernant des cautionnements des secrétaires-trésoriers des municipalités, ne sont pas suffisamment clairs.

Les articles sont suspendus.

Le comité étudie le bill jusqu'à l'article 182.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen<sup>1</sup>.

#### **M. Léopold Larocque**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 149 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léopold Larocque au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Albert Lavigne**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 159 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albert Lavigne au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Ernest Chaussé**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 158 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ernest Chaussé au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. James McK. Wathen**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 148 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James McK. Wathen au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Omphroy Bissonnette**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 146 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Omphroy Bissonnette au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Rosario Lamontagne**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 147 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Rosario Lamontagne au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. J.-B.-Frédéric Houde**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 150 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à

admettre J.-B.-Frédéric Houde au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. Charles-Édouard Valiquette**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 151 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Édouard Valiquette au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession O. Lachance**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 155 ratifiant la vente de biens substitués par le testament de feu Olivier Lachance.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Petit (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Danville Protestant Cemetery Company**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 145 constituant en corporation The Danville Protestant Cemetery Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **L'Union du travail**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 157 constituant en corporation la compagnie The Labour Union, l'Union du travail.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Droits de succession**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier) qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de tous ordres en conseil, jugements, correspondance, pétitions de droit relatifs aux causes de la province concernant les droits de succession.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Municipalité de Hemmingford et ministère de la Voirie**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Hemmingford et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 34)

##### **Limites à bois, porteurs de permis**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 janvier 1916, pour état indiquant: 1. Quels sont les nom et résidence des porteurs de permis de coupe de bois de la province. 2. Quelle est l'étendue des limites détenues par chacun. 3. Quelle est la situation de ces limites respectives. 4. Quel est le montant des droits de coupe et de rente foncière payé par chaque porteur de permis pour l'année 1914-1915. 5. Quels sont ceux qui ont dû payer des amendes pour l'année 1914-1915, et quel est le montant de chacune d'elles. (Document de la session no 35)

##### **Compagnies d'assurances**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1916, pour copie de tous décrets pris en conseil, jugements concernant la question soumise au Conseil privé, relatifs aux compagnies d'assurances. (Document de la session no 36)

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 51 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis-René Gagné au nombre de ses membres et à lui octroyer son diplôme d'avocat;

- bill 56 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest;

- bill 62 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Alexandre Walker Thornton au nombre de ses membres;

- bill 71 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Élie Jobin au nombre de ses membres;

- bill 137 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Moe Newton Fineberg au nombre de ses membres;

- bill 138 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frank Mendel au nombre de ses membres;

- bill 139 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Nathan Titleman au nombre de ses membres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant:

- bill 136 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Donald Russell Mackay au nombre de ses membres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant:

- bill 10 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec Sa Grandeur Monseigneur Gustave Blanche, vicaire apostolique du golfe Saint-Laurent, l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance de Lévis, l'asile du Bon-Pasteur de Québec, les missionnaires de la Compagnie de Marie et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou école d'industrie, selon le cas.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

#### **Institution catholique des sourds-muets**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

La séance est levée.

---

#### **NOTE**

1. Selon *Le Devoir* (11 février 1916), il y a encore 751 articles à étudier en comité général.



## Séance du vendredi 11 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

1891, le 23 mai 1897, le 30 juin 1915, d'après les états fournis par le département du Trésor et produits respectivement devant la Chambre en 1887, en 1892, en 1897 et en 1915?

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1 et 2. (Voir le tableau à la page suivante).

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen;

- bill 164 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilles-R. Amiot au nombre de ses membres.

**Questions et réponses:****Minorité canadienne-française  
de la province d'Ontario**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il fait quelques démarches auprès du gouvernement fédéral pour obtenir le désaveu de la loi spoliatrice des droits de la minorité canadienne-française de l'Ontario?

2. Dans l'affirmative, lesquelles, et quelle a été la réponse du gouvernement central?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de faire semblables démarches, et quand?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** 1 et 3. Non.

**Actif et passif de la province**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Quels ont été, chaque année, depuis le 31 décembre 1882 jusqu'à ce jour, d'après les divers états présentés annuellement par le trésorier de la province, avec son discours sur le budget, l'actif, le passif et l'excédent de l'actif sur le passif ou du passif sur l'actif de la province?

2. Quels étaient l'actif, le passif et l'excédent du passif sur l'actif, le 31 janvier 1887, le 17 décembre

Date	Actif	Passif	Excédent du passif sur l'actif
1. 30 juin 1884 .....	\$ 12,290,580.58	\$ 20,995,348.89	\$ 8,704,768.31
" 1885 .....	11,774,645.21	20,590,079.72	8,815,430.51
" 1887 .....	10,859,069.10	22,188,700.08	11,329,630.98
" 1888 .....	12,284,969.49	24,180,461.56	11,895,492.07
" 1889 .....	12,813,960.50	27,157,808.21	14,343,847.71
" 1890 .....	11,131,785.14	27,186,852.25	16,055,067.11
" 1891 .....	11,139,553.30	33,581,877.34	22,442,324.04
" 1892 .....	11,988,234.71	35,629,580.99	23,641,346.28
" 1893 .....	11,029,766.72	33,981,446.89	22,951,680.17
" 1894 .....	11,130,537.91	32,473,392.82	21,342,854.91
" 1895 .....	11,019,644.86	33,545,194.93	22,525,550.07
" 1896 .....	11,261,410.98	33,417,757.28	22,156,346.30
" 1897 .....	11,852,652.65	37,344,310.81	25,491,658.16
" 1898 .....	10,962,565.37	36,793,088.94	25,830,523.57
" 1899 .....	10,694,942.00	37,320,504.47	26,625,562.47
" 1900 .....	10,650,795.43	37,429,946.61	27,779,151.18
" 1901 .....	10,798,306.57	37,395,595.91	26,597,289.34
" 1902 .....	10,652,699.87	37,132,126.85	26,479,426.98
" 1903 .....	10,704,777.43	36,995,449.46	26,290,672.03
" 1904 .....	10,753,894.49	36,875,354.45	26,121,459.96
" 1905 .....	10,702,906.43	36,686,353.25	25,983,446.82
" 1906 .....	4,486,873.88	30,195,075.58	25,708,201.70
" 1907 .....	4,827,405.21	29,908,419.00	25,081,013.79
(État révisé :)			
30 juin 1907 .....	6,352,357.52	30,978,241.55	24,625,884.03
" 1908 .....	7,355,359.48	30,983,134.64	23,627,775.16
" 1909 .....	5,339,972.55	28,121,334.09	22,781,361.54
" 1910 .....	6,469,243.21	28,236,071.30	21,766,828.09
" 1911 .....	7,161,040.57	28,170,981.69	21,009,941.12
" 1912 .....	8,201,780.96	28,086,849.99	19,885,069.03
" 1913 .....	7,600,965.41	27,469,257.10	19,868,291.69
" 1914 .....	7,349,657.12	29,951,088.18	22,601,431.06
" 1915 .....	9,537,852.54	37,557,918.74	28,020,066.20
31 janvier 1887 .....	10,754,280.54	22,143,447.65	11,389,167.11
17 décembre 1891 .....	11,561,191.98	35,849,230.18	24,288,038.20
23 mai 1897 .....	11,136,150.97	35,353,094.67	24,216,943.70
30 juin 1915 .....	9,537,852.54	37,557,918.74	28,020,066.20

N.B. La différence dans le montant du passif pour les périodes correspondantes dans les états contenus dans les discours sur le budget des différents trésoriers est due en grande partie aux subventions de chemins de fer non gagnées et aux montants affectés par statuts mais non dépensés, compris dans certains états et non dans d'autres.

### **Loi des bons chemins de 1912 arrérages d'intérêt de municipalités**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Des municipalités ont-elles retardé à payer l'intérêt sur coupons, en vertu de la loi des bons chemins, 1912?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

3. Le gouvernement a-t-il menacé des municipalités de les poursuivre ou de prendre contre elles des procédures légales pour obtenir ces arrérages d'intérêt?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Oui, 95, jusqu'à date.



2. Ignoré.  
3. Non, excepté dans un cas depuis le paiement.

**Contraventions  
à la loi des licences**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Quel est le nombre des contraventions à la loi des licences depuis cinq ans?

2. Quel est l'état détaillé pour chaque année par district judiciaire?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. 4,582.

2. État suivant les années et districts de revenus: (Voir le tableau ci-dessous)

District	1911	1912	1913	1914	1915
Arthabaska	30	37	49	51	41
Beauce	78	71	40	67	49
Beauharnois	36	24	29	30	35
Bedford	12	26	15	29	23
Bonaventure	10	6	10	1	7
Charlevoix	21	17	12	14	7
Chicoutimi	31	13	24	16	21
Gaspé-Est	15	4	4	15	.....
Gaspé-Ouest	6	.....	4	3	3
Iberville	10	4	8	9	14
Joliette	23	9	20	9	16
Kamouraska	10	18	8	12	21
Lac-Saint-Jean-Est	10	4	8	9	8
Lac-Saint-Jean-Ouest	5	9	11	18	8
La Tuque	.....	.....	20	64	70
Îles-de-la-Madeleine	6	.....	.....	.....	.....
Matane	9	20	15	25	29
Montmagny	27	40	31	39	37
Montréal	129	117	185	187	209
Ottawa Centre	5	2	12	7	1
Ottawa Est	30	21	18	13	12
Ottawa Nord	16	5	13	16	32
Ottawa Ouest	24	15	14	14	36
Pontiac Est	9	13	11	5	6
Pontiac Ouest	.....	7	5	3	7
Québec	119	117	124	97	88
Richelieu	19	11	17	19	10
Rimouski	14	20	23	13	26
Saguenay	3	5	1	8	1
Saint-François	36	47	42	34	41
Saint-Hyacinthe	17	34	24	31	17
Témiscouata	12	14	24	64	39
Terrebonne	12	44	21	15	20
Trois-Rivières	62	48	71	53	77
	846	822	913	990	1011

**Demande de documents:**

**Condammations pour infractions  
à la loi des licences**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Campbell), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont ceux qui ont été poursuivis et condamnés pour infraction à la loi des licences dans la province, depuis janvier 1915 jusqu'à ce jour. 2. Quel est le montant payé dans chaque cas. 3. Quel est le montant des liqueurs saisies dans chaque cas et quel revenu le gouvernement a retiré de la vente de ces liqueurs. 4. a. Quelle était l'occupation de chacun d'eux; b. Dans quels comté et paroisse ils demeuraient. 5. Combien dans les paroisses où il n'y avait pas de licences. 6. Combien dans les comtés où la prohibition était établie.

**Dépôt de documents:**

**Ministère de la Voirie et  
municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Louis-Nazaire et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 37)

**Condammations pour infraction  
à la loi des licences**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 février 1916, pour état indiquant: 1. Quels sont ceux qui ont été poursuivis et condamnés pour infraction à la loi des licences dans la province, depuis janvier 1915 jusqu'à ce jour. 2. Quel est le montant payé dans chaque cas. 3. Quel est le montant des liqueurs saisies dans chaque cas et quel revenu le gouvernement a retiré de la vente de ces liqueurs. 4. a. Quelle était l'occupation de chacun d'eux; b. Dans quels comté et paroisse ils demeuraient. 5. Combien dans les paroisses où il n'y avait pas de licences. 6. Combien dans les comtés où la prohibition était établie. (Document de la session no 38)

### **Ministère de la Voirie et municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Fulgence et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 39)

### **Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

### **En comité:**

Cent soixante-quinze nouveaux articles sont adoptés<sup>1</sup>.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en n'a pas terminé l'examen.

### **Ville de Québec-Ouest**

**M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 constituant en corporation la ville de Québec-Ouest.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Paroisse Sainte-Marie-de-Monnoir**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 162 autorisant la construction d'une église, d'un presbytère et ses dépendances en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Paroisse Saint-Pierre-Claver**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 amendant la loi George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 remettant en vigueur et amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest, Montreal & South Western Railway & Power Company, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, huit heures et demie du soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

### **NOTE**

1. Durant l'étude du projet de loi, afin d'avoir le quorum requis par les règlements, on a sonné la cloche servant à appeler les députés pour un vote à deux occasions (*La Presse*, 12 février 1916, p.7; *The Montreal Herald*, 12 février 1916, p.2).

Séance du lundi 14 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Votes concernant les  
règlements de prohibition**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 179 modifiant la loi de tempérance de Québec relativement au mode de votation sur les règlements de prohibition.

Ce projet de loi veut établir le scrutin secret au lieu du vote ouvert dans les consultations populaires sur les questions de prohibition.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**M. W. C. J. Hall, surintendant  
du parc National**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. M. W. C. J. Hall, surintendant du parc National, est-il un fonctionnaire compétent?

2. Est-ce qu'il parle et comprend couramment la langue française?

3. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il se mêle de politique active?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. Oui.

2. Oui.

3. Non.

**The Saint Francis Valley  
Railway Company**

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 amendant la loi constituant en corporation The Saint Francis Valley Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bissonnet (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Three Rivers Traction  
Company**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 amendant la loi constituant en corporation The Three Rivers Traction Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Trahan (Nicolet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Joseph-Pamphile LeMay**

**Une voix pour M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen.

Adopté.

**En comité:**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** s'oppose au préambule. Il signale certaines choses qui ont échappé au parrain du bill.

Il est dit que le pétitionnaire "est né d'un père sujet britannique n'ayant jamais abjuré son droit d'allégeance, le 4 décembre 1891, à Manchester, New Hampshire, l'un des États de l'Amérique du Nord".

Le chef de l'opposition demande ce que cela peut bien vouloir dire.

Le pétitionnaire a fait ses études au Manchester High School, a subi les examens du College Entrance Examination Board pour l'université Harvard, il est allé à Paris au mois de juillet 1911, où il a subi un examen de philosophie, et, dans la même année et seulement un mois après

son voyage à Paris, il a commencé à étudier le droit à Montréal; deux mois avant le même voyage à Paris, il est venu résider à Montréal; au mois de janvier, il est entré à la Faculté de droit de l'Université de Montréal; en 1908, il a été admis à l'étude du droit pour l'État de New Hampshire; enfin, pour des circonstances pécuniaires, il a été forcé d'interrompre ses études de droit; il est entré dans le bureau de M. J.-A. Hurteau; par suite du fait de ne pas être régulièrement admis à l'étude du droit, il a été exposé à perdre le fruit de ses études du droit; enfin, le conseil général du Barreau de la province de Québec a approuvé à l'unanimité l'adoption d'une loi permettant au pétitionnaire d'être admis à subir l'examen pour l'admission à la pratique du droit et l'admettant au nombre de ses membres, etc. On se demande comment un homme aussi calé peut vouloir se dispenser des formalités ordinaires.

Il dit que la Législature n'a pas le droit de ratifier une pareille demande.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** n'en veut pas moins l'adoption de ce bill qui a l'approbation du conseil du Barreau.

**M. Tellier (Joliette):** Ce bill peut être excellent, mais nous avons le droit de savoir pourquoi le conseil du Barreau l'a ratifié. Ce serait une injustice quand même le conseil du Barreau aurait adopté à l'unanimité une loi permettant au pétitionnaire d'être admis à la pratique du droit.

On fait des lois générales et on exige une foule de formalités pour admettre des gens ordinaires à l'étude du droit, et voilà qu'on nous demande de dispenser ce monsieur de toutes ces formalités pour être admis non pas à l'étude, mais à la pratique du droit.

Et cela, comment le demande-t-on? Par un bill qui contient des choses atroces. Nous devons connaître les raisons pour lesquelles le conseil du Barreau veut que nous admettions ce candidat.

L'on a soin de dire que ce monsieur est né d'un père sujet britannique qui n'a pas abjuré son droit d'allégeance. Voilà qui est étrange!

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** suggère de rapporter progrès sur ce bill afin d'attendre les explications du promoteur qui est absent de la Chambre.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **M. Gilles-R. Amiot**

**M. Trahan (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 164 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilles-R. Amiot au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Trahan (Nicolet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institution catholique des sourds-muets**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

**M. Perron (Verchères):** L'Assemblée législative avait amendé ce bill à la clause 6 qui autorise cette Institution à établir et à maintenir en n'importe quelle partie de la province des succursales, des fermes, des ateliers et des industries propres à favoriser l'éducation des sourds-muets. Elle avait ajouté que ces établissements seraient sujets aux règlements des autorités municipales. Le Conseil législatif a enlevé cette restriction.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Municipalité scolaire du village de Villeray**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** demande que l'étude du bill 92 pourvoyant à l'annexion de la commission municipale scolaire de Villeray à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal soit ajournée.

**L'honorable M. Gouin** aurait préféré que l'on étudie les quelques bills concernant l'annexion de certaines municipalités scolaires de Montréal maintenant.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** objecte qu'il manque trop de députés. Il préfère attendre la décision du comité permanent de la législation sur le bill général avant de se prononcer sur ces annexions partielles. Le bill de Villeray deviendrait inutile si la Chambre se prononçait en faveur de la fusion de toutes les commissions scolaires de la métropole.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** déclare que le comité permanent de la législation délibérera sur le bill de l'annexion totale des commissions scolaires de Montréal. Les bills sont ajournés.

#### **Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité général adopte 70 articles.

**M. Tellier (Joliette)** prend la parole à quelques reprises.

**M. Philps (Huntingdon)** demande de modifier l'article 393 qui décrète que les municipalités dont le territoire est contigu à la frontière entre le Québec et les États-Unis peuvent passer des règlements pour prohiber toute construction à une distance de moins de deux pieds de cette frontière.

La limite est portée à 10 pieds.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 heures.

---



## Séance du mardi 15 février 1916

## Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 140 amendant la charte de la ville de Roberval.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il lui demande son concours:

- bill B constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec.

**Œuvre de la propagation  
de la foi de Québec**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill B constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Dépôt de documents:

**Ministère de la Voirie  
et municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Lin et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 50)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-François-de-Sales et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 42)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de la Grosse-Île et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 43)

**Travail du dimanche**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 janvier 1916, demandant copie de tous documents, écrits, correspondance et rapports au sujet du travail du dimanche dans la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1915. (Document de la session no 46)

**Établissement et maintien  
de routes nationales**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1916, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral concernant l'établissement et le maintien de routes nationales. (Document de la session no 45)

**Emprunt de \$6,000,000**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1916, demandant copie de tous décrets pris en conseil, correspondance, documents, soumissions concernant l'emprunt fait par le gouvernement de la province, du 1<sup>er</sup> avril 1915, pour \$6,000,000. (Document de la session no 49)

**Protection des forêts  
contre l'incendie**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24

janvier 1916, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, et la Commission de conservation fédérale, concernant la protection des forêts contre l'incendie, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1912. (Document de la session no 48)

### **Compagnie de pulpe Métabetchouan**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre la Compagnie de pulpe Métabetchouan et le gouvernement, depuis son existence jusqu'à ce jour. (Document de la session no 47)

### **Ministère de la Voirie et municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1<sup>er</sup> février 1916, pour copie de toute correspondance échangée entre la municipalité du village de Saint-Thomas-de-Pierreville et le ministère de la Voirie, depuis 1912 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 44)

### **Questions et réponses:**

#### **Chemins et ponts de colonisation dans le comté de Champlain, dépenses**

**M. Labissonnière (Champlain):** 1. Quel est le montant des deniers dépensés ou octroyés par le ministère de la Colonisation pour chemins et ponts de colonisation, dans le comté de Champlain, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1915 jusqu'à ce jour?

2. Quels sont les divers chemins et ponts sur lesquels ce montant a été dépensé?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. \$ 1,515.36	
2. Chemin longeant la rivière Croche .....	\$ 300.00
Réparations du chemin de l'Île au Bouleau.....	384.69
Ouverture du chemin allant du lac Chat au lac Brochet.....	399.60
Chemin longeant le lac à Beauce, allant au Saint-Maurice .....	231.07
Chemin de la Grande Bostonnais.....	200.00

### **Agriculture dans le comté de Champlain, dépenses**

**M. Labissonnière (Champlain):** 1. Quel montant du subside payé par le gouvernement d'Ottawa au gouvernement de cette province pour l'agriculture a été payé ou dépensé dans le comté de Champlain, depuis que ce subside a été créé jusqu'à ce jour?

2. Pour quelles fins ces montants ont-ils été dépensés, et à qui, dans chaque cas, ont-ils été payés?

3. Mêmes questions pour le comté de Saint-Maurice.

4. Mêmes questions pour le comté de Nicolet.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1 et 2. Un montant de \$ 599.25 dépensé pour les fins suivantes:

Georges Cahoon, Grand'Mère, entretien de station fruitière .....	\$ 75.00
S.-T. Lupien, Lac-à-la-Tortue, champ de démonstration sur la culture du trèfle .....	62.00
Sadoth Tessier, Sainte-Anne-de-la- Pocatière, démonstration de sucrierie .....	62.25
École ménagère de Champlain, construction d'un poulailler modèle ...	100.00
Enseignement ménager .....	300.00

3. Un montant de \$ 77.84 dépensé comme suit :

Rév. M. Baril, Trois-Rivières, entretien  
de station fruitière .....

77.84

4. Un montant de \$ 2,557.59 dépensé pour les fins suivantes :

Société coopérative agricole de Saint- Célestin, achat et transport d'une batteuse de trèfle .....	880.00
Société coopérative agricole de Sainte- Monique, achat et transport d'une batteuse de trèfle .....	756.00
J.-A. Savoie, Manseau, travaux de drainage et d'entretien à la station fruitière de Manseau.....	921.59

### **Route de Grand-Mère à Trois-Rivières**

**M. Labissonnière (Champlain):** 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire une route de Grand-Mère aux Trois-Rivières?

2. Quelles sont les municipalités qui seront traversées par cette route?



3. Le gouvernement a-t-il l'intention de demander à ces municipalités une contribution en argent pour sa confection?

4. Dans l'affirmative, quelle sera la part contributive de chacune?

5. Cette route sera-t-elle construite en macadam ou en gravelage?

6. Quand les travaux seront-ils commencés?

**L'honorable M. Tessier (Rimouski):** 1. À l'étude.

2. Sainte-Flore, Shawinigan, Almaville, Notre-Dame-de-la-Présentation d'Almaville, Mont-Carmel, Saint-Louis-de-France, Cap-de-la-Madeleine.

#### **Subside fédéral pour l'agriculture en 1897 et 1915**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel a été, en 1897, le montant que le gouvernement du dominion a accordé comme subside spécial à l'agriculture, au gouvernement de cette province?

2. Même question pour 1915.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
1. Aucun montant.

2. \$187,409.16.

#### **Revenu de la province 1886, 1891, 1897 et 1915**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel a été le revenu de la province pour chacune des années: 1886, 1891, 1897 et 1915?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

1886.....	\$ 2,954,226.35
1891.....	3,457,144.32
1897.....	3,874,803.18
1915.....	9,597,925.67

#### **Subside fédéral en 1897 et 1914-1915**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel a été le montant payé par le gouvernement du dominion comme subside fédéral, au gouvernement de cette province, en 1897?

2. Même question pour 1914-15?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. \$1,086,713.48.

2. \$1,969,630.28.

#### **Contrats de prêts coopératifs**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 relatif aux contrats généralement connus sous le nom de "contrats de prêts coopératifs" soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que le bill qu'il a l'honneur de soumettre à la Chambre en deuxième lecture est basé sur le rapport de la commission spéciale d'enquête nommée à l'avant-dernière session pour prendre connaissance de la nature et des opérations des compagnies connues sous le nom de "compagnies de prêts coopératifs".

Le bill a deux objets principaux: premièrement, prohiber leur genre d'affaires dans la province; deuxièmement, liquider les compagnies existantes.

Le député de Saint-Hyacinthe ne croit pas devoir parler longuement sur les désavantages des compagnies en question. Il a fait leur procès l'an dernier, et le rapport de la commission d'enquête en a condamné formellement les principes comme contraires à l'intérêt public et faux dans leur nature.

Il aime cependant à constater que les conclusions du rapport de la commission d'enquête dont il était le président ont été justifiées par les événements qui se sont déroulés depuis l'an dernier. Il était signalé en particulier que ces compagnies verraient à un moment cesser tout à fait leur recrutement. Ce recrutement est pratiquement fini chez toutes les compagnies. Un nombre immense de souscripteurs ont, en fait, cessé leurs paiements mensuels et, à l'exception de trois ou quatre compagnies, toutes ont arrêté leurs opérations.

Dans presque toutes les compagnies, les argents accumulés sont en la possession des directeurs, de leurs parents ou de leurs amis, et les souscripteurs se verront dans la nécessité, si la Législature n'intervient pas, d'attendre des périodes de temps variant de deux à vingt ans pour obtenir le remboursement de leur mise, et ce, sans intérêt. En fait, les heureux propriétaires de prêts se servent des intérêts qu'ils font produire au capital des autres pour rembourser ce capital. Le capital leur restera en pleine propriété, en définitive.

Il trouve que cette situation autorise et fait même un devoir à la Législature d'intervenir pour ordonner le remboursement de ce capital à ceux à qui il appartient en toute justice.

Il est d'avis que la Législature ne devrait pas hésiter à défendre les opérations de ces compagnies,

qui sont prohibées aux États-Unis et dans plusieurs provinces canadiennes, et à prévenir la formation de nouvelles compagnies de ce genre.

Si Ontario croit bon d'en empêcher les opérations sur son territoire pour protéger l'épargne populaire, il ne voit pas pourquoi Québec ne ferait pas la même chose. Une loi fédérale américaine empêche les compagnies de cette nature de se servir des malles, et c'est parce que l'intérêt public est mis en jeu par leurs opérations; la province de Québec doit aux ouvriers et aux cultivateurs la même protection qui leur est donnée par les autorités américaines.

Il répond à l'argument de ceux qui disent qu'une loi prohibitive n'est plus nécessaire parce que les compagnies ont cessé pratiquement leurs opérations. Le député de Saint-Hyacinthe rappelle qu'il y a quelque 15 ans une ou deux compagnies de cette nature avaient commencé leurs opérations et qu'elles étaient tombées en discrédit sous les jugements qui ont été rendus contre elles. Si, dans le temps, la Législature avait adopté une loi de la nature de celle qui existe dans Ontario, les compagnies actuelles n'auraient pas pu voir le jour et les deux millions que les porteurs de premiers contrats ont actuellement en main seraient encore dans le gousset de leurs véritables propriétaires.

Il est urgent d'adopter une loi pour empêcher à l'avenir l'éclosion de semblables associations.

Quant au deuxième objet du bill, c'est de liquider d'une manière équitable pour tout le monde les affaires dans la province. Il explique que toutes les précautions sont prises dans sa loi pour protéger les intérêts de tous les intéressés et il n'est pas un droit légitimement acquis qui sera lésé par l'opération de cette loi.

Le but du bill est de faire rentrer chacun en possession de ce qui lui est dû. Il explique que cette liquidation spéciale est absolument nécessaire parce qu'aucun souscripteur ne peut pratiquement forcer la compagnie à lui rembourser son argent. Si le Parlement provincial n'intervient pas, une infinité de personnes devront attendre 15 à 20 ans avant d'obtenir le remboursement de leurs deniers, ce qui équivaut à dire qu'ils en perdront une très large part par le fait que ces argents ne portent pas intérêt.

Il explique que la question est plus importante qu'on ne pourrait le croire de prime abord; et il a été vendu plus de 12,000 contrats dans la province, et les capitaux accumulés s'élèvent à plus de \$2,000,000.

C'est une belle circonstance pour l'Assemblée législative d'intervenir pour protéger l'épargne populaire.

L'intervention qu'elle a faite au sujet des compagnies d'assurances mutuelles a produit d'heureux résultats et il est certain qu'en adoptant la loi actuellement soumise les mêmes effets se produiront.

Au cours de son discours, il cite au long l'article publié dans *La Patrie* de lundi et dans lequel on met les gens en garde contre ces sociétés qu'il dénonce.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Nouveau Code municipal

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

### En comité:

**M. le Président** propose l'étude de l'article 430, lequel a trait à la cassation des règlements, procès-verbaux, rôles, résolutions ou autres ordonnances des corporations ou actes des officiers municipaux par la Cour de circuit du comté ou du district, ou par la Cour de magistrat de district, à l'exclusion de toute autre cour, pour cause d'illégalité.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** et **M. Trahan (Nicolet)** sont en faveur de la clause telle que rédigée par la commission de refonte.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency), M. Tellier (Joliette), M. Francoeur (Lotbinière) et M. Bernier (Lévis)** préféreraient que l'on continue à casser les causes des municipalités en Cour supérieure, tel que le voulait l'ancien Code. Ils prétendent que l'on peut obtenir ainsi plus de satisfaction, que l'exposé des faits est mieux fait, que la cause est entendue plus sérieusement à cause des appels qui peuvent s'ensuivre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**

dit que la Cour de circuit suffit à ces causes et qu'elle a cet avantage qu'elle coûte moins cher et qu'il n'y a pas la perspective des appels qui coûtent encore plus cher. Il croit également que les discussions seront ainsi moins longues et ne s'éterniseront pas comme sous l'ancien Code.

L'adoption de l'article est suspendue.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 5 h 30.

---



Séance du mercredi 16 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 156 constituant en corporation la ville de Trois-Pistoles;

- bill 165 concernant un acte de donation en date du 6 juillet 1877, fait par Joseph Gagnon père à Joseph Gagnon fils, *et al*, autorisant la vente de certains immeubles;

- bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet.

Et sans amendement le bill 167 amendant la loi 5 George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

- bill 166 remettant en vigueur et amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Et avec amendements le bill 153 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 132 annexant la municipalité scolaire du village de la Côte-de-la-Visitation de Montréal à celle des écoles catholiques de Montréal;

- bill 152 changeant le chef-lieu du comté de Pontiac et l'établissant dans le village de Campbell's Bay.

Et avec amendements le bill 171 amendant la loi de l'instruction publique relativement aux serments d'office que doivent prêter les commissaires et les syndics d'écoles.

Votre comité fait aussi rapport qu'il a rejeté le bill 64 érigeant en municipalité scolaire distincte la corporation des écoles catholiques séparées de Saint-Dominique de Montréal.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 11 légalisant certaines entrées au volume 2 de l'index aux immeubles de la ville de Joliette, en usage depuis le 15 juin 1900, dans le bureau de la division d'enregistrement de Joliette.

**Questions et réponses:**

**Territoires de chasse sous location, comté de Rimouski**

**M. Tessier (Rimouski):** 1. Y a-t-il actuellement des territoires de chasse sous location dans le comté de Rimouski?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. À quels clubs ou à quelles personnes sont-ils loués?

4. Dans quels cantons sont-ils situés, et quelle est la superficie de chacun d'eux?

5. Quel est le loyer annuel payé pour chacun de ces territoires?

6. Quelle est la date de l'expiration de chaque bail?

7. Mêmes questions pour les lacs et rivières.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui.

2. 20.

Réponse aux questions 3, 4, 5 et 6. (Voir le tableau à la page suivante).

1. Percy Baker, Matapédia, 81 milles carrés dans la partie non arpentée du comté de Rimouski. Bail de 1915 à 1919 à .....	\$ 324.00	13. Narcisse Gagnon, Rimouski, 8 milles carrés dans le canton Duquesne. Bail de 1912 à 1916 à .....	40.00
2. Club de chasse et pêche Mistigougeche, 40 milles carrés dans la partie non arpentée du comté de Rimouski, autour du lac Mistigougeche. Bail de 1916 à 1920 à .....	160.00	14. Michel Pineau, Bic, 8 milles carrés sud du canton Duquesne. Bail de 1912 à 1916 à .....	50.00
3. Club de chasse et pêche Scott, 14 milles carrés dans les rangs 4, 5 et 6 du canton Bédard. Bail de 1914 à 1918 à .....	56.00	15. R. C. Watson, New York, 44 milles carrés dans la partie non arpentée du comté de Rimouski. Bail de 1912 à 1917 à .....	176.00
4. John J. McWilliams, Pointe au Père, 14 milles carrés dans les cantons Flynn et Macpès. Bail de 1914 à 1922 à .....	50.00	16. J. H. Courchesne, Rimouski, 14 milles carrés au sud du canton Duquesne. Bail de 1913 à 1917 à .....	56.00
5. Club de chasse et pêche Leblanc des Eaux Mortes, 8 milles carrés autour des eaux mortes de la rivière Mistigougeche. Bail de 1914 à 1918 à .....	30.00	17. Paul. J. Rayney, New York, 70 milles carrés partie dans le comté Bonaventure et partie dans le comté Rimouski. Bail de 1914 à 1918 à .....	210.00
6. Club de chasse et pêche Montagnais, 64 milles carrés sur terrains vacants sud du canton Massé. Bail de 1916 à 1920 à .....	200.00	18. Club de chasse et pêche Kedgewick, 69 milles carrés dans la partie non arpentée comté de Rimouski. Bail de 1913 à 1917 à .....	207.00
7. Club de chasse et pêche Le Senellier, 72 milles carrés dans les cantons Chénier, Duquesne, Macpès et Flynn. Bail de 1915 à 1917 à .....	300.00	19. A. B. Gardner, Washington, D. C., 32 milles carrés au nord de la Seigneurie du lac Métis. Bail de 1915 à 1919 à .....	112.00
8. Club Neigette, 10 milles carrés dans les 3 <sup>ième</sup> et 4 <sup>ième</sup> rangs du canton Ouimet. Bail de 1915 à 1920 à .....	30.00	20. Sir Wm. Price, Québec, 67 milles carrés sud du canton Flynn. Bail de 1915 à 1919 à .....	201.00
9. Jos A. Talbot, Rimouski, 15 ½ milles carrés, partie dans le canton Macpès et partie dans le canton Flynn. Bail de 1915 à 1919 à .....	90.00	Réponse à la question 7.	
10. William K. Vanderbilt, Jr., New York, 69 milles carrés dans la partie non arpentée du comté de Rimouski. Bail de 1916 à 1920 à .....	345.00	1. 70 lacs.	
11. Eugène Fiset, Ottawa, 4 milles carrés dans les rangs 4 et 5 du canton Neigette. Bail jusqu'au 31 décembre 1921 à .....	12.00	1. Club de chasse et pêche Squatteck, lacs des Aigles et des Outres. Bail de 1912 à 1917 à .....	\$ 200.00
12. Club de chasse et pêche Anglo Americain, 44 milles carrés dans le canton Chénier. Bail de 1912 à 1916 à .....	132.00	2. Club Macpès, lac Lunette, canton Macpès. Bail de 1908 à 1916 à .....	20.00
		3. Club de chasse et pêche Anglo Americain, lacs dans les rangs 5, 6, 7, 8. canton Chénier et lac Casette Bail de 1912 à 1916 à .....	175.00
		4. Club de chasse et pêche Neigette, lacs Neigette, grand et petit. canton Ouimet et lac à Luc. Bail de 1908 à 1916 à .....	50.00
		5. Valmore St-Laurent, Saint-Anaclet, lacs à la Firole, Ross, Étang ou Neigette, canton Neigette. Bail de 1909 à 1917 à .....	30.00

6. Michel Ringuet, Rimouski, lacs Pineau, Dépôt, 10 <sup>ième</sup> rang de Macpès et lac Neigette, 6 <sup>ième</sup> rang du même canton. Bail de 1913 à 1917 à.....	40.00
7. John J. McWilliams, Pointe au Père, lacs Caribou, Chickchock dans les cantons Flynn et Macpès. Bail de 1909 à 1917 à.....	35.00
8. Club de chasse et pêche Mistigougeche, lac Mistigougeche dans les cantons Flynn et Ouimet. Bail de 1916 à 1920 à.....	200.00
9. Club de chasse et pêche Scott, lac Saint-Jean ou des Îlets, canton Raudot, lacs Nemdingham, Petit Touladi, la Perche et quatre autres petits lacs sans nom dans la partie est des rangs 4, 5 et 6 de Bédard. Bail de 1914 à 1918 à.....	175.00
10. Club de chasse et pêche Montagnais, dans les eaux comprises dans leur territoire de chasse sud du canton Massé. Bail de 1916 à 1920 à.....	56.00
11. Club Angus, lac Angus, canton Amqui. Bail de 1914 à 1922 à.....	30.00
12. Eugène Fiset, Ottawa, lacs Des Roches, Noir, Pointu, Carré, canton Neigette. Bail de 1917 à 1921 à.....	45.00
13. Jos. A. Talbot, Rimouski, lac Petit Neigette, canton Macpès. Bail de 1913 à 1917 à.....	10.00
14. Club de chasse et pêche, Kedgewick, lac dans sont territoire de chasse. Bail de 1913 à 1917 à.....	50.00
15. P. A. Gardner, Washington, D. C., lac Inférieur et partie nord du lac du Milieu ou en Croix. Bail de 1915 à 1919 à.....	70.00
16. Sir Wm. Price, Québec, dans les eaux comprises dans son territoire de chasse. Bail de 1915 à 1919 à.....	75.00
Rivières. 1. 5. 1. Club Leblanc des eaux mortes, les eaux mortes de la rivière Mistigougeche. Bail de 1914 à 1918 à.....	\$ 10.00

2. Michel Pineau, Bic, Rivière Touladi, à environ six arpents en bas du lac Touladi près de l'écluse H. H. Price Bros., jusqu'à environ un mille en descendant ladite rivière, canton Chénier. Bail de 1914 à 1918 à.....	15.00
3. Club de chasse et pêche Squatteck, rivière des Aigles. Bail de 1912 à 1917, compris avec bail de lac à .....	200.00
4. Sir Wm. Price, Québec, branche West de la rivière Rimouski, et rivière Sifroi. Bail de 1915 à 1919, compris avec bail de lac à .....	75.00

#### **Travaux de macadam, Saint-Gédéon, comté Lac-Saint-Jean**

**M. Morin (L'Islet):** 1. Quels ont été les montants  
dépensés dans la paroisse de Saint-Gédéon, comté du  
Lac-Saint-Jean, pour travaux de macadam, depuis  
janvier 1914 jusqu'à date?

2. À qui ces divers montants, soit pour  
matériaux, travail ou autre cause, ont-ils été payés  
dans chaque cas?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1.  
Le gouvernement a payé à la municipalité \$38,633.31.  
2. Le gouvernement l'ignore.

#### **Rapport de la Commission des licences**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. La Commission  
des licences de Québec a-t-elle fait un rapport annuel  
depuis son institution?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il  
déposé celui de cette année?

3. Dans la négative, quand le fera-t-il?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1.  
Non.

2. Réponse contenue dans no 1.

3. La loi n'exige aucun rapport de ce genre.

#### **É. Coulombe père, travaux de macadam, Saint-Gédéon, comté Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant  
a été payé à Étienne Coulombe père, de Saint-  
Gédéon du Lac-Saint-Jean, au cours de l'année 1914,

pour ses services comme secrétaire préposé aux travaux de macadam exécutés dans cette localité?

2. Quel montant a été payé, d'après le ou les rôles de paie couvrant ces mêmes travaux, à toute autre personne ou personnes portant le nom de Coulombe?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1 et 2. Le gouvernement l'ignore.

**W. Boivin, travaux de macadam,  
Saint-Gédéon, comté Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant a été payé en 1914 à Wilfrid Boivin, de Saint-Gédéon, comté du Lac-Saint-Jean, pour pierre livrée sur les travaux de macadam en cet endroit?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement l'ignore.

**S. Bouchard, travaux de macadam,  
Saint-Gédéon, comté Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant a été payé en 1915 à Stanislas Bouchard, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, pour son travail comme journalier ou à tout autre titre, à l'occasion des travaux de macadam dans les chemins de cette paroisse?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement l'ignore.

**Demande de documents:**

**Travaux de macadam,  
Saint-Gédéon, comté Lac-Saint-Jean**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, états de compte, correspondance échangés entre le conseil municipal de Saint-Gédéon et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant les travaux de macadam, depuis janvier 1914 jusqu'à ce jour.

**Travaux de route,  
cantons Cabot et Awantjish**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie

de la liste de paie concernant toute somme de deniers ayant été dépensés pour travaux dans la route allant du 2e rang du canton Cabot au 3e rang du même canton et aussi de la route du canton Awantjish, en l'année 1914, et dont M. Joseph Ouellet, de Saint-Moïse, avait la direction comme contremaître.

Adopté.

**Travaux de macadam  
et de gravelage  
à Chambord**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, états de compte, comptes payés et de toute correspondance échangés entre le conseil municipal de Chambord ou toute personne de cette municipalité et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant la construction de macadam et de gravelage dans cette paroisse, depuis 1911 inclusivement jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Réparation de chemins  
à Saint-Gédéon**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le conseil de la municipalité de Saint-Gédéon, au sujet des réparations en terre dans les chemins publics de la paroisse, depuis 1904 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Travaux de macadam,  
paroisses des comtés de  
Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état des sommes d'argent dépensées en travaux de macadam dans chacune des paroisses des comtés de Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi indiquant, pour chaque année et chaque paroisse, le montant des sommes payées et de celles qui ne l'ont pas été, depuis 1904 inclusivement jusqu'à ce jour.

Adopté.



**Travaux de macadam et de gravelage,  
Saint-Prime, comté de Lac-Saint-Jean**

**M. Morin (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Labissonnière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, états de comte et correspondance échangés entre le conseil municipal de la paroisse de Saint-Prime du Lac-Saint-Jean et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant la construction de macadam et de gravelage dans cette municipalité, depuis 1911 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Location de lacs, canton Neigette,  
comté de Rimouski**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance ou autres documents quelconques entre le club de chasse et pêche de Rimouski et Eugène Fiset et le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, concernant la location des lacs des Roches, Noir, Pointu, Carré, canton Neigette, comté de Rimouski, depuis l'année 1908 à date.

Adopté.

**Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comté général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

**En comité:**

**M. Lévesque (Laval)** propose de nouveau l'adoption de l'article 430.

**Des voix:** Non! Non! Rejeté! Rejeté!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose de retrancher les mots "à l'exclusion de toute autre Cour" et d'ajouter "le recours spécial de cet article n'exclut pas celui du droit commun en vertu de l'article 50 du code de procédure, mais les frais de l'action en nullité ne peuvent en aucun cas excéder ceux du recours spécial".

L'objet de cet amendement, dit-il, est de conserver à la Cour supérieure son droit d'exercer un contrôle sur les corps publics.

Si on consacre le principe que les décisions des conseils municipaux, même pour les cas où il s'agirait de dépenser \$100,000, ne peuvent être soumises à d'autres cours que la Cour de circuit et de magistrat, on ouvre la porte aux abus et aux illégalités.

Le seul petit recours à la Cour du magistrat expose celui-ci à tomber dans l'illégalité, dit-il. De plus, il n'y a pas de raison valable qui puisse expliquer cette exclusion, car le contrôle de la Cour supérieure existe déjà en matière scolaire et il donne des résultats excellents.

Le ministre des Travaux publics ajoute que la Cour de circuit ou celle du magistrat peut réviser les décisions des corporations municipales, mais qu'il appartient à la Cour supérieure de contrôler ces mêmes décisions. Les frais d'un procès de la sorte en Cour supérieure ne sont pas d'ailleurs plus élevés que dans une autre cour.

**M. Trahan (Nicolet)** n'est pas de l'avis de l'honorable député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau).

S'il n'écoutait que ses intérêts comme avocat, dit-il, il serait en faveur de cet amendement; mais, au-dessus de son intérêt, il place son mandat de député. L'intérêt pécuniaire est ordinairement très minime dans ce genre de contestation, et il importe, pour la protection des plaideurs et des municipalités, de limiter les frais et les délais. Il établit ensuite une comparaison entre le code scolaire et le Code municipal. Quand les contribuables veulent s'opposer à l'érection d'un nouvel arrondissement scolaire, question très importante pourtant, ils ne peuvent s'adresser qu'à la Cour du magistrat ou de circuit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député de Nicolet (M. Trahan) peut-il nous montrer que le code scolaire interdit l'appel en Cour supérieure pour cause d'illégalité? Je ne crois pas qu'il puisse le faire.

**M. Trahan (Nicolet):** Quand le contribuable qui a été lésé par une décision d'un conseil municipal décide d'aller devant le tribunal de la Cour supérieure, il est obligé de payer les frais d'une action de troisième classe, s'il perd. Si la cour lui donne raison, la corporation qui perd ne se voit tenue de payer, elle, que les frais d'une action de quatrième classe; d'où, qu'on protège la corporation au détriment des contribuables.

Il dit qu'en le votant la Chambre va se départir de l'intention qu'elle a souvent manifestée de ne pas permettre d'appel par les recours en cassation. Il cite l'opinion de plusieurs juges interprétant en ce sens l'intention de la Législature.

**M. Tellier (Joliette)** dit que la plupart des décisions qu'il invoque ont été rendues en vertu d'un tarif qui est maintenant aboli.

Les choses empireront avec le nouveau Code.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** somme le député de Nicolet (M. Trahan) de prouver ce qu'il avance.

**M. Trahan (Nicolet)** dit que l'amendement proposé amènera une foule de procès en Cour supérieure, lesquels, d'après lui, sont une ruine pour les plaignants.

**M. Stein (Kamouraska)** déclare qu'il est en faveur de la proposition de l'honorable député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau). Quand même, dit-il, nous laisserions à la Cour supérieure le contrôle définitif sur les jugements des conseils municipaux, notre décision n'obligerait pas nécessairement les contribuables à ne pas se servir de la Cour de circuit ou de celle du magistrat du district.

Ils n'iront en Cour supérieure que s'ils jugent leur cas assez important pour les justifier de le faire. Les frais, d'ailleurs, des procès dans les deux cours ci-haut mentionnées sont aussi élevés que dans la Cour supérieure, car les principaux frais sont ceux de l'institution d'une cause en n'importe quelle cour.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** n'est pas opposé à la juridiction de la Cour supérieure. Il trouve que l'amendement du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau) va trop loin. Il faut, dit-il, éviter les frais dont on s'est plaint depuis l'organisation des municipalités. La proposition du député de Montmorency, dans son opinion, laisse au contribuable de nos campagnes, dont on connaît, dit-il, l'humeur batailleuse, trop de latitude et amène des procès trop coûteux.

Si on permet le recours en Cour supérieure, on peut être sûr que l'on ira toujours jusqu'en appel. On continuera par conséquent à voir s'engager les procès ruineux pour des causes de peu d'importance.

**M. Trahan (Nicolet)** propose de limiter les appels à la Cour de révision.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** consent à décréter que les appels n'iront pas plus loin que la révision.

**M. Tellier (Joliette)** ne l'entend pas ainsi. Il veut conserver le droit formel de recours en appel qu'on ne peut abolir à moins de donner à entendre que la province de Québec est en proie à l'arbitraire. Je ne veux pas être sévère, continue-t-il, mais je ne comprends pas que le député de Nicolet puisse, après avoir étudié le Code pendant deux ans, ne pas saisir l'importance qu'il y a à conserver contre la tyrannie et l'oppression dont se rendent parfois coupables certains conseils municipaux le droit d'appel devant le tribunal qui possède la plénitude de la juridiction.

Je repousse, continue-t-il, avec indignation les insinuations du député de Nicolet. Si je n'écoutais que mon intérêt professionnel, je serais en faveur de l'amendement du ministre des Travaux publics, mais j'ai mon mandat de député. Les règles de la Chambre et les règles de la gentilhommerie m'obligent à accepter comme honorables les motifs du député de Nicolet, mais je lui conteste le droit d'imputer au ministre des Travaux publics, au député de Témiscouata, à d'autres et à moi-même des motifs intéressés. Il n'a pas le droit de faire cela. Si cet article passe, ce sera contre les intérêts des gens de cette province, et c'est pour l'intérêt public seul que nous avons lutté. Mais je ne crois pas que la Chambre votera cet article.

**M. Trahan (Nicolet)** prend la parole.

L'amendement est adopté sur division. L'article ainsi amendé est adopté.

Plusieurs articles sont adoptés.

**M. Tellier (Joliette)** propose à quelques reprises la substitution d'une expression à une autre.

**M. Lavergne (Montmagny)** demande la castration (sic) d'une partie du chapitre deuxième qu'il croit inutile et plutôt placé là comme hors-d'œuvre.

Le comité a adopté 69 articles.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 h 10.

Séance du jeudi 17 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 74 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec Central.

**Indemnités,  
secours et récompenses**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 181 amendant l'article 5684 des statuts refondus, 1909, concernant les indemnités, secours et récompenses.

Ce projet de loi permet aux municipalités de créer de nouveaux impôts pour fins de charité. On pourra créer un fonds spécial destiné à soutenir et à assister les pauvres et les indigents ainsi que les institutions de charité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour du banc du roi,  
juridiction d'appel**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 25 relatif à certaines questions soumises à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Jusqu'ici, les questions litigieuses que le gouvernement provincial soumet parfois à la Cour d'appel ne vont pas plus loin que ce tribunal.

Par ce bill, le gouvernement demande que les décisions de la Cour d'appel sur cette question puissent être sujettes à appel jusque devant les tribunaux les plus élevés, lorsqu'il s'agit de questions concernant, par exemple, les pêcheries, dans lesquelles le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial se trouvent intéressés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Ministère de la Voirie  
et municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre les réponses à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton Wotton et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 58)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Joseph-de-Ham-Sud et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 51)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Dominique-de-Jonquières et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 52)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Maxime et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 53)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Ambroise et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 54)

**Rivière Saint-François,  
lacs et rivières tributaires**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 janvier 1916, pour copie de tous documents et correspondance échangés entre toutes personnes et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et les officiers de la Commission des eaux courantes, relativement à l'emmagasinement de la rivière Saint-François et de ses lacs et rivières tributaires. (Document de la session no 55)

**Questions et réponses:****Prohibition des liqueurs enivrantes**

**M. Bérubé (Témiscouata):** Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter à la présente session une loi établissant la prohibition des liqueurs enivrantes dans toute la province?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

**Municipalités, taxe pour l'entretien des aliénés**

**M. Bérubé (Témiscouata):** Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir pendant cette session la taxe actuelle pour l'entretien des aliénés, qui est un fardeau sur les municipalités?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Cette taxe n'existe pas. Le gouvernement n'a pas l'intention d'abolir la loi qui pourvoit au paiement des montants payables par les municipalités pour l'entretien des aliénés.

**E. Côté, travaux de macadam, Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant a été payé par le gouvernement de cette province en 1914 à Eugène Côté, de Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean, pour pierre livrée sur les travaux de macadam en cet endroit?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement a payé à la municipalité de Saint-Gédéon les sommes dues pour travaux exécutés en 1914, mais il n'a rien payé directement aux fournisseurs de matériaux ni aux journaliers.

**F. Laplante, travaux de macadam, Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant a été payé en 1914 par le gouvernement de cette province à François Laplante pour pierre livrée ou pour travail sur le chemin macadamisé de Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement a payé à la municipalité de Saint-Gédéon les sommes dues pour travaux exécutés en 1914, mais il n'a rien payé directement aux fournisseurs de matériaux ni aux journaliers.

**E. Murray, travaux de macadam, Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant a été payé en 1914 par le gouvernement de cette province à Elie Murray pour pierre livrée sur les travaux de macadam de Saint-Gédéon, comté de Lac-Saint-Jean, ou à aucun autre titre?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement a payé à la municipalité de Saint-Gédéon les sommes dues pour travaux exécutés en 1914, mais il n'a rien payé directement aux fournisseurs de matériaux ni aux journaliers.

**Subventions aux compagnies de chemins de fer**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à des subventions accordées à certaines compagnies de chemins de fer par la loi 2 George V, chapitre 5. Adopté.

**Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec. Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Éclairons ça.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency), M. Tellier (Joliette), M. Trahan (Nicolet) et M. Lavergne (Montmagny)** prennent la parole.

Les articles étudiés concernent les dispositions particulières aux cours d'eau municipaux, la réglementation des chemins, ponts et cours d'eau et les dispositions générales pour certains travaux, l'exécution et la surveillance des travaux sur les chemins, trottoirs, ponts et cours d'eau, les inspecteurs municipaux et d'arrondissements de voirie et leurs devoirs, les formalités relatives aux

règlements et procès-verbaux au sujet des chemins, ponts et cours d'eau, l'acte de répartition et sa base sur la valeur des biens fonds imposables.

Le comité a adopté 105 articles.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 16 modifiant l'article 892 du Code de procédure civile;

- bill 20 amendant l'article 3 George V, chapitre 38, relativement à la protection de certaines municipalités contre les incendies;

- bill 65 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Reuben Henry Lipsey au nombre de ses membres;

- bill 70 amendant la loi 60 Victoria, chapitre 72, concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange;

- bill 72 régularisant la cléricature d'Edmond Saint-Denis, étudiant en loi;

- bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Goudrault au nombre de ses membres, après examen;

- bill 98 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Labrègue au nombre de ses membres;

- bill 103 amendant la charte de la Société d'histoire naturelle à Montréal;

- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Robert Warden Lee au nombre de ses membres, après examen;

- bill 127 autorisant Jean-Marie Richard à exercer la profession d'avocat, après examen;

- bill 134 constituant en corporation The Civic Investment and Industrial Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount;

- bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français;

- bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal;

- bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne.

### **Charte de Westmount**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount. Les amendements sont lus une première fois.

### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

### **Federation of Jewish Philanthropies of Montreal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 constituant en corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal. Les amendements sont lus une première fois.

### **Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne. Les amendements sont lus une première fois.

### **Société des artisans canadiens-français**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français. Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

**M. Perron (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, l'informant que la Chambre accepte le premier amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français et que l'Assemblée législative accepte le second amendement du Conseil législatif, mais en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'approbation par la convention générale et spéciale tenue les 22 et 23 novembre 1915, des modes d'assurance mentionnés dans la section 1 est ratifiée à toutes fins que de droit."

Adopté.

La séance est levée.

---

Séance du vendredi 18 février 1916

### Présidence de l'honorable C. F. Delège

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 120 constituant en corporation la Fire Insurance Brokers Association of Montreal;
- bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre à la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal.

Et avec amendements les bills suivants:

- bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le numéro 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec;
- bill 126 constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal;
- bill 110 amendant la charte de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri;
- bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal soit imprimé de nouveau.

Le promoteur du bill 63 pour changer les fiduciaires d'une partie du capital-actions de la Presse Publishing Company Limited et le promoteur du bill 112 amendant la charte de la cité de Montréal et réduisant le nombre des échevins ayant déclaré à votre comité qu'ils désiraient ne pas procéder sur ces bills, votre comité recommande en conséquence que permission leur soit accordée de les retirer.

Adopté.

### Contribution des municipalités pour fins patriotiques, nationales ou scolaires

**M. Trahan (Nicolet)** pour **M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 180 pour autoriser les municipalités à contribuer

de leurs deniers pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires.

Ce projet de loi permet aux municipalités de contribuer jusqu'à concurrence de 5% de leur revenu brut.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Dépôt de documents:

#### Administration municipale de la cité de Montréal

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 janvier 1916, pour copie de tous documents, correspondance, échangés entre toutes personnes et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, concernant l'administration municipale de la cité de Montréal depuis 1911. (Document de la session no 56)

#### Ministère de la Voirie et municipalités

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour copie de toute correspondance entre les secrétaires ou l'un des membres des conseils municipaux des comtés d'Argenteuil, Arthabaska, Bagot, Beauce, Beauharnois, Berthier, Bellechasse, Bonaventure, Brome, Chambly, Champlain, Charlevoix, Châteauguay, Chicoutimi, Compton, Deux-Montagnes, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gaspé, Huntingdon, Iberville, Îles-de-la-Madeleine, Joliette, Kamouraska, L'Islet, Labelle, Lac-Saint-Jean, L'Assomption, Lévis, Lotbinière, Maskinongé, Matane, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Napierville, Nicolet, Ottawa, Pontiac, Portneuf, Québec, Richmond, Richelieu, Rimouski, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Shefford, Soulanges, Sherbrooke, Stanstead, Témiscamingue, Témiscouata, Terrebonne, Vaudreuil, Verchères, Wolfe, Yamaska et le Trésor de la province relative à la voirie pour 1914-1915. (Document de la session no 57)

**Questions et réponses:****Route Édouard VII**

**M. Sylvestre (Montcalm):** 1. À quelle date a été terminée la construction de la route Édouard VII?

2. Combien ont coûté, depuis, les travaux d'entretien et de réparation?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. La construction de la route a été terminée en novembre 1913.

2. \$ 321.77 par mille.

**Route interprovinciale  
entre Rivière-du-Loup et Edmundston**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes pour la construction d'une route interprovinciale de Rivière-du-Loup à Edmundston, N. B.?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de commencer immédiatement les travaux de cette route?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. et 2. Non.

**Chemins à Saint-Jérôme,  
comté Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels montants étaient dus au 1<sup>er</sup> novembre 1914 par le gouvernement pour travaux de construction ou d'amélioration des chemins dans la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Lac-Saint-Jean, comme suit:

- a. pour macadam;
- b. pour gravelage;
- c. pour chemins de terre;
- d. pour ponts et ponceaux?

2. Quand ces divers montants ont-ils été payés?

3. Quel est le montant dépensé en cette paroisse pour les mêmes fins durant l'année 1915?

4. Quelle partie de ce montant reste encore due?

5. Si tout est payé, à quelle date a été effectué tel paiement?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. a. Aucun.  
b. \$6,329.34, montant des comptes transmis au département le 29 octobre 1914.

c. Aucun.

d. Aucun.

2. Le département a payé \$5,729.34 pour le gravelage le 16 décembre 1914. Une retenue de \$600 a été faite parce que le gravelage a été fait à 12 pieds de largeur au lieu de 16 pieds, sur une longueur de 39½ arpents. Cette retenue a été payée le 23 février 1915, le règlement ayant été amendé à cet effet le 28 décembre 1914 et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 20 février 1915.

3. a. \$15,498.04.

b. Le gouvernement l'ignore.

c. Le gouvernement l'ignore.

d. Le gouvernement l'ignore.

4. et 5. \$3,234.34, qui seront payés dès que le département aura reçu des coupons dûment signés. Ces coupons ont été envoyés à la municipalité le 12 février 1916.

**Travaux de macadam,  
Saint-Bruno, comté de Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant était dû par le gouvernement de cette province au conseil municipal de Saint-Bruno, comté de Lac-Saint-Jean, au 30 septembre 1915, pour travaux de macadam en cette paroisse?

2. Depuis quand ce montant était-il dû?

3. Est-il entièrement payé?

4. Quand a-t-il été payé?

5. En combien de versements le paiement a-t-il été fait, et quels sont la date et le montant de chaque versement?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Aucun.

2, 3, 4 et 5. Voir réponse précédente.

**Chemins de paroisses,  
comtés de Chicoutimi et de Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelles sont les paroisses des comtés de Chicoutimi et de Lac-Saint-Jean où le ministère de la Voirie a fait continuer en gravelage les travaux de chemins commencés en macadam en 1914?

2. Quelle est la raison de ce changement?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. a. Chicoutimi, aucune;  
b. Lac-Saint-Jean: Saint-Joseph-d'Alma et Saint-Louis de Métabetchouan.  
2. L'intérêt de la municipalité.



**Ponceaux,  
district du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que, pour la construction de chemins en macadam dans le district du Lac-Saint-Jean, au cours de l'année 1914, le ministre de la Voirie a permis l'emploi de ponceaux faits d'un béton absolument impropre à cet usage, avec le résultat que, presque partout dans ce comté et district, ces ponceaux ont dû être remplacés par d'autres plus solides?

2. Dans l'affirmative, quel a été, pour chaque cas et dans chaque paroisse, le coût des réparations?

3. Par qui ces réparations ont-elles été payées?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Non.

2. Le gouvernement l'ignore.

**Y. Côté, travaux de macadam,  
Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant a été payé en 1914 à Yves Côté, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, pour pierre livrée sur les travaux de macadam en cet endroit?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Le gouvernement l'ignore.

**A. Bouchard, travaux de macadam,  
Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant a été payé au cours de l'année 1915 à André Bouchard, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, pour ses services ou son travail comme conducteur, soit à tout autre titre, à l'occasion des travaux de macadam ou de confection de routes de toutes sortes, exécutés dans cette localité pour cette période?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Le gouvernement l'ignore.

**J. Bouchard, travaux de macadam,  
Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant a été payé à Joseph Bouchard, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, au cours de l'année 1915, pour son travail comme journalier ou à tout autre titre, à l'occasion des travaux de macadam dans les chemins de cette paroisse?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. Le gouvernement l'ignore.

**W. C. J. Hall,  
surintendant du parc National**

**M. Lavergne (Montmagny):** 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que M. W. C. J. Hall, surintendant du parc National, a insulté gravement dans sa nationalité un fonctionnaire subalterne canadien-français?

2. Que se propose de faire le gouvernement?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1. Non.

**Demandes de documents:**

**États financiers  
de commissions scolaires**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Tellier), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la commission scolaire d'Hochelaga, de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la commission scolaire de Côte-Visitation, de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la commission scolaire de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge, de Maisonneuve, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la commission scolaire de Saint-François-Solano, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la commission scolaire de la ville de Longue-Pointe, de Laval, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la commission scolaire de Saint-Stanislas, de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance échangés entre toute personne ou corporation et le gouvernement ou aucun de ses membres, concernant l'état financier de la Commission des écoles catholiques de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913.

Adopté.

#### **Serment d'office des commissaires et des syndics d'écoles**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 171 amendant la loi de l'instruction publique relativement au serment d'office que doivent prêter les commissaires et les syndics d'écoles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** croit qu'on ne devrait pas décréter cette obligation absolue. Si un commissaire néglige de prêter le serment d'office, cela entraînera son incapacité et permettra de faire annuler les décisions de la commission.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie et adopte 74 articles.

Ils se rapportent aux personnes obligées aux travaux de chemins, ponts ou cours d'eau, au défaut de procès-verbal ou de règlement, aux passages d'eau, aux travaux publics des corporations municipales, à leurs revenus - leur administration et leur vérification - au rôle d'évaluation et aux devoirs des estimateurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency), M. Trahan (Nicolet) et M. Tellier (Joliette)** prennent la parole.

**M. Dorris (Napierville):** Renvoyons donc ce Code que personne ne comprend et reprenons le vieux. J'en ai fait un, moi, un code, autrefois avec M. Stephens, ancien député de Huntingdon, et il était bien mieux que celui-là. La Chambre n'en a pas voulu. Celui-là, il n'est pas "méritable" même qu'on le lise. Que ce soit le député de Nicolet (M. Trahan) ou un autre qui le lise, on ne le comprend pas.

Il demande qu'on fasse réimprimer et distribuer l'ancien Code.

On peut peut-être bien s'imaginer, dit-il, que je suis obligé de donner des avis pour cette motion-là, mais on se trompe. Je connais les règles de la Chambre bien mieux que n'importe qui.

**M. Cannon (Dorchester):** On est c..., hein?

**M. Dorris (Napierville):** On est en famille. Il admet que le nouveau Code a du bon. Les gens pourraient en être satisfaits dès qu'ils en auraient fait l'expérience.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que l'on rapporte progrès.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Ville de Trois-Pistoles**

**M. Caron (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 156 constituant en corporation la ville de Trois-Pistoles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville du Sault-au-Récollet**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 concernant la ville du Sault-au-Récollet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paroisse Saint-Pierre-Claver**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 167 amendant la loi 5 George V, chapitre 134, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Saint-Pierre-Claver.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 166 remettant en vigueur et amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 153 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Petit (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chef-lieu du comté de Pontiac**

**M. Campbell (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 152 changeant le chef-lieu du comté de Pontiac et l'établissant dans le village de Campbell's Bay.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Campbell (Pontiac)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de chemin de fer Québec Central**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec Central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Campbell (Pontiac)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Œuvre de la propagation de la foi de Québec**

**M. Leclerc (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill B du Conseil législatif constituant en corporation l'Œuvre de la propagation de la foi de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Allard), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 20.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 67 amendant la charte de l'Institut des artisans de Montréal;
- bill 145 constituant en corporation The Danville Protestant Cemetery Company;
- bill 146 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Omphroy Bissonnette au nombre de ses membres;
- bill 147 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Rosario Lamontagne au nombre de ses membres;
- bill 148 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James McK. Wathen au nombre de ses membres;
- bill 149 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léopold Laroque au nombre de ses membres;
- bill 150 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-B.-Frédéric Houde au nombre de ses membres;
- bill 151 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles-Édouard Valiquette au nombre de ses membres;
- bill 158 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ernest Chaussé au nombre de ses membres;
- bill 159 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Albert Lavigne au nombre de ses membres.

Séance du lundi 21 février 1916

**Présidence de l'honorable C. F. Delâge**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:**

**Taxe sur les transferts d'actions  
et d'obligations**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. En quelle année et sous quel gouvernement a été imposée la taxe sur les transferts d'actions, d'obligations, etc.?

2. Combien cette taxe a-t-elle rapporté annuellement au Trésor public, depuis sa création?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir cette taxe au cours de la présente session?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. En 1906, sous le gouvernement actuel.

2. L'année fiscale finissant le 30 juin 1906, \$33,386.66; 1907, \$38,654.84; 1908, \$28,387.06; 1909, \$60,020.10; 1910, \$76,516.84; 1911, \$65,912.16; 1912, \$68,845.04; 1913, \$70,793.90; 1914, \$53,870.02; 1915, \$20,369.48.

3. Non.

**Taxe pour  
les détectives particuliers**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. En quelle année et sous quel gouvernement a été imposée un droit de \$20 sur toute personne désirant tenir un bureau de détective particulier?

2. Combien cette taxe a-t-elle rapporté au Trésor de cette province, depuis sa création?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir cette taxe au cours de la présente session?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Aucune taxe n'a été imposée sur des personnes désirant tenir un bureau de détective particulier, mais, en 1915, sous le gouvernement actuel, toutes personnes ou corporations désirant agir comme détectives particuliers ou s'annoncer comme tels doivent, avant de prendre ce titre, obtenir à cet effet un permis qui ne doit être accordé qu'après s'être enquis de l'honorabilité, des capacités et de l'aptitude de la personne ou de la corporation demandant le

permis et après l'approbation du cautionnement et sur réception d'un droit de \$200.

2. Rien, mais, pour les permis, la somme de \$800.

3. Aucune taxe de ce genre n'existe, mais le gouvernement n'a pas l'intention d'abroger la loi exigeant le permis dont il est question dans la réponse no 1.

**Taxe sur les  
distributeurs automatiques**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. En quelle année et sous quel gouvernement a été imposée la taxe sur les distributeurs automatiques?

2. Combien cette taxe a-t-elle rapporté depuis sa création jusqu'à ce jour?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir cette taxe au cours de la présente session?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Nulle taxe n'a été imposée sur les distributeurs automatiques, mais, en 1915, sous le gouvernement actuel, il a été exigé que des licences fussent obtenues par leurs propriétaires.

2. Rien, mais le montant réalisé avec les droits des licences a été de \$12,782.72.

3. Aucune taxe de ce genre n'existe, mais le gouvernement n'a pas l'intention d'abroger la licence dont il est question dans la réponse no 1.

**Taxe sur les automobiles**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. Quel a été le produit de la taxe sur les automobiles pendant le dernier exercice financier expirant le 30 juin 1915?

2. En quelle année et sous quel gouvernement cette taxe a-t-elle été imposée?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir cette taxe à la présente session?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Rien, mais le montant réalisé avec les licences d'automobiles et les certificats d'enregistrement, pendant l'année fiscale expirée le 30 juin 1915, a été de \$180,224.67.

2. Aucune taxe n'a été imposée, mais, en 1906, sous le gouvernement actuel, il a été exigé que des licences fussent obtenues des propriétaires d'automobiles et des chauffeurs, et l'enregistrement des véhicules a été aussi rendu obligatoire.

3. Aucune taxe de ce genre n'existe, mais le gouvernement n'a pas l'intention d'abroger la loi qui exige que des licences soient obtenues par les propriétaires d'automobiles et les chauffeurs, ainsi que l'enregistrement.

#### **Taxe sur les buanderies publiques**

**M. Bérubé (Témiscouata):** 1. En quelle année et sous quel gouvernement a été imposée la taxe sur les buanderies publiques?

2. Combien cette taxe a-t-elle rapporté au gouvernement depuis sa création?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir cette taxe pendant la présente session?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Nulle taxe n'a été imposée sur les buanderies publiques, mais, en 1915, sous le gouvernement actuel, il a été exigé que des licences fussent obtenues par leurs propriétaires.

2. Rien, mais le montant réalisé avec les droits des licences a été de \$30,397.09.

3. Aucune taxe de ce genre n'existe, mais le gouvernement n'a pas l'intention d'abroger la licence dont il est question dans la réponse no 1.

#### **Lots de colonisation, comté de Champlain**

**M. Labissonnière (Champlain):** 1. La classification des lots propres à la colonisation dans le comté de Champlain est-elle faite au complet?

2. Dans l'affirmative, quel est le total des lots propres à la colonisation, et quel est le nombre actuellement concédé?

3. Dans la négative, pourquoi et quand ce travail sera-t-il fait?

**L'honorable M. Allard (Drummond):** 1, 2 et 3. La classification des terres du comté de Champlain sera complétée dans le cours de l'été prochain. L'étendue considérable du territoire à classer dans la province est la cause que ce travail de classification n'a pu encore être complété dans la plupart des comtés.

#### **Federation of Jewish Philanthropies of Montreal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 constituant en

corporation la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites Sainte-Chrétienne**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites Sainte-Chrétienne. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Westmount**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 amendant la charte de la cité de Westmount. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois.

#### **M. Joseph-Pamphile LeMay**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 124 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Pamphile LeMay au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association des courtiers  
d'assurance-feu de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 120 constituant en corporation The Fire Insurance Brokers Association of Montreal.

Adopté.

**En comité:**

**M. Cousineau (Jacques-Cartier), M. Tellier (Joliette) et M. Lavergne (Montmagny)** craignent que cette association ne fût le début d'une tentative pour faire du métier d'agent d'assurances une profession fermée. Ils rappellent que notre province est une province bilingue et que cette nouvelle profession devrait être incorporée sous un nom français aussi bien que sous un nom anglais.

**M. Lavergne (Montmagny)** dit que le bill propose la création d'une nouvelle profession et que, dans quelques années, on chercherait à obtenir davantage de pouvoirs afin de contrôler les affaires en matière d'assurances.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** défend son bill.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf), l'honorable M. Décarie (Maisonneuve) et l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** disent qu'il s'agit d'un bill privé. Il vaut mieux, pour éviter les confusions, que les sociétés s'incorporent sous un seul nom.

**M. Tellier (Joliette) et M. Lavergne (Montmagny):** Pas du tout. On veut créer une véritable profession? Qu'ils s'incorporent sous un nom français tout comme sous un nom anglais.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf) et M. Lavergne (Montmagny)** demandent au député de Montréal-Saint-Laurent (**M. Finnie**) d'ajourner l'étude du bill.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** y consent.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Immeuble du no 2167 du cadastre  
du quartier Saint-Pierre, Québec**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 ratifiant les titres de l'immeuble connu sous le numéro 2167 du cadastre du quartier Saint-Pierre, en la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Saint Edwards Church**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 160 amendant la loi 39 Victoria, chapitre 74, et établissant le titre à la propriété connue sous le nom de "Saint Edwards Church", dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Oratoire Saint-Joseph**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 126 constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Union Saint-Joseph de Saint-Henri**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 110 amendant la charte de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Municipalité scolaire du village de Villeray**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** veut faire étudier le bill 92 annexant la municipalité scolaire de Villeray à celle des écoles catholiques de Montréal..

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** dit qu'il vaudrait mieux que l'on commence par étudier le bill général de la fusion des municipalités avant d'étudier les bills relatifs à des annexions particulières. Ainsi, dit-il, on pourrait étudier plus à l'aise le principe des annexions. Si on rejette le bill des annexions, il n'y aura plus à revenir pour les annexions particulières.

La Chambre, dit-il, devrait savoir à quoi s'en tenir au sujet de la politique du gouvernement concernant les annexions des municipalités scolaires.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que l'on pouvait fort bien discuter la question de l'annexion de Villeray avant de discuter le bill de la fusion.

Il fera connaître son opinion en temps et lieu. Pour le moment, il ne voit pas pourquoi le chef de l'opposition (M. Cousineau) veut s'opposer à cette annexion particulière, qui, si elle est décidée, ne serait pas modifiée par la fusion de toutes les commissions.

Il remet à plus tard l'étude du projet de loi.

#### **Charte de Montréal**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

Le préambule est adopté.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)**<sup>1</sup>: Pourquoi se presser? Pourquoi tant de zèle? demande-t-il. Ce bill est-il très important? Il vient d'être réimprimé; ajournons donc à demain. Il voudrait que l'on attende à une autre séance parce que, dit-il, la plupart des députés de Montréal ne sont pas encore arrivés et que ce sont les plus intéressés. Il demande, vu l'heure avancée<sup>2</sup>, au gouvernement de remettre à demain l'étude proposée.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** démontre qu'il importe d'en finir avec le bill le plus tôt possible en vue des prochaines élections municipales qui auront lieu en avril, à Montréal, et pour lesquelles il faudra des préparatifs particuliers à cause des nouveaux amendements faits à la carte de la cité. Il se déclare prêt à remettre la discussion des articles que le chef de l'opposition voudrait bien choisir.

Il signale que les députés de Montréal Saint-Laurent (M. Finnie), de Montréal-Sainte-Marie (M. Séguin), de Montréal-Sainte-Anne (M. Tansey), de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), tous les députés de Montréal, de même que M. Charles Laurendeau, le procureur en chef de la cité, sont présents.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** veut que l'on suspende l'article 1 où est donnée la liste des nouveaux quartiers répartis en 20 secteurs. Il s'élève dans toutes les parties de la ville de Montréal un cri de réprobation.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** accepte de suspendre l'étude de l'article 1.

L'article 1 est suspendu.

L'article 2 donnant au conseil municipal le pouvoir de délimiter les nouveaux quartiers est adopté.

On discute l'article 3 interdisant aux candidats aux diverses charges municipales de se présenter à plus d'une de ces charges.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)**: Y a-t-il quelque raison pour cela? Le premier ministre (l'honorable M. Gouin) ne fut-il pas candidat pour deux divisions? Ce qui est bon pour un député devrait l'être également pour un échevin. Je comprendrais si la clause disait: Personne n'occupera deux positions. Mais elle dit: Personne ne pourra se porter candidat pour deux positions.

Le premier ministre aurait été bien mal pris, en 1908, dit-il, s'il ne s'était présenté que dans Saint-Jacques.



**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je ne regrette pas ce que j'ai fait.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Ce fut une bonne chose puisque la Chambre a ainsi pu garder le premier ministre, dit-il en souriant. Mais, si le premier ministre peut se présenter dans deux comtés, pourquoi quelqu'un ne peut-il se porter candidat pour deux positions, à Montréal?

**M. Bernier (Lévis)** prend la parole.

**M. Perron (Verchères):** Si un homme était élu à la fois maire et échevin, il faudrait faire une autre élection, ce qui entraînerait peut-être une dépense de \$20,000.

L'article 4 décrétant que la durée de la charge des commissaires élus, à l'avenir, ne sera que de deux ans est proposé.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Pourquoi cette réduction? D'après lui, deux années ne peuvent suffire aux commissaires pour s'initier à leur besogne, et il faut au moins quatre fois 365 jours pour se familiariser avec les mille caprices de la machine municipale.

**M. Perron (Verchères)** répond que le terme de deux années donne aux électeurs la liberté de mettre à la porte les commissaires incompetents tout en leur laissant celle d'élire de nouveau ceux qui font leur devoir. Il est bon, continue le député de Verchères, que les commissaires ne puissent pas compter sur un trop long règne; la crainte de l'électorat est le commencement de la sagesse.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Depuis 14 jours, nous avons étudié un des problèmes les plus importants qui concernent la province: l'administration de la ville de Montréal.

Devant le comité des bills privés, nous avons entendu les divers corps publics de Montréal énoncer plusieurs opinions sur la meilleure façon de remédier à l'imbroglio actuel de Montréal. Soudain, le premier ministre (l'honorable M. Gouin) s'est levé et il a lancé, comme un coup de tonnerre de fer-blanc, comme un embryon dont on ne connaît pas la provenance, son plan à lui, son projet de constitution pour Montréal. Il ne pourrait l'expliquer, mais il dit: J'ai pensé qu'en ma qualité de premier ministre j'avais à donner à Montréal une nouvelle administration.

Je le lui pardonnerais si au moins il avait su donner satisfaction. J'admirerais ce coup de théâtre s'il valait la peine d'être étudié. Mais consultez la population de Montréal et vous verrez si cela rencontre les vues du peuple. Si le premier ministre ne veut pas adopter le système d'autonomie, il peut aller devant le peuple avec cette proposition, ou avec un plan proposant un nombre de représentants élus par quartier, grand ou petit, donnant ainsi la chance aux deux parties à Montréal de se prononcer.

Personne, dit-il, n'a demandé les réformes que le premier ministre vient d'imposer à la ville de Montréal et qui n'apportent aucun remède à la situation. Il reproche au premier ministre d'imposer son projet aux électeurs de Montréal et de violer leur liberté. Ce dernier demande, puisque le maire Martin avait lui-même avoué l'incapacité de la ville à se conduire par elle-même, à la Chambre d'enlever aux Montréalais le droit même d'élire leurs administrateurs.

Je suis opposé, dit-il, au système autocratique du premier ministre et je suis d'avis que nous devons régler la question d'une manière démocratique.

J'aurais préféré voir le premier ministre ou le gouvernement imposer une constitution de nature à remédier au mal en satisfaisant la population de Montréal. Il y avait deux clans devant nous. L'un demandait le maintien du bureau de contrôle avec la réduction du nombre des échevins; l'autre demandait l'abolition du bureau de contrôle. Le plan suggéré par le premier ministre ne rencontre les vues d'aucun de ces deux.

Le chef du gouvernement aurait dû regarder la question en face et ne pas s'arrêter à de petites considérations de clocher. Son projet n'a pas satisfait les électeurs de Montréal et n'a pas apporté un remède à la situation. Ce qu'il faut à Montréal, c'est un cataplasme extraordinaire. Le premier ministre se contente de proposer la réduction du nombre des échevins à 20. Voilà donc le plan gigantesque, génial, qu'on a trouvé, je ne sais comment ni pourquoi, dans l'officine du premier ministre.

Si le premier ministre, continue le chef de l'opposition, avait proposé un remède radical, la nomination, par exemple, de sept ou huit administrateurs pour un terme de quatre ans avec salaire de \$10,000 par année, pour tirer la ville du chaos où elle se trouve, il l'aurait appuyé. Il l'aurait appuyé aussi si, au lieu du système despotique qu'il veut imposer, il avait accordé la disparition de l'un des deux corps. Il n'y a rien proposé de cela.

S'il avait pu offrir au peuple 15, 20 ou 30 hommes choisis par quartier ou par différents groupes, il aurait fait beaucoup mieux. On nous a

demandé de réduire le terme d'office du bureau des commissaires à deux ans. C'est raisonnable de penser que vous pourriez trouver des hommes réellement qualifiés pour accepter la position pour un tel terme.

Le premier ministre croit-il que, pour cette période de temps, des hommes d'affaires voudront courir les risques d'une élection? Avec ce système, reprend le chef de l'opposition, on aura des hommes de paille à la merci des grandes compagnies. On verra élire des gens pareils à ceux qui se sont laissés prendre à l'Occidental avec des promesses de \$200,000. On se demande qui est intéressé à demander cette réforme, d'où tout cela peut bien venir. On a réduit le nombre des échevins, la belle affaire! On s'est empressé d'augmenter ceux qui restent, de sorte que la dépense que le peuple aurait surtout voulu voir diminuer reste la même. On veut réduire maintenant le terme des commissaires à deux ans.

Supposons qu'ils s'intéressent à la franchise des tramways, le député de Verchères (M. Perron) dirait probablement, dans ce cas, qu'il s'agit de bons garçons, et il serait prêt à leur accorder un autre mandat de deux ans.

S'ils sont des bons garçons, nous les réélirons, dit le député de Verchères (M. Perron), c'est-à-dire, sans doute, s'ils écoutent bien les propositions du Montreal Street.

**M. Perron (Verchères):** Ils l'auront bien mérité.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** S'ils sont favorables à certaines annexions autour de la ville de Montréal, reprend-il, le premier ministre sera sans doute aussi d'opinion que ce sont des hommes d'envergure qui méritent la réélection.

J'aurais préféré un autre plan. Nous avons ici huit ministres élus pour cinq ans pour administrer un budget moindre de plus de la moitié que le budget de Montréal et nous parlons de réduire à deux ans le terme d'office des commissaires de Montréal? La cité de Montréal a un budget de quinze millions. La province de Québec en a un de neuf millions, et encore la plus grande partie est votée par de vieux statuts, et il ne reste qu'environ deux millions à voter par les représentants du peuple. C'est dire l'importance de l'administration de Montréal par rapport à celle de la province de Québec. Il est donc parfaitement ridicule de vouloir réduire le terme des commissaires à deux ans et le nombre des échevins à 20.

Mais, selon le député de Verchères (M. Perron), s'ils l'ont appuyé pendant deux ans, il serait prêt à leur dire de venir à la Législature pendant encore deux ans.

On refuse à Montréal un minimum d'autonomie qu'on ne saurait raisonnablement lui disputer. Pourquoi cette réduction du nombre des échevins? Est-ce parce que, comme l'a dit un député de cette Chambre, 20 coûtent moins cher à acheter que 31?

Il ajoute que tout le monde est d'avis qu'il ne doit y avoir qu'un seul corps pour gouverner Montréal. Appelez les échevins ou commissaires, comme vous voulez, et élisez-en 15 ou 20, je suis d'avis que nous n'éliminons pas la principale lacune: le manque d'harmonie entre les deux parties.

Voici une épée de Damoclès suspendue sur Montréal. On nous demande de prendre le conseil de ville et le bureau des commissaires à l'essai pour deux ans. Si, dans deux ans, les commissaires ne font pas au goût du député de Verchères, la Législature y verra. Devons-nous voir la fin d'une conspiration dont on parle tant depuis quelque temps? On devrait donner quatre ans aux commissaires.

**M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie):** C'est trop de deux ans.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** C'est aussi mon opinion, car je crois qu'un seul corps devrait administrer Montréal et je crois que toute la population de Montréal est aussi de mon avis. C'est l'opinion générale exprimée par la majorité, la semaine dernière, devant le comité. Il déclare qu'il n'y aurait pas, dans Montréal, un citoyen assez patriote pour accepter le terme de deux ans imposé par le bill.

Il fait allusion à ce qu'il appelle l'argent sanctifié de l'expropriation du boulevard Saint-Joseph. Le principal fardeau de Montréal est sa dette, et celle-ci provient surtout des expropriations, dont la plus célèbre et la plus scandaleuse fut celle du boulevard Saint-Joseph. J'accuse le premier ministre d'être responsable de ce qui s'est fait alors. Le gouvernement a retiré sa part des profits de l'expropriation dans les frais de cour s'élevant à \$60,000.

C'est par une loi de la Législature qu'on a décrété l'expropriation du boulevard Saint-Joseph. Bien plus, c'est le procureur général (l'honorable M. Gouin) qui a désigné le tiers arbitre qui a fixé le coût de toute l'expropriation.

Il cite quelques pièces d'un dossier à l'appui de son assertion.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Occupez-vous dans cette cause?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Oui.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** C'est à la demande du député de Jacques-Cartier (M. Cousineau) lui-même que nous avons nommé M. Dupuis tiers arbitre.

Il fait observer que l'arbitre du député de Jacques-Cartier a accepté la décision du tiers arbitre nommé par le procureur général à la demande des parties intéressées et dont le chef de l'opposition fait mine de se plaindre maintenant. Bien plus, l'arbitre de la partie représentée par le chef de l'opposition a voté avec le tiers arbitre à chaque occasion.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** dit qu'il en est enchanté, qu'il a eu absolument justice au-delà de ses espérances, même du dernier arbitre.

Il dit que la cité a payé trop cher pour ces expropriations et que l'on devrait cesser d'accuser le bureau des commissaires au sujet de cette affaire.

Que le gouvernement soit brave, qu'il nomme sept ou neuf ou dix hommes indépendants avec un salaire de dix mille piastres par année, pour une période de quatre ans, pour administrer Montréal et la sortir du chaos où elle se trouve maintenant.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Voulez-vous que cette commission soit nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil?

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Oui, et j'ajouterai que cette commission devrait être choisie entre des listes fournies par les différents corps importants de Montréal, le Board of Trade, la Chambre de commerce, les associations ouvrières, les corps professionnels, etc.

Il faut que cette commission ait l'indépendance et le courage qu'il faut pour faire disparaître l'une des plaies qui rongent l'administration de Montréal, c'est-à-dire le nombre exagéré d'employés civiques et la source des autres inutilités. Et je dirai ici que la Législature a eu tort de fixer les salaires de M. Untel ou Untel. Ici, nous n'avons pas peur du tramway ni de personne. Il faut une solution énergique. C'est un gros malade que nous avons entre les mains. Il faut une opération sérieuse. Il ne suffit pas d'un cataplasme.

Il suggère qu'on essaie les commissaires et les échevins avant de les faire élire.

Il aborde la question du moratorium faisant référence à l'attitude du gouvernement que cette province était capable de supporter la pression de la crise financière sans cela, et il donne le nom du

Canadian Northern et de M. J.-J. Hill, qu'il décrit comme le plus grand financier du monde, l'ami du trésorier de la province.

Il est temps de dire aux gens de Montréal qu'ils sont des incompetents, des propres à rien, qu'ils ont manifesté leur incapacité dans tout ce qu'ils ont proposé comme solution à la situation dans laquelle ils se sont empêtrés. Il est temps d'apporter des remèdes efficaces, et l'opposition, qui ne redoute ni le Street ni les autres trusts, n'hésiterait pas, elle, à les imposer.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit qu'il n'imitera pas la longueur du discours du député de Jacques-Cartier (M. Cousineau). Ce dernier a, en effet, parlé de beaucoup de choses, mais très peu de la clause 4 que l'on discute.

Il rappelle l'entrevue publiée par un journal de Montréal, donnée par le chef de l'opposition. Le premier ministre trouve le même esprit que celui qui a animé le discours de ce soir; c'est toujours la même chanson. Le premier ministre, d'après le chef de l'opposition, est responsable des ennuis et des difficultés que rencontre la cité de Montréal, et c'est lui qui impose les expropriations dont on se plaint.

Le tiers arbitre, d'après lui, a été nommé par les rouges, mais rappelons-nous les paroles du maire Martin qui avoua que M. Dupuis avait dû sa nomination à la demande de M. Vallières, qui est un des conservateurs les plus en vue de Montréal et un ancien échevin. Le maire de Montréal l'a répété pour la centième fois en comité des bills privés. L'avocat de Vallières était l'associé du chef de l'opposition lui-même.

Ce même avocat fut aussi nommé à la demande des avocats des propriétaires.

Le chef de l'opposition, continue-t-il, tente de me rendre responsable de cette expropriation au sujet de laquelle je ne me suis jamais prononcé. Je n'ai agi, dans cette affaire, que d'après les suggestions faites par des conservateurs. Dans aucun des cas d'expropriation du boulevard Saint-Joseph je n'ai agi *proprio motu*.

Le chef de l'opposition doit partager tout aussi également la responsabilité de cette nomination, puisque, lorsque la recommandation contenue dans le bill de Montréal, no 106, en 1912, était devant le comité des bills privés, M. Cousineau et ses supporters ont appuyé cette même clause.

Cette expropriation a été votée sans division par le comité des bills privés et elle a passé unanimement à la Chambre.

La clause avait été insérée dans le bill, au comité, à la demande de l'échevin Vallières. Le premier ministre n'était pas à cette séance du comité et il ne savait aucunement ce qui s'y était passé. C'est le proposeur de la clause qui a demandé à ce que l'expropriation fut faite en vertu de la loi Casgrain. Le procureur général n'a eu rien à y voir.

**M. Tellier (Joliette)** fait remarquer qu'il n'y a pas eu de vote sur cette question.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Vous dites que c'est le premier ministre qui a toujours imposé les expropriations ruineuses pour Montréal. Depuis 10 ans, je n'ai jamais été consulté, ni par les commissaires ni par les échevins, sur aucune de ces expropriations demandées au nom de Montréal.

Je n'ai été ni en faveur des rouges, ni en faveur des bleus, ni en faveur des cailles. Il dit qu'il demanderait au député de Montmagny (M. Lavergne) au sujet de la dernière dénomination. Les propos du chef de l'opposition à ce sujet sont de la dernière injustice.

Le chef de l'opposition a prétendu que mon projet avait soulevé une tempête à Montréal, qu'il avait été fait en cachette et qu'il était inexplicable. Si l'on lit les journaux de Montréal, libéraux anticonservateurs anglais ou français et indépendants, on y trouve une approbation des amendements votés par le comité des bills privés.

Quant à la diminution du nombre des échevins, elle a été jugée par des journaux comme le *Star* et le *Mail* comme un progrès dans la charte de la ville de Montréal.

Il s'est arrêté au chiffre de 20 parce qu'il croit que c'est à peu près la résultante de toutes les réformes demandées tant par les commissaires et les échevins qui sont allés le voir privément que par les corps influents de Montréal. Sur la clause même de la réduction du terme des commissaires à deux ans, il est appuyé par la *Gazette* et même le *Daily Mail*.

Quant à son projet qui est actuellement devant la Chambre, il n'y a pas de cachette ni de mystère. Trois mois avant la présente session, il a reçu des délégations de Montréal; il a toujours répondu qu'il essaierait de se rendre aux vœux de la population de Montréal. Il croit que c'est ce qu'il a fait en proposant la mesure qu'il a proposée.

Pour démontrer qu'il n'y a aucun mystère dans cette affaire, je lui demanderais de consulter son voisin (M. Gault) qui a voté en faveur d'une réduction du nombre des échevins.

Il accuse le chef de l'opposition d'être inconséquent. Ce dernier s'oppose d'abord à la réduction du nombre des échevins parce que antidémocratique. Ensuite, il demande que l'on abolisse échevins et contrôleurs et que le gouvernement nomme une commission pour administrer Montréal en enlevant aux électeurs le droit de voter.

Le chef de l'opposition nous reproche d'imposer notre projet à la ville de Montréal puis il nous accuse d'avoir agi sans fermeté et il demande la défranchisation des électeurs de Montréal.

Il leur dit qu'ils ne sont pas capables d'administrer leurs propres affaires et que le gouvernement du Québec devrait prendre en charge la cité de Montréal, la plus grande du Canada.

C'est une mesure que le gouvernement ne viendrait pas imposer à la plus petite bourgade de la province.

Sabrons la charte qui régit Montréal depuis près d'un siècle et, par une mesure arbitraire comme on n'en adopta jamais dans un Parlement, imposons à Montréal un système de gouvernement municipal. Je ne sais pas ce qui arrivera, dit le premier ministre, mais je crois que, si nous imposons à Montréal une telle commission, il y aurait une véritable révolution dans Montréal et que ce serait avec raison. Il ne veut pas empiéter sur les droits des 160,000 électeurs de Montréal en leur imposant un comité chargé de les administrer. Quand un homme se scandalise de la prétendue imposition d'un projet personnel, il ne devrait pas demander la défranchisation des électeurs.

Il n'est pas surpris, du reste, des procédés du chef de l'opposition qui fait des propositions qu'il appuie de son argumentation et qui vote ensuite contre. La tactique du chef de l'opposition depuis que le bill de Montréal a été soumis à la Législature a été de faire du capital politique, dit le premier ministre; il a toujours été à l'affût des déclarations ou des manifestations d'opinions du premier ministre et des ministres, disposé aussitôt à prendre une attitude opposée. Deux des partisans de la gauche (M. Gault et M. Tansey) se sont détachés de leur groupe pour approuver la proposition du chef du gouvernement, puisque, à titre de représentants de la cité de Montréal, ils connaissent l'opinion de la population.

Si le chef de l'opposition continue la même tactique, le nombre des dissidents chez les gauchistes pourrait bien doubler.

L'article est adopté. Les articles 5, 6 et 7 sont également adoptés.

L'article 8 portant le salaire des échevins à \$1,500 par année est adopté sur division<sup>3</sup>.

Les articles 9 à 11 sont adoptés.

Le paragraphe de l'article 12 qui a trait à la liste des fournisseurs du lait et de la crème à Montréal, liste qui doit être donnée aux autorités municipales, est suspendu.

L'article 13 est adopté.

L'article 14 autorisant la cité de Montréal à imposer une taxe de 2% sur les compagnies d'assurances contre le feu est adopté sur division<sup>4</sup>.

Les articles 15, 16 et 17 sont adoptés<sup>5</sup>.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Bureau de poste du parlement**

**M. Lavergne (Montmagny)** proteste contre le fait que les affiches du bureau de poste ne sont qu'en français.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande à M. l'Orateur de bien vouloir faire mettre dans les deux langues les affiches du bureau de poste du parlement.

La séance est levée à 11 h 40.

---

#### **NOTES**

1. Le chef de l'opposition ne pénètre dans l'Assemblée législative qu'après l'adoption du préambule (*Le Devoir*, 22 février 1916, p. 1).

2. Il est alors 11 heures du soir.

3. M. Cousineau et M. Tansey se joignirent à la majorité ministérielle (*La Presse*, 22 février 1916, p. 1).

4. Le premier ministre et le trésorier ont voté contre cet article (*La Presse*, 22 février 1916, p. 1).

5. Selon *Le Devoir*, le projet de loi fut étudié jusqu'à l'article 17. Selon le *Herald*, ce dernier article est suspendu, et l'étude du bill en comité se poursuivait jusqu'à l'article 20.



## Séance du mardi 22 février 1916

## Présidence de l'honorable C. F. Delâge

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre un rapport supplémentaire et le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Rapport supplémentaire au quatrième rapport fait en date du 16 février courant:

Votre comité a décidé de rapporter à la Chambre, pour considération, le bill 73 annexant certaines municipalités scolaires à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 172 remplaçant l'article 30 du Code de procédure civile au sujet de certaines dépositions reçues en dehors de la province de Québec;

- bill 178 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, pour fins électorales, municipales, d'enregistrement et judiciaires.

Et avec amendements le bill suivant:

- bill 170 modifiant le Code du notariat relativement à certaines réglementations par la Chambre des notaires.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'au 29 courant inclusivement et que les règles 531 et 543 de cette Chambre soient suspendues en conséquence.

Adopté.

**M. Desaulniers (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 52 constituant en corporation le Chapitre de Québec;

- bill B du Conseil législatif constituant en corporation l'œuvre de la propagation de la foi de Québec.

Et avec amendements les bills suivants:

- bill 117 amendant la loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des buurreries et fromageries de la province de Québec;

- bill 142 constituant en corporation The Metropolitan Columbus Association;

- bill 143 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des paroisses et des maisons d'éducation et de charité de la vallée de l'Ottawa, dans la province de Québec.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'au 29 courant inclusivement et que les règles 531 et 543 de cette Chambre soient suspendues en conséquence.

Adopté.

## Questions et réponses:

**Entrepreneurs et fournisseurs  
pour construction  
de routes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les nom, résidence et occupation de chacun des entrepreneurs pour la construction des routes:

- a. Lévis-Jackman;
- b. Montréal-Québec;
- c. Sherbrooke-Derby Line?

2. Quels sont les nom, résidence et occupation de chacun des fournisseurs de matériaux:

- a. pierre;
- b. ciment;
- c. terre ou sable;
- d. et tous autres matériaux qui ont été employés dans la confection desdites routes?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):**  
(Voir la liste à la page suivante).

1. (a)	<i>Lévis-Jackman</i>	
O'Connor Bros.....	Entrepreneurs .....	Huntingdon
Mde Ed. Lemieux.....	" .....	Sainte-Marie, Beauce

(b)	<i>Montréal-Québec</i>	
Provincial Building & Engineering Co...	Entrepreneurs .....	Montréal
Carniel & d'Andréa.....	" .....	Charlemagne
Stack & Léger .....	" .....	Montréal
Kennedy Construction Co.....	" .....	Montréal
Gagnon & Massicotte .....	" .....	Sainte-Anne-de-la-Pérade

(c)	<i>Sherbrooke-Derby Line</i>	
O'Brien & Dohoney.....	Entrepreneurs .....	Montréal

2. Note. Le gouvernement n'a pas de renseignements sur l'occupation de toutes les personnes mentionnées dans la réponse à la question 2.

(a)	<i>Lévis-Jackman</i>	
Mme Vve A. Bilodeau .....	Entrepreneurs .....	Saint-Henri, Lévis
Jos. Jacques .....	" .....	Saint-Joseph, Beauce
Achille Morin.....	" .....	Scott, Dorchester

*Montréal-Québec - Sherbrooke-Derby Line*

La pierre est fournie par les entrepreneurs.

(b) Le ciment est fourni par les entrepreneurs.

(c)	<i>Lévis-Jackman</i>	
Jules Bisson.....	Entrepreneur .....	Valley Jct., Beauce

*Sherbrooke-Derby Line*

(Sable) Le sable est fourni par les entrepreneurs.

(Terre)

Wm. Morin.....		Sherbrooke
James Malhoney.....	Cultivateur .....	Lennoxville
John Nicol.....	" .....	"
Arnold Bowen.....	" .....	"
Ernest Johnston .....	" .....	Capelton
C. E. Hanse .....	" .....	Norh Hatley
A. Chamberlain .....	" .....	Hatley
Albert Dubuc.....	" .....	Massawipi
D. Little .....	" .....	"
W. A. Stevenson .....	" .....	"

*Montréal-Québec*

(Sable) Le sable est fourni par les entrepreneurs.

(Terre)

Bellemare, Arthur .....	Trois-Rivières
M. Bolduc .....	"
Oliva Duval .....	"
Jos Gélinas .....	"
Sévère Lacerte.....	"
Jean Perreault .....	Lavaltrie



Hormidas Duval .....	Trois-Rivières
Sévère Gélinas .....	"
Hormidas Lamy .....	"
Siméon Robitaille .....	Saint-Sulpice
Gaspard Plouffe .....	Saint-Sulpice
Adrien Pelletier .....	Lavaltrie
Nap. Jobin .....	L'Assomption
J.-A. Frenette .....	Cap Santé
Jos. Dansereau .....	Lavaltrie
Jules Belleau .....	Neuville
Mathias Leclerc .....	Pointe-aux-Trembles
Eug. Gauvreau .....	Les Écureuils
Alfred Hervieux .....	Lavaltrie
Arthur Cormier .....	L'Assomption
Frs. Godfriend .....	L'Assomption
Albéric Rocheleau .....	Saint-Cuthbert
Onésime Hervieux .....	Lanoraie
Alex. Desrosiers .....	"
Dr J.-H. Leblanc .....	"
Omer Hervieux .....	Lavaltrie
Dme vve L.-G. Faucher .....	L'Assomption
Eug. Lanouette .....	Cap-de-la-Madeleine
P.-A. Cossette .....	Batiscan
Ls. Beauchamp .....	Lachenaie
Alph. Turcotte .....	Champlain
Nérée Normandin .....	Cap-de-la-Madeleine
Éphrem Lebel .....	Louiseville

(d)

*Lévis-Jackman*

(Gravier)

Edgar Allen .....	Saint-Henri
Pamphile Blais .....	"
Paul-V. Fortin .....	"
Jos. Ouellet .....	"
Honoré Turcotte .....	"
H. Longchamp .....	Saint-Isidore
Siméon Garant .....	Sainte-Marie
Nap. Labbé .....	Beauce Jct
J.-A. Nadeau .....	Beauce Jct
Thos. Lessard .....	Saint-Joseph
Mme vve Thos. Paré .....	Saint-Joseph
James Farley .....	Saint-Côme
Mme vve Olivier Veilleux .....	Riv. Gilbert
Zotique Fortin .....	Saint-Côme
H. Morissette .....	"
R.-J. Ray .....	"
Octave Roberge .....	"
Johnny McCollough .....	"
Thomas Veilleux, fils Jos .....	Saint-Georges
Jos. Veilleux, fils Louis .....	"
Jos. Paquet, fils Godfroi .....	"
Albert Dutil .....	"
Émile Roy .....	Riv. Gilbert

Mme Aurélie Cliche-Doyon .....	Saint-Joseph
Vital Roy .....	Saint-Joseph
Hilaire Poulin .....	Saint-François
Jos. Poulin, au cap. ....	Saint-Georges
Jos. Morin, fils Magloire .....	"
Chs. Poulin, au cap. ....	"
Ad. Bilodeau .....	Saint-Isidore
Jos. Brousseau .....	"
H. Binet .....	"
Chs. Morin .....	Saint-François
W. J. Nilson .....	Jersey Mills
W. L. Cathcart .....	Jersey Mills

## (Bois)

J.-A. Gendron .....	Saint-Georges
Zotique Fortin .....	Saint-Côme
Ferguson Cathcart .....	Marlow
P. Rancour .....	Saint-Côme
Ern. Poulin .....	Beauce Jct
Nap. Gilbert .....	Saint-Georges
Ulric Marcotte .....	Saint-Georges

## (Fer)

N. Dumas .....	Saint-Côme
Geo.-P. Gonthier .....	Saint-Georges
Quebec Central Ry .....	Sherbrooke

*Montréal-Québec*

Rampes en béton :	
Cie d'amiante et de ciment .....	Québec

*Sherbrooke-Derby Line*

Barrières :	
R. C. McFadden .....	Lennoxville

**Dépôt de documents:****Administration  
de la justice**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 janvier 1916, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral relativement à l'administration de la justice dans la province, nominations de juges, dans le cours de l'année 1915. (Document de la session no 59)

**Ministère de la Voirie et municipalités**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 janvier 1916, pour la production de:

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité du canton de Ham-Nord et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 60)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de la municipalité de Saint-Alexandre et le ministère de la Voirie, depuis 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 61)

Copie de toute correspondance entre le secrétaire ou l'un des membres du conseil de l'Assemblée de Saint-Isidore et le ministère de la Voirie, depuis l'année 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 62)

#### **Fonds patriotique canadien et autres œuvres**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1916, pour la production de copie de tous arrêtés ministériels, documents et correspondance concernant le Fonds patriotique canadien et autres œuvres soi-disant patriotiques. (Document de la session no 63)

#### **Rapport du Conseil d'hygiène**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre un supplément du vingt-huitième rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1914, contenant le 20e rapport du Conseil d'hygiène de la province de Québec. (Document de la session no 6b)

#### **Nouveau Code municipal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 19 concernant le Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

On propose l'étude des articles 693 et 694.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** rappelle que ces articles ont soulevé de vives polémiques dans la presse. Ces articles disent, en substance, que les évêchés, presbytères et communautés religieuses seront assujettis au paiement des taxes pour l'ouverture et l'entretien des chemins, ponts et cours d'eau, quand ces travaux sont à la charge et aux frais de la corporation, en tout ou en partie, conformément aux dispositions du présent Code, ainsi que pour l'éclairage public, pour l'achat et l'entretien des appareils destinés à combattre les incendies et pour la consommation de l'eau.

Il croit qu'il est cependant facile d'en venir à une entente au moyen d'un amendement qu'il propose. Cet amendement a pour but de déterminer que l'évaluation des propriétés dont il s'agit se fera indépendamment des constructions qui s'y trouvent.

Il propose l'amendement suivant:

#### **I**

Retrancher les paragraphes 2 et 3 de l'article 693.

#### **II**

"694.1. Les propriétaires et les occupants des immeubles mentionnés dans les paragraphes c, d, e, f et g de l'article 693 sont néanmoins tenus aux travaux d'entretien sur les chemins de front situés en face de ces biens dans les municipalités locales où ces chemins ne sont pas à la charge et aux frais de la corporation, en tout ou en partie, conformément aux dispositions du présent Code.

"Il en est de même pour les travaux des ponts et des cours d'eau, du découvert, des fossés de ligne et des clôtures de ligne dépendant de ces terrains.

"2. Les immeubles mentionnés dans les paragraphes c, d, e, f et g de l'article 693 sont cependant imposables pour l'éclairage public, pour l'achat et l'entretien des appareils destinés à combattre les incendies et pour la consommation de l'eau. Ils sont aussi imposables pour l'ouverture et l'entretien des chemins, ponts et cours d'eau, quand ces travaux sont à la charge et aux frais de la corporation, en tout ou en partie, pourvu que les travaux d'ouverture ou d'entretien sur les chemins, ponts et cours d'eau dépendant de ces immeubles soient assumés par la corporation.

"Pour les fins du présent paragraphe 2, la valeur réelle seule du terrain est considérée, nonobstant les dispositions de l'article 656, pour établir la taxe imposable sur les incendies mentionnés dans les paragraphes c, d, f et g de l'article 693."

Ces nouvelles conditions sont d'ailleurs acceptées par les autorités religieuses, les principales intéressées, dit-il.

**M. Tellier (Joliette):** Qui demande ces changements? Sont-ce les municipalités de campagne? Je ne le crois pas. Pourquoi ne pas s'en tenir à l'ancien Code? On raconte que les villes mêmes qui ont décidé de taxer ces communautés n'observent pas les règlements à ce sujet qui datent de 1903. Pourquoi ne pas conformer la loi à la pratique?

Il se place au point de vue des affaires purement et simplement. Il ne peut pas ne pas condamner la modification apportée à l'ancienne loi.

Vous forcez, dit-il, les conseils municipaux à tenir un compte spécial, par le privilège que vous concédez aux communautés et aux fabriques de n'être taxées que sur le fonds, et cela est condamnable dans la bonne pratique des affaires. Ce sera impossible, parce que les municipalités ne possèdent pas d'employés spéciaux si on taxe les communautés pour l'éclairage, l'entretien des chemins et la protection contre les incendies. Je crois que la meilleure manière de donner satisfaction à tout le monde, ce serait de mettre la loi en conformité avec la pratique d'après laquelle les propriétaires de biens non imposables font eux-mêmes leurs chemins de front, leurs égouts particuliers.

Le ministre des Travaux publics ne traduit pas le sentiment de toutes les autorités religieuses, qu'elles acceptent ou qu'elles subissent le changement à la loi. Sans doute, il n'a pas mission de les défendre et voilà pourquoi il a déclaré au début qu'il se plaçait uniquement au point de vue affaires.

Pourquoi, répète-t-il de nouveau, ce changement que personne ne demande et qui va atteindre non seulement les églises et les écoles, non seulement les sociétés agricoles, mais encore les institutions de charité? Ces dernières ont pourtant assez de peine à vivre et n'y réussissent que grâce à un dévouement inépuisable. Nul n'en sait plus long à ce sujet que le premier ministre qui reçoit chaque jour des demandes de subsides qu'il est obligé de refuser. Il voudrait bien terminer l'étude de ce Code comme elle s'est poursuivie jusqu'ici, sans discussion politique. Voilà pourquoi il demande au gouvernement, avec la meilleure foi et le plus grand désintéressement dont il soit capable, de s'en tenir à l'ancienne loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce n'est pas le gouvernement, dit-il, mais c'est la commission de refonte du Code qui, après enquête, en est venue à la conclusion qu'il valait mieux taxer pour les travaux municipaux les communautés religieuses. Celles-ci contribuaient déjà à l'entretien des chemins de front, des cours d'eau, etc.

Le député de Joliette (M. Tellier) a accusé le gouvernement de vouloir taxer les communautés religieuses. Nous n'avons jamais eu cette intention, dit-il, et la mesure que nous voulons adopter aujourd'hui ne peut, elle non plus, justifier cette accusation. Je base mon amendement sur ceci: dans le passé, les communautés religieuses, églises, écoles, etc., étaient obligées de voir elles-mêmes, et à leurs dépens, à l'entretien de la partie des routes ou

des fossés qui bordait leurs propriétés. Cette obligation se trouve abolie dans les endroits où on établit la municipalisation des chemins. Dans plusieurs paroisses, la municipalité prend sous sa charge et sa responsabilité l'entretien des routes, relevant ainsi les communautés religieuses de l'obligation dans laquelle elles se trouvaient. Il n'est que juste que ces mêmes communautés paient à la municipalité le coût de l'entretien de la partie du chemin qui borde leurs propriétés puisqu'elles faisaient auparavant cette même dépense. Qu'elles entretiennent elles-mêmes leur partie de route ou qu'elles remettent à la municipalité les deniers qu'elles consacraient naguère à cette fin, c'est la même chose et personne ne pourra nous accuser de vouloir taxer les communautés religieuses. C'est une question de forme. Au fond, il n'y a rien de changé sinon l'imposition pour l'entretien des appareils à combattre les incendies et de l'aqueduc en cas de municipalisation.

Pour ce qui regarde l'achat des appareils contre l'incendie et l'éclairage, continue-t-il, je crois que notre mesure ne viole pas la justice. Les communautés religieuses profitent comme les autres des avantages de l'aqueduc et de la lumière.

L'amendement qu'il propose a été rédigé samedi dernier, sur les conseils d'un avocat délégué par l'archevêque de Québec, celui de Montréal et l'évêque de Valleyfield. On peut donc se demander, lorsque ces trois prélats désignés par les évêques de la province pour étudier la question sont contents, comment il se fait que l'opposition ne le soit pas.

Il est préférable qu'une église de paroisse soit protégée contre l'incendie, et, naturellement, les autorités religieuses sont disposées à payer pour avoir cette protection. Il rappelle la destruction de l'église de Beauport, lundi matin, pour illustrer le besoin des églises en matière de protection contre l'incendie.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Prenez alors une position franche; taxez complètement ou ne taxez pas du tout. Pourquoi une évaluation basée sur le fonds seulement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

On peut croire raisonnablement que, lorsque l'archevêque de Québec, l'archevêque de Montréal et l'évêque de Valleyfield, délégués par leurs collègues de la province pour étudier la question, acceptent cet amendement, il sera accepté aussi par tous les autres intéressés.

**M. Bernier (Lévis)** déclare que telle n'est pas l'opinion des nombreuses communautés qui lui ont demandé de s'opposer au bill.

Il a demandé pourquoi on ne laisse pas la chose à la discrétion des municipalités. Il croit que les quatre cinquièmes refuseraient de mettre cette loi en vigueur. L'immunité a toujours été reconnue, dit-il, et ce serait un changement radical contraire à l'équité. Une grande partie du clergé y est opposée et, après cela, on nous reprochera d'avoir imposé une nouvelle taxe sur les communautés religieuses. Pour cela, il croit qu'il serait préférable de laisser la chose facultative.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande de nommer ces communautés.

**M. Bernier (Lévis)** refuse de désigner ces communautés.

Les articles, tels qu'amendés, sont adoptés. Trente-trois autres articles sont également adoptés<sup>1</sup>.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Élections générales

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** attire l'attention du gouvernement sur des déclarations du député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), organisateur du Parti libéral à Montréal, déclarations publiées samedi dernier dans certains journaux de Montréal, *The Montreal Gazette* et *Le Devoir* des 19 et 21 respectivement, disant que nous aurions des élections provinciales au mois de juin prochain.

Voici ce que j'ai lu dans *Le Devoir* de lundi dernier, dit-il, et il lit l'article. Si c'était le seul, je ne poserais pas cette question, même si *Le Devoir* est un journal sérieux, mais je retrouve la même chose dans la *Gazette* de samedi dernier, la *Gazette* si chère au cœur du premier ministre. Le premier ministre désire-t-il confirmer les déclarations du député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) rapportées dans la *Gazette*? Si le député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) a fait ces affirmations, je ne comprends pas pourquoi, puisque c'est la prérogative de la couronne de décider de la dissolution du Parlement.

Cette déclaration du gouvernement, dit-il, aurait assurément pour effet de modifier de quelque façon l'attitude de l'opposition. Si le premier ministre nous annonce que les élections auraient lieu à courte

échéance, l'opposition, naturellement, se mettrait sur ses gardes et deviendrait plus agressive. Si, au contraire, on nous annonce que le député de Montréal-Hochelaga s'est trompé, nous pourrions être plus cléments, plus miséricordieux. Venant de journaux sérieux comme ceux qui ont publié l'entrevue de l'organisateur libéral, cette nouvelle d'élections générales au mois de juin assurément a un caractère d'autorité auquel il est permis de s'arrêter un peu.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** déclare qu'il n'était en aucune façon responsable des dires des journaux et des rumeurs auxquelles ils donnent cours. Les déclarations du *Devoir* sont basées sur de simples potins.

En toute candeur d'âme, dit-il, nous n'avons jamais pensé et nous ne pensons pas aux élections actuellement. Nous sommes en session et nous sommes tout entiers au travail de cette session. Il assure la députation que jamais il n'a été question de ce sujet devant le cabinet. Il y a d'ailleurs encore beaucoup de temps. Le présent Parlement a encore un an à faire. Quant à la prérogative de la couronne concernant la dissolution du Parlement, il considère que le chef de l'opposition peut être rassuré puisque cette prérogative sera sauvegardée.

Je suis convaincu, continue-t-il, que le député de Montréal-Hochelaga n'a jamais tenu les propos qu'on lui attribue et n'a fait aucune déclaration dans ce sens. Encore une fois, dit le premier ministre, je ne suis pas responsable des dires des journaux que le chef de l'opposition vient de citer.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** dit qu'il n'a jamais tenu les propos qu'on lui attribue.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que l'on attend bien tard pour nier ces nouvelles qui ont un caractère très sérieux et qui ont paru voilà déjà quatre jours.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il agréé son amendement au second amendement du Conseil législatif au bill 55 amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.

**Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 concernant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

**Association des courtiers d'assurance-feu de Montréal**

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 120 constituant en corporation la Fire Insurance Brokers Association of Montreal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Montréal**

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

**En comité:**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande que l'on revienne à l'article 12 donnant au conseil de ville le pouvoir d'ordonner la fermeture des boutiques de barbiers à 8 heures tous les soirs.

Il propose en amendement que les boutiques de barbiers soient fermées les lundis et mercredis à 7 heures et ouvertes tous les autres soirs.

Adopté à l'unanimité. L'article, tel qu'amendé, est également adopté.

L'article 18 est adopté.

Le comité étudie l'article 19.

**M. Lavergne (Montmagny)** propose en amendement que l'on enlève de l'article 19 la partie qui autorise la publication des avis publics dans un journal quotidien de langue étrangère, en outre des journaux anglais et français. L'avis doit être publié une seule fois.

Il n'y a que deux langues officielles, dit-il, l'anglais et le français. Cela suffit. Les autres langues ne seront pas ajoutées pour permettre plus de patronage. Cette clause a pour but de donner du patronage au *Jewish Eagle*.

L'amendement est adopté à l'unanimité. L'article, tel qu'amendé, est adopté<sup>2</sup>.

Les articles 20 et 21 sont adoptés.

On étudie l'article 22.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** s'objecte à l'article parce qu'il indique nommément les hôpitaux qui bénéficieront des recettes du sou des pauvres pour les deux tiers, l'autre tiers allant aux institutions de charité. La Législature, dit-il, ne connaît pas assez ces institutions pour savoir si la taxe est répartie équitablement. Certaines institutions religieuses se prétendent lésées, comme les sœurs de la Miséricorde, par exemple. Le premier ministre a dû recevoir des représentations en ce sens, si je ne me trompe.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** suggère que l'on remette l'adoption de l'article à plus tard.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** consent<sup>3</sup>.

L'adoption de l'article est suspendue.

L'article 23 est adopté.

Le comité étudie l'article autorisant la cité de Montréal à emprunter, pendant l'année 1916, une somme n'excédant pas \$2,000,000, pour un terme n'excédant pas 20 ans, pour les dépenses d'administration pour l'année civile 1916.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** Pourquoi un emprunt de \$2,000,000?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Il s'agit de combler un déficit qui a été assez expliqué devant le comité des bills privés.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** fait remarquer que ce n'est pas un emprunt de \$2,000,000 que l'on autorise, mais un emprunt de \$4,000,000. Il y a l'article 24 qui autorise un emprunt de \$2,000,000 et l'article 26 qui autorise un autre emprunt de \$2,000,000.

**M. Turcot (Montréal-Laurier):** C'est une erreur cléricale. Il y a un article qui doit disparaître.

Si on attendait les représentants de Montréal, on saurait ça tout de suite.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** C'est précisément ce que je demandais hier. Je voulais qu'on attendît le promoteur du bill. À quoi est dû ce déficit?

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** dit que ce déficit est dû aux charges statutaires imposées par le gouvernement.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier):** C'est pour cela qu'il faut que ça passe sans accrocher. Quelles sont ces charges?

**M. Turcot (Montréal-Laurier):** L'entretien des aliénés, etc.

**M. Tellier (Joliette):** Il n'y en a pas tant que ça!

L'article est adopté.

Le comité passe à l'étude de l'article 25 autorisant la ville de Montréal à affecter sur le fonds d'emprunt une somme de \$25,000 pour achat de livres.

**M. Cousineau (Jacques-Cartier)** trouve en cela une preuve nouvelle que la situation de Montréal n'est pas brillante. Il s'étonne que Montréal en soit rendue là: emprunter \$25,000 pour acheter des livres! Il suggère que l'on commence par acheter des traités d'arithmétique pour les échevins ainsi que des a b c.

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** donne quelques mots d'explication.

L'article est adopté.

L'article 26 est retranché<sup>4</sup>.

L'article 27 suggérant que les emprunts temporaires de la ville peuvent se faire en bons du revenu est devant la Chambre.

**M. Lavergne (Montmagny)** veut savoir ce que sont les bons du revenu dont il est question.

**Une voix** donne des explications.

**M. Lavergne (Montmagny):** C'est bien, je comprends: ce sont des bonbons, une espèce de I.O.U.<sup>5</sup>

L'article est adopté.

Les articles 28 à 33 sont adoptés.

On étudie l'article 34 autorisant la cité à emprunter un montant n'excédant pas \$600,000 pour construire un marché public dans la partie nord de la ville et pour acquérir les terrains nécessaires et pour construire le marché Saint-Antoine.

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** défend l'article au nom des maraîchers et au nom de la population de la partie nord de Montréal. Plus encore, il déclare que les marchés sont une source de revenus.

**M. Lévesque (Laval)** plaide en faveur de l'article au nom des maraîchers des environs de Montréal. Ces derniers doivent actuellement aller aussi loin que le marché Bonsecours, en raison de l'absence d'un marché dans le nord-est. Les maraîchers du marché se sont rendus à la cité, dit-il, et ont parlé de la nécessité d'un marché dans le nord-est.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit qu'actuellement ce serait une dépense superflue et que l'on doit y renoncer, d'autant plus qu'il faut emprunter \$2,000,000 pour combler un déficit.

**M. Tellier (Joliette)** est en faveur de la construction des marchés, mais il trouve que c'est de mauvaise législation que de forcer la ville de Montréal à venir demander une autorisation pour construire un marché chez elle tandis que la moindre municipalité de campagne peut faire ce qu'elle veut. L'heure est venue, et grandement venue, qu'on laisse la plus grande ville du Canada administrer ses propres affaires.

Naturellement, il est inutile de demander un vote, car, lorsque l'autorité a décidé une chose dans cette Chambre, elle est fixée comme on l'a vu au comité.

Et cette législation-ci sera votée comme d'autres aussi extravagantes, déclare l'ancien chef de l'opposition. Quelle compétence ont les députés ruraux, comme le député de Joliette, pour déterminer si la ville de Montréal a besoin d'un marché ou non? N'est-ce pas ridicule?

Montréal est obligée de venir demander la permission de ne pas dépenser plus de \$600,000 pour construire un marché!

Il voudrait laisser Montréal libre de dépenser ce qu'elle jugera nécessaire pour le marché Saint-Antoine, sans limiter le montant à \$600,000.

**M. Perron (Verchères)** déclare qu'il s'oppose, comme le député de Joliette, à cette clause, mais pour un motif différent. Il sait, lui, que la ville n'a pas besoin d'un marché dans le nord, et c'est pour cela qu'il s'y oppose. Il considère que l'on ne rend pas justice aux citoyens de Montréal en adoptant cette clause. Il y a toutes sortes d'autres besoins qu'un marché dans le nord.

Il croit que l'on ne doit pas dépasser le pouvoir d'emprunt de cette somme de \$600,000, étant donné que la situation financière est déjà assez sombre. Ce marché du nord n'est pas nécessaire. Montréal a aujourd'hui des marchés tant que la population en veut. C'est de l'argent gaspillé que d'emprunter de l'argent pour un tel établissement.

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** défend l'article.

**M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie)** se range de l'avis du député de Verchères (M. Perron). Il dit qu'il n'y a pas d'urgence à ce sujet. Il prétend que la population de Montréal ne demande pas du tout la construction d'un marché dans le nord de la ville. C'est souhaité par quelques échevins seulement et des agents d'immeubles par l'achat de ce marché du nord. L'emplacement choisi, dit-il, est éloigné de toute voie d'accès facile et des communications. Il n'y a pas besoin de dépenser des sommes énormes pour construire un marché dans un bois ou des carrières.

**M. Tellier (Joliette)**: C'est ce terrain-là qui est le nord!

**M. Turcot (Montréal-Laurier)** proteste contre les insinuations du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Séguin).

Il ne s'agit pas de faire plaisir à certains agents d'immeubles et à une certaine veuve. La réalité, c'est qu'on veut acheter du terrain à bon marché. Que ce soit le terrain d'une dame Jasmin ou

d'une autre, qu'est-ce que ça peut faire? Il n'y a pas de veuve ici, il n'y a que les intérêts de la partie du nord. On peut trouver aujourd'hui d'excellents terrains à très bon marché.

**M. Lavergne (Montmagny)**: Voilà une dame Jasmin qui ne sent pas la rose. Il demande si les affaires des échevins sont celles de cette riche propriétaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est en faveur du marché nouveau dans le nord de la cité. Il espère qu'on s'entendra au sujet de l'emplacement. L'article n'est pas impératif mais facultatif. Il s'agit simplement de donner liberté de construire ce marché à la ville, qui le fera si elle le juge nécessaire.

**M. Perron (Verchères)** fait remarquer que Montréal peut construire un marché tout en restant dans la limite de ses moyens. Il croit que l'on peut faire meilleur usage des pouvoirs d'emprunt qu'on ne l'a fait dans le passé.

L'article, étant mis aux voix, est rejeté par 15 voix contre 18.

**M. Lavergne (Montmagny)**: Tant pis pour la veuve.

**M. Galipeault (Bellechasse)** propose que l'article 35 permettant au conseil de ville de Montréal de donner \$1,000 à l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario soit adopté.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)**: Rejeté! Rejeté!

**Des voix**: Adopté, adopté.

L'article est adopté.

Les articles 36, 37 et 38 sont également adoptés.

**M. Galipeault (Bellechasse)** propose l'étude de l'article 39, lequel permet à Montréal d'emprunter une somme n'excédant pas \$300,000 sur son fonds d'emprunt autorisé par les articles 343 et 343a de sa charte, pour être employée pour des fins de charité, fins patriotiques dans la cité ou ailleurs, et spécialement pour contribuer au Fonds patriotique canadien.

**M. Lavergne (Montmagny)** propose un amendement. Il voudrait qu'on ajoutât, après "pour fins patriotiques", les mots "et éducationnelles". C'est afin de permettre, dit-il, à la ville de Montréal de



souscrire plus largement au fonds de l'Association d'éducation d'Ontario, la cause des Canadiens de l'Ontario qui est pour nous cent fois plus précieuse que le Fonds patriotique.

Plusieurs échevins et plusieurs citoyens de la ville de Montréal l'ont prié de proposer ce changement.

Il qualifie de somme misérable le montant de \$1,000 octroyé pour la cause canadienne-française par le biais de cette clause qui vient d'être adoptée par la Chambre.

Puisque les autres provinces ne jugent pas à propos de respecter le pacte de la Confédération, il est temps que cette province, d'elle-même ou à travers ses municipalités, préserve les droits des Canadiens français en Ontario.

Le Fonds patriotique, continue-t-il, est l'une des plus monumentales farces que l'on ait vues depuis le commencement de la guerre. Il était destiné d'abord à aider les familles de tous les soldats en service actif et, au bout de quelques semaines, il ne faisait plus rien pour les miliciens que l'on avait appelés à protéger Québec et d'autres villes.

Maintenant, il en est rendu à souscrire notre argent pour l'entretien des familles des soldats qui ont jugé à propos de quitter l'Angleterre. L'Anglais, doté de sens pratique, préfère combattre pour l'Empire sous les auspices canadiennes à \$1.10 par jour et \$20 par mois provenant du fonds ainsi que d'autres allocations que de le faire à raison des 25 sous que lui donne la vieille patrie. Le Fonds patriotique donne tout son argent aux "blokes" qui sont venus s'enrôler ici afin de gagner plus cher.

Il rappelle au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que charité bien ordonnée commence par soi-même.

Les faits ont été rapportés dans le journal *Le Réveil* et n'ont pas été contredits, *Le Réveil* donnant les noms de femmes anglaises, maintenant en Angleterre, recevant des octrois du Fonds patriotique canadien. J'ai d'ailleurs ici une liste de noms que je mets à la disposition de la Chambre.

Nous n'avons pas le droit, reprend le député de Montmagny, d'encourager pareille palinodie.

Le français a des droits au Canada, dit-il, et il souhaite lire une lettre envoyée aux journaux français de la province par le Fonds patriotique, à Ottawa. Il le fait et dit que, s'il n'y a pas eu de réponse, c'est sans doute parce que la lettre était rédigée dans ce qu'on peut probablement considérer comme du français parisien, et donc non compris par les Canadiens français. Il dit craindre, toutefois, que la lettre fût écrite en un français de Toronto.

Cette lettre écrite par Sir Herbert Ames, secrétaire du Fonds patriotique, ignore les droits de la langue française et de la grammaire. Sir Ames demande aux Canadiens français d'appuyer le fonds, eux qui, a-t-il affirmé en d'autres temps, étaient considérés comme des ignorants et représentant la race inférieure de la Confédération.

Si le Fonds patriotique a le droit de faire des appels aussi disgracieux à la générosité des particuliers et des villes, il est d'opinion que nous avons le droit, nous aussi, de souscrire notre argent à la cause de l'Ontario. Son amendement permet à la ville de prendre partie des \$300,000 destinés au Fonds patriotique pour les consacrer à l'Association d'éducation. Pour lui, s'il en était libre, s'il en avait le pouvoir, il donnerait toute la somme; il veut au moins en détourner une grosse proportion.

Vous savez ce qui se passe là-bas? Pendant que les soldats canadiens-français du 22<sup>e</sup> meurent, la chanson française aux lèvres, qui les entraîne, ou la prière française à la bouche, qui les reconforte, des mamans montent la garde autour des écoles de la capitale, construites de leur argent, parce qu'une police boche veut s'en emparer.

Après 150 ans de loyauté qui ne s'est jamais démentie, on veut nous imposer un régime que l'Alsace-Lorraine n'a jamais connu sous la botte teutonne, que l'Angleterre n'a pas voulu infliger aux Boers qui venaient de lui résister.

Qu'on l'accuse de déloyauté, qu'on verse sur lui, demain, toutes les injures par de telles déclarations, au point qu'ils ne voudraient pas prendre un scotch soda en sa compagnie, mais il est encore un membre du Club de la Garnison et il n'est pas davantage déloyal que certains dirigeants à Ottawa, qui sont dans le gouvernement aujourd'hui mais qui, en 1911, avaient exprimé des sentiments semblables à ceux qu'il exprime aujourd'hui.

Il déclare que rien ne saurait l'empêcher de déclarer que les Canadiens français ne devraient pas verser un seul sou à des œuvres de guerre avant d'avoir mis ordre à leur maison. Alors seulement ils pourront aller donner en Europe des leçons de tolérance et de justice.

Il n'y a pas que dans l'Ontario que les nôtres souffrent. Là, cependant, ils se défendent si courageusement que le pays a fini par comprendre leur souffrance, par entendre leurs cris.

Ce qui se passe ailleurs, ce qui se passe dans notre Prusse à nous, devrait nous faire réfléchir. Il n'y a pas, encore une fois, que l'Ontario; il y a aussi le Manitoba. Ce sont des conservateurs à Toronto, ce sont des libéraux à Winnipeg; dans les deux endroits, c'est la même intolérance, le même déni de justice.

Il signale la décision prise récemment par le gouvernement libéral manitobain de faire disparaître le bilinguisme dans cette province. Ce gouvernement vient de traiter comme un chiffon de papier le règlement Laurier-Greenway.

Ceux qui se scandalisaient le plus de sa déloyauté, qui protestaient contre le "scrap of paper"; ceux qui sont traîtres aux engagements de la Confédération et qui déchirent une entente, dont il n'est pas à propos ce soir de discuter la valeur, comme les Boches ont déchiré la garantie de la neutralité du territoire belge, ce sont eux, les sur-Boches et les traîtres.

Que se passe-t-il, demande-t-il, dans ce pays de toutes les libertés où flotte le drapeau britannique, le drapeau britannique que nous avons défendu contre ces Anglais révoltés, les Américains, pour ces Anglais fuyards qui se réfugiaient dans l'île d'Orléans au moment du danger? On viole la garantie de nos libertés, on oblige des mamans à quitter leur foyer pour se faire soldats. Les femmes d'Ottawa ont lutté pour la possession des édifices scolaires.

On oblige également des enfants à mendier du premier magistrat de la capitale de la Confédération l'argent que leurs parents ont versé, et des maîtresses d'école à porter des robes de misère parce qu'elles n'ont pas touché leur traitement depuis 17 mois.

Veut-on nous rendre plus loyaux en nous enlevant notre langue? Qu'on voie donc ce qui se passe en Irlande où il semble bien que la révolution gronde, où on n'a envoyé que 85,000 hommes au feu depuis le commencement de la guerre.

Il dit qu'en Irlande aucune conscription n'avait été imposée, alors que des magasins d'armes y avaient été trouvés, que des journaux avaient été supprimés pour cause de sédition, que des sociétés secrètes y étaient plus actives que jamais. Mais les Canadiens français, même s'ils faisaient leur devoir, étaient loyaux envers l'Empire et respectueux des traditions britanniques, étaient persécutés.

Il y a deux moyens de faire cesser cela. Le premier serait le boycottage des produits de l'Ontario. L'autre est la guerre. Je vais répéter ce que j'ai dit à Montréal, il y a quelques jours, que la seule façon de mettre un terme à cette persécution est de boycotter tous les biens en provenance de l'Ontario. Si on veut la guerre, qu'on nous le dise. Nous sommes prêts. En attendant, il est temps que nous ayons recours au nerf de la guerre. Les enfants canadiens-français de l'Ontario apprendront le français. Il n'y a pas assez d'Anglais au Canada pour les en empêcher.

Cet amendement, il le fait, en effet, pour que l'on puisse combattre pour le droit et la justice non pas dans les Flandres, chez nous; pour que Montréal vote la somme qu'elle voudra pour combattre la tyrannie non pas en Allemagne, chez nous, de l'autre côté de la rivière Ottawa, dans l'Ontario.

Personne, dit l'orateur, dût-il être seul, n'est assez grand ni assez fort pour l'empêcher de dire ce qui est et de réclamer justice pour ceux qui souffrent envers et contre tous. On semble ignorer quelquefois la gravité du danger et la violence de l'insulte qu'on nous fait. On est souvent porté à condamner les agitateurs comme lui. Mais peut-on ne pas s'indigner quand on sait, par exemple, que dans la loyale province de l'Ontario, où l'on persécute la langue des découvreurs de ce pays, l'enseignement de la langue allemande est permis dans les écoles, bien plus, qu'on insiste pour qu'elle passe avant la langue française? Cela, ce n'est pas de l'imagination, c'est la pure réalité. Il explique cela en disant qu'entre cousins germains on se comprend.

En Ontario, dit-il, où les gens se déclarent aujourd'hui satisfaits de voir les Français et les Britanniques combattre côte à côte les Allemands, mais qui ne permettent pas aux citoyens de langue française de leur propre province d'enseigner leur propre langue, dans leurs propres écoles, à leurs propres enfants.

Allons-nous donc subir toutes les injures, celle-là comme les autres, ainsi qu'une race d'esclaves? Ne sentirons-nous pas un frisson d'indignation courir dans nos veines? Pour lui, il considère qu'il serait lâche, la seule chose dont il n'a pas souffert qu'on l'accusât jamais, s'il laissait faire cela sans protester. Il espère que la Chambre pensera comme lui. Elle a l'occasion de se prononcer par l'amendement qu'il lui demande de voter.

Il (M. Lavergne) dit qu'avant de donner un seul sou aux œuvres de guerre les Canadiens français devraient donner tout leur argent pour leurs frères d'Ontario et des autres provinces, pour combattre en faveur du droit et de la justice, non pas dans les Flandres, à Gallipoli, en Mésopotamie, en Egypte ou ailleurs, mais chez nous, à côté de nous.

Les avant-postes de la liberté sont en Ontario, même si quelques sentinelles sont tombées. Il dit regretter d'avoir à dire ces choses, mais que, si on peut le traiter de traître ou d'idiot, on ne peut l'accuser d'être un lâche.

Si j'ai un secondé, dit-il, je demande que Montréal prenne sur la somme autorisée pour fins patriotiques, ou prenne \$50,000 pour fins patriotiques et \$50,000 pour les minorités.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** rend hommage à l'éloquence et à la sincérité du député de Montmagny (M. Lavergne). Il rappelle que, sur la question des Canadiens français d'Ontario, ses sentiments sont connus; il les a exprimés dans un discours prononcé l'année dernière, en Chambre, qu'il serait prêt à le prononcer de nouveau, cette année.

Ses sentiments sont les mêmes; l'appel qu'il a fait alors, il est prêt à le répéter. Il lance encore le même appel à la majorité en Ontario, au nom de la minorité. Je suis convaincu, dit-il, que nous devons aider autant que nous le pouvons nos compatriotes de l'Ontario, mais je crois que le député du comté de Montmagny n'a pas pris le bon moyen pour atteindre le but qu'il vise. Il voudrait que le député de Montmagny n'embrouillât pas les choses.

Il dit qu'il a eu pour règle de vie de ne pas mêler les choses. Pour le moment, il s'agit de savoir si Montréal devra souscrire pour des fins patriotiques. Il y a, dans l'article que nous discutons, la liberté qui est laissée au conseil de ville de Montréal de verser une partie du montant qu'il demande dans le trésor de l'Association d'éducation d'Ontario.

Nous avons déjà voté un montant pour cette fin par l'article 35 du bill. De plus, le député de Bellechasse (M. Galipeault) a présenté un bill durant cette session même et qui sera sans doute adopté à l'unanimité. Ce bill donne aux municipalités en général la permission de prélever une taxe spéciale pour des fins patriotiques, scolaires, etc. Montréal pourra se prévaloir de cette loi. Il n'y a donc pas lieu de faire insérer dans le bill de Montréal une autre clause au même effet. La question des écoles d'Ontario est vitale pour le pays en entier, ajoute-t-il.

Il me semble, dit-il, que les intérêts des Canadiens français de la province voisine sont sauvegardés en une très bonne mesure et qu'il n'est pas nécessaire, pour le député de Montmagny, d'insister. La persistance à vouloir son amendement nuira certainement à la cause qu'il veut défendre et qu'il défend avec tant d'éloquence.

**M. Lavergne (Montmagny):** Je crois que vous êtes dans l'erreur.

Il ne doute pas des bons sentiments du premier ministre (l'honorable M. Gouin), mais il ne veut pas qu'il soit dit que la ville de Montréal a souscrit \$1,000 pour les nôtres d'Ontario et \$300,000 pour le Fonds patriotique. Quant à lui, il ne donnerait pas, comme il l'a déjà dit, un seul sou au Fonds patriotique et tout à l'Association d'éducation d'Ontario jusqu'à ce que cette question des écoles soit réglée.

Il s'agit de notre langue, continue-t-il. Il ne s'agit pas de secourir des gens qui combattent pour un salaire. Il s'agit de nous aider nous-mêmes, de nous défendre nous-mêmes.

Chacun des petits groupes que l'on attaque, dans les provinces éloignées, il importe que l'on y pense, sont comme nos avant-postes ou nos sentinelles perdues.

Qu'on les laisse anéantir et bientôt ce sera notre tour. On fera de Québec une sorte de réserve de sauvages et nos frères sacrifiés seront en droit de nous dire que nous sommes des Caïn, que nous périssons parce que nous avons trahi. Rappelons-nous donc ce que nous sommes, implore le député de Montmagny, que noblesse oblige et que ces gens-là, ces mamans, ces institutrices, ces enfants, ces commissaires condamnés à l'amende ou menacés de prison combattent pour nous. C'est une cause désespérée, elle n'en est que plus elle. Est-il quelque chose de plus touchant que les sanglots qui nous arrivent en ce moment des bords de l'Ottawa combattant?

Il ne propose pas de retirer son amendement. Certains Anglo-Saxons, au Canada, crachent au visage des Canadiens français, dit-il.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** s'oppose à l'amendement et dit qu'il ne croit pas qu'il appartienne à la Législature d'autoriser la cité de Montréal à souscrire à une cause qui est non seulement en dehors des limites de la ville, mais en dehors de la province. Il ajoute qu'il y a une minorité, à Montréal, qui paie une grande partie des taxes de la cité. Pourquoi forcer Montréal à souscrire pour cette association quand les Anglais paient la moitié des taxes?

**M. Lavergne (Montmagny):** C'est vrai qu'il y a une minorité d'Anglais qui paie les taxes, mais nous voulons que vous rendiez un peu de ce que vous nous avez volé dans d'autres provinces.

**M. Morin (L'Islet)** explique son vote qu'il va donner en faveur de l'amendement. Il dit que, si les Canadiens français d'Ontario sont persécutés aujourd'hui, c'est grâce au gouvernement libéral de la province d'Ontario qui n'a rien fait pour agrandir et donner de la puissance à Québec, donnant ainsi un bon pied aux gens d'Ontario.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** tout en souscrivant à beaucoup des choses qui ont été dites par le député de Montmagny (M. Lavergne), défend le Fonds patriotique, dont il est l'un des membres actifs à Québec.

Il n'approuve pas non plus la façon dont le député de Montmagny veut présenter son amendement. Il ne faut pas mêler les deux questions, celle du Fonds patriotique et celle des écoles d'Ontario. Si le député de Montmagny veut proposer en amendement à la clause 35 que la ville vote non pas \$1,000, mais \$50,000 et même \$100,000 à l'Association d'éducation d'Ontario, le ministre votera cet amendement des deux mains, et il est convaincu que toute la Chambre en fera autant.

Des discussions comme celle de ce soir ne sont pas sans résultat pratique. Il est temps que l'on sache que la province de Québec comprend l'importance de la question des écoles d'Ontario et qu'elle est prête à réclamer justice. Puisque les deux langues sont officielles, que l'on a le droit de parler français dans le Parlement d'Ottawa, à la Cour suprême et à la Cour de l'échiquier, il va de soi qu'il est du devoir du gouvernement de nommer des juges qui comprennent le français et, comme tous les juges ne peuvent venir de la province de Québec, il importe donc que l'on donne le moyen à ces juges d'apprendre le français chez soi. Cela suppose donc les écoles bilingues dans toutes les provinces. Si les juges sont de langue anglaise, comme cela arrive dans les autres provinces, ils ne le comprendront que s'ils l'ont étudié, et ils ne pourront l'avoir étudié si le gouvernement fédéral, qui devrait intervenir, n'en a pas décrété l'enseignement.

Il se déclare tout aussi disposé que le député de Montmagny à aider aux Canadiens français d'Ontario. Il espère que l'écho de cette discussion se répercutera dans Ontario et le Manitoba. Le gouvernement d'Ottawa doit intervenir, dit-il, et faire respecter la Constitution. Mais, encore une fois, il voudrait que le député de Montmagny ne touchât pas à la clause du Fonds patriotique avec son amendement.

Il rappelle que le Fonds patriotique a été très bien encouragé par la province et que celle-ci doit continuer cet encouragement. Le Fonds patriotique joue un rôle indispensable auprès des familles de nos soldats, il a pris l'engagement de les soutenir en l'absence de ces derniers et il ne peut cesser ses opérations.

Il parle de la façon dont les choses se passent à Québec pour le Fonds patriotique et dit que tout le monde y est satisfait.

En se basant sur des documents et sur sa propre expérience, il dit qu'à Québec seulement le Fonds patriotique soutenait au-delà de 300 familles de soldats canadiens-français. On ne sert pas de pension aux familles d'aucun Anglais venu d'Angleterre pour s'engager dans l'armée canadienne et gagner plus cher.

Il ne faut donc pas s'exposer à ce que l'on prive le Fonds patriotique d'une partie de ce qui doit lui revenir quand on peut aider d'autre façon la cause des Canadiens français. Il est en faveur d'une loi générale, comme celle du député de Bellechasse (M. Galipeault), plutôt que d'une loi particulière. Il en donne lecture.

Ce bill donne le droit non seulement à la ville de Montréal, mais à toutes les municipalités de souscrire des fonds à l'Ontario. Il est de portée générale. Il vaut peut-être mieux adopter ce bill sur lequel il ne doute pas que la Chambre sera unanime. L'expression de sentiment sera plus forte.

La province de Québec a généreusement répondu à la première demande de fonds pour le Fonds patriotique; elle a généreusement répondu à la deuxième demande et répondra tout aussi généreusement aux autres demandes qui viendront. Il croit qu'on ne devrait pas réduire d'un seul cent les sommes octroyées par vote au Fonds patriotique.

**M. Lavergne (Montmagny)** félicite le député de Bellechasse (M. Galipeault) de son projet de loi, mais on ne doit pas se chicaner sur une question de mots, dit-il. Il tient mordicus pour son amendement qui permettra à la ville de Montréal de voter ce qu'elle voudrait à l'Ontario. C'est un mouvement pratique. On sait, d'après cet amendement, où prendre l'argent, et les Canadiens français en retireront une aide efficace. Doit-on, par peur des Anglais, reculer devant un mot?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est avec des propos comme celui-là que le député de Montmagny (M. Lavergne) affaiblit sa cause. On dirait qu'il veut donner à entendre qu'il n'y a que lui de courageux, qu'il n'y a que lui de brave. Non, nous n'avons pas peur des Anglais et nous ne sommes pas moins braves que le député de Montmagny.

**M. Lavergne (Montmagny):** Je ne suivrai certainement pas le ministre des Travaux publics sur ce terrain-là. Une injure de plus ou une injure de moins me laisse assez indifférent.

L'honorable ministre veut sans doute insinuer que je fais cela pour ma gloriole. Il y a assez longtemps que j'attrape des coups pour qu'on sache ce qu'on doit penser de moi.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** croit qu'on peut s'entendre sur l'introduction d'une motion qui exprimerait l'unanimité des sentiments qui animent la Chambre; il ne veut pas qu'on mêle

les choses. Il est d'avis que la clause que M. le député de Montmagny (M. Lavergne) veut amender pour atteindre son but doit rester telle qu'elle est et que c'est à la clause 35 que l'amendement devrait être fait.

Il dit que tout le monde dans cette province est dans de bonnes dispositions, à la fois à l'égard du Fonds patriotique et à l'égard des droits de la minorité en Ontario.

**M. Perron (Verchères)**, félicitant le député de Montmagny (M. Lavergne) pour son éloquence, dit qu'il est vrai que le Fonds patriotique canadien n'est pas parfait, étant humain, mais qu'il s'agit d'une institution qui fait un bien immense à Montréal en aidant plusieurs qui autrement souffriraient.

Je suis convaincu que tous ceux qui connaissent la situation sont d'avis que les \$300,000 qu'on propose de donner au Fonds sont nécessaires. Je ne dis pas qu'il n'est pas nécessaire d'aider nos frères en Ontario, mais nous discutons du Fonds patriotique. Cet argent est nécessaire, et je crois que les députés de Montréal et ceux qui vivent là vont m'appuyer en cela. Je lis les déclarations faites dans *Le Réveil* et j'admets qu'elles n'ont pas été démenties.

**M. Tellier (Joliette)**: Le journal de l'honorable député?

**M. Perron (Verchères)**: Non.

Il croit que l'amendement du député de Montmagny aura pour effet de mêler les questions du Fonds patriotique et du fonds d'Ontario et qu'il sera préjudiciable aux deux, étant donné la diversité des éléments qui seront appelés à en décider. On devrait s'en tenir à la loi générale qui décrètera que 5% des revenus bruts des municipalités pourront être souscrits au fonds d'Ontario. Il est aussi sympathique aux Canadiens français d'Ontario que M. le député de Montmagny et il craint qu'on nuise à cette cause en voulant lui aider par cet amendement.

Si on ne vote pas pour octroyer de l'argent au Fonds patriotique, la force de l'opinion publique à Montréal est telle que le conseil de ville et la commission de contrôle seraient forcés de voter d'autres fonds pour le Fonds patriotique. Si, comme l'a affirmé le député de Montmagny, les échevins de Montréal désirent l'amendement et ne sont pas satisfaits de la loi générale de la province, ils peuvent demander l'inclusion de pareille clause dans la charte de la cité, mais il appartient aux échevins de le demander. Plus encore, les échevins peuvent aller devant le comité des bills privés du Conseil législatif

et demander l'inclusion d'une telle clause dans leur bill. Il ajoute qu'il votera contre l'amendement.

Les deux causes sont dignes d'encouragement et il croit que la Chambre devrait être unanime à l'admettre. Il prie donc le député de Montmagny de prendre les mesures pour que la Chambre puisse voter unanimement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande au député de Montmagny (M. Lavergne) s'il ne craint pas qu'une division sur cette question atténue l'effet de sa motion. Ne vaudrait-il pas mieux être unanime? Il signale que, si un vote est appelé et que la Chambre est divisée sur semblable question, cela paraîtra mal aux yeux des autres provinces. Il serait préférable que la Chambre se montre unie devant le pays sur cette question.

**M. Lavergne (Montmagny)** ne veut rien entendre et déclare que, si on ne vote pas sa motion, on prouvera n'être pas aussi sincère que lui. Il persiste à présenter son amendement qui lui aurait été suggéré par des échevins de Montréal.

Il ajoute qu'il est convenu que le conseil de ville de Montréal ne votera pas \$300,000 pour le Fonds patriotique et que, si cela se vote, il y aura des émeutes à Montréal.

Il souhaite que, en votant pour le Fonds patriotique canadien, Montréal vote pour les Canadiens français. Il croit que le montant de \$300,000 devrait être divisé également entre la cause de l'éducation en Ontario et le fonds.

**M. Tellier (Joliette)** parle du danger de l'amendement qui créera un antagonisme entre les deux causes qu'on veut aider. Il dit qu'il votera contre l'amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** parle de la bonne entente entre les races et dit croire que la grande majorité des Canadiens de langue anglaise ferait droit aux revendications de la minorité canadienne-française si elles leur étaient bien expliquées.

Malheureusement, pour une raison ou pour une autre, nous avons été incapables de les réunir sur cette question, ajoute-t-il. Je crois que l'homme qui a inventé le mot "compromis" a inventé un grand mot, et avec un peu de bonne volonté de chaque côté, je suis sûr que les difficultés seront aplanies. La majorité de la population du Canada croit en la justice pour toutes les minorités, qu'elles soient religieuses ou ethniques.

Malheureusement, certains politiciens ont martelé cette question d'un bout à l'autre du pays et en ont fait une affaire politique. Il s'en prend ensuite au député nationaliste en disant qu'il ne devrait pas condamner toutes les personnes de langue anglaise au Canada, incluant celles de la province, comme il l'a fait il y a environ un mois, dans la Chambre, sur cette même question. Le député de Montmagny a tort de prendre tous les Anglais d'Ontario pour des fanatiques et des persécuteurs. C'est une province anglaise et, naturellement, elle tient à sa langue. Il est d'opinion que les troubles qui règnent vont bientôt disparaître.

Concernant la lettre du Fonds patriotique canadien lue par le député de Montmagny, il dit qu'il n'est pas là pour défendre son auteur, Sir Herbert Ames, mais qu'il eût été préférable de le féliciter d'avoir fait de son mieux. Il ajoute qu'il ne croit pas que la question, malgré les sentiments des députés, doive être associée au bill de Montréal. Il se dit certain que les députés de langue anglaise de la Chambre voteront pour le bill du député de Bellechasse (M. Galipeault) lorsqu'il en sera question et démontreront leur sympathie pour les Canadiens français, comme ils l'ont fait l'année dernière en votant pour la motion Bullock.

**M. Lavergne (Montmagny)** s'en tient toujours à son amendement.

**M. Cannon (Dorchester):** On devrait éviter toute ambiguïté au sujet de ces deux causes du Fonds patriotique et du fonds ontarien afin d'avoir une expression d'opinion catégorique de la part de ceux qui sont appelés à en décider. Il croit que la Confédération sera une faillite si les Anglais des autres provinces ne sont pas dans les mêmes sentiments que ceux de la minorité de cette province.

Il défend la cause du Fonds patriotique également. Il considère que c'est notre devoir de supporter ceux que nos soldats ont laissés pour aller combattre. Il croit aussi que l'occasion est bonne de manifester une opinion en faveur de la cause canadienne-française et dit que, tout en faisant des réserves sur les avances du député de Montmagny, il votera pour l'amendement.

Il est d'opinion que la seule Législature française de ce pays ne doit pas perdre une occasion de témoigner de sa sympathie à nos frères d'Ontario.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 18 voix contre 7. L'article est adopté<sup>6</sup>.

Les articles 1 et 40 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus et adoptés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** veut faire subir au projet de loi sa troisième lecture.

**M. Lavergne (Montmagny)** propose l'ajournement des travaux de la Chambre. Je veux avoir des renforts, dit-il. Il veut faire remettre la troisième lecture pour obtenir un vote de la Chambre sur son amendement.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure du matin.

## NOTES

1. Selon *La Patrie*, c'est plutôt 75 articles du nouveau Code municipal qui ont été adoptés.

2. La proposition d'inclure des journaux autres que ceux de langue française ou anglaise originait de l'échevin Rubenstein, de Montréal (voir *Montreal Star*, 23 février 1916, p. 8).

3. Selon *La Patrie* (23 février, p. 3), cet article a été adopté par la Chambre.

4. Selon *Le Devoir* (23 février, p. 5), cet article a été adopté.

5. Selon *Le Soleil* (23 février, p. 7), ces paroles ont été prononcées par J.-W. Lévesque.

6. MM. Sauvé, Morin, Mayrand, Godbout, Séguin et Cannon votèrent avec M. Lavergne.



